UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

ÉCOLE DOCTORALE DES SCIENCES JURIDIQUES

Centre d'études internationales et européennes (UR 7307)

THÈSE

Jiyu CHOI

soutenue le 11 octobre 2024

pour obtenir le grade de **Docteur de l'Université de Strasbourg**

Discipline : Histoire des Relations Internationales

L'impact des valeurs européennes sur les relations entre l'UE et la Corée du Sud de 1961 à nos jours

THÈSE dirigée par :

Madame Birte WASSENBERG	Professeur, Université de Strasbourg

RAPPORTEURS :

Madame Machteld VENKEN	Professeur, Université du Luxembourg
Monsieur Michel CATALA	Professeur, Université de Nantes

AUTRES MEMBRES DU JURY :

Monsieur Vincent DUJARDIN	Professeur, Université Catholique de Louvain
Madame Laurence BADEL	Professeur, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Madame Frédérique BERROD	Professeur, Université de Strasbourg

Remerciements

Cette thèse de doctorat, un projet long et difficile, a été réalisée avec le soutien de nombreuses personnes restées à mes côtés.

J'exprime mes profonds remerciements à ma directrice de thèse, Madame Birte Wassenberg, pour son enthousiasme inépuisable, sa patience et sa supervision constante. Elle a été une source inépuisable d'inspiration, de conseils et d'encouragements tout au long du processus de recherche. Je lui suis profondément reconnaissante pour son soutien indéfectible, ses commentaires constructifs et ses conseils incisifs.

Je voudrais également remercier les membres du jury de soutenance pour leur acception et précieuse contribution : Madame Frédérique Berrod, Monsieur Vincent Dujardin, Madame Laurence Badel, Madame Machteld Venken, et Monsieur Michel Catala.

Je tiens aussi à exprimer ma gratitude envers Monsieur Eung-woon Kim et Monsieur Sang-jun Park de la Hankuk University of Foreign Studies, pour leur encouragement et les conseils qu'ils m'ont prodigués depuis mes années d'études en Corée.

J'adresse également mes remerciements aux archivistes de l'Union européenne et à ceux du ministère des Affaires étrangères de la République de Corée pour l'aide qu'ils m'ont apporté dans mes recherches.

Je tiens à remercier tout particulièrement Debora, Pierre et Yarmi qui m'ont aidé avec les relectures de ma thèse. J'ai aussi le plaisir de remercier mes merveilleux camarades de travail à l'Université de Strasbourg, Clément, Josselin, Geoffrey, Jixi, Anja, et Stefan qui m'ont offert un très agréable cadre de recherche et m'ont accordé leur sincère amitié.

Je remercie de tout cœur mes chers amis de Strasbourg, Ricardo, Dasha, Geoffrey, Masa, Anaelle, Youkene, Lin, Hyelim, Fanny, Maurice, Pierre-Xavier et la famille Paul, ainsi que mes meilleurs amis en Corée, Chae-young, Ja-hyun, Kyoung-sun, Si-yeon, Soo-jung, Jin-young et Hyun-jin dont l'amour et le soutien m'ont permis de mener à bien ce long projet.

Enfin, je dédie tout ce travail à ma famille, à mon père et à ma mère, qui m'ont soutenu avec leur amour, leur confiance et leur protection infinis.

Le 1er août 2024,
Strasbourg.

Sommaire

Introduction générale

Première partie. L'établissement des relations diplomatiques entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud (1961 - 1989)

Chapitre I. Les relations diplomatiques sans conditions de valeurs (1961 – 1979)
Chapitre II. La promotion des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1980 – 1989)

Deuxième partie. Des relations bilatérales : des valeurs européennes aux valeurs communes (1990 – 2002)

Chapitre I. Les relations bilatérales sous conditions de respect des valeurs européennes (1990 – 1997)
Chapitre II. La coopération diplomatique fondée sur les valeurs universelles (1998 – 2002)

Troisième partie. Vers un partenariat stratégique pour la défense des valeurs universelles (2003 – 2019)

Chapitre I. Les partenariats coopératifs en matière de sécurité internationale (2003– 2007)
Chapitre II. L'UE et la Corée du Sud : des partenaires stratégiques aux valeurs universelles dans les relations internationales (2008 – 2019)

Conclusion générale

Table des matières

Remerciements ……..…….……...…… **2**

Sommaire …….. **3**

Table des matières …… **4**

Liste des sigles et acronymes …….. **10**

Introduction générale …… **14**

Première partie : L'établissement des relations diplomatiques entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud (1961 - 1989) …… ……..…….. **28**

Introduction ……... **29**

Chapitre I. Les relations diplomatiques sans conditions de valeurs (1961 – 1979) …. **31**

1. Considérations générales et liminaires …….. 31

A. La dimension des valeurs européennes ……..……. 31

1) Le rôle des valeurs dans les relations extérieures de la Communauté européenne ……. 31

2) La place des valeurs fondamentales dans la construction européenne …… 38

a. Les valeurs humaines de l'après-guerre …….. 38

b. Les valeurs occidentales de la guerre froide …… 40

c. L'intégration européenne vers la paix …….. 46

B. La recherche de valeurs libérales en Corée du Sud …… 50

1) La mise en place d'un État démocratique en Corée du Sud …… 50

2) La politique étrangère des débuts du gouvernement sud-coréen …….……..58

a. Le gouvernement fortement anticommuniste …….. 58

b. Le gouvernement parlementaire instable ……. 61

c. Une nouvelle phase par le coup d'État ……. 67

2. L'établissement de relations diplomatiques entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud ……..….. 71

A. La démarche d'établissement de relations diplomatiques …….. 71
1) La mise en route de la voie de la diplomatie ……... 71
a. L'orientation de la politique étrangère de la CEE …… 71
b. La nouvelle direction de la politique étrangère de la Corée du Sud……. 76
2) La mise en place des relations diplomatiques ……. 81
a. Le processus d'établissement de relations diplomatiques …… 81
b. Les prémices des relations bilatérales …….. 85
B. Les relations bilatérales sans conditions des valeurs ……..……. 89
1) Le développement de l'identité européenne de la CEE …….…….. 89
a. La place des valeurs européennes dans l'identité européenne ……. 89
b. L'identité européenne dans la politique étrangère de la CEE ……... 93
2) Les limités des valeurs européennes dans les relations diplomatiques …… 96
a. La question sur le respect des valeurs du régime militaire de la Corée du Sud …….. 96
b. Le renforcement des relations bilatérales sans la perspective des valeurs ……. 100

Chapitre II. La promotion des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1980 – 1989) ..…… 105

1. Le respect des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1980 – 1985) ……105
A. La recherche des valeurs européennes dans les relations internationales de la CEE …….. 105
1) Le développement de la politique étrangères de la CEE fondée sur les valeurs européennes …….……... 105
2) Le rôle du Parlement européen en matière des valeurs européennes ….…… 111
a. Le Parlement européen dans la politique étrangère de la CEE …….. 111
b. Les valeurs européennes du Parlement européen au suffrage universel …… 113
B. L'émergence des valeurs européennes dans les relations bilatérales ……... 116
1) La CEE face au nouveau régime militaire en Corée du Sud ……. 116
2) L'intervention européenne dans l' « affaire Kim, Dae-jung » …… 121
3) L'action du Parlement européen en matière des droits de l'homme en Corée du Sud … 134
a. La Corée du Sud dans le « Rapport sur les droits de l'homme dans le monde » …... 134
b. La réponse coréenne au Parlement européen sur les droits de l'homme …… 138
2. Le renforcement de la position des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1986-1989) ……...…….. 140
A. Les valeurs européennes au sein de la diplomatie de la CEE …….…….. 140
1) Les valeurs européennes dans le cadre de la CPE …….…… 140

2) Le poids des valeurs européennes dans les relations bilatérales ……..…….. 146

3) Les efforts d'établir les relations interparlementaires …… 150

B. L'influence des valeurs européennes en Corée du Sud ……..…… 156

1) Le rôle de la CEE dans la démocratisation de la Corée du Sud …… 156

2) Le discours européen sur le conflit entre les deux Corées ……. 168

Conclusion ……..……...……... **173**

Deuxième partie : Des relations bilatérales : des valeurs européennes aux valeurs communes (1990– 2002) …….…….. **175**

Introduction ……...……..…… **176**

Chapitre I. Les relations bilatérales sous conditions de respect des valeurs européennes (1990 -1997) ……..……...……. **178**

1. Le rôle des valeurs européennes dans le nouvel ordre mondial ……..…… 178

A. La direction d'une politique étrangère européenne dans une perspective de valeurs ……..178

1) L'élargissement des valeurs européennes aux valeurs universelles …….…….. 178

2) La voie de l'intégration des valeurs européennes dans la politique étrangère …….. 182

B. Le dernier gouvernement militaire de Corée du Sud et ses relations avec la Communauté européenne …….…….. 187

1) La politique étrangère du dernier régime militaire en Corée du Sud …… 187

a. La nouvelle orientation pour la politique étrangère : la Nordpolitik …….. 187

b. La Nordpolitik à l'égard de la Communauté européenne …….. 190

2) La loi sur la sécurité nationale en Corée du Sud …… 192

a. Les questions relatives aux droits de l'homme …….. 192

b. Les efforts de la CEE pour défendre les droits de l'homme …….. 196

2. Le projet d'accord-cadre entre l'UE et la Corée du Sud …… 202

A. L'élaboration de la politique étrangère de l'UE …… 202

1) La politique étrangère dans le traité de Maastricht …… 202

2) La politique de l'UE à l'égard de l'Asie …… 207

B. L'initiative des accords-cadres entre l'UE et la Corée du Sud …….. 214

1) Le premier gouvernement démocratique de Corée du Sud et sa politique étrangère … 214

a. L'approche de la Corée du Sud en matière de valeurs universelles …… 214
b. La position européenne sur la réforme du gouvernement démocratique …… 216
2) La mise en œuvre de l'accord bilatéral entre l'UE et la Corée du Sud …….. 219
a. La stratégie de l'UE à l'égard de la Corée du Sud ……. 219
b. Les valeurs universelles dans le cadre de l'accord bilatéral …….. 222

Chapitre II. La coopération diplomatique fondée sur les valeurs universelles (1998 – 2002) …… 229

1. L'intensification progressive des relations bilatérales sur la base de valeurs universelles … 229
A. La mise en place de valeurs dans le contexte de l'UE …….. 229
1) Les valeurs au sein des principes fondamentaux de l'UE ……. 229
2) Le développement de la politique de défense de l'UE dans la perspective des valeurs .. 233
B. L'approfondissement des relations bilatérales vers les valeurs communes ……... 239
1) Les valeurs universelles au regard du gouvernement de Kim, Dae- jung ……. 239
2) La question des droits de l'homme au cœur de l'accord bilatéral ……. 244
2. La coopération entre l'UE et la Corée du Sud pour la paix en Corée ……. 260
A. Les politiques à l'égard de la Corée du Nord …… 260
1) La politique de la Corée du Sud à l'égard de la Corée du Nord …… 260
a. Les politiques précédentes ……. 260
b. La « Sunshine Policy » de Kim Dae-jung ……. 262
2) La politique initiale de l'UE à l'égard de la Corée du Nord ……. 268
a. La position de l'UE dans la question nucléaire nord-coréenne …….. 268
b. L'approche de l'UE en matière d'aide humanitaire …… 271
B. Les apports de la coopération sur la paix de la péninsule coréenne ……. 275
1) La « Sunshine Policy » et l'UE …….. 275
2) La mise en œuvre de la coopération vers la Corée du Nord …….. 281
a. Le rôle de l'UE dans le rétablissement des relations intercoréennes ……. 281
b. La politique de l'UE sur la Corée du Nord à la suite de la coopération ……. 284

Conclusion ……..……..…….. 292

Troisième partie : Vers un partenariat stratégique pour la défense des valeurs universelles (2003 – 2019) …….…….. **294**

Introduction ……...……...…… **295**

Chapitre I. Les partenariats coopératifs en matière de sécurité internationale (2003-2007) ……..……**297**

1. La restructuration de notion de sécurité face aux changements internationaux ……..…… 297

A. La formalisation des politiques de sécurité de l'UE dans la perspective des valeurs ….... 297

1) L'évolution de l'identité en matière de sécurité…….. 297

2) La politique dans le cadre de la « sécurité humaine » …… 305

B. La nouvelle direction de la politique de sécurité de la Corée du Sud ……...…….. 313

1) La stratégie de sécurité nationale au regard des valeurs universelles …… 313

2) La politique de sécurité dans le cadre de la « puissance moyenne » …….. 319

2. La coopération dans le domaine des affaires internationales ……..…… 324

A. La poursuite de la coopération sur la question de la Corée du Nord ….…… 324

1) Le changement de perception à l'égard de la Corée du Nord …… 324

a. La politique des États-Unis et leur effet sur l'UE et la Corée du Sud …… 324

b. L'évolution de la politique sud-coréenne à l'égard de la Corée du Nord……328

2) À la recherche de la concertation entre l'UE et la Corée du Sud …….. 332

a. La question nucléaire nord-coréenne ……. 332

b. La question des droits de l'homme en Corée du Nord …… 338

B. Le renforcement des partenariats sur la scène internationale …… 347

1) La prise en compte des valeurs communs dans les relations bilatérales ……..347

2) Les relations bilatérales sur les valeurs communs dans les relations multilatérales …. 350

Chapitre II. L'UE et la Corée du Sud : des partenaires stratégiques aux valeurs universelles dans les relations internationales (2008 – 2019)…….…… **355**

1. Les relations bilatérales dans le cadre de « partenaires stratégique » …….. 355

A. Les perspectives des valeurs universelles dans les relations extérieures …..……. 355

1) L'intégration des valeurs universelles dans le cadre de l'UE ……..…… 355

2) La signification des valeurs universelles dans la diplomatique de la Corée du Sud ….. 361

B. L'apport des valeurs universelles dans les partenaires stratégiques ……... 366

1) Les notions des partenaires stratégiques …… 366

a. L'approche institutionnelle des partenaires stratégique au sein de l'UE …… 366
b. L'appréhension générale des partenaires stratégiques de la Corée du Sud …….. 371
2) Les relations bilatérales renforcées par les partenaires stratégiques ……..……. 374
a. La mise en place de cadre de « partenaires stratégiques » …….…….. 374
b. Le renforcement des relations des partenaires stratégiques …… 378
2. Vers la défense et la promotion communes des valeurs universelles ……...…… 384
A. La consolidation du partenariat stratégique dans les affaires mondiales …..…….. 384
1) Le partenariat dans le cadre de la gestion des crises par l'UE ……...…. 384
2) La coopération dans le contexte de l'aide publique au développement ……..…… 391
3) L'approfondissement du partenariat à l'exportation des normes internationales …….. 394
B. Les enjeux des valeurs partagées à nos jours : la peine de mort en Corée du Sud …… 399

Conclusion ……...……...….. **405**

Conclusion Générale …… **407**

Source et Bibliographie …… **412**

Annexes …… **455**
Liste des annexes ……...…… 456

Résumé …….. **543**
Abstract (Résumé en anglais) …… 543

Liste des sigles et acronymes

ACP	Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
ACCE	Archives du Conseil européen et le Conseil de l'Union européenne
ADM	Armes de destruction massive
AHCE	Archives historiques de la Commission européenne
AHPE	Archives historiques du Parlement européen
AHUE	Archives historiques de l'Union européenne
AID	Association internationale de développement
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALE	Accord de libre-échange
AMAE-KOR	Archives du ministère des Affaires étrangères de Corée du Sud
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
AN-KOR	Archives Nationales de Corée du Sud
ARF	Association of Southeast Asian Nations Regional Forum (Forum régional de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est)
ASEM	Asia-Europe Meeting (Dialogue Asie-Europe)
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
APD	Aide publique au développement
CAD	Comité d'aide au développement
CDH	Conseil des droits de l'homme
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales
CEE	Communauté économique européenne
CICMUE	Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne
CIG	Conférence Intergouvernementale
CMF	Combined Maritime Forces (Force maritime combinée)

CNIJ-KOR	Centre national d'information juridique de Corée du Sud
CNS	Conseil national de sécurité
COREU	Corespondance européenne
CPE	Communauté politique européenne
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CSRN	Conseil suprême pour la reconstruction nationale
CTR	Cooperative threat reduction (réduction coopérative de menace)
CVCE	Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe
DE	Groupe des démocrates européens
DG	Direction générale
DUDH	Déclaration universelle des droits de l'homme
ECHO	European Community Humanitarian Aid Office (Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes)
ELDR	Groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs
EUCAP	Mission de soutien aux capacités de sécurité intérieure maliennes
FIAS	Force internationale d'assistance à la sécurité
FRUS	Foreign Relations of the United States (Relations extérieures des États-Unis)
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce)
ICA	Organisation de coopération internationale
JAI	Justice et les affaires intérieures
JFK	John F. Kennedy
JO	Journal officiel de l'Union européenne
KCTU	Korean Confederation of Trade Unions (Fédération coréenne des syndicats)
KEDO	Korean Peninsula Energy Development Organization (Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne)
MOFA-KOR	Ministère des affaires étrangères de Corée du Sud

NIKH	National Institute of Korean History (Institut national d'histoire coréenne)
NSC	National Security Council (Conseil national de sécurité)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIPA	Organisation interparlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est
OMP	Opérations de maintien de la paix des Nations unies
ONG	Organisation non gouvernementale
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PBEC	Pacific Business Council
PECO	pays d'Europe centrale et orientale
PECSD	Politique européenne commune en matière de sécurité et de défense
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
PESD	Politique européenne de sécurité et de défense
PNB	Produit national brut
PPE	Parti populaire européen
PSDC	Politique de sécurité et de défense commune
RFA	République fédérale d'Allemagne
RDPC	République démocratique de Corée
RNB	Revenu national brut
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
SES	Stratégie européenne de sécurité
SMDS	Sommet mondial pour le développement social
TUAC	Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques
TNP	Traité de non-prolifération nucléaire

TUE	Traité sur l'Union européenne
UE	Union européenne
UEO	Union de l'Europe occidentale
UHE	Uranium hautement enrichi
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques
USFK	United States Forces Korea (Forces des États-Unis en Corée)
USOM	United States Operations Mission to the Republic of Korea (Mission d'opérations des États-Unis en République de Corée)

Introduction générale

« Nos relations sont positives et solides dans chacun des trois piliers de notre partenariat stratégique : sur le plan politique, économique et de la sécurité. […] La République de Corée constitue un partenaire solide, fiable et déterminé en Asie, qui partage les mêmes valeurs que l'UE ».

Donald Tusk, président du Conseil européen, 2018[1]

Lors d'un sommet marquant le 55e anniversaire des relations diplomatiques entre l'Union européenne (UE) et la Corée du Sud (République de Corée)[2] en 2018, les dirigeants de l'UE, le président du Conseil européen, *Donald Tusk* ainsi que le président de la Commission européenne, *Jean-Claude Juncker* d'une part, et le président de la Corée du Sud, *Moon Jae-in* d'autre part, ont réaffirmé leur détermination à renforcer le partenariat stratégique dans le cadre de relations bilatérales. Les dirigeants des deux parties ont explicitement souligné cette relation bilatérale fondée sur des « valeurs et principes communs »[3]. Les relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'UE se sont étendues et développées solidement depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1963 jusqu'à aujourd'hui. Les deux ont mis en place des accords majeurs couvrant les trois axes : politique, économique et sécuritaire - l'accord-cadre[4], l'accord de libre-échange[5] et l'accord de partenariat pour la gestion des crises[6] -, et disposent désormais d'un « partenariat stratégique »[7], qui partage « les mêmes valeurs et les mêmes intérêts »[8].

[1] « Observations liminaires du président Donald Tusk », dans le Sommet UE-République de Corée, le 19 octobre 2018, Bruxelles.

[2] Dans cette thèse, la « République de Corée » est désignée sous le nom de « Corée du Sud » à des fins de distinction et de compréhension.

[3] Le Sommet UE-République de Corée, 2018, *op.cit.*

[4] « Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », signé le 10 mai 2010 et entré en vigueur le 1er juin 2014.

[5] « Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », signé le 6 octobre 2010, appliqué provisoire à partir du 1er juillet 2011, et entré en vigueur le 13 décembre 2015.

[6] « Accord entre l'Union européenne et la République de Corée établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne », singé le 23 mai 2014 et entré en vigueur le 1er décembre 2016.

[7] En 2010, l'UE et la Corée du Sud ont transformé leur relation élargie en un « partenariat stratégique ».

[8] Le Service européen d'action extérieure (SEAE), « EU-Republic of Korea Strategic Partnership », le 30 juin 2020. (Consulté le 7 mars 2023).

Ainsi, le discours sur les « valeurs partagées » continue d'être considéré une base fondamentale dans ses relations bilatérales. Ceci se reflète particulièrement de manière claire dans l'institutionnalisation plus spécifique des valeurs dans l'accord bilatéral de l'« Accord-cadre entre l'Union européenne et la Corée du Sud »[9], à travers la révision de l'accord-cadre de 1996, qui stipule une coopération approfondie dans les relations bilatérales, à un nouvel accord-cadre en 2010, qui définit une relation plus large qui inclut la coopération mondiale. À l'article 1, l'accord définit précisément les valeurs qui constituent le « fondement de la coopération » dans les relations bilatérales, comme suit :

> 1. Les parties confirment leur attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'à l'État de droit. Le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui reflètent le principe de l'État de droit, sous-tend les politiques intérieures et internationales des deux parties et constitue un aspect essentiel du présent accord. 2. Les parties confirment leur attachement à la Charte des Nations unies et leur soutien en faveur des valeurs communes qui y sont énoncées.

Selon l'accord, les valeurs partagées dans les relations bilatérales entre l'UE et la Corée du Sud sont désigné dans le contexte de « valeurs universelles », qui sont considérées comme les principes d'une « démocratie libérale »[10] ou d'un « ordre international libéral ». Il s'agit de « l'ouverture, l'égalité souveraine, le respect des droits de l'homme, la responsabilité démocratique, le partage de larges opportunités économiques et l'atténuation de la concurrence entre grandes puissances, ainsi que les efforts collectifs pour maintenir la paix, promouvoir l'État de droit et soutenir un ensemble d'institutions internationales adaptées à la résolution et à la gestion des problèmes mondiaux communs »[11], qui se caractérisent par leur caractère normatif au sein de la communauté internationale, en particulier celles établies par l'Occident[12].

Plus précisément, le contexte des « valeurs universelles » sur lesquelles les deux

---

[9] « Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », le 10 mai 2010 ; Journal officiel de l'Union européenne, n°L 20, le 23 janvier 2013. L'accord est entré en vigueur le 1er juin 2014.

[10] La définition de la démocratie libérale est sujette à interprétation, mais nous nous en tiendrons ici à la définition de base : une combinaison de libéralisme et de démocratie, avec une volonté de liberté et de gouvernement par le peuple lui-même ; Francis-Paul Bénoit, *La Démocratie libérale*, Paris : Cairn, 1978.

[11] Daniel Deudney et G. John Ikenberry, *Democratic Internationalism: An American Grand Strategy for a Post-exceptionalist Era*, Working paper of International Institutions and Global Governance program, The Council on Foreign Relations, New York, 2012, pp.7-8.

[12] G. John Ikenberry, *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*, Princeton : Princeton University Press, 2012.

parties s'accordent, notamment par le biais de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), qui s'ouvre sur cette affirmation que « la liberté, la justice et la paix dans le monde ont pour source la reconnaissance de la dignité intrinsèque et des droits égaux et inaliénables de tous les membres de la famille humaine »[13] et de la Charte des Nations unies qui est fondée sur une foi inébranlable « dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine »[14]. Comme l'a déclaré *Eleanor Roosevelt,* il s'agit « des principes fondamentaux des droits de l'homme et des libertés, qui doit être approuvée […] et servir d'idéal commun à atteindre par tous les peuples de toutes les nations »[15]. Cela n'a pas le caractère d'une norme contraignante, mais est plutôt considérée comme une norme atteinte par l'intérêt collectif dans le contexte des craintes d'inhumanité de l'après-guerre[16], un « accord interculturel substantiel »[17] trouvé par le principe de la « construction délibérative », c'est-à-dire, un accord sur les points de convergence des différentes cultures et traditions[18]. En d'autres termes, les valeurs qui sont partagées et formées dans ce sens de discours collectif sont le résultat d'un consensus collectif, et ces valeurs collectivement partagées créent des normes sur la base de l' « universalité ». L'universalité ne signifie pas « universalisme », mais plutôt ce qui serait « universellement reconnus, et par effectivité le fait qu'[elles] soient garanti[e]s, et [elles] pourraient l'être universellement »[19].

Dans ce contexte, selon *Jean-Marc Ferry*, la validité des normes s'inscrit « dans un système de valeurs, afin d'être acceptée », plutôt que dans le sens fondamental de valeurs partagées[20]. Ce point de vue est notamment cohérent par le sens de la notion de rationalité communicative de la « Diskursethik » de *Habermas* [21] et du constructivisme kantien de *John Rawls* de « consensus par recoupement »[22]. Le premier met particulièrement l'accent que «

---

[13] Nations Unies, Préambule dans « La Déclaration universelle des droits de l'homme », 1948.
[14] Nations Unies, Préambule dans « La Charte des Nations Unies », 1945.
[15] Eleanor Roosevelt, « Address to the United Nations General Assembly: On the Adoption of the Universal Declaration of Human Rights », le 9 décembre 1948, Paris.
[16] Michael Freeman, *Human Rights*, Cambridge : Polity, 2002, pp.34-35; Ari Kohen, *In Defence of Human Rights : A Non-Religious Grounding in a Pluralistic World*, Londre & New York: Routledge, 2007, pp.143-144.
[17] Kohen, *ibid.,* p.138.
[18] Noberto Bobbio, *The Age of Rights*, Cambridge : Polity, 1996; Jack Donnelly, *Universal Human Rights in Theory and Practice (Second Edition),* New York: Cornell University Press, 2002 ; et Kohen, *ibid*.
[19] Lauréline Fontaine, « Propos introductifs » dans Centre de recherches sur les droits fondamentaux et les évolutions du droit (Caen). *L'universalisme des droits en question (s): la Déclaration universelle des droits de l'homme, 60 ans après*. Presses universitaires de Caen, 2010.
[20] Jean-Marc Ferry, *Valeurs et normes : La question de l'éthique*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, p.80.
[21] Jürgen Habermas, *Between Facts and Norms : Contributions to Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge: MIT Press, 1996.
[22] John Rawls, *A Theory of Justice*, Oxford : Oxford University Press, 1971; John Rawls, *Political Liberalism*, New York: Columbia University Press, 1993.

seules peuvent prétendre à la validité les normes qui pourraient trouver l'accord de tous les concernés en tant qu'ils participent à une discussion pratique »[23]. Autrement dit, le plus grand nombre possible de groupes peuvent proposer des normes qui sont presque « universellement approuvées », chacun acceptant leur légitimité mais pour des raisons différentes. En d'autres termes, elle a des implications pour la formation d'un ordre normatif dans les relations internationales, fondé sur la confiance mutuelle des acteurs sur la base de jugements subjectifs acceptés par tous.

De cette façon, les valeurs sont intégrées en tant que discours normatif imbriqué qui est compatible avec l'hétérogénéité culturelle des concepts traditionnels dans l'émergence d'une politique internationale cosmopolite ou solidariste[24], et sont largement acceptées en tant que principes faisant autorité parmi les acteurs de la société internationale contemporaine[25]. Il ne s'agit pas d'une tentative de légitimer les valeurs en tant qu'universaux culturels et moraux, mais plutôt du fonctionnement d'un mécanisme institutionnel qui met en œuvre les valeurs en tant que cadre normatif parmi les membres de la communauté internationale. Dans cette perspective constructiviste, les normes fonctionnent comme un ensemble d'accords intersubjectifs qui régularisent le comportement approprié des acteurs internationaux et fournissent une structure sociale en exprimant des valeurs afin de créer de nouvelles responsabilités et de nouveaux droits[26].

De plus, *Habermas* examine la justification universaliste des valeurs, les droits de l'homme en particulier, en termes de conditions préalables à la communication. Ces conditions incluent, entre autres, la reconnaissance mutuelle et symétrique, l'acceptation de perspectives réciproques et une volonté commune d'observer et d'apprendre des traditions de l'autre à travers les yeux de l'autre. Ce n'est que lorsque ces conditions préalables sont réunies qu'une justification universelle des valeurs est possible[27]. En d'autres termes, le concept de ces valeurs ne devrait pas être basé sur une idéologie sociale particulière, un principe moral ou une tradition culturelle, mais sur la solidarité sociale, qui est générée par l'activation de forums publics avec

---

[23] Jürgen Habermas, *De l'Éthique de la discussion*, trad. par Mark Hunyadi, Paris : Cerf, 1992, p. 17.
[24] Donnelly, *op.cit.,* 2002 p.65.
[25] Mervyn Frost, *Ethics in International Relations : A Constitutive Theory*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996, pp.104-111; Dagmar Comtesse, « La culture politique comme métavaleur européenne », dans Samantha Besson, Francis Cheneval, et Nicolas Levrat (eds.), *Des valeurs pour l'Europe ?*, Louvain-la-Neuve : Éditions Academia, 2008, p.43.
[26] Ronald L. Jepperson, Alexander Wendt, et Peter J. Katzenstein, « Norms, identity, and culture in national security », dans Peter J. Katzenstein (ed.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, 1996.
[27] Jürgen Habermas, *The Postnational Constellation*, Cambridge: The MIT Press, 2007, p.129.

des structures discursives démocratiques et la pratique de l'autodétermination communicative.

Sur la base de cette approche, il est permis de se demander si l'UE et la Corée du Sud ont une compréhension commune de ces valeurs universelles. La question n'est pas de remettre en cause la manière dont la légitimité universelle de ces valeurs, comme les controverses plus philosophiques sur l'opposition entre l'universalisme et le relativisme dans la relation entre ces acteurs qui diffèrent à plusieurs niveaux. La question qui se pose toutefois est de savoir comment le consensus sur ces valeurs universelles a-t-il été présent dans les relations bilatérales et dans quelle mesure ont-elles été partagées entre les différents acteurs sur une base réciproque, et comment les relations diplomatiques bilatérales ont-elles été structurées en conséquence ? Si l'UE et la Corée du Sud ont toutes deux adoptés des valeurs universelles « convenues » en tant que normes internationales par le biais de mécanismes institutionnels, les valeurs partagées entre ces deux acteurs peut être considéré, d'une part, comme une norme sur laquelle tout le monde s'accorde et, d'autre part, comme une base pour des jugements subjectifs que chaque acteur justifie pour ses propres raisons.

Lorsque l'UE et la Corée du Sud ont entamé des relations diplomatiques dans les années 1960, en pleine dichotomie idéologique, la Communauté européenne, composée de démocraties d'Europe occidentale, et la Corée du Sud, dans le cadre institutionnel d'une idéologie démocratique, appartenaient toutes deux au monde démocratique libéral centré sur les États-Unis, étaient engagées dans l'acceptation juridique et institutionnelle des valeurs universelles de l'ordre international libéral, et le fait d'être du même côté de la barrière a donc facilité les relations bilatérales.

Cependant, bien que le discours historique sur les valeurs universelles dans les relations internationales entre ces deux parties, ait été développé en termes institutionnels sans « chocs culturels relatifs », en réalité, il y avait un fossé. La démocratie libérale à laquelle la Corée du Sud a adhéré avec l'instauration de la république démocratique n'était pas une idéologie fondée sur des valeurs substantielles, mais plutôt une idéologie institutionnelle devenue un simulacre rétréci et défensif pour maintenir l'ordre face au fascisme et au communisme en raison de la guerre froide. Autrement dit, elle a été incluse dans « l'ordre mondial libre mené par les États-Unis pendant la guerre froide en tant qu'État libre mais non démocratique » [28] sous les régimes militaires. La manière dont la dictature militaire

[28] Bruce Cumings, « Liberal order in our time: Toward a moratorium on the slaying of dilemmas », *Diplomatic History*, Vol. 24 (1), 2000, p171.

démocratique concevait les droits de l'homme était également très éloignée de celle de la Communauté européenne.

Ce n'est que dans les années 1990 que le pays est devenu pleinement démocratique par un processus de démocratisation. La notion de « valeurs universelles » a également été incarnée en 1993, lorsque le premier gouvernement démocratique, l'administration civile a pris ses fonctions, qui mentionne directement des valeurs universelles dans la diplomatie par le gouvernement coréen déclare que « à l'ère de la mondialisation, il est naturel que la diplomatie coréenne accorde plus d'attention aux valeurs humaines universelles telles que la démocratie, la liberté, le bien-être et les droits de l'homme »[29]. Ce n'est pas une coïncidence si la démocratisation et l'émergence d'un gouvernement qui promeut une compréhension des valeurs universelles ont coïncidé avec un changement d'attitude de l'UE à l'égard de la Corée du Sud, passant d'une attitude attentiste à une attitude proactive, telle que la signature de l'accord-cadre bilatéral en 1996.

De surcroît, aujourd'hui, la Corée du Sud, qui « partage les valeurs démocratiques de l'Union européenne, situation qui n'est pas celle de tous les pays d'Asie orientale »[30] est l'un des principaux partenaires stratégiques de l'UE : elles se sont engagées à réaliser leurs objectifs de développement des avantages mutuels par le biais d'un soutien commun dans le nouvel environnement international. A cet égard, *Benyekhlef* souligne que, le contexte de respect des valeurs est l'un des « standard d'acceptation internationale » d'un nouvel État ou d'un nouveau régime au sein de la communauté internationale[31], ce qui démontre le rôle des valeurs dans l'évolution de la position diplomatique de l'UE à l'égard de la Corée du Sud en particulier.

L'UE, quant à elle, s'est construite dans la dimension des valeurs qui sera retenue par le projet européen. Depuis la déclaration de *Robert Schuman* appelant à ce que « la paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la

[29] Ministère des affaires étrangères de Corée du Sud (MOFA-KOR), « 외교백서 (Livre blanc sur la politique étrangère) », 1994, p.16.

[30] « Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères sur : Le projet de Loi adopté par le Sénat n° 1330, autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, et Le projet de Loi adopté par le Sénat n°1331, autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », par député Jean-Paul Bacquet, le 16 octobre 2013, Assemblée nationale, France, p.12.

[31] Karim Benyekhlef, *Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal : Les Éditions Thémis, 2008, pp. 118-119.

menacent »[32], la Communauté européenne s'est construite autour des valeurs démocratiques qui caractérisent l'identité commune de ses États membres depuis de son processus d'intégration, et surtout depuis l'établissement d'une identité européenne au sein de la communauté internationale, adoptée à Copenhague en décembre 1973 dans le cadre de la coopération politique européenne, que la perspective des valeurs universelles s'est ancrée dans leur identité en terme que « sauvegarder les principes de la démocratie représentative, […] et du respect des droits de l'homme qui constituent des éléments fondamentaux de l'identité européenne »[33]. En outre, depuis le traité de Maastricht, ces principes communs sont inscrits dans un traité, à savoir l'article 6 de l'UE qui dispose que « l'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres »[34], et la politique étrangère de l'UE a été introduite afin de sauvegarder les valeurs européennes, comme suit :

> L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international[35].

Ainsi, le langage des valeurs a continué à s'établir dans le contexte de la politique extérieure de l'UE, au sein de la « valeur européenne ». Comme l'explique *Karen Smith*, les valeurs que l'UE met en avant au niveau international ne peuvent être séparées de son identité internationale et sont « intrinsèquement liées à la dynamique interne de l'Union elle-même »[36], c'est-à-dire, l'UE s'engage également dans la promotion de valeurs, à la fois des valeurs de l'UE définies par elle-même, par le biais d'instruments unilatéraux, d'accords bilatéraux, en utilisant la conditionnalité positive et négative, et plus récemment en essayant de construire des partenariats réciproques avec des pays tiers sur la base de « valeurs partagées ». À cet égard, *Manners* souligne que l'UE s'est engagée à « placer les normes et principes universels, qui se rapprochent de ceux de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés

[32] Robert Schuman, « Déclaration du 9 mai 1950 » à Paris.
[33] Coopération Politique Européenne, « De l'identité européenne », Copenhague, le 14 décembre 1973.
[34] Union européenne, « Traité sur l'Union européenne », Maastricht, le 7 février 1992.
[35] Art.21 dans le « Traité sur l'Union européenne », Journal officiel de l'Union européenne, n° C 326/28, le 26 octobre 2012.
[36] Karen E. Smith, « The EU, human rights and relations with third countries: 'foreign policy' with an ethical dimension? », dans Karen E. Smith et Margot Light (eds.), *Ethics and Foreign Policy*: Cambridge: Cambridge University Press, 2001, p.17; Karen E. Smith, *European Union Foreign Policy in a Changing World*, Cambridge: Polity Press, 2003, p.19.

fondamentales (CEDH) et de la DUDH, au centre de ses relations avec ses États membres, ainsi que de la structure politique unique de l'UE »[37]. Cette perspective s'appuie sur les valeurs européennes de manière plus élargie, en les redéfinissant comme un cadre de normes « convenues » avec d'autres acteurs dans les relations internationales, en se concentrant sur le pouvoir indépendant des normes d'influencer le comportement des acteurs et sur la possibilité de retracer empiriquement l'impact des normes par rapport à d'autres facteurs possibles dans les relations extérieures de l'UE[38].

Compte tenu de ces développements historiques de ces deux parties, les questions centrales de cette thèse sont les suivantes : « comment les valeurs de l'UE ont-elles à travers l'histoire impacté les relations bilatérales avec la Corée du Sud ? ». L'interprétation du discours sur le concept de valeur dans les relations bilatérales en tant que « valeurs européennes » est due au fait que la dimension conceptuelle des valeurs ontologiques dans les relations internationales a d'abord été établie dans l'UE, de manière bilatérale. En d'autres termes, l'établissement du discours sur les valeurs au début des relations bilatérales entre l'UE et la Corée du Sud a été initié par la partie européenne. Comme le souligne *Todorov*, même si les valeurs sont universellement valables et que l'on accepte leur existence dans les sociétés extra-européennes, ces valeurs ne se retrouvent pas au même degré en dehors de l'Europe et ne forment pas non plus les mêmes modèles[39] ; l'UE tire son identité, qui a développé ses propres « valeurs européennes » à partir d'une convergence de valeurs universelles, et les a appliquées pour influencer l'autre partie par le biais d'actions et de jugements continus dans le cadre des relations diplomatiques.

Toutefois, il ne faut pas confondre cela avec l'universalisme des puissants dans le contexte de la manière dominante dont les intérêts des classes dirigeantes du système mondial moderne sont poursuivis par les élites paneuropéennes du concept de ce que *Wallerstein* souligne sous le nom d' « universalisme européen »[40]. Dans le contexte des « valeurs partagées », le comportement et les jugements continus d'un groupe servent à façonner les valeurs de ce groupe, qui à leur tour influencent le comportement et les jugements de l'autre groupe, et représentent donc des attributs « partagés » dans la relation. La structure des valeurs

[37] Ian Manners, « Normative power Europe: a contradiction in terms? », *Journal of common market studies*, Vol. 40 (2), 2002, p.241.
[38] Thomas Diez, « Constructing the Self and Changing Others: Reconsidering: Normative Power Europe », *Millennium*, Vol.33 (3), 2005, p.616.
[39] Tzvetan Todorov, *The new world disorder: Reflections of a European*, Cambridge: Polity, 2005, p.63.
[40] Immanuel Wallerstein, *L'universalisme européen : de la colonisation au droit d'ingérence*, Paris : Demopolis, 2006, p.5.

qui se forme dans les relations bilatérales est donc partagée dans la relation avec la Corée du Sud, avec un glissement progressif d'un côté à l'autre, et c'est ce qui donne à cette thèse toute sa dimension.

Cette thèse propose donc une interprétation de l'impact des valeurs dans la politique étrangère de l'UE dans ses relations avec la Corée du Sud. Elle analysera le développement historique de l'identité de l'UE basée sur les valeurs et examinera son contexte, ses principales caractéristiques et sa signification dans les relations internationales à travers le développement de la politique étrangère de l'UE, ainsi que les caractéristiques des valeurs dans le développement de la politique étrangère de la Corée du Sud. Elle examinera ensuit les principaux contenus des relations bilatérales de l'UE avec la Corée du Sud centrées sur les valeurs pour comprendre le développement historique et l'état des relations entre l'UE et la Corée du Sud.

Actuellement, dans le domaine académique, la plupart des recherches sur les relations entre l'UE et la Corée du Sud se sont concentrées sur l'économie et le commerce[41]. Les approche de la dimension de valeur des relations diplomatiques de l'UE avec la Corée du Sud ont été très limitée, les études se concentrant sur la puissance normative[42] de l'UE dans la péninsule coréenne, c'est-à-dire son rôle dans la dénucléarisation de la Corée du Nord[43], qui est la politique la plus tangible et la plus superficielle. Parmi les autres approches sur les valeurs dans les relations bilatérales, *Lee Moo-sung* affirme que le partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud est un bon exemple qui montre comment l'identité normative de l'Union est représentée de manière réflexive, tout en jouant le rôle qui lui est dévolu en sphères économique,

[41] James Harrison (ed.), *The European Union and South Korea: The Legal Framework for Strengthening Trade, Economic and Political Relations*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2014; Christian Franck et Kwang Ho Chun (eds.), *The European Union, East Asia and South Korea,* Louvain: Presses universitaires de Louvain, 2005; Richard Youngs (ed.), *A New Context for EU-Korean Relations*, FRIDE et the Korea Foundation, 2013.

[42] De la perspective du « normative power », développée par Ian Manners en 2002, qui fait référence à la capacité de l'Union européenne à diffuser les normes et les standards de l'intégration européenne dans la communauté internationale ; Manner, 2002, *ibid.*

[43] Moosung Lee, « A step as normative power: the EU's human rights policy towards North Korea », *Asia Europe Journal*, Vol. 10(1), 2012; 고주현, « EU 규범 권력과 대북한 관여정책 », *EU연구* (Joo-hyun Go, « EU's Normative Power and the Engagement Policy toward DPRK », *Journal of European Union Studies*), Vol. 50, 2018 ; 모춘흥, 최진우, « 규범세력(normative power)으로서의 유럽연합(EU)의 대(對) 북한 인권정책 », *통일연구* (Chun Heung Mo et Jinwoo Choi, « EU's Human Rights Policy toward North Korea as a Normative Power », *Korean Unification Studies*), Vol.22 (1), 2018 ; et 정세원, « 한반도에서의 EU의 규범적 권력에 근거한 역할 조사 –북한관련 EU의 핵무기 확산방지 정책을 중심으로 -», *통합유럽연구* (Sae-Won Chung, « Examining the EU's Normative Roles on the Korean Peninsula: the EU's Non - proliferation Policy towards North Korea », *Korean Journal of European Integration*), Vol.7(1), 2016.

politique et sécuritaire[44].

En outre, les recherches historiques des relations diplomatiques entre l'UE et la Corée sont également presque totalement absents. *Park Sung-Hoon* présente l'histoire diplomatique de l'UE et de la Corée du Sud sous forme de flux historique[45], et *Kim Si-hong* retrace également 55 ans d'histoire diplomatique entre la Corée du Sud et l'UE[46], mais ces études présentent de l'histoire approximative, c'est-à-dire, le narratif a simplement été emprunté en tant que méthode d'un ordre chronologique, et non en tant qu'étude de l'histoire d'un point de vue spécifique au fond. Les recherches limitées sur l'histoire diplomatique de la Corée du Sud et de l'UE sont principalement dues au fait que l'UE et la Corée du Sud ne partagent pas d'intérêts directs en termes de géopolitique, et aussi au fait que la tendance de la recherche sur les relations étrangères coréennes se limite à une perspective réaliste. En conséquence, au-delà de cette tendance limitée de la recherche, la thèse contribuera à une nouvelle approche à l'histoire diplomatique des relations bilatérales à travers une nouvelle approche du rôle des valeurs universelles, qui fait actuellement l'objet d'une grande attention dans le domaine des relations internationales.

La thèse s'appuie sur une approche théorique constructiviste comme cadre analytique pour comprendre la formation et la diffusion des valeurs et des normes, ainsi que l'émergence de nouvelles normes dans l'environnement politique international. Le constructivisme considère que les intérêts et les identités des États ne sont ni endogènes ni fixes (acquis), mais plutôt exogènes, façonnés par divers processus d'interaction sociale. Sur la base de cette perception fondamentale, les différents rôles des acteurs internationaux dans la formation et la diffusion de différentes normes dans l'environnement politique international changeant sont interprétés comme des facteurs qui facilitent l'internalisation des normes au niveau des États. À travers le processus d'interaction réciproque, les institutions sont créées dans le cadre des changements et des ensembles d'identités et d'intérêts des acteurs ; l'institutionnalisation est un processus d'internalisation des nouvelles identités et des nouveaux intérêts[47]. En outre, cela permet d'examiner les facteurs de l'environnement politique national

---

[44] Moo-Sung Lee, « The EU-South Korean Strategic Partnership: Normative Objectives in Mind », *Korean Unification Studies (통합유럽연구),* Vol.11(2), 2020.

[45] Sung-hoon Park, « South Korea and the European Union », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 2020.

[46] 김시홍, « 한-EU 관계 55년, 1963-2018 » (Si-hong Kim, « 55 ans de relations entre la Corée du Sud et l'UE 1963-2018 »), dans 김시홍 (ed.), *한-EU 관계론* (Si-hong Kim (ed.), *Relations entre la Corée du Sud et l'UE*), Séoul: HUINE (한국외국어대학교출판부 지식출판원), 2019.

[47] Karen E. Smith, 2003, *op.cit.,* pp.8-9.

qui influencent le processus d'internalisation des normes, des idéologies et des valeurs formées dans l'environnement nouvellement modifié au niveau national. Ainsi, le constructivisme fournit un cadre fructueux pour analyser la manière dont les normes internationales sont formées, développées et finalement internalisées dans les politiques nationales, influençant ainsi les processus d'élaboration des politiques gouvernementales. Cette perspective permettra de mieux comprendre l'identité et les relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'UE à travers le discours des valeurs dans les relations internationales.

Par ailleurs, les travaux sont élaborés à base de des documents diplomatiques publiés et des documents internes non publiés sur ce sujet, ces travaux tentent d'analyser l'interprétation des valeurs et le sens des relations diplomatiques bilatérales entre l'UE et la Corée du Sud par le biais d'une analyse textuelle et qualitative des changements dans l'identité internationale des deux groupes institutionnels dans le domaine des relations internationales.

Les sources primaires de ces textes historiques proviennent d'archives. Dans le cas de l'Union européenne, les « archives historiques de l'Union européenne » (AHUE) de Florence, les « archives centrales du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne » (ACCE), les « archives historiques de la Commission européenne » (AHCE) à Bruxelles, et les « archives historiques du Parlement européen » (AHPE) de Luxembourg ont été utilisées pour la recherche de documents diplomatiques. Il s'agit en particulier de documents en texte intégral datant des débuts de la Communauté européenne jusqu'au début des années 1990. Les sources ultérieures comprennent des documents numérisés et mis à la disposition du public par l'Union européenne elle-même. La recherche est menée à travers les journaux de l'UE, les communiqués de presse officiels et les publications politiques, ainsi que les procès-verbaux de réunions accessibles au public.

Dans le cas de la Corée du Sud, les « archives du ministère des Affaires étrangères de la République de Corée » (AMAE-KOR) à Séoul sont utilisées pour mener la première série de recherches documentaires, qui se limite aux documents diplomatiques accessibles dans un délai de 30 ans, c'est-à-dire jusqu'au début des années 1990, conformément à l'article 35 de la loi sur la gestion des archives publiques[48]. Dans la chronologie suivante, l'étude de la politique nationale et étrangère de la Corée du Sud est esquissée à travers le « Livre blanc de

[48] 공공기록물 관리에 관한 법률 (법률 제18740호) (Loi sur la gestion des archives publiques (Loi n° 18740)), article 35 (3): « En principe, tous les documents non publics doivent être communiqués 30 ans après la fin de l'année de production »; 국가기록원 (Archives nationale), 행정안전부 (Ministère de l'intérieur et de la sécurité), République de Corée.

l'administration », le « Livre blanc des affaires étrangères », le « Livre blanc de l'unification », etc. publiés officiellement, et qui inclut les communiqués de presse officiels de Ministère des Affaires étrangères Sud-coréen.

Des documents d'État numérisés et gérés par le gouvernement, les archives nationales, les archives diplomatiques du ministère des affaires étrangères, les archives ouvertes, la bibliothèque de l'Assemblée nationale, les archives présidentielles et les procès-verbaux du secrétariat de l'Assemblée nationale sont également utilisés. Les sources primaires proviennent également des archives ouvertes de *Open Archives* par *Korea Democracy Foundation*[49] et des archives sur les différents présidents de la Corée du Sud[50].

Les archives officielles du gouvernement des États-Unis[51] et les archives des présidents aux États-Unis[52] sont également utilisées comme sources primaires pour la recherche sur la politique étrangère des États-Unis, qui est considérée comme un facteur important dans les relations internationales de la Corée et de l'UE. Pour la vérification des faits historiques et la narration chronologique, les communiqués de presse des principaux médias sont également des sources importantes.

La thèse est structurée en trois parties. Le cadre historique en trois parties est basé sur les changements d'identité de chaque acteur ainsi que sur les changements de l'environnement international. Cette démarche a été facilitée par le fait que les changements d'identité des deux acteurs se chevauchaient quelque peu.

La première partie repose sur une étude des premières relations bilatérales entre la Communauté européenne et la Corée du Sud et du processus qui a conduit à l'établissement de relations diplomatiques entre 1963 et 1989. Il s'agit tout d'abord de fournir un contexte historique dans lequel observer en détail comment le discours institutionnel sur les « valeurs européennes » a été façonné et développé par la Communauté européenne. Ensuite, il est nécessaire d'étudier le flux des relations diplomatiques de la Première République au départ des gouvernements militaires de 1961 pour expliquer les circonstances spécifiques qui ont conduit à l'établissement de relations diplomatiques avec la Communauté européenne est

[49] « 민주화운동기념사업회 사료관 오픈아카이브 » (https://archives.kdemo.or.kr/main).

[50] « 노무현 사료관 » (https://archives.knowhow.or.kr/).

[51] « Office of the Historian, Foreign Service Institute United States Department of State » (https://history.state.gov/).

[52] « John F. Kennedy Presidential Library » (https://www.jfklibrary.org/), « George W. Bush White House Archives » (https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/).

analysé ensuite comment la promotion des valeurs européennes devient un enjeux dans les relations diplomatiques, dans une période où les valeurs des droits de l'homme et de la démocratie ont été mises à mal par le régime du gouvernement militaire en Corée du Sud, et où une identité fondée sur ces valeurs commence à se construire dans la Communauté européenne.

La deuxième partie traite de la période de la fin de la guerre froide dans les années 1990 jusqu'en 2000. Cette période s'accompagne d'un changement de l'environnement international, les deux parties changeant d'identité dans les relations internationales. Tout d'abord, la Communauté européenne apparaît comme un acteur majeur dans les relations internationales alors qu'elle se transforme en Union européenne (UE). Dans ce processus, des tentatives sont faites pour conditionner l'établissement des relations extérieures sur le respect des valeurs fondamentales de l'Union. La Corée du Sud, quant à elle, a connu un mouvement dynamique en faveur de la démocratie, qui a abouti à la fin du régime militaire en 1993 et à l'avènement d'un gouvernement civil. La démocratisation complète de la République de Corée et le changement simultané de la politique de l'UE à son égard, qui a conduit à l'établissement d'un accord-cadre entre les deux parties, seront étudiés en profondeur dans une perspective de valeur. En outre, cette partie de l'ouvrage se concentre plus particulièrement sur la question de la Corée du Nord : avec la « Sunshine Policy » de la politique du président Kim Dae-jung, fondée sur les valeurs, qui peut être considérée comme la première tentative de coopération de paix dans la péninsule coréenne axée sur les valeurs de l'Union européenne. Il est observé que c'est à cette période que les valeurs commencent à être mises en œuvre dans les relations bilatérales.

La troisième partie commence à partir de l'émergence d'un nouveau paradigme de sécurité dans les relations internationales au début des années 2000 et s'étend jusqu'au développement d'un partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud autour du respect des valeurs universelles. Les attentats du 11 septembre 2001 ont modifié l'environnement international et affectent également les relations entre l'UE et la Corée du Sud. L'UE intègre désormais l'élément des valeurs dans l'évolution de sa politique de sécurité, tandis que la Corée du Sud se hisse au rang des pays dits développés grâce à la croissance économique, ce qui nécessite une nouvelle identité nationale. Elle, en particulier, aborde l'utilisation des valeurs universelles en intégrant la conception de la « puissance moyenne » dans sa diplomatie. Cette approche, associée à une politique étrangère fondée sur les valeurs de l'Union européenne, renforce le développement des relations bilatérale, dans les domaines de la politique, de l'économie, et de la sécurité ; aujourd'hui, les deux parties ont élevé leur relation au rang de

« partenaires stratégiques » et entreprennent activement une coopération dans les affaires internationales basée sur des valeurs universelles. Cette partie analysera cette relation étroite en adoptant une approche plus proactive des « valeurs partagées » entre les deux parties.

Première partie

L'établissement des relations diplomatiques entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud (1961 - 1989)

Introduction

Lorsque l'expérience de la guerre a déclenché la construction d'une paix durable, l'Europe, et en particulier l'Europe occidentale et ses États, ont voulu décider et définir leurs positions et intérêts dans une nouvelle identité en tant qu'« acteur » dans le cadre de la communauté. Pour cela, la notion des « valeurs humaines » a été choisie comme moyen de mutualiser le renforcement et la défense de l'indépendance de chacun des États associés, à côté du système bipolaire qui s'est établi dans la période d'après-guerre et de guerre froide.

À travers la division de l'intégration européenne structurelle et fonctionnelle, la Communauté Économique Européenne (CEE) a initialement été conduite par un projet à caractère économique depuis sa création dans les années 1950, jusqu'à la réalisation de sa propre identité politique. La CEE est dans « une forme moderne de politique de puissance, menée pacifiquement par des États démocratiques pour des raisons essentiellement économiques, en exploitant l'interdépendance asymétrique et en manipulant les « engagements institutionnels »[53]. Par conséquence, le concept des « relations internationales » de la CEE, n'a pas traditionnellement joui d'une grande notoriété, d'autant plus que la construction de la Communauté est celle d'un projet interne d'intégration continentale.

Néanmoins, il faut nuancer ce propos par le fait que la dimension diplomatique à la base des éléments fondamentaux de l'identité internationale européenne n'apparait sur la scène mondiale qu'à partir des années 1970 dans le cadre des valeurs, notamment, des droits de l'homme et de la démocratie. Elle est alors à la recherche d'éléments d'identité dans les valeurs communes qui permettraient à la nouvelle Europe unie de se distinguer des autres acteurs internationaux, mais aussi du processus d'intégration européenne. En effet, celui-ci découle du fait que la portée de l'intégration ne se limite plus à la promotion de la coopération économique, mais s'est étendue à des domaines politiquement sensibles, en particulier ceux considérés comme cruciaux pour le maintien de la souveraineté des États membres.

D'autre part, depuis l'instauration de la république d'après-guerre, la Corée du Sud est restée fortement dépendante des États-Unis sur les plans militaires, politiques et économiques. La logique de la guerre froide autour de la péninsule coréenne et la dynamique

[53] Andrew Moravcsik, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht*, Ithaca: Cornell University Press, 1998, p.5.

de la politique internationale, qui exigeaient que la Corée du Sud existe en tant que sous-système des États-Unis, ont continué à limiter la politique étrangère du gouvernement. Alors que le système de la guerre froide était de plus en plus enraciné par l'action des États-Unis et de l'Union soviétique, la Corée du Sud a mis en place une politique anticommuniste idéologiquement rigoureuse en tant qu'avant-garde de la démocratie libérale : la diplomatie sud-coréenne s'est alors concentrée sur les pays du camp libéral, y compris l'Europe de l'Ouest. En effet, après le coup d'État de *Park Chung-hee* et la mise en place d'un nouveau gouvernement militaire, la Corée du Sud a cherché une nouvelle orientation diplomatique et s'est tournée vers l'Europe, principalement dans une optique de croissance économique.

Dans les relations entre la Communauté européenne et la Corée du Sud, strictement commerciales depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1963, les valeurs commencent à jouer un rôle important dans le développement de l'identité de la Communauté européenne sur la scène internationale à partir des années 1970. En particulier, la question des droits de l'homme sous le régime militaire de la Corée du Sud, pays tiers géographiquement éloigné pour la Communauté, est apparue comme une préoccupation, bien qu'elle n'ait pas été un facteur majeur dans les relations bilatérales.

Chapitre I. Les relations diplomatiques sans conditions de valeurs (1961 – 1979)

1. Considérations générales et liminaires

A. La dimension des valeurs européennes

1) Le rôle des valeurs dans les relations extérieures de la Communauté européenne

Le discours sur les « valeurs » part en effet du fondement des « valeurs européennes », qui ont été développées au cours de l'histoire du projet européen avec l'objectif d'établir la paix et une prospérité partagée sur le continent européen. Le concept de « valeurs européennes » tient une importance majeure dans une partie de l'identité européenne dès lors qu'elles construisent le socle politique et philosophique du projet interne d'intégration. Ces éléments ont constitué une base importante pour la construction de l'Europe en tant que communauté, devenant finalement un ensemble central de dispositions juridiques et institutionnelles qui représentent l'identité de l'Union européenne elle-même, comme reflété dans le traité fondateur de l'UE :

> L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme[54].

De cette façon, le concept de valeurs dans l'Union européenne est largement axé sur les valeurs fondamentales de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de l'État de droit, présentées non seulement comme des valeurs européennes, mais aussi comme des valeurs universelles dans le contexte de la « démocratie libérale »[55] qui s'est mise en place à travers l'histoire.

Ainsi que le déclarait *Robert Schuman*, ministre des affaires étrangères français, le 9 mai 1950, au début de la création de la Communauté européenne, « la contribution qu'une

[54] Article 2, du Traité sur l'Union européenne, Journal officiel de l'Union européenne, n° C 202, le 7 juin 2016.

[55] La démocratie libérale est une distinction conceptuelle essentielle entre le libéralisme et la démocratie qui fait l'objet de diverses interprétations. Dans le cadre de cette thèse, la démocratie libérale est définie comme une notion développée et adoptée sur le plan institutionnel et idéologique aux États-Unis et en Europe occidentale, après les expériences de l'humanité avec les idéologies du fascisme et du communisme qui ont émergé après la Seconde Guerre mondiale et parmi les idéologies polarisées de la Guerre froide ; Sylvie Guillaume, « La reconstruction du monde démocrate-libéral et la naissance de l'État-providence (1945-1950) », dans Serge Berstein (dir.), *La démocratie libérale*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998, pp.733-775, et G. John *Ikenberry, After Victory: Institutions, Strategic Restraint, and the Building of Order after Major Wars*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2001.

Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques »[56]. Par conséquent, les « valeurs européennes » commencent par une approche de la paix et de la dignité humaine après la Seconde Guerre mondiale. Cette approche a également été influencée par celle de la communauté internationale, lorsque les Nations unies ont promulgué « le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales »[57] par le biais de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « largement acceptée par les États comme faisant autorité »[58] dans la Communauté internationale. Autrement dit, elle définit les droits de l'homme comme des « valeurs universelles » de l'humanité et les promeut sur la compréhension commune et valable au sein de la communauté internationale dans l'élaboration de l'« ordre international libéral » de la démocratie libérale, centrées sur les États-Unis[59].

Les valeurs de cette vision décrites comme l'« ordre international libéral » étaient donc inscrites dès l'origine du projet Communautaire européenne, partagé par les six Etats d'Europe occidentale qui sont la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Benelux et l'Italie, dans le sens d'une solidarité particulière entre les démocraties occidentales, au sein d'un système de sécurité collective centré sur les Nations unies avec les Etats-Unis, et fondé sur les principes de prévention des actes de guerre et de règlement pacifique des contentieux. En outre, les États démocratiques libérales d'Europe occidentale ont été contraints d'adopter une position distincte à l'égard de l'Union soviétique, en partenariat avec les États-Unis, dans le contexte des divisions créées pendant la guerre froide. De même, afin de participer à l'intégration européenne, ils ont dû se distinguer des régimes autoritaires des pays voisins tels que l'Espagne, le Portugal et la Grèce.

Dans ce contexte, le discours sur les valeurs européennes commence à émerger au sein de la communauté européenne, centré sur la démocratie et les droits de l'homme. Ces valeurs libérales sont liées dans des chaînes d'équivalence dont les éléments sont interconnectés et se soutiennent mutuellement, de sorte qu'un concept est présenté comme conduisant logiquement à l'autre, ce qui a contribué à la construction de l'identité de la Communauté européenne[60]. En d'autres termes, lorsque l'approche de l'identité se manifeste dans le sens où

[56] « Déclaration Schuman » à Paris, le 9 mai 1950.
[57] « Déclaration universelle des droits de l'homme » à Paris, le 10 décembre 1948.
[58] Donnelly, 2002, *op.cit.,* p.127.
[59] Ikenberry, *op.cit*.,2012, pp.185-186.
[60] Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londre : Verso, 1985, pp. 127-34.

elle tente de distinguer un acteur des autres acteurs en formant une image de soi et de l'autre[61], la Communauté européenne serait en mesure de distinguer l'essence de son identité en étant différente des autres acteurs dans cette nouvelle structure sociale internationale, et l'élément de différenciation de cette essence est son approche des valeurs.

Ces démocraties libérales unies pour ces valeurs en sont venues à constituer une nouvelle « identité européenne » dans le cadre de la Communauté européenne. Cette identité n'est pas donc comprise comme une unité émotionnelle au sens d'une histoire et d'une culture partagées sur un même continent européen, mais plutôt comme une identité formée par des valeurs universalisables telles que la démocratie, le libéralisme, les droits de l'homme et l'État de droit parmi les membres de la communauté d'une part, et par les institutions qui permettent à ces valeurs de se réaliser. Les valeurs à l'œuvre ici sont alors reconstituées sous la notion de « valeurs européennes »[62] au sein de la Communauté européenne.

Ces valeurs européennes ont été réaffirmées lors de la création de l'Union européenne (UE) par le traité de Maastricht en 1992[63], et ont été spécifiquement établies comme « principe » de l'UE par le traité d'Amsterdam en 1997, comme suit :

> L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres[64].

Ainsi, les valeurs européennes à travers les « principes », qui sont l'« un des éléments qui forment un ensemble cohérent dans cet ordre constitutionnalisé »[65], s'appliquent universellement à tous les États membres de l'UE. Autrement dit, avec l'émergence des

---

[61] Peter J. Katzenstein, *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, 1996, p.14.

[62] Jürgen Habermas, « The European Nation-State: On the Past and Future of Sovereignty and Citizenship », dans Jürgen Habermas, Ciaran Cronin et Pablo De Greiff (eds.), *The Inclusion of Others: Studies in Political Philosophy*, Cambridge, MA: MIT Press, 1998, pp. 105-127; Jürgen Habermas, « Why Europe Needs a Constitution », *New Left Review*, vol. 11(5), 2001, pp. 5-26; et Jürgen Habermas, « Making Sense of the EU: Toward a Cosmopolitan Europe », *Journal of Democracy*, 2003, vol, 14(4), pp. 86-100.

[63] Article F du Traité sur l'Union européenne : « 1. L'Union respecte l'identité nationale de ses États membres, dont les systèmes de gouvernement sont fondés sur les principes démocratiques. 2. L'Union respecte les droits fondamentaux, tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950, et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux États membres, en tant que principes généraux du droit communautaire ». Journal officiel des Communautés européennes, n° C 191/5, le 29 juillet 1992.

[64] Article 6 du Traité sur l'Union européenne (Version consolidée (97/C 340/02)), Journal officiel des Communautés européennes, n° C 340/153, le 10 novembre 1997.

[65] Ramses A. Wessel, « General Principles in EU Common Foreign and Security Policy », dans Katja S. Ziegler, Päivi Johanna Neuvonen, et Violeta Moreno Lax (eds.), *Research Handbook on General Principles in EU Law: Constructing Legal Orders in Europe*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2022.

« principes communs » de valeurs universelles qui s'imposent de manière convaincante à tous les Etats de l'UE, se met en place un système juridique communautaire « élaboré à partir d'un faisceau de valeurs communes qui ont vocation à l'universel »[66].

Les valeurs inhérentes à ces « principes structurels » du processus d'intégration européenne peuvent être étendues et définies par des « normes » de comportement qui constituent l'activité institutionnelle et celle des Etats membres[67]. La définition générale des normes proposée par *Finnemore* et *Sikkink*, comme étant, « un standard de comportement approprié pour des acteurs ayant une identité donnée »[68], permet de concevoir que les normes façonnent le contenu des identités, que ces identités construites déterminent le contenu des intérêts des individus ou des groupes politiques, et que les politiques s'expriment par des actions qui reflètent ces intérêts[69]. Autrement dit, ce contexte de normes, fondé sur des valeurs collectives partagées, devient une sorte de référence comportementale pour les acteurs quant à ce qui constitue un comportement approprié, ce qui les influence à leur tour dans la construction de leur comportement et de leur identité, c'est-à-dire qu'il devient une norme de comportement approprié pour les acteurs ayant une identité donnée fondée sur des valeurs. En comprenant comment ces identités sont construites, les acteurs peuvent mieux comprendre comment ils définissent leurs intérêts dans les relations internationales[70].

Le discours sur ces normes peut s'étendre en dehors de l'UE. Outre la manière dont l'UE se définit en termes de valeurs, en les intégrant dans le contexte politique, notamment dans les relations internationales, l'UE s'engage également dans la promotion des valeurs, qu'il s'agisse de valeurs européennes auto-définies ou de valeurs internationales intégrées « adoptées »[71]. En effet, ces valeurs portées par l'Union européenne, et les droits de l'homme en particulier, ont une logique intrinsèque d' « universalisation » enracinée dans le fait que tous les êtres humains ont les mêmes droits de l'homme. Depuis la guerre froide, la communauté internationale a notamment et activement cherché à concrétiser cette universalité morale, dans

---

[66] Benyekhlef, *op.cit.* p.88.

[67] Roberto Baratta, « La communauté de valeurs dans l'ordre juridique de l'Union européenne », *Revue des affaires européennes*, n°1, 2018, p.94.

[68] Martha Finnemore et Kathryn Sikkink, « International norm dynamics and political change », *International organization*, vol.52(4), 1998, p.891.

[69] Jepperson, Wendt et Katzenstein, *op.cit.*

[70] Mlada Bukovansky, « Identity and Agency in the International System », dans Eun-Ho Lee et Woo-sang Kim (eds.), *Recasting International Relations Paradigms: Statism, Pluralism, Globalism*, Séoul: Seoul Press, 1996.

[71] Marise Cremona, « Values in EU Foreign Policy », dans Malcolm Evans et Panos Koutrakos (eds.), *Beyond the Established Orders: Policy interconnections between the EU and the rest of the world*, Oxford: Hart Publishing, 2011, p.292.

la pratique juridique et politique, et c'est cette approche sur les « normes » qui conduit à l'apparition d'une politique internationale cosmopolite ou solidariste[72]. En conséquent, ces valeurs sont devenues un discours politique des « normes établies » de la société internationale contemporaine, des principes largement acceptés comme faisant autorité au sein de la société des États[73].

Selon *Habermas*, ces valeurs, au même titre que celles de l'Union européenne, sont des « normes de validité universelle » qui s'appliquent à la société moderne. En d'autres termes, il existe un « consensus mondial » sur l'approche des valeurs défendues par l'Union européenne, à savoir les droits de l'homme et la paix, qui sont des valeurs fondamentales. Ces valeurs ne sont pas propres à l'Union européenne, mais sont d'un intérêt si « commun » qu'elles transcendent toutes les distinctions politiques et culturelles et sont « partagées » par les peuples du monde entier[74]. En termes de discours normatif, le contexte est que ces normes, qui sont étroitement liées aux valeurs de la communauté internationale, peuvent être énoncées dans la mesure où les valeurs sont partagées par les membres de la communauté internationale et que ceux-ci acceptent les normes de comportement de la communauté. C'est en ce sens que ces valeurs peuvent être dites dans la langue de l'« universalité ».

Dans ce contexte, lorsque l'UE étend la perspective des valeurs dans le cadre des relations internationales, elle n'adhère plus à l'idée de « valeurs européennes », mais au concept de « valeurs universelles ». L'UE justifie et légitime sa politique extérieure sur les valeurs en se référant aux instructions internationales[75], comme l'indique l'article 21 du traité :

> L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international [76].

Cela signifie que le modèle de comportement de l'UE, qui tente d'établir des

---

[72] Donnelly, *op.cit.,* p.65.
[73] Frost, *op.cit*., pp.104-111.
[74] Jürgen Habermas, *The divided west*, Cambridge: Polity, 2006, p.143; Jürgen Habermas, *Between naturalism and religion: Philosophical essays*, Cambridge: Polity, 2008, pp. 343-344; et Jürgen Habermas, *The Crisis of the European Union: A Response*, Cambridge: Polity, 2012, p. 64.
[75] Smith, 2003, *op.cit.,* p.121.
[76] Article 21 du Traité sur l'Union européenne (version consolidée), Journal officiel de l'Union européenne, n° C 326/28, le 26 octobre 2012.

normes de valeur normative pour d'autres acteurs politiques internationaux, peut être considéré comme motivé par le désir de conférer un statut universel à ses normes par le biais d'un processus équitable. En d'autres termes, il est plus facile de parler le langage des valeurs de l'UE lorsque les normes basées sur les traités internationaux, qui consistent en des valeurs universellement partagées avec d'autres acteurs internationaux, sont mises à disposition. Cela implique également que la motivation pour cette universalité est aussi indépendante et rationnelle que la poursuite d'intérêts matériels et politiques. L'identité sur les valeurs formée par la reconnaissance mutuelle dans les relations internationales se reflète dans la compréhension intersubjective au sein de la Communauté européenne, et l'identité formée se développe dans le contexte politique et institutionnel des discours des « normes » au sein de la Communauté.

D'autre part, la perception de la validité universelle de ces valeurs n'est pas façonnée de la même manière par les normes européennes en dehors de l'Europe ; l'Union européenne revendique la spécificité des valeurs européennes sur la base de leur mise en œuvre spéciale et supérieure ; et cet écart entre spécificité et universalité entre également en jeu lorsqu'il est fait référence aux valeurs dans un contexte politique avec d'autres acteurs[77]. Cette approche de l'UE a donné naissance à une nouvelle identité pour l'UE dans les relations internationales, celle de la « puissance normative ». Parmi les différentes théories visant à définir l'identité de l'UE dans le monde contemporaine, c'est la « puissance normative » de *Ian Manners*[78] qui a reçu le plus d'attention dans les milieux académiques.

Le concept de puissance normative de l'UE met fortement l'accent sur le rôle des valeurs et l'identité, partant du principe que l'Union européenne, en tant qu' « entité politique hybride dans un contexte historique »[79], a une identité déterminée par sa configuration politique et juridique particulière, qui forme la base de ses normes constitutives des valeurs : « la centralité de la paix, de la liberté, de la démocratie, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». Sur cette base, la puissance normative, tel que défini par *Manners*, est la capacité d'un acteur dans l'arène de la politique internationale à changer les modèles de comportement des autres acteurs en « redéfinissant ce qui peut être normal »[80] pour eux. Le concept de « normal » exige qu'il soit accepté par tous les membres de la communauté

[77] Todorov, *op.cit.,* p.63.
[78] Manners, 2002, *op.cit.*
[79] *Ibid.,* p.240.
[80] *Ibid.,* p.253.

internationale pour être considéré comme « universel ». Les principes universels sont donc en fait internalisés par l'UE et convertis en principes directeurs, de sorte que chaque grand principe est d'abord examiné en Europe avant d'être appliqué aux relations avec les acteurs extérieurs[81].

Par conséquence, selon cette théorie, l'UE, en tant qu'acteur politique international, peut exercer la plus grande influence dans les domaines où cette puissance normative prévaut, car elle a réussi à mettre en œuvre des normes et des valeurs politiques et sociales universelles avec plus de succès que n'importe quel autre État dans n'importe quelle autre région du monde. Ainsi, les caractéristiques normatives et axées sur les valeurs de l'UE mettent l'accent sur l'importance des valeurs et des normes dans la conduite des relations extérieures par les cercles politiques de l'UE[82].

Les objectifs des valeurs de la politique de l'UE reflètent donc un processus de « mondialisation normative », qui repose sur l'acceptation de plus en plus répandue de normes de comportement national et international [83]. En d'autres termes, dans les relations internationales de l'UE avec les autres acteurs, l'élément des « valeurs » porte un impact étant donné qu'il apparaît sous la forme d'un cadre de normes internationales de portée universelle au sein de la communauté internationale.

[81] Sonia Lucarelli et Ian Manners, « Conclusion: valuing principles in European Union Foreign Policy », dans Sonia Lucarelli et Ian Manners (eds.), *Values and Principles in European Union Foreign Policy*, Londre : Routledge, 2006, p.202.

[82] Richard G. Whitman, « Norms, Power and Europe: A New Agenda for Study of the EU and International Relations », dans Richard G. Whitman (ed.), *Normative power Europe: Empirical and theoretical perspectives*, Londre : Palgrave Macmillan, 2011, p.2.

[83] Karen E. Smith, *op.cit*., 2003, p.221.

2) La place des valeurs fondamentales dans la construction européenne

a. Les valeurs humaines de l'après-guerre

« Qu'est-il ressorti des récents holocaustes ? Quelque chose s'approchant d'une nouvelle reconnaissance en Occident qu'il existe certaines valeurs universelles qui peuvent être qualifiées de constitutives de l'être humain en tant que tel »[84].

Lorsque la Seconde Guerre mondiale se termine en 1945, une question fait le tour du monde : comment éviter qu'une telle catastrophe ne se reproduise ? Depuis l'avènement des doctrines et des déformations idéologiques telles que les régimes totalitaires et nationalistes, ou encore la conquête et la domination nazies, les valeurs humaines étouffèrent progressivement le monde. En effet, à la suite de l'entrée dans le conflit des États-Unis aux côtés du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, de telles préoccupations sont explicitement proclamées pendant la guerre, en tant qu'objectif de guerre conjoint des Alliés en janvier 1942 :

> Étant convaincus qu'une victoire complète sur leurs ennemis est essentielle pour défendre la vie, la liberté, l'indépendance et la liberté religieuse, aussi bien que pour conserver les droits humains et la justice dans leurs propres pays ainsi que dans les autres nations, et se rendant compte qu'ils sont actuellement engagés dans une lutte en commun contre les forces sauvages et brutales qui cherchent à subjuguer le monde[85].

Cette déclaration indique les principes déjà contenus dans la Charte de l'Atlantique du 14 août 1941, présentés par le Premier ministre du Royaume-Uni, *Winston Churchill*, et le président des États-Unis, *Franklin D. Roosevelt*, et sur lesquels s'accordent les alliés. De plus, dans le contexte de l'après-guerre, la Déclaration universelle des droits de l'homme signée en 1945 se positionne sincèrement pour la « conscience de l'humanité » afin d'assurer la paix et la protection des libertés dans le contexte de la genèse de l'organisation internationale et des

[84] Isaiah Berlin, « European Unity and Its Vicissitudes », dans Henry Hardy (ed.), *The Crooked Timber of Humanity*, Londre : Chatto and Windus, 1991, p.202.

[85] « Joint Declaration of the United Nations on Cooperation for Victory », en commun des États-Unis d'Amérique, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Union des républiques socialistes soviétiques, de la Chine, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de Costa Rica, de Cuba, de la Tchécoslovaquie, de la République dominicaine, du Salvador, de la Grèce, du Guatemala, d'Haïti, du Honduras, des Indes, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, de la Norvège, du Panama, de la Pologne, de l'Union sud-africaine, de la Yougoslavie, le 1 janvier, 1942.

normes des valeurs humaines.

Le Préambule de la Charte des Nations Unies consacre la promotion des relations pacifiques et des valeurs humaines dans les termes suivants : « à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites […] ». Il s'agit presque de la première référence aux valeurs humaines universaliste dans le cadre des normes internationales[86]. Même si elle ne contient pas d'obligations juridiquement contraignantes, « il y a dans cette déclaration non seulement une valeur morale sans précédent, mais aussi un commencement de valeur juridique »[87]. Ainsi, les événements marqués par la Seconde Guerre mondiale ont permis à la communauté internationale de se lancer et de faire ses premiers pas vers un régime universel normatif et des institutions internationales, avec des valeurs et des normes notamment centrées sur les États-Unis sur la scène internationale[88].

Le flux international centré sur les normes de valeur a également fonctionné en Europe. Étant donné que les États et les nations en Europe sont entrés en déclin pendant la Seconde Guerre mondiale, la réponse européenne aux causes sous-jacentes de la guerre a été à la fois unique et créative en ce qui concerne la recherche de la paix. De plus, deux superpuissances opposées, les États-Unis et l'Union soviétique, sont entrées dans l'arène internationale qui était dominée jusque-là par l'Europe, or cette dernière s'est tellement affaiblie qu'elle ne pouvait plus être maître de son propre destin. Cette situation a motivé leur l'objectif principal, le « projet européen », qui vise à éliminer les causes à court et à long terme de la guerre et à garantir des processus et des structures communs de coopération dans le cadre de leur engagement pour la paix et la construction européenne.

Par la suite, le langage des valeurs humaines a commencé à être adopté par les dirigeants européens au pouvoir dans les démocraties libérales de l'Europe occidentale. Dans

[86] A.H. Robertson et J.G. Merrills, *Human Rights in Europe. A Study of the European Convention on Human Rights*, Manchester et New York: Manchester University Press, 1993, p.2.

[87] Par Carton de Wiart de Belgique, dans l'Assemblée générale pléniaire de Nations Unies, Troisième session, 181e séance plénière, le vendredi 10 décembre 1948: 10/12/1948, Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale, Partie I, Séances plénières de l'Assemblée générale, Comptes rendus analytiques des séances, 21 septembre-12 décembre 1948, Paris: Palais de Chaillot, p.880.

[88] Olivier Barsalou, *La diplomatie de l'universel : la guerre froide, les États-Unis et la genèse de la déclaration universelle des droits de l'homme, 1945-1948*, Bruxelles : Bruylant, 2012, p.165.

le mouvement où les États-Unis se sont activement engagés dans le renforcement, les autorités européennes ont tenté de méditer sur ces nouveaux compromis sociaux et politiques à bâtir, dans le but de mutualiser le renforcement et la défense de l'indépendances de l'Europe à côté des deux superpuissances, mais aussi dans l'objectif de préserver les valeurs humaines en Europe, tout en soulignant la nécessité de l'intégration européenne.

En effet, en Europe, le langage des valeurs humaines a déjà été mobilisé pendant la Seconde Guerre mondiale pour critiquer les horreurs de la guerre. Le Premier ministre britannique *Churchill,* a employé l'expression des « les droits de l'homme » dans une lettre ouverte adressée au Congrès juif mondial en octobre 1942, dans laquelle il décrit la guerre comme une lutte pour « l'intronisation des droits de l'homme »[89]. Peu après la Seconde Guerre mondiale, *Churchill* a également prononcé certains discours fondamentaux à propos de l'idée de l'unité européenne en mobilisant des termes relatifs aux valeurs humaines du côté de l'Alliance libérale. Juste après la guerre, le 16 novembre 1945, dans un discours à Bruxelles à l'occasion de la réunion conjointe du Parlement belge, il a souligné le lien entre la construction européenne en l'associant à la restauration de la civilisation européenne en ce que « la restauration et la reconstruction de l'Europe, à la fois physique et morale, sont animées et guidées par les thèmes apparentés de la Liberté et de la Démocratie »[90].

De cette façon, le projet d'un nouvel ordre mondial dans lequel la paix et la sécurité pourraient être garanties, et dans lequel, entre autres, les droits de l'homme et les libertés fondamentales pourraient être sauvegardés, a été offert dans le contexte historique post-guerre.

b. Les valeurs occidentales de la guerre froide

Cependant, le nouveau climat de conflit mondial fourni par l'immédiat après-guerre entre l' « Est » et l'« Ouest » est apparu. Au début de l'année 1946, le célèbre discours du « rideau de fer », métaphore qui synthétise bien l'image d'une Europe divisée en deux

[89] « *Enthronement of human rights* » en anglais de version originale dans une lettre publique adressée à l'archevêque de Canterbury (le 29 octobre 1942), il déclare : « *The systematic cruelties to which the Jewish people—men, women and children—have been exposed under the Nazi regime are amongst the most terrible events of history. Free men and women denounce these vile crimes, and when this world struggle ends with the enthronement of human rights, racial persecution will be ended* » dans « Nazi Atrocities», *The Times*, le 30 Octobre 1942.

[90] Winston Churchill, *The sinews of peace*, Westminster College, Fulton, Missouri, le 5 mars 1946, p.42.

sphères d'influence différentes, est prononcé par *Churchill*. Celui-ci a sans aucun doute à l'esprit la défense des valeurs de l'Europe occidentale contre le communisme[91], il déclare en effet que « si les démocraties occidentales s'unissent pour adhérer strictement aux principes de la charte des Nations unies, leur influence pour faire avancer ces principes sera immense et personne n'est susceptible de les malmener. Si, en revanche, elles se divisent ou manquent à leur devoir et si on laisse ces années si importantes s'écouler, alors une catastrophe pourrait nous accabler tous »[92].

À ce moment, les hommes politiques occidentaux sont également très préoccupés par le danger expansionniste et idéologique émanant de Moscou, concernant les actes d'agression de l'après-guerre de l'Union soviétique en Europe de l'Est. Étant donné que *Joseph Staline* contrôlait déjà la Roumanie et la Bulgarie, le sort de l'Allemagne et de l'Europe de l'Est semblait être dans la balance. Il apparaissait que « l'URSS [Union des républiques socialistes soviétiques] allait réussir à transformer les nations très diverses de l'Europe orientale en une région idéologiquement et politiquement homogène »[93].

De même, dans le célèbre discours des « États-Unis d'Europe » prononcé par *Churchill* à l'université de Zurich le 19 septembre 1946, lorsqu'il proposait l'intégration comme moyen de sauver l'Europe occidentale et sa civilisation, il soulignait également la valeur libérale dans les termes suivants :

> Il consiste à recréer la famille européenne, cela dans la mesure du possible, puis de l'élever de telle sorte qu'elle puisse se développer dans la paix, la sécurité et la liberté. Il nous faut édifier une sorte des États-Unis d'Europe[94].

De la sorte, le lien entre l'idée de la protection de la liberté et de la démocratie d'une part, et l'inquiétude suscitée par la formation de l'hégémonie soviétique dans le cadre la restauration de la civilisation européenne d'autre part, a été reconnu. De la même manière que le Premier ministre belge *Paul-Henri Spaak* qui, lors d'une session tendue et mémorable des Nations Unies à Paris en 1948, a expliqué que la politique occidentale était construite par rapport à « la peur de l'URSS, la peur de son gouvernement, la peur de sa politique »[95], la

---

[91] Alfred William Brian Simpson*, Human rights and the end of empire : Britain and the genesis of the European Convention*, Oxford: Oxford University Press, 2004, p.558.
[92] Winston Churchill, 1946, *op.cit.*
[93] Anne Applebaum, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée*, 1944-1956, Paris : Gallimard, 2016, p.24.
[94] « Discours de Winston Churchill », Zurich, le 19 septembre 1946 dans George C. Marshall, *Points de repère,* Lausanne : Centre de recherches européennes, 1973. p.16.
[95] Paul-Henri Spaak, « Les Nations Unies », dans *Combats inachevés. De l'Indépendance à l'Alliance*, vol.1,

montée des tensions Est-Ouest influença la perspective européenne sur le projet de la construction européenne dans le monde post- 1945. Ainsi, les valeurs humaines ont été mobilisées dans les différents mouvements européens qui se consacrent à la question de l'idée européenne, et au milieu de ces manifestations.

Afin d'aborder la question de la réalisation pratique de l'Europe occidentale, le « Congrès de l'Europe » convoqué par le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (CICMUE), s'est tenu à la Haye en mai 1948. Environ 740 délégués de 18 pays européens se réunissent[96] alors pour discuter du lancement de la construction européenne dans un cadre politique, économique et culturel. Les objectifs sont résumés par *Duncan Sandys*, président du Comité international et gendre de *Churchill* : « premièrement, démontrer le large soutien qui existe à la cause de l'unité européenne ; deuxièmement, de permettre un échange de vues et de parvenir à des recommandations d'action concertées ; et, troisièmement, donner un nouvel et puissant un nouvel et puissant élan à la campagne ». Bien entendu, à l'origine, le but ultime de cette réunion était de se concentrer sur la reconstruction de l'Europe afin « de garantir une paix définie »[97].

Ce congrès commence avec *Churchill*, président d'honneur de cet événement, qui fait une référence aux valeurs humaines et souligne notamment l'importance d'un projet d'une charte européenne des droits de l'homme dans le cadre des plans du grand projet européen envisagé dans son discours de l'ouverture du Congrès :

> Le mouvement pour l'unité européenne, ainsi que le constate notre projet de rapport, doit être un élan positif, puisant sa force de notre sentiment commun des valeurs spirituelles. C'est l'expression dynamique d'une foi démocratique basée sur des conceptions morales et inspirée par le sentiment d'une mission. Au centre de notre mouvement se trouve l'idée d'une Charte des droits de l'homme, gardée par la liberté et soutenue par le droit. […] Nous sommes ici pour établir les fondements sur lesquels pourront se dresser les hommes d'État des démocraties occidentales, créer une atmosphère favorable aux décisions qu'ils seront amenés à prendre[98].

Comme mentionné précédemment, lorsque *Churchill* invoque ici les « droits de l'homme » et les « démocraties », cela ne comprend pas seulement sur l'idée de valeur humaine vis-à-vis des fondements moraux, mais cela représente également et, désormais des mesures

---

Paris : Fayad,1969, p.216.

[96] Birte Wassenberg, *Histoire du Conseil de l'Europe (1949-2009),* Bruxelles : Peter Lang, 2012, p.43.

[97] Pierre Pfimlin, « préface » dans *Congrès de l'Europe : La Haye, 7-11 mai 1948*, Conseil de l'Europe, 1999.

[98] « Discours de Winston Churchill au congrès européen de La Haye (7 mai 1948) »*, Digital Research in European Studies (DEIS).*

défensives contre les accusations de bellicisme et d'hypocrisie antisoviétiques dans la pratique du processus d'unification de l'Europe qui commencerait par les seules zones non-communistes de l'Europe dans le cadre des normes internationales[99]. Ce point de vue était inévitable étant donné que le Congrès s'est réuni trois mois après le « coup de Prague », événement qui rappelle aux Occidentaux l'extension du communisme sur le continent européen.

Dans cette perspective, ce point de vue n'était pas seulement partagé par *Churchill,* car lors du Congrès, les autres Européanistes se sont rendu compte de l'importance de la démocratie et des droits de l'homme pour protéger « leur Europe » de la crainte de la menace soviétique. Le 10 mai, dernier jour du Congrès, *Paul Ramadier*, ancien président du Conseil des ministres français qui a également présidé la commission politique du Congrès, propose que l'adhésion à une future fédération européenne ne soit pas basée sur les frontières géographiques de l'Europe, mais sur les frontières de la « civilisation européenne » définie selon lui par la « démocratie » où « la liberté politique, la souveraineté populaire, la reconnaissance de droits à l'individu, pour tout dire, le respect de la personne humaine, objet de l'activité sociale et que la société a pour charge essentielle de sauvegarder »[100] sont présentes. Enfin, le Congrès s'est terminé par l'adoption à l'unanimité du « Message aux Européens » préparé par le militant fédéraliste suisse *Denis de Rougemont* en soulignant les valeurs humaines de l'Europe :

> La conquête suprême de l'Europe s'appelle la dignité de l'homme, et sa vraie force est dans la liberté. Tel est l'enjeu final de notre lutte. C'est pour sauver nos libertés acquises, mais aussi pour en élargir le bénéfice à tous les hommes, que nous voulons l'union de notre continent. Sur cette union l'Europe joue son destin et celui de la paix du monde. Soit donc notoire à tous que nous, Européens, rassemblés pour donner une voix à tous les peuples de ce continent [101].

Ainsi, les valeurs humaines sont désormais devenues un moyen d'intégrer la communauté européenne occidentale dans le contexte de l'après-guerre et la montée de la guerre froide. Autrement dit, du point de vue occidental, associer l'idée de la valeur humaine au processus d'unification de l'Europe était compris comme un instrument contre la formation de l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est, et donc, contre le communisme.

---

[99] Marco Duranti, *The Conservative Human Rights Revolution: European Identity, Transnational Politics, and the Origins of the European Convention*, Oxford: Oxford University Press, 2016, p.119 et pp.356-357.

[100] Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), [en ligne] box 569- European Movement Papers, « Congres de l'Europe, La Haye, Commission Politique le 10 mai 1948, 10 heures, Séance plénière – Etude de la Résolution du Comité politique ».

[101] « Congrès de l'Europe : Résolutions, La Haye », *ibid*.

À la suite du Congrès et lors du congrès de Bruxelles du Conseil international du Mouvement européen en février 1949, un projet de Charte des droits de l'homme a été rédigé et repris par le Conseil de l'Europe. Celui-ci déclare que « l'Europe doit s'unir non seulement pour sauvegarder la paix et la liberté de ses peuples et pour restaurer et développer son bien-être matériel, mais aussi pour réaffirmer un certain nombre de valeurs, aujourd'hui menacées, qu'il s'agit de préserver et de ranimer en les incarnant dans une nouvelle structure »[102]. Par la suite, par le traité de Londres du 5 mai 1949, le Conseil de l'Europe s'est formalisé en constituant en son sein une Assemblée parlementaire consultative, un Conseil des ministres des gouvernement nationaux et un secrétariat permanent, et en inscrivant les valeurs humaines dans le Statut du Conseil de l'Europe. Dans le préambule, les parties contractantes déclarent qu'elles sont :

> Inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable[103].

Dans le cadre d'un des buts poursuivis par le Conseil et qui est « la sauvegarde et [du] développement des droits de l'homme et des libertés fondamentales »[104], les valeurs et leur mise en œuvre avaient attiré l'attention de beaucoup dans le cadre politique de l'Europe occidentale. En juillet 1949, le Mouvement Européen produit une publication intitulée « convention européenne des droits de l'homme », réalisée sous la présidence de *Pierre-Henri Teitgen*, ancien ministre français de la Justice, avec Sir *David Maxwell Fyfe*, avocat et député conservateur britannique qui était procureur général au Tribunal de Nuremberg et *Fernand Dehousse,* professeur à la Faculté de Droit de Belgique, en tant que rapporteurs conjoints. À travers ce texte, ils révèlent, de manière explicite et dans un style très direct, leurs peurs vis-à-vis de la menace communiste, afin de réaffirmer les principes de leur propre foi politique dans le cadre des valeurs de droits de l'homme et de la démocratie.

> Après ce qui s'est passé si récemment en Tchécoslovaquie, qui pourrait affirmer que les droits de l'homme sont assurés en Europe et que leur maintien ne fait pas de doute ? Qui pourrait affirmer que telles constitutions démocratiques qui existent aujourd'hui ne seront pas renversées en l'espace de quelques années ?

---

[102] Article 1 de « Déclaration de politique européenne du Mouvement européen » (Bruxelles, 25-28 février 1949), Nouvelles de l'Europe, *Le Congrès de Bruxelles. Organisation et Activités du Mouvement Européen*. Paris: Mouvement Européen, 1950.

[103] Conseil de l'Europe, « Statut du Conseil de l'Europe », Londres, 5.vol.1949.

[104] *Ibid.*

> Il est donc essentiel que, sans délai, des mesures soient prises en commun pour arrêter l'expansion du totalitarisme et préserver le territoire de la liberté. Si la Convention proposée peut aider à consolider et à élargir les fondations de la liberté, et si elle peut obtenir des démocraties européennes qu'elles acceptent une responsabilité collective pour la défense des droits de l'homme, elle sera d'une valeur inappréciable[105].

C'est dans ce contexte que la Convention européennes des Droits de l'Homme est signée par les Etats membres en 1950 et que, dix ans plus tard, la Cour européenne des droits de l'homme est instituée pour veiller à son respect à partir de 1959. *Robert Schuman*, ministre des Affaires étrangères de la France ajoute que « cette Convention que nous signons n'a pas entièrement l'ampleur ni la précision que beaucoup d'entre nous aurions souhaité lui donner. Quoi qu'il en soit, nous avons cru devoir souscrire à la Convention telle qu'elle est. Elle constitue les fondations sur lesquelles nous voulons asseoir la défense de la personne humaine contre toutes les tyrannies et contre tous les totalitarismes »[106].

Parallèlement, la crainte des Soviétiques provoque également en Europe occidentale une prise de conscience dans le domaine militaire, face à un appui militaire américain conditionné par l'exigence que les Européens fassent un effort de coopération sur le plan de la défense[107]. En promettant un tel soutien, les Etats-Unis considèrent en réalité l'intégration de l'Europe occidentale comme un rempart contre la propagation du communisme, l'expansion territoriale de l'Union soviétique et la résurgence du nationalisme allemand en 1948 lorsqu'il était devenu évident que l'Allemagne serait divisée et, que l'URSS dominerait l'Europe centrale et orientale. La perspective de se défendre contre la menace de l'URSS inclut également les valeurs humaines de la civilisation occidentale qui méritent d'être au centre de sa politique défendue.

Le 17 mars 1948, le traité de Bruxelles est signé par la Grande-Bretagne et la France qui s'associent aux pays du Benelux pour former un système de défense commun, dirigé cette fois contre la menace soviétique. Après la déclaration de leur foi dans les idéaux proclamés dans la Charte des Nations Unies, il est rapporté qu'ils se sont résolus : « à confirmer et à défendre les principes démocratiques, les libertés civiques et individuelles, les traditions

---

[105] Mouvement Européenne, 'Examen des critiques' dans le « Convention européenne des Droits de l'Homme: présenté par le Mouvement Européen au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe » (INF/5/F/R, 1949), Bibliothèque de la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg, p.17.

[106] Kevin Boyle, *Les enjeux de la grande Europe: le Conseil de l'Europe et la sécurité démocratique*, Conseil de l'Europe : Strasbourg, 1998, pp.14-15.

[107] Pierre Gerbet, *La construction de l'Europe*, Paris : Armand Colin, 2007, p.59.

constitutionnelles et le respect de la loi, qui forment leur patrimoine commun »[108].

La même idée est reproduite dans le Traité de l'Atlantique Nord du 4 avril 1949, qui met en commun leurs unités militaires sous un commandement international, et dans lequel les membres européens ont intégré leurs forces plus étroitement qu'ils ne l'avaient fait dans aucune autre alliance militaire antérieure. A cet effet, les Parties déclarent être :

> Déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit [109].

Ainsi, la prolifération des régimes fondés sur les valeurs est destinée à devenir rapidement un enjeu politique dans le nouveau contexte historique des tensions Est-ouest, contexte marqué par la rivalité idéologique entre les États-Unis et l'URSS[110].

c. L'intégration européenne vers la paix

Alors que la guerre froide commence à s'installer dans le système politique international, des tentatives d'intégration européenne ont été entreprises en Europe, en particulier en Europe occidentale. Cette démarche est motivée par « la sauvegarde de la paix fondée sur la réconciliation des peuples européennes et l'aspiration à pouvoir vivre en sécurité »[111] et « le renforcement de l'Europe occidentale face à la menace soviétique »[112].

Le ministre français des Affaires étrangères *Robert Schuman* apporte une solution pour résoudre les diverses préoccupations rapportées précédemment en présentant le projet de *Jean Monnet* sur la création d'une autorité supranationale, chargée de gérer le marché commun du charbon et de l'acier sur la base d'un gouvernement fédéral, qui devrait conduire à l'unification économique et politique de l'Europe. Dans sa vision de l'unification européenne des « États-Unis d'Europe », *Monnet* préfère une construction « fonctionnelle » dans des

---

[108] L'OTAN, « Le Traité de Bruxelles », le 17 Mars 1948.
[109] L'OTAN, « Le Traité de l'Atlantique Nord », le 4 avril 1949.
[110] Louis Henkin, « The Universal Declaration and the Cold War », *American Philosophical Association Newsletter*, vol.97(2), 1998, p.90; et Barsalou, *op.cit.,* p.73.
[111] Bertrand Rochard, *La Commission et l'identité européenne (janvier 1958 – décembre 1969),* Genève : Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1997, p.11.
[112] Clemens Wurm, *Western Europe and Germany. The Beginnings of European Integration 1945-1960,* Oxford et Washington: Berg Publishers, 1995, pp. 175-200; Bitsch, 2007, *op.cit*., p.72; et Gerbet., *op.cit.,* p.74.

secteurs économiques puis politiques dans des institutions supranationales :

> Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale […]. Il est essentiel que soit empêchée la reconstitution de souveraineté économique[113].

La conception de fonctionnalisme permettrait une fusion d'intérêts de fait dans les secteurs économiques, qui pourrait être élargie progressivement à d'autres secteurs afin de construire une solidarité authentique entre les partenaires. Cette idée est bien exprimée dans l'initiative de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), en terme que « à la fois la clé de la puissance économique et celle de l'arsenal où se forgeaient les armes de la guerre. Ce double pouvoir leur donnait alors une formidable signification symbolique que nous avons oubliée, pareille à celle que revêt aujourd'hui l'industrie nucléaire. Les fusionner par-dessus les frontières serait leur ôter leur prestige maléfique et les tournerait, au contraire, en gage de paix »[114].

De plus, pour modifier la structure existante qui a été à l'origine de la division de l'Europe, à savoir l'établissement d'institutions publiques dotées de pouvoirs publics dans les États-nations, *Monnet* propose d'introduire progressivement une structure fédérale : une « communauté économique » fondée sur des institutions supranationales, puis une communauté politique, qui serait souveraine en tant que telle[115]. Ce faisant, une Europe unie servirait de détente internationale qui atténuerait la confrontation bipolaire entre les États-Unis et l'Union soviétique et rétablirait une certaine flexibilité dans les relations Est-Ouest ; une telle Europe « devait être essentiellement pacifique et ouverte »[116].

Inspirée par *Monnet,* qui voyait la voie à suivre pour la coopération internationale, « non par le système diplomatique traditionnel de marchandages et de compromis entre intérêts nationaux rivaux, mais par l'action concertée en fonction d'un intérêt commun et en vue d'une solution globale »[117], une déclaration, intitulée « Acte de naissance de l'Europe Communautaire » est déclarée par *Schuman* le 9 mai 1950 dans « la volonté de sauvegarder la paix et d'écarter

---

[113] Dans une note au C.F.L.N. et au président des Etats-Unis, le 5 aout 1943 : recitée dans Christophe Réveillard, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la Résistance au traité de C.E.D. 1940-1954,* Paris : Éditions François-Xavier de Guibert, 2001, p.128.

[114] Jean Monnet, *Mémoires*, Paris : Fayard, 1976, p.348.

[115] Réveillard, *op.cit*., p.128.

[116] Gerbet, 2007, *op.cit.,* p.79.

[117] Pierre Gerbet, « La naissance du Plan Schuman », dans Andreas Wilkens (dir.), *Le plan Schuman dans l'histoire : Intérêts nationaux et projet européen*, Bruxelles : Bruylant, 2004, p.27.

tout risque de guerre »[118]. La déclaration définit d'une manière claire le lien de la méthode fonctionnaliste et supranationaliste dans l'intégration européenne selon laquelle « l'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensembles, elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » sous une « Haute Autorité commune » qui permettra la « préservation de la paix »[119]. Pour *Schumann* ainsi que pour *Monnet*, l'Europe unie, « garante de la paix et de la prospérité, passe par une intégration supranationale »[120].

Ensuite, le « plan Schuman » tel qu'envisagé par *Schuman* et soutenu par *Konrad Adenauer*, le premier chancelier fédéral de la République fédérale d'Allemagne, est le résultat de la recherche d'un règlement de paix économique sous la cessation de la rivalité entre la France et l'Allemagne par l'intégration de l'Europe occidentale. En effet, ces deux États seraient liés spécifiquement et fonctionnellement avec les quatre autres États membres initiaux, la Belgique, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas dans ce secteur limité, mais crucial pour la relance économique de la construction de l'Europe.

Le « projet européen » de *Monnet* du processus d'intégration européenne pourrait bien été perçu comme un « projet de paix » de la sauvegarde et de la promotion de la paix mondiale, mais celle-ci doit se faire principalement sur la coopération et la croissance économique. Étant donné que la mise en œuvre d'efforts créatifs dans la CECA a consisté à mettre en commun la production de base, et à instituer une nouvelle haute autorité, à rendre la guerre matériellement impensable et impossible, à élever le niveau de vie et à promouvoir les réalisations pacifiques, cette fusion d'intérêts et d'idées a fourni les origines et la *raison d'être* de la politique mondiale de la Communauté Européenne[121].

D'une manière discrète et subtile, les valeurs humaines se développent progressivement dans le cadre de la recherche de la paix et de la relance de la construction de l'Europe dans le contexte historique de l'après-guerre, et en même temps dans celui de la guerre froide. Les comptes rendus de cette période mettent généralement l'accent sur les projets d'unification européenne. En conclusion, cette initiative constitue la première étape réussie

[118] Marie-Thérèse Bitsch, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles : Editions Complexe, 2006, p.64.
[119] « Déclaration Schuman », le 9 mai 1950.
[120] Bitsch, 2007*, op.cit*., p.74.
[121] Ian Manners, « The EU's Normative power in changing world politics» dans Gerrits, André (ed.) *Normative Power Europe in a Changing World: A Discussion*, La Haye : Netherlands Institute of International Relations Clingendael, 2009, p.22.

d’une construction européenne qui se fait principalement par l’économie.

B. La recherche de valeurs libérales en Corée du Sud

1) La mise en place d'un État démocratique en Corée du Sud

La naissance de la Corée du Sud, aussi appelée République de Corée, est issue d'une idéologie démocratique libérale comme cadre institutionnel, de sorte qu'il y a eu peu de résistance à l'acceptation juridique et institutionnelle des valeurs de l'ordre international libéral[122].

Le 11 avril 1919, date de la fondation de la République de Corée, le gouvernement provisoire a été établi sous le nom d'un pays « Corée » en tant que république démocratique[123]. La constitution du gouvernement provisoire a été promulguée sous le nom de « Charte provisoire de la République de Corée »[124], et dispose dans son article 1 que « la République de Corée est une république démocratique »[125]. C'était la première fois dans l'histoire du peuple coréen qu'une république démocratique était adoptée et acceptée. En effet, le gouvernement provisoire de la République de Corée était composé d'indépendants issus de divers horizons politiques et idéologiques, y compris d'indépendants fortement influencés par le communisme[126]. Toutefois, le premier amendement de la Constitution provisoire de la République de Corée[127] garantissait la liberté de religion, d'expression, de presse, de

---

[122] Les historiens coréens débattent de la question de définir si la Corée du Sud est une « démocratie » ou une « démocratie libérale », afin d'interpréter sous la terminologie. Toutefois, ces questions ne constituent pas l'objet principal de cette thèse. L'objectif de cette thèse est de montrer que la nature du gouvernement sud-coréen après la Seconde Guerre mondiale était d'accepter l'ordre international « hégémonique libéral », menée par les États-Unis et l'Europe occidentale : voir note 55 ci-dessus.

[123] Après la déclaration d'indépendance du 1er mars 1919, qui rejetait la domination coloniale japonaise et se déclarait « nation indépendante », les militants indépendantistes ont établi la « République de Corée » à Shanghai en Chine, et ont mis en place un « gouvernement provisoire » pour la diriger.

[124] 대한민국임시헌장 en coréen.

[125] 국사편찬위원회 (Institut national d'histoire coréenne), « 대한민국임시정부자료집. 1, 헌법·공보 » (Document sur le gouvernement provisoire de la Corée du Sud, vol.1. Constitution et Affaires publiques), Gwacheon : 국사편찬위원회 (Institut national d'histoire coréenne), 2005, République de Corée, p.3.

[126] Le Parti socialiste coréen, première organisation communiste de Corée, fondée en 1918 par le militant indépendantiste Lee Dong-hwi avec l'aide de Komintern (Коминтéрн) de l'URSS, en est un élément emblématique. Le Parti socialiste coréen a reçu un financement indépendant important de la part du Komintern. Lee Dong-hwi devient premier ministre du gouvernement provisoire de Corée en 1919, et son appel à une révolution communiste le met en conflit avec l'anticommuniste Rhee Syng-man, élu président du gouvernement provisoire. Finalement, en raison de divergences avec les membres du gouvernement provisoire, Lee quitte ce dernier en 1921 et rebaptise le Parti socialiste coréen « Parti communiste de Corée » ; 반병률, « 한인사회당의 조직과 활동(1918-1920) » (Byung-ryul Ban, « Organisation et activités du Parti socialiste coréen (1918-1920) »), *한국학연구 (Center for Korean Studies),* vol.5, 1993 ; 김창순, 김준엽, « 한국공산주의운동사 » (Jun-yop Kim et Chang-soon Kim, « Histoire du mouvement communiste coréen », Asiatic Reasearch Center of Korea University (고려대학교 아세아문제연구소), vol.1, 1967.

[127] La constitution du gouvernement provisoire a été promulguée le 11 avril 1919 sous le nom de « Charte

publication, de réunion, d'association, la confidentialité de la correspondance et le transfert de résidence[128], tandis que le cinquième amendement de la Constitution précisait et détaillait le droit du peuple à la liberté et garantissait les droits de propriété[129]. Cela suggère fortement que la constitution du gouvernement intérimaire était fondamentalement basée sur l'idéologie démocratique libérale, et non sur la démocratie sociale.

C'est à partir de ce fondement idéologique que se déroule véritablement la marche de la Corée vers la démocratie libérale, sous l'influence écrasante du gouvernement militaire américain, qui a commencé à agir en même temps que la libération du pays. Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la ligne de démarcation militaire du 38e parallèle de la péninsule coréenne a été choisie pour délimiter l'occupation partagée de l'Union soviétique et des États-Unis. La Corée du Sud, située en dessous du 38e parallèle, fait alors partie de la zone d'occupation des États-Unis victorieux. Les États-Unis envoient leurs troupes pour établir un gouvernement militaire en Corée du Sud et dirigent la mise en œuvre institutionnelle des « concepts américains de démocratie » dans ce territoire.

Dans le but d'aider la mise en place d'un gouvernement provisoire en Corée, une première Commission mixte est formée suite à une décision de la conférence trilatérale des ministres des affaires étrangères de Moscou. Celle-ci est composée de représentants du commandement des États-Unis et de l'Union soviétique occupant la péninsule coréenne après la fin de la guerre. N'étant pas parvenu à un accord en 1946, les États-Unis ont alors adopté une politique unifiée visant à renforcer le soutien des États-Unis à la Corée du Sud tout en jetant les bases d'un futur accord avec l'Union soviétique dans le cadre d'une nouvelle commission mixte. Il s'agit de la nouvelle directive politique américaine à destination de la Corée du Sud, qui

provisoire de la République de Corée ». Elle a ensuite été modifiée à cinq reprises sous les noms de « Constitution provisoire de la République de Corée » en septembre 1919, « Constitution provisoire de la République de Corée » en avril 1925, « Constitution provisoire de la République de Corée » en avril 1927, « Constitution provisoire de la République de Corée » en octobre 1940 et « Charte provisoire de la République de Corée » en avril 1944.

[128] Chapitre 2 (Droits et devoirs du peuple), article 8 de Constitution provisoire de la République de Corée (Loi n° 2 du gouvernement provisoire, promulguée le 11 septembre 1919) (« 대한민국임시헌법 (임시정부법령 제2호, 시행 1919. 9. 11) » (제2장 제8조)) : « Le peuple de la République de Corée jouit des libertés suivantes dans les limites de la loi : 1. la liberté de religion; 2. la liberté de posséder et de cultiver des biens; 3. la liberté d'expression, de presse, de publication, de réunion et d'association; 4. la liberté de correspondance et de secret; et 5. la liberté de changer de résidence »; 국가법령정보센터(Centre national d'information juridique) (CNIJ-KOR), Ministère de la législation gouvernementale (법제처), République de Corée.

[129] Article 5.8 de Charte provisoire de la République de Corée (Loi n°6 du gouvernement provisoire, promulguée le 22 avril 1944) (« 대한민국임시헌법 (임시정부법령 제6호, 시행 1944. 4. 22) » (제5조 8항)) : « Droit de ne pas faire l'objet d'un prélèvement, d'une confiscation ou d'une saisie pour cause de faillite, sauf dans les conditions prévues par la loi » ; CNIJ-KOR.

ordonne la formation d'un organe représentatif incluant un large éventail de forces politiques pour remplacer les « démocrates » par des élections dignes avec les « concepts de démocratie des États-Unis »[130]. Cela est justifiée de la manière suivante :

> En tant que mesure supplémentaire pour gagner le soutien de la population coréenne à la politique des Etats-Unis et renforcer ainsi la position des Etats-Unis dans les négociations futures avec l'Union soviétique, le commandant des forces américaines en Corée prendra des mesures pour instituer un vaste programme de réformes constructives dans les domaines de l'économie et de l'éducation pour la Corée du Sud en vue de créer des conditions favorables au développement d'un système démocratique fort et durable en Corée[131].

Cependant, en 1947, après l'échec de la deuxième commission mixte américano-soviétique, les États-Unis ont soumis la question de l'indépendance de la Corée aux Nations unies. A la fin du régime militaire américain, et alors que la mise en place d'un gouvernement unique dans le Sud était pratiquement assurée[132], les autorités d'occupation ont mené des réformes libérales dans le domaine socio-économique, afin de justifier l'unification et l'anticommunisme, telles que des réformes agraires, ainsi que l'institutionnalisation de la démocratie libérale en politique, avec l'introduction d'un système de suffrage universel comme élément central. En d'autres termes, pendant que la guerre froide battait son plein, les États-Unis ne traitaient plus la péninsule coréenne de manière isolée, mais comme une « partie » de l'Extrême-Orient et du Pacifique dans son ensemble. Par conséquent, le nouveau gouvernement à établir dans le Sud devait s'inscrire dans l'intérêt des États-Unis et, à cette fin, les fondements essentiels d'un État démocratique libéral indépendant devaient être une condition essentielle du nouveau gouvernement[133].

C'est ce qui ressort du document issu du Conseil national de sécurité du 2 avril

---

[130] Foreign Relations of the United States (FRUS), 1946, Vol.VIII: The Far East, « Policy for Korea » dans l'Annex de « Memorandum by the Assistant Secretary of State for Occupied Areas (Hilldring) to the Operations Division, War Department », à Washington, le 6 juin, 1946, p.695, Office of the Historian, Foreign Service Institute, United States Department of State.

[131] *Ibid.,* p.694.

[132] En novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé de créer la Commission intérimaire des Nations unies pour la Corée (la Commission intérimaire), chargée d'organiser des élections générales dans la péninsule coréenne afin de mettre en place un gouvernement national libre et indépendant. La Commission intérimaire est arrivée à Séoul le 8 janvier 1948, mais n'a pas pu entrer en Corée du Nord en raison d'objections soviétiques. Le 26 février, la Commission intérimaire a décidé que les élections se tiendraient dans les zones accessibles à la Commission intérimaire, et les élections ont eu lieu le 10 mai 1948 en Corée du Sud uniquement.

[133] 박찬표, *한국의 국가형성: 반공체제 수립과 자유민주주의 제도화* 1945-48 (Chan-Pyo Park, La construction de la nation sud-coréenne : établissement d'un régime anticommuniste et institutionnalisation de la démocratie libérale 1945-48), Séoul : Korea University Press (고려대학교 출판부), 1997.

1948, comme suit :

> Les objectifs généraux de la politique américaine en Corée peuvent être définis comme suit : (1) Établir dès que possible une Corée unie, autonome et souveraine, indépendante de tout contrôle étranger et éligible à l'adhésion aux Nations unies. (2) Veiller à ce que le gouvernement national ainsi établi soit pleinement représentatif de la volonté librement exprimée du peuple coréen. (3) Aider le peuple coréen à mettre en place une économie saine et un système d'éducation, bases essentielles d'un État indépendant et démocratique[134].

Le 10 mai 1948, des élections générales au suffrage universel sont organisées dans le Sud[135] et l'Assemblée constituante est formée. L'octroi du suffrage universel était un élément clé de l'institutionnalisation de la démocratie libérale voulue par les autorités d'occupation américaines, mais il s'agissait également d'une mesure de « démocratisation en tant que moyen de mobilisation de la population », un outil clé dans la compétition avec la Corée du Nord pour l'établissement d'un pays divisé[136].

Les membres élus de l'Assemblée constituante choisirent un comité du cadre constitutionnel et travaillèrent à la rédaction d'une constitution et à la mise en place d'un gouvernement basé sur celle-ci dès que possible. Au cours du processus constitutionnel, *Yoo Jin-oh*[137], rédacteur de la première constitution présentée à la session plénière de l'Assemblée nationale, mentionne en amont de son explication les raisons pour lesquelles il a proposé la Constitution de la République de Corée à l'Assemblée constituante, et notamment l'esprit fondamental de la Constitution :

> La Constitution a pour esprit fondamental d'essayer de concilier la démocratie politique avec la démocratie économique et sociale, c'est-à-dire d'essayer de réaliser l'égalité économique tout en protégeant et en respectant la liberté, l'égalité

---

134 FRUS, 1948, Vol.VI : The Far East and Australasia, « Note by the Executive Secretary of the National Security Council(Souers) to President Truman, NSC 8 » dans « Report by the National Security Council on the Position of the United States With Respect to Korea » à Washington , le 2 avril 1948, p.1164.

135 Le système électoral de l'époque s'inspirait des démocraties avancées et le suffrage était ouvert à tous les citoyens âgés de plus de 20 ans, quel que soit leur sexe. Le système électoral pour les élections à l'Assemblée nationale était un système de petites circonscriptions dans lequel un membre était élu dans chaque circonscription locale, avec un total de 200 sièges ; 김창희, « 한반도 분단의 형성과정과 남북한 정부수립 », *통일전략* (Chang-hee Kim, « Le processus de division de la péninsule coréenne et l'établissement des gouvernements nord-coréen et sud-coréen », *Unification Stratrgy,* vol.14 (1), 2014, p.35.

136 박찬표, « 제헌국회 선거법과 한국의 국가형성 », *한국정치학회보* (Chan-pyo Park, « Loi électorale pour l'Assemblée nationale constituante et la construction de l'État en Corée du Sud», *Korean Political Science Review),* vol.29(3), 1996, p.87.

137 Il s'est inspiré de la Constitution américaine pour les droits fondamentaux et de la Constitution de Weimar pour la démocratie économique. ; 강정민, « 제헌헌법의 자유주의 이념적 성격 » (Jung-min Kang, « La première constitution de la Corée et le libéralisme »), *The Korean Review of Political Thought (정치사상연구),* vol.11(2), 2005, p.88.

> et les droits de tous, qui sont la source de la démocratie depuis la révolution de la France ou le mouvement de l'indépendance des États-Unis. Par conséquent, nous devrions envisager un système d'État fondé sur la liberté et l'égalité de tous, mais lorsque cette liberté et cette égalité atteignent un stade où elles contredisent les intérêts de l'ensemble du pays, nous devrions envisager un pouvoir d'État pour les réconcilier[138].

Il convient de noter que *Yoo* cite la Révolution française et la Révolution américaine comme fondements idéologiques de la démocratie dans la Constitution sud-coréenne, ce qui signifie que les idéaux libéraux ont été incorporés dans la Constitution.

De plus, un rapport d'avancement et d'explication alternative pour la première lecture du projet de constitution est soumis par le Comité des fondations constitutionnelles lors de la session plénière de l'Assemblée nationale. A ce moment-là, le président *Seo Sang-il* déclare que la construction d'un État-nation démocratique dans l'esprit de la Constitution est le schéma directeur de base :

> Ce projet de Constitution, comme vous le savez, n'est pas seulement une loi fondamentale qui jette les bases des dix mille ans de notre histoire nationale et ethnique, mais c'est aussi un plan de base pour la construction d'un État démocratique dans lequel nos 30 millions d'habitants et tous nos descendants vivront dans la liberté, la paix et le bonheur éternel. Comme vous le savez, nous n'avons que deux possibilités : construire un État communiste dictatorial ou construire un État démocratique, et cet esprit constitutionnel ne fait que révéler ici le plan de base pour la construction d'un État-nation démocratique[139].

La Constitution, qui est née de cette tendance, définit la forme de l'État de la république démocratique à l'article 1 et reconnaît le peuple souverain à l'article 2, tout en confirmant que l'origine du gouvernement et l'établissement des lois sont la volonté du peuple[140]. L'article 5 établit l'idéologie libérale de la liberté individuelle et de l'égalité comme l'idéologie suprême de la loi, et énonce les dispositifs pour la garantir dans chaque chapitre[141].

---

[138] 유진오, *헌법기초회고록* (Jin-oh Yoo, Un mémoire sur les fondements constitutionnels), Séoul : 일조각, 1980, p.236.

[139] 대한민국국회, *제헌국회속기록* (Assemblée nationale de la République de Corée, *Actes de l'Assemblée constituante*) vol.1, Séoul : 여강출판사, 1987, pp. 208-209.

[140] CNIJ-KOR, Article 1 : « La République de Corée est une république démocratique » ; et Article 2 : « La souveraineté de la République de Corée appartient au peuple et tous les pouvoirs lui sont conférés » (제1조. 대한민국은 민주공화국이다. 제2조 대한민국의 주권은 국민에게 있고 모든 권력은 국민으로부터 나온다.) ; Constitution de la République de Corée (Constitution n° 1, 17 juillet 1948) (promulguée le 17 juillet 1948) 대한민국헌법 (시행 1948. 7. 17) (헌법 제1호, 1948. 7. 17 제정).

[141] CNIJ-KOR, *ibid*., Article 5 : « La République de Corée respecte et garantit la liberté, l'égalité et la créativité des individus dans tous les domaines de la politique, de l'économie, de la société et de la culture, et elle les protège et les coordonne en vue de promouvoir le bien-être public ».

De même, *Rhee Syng-man*, qui a été élu président de la première République de Corée, était un anticommuniste convaincu et profondément pro-américain. Les idées politiques de *Rhee* s'inspiraient des idéaux américains de l'époque où il était un combattant de l'indépendance. Dans son livre « L'esprit d'indépendance »[142], achevé en juin 1904 alors qu'il était en prison, *Rhee* considère les États-Unis comme une nation chrétienne idéale fondée sur la liberté, l'égalité et la démocratie, et en fait l'éloge comme d'une « civilisation supérieure » ou d'un « paradis »[143]. Son penchant pro-américain se traduit rapidement dans les faits par l'établissement d'un gouvernement s'appuyant fortement sur les États-Unis. Sur le plan institutionnel et face à la nécessité de former un gouvernement à la fin du mois de juillet 1948, *Rhee* a tenu une conférence de presse au cours de laquelle il demande au gouvernement américain de lui prêter les ressources humaines dont il a besoin pour diriger le pays pendant un certain temps et de lui remettre ses propres bases de données[144].

Sur le plan économique, le gouvernement sud-coréen est également fortement dépendant des États-Unis avec la signature de l' « Accord d'aide entre la République de Corée et les États-Unis »[145] peu après son investiture. L'accord cite notamment la Charte des Nations unies comme condition et justification du renforcement des liens amicaux entre les États-Unis et la Corée du Sud, comme suit :

> Le gouvernement des États-Unis d'Amérique et le gouvernement de la République de Corée, estimant que l'octroi d'une telle assistance à des conditions compatibles avec l'indépendance et la sécurité du gouvernement de la République de Corée contribuera à la réalisation des objectifs fondamentaux de la Charte des Nations unies et des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies du 14 novembre 1947, et renforcera encore les liens d'amitié entre les peuples américain et coréen.

Cela montre l'intégration au sein de l'ordre international libéral de la première République de Corée, sous l'égide des États-Unis. La ligne de démocratie libérale de la Première République

---

142 독립정신 en coréen.

143 유영익, *젊은 날의 이승만*,(Young-Ik Yoo, *Rhee Syng-man dans sa jeunesse,* Séoul : Yonsei University press (연세대학교출판부), 2002, pp.155-157. De plus, peu après la mise en place du gouvernement provisoire en avril 1919, il écrit directement au président américain Woodrow Wilson : « Comme le peuple coréen est convaincu qu'il lui est impossible de devenir une démocratie chrétienne libre sans un gouvernement libre et pleinement indépendant de son choix, il souhaite constamment et fermement établir un tel gouvernement » ; dans la « Lettre de Syngman Rhee au président Wilson (이승만이 윌슨 대통령에게 보낸 서한) » des années 1910, Archives du gouvernement provisoire de la République de Corée : lettres II, vol.43, (대한민국임시정부자료집 43권: 서한집II), 국사편찬위원회 (Institut national d'histoire coréenne) (National Institute of Korean History/ NIKH), République de Corée.

144 *서울신문* (*The Seoul Shinmun Daily*), le 23 juillet 1948.

145 « 한미원조협정 » (Accord d'aide entre la République de Corée et les États-Unis d'Amérique), signé à Séoul le 10 décembre 1948, et entré en vigueur le 14 décembre 1948.

a été consolidée par le discours prononcé par *Rhee* le 15 août 1949 à l'occasion du premier anniversaire de l'instauration de la Première République de Corée, dans lequel il affirmait que :

> Nous [Corée du Sud] sommes en première ligne. Le combat que nous menons est le combat des peuples libres partout dans le monde. Nous risquons notre vie pour défendre la liberté dans le monde, et nous n'avons pas honte de demander de l'aide au monde […] Si les pays démocratiques sont laissés isolés face à une attaque unie des communistes, ils succomberont inévitablement au communisme l'un après l'autre. La seule façon de protéger tout le monde est de s'unir et de résister. Les flammes du communautarisme, qui s'éteindront probablement en Europe, se sont propagées de manière incontrôlée en Extrême-Orient[146].

De plus, pendant la guerre de Corée en 1950, *Rhee* a célébré la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies et, l'année suivante, a organisé la Semaine internationale des droits de l'homme des Nations unies. Il a ainsi démontré la solidarité de la Corée du Sud avec les Nations unies[147]. Ainsi, la République de Corée choisit la démocratie comme idéologie dès la création du gouvernement provisoire et, après la libération, une république démocratique est établie selon les principes de l'idéologie libérale, avec une forte influence des États-Unis.

Par la suite, le cadre de l'idéologie « libérale démocratique » de la République de Corée est également maintenu par les gouvernements militaires qui suivent. En 1961, lorsque le premier gouvernement militaire est arrivé au pouvoir dans la péninsule coréenne, le deuxième des six engagements pris par le Comité révolutionnaire militaire était de « respecter la Charte des Nations unies, d'appliquer fidèlement les accords internationaux et de renforcer les liens avec les États-Unis et les autres pays amis libres »[148]. De plus, le préambule de la « Constitution de *Yushin* »[149], notamment le septième amendement à la Constitution qui a établi un système politique tyrannique, autoritaire et totalitaire complètement en dehors de la trajectoire de la démocratie dans ses aspects formels et procéduraux, précise qu'il s'agit de « construire une

---

[146] 이승만, « 제4주년 광복절 경축사 » (Rhee Syng-man, « Proclamation du jour de la libération »), le 15 août 1949.

[147] 국가기록원 (Archives nationale) (AN-KOR), « 유엔기념일을 당하야 » (Journée des Nations unies), le 24 octobre 1950, Archives présidentielles (대통령기록물) (no. AA0000603), 행정안전부 (Ministère de l'intérieur et de la sécurité), République de Corée.

[148] « 5·16 군사 정변시 내세운 혁명 공약 (Promesses révolutionnaires faites lors d'un renversement militaire du 16 mai) », *동아일보 (Dong-A Ilbo),* le 16 mai 1961.

[149] 유신헌법 en coréen. La Constitution de *Yushin* rejetait totalement les principes fondamentaux de la démocratie parlementaire, tels que la séparation des pouvoirs et l'équilibre des pouvoirs, et concentrait tous les pouvoirs entre les mains d'un seul président. Elle concentre tous les pouvoirs entre les mains d'un seul président et cherche à étouffer les critiques de l'opposition. En particulier, les mesures d'urgence, symbole du pouvoir de la République de Corée, ne font l'objet d'aucun contrôle judiciaire et permettent au président de restreindre arbitrairement les droits fondamentaux de la population.

nouvelle république démocratique qui consolide davantage l'ordre démocratique libéral de base »[150]. Cependant, l'idéologie politique démocratique-libérale de cette « république démocratique », qui s'est accompagnée de dictatures militaires autocratiques pendant la guerre froide, a été utilisée comme une arme idéologique contre le communisme et comme base morale de l'anticommunisme ; elle a été interprétée exclusivement par l'élite politique et imposée à la société, de sorte que les valeurs de l'idéologie de base et les possibilités d'interprétation active et d'intériorisation des valeurs de démocratie libérale par les citoyens ont été plutôt réprimées et entravées.

Ainsi, la « démocratie libérale » à laquelle la Corée du Sud a adhéré avec l'instauration de la république démocratique n'est pas une idéologie fondée sur des valeurs substantielles, mais plutôt une idéologie institutionnelle devenue un simulacre rétréci et défensif pour maintenir l'ordre face au fascisme et au communisme en raison de la guerre froide par les régimes militaires jusqu'au début des années 1990. Toutefois, elle dispose d'une institution étatique sur l'acceptation de valeurs universelles, comme celle de la Communauté européenne. Autrement dit, les valeurs libérales institutionnalisées de la Corée du Sud sont une condition de base pour s'accorder sur un discours convenu de valeurs avec la Communauté européenne.

[150] CNIJ-KOR, Constitution de la République de Corée (대한민국헌법), promulguée le 27 décembre 1972, (Constitution n° 8, 27 décembre 1972, tous les amendements).

2) La politique étrangère des débuts du gouvernement sud-coréen

a. Le gouvernement fortement anticommuniste

Alors que le système de la guerre froide était plus fermement établi par les États-Unis et l'Union soviétique, le gouvernement de la Première République sud-coréenne est créé avec le soutien des Nations Unies. Or cet État, est en réalité soutenu et fortement sous l'influence absolue des États-Unis[151]. Par conséquent, la Corée du Sud, entretenant des relations étroites avec les États-Unis, se voit assignée la tâche d'instaurer un gouvernement républicain au nom de la « démocratie » sous le régime libéral américain. Depuis la mise en place de son gouvernement en 1948, la Corée du Sud s'efforce alors de tisser des liens diplomatiques avec le bloc des pays libres en suivant une politique « anticommuniste » très ferme du Président *Rhee, Syng-man*. Celui-ci déclare que :

> Le communisme est une énorme épidémie. Ce n'est pas une existence qui peut être faite avec l'énorme force militaire ou le capital du monde. Les hommes et les femmes de tous âges doivent unir leurs forces et se battre pour défendre la démocratie[152].

Il s'agit ainsi d'une logique et d'une tendance hostile et antagoniste à l'égard du communisme, et parmi elles, le système et le régime communistes nord-coréens sont définis comme un « mal » absolu et une menace. Leur élimination complète ou leur effondrement est prémédité[153]. Cette position résulte de l'influence du libéralisme anticommuniste aux États-Unis, de la guerre de Corée, de la guerre froide et de la poursuite de la quasi-guerre avec les forces communistes en Corée du Nord[154].

---

[151] 이정복, « 제1공화국 연구; 제1공화국의 성격, 정치제도 및 주요 정책 » (Jung-bok Lee, « Étude de la Première République ; Caractéristiques, système politique et principales politiques de la Première République », *한국정치연구(Journal of Korean Politics),* vol.5,1996, p.29.

[152] 이승만, « 국가민족을 수호하라 (1949.3.1) » (Syng-man,Rhee, « Protéger la nation et le peuple (le 1 mars 1949) »), 대통령 이승만 박사 담화집 (Déclaration du président par le Dr Syng-man Rhee), 공보처 (Bureau de l'information publique), 1953, p.16.

[153] 권혁범, « 반공주의 회로판 읽기: 한국 반공주의의 의미체계와 정치사회적 기능 » (Hyuck-Bumm Kwon, « Lire le circuit imprimé de l'anticommunisme: sémantique et fonctions politiques et sociales de l'anticommunisme coréen) », *통일연구 (Korean Unification Studies)*, vol.2, 1998, p.10.

[154] 김동춘, « 냉전, 반공주의 질서와 한국의 전쟁정치 : 국가폭력의 행사와 법치의 한계 » (Dong-Choon Kim, « Politique de guerre en Corée sous la guerre froide et l'ordre anticommuniste : violence d'État et limite de l'État de droit »), *경제와 사회 (Economy and Society)*, 2011 ; 정한웅, « 이승만의 권력 장악 과정에 관한 연구 : 대중동원 및 반공 이데올로기의 역할을 중심으로 » (Han-Woong Jung, « Une étude sur le processus de prise du pouvoir par Syngman Rhee : en se concentrant sur les rôles de la mobilisation publique et de l'idéologie

En d'autres termes, la politique étrangère de la Première République est également une extension de l'hégémonie anticommuniste, biaisée envers les Nations Unies et les États-Unis en renforçant les liens avec les pays, surtout occidentaux, démocratiques libéraux, selon la doctrine *Hallstein*[155]. Le gouvernement de la Première République n'a, donc, aucun contact avec d'autres pays communistes, sans parler de la Corée du Nord. Bien que la Corée du Sud ait dépêché des ambassadeurs de bonne volonté dans les pays non-alignés qui ont déclaré leur neutralité, sans répondre aux camps communistes ou aux camps libéraux occidentaux, ces derniers adoptent généralement une politique indulgente ou hostile[156]. Cette politique s'applique également au continent européen. La diplomatie coréenne s'est alors concentrée sur les pays individuels en Europe au camp libre, en particulier avec la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Royaume-Uni[157].

Cependant, à cette époque la Corée du Sud possède une forte image de pays autocratique, capricieux, inflexible et corrompu parmi la communauté internationale[158] à cause de « l'injustice brutale et la corruption du gouvernement de *Rhee, Syng-man* »[159]. Au nom de l'anticommunisme, les tentatives de la République de Corée pour encourager la démocratie sont anéanties et l'État se transforme pour devenir une dictature militaire sous la conduite de *Rhee*[160].

En raison de la perception par la communauté internationale d'un gouvernement difficile à contrôler d'une part, et de l'incompétence et de la corruption des agents publics d'autre part, les pays qui établissent des relations diplomatiques avec la Corée du Sud au niveau ou au-dessus du niveau des agents publics pendant la Première République en Corée du Sud se concernent dans neuf pays, qui sont les États-Unis, la Taïwan, le Vietnam, la France, le Royaume-Uni, la Turquie, les Philippines, le Vatican et l'Allemagne de l'Ouest. Au milieu de

---

anticommuniste »), *한국과 국제사회 (Korea and Global Affairs),* vol.5(2), 2021 ; et 김성보, « 전후 한국 반공주의의 균열과 전환 », (Seong-Bo Kim, « Fissures et conversion de l'anticommunisme en Corée après la guerre de Corée »), *역사와 실학 (The Yeoksa and Silhak)*, vol.62, 2017 ; et Kwon.,*ibid.*

155 Lorsque l'Allemagne de l'Ouest a établi des relations diplomatiques avec l'Union soviétique en 1945, Hallstein, alors vice-ministre des Affaires étrangères, a reconnu l'Allemagne de l'Est et a établi des relations diplomatiques avec l'Allemagne de l'Est. En Corée du Sud, il a été appliqué par analogie par rapport à la Corée du Nord, et il a été également appelé la « doctrine Hallstein » de la même manière qu'en Allemagne.

156 MOFA-KOR, « 한국외교 30년 1948-1978 (30 ans de diplomatie coréenne 1948-1978) », 1979, pp. 102-104.

157 Celle avec France était dû à la concurrence avec la Corée du Nord, et également dont la menace communiste nord-coréenne sur la France ; le Royaume-Uni était une grande partie de son rôle dans l'armistice de la guerre de Corée, et l'Allemagne de l'Ouest était surtout pour l'aide économique et pour garder un œil sur la relation entre Allemagne de l'Est et Corée du Nord.

158 « *Syng-man Rhee* continue à invoquer la volonté populaire pour exercer sa dictature », *Le Monde*, le 7 juin 1952 ; « Le régime sud-coréen est à l'heure actuelle une autocratie de type asiatique classique, parée de certains aspects extérieurs du fascisme », *Le Monde*, le 6 août 1953.

159 Max Hastings, *The Korean War,* Londre : Macmillan, 1987, p.277.

160 David P. Fields, « Syngman Rhee: Socialist », CWIHP Working Paper 82: The Wilson Center, June 2017, p.1.

cette condamnation internationale, il est en pratique extrêmement difficile pour la Corée de négocier et d'obtenir des prêts de la part de pays autre que leur gardien, les États-Unis.

Pendant cette période, la Corée du Sud reconnait également la création de la Communauté européenne en vertu du Traité de Rome. En février 1959, le ministère des Affaires étrangères sud-coréen a ordonné à l'Ambassadeur de Corée en Allemagne de l'Ouest d'identifier et de signaler des références telles que l'impact de la création du marché commun européen et la conclusion de l'accord monétaire européen de la Communauté européenne sur le commerce avec la Corée[161]. Cependant, il ne s'agissait pas pour la Corée du Sud de reconnaître par cela la Communauté européenne comme une grande puissance commerciale dans le monde, mais surtout d'envisager la position de l'Allemagne de l'Ouest afin de lancer un projet sur l'accord commercial entre l'Allemagne de l'Ouest et la Corée du Sud[162]. En effet, à la suite de l'armistice de la guerre de Corée en 1953 et dans une société extrêmement dévastée, l'objectif diplomatique primordial du gouvernement de la Première République pour reconstruire l'économie coréenne[163] est d'obtenir autant d'aide que possible de la part des États-Unis[164] et de développer des relations commerciales, y compris de recevoir une aide économique provenant des pays étrangers.

Étant donné que la politique avec les pays étrangers notamment dans le domaine économique pourrait être ébranlée par la politique américaine, le gouvernement sud-coréen prévoyait d'obtenir un prêt d'un pays tiers autre que les États-Unis afin de garantir des ressources financières pour un développement économique qu'il pourrait gérer seul[165]. Or, la Corée du Sud était particulièrement intéressée par l'Allemagne de l'Ouest[166]. En effet, ce pays

---

[161] Archives du Ministère des Affaires étrangères Sud-Coréen(AMAE-KOR), « 경무대와 주독대사관 교환문서 » (Échange de documents entre Gyeongmudae et l'ambassade d'Allemagne »), no. 59-132, 1959, Séoul, p.175.

[162] *Ibid.*

[163] MOFA-KOR, 1979, *op.cit.,* pp. 136-143.

[164] Après la libération, la Corée du Sud n'avait d'autre choix que d'être très dépendant des États-Unis, notamment d'un point de vue économique. Dès l'installation du premier gouvernement, la Corée du Sud a réussi à signer l'« Accord d'aide entre la République de Corée et les États-Unis » le 10 décembre 1948, et selon cet accord, la Corée du Sud avait reçu une aide de 120 millions de dollars pour 3 ans. De plus, à la suite de ces accords, la Corée pourrait également recevoir l'aide de l'ECA (*Economic Cooperation Administration*), que les États-Unis accordaient aux pays occidentaux. Après le déclenchement de la guerre de Corée, le gouvernement coréen a immédiatement reçu l'aide des États-Unis et des Nations Unies et, après l'armistice, a reçu d'importantes aides américaines pour reconstruire l'économie coréenne. Entre la libération de la Corée et 1960, l'aide économique gratuite de la Corée du Sud des États-Unis, à l'exclusion de l'aide militaire, s'est élevée à environ 3 milliards de dollars.

[165] 권오중, « 대한민국 경제발전의 출발점 », (Oh-jung, Kwon, « Le point de départ du développement économique de la Corée »), 자유기업원 (Center for Free Enterprise), le 30 aout, 2018.

[166] Après que les relations entre l'Allemagne de l'Ouest et la Corée du Sud ont été élevées au niveau du secteur public depuis septembre 1957, le gouvernement coréen déjà s'attendait à des prêts et à un soutien technique ouest-allemands en attribuant des projets de restauration à des entreprises ouest-allemandes : 권오중, « 초기

qui s'est développé dans les années 1950 avec ce qu'on appelle le « miracle sur le Rhin », est divisé en raison de la structure de la guerre froide, et apparient au même camp mondial du libéralisme et du capitalisme que la Corée du Sud. Autrement dit, du point de vue de la Corée, il serait plus facile d'inciter une coopération politique au sein de la communauté internationale à travers la division idéologique du pays de l'Allemagne de l'Ouest pour arriver à la faire participer au projet de relance économique de la Corée et pour en tirer une aide économique[167].

Selon cette intention précédemment définie, à l'époque, la Corée du Sud ne s'intéressait pas à la Communauté européenne elle-même, mais à la position d'un de ses membres, l'Allemagne de l'Ouest qui lui permettrait des entrées de capitaux autres que provenant des États-Unis. Cependant et jusqu'à ce moment-là, même en Allemagne de l'Ouest, l'image internationale de la Corée du Sud est très mal perçue. Immédiatement après l'échange d'ambassadeurs entre la Corée du Sud et l'Allemagne de l'Ouest, lorsque le ministre de l'Économie d'Allemagne fédérale *Ludwig Erhard* s'est rendu en Corée en novembre 1958 dans le cadre d'une tournée en Asie, il a exprimé son opinion hostile et critique concernant la structure économique instable et corrompue de la Corée à l'époque, la manipulation des devises et l'attitude antidémocratique du gouvernement *Rhee*[168]. Lors d'une conférence de presse tenue à Karachi, au Pakistan, il a également qualifié la Corée de « pays corrompu ayant besoin d'une réforme spéciale »[169]. Ainsi, en termes d'origine de la démocratisation, le processus de construction de l'État moderne en Corée du Sud a donné le pouvoir à une dictature autoritaire avec la perspective du « nationalisme libéral », ce qui a, finalement, mobilisé et renforcé le nationalisme militaire.

b. Le gouvernement parlementaire instable

Pendant ce temps, la situation interne de la Première République sud-coréenne atteint l'apogée de sa corruption et du chaos. Au milieu de la répression de l'opposition politique,

---

관계발전과정에서 나타난 독일연방공화국과 대한민국의 외교적 갈등과 그 해결과정 (1956~1961) » (Oh-Jung, Kwon, « Les problèmes diplomatiques et le processus de promotion dans les relations entre la RFA et la République de Corée (1956~1961) »), *역사교육 (The Korean history education),* vol.99, 2006, p.305.

[167] 노명환, « 냉전시대 박정희의 한국 산업화 정책과 서독의 의미와 역할 1961-1967 » (Meung-hoan Noh, « La signification et le rôle de la République fédérale d'Allemagne dans l'industrialisation de la République de Corée au début de l'ère Park Chung-hee sous le système international de la guerre froide 1961-1967 »), *사림 (SARIM)* , vol.38, 2011, p.293 ; et Oh-jung Kwon, *ibid.,* p.294.

[168] *Die Welt*, le 5 mars 1958.

[169] *The Korea Times*, le 10 novembre 1958.

de la détention et de la torture des personnes considérées comme des agents communistes, du contrôle de la presse sous le pouvoir de *Rhee*, l'opposition publique coréenne par rapport au régime notoirement corrompu arrive à ébullition. En 1960 lors des élections présidentielles, *Rhee,* avide d'un quatrième mandat, organise des élections inéquitables, or cela devient l'étincelle qui allume la mèche de la *Révolution du 19 Avril*[170] sous le commandement du gouvernement.

Le Président *Rhee* est finalement contraint à démissionner et la Deuxième République est lancée sous le Premier ministre *Chang, Myon*[171], avec la mise en place d'un nouveau régime parlementaire. Cependant, la Corée du Sud reste fortement dépendante des États-Unis militairement, politiquement et économiquement : sans l'aide militaire et économique des États-Unis, la sécurité et l'économie de la Corée du Sud ne pouvaient pas être garanties. De plus, le départ soudain du président *Rhee*, le seul homme ayant dirigé de manière absolue les relations internationales et celles de la politique intérieure, provoque un énorme vide dans la diplomatie et la politique coréenne. Le régime *Chang* doit alors promouvoir la démocratie et le développement économique en même temps[172] qu'il affront de nombreuses difficultés telles que la pression américaine en raison de l'aide octroyée, le laxisme des institutions étatiques répressives, l'échec des agences de développement et le défi de la société civile.

Bien que la politique étrangère de ce gouvernement soit une extension de la Première République, *Chang* essaye de créer sa propre politique étrangère qui lui est caractéristique dans le processus d'adaptation à un environnement national et international changé[173]. Sur la base des principes démocratiques, il tente de diversifier la politique étrangère avec le dialogue, le compromis et l'approche rationnelle comme points de vue fondamentaux de l'expansion des réseaux diplomatiques en améliorant les relations avec les pays neutres non alignés ou les pays du tiers monde afin de promouvoir le rayonnement de la Corée dans le cadre

---

[170] 4.19 혁명 en coréen.

[171] Connu aussi sous le nom anglicisé de *John Chang*.

[172] 정일준, « 제2공화국 민주당 정권의 성립과 붕괴: 한미관계, 국가-시민사회관계, 그리고 민군관계를 중심으로 » (Il- jun Chung, « La montée et la disparition du régime démocratique sous la IIe République : focus sur la République de Corée et les États-Unis. Relation, relation État-société civile et relation civilo-militaire »), *공공사회연구 (Journal of Public Society),* vol.10(3), 2020, p.8.

[173] 홍순호, « 제2공화국 대외정책의 이상과 실제 », (Soon-ho Hong, « Idéaux et réalité de la politique étrangère de la Seconde République »), *한국민족운동사연구 (Journal of Studies on Korean National Movement*), vol.29, 2001, p.414.

de la diplomatie pragmatique et économique[174]. Par ce biais, il espère réaliser les idéaux de la diplomatie de la Seconde République, ainsi qu'approfondir et élargir les relations existantes avec l'Europe occidentale[175].

Pourtant le pays se trouve dans une situation d'instabilité sur les plans internes et externes. Immédiatement après l'installation du gouvernement, la dissension du sentiment public est évidente et le désordre atteint son apogée en raison de protestations répétées. Le nouveau gouvernement n'a pas réussi à converger et à contrôler de manière adéquate les demandes de différents milieux et de classes de la société qui ont éclaté de manière explosive après la *révolution d'avril*[176]. Il n'est pas non plus parvenu à résoudre les divisions au sein des pouvoirs en place, révélant les limites politiques et augmentant les troubles sociaux[177]. Non seulement la vie politique était chaotique, mais encore les limites du plan économique du gouvernement étaient apparues. Bien que plus de 70% des personnes ont répondu que les problèmes économiques sont la tâche la plus urgente pour le nouveau gouvernement[178], ceux-ci n'ont pas été résolus[179]. En outre, bien que l'aide économique des États-Unis ait augmenté, cette même aide représente 52% du budget national[180]. Le gouvernement sud-coréen est devenu de plus en plus dépendant des États-Unis.

Cependant, les États-Unis avaient, depuis le début, déjà des doutes sur le nouveau gouvernement. L'Ambassadeur des États-Unis à Séoul, *Walter McConaughy* estime que du point de vue du leadership politique, la scène n'est pas la bonne et que le gouvernement coréen dépendra de groupes ou d'organisations de dirigeants jeunes et prometteurs plutôt que

---

[174] « 한국외교 40년 1948-1988 » (40 ans de diplomatie coréenne 1948-1988), 1990, Ministère des Affaires étrangères Sud-Coréen, p.88.

[175] Hong, *op.cit.*, p.442.

[176] Selon le décompte de la police, il y a eu environ 1 036 manifestations au cours de cette période ; 이정식, *한국현대정치사:제2공화국* (Jeong-sik Lee, *L'histoire de la politique contemporaine coréenne : la Deuxième République)*, Séoul : 성문각 (Seongmungak), 1986, p.181 ; Selon une autre statistique, il y a eu 1835 manifestations sous le règne de la Première République et environ 970 000 personnes y ont participé; 박문옥, *신한국정부론* (Moon-ok Park, *Théorie du nouveau gouvernement coréen)*, Séoul : 신천사 (Shincheonsa), 1975, p.314.

[177] Dès que le parti d'opposition a pris le pouvoir après la révolution, il a succombé aux divisions internes et s'est scindé en deux parties de groups de l'ancien dirigé par le président de la République *Yoon Bo-seon* et de le nouveau par le Première ministre *Chang, Myon.* En d'autres termes, les divisions entre les nouvelles et les anciennes factions du Parti démocrate représentées respectivement par le président et le premier ministre ont affaibli de manière décisive la direction politique des forces au pouvoir et provoqué la méfiance du peuple.

[178] *동아일보* (*The The Dong-A Ilbo*),), le 28 décembre 1960.

[179] Le revenu par habitant était de 80 $ et le chômage dépassait les 23.7% : 조광, *장면총리와 제2공화국* (Kwang Cho, *Première ministre Chang et Second République),* Paju :Kyungin Publishing, 2003, p.239.

[180] 임영태, *대한민국史*: 1945-2008 (Yeong-tae Lim, *Histoire de République de Corée : 1945-2008)*, Paju : Dulnyouk, 2008, p.264.

d'individus[181]. En août 1960, un mois après l'élection de *Chang*, le secrétaire d'État adjoint américain *J. Graham Parsons* souligne qu' « il n'y a pas eu de leader ou de groupe en Corée avec l'imagination, la vision et l'énergie nécessaires pour donner à la nation les idéaux, les objectifs et les programmes nationaux crédibles [qui étaient nécessaires] pour mettre fin à la confusion spirituelle et sociale coréenne, pour atténuer le mécontentement et même la faim spirituelle qui sous-tend tant de problèmes de la Corée, et pour donner au pays un sens d'unité, de direction et de destin »[182].

D'un côté, le gouvernement américain commence à être pessimiste quant au leadership de *Chang* en jugeant qu'il était trop imprégné du milieu culturel du pays pour en surmonter les effets abrutissants[183]. De plus, le célèbre rapport intitulé « la situation en Corée, février 1961 »[184] rédigé par *Hugh Farley*, responsable du programme d'assistance technique en tant que directeur adjoint de l'USOM (*United States Operations Mission to the Republic of Korea*), jusqu'au 24 février 1961, est remis au secrétaire adjoint spécial du président pour la sécurité des Etats-Unis, *Walt Whitman Rostow.* Ce rapport souligne la « détérioration dangereuse » de la situation en Corée du Sud et le fait que le gouvernement est « de plus en plus impuissant à prendre les mesures nécessaires »[185]. *Rostow* a ainsi pris note du rapport et l'a transmis au président *Kennedy* :

> La véritable question est de savoir si le tableau coréen, que nous n'avons pas réussi à appréhender pendant huit ans, est vraiment suffisamment grave pour justifier une action urgente ; Examinons les problèmes fondamentaux de la République de Corée : (a) un pays pauvre avec peu de ressources et de compétences ; (b) la tâche écrasante de soutenir un établissement militaire beaucoup plus important qu'il ne peut réellement le faire (ou qu'il n'est nécessaire) ; (c) la corruption qui se nourrit de l'inexpérience en matière de gouvernement démocratique ; et (d) un nationalisme et des attentes croissants frustrés par ce que les habitants de la République de Corée considèrent de plus en plus comme un manque d'empressement de la part des États-Unis à leur accorder une égalité totale, à faire pression pour l'unification ou à modifier l'importance écrasante de l'armée en République de Corée[186].

---

[181] FRUS, 1958–1960, Vol. XXIII : Korea, Part 2, « McConaughy to U.S. Department of State », le 3 juillet 1960, pp.673–674.

[182] *Ibid*., « Parsons to McConaughy », le 12 avril 1960, 1958–1960, pp.682–83.

[183] Gregg A. Brazinsky, *Nation building in South Korea: Koreans, Americans, and the making of a democracy*, University of North Carolina Press, 2009. p.112.

[184] John F. Kennedy Presidential Library (JFK Library), Hugh D. Farley, « The situation in Korea, February 1961 », le 15 mars 1961 dans Presidential Papers. National Security Files, Country file: Korea (General), Box 127.

[185] *Ibid*, p.7.

[186] « The real issue is whether Korean picture, with which we have failed to come to grips for eight years, is really serious enough to warrant urgent action; Look at the basic problems of the ROK: (a) a poor country with few resources and skills; (b) saddled with staggering task of supporting a far larger military establishment than it really able to (or than is needed); (c) corruption feeding on inexperience in democratic government; and (d) a

Les décideurs politiques américains craignent désormais que l'instabilité provoquée par une faiblesse ne sape la position des États-Unis en Corée du Sud[187]. En outre, l'administration *Kennedy* passe en revue la politique américaine par le biais de nombreux rapports et de consultations auprès des ministères concernés, en commençant par la diffusion de ce rapport. Ainsi, le 5 mai 1961, au Conseil de sécurité nationale (*NSC, National Security Council*), le président *Kennedy* forme un groupe de travail chargé de préparer un rapport sur la Corée, « *Korean Task Force* » sous la responsabilité du secrétaire d'État adjoint aux affaires d'Asie de l'Est *McConaughy*[188].

La Communauté Européenne montrait une attitude passive vis-à-vis de ce gouvernement. Dans le premier rapport de la Communauté concernant la Corée du Sud en 1960[189], rédigé par *A.Weth*, chef de la section économique de l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne (RFA) à Séoul, il ressort que la Communauté européenne n'a pas pris le recul nécessaire, mais se concentre et regarde principalement la position des États-Unis, plutôt que de s'engager directement dans cette situation. En effet, il est rapporté qu'« il fallait s'attendre à ce que les Etats-Unis donnent suite à la demande d'aide de la Corée, car en fin de compte, il s'agit de décisions qui ont moins un caractère économique qu'une importance politique et stratégique. Les États-Unis ne peuvent absolument pas se permettre d'abandonner l'avant-poste coréen sur le continent asiatique, d'autant plus que leur position est devenue quelque peu plus précaire au Japon en raison de la présence de milieux fortement gauchisants »[190].

De plus, la position pessimiste de l'Europe face au gouvernement et à la situation instable de la Corée du sud est également indiquée dans la lettre de *Jean Monnet* à *Averell Harriman*, Secrétaire d'État adjoint aux affaires d'Extrême-Orient des États-Unis en ce qu'« en Corée, où le gouvernement est très faible, l'opinion publique manifeste une aspiration

---

rising nationalism and expectancy frustrated by what the ROKs increasingly believe is US disinclination to accord them full equality, push for unification, or change overwhelming military emphasis in ROK » : FRUS, 1961-1963, Vol. XXII: Northeast Asia, « Memorandum From Robert W. Komer of the National Security Council Staff to the President's Deputy Special Assistant for National Security Affairs (Rostow) », le 15 mars 1961 à Washington.

187 Brazinsky, *op.cit.*

188 FRUS, 1961-1963, Vol. XXII*, op.cit*., p.448.

189 Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), CM2/1960-1028, « Rapport des conseillers commerciaux des pays de la Communauté Economique Européenne en Corée (Sud) (1er rapport) » (Séoul, le 26 octobre 1960) (par. Dr. Weth), dans « Rapports des conseillers commerciaux des pays de la Communauté économique européenne (1961.1.10-4.14) ».

190 *Ibid*, p.3.

croissante et dangereuse à la réunification du pays »[191]. Par ailleurs, la faiblesse du gouvernement de *Chang* est analysée par la Communauté une nouvelle fois lors de l'établissement de la diplomatie en ces termes : « le régime parlementaire de M. *Chang Myon* qui fut alors mis en place s'est avéré trop faible pour réaliser les indispensables réformes économiques et sociales »[192].

Ainsi, en raison de la dépendance presque absolue des États-Unis pour la politique, la sécurité et l'économie, les nouvelles approches du gouvernement de la Seconde République, y compris dans sa diplomatie, sont limitées dans leurs capacités, et sa fiabilité vis-à-vis des Américains s'affaiblit. De surcroît, la logique de la guerre froide autour de la péninsule coréenne et la structure dynamique de la politique internationale forçant la Corée du Sud à exister comme un sous-système des États-Unis sont restées des contraintes, pour la politique étrangère du gouvernement coréen. De plus, il est possible que la diplomatie multilatérale soit considérée comme une dés-américanisation ou un anti-américanisme, sapant ainsi la politique américaine et son rôle en Corée, et affectant davantage la sécurité et l'économie coréenne[193]. En d'autres termes, les États-Unis se devaient de protéger la Corée du sud en tant que « bastion anticommuniste en Asie » de l'expansion des forces communistes dans sa stratégie mondiale, et comme la Corée du Sud ne pouvait pas encore résoudre de manière indépendante les questions relatives à sa sécurité et son économie, elle devait poursuivre une politique étrangère dépendante des États-Unis dans le cadre de la stratégie américaine en Asie du Nord-Est[194].

De la sorte, le gouvernement de *Chang* n'a non seulement pas réussi à converger et à contrôler de manière adéquate les exigences de tous les horizons, qui ont éclaté de manière explosive après la *révolution d'avril*, mais il a également échoué à résoudre les divisions au sein des pouvoirs en place, en établissant des principes de politique idéaliste. Finalement, le très court mandat[195] du gouvernement de *Chang* se termine par un coup d'État.

---

[191] AHUE, JMAS-57 (1961-1976), « Correspondence between Jean Monnet and Averell Harriman : "letter" (Tokyo, 5th January 1961) ».

[192] AHUE, BAC 3/1978, « Représentation diplomatique de la Corée auprès des Communautés (1963-1971) », p.66.

[193] 허만, *한반도와 외교정책론* (Man Huh, La péninsule coréenne et la théorie de la politique étrangère), Paju : 교육과학사 (kyoyookbook), 1988, p.139; Hong, *op.cit*, p.441.

[194] Hong, *op.cit*, p.420.

[195] Pendant 9 mois et demi (29 juillet 1960 – 16 mai 1961).

c. Une nouvelle phase par le coup d'État

Dans cette atmosphère lourde interne et externe dans le pays du matin calme, le 16 mai 1961 le gouvernement de *Chang, Myon* est renversé par le coup d'État des putschistes regroupés au sein d'un Comité militaire révolutionnaire[196] et qui sont théoriquement dirigés par le chef d'état-major de l'armée, le général *Chang, Do-yong,* avec à la tête en réalité, le général *Park, Chung-Hee*. Cette opération est provoquée sous le prétexte de mettre l'anticommunisme au premier plan des affaires nationales, de lutter contre le pouvoir effréné des politiciens, de protéger le peuple sud-coréen en raison de la pauvreté économique et d'éviter la possibilité que la Corée du Nord envahisse la Corée du Sud en profitant du chaos et du désordre[197]. Au début de l'engagement révolutionnaire, l'idée d' « anticommunisme en tant que politique nationale» consiste à s'assurer un soutien amical et sans heurt de la part des États-Unis qui s'inquiètent de la communication de la Corée. Celle-ci a des contacts formels et informels avec les États-Unis, soulignant son idéologie anticommuniste au-delà des attentes que pouvaient avoir ces derniers[198]. La dépendance de la Corée du Sud vis-à-vis des États-Unis étant un fait avéré, le succès ou l'échec du coup d'État militaire dépendait dans une très large mesure de l'attitude des États-Unis.

Les États-Unis, à partir de leur attitude attentiste initiale, ont vite convenu de ne pas intervenir dans le coup d'État[199]. En effet, tant qu'il n'y avait pas de perturbations

---

196 군사혁명위원회 en Coréen.

197 Le junte a annoncé la « promesse révolutionnaire » de six manifestations et a déclaré la loi martiale d'urgence: 1) Mettre l'anticommunisme au premier plan des affaires nationales et réorganiser et renforcer la posture anticommuniste, 2) Solidifier les liens avec des alliés libres, y compris les États-Unis, 3) Éliminer toute corruption et toute morale démodée et promouvoir un esprit d'intégrité, 4) Résoudre de toute urgence les difficultés du peuple et il s'agissait de concentrer tous les efforts sur la reconstruction de l'économie nationale indépendante, 5) de développer la capacité d'affronter le communisme pour la réunification nationale, et 6) de transférer le pouvoir à un politicien consciencieux et de ramener l'armée à son état d'origine mission : « 한국군사혁명사 제1집 », *국가재건최고회의 한국군사혁명사편찬위원회* (« Histoire militaire révolutionnaire coréenne vol.1 », *Comité de compilation de l'histoire de la révolution militaire coréenne de Conseil suprême de la reconstruction nationale)*, 1963.

198 Le général *Chang, Do-young* a envoyé une lettre personnelle au président *Kennedy* le 18 mai, promettant que « le gouvernement révolutionnaire maintiendra la démocratie, les relations amicales avec les États-Unis seront encore renforcées et le régime sera transféré aux affaires civiles avec l'achèvement de la tâche révolutionnaire » : « 박정희, 김종필, 매그루더 비밀회담기록 », (« Dossiers secrets des réunions de Park Chung-hee, Kim Jong-pil et Magruder », *월간조선 (Montly Chosun)*, en mai 1991, p.314 ; et 이완범, « 장면과 정권교체 - 미국의 대안고려와 그 포기 과정을 중심으로, 1952~1961 (Wan-bom Lee « John Myon Chang et le plan d'urgence américain, 1952-1961 »), *한국민족운동사연구 (Journal of Studies on Korean National Movement)*,vol. 34, 2003.

199 « C'est pourquoi une attitude prudente d'attentisme a été adoptée en attendant que la situation se clarifie. Nous continuerons à espérer que le gouvernement pourra se rétablir et nous éviterons toute action qui pourrait nuire à ses perspectives » dans le « Telegram From the Department of State to the Embassy in Korea », Washington, le 17 mai 1961 ; FRUS, 1961-1963, Vol.XXII: Asia Central Files, 795B.00/5-1661, p.455.

stratégiques, l'administration *Kennedy* ne se souciait pas de l'effondrement du gouvernement légitime de *Chang, Myon* à la suite du coup d'État militaire. Les États-Unis se demandaient seulement si le nouveau régime pouvait continuer à être sous influence américaine et si la Corée du Sud, pays politiquement et économiquement instable, pouvait être défendue contre les forces communistes. De plus, comme mentionné ci-dessus, les États-Unis, craignant le communisme, voyaient le gouvernement démocratique mais flexible de *Chang, Myon*[200] comme étant déconcerté et désorienté, et préféraient l'émergence d'un gouvernement plus fort mais stable comme alternative, un gouvernement qui tendrait à réorganiser sa politique coréenne pour l'adapter à sa stratégie étrangère tiers-mondiste. Autrement dit, les États-Unis ont prédit que le régime du coup d'État serait meilleur que le gouvernement *Chang, Myon* en termes de capacité à atténuer l'instabilité politique et économique en Corée du Sud par le biais de réformes[201]. Dans ce cas, la non-intervention signifiait l'acquiescement ou l'acceptation du coup d'État[202].

Deux jours après le coup d'État, le général *Chang, Do-young* est nommé Président du Comité[203]qui devient le Conseil suprême pour la reconstruction nationale (*CSRN)*[204]. Or celui-ci est en réalité sous le pouvoir réel de *Park, Chung-Hee*, qui s'arrogeant tous les pouvoirs, supervise le fonctionnement de toute l'administration et promulgue les lois du gouvernement, mettant ainsi fin à l'éphémère Seconde République[205]. Le conseil est devenu *de facto* l'organe directeur suprême du gouvernement militaire. De cette façon, avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le Premier ministre et le Conseil d'État perdent leurs fonctions, mais le Président, qui n'avait aucun pouvoir réel, reste en place[206]. Les partis politiques et les groupes sociaux sont dissous, les activités politiques sont complètement interdites et le régime militaire

---

[200] Lendemain de coup d'État, le général *Carter Magruder*, commandant en chef des forces de l'ONU en Corée s'exprimait que « je ne suis pas totalement confiant dans la loyauté du gouvernement de *Chang Myun* ou des chefs d'état-major » dans le « Telegram From the Commander in Chief, United Nations Command (Magruder) to the Chairman of the Joint Chiefs of Staff (Lemnitzer) », Seoul, May 17, 1961 ; *ibid*., p.458.

[201] *Robert H. Johnson* du Conseil de sécurité nationale américaine mentionnait que « dans le cas de l'ancien régime de *Chang Myon*, nous étions plus confiants dans ses bonnes intentions que dans ses capacités politiques. Dans le cas du nouveau régime militaire, nous sommes un peu plus confiants quant à ses capacités, au moins pour lancer des mesures de réforme, et moins confiants quant à ses intentions » : « Memorandum by Robert H. Johnson of the National Security Council Staff », No. 225, le 6 juin,1961, *ibid,* p .470.

[202] 김일영, « 5 · 16 군사쿠데타, 군정 그리고 미국 » (Il-young Kim, « Coup d'État du 16 mai, régime militaire et États-Unis », *국제정치논총* (*Korean Journal of International Relations*), vol.41, 2001, p.323.

[203] Le 3 juillet 1961, *Chang Do-young* a démissionné de la présidence en raison de « l'incident contre-révolutionnaire de la faction *Chang Do-young* » et *Park Chung*-hee a pris ses fonctions.

[204] 국가재건최고회의 en coréen.

[205] Deux jours après le coup d'État, le 18 mai le premier ministre *Chang Myon* a annoncé sa démission. Lendemain, le président Yoon a aussi annoncé que le président devait démissionner du président, mais dans les 24 heures, il a annulé cela et a dû démissionner 10 mois plus tard en mars 1962.

[206] AN-KOR, « 제5차 개헌의 배경 », 국무회의록의 재발견 (« Contexte du 5e amendement constitutionnel », Redécouvrir le procès-verbal de l'État).

commence.

Étant donné que le but principal de l'intervention dans la péninsule coréenne est de construire une barrière contre le communisme, les États-Unis ont achevé le processus de reconnaissance de la force putschiste anti-communiste pro-américaine en tant que gouvernement *de facto*[207]. Ils exigent avec fermeté des conditions nécessaires à la junte militaire : la « civilianisation du régime », la « provision d'une aide sous un nouveau concept » et des « actions pour faire face à la corruption »[208]. Plus particulièrement, l'exigence de civilianisation du régime était une question cruciale et très urgente pour les États-Unis, qui toléraient un coup d'État illégal et continuaient d'exiger cela jusqu'à l'établissement de la Troisième République de Corée du sud en décembre 1963. En effet, si le régime militaire dure longtemps, il est fort inévitable que les États-Unis soient accusés, par les autres alliés mais aussi par les communistes hostiles, de soutenir un régime qui a renversé les principes de la démocratie. Par conséquent, la transition rapide vers un gouvernement par le biais d'élections était une condition préalable pour que les États-Unis aient la légitimité de travailler avec l'administration *Park*[209].

Le « provision d'une aide sous un nouveau concept » était une demande conforme à la ligne politique du tiers monde du gouvernement *Kennedy*. L'administration *Kennedy* a souligné que l'influence des États-Unis avait diminué du fait de la politique du « *New Look* »[210] durant la période *Eisenhower*, et s'est à nouveau concentrée sur l'aide économique, mais a adopté une politique étrangère active axée sur les prêts plutôt que les subventions. En particulier,

---

[207] Le 26 mai, les États-Unis ont reconnu le pouvoir du coup d'État en tant que nouveau gouvernement de la Corée du Sud par le biais d'une déclaration conjointe entre les États-Unis et la République de Corée sur le rétablissement du commandement du commandant des Forces des Nations Unies en Corée et la restauration des troupes participant au coup d'État ; JFK Library, National Security Files, « Countries Series- Korea, General » (5/26/61-5/31/61).

[208] « Memorandum From Robert H. Johnson of the National Security Council Staff to the President's Deputy Special Assistant for National Security Affairs (Rostow) », Washington, le 23 mai 1961; FRUS, 1961-1963, Vol.XXII, *op.cit.:* et JFK Library, National Security Files, « Countries Series, Korea, General » (Secret), (4/1/61-5/25/61).

[209] 장준갑, « 516 군사쿠데타, 미국 그리고 박정희» (Jun-Kab Chang, « 516 coup d'État militaire, l'Amérique et le parc Chung Hee »), *세계 역사와 문화 연구 (World History and Culture)*, vol.25, 2011, pp.258-259.

[210] Nouvelle politique de défense présentée au Congrès par le président américain Eisenhower en 1954. L'objectif principal de cette politique était de développer une force suffisante pour soutenir la guerre froide tout en maintenant la vitalité de l'économie américaine. Au lieu de réduire le nombre de soldats, la politique préconisait une armée plus forte avec davantage d'armes nucléaires et une force aérienne plus puissante. L'objectif principal de la mise en œuvre de cette politique en Corée était de réduire le déficit budgétaire en diminuant les dépenses militaires et l'aide étrangère, qui avaient augmenté de façon spectaculaire après la guerre de Corée. Afin d'atteindre sans heurts les objectifs de la politique du *New Look*, il était nécessaire de réduire le coût de la sécurité dans la péninsule coréenne, qui pouvait se résumer aux dépenses militaires et à l'aide économique.

sous la direction de *Walt Rostow* avec sa théorie du développement du tiers monde[211], l'administration *Kennedy* a proposé le soi-disant concept de « *nation-building* » selon lequel l'aide américaine au tiers monde dans le futur devrait être quelque chose qui puisse garantir non seulement la sécurité militaire, mais aussi le développement économique. Par conséquent, les États-Unis devraient forcer le régime militaire sud-coréen à suivre cette ligne et à déterminer le niveau d'aide en fonction de sa pratique ou non[212]. Le gouvernement militaire qui a pris le pouvoir en Corée du Sud par le coup d'État de *Park*, très dépendant des États-Unis dès le départ, est sensible à cette ligne politique américaine. Cela implique également que son nouveau régime se trouve à la croisée des chemins en ce qui concerne le choix de la voie diplomatique à suivre. Il est devenu nécessaire de formuler et de mettre en œuvre des politiques plus élaborées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, dans l'intérêt de la position du régime.

[211] La théorie parce que le tiers monde est économiquement arriéré, il est politiquement instable et donc vulnérable aux activités de renversement des forces communistes. Par conséquent, la politique fondamentale pour empêcher d'entrer sous l'influence des forces communistes était de moderniser la région et de maintenir un État politiquement et économiquement sain.

[212] 장준갑, « 케네디 행정부의 대한 정책(1961-1963) 간섭인가 협력인가 » (Jun-kab Chang, « La politique coréenne de l'administration Kennedy, 1961-1963 : intervention ou coopération ? »), *미국사연구 (The Korean Journal of American History),* vol. 25, 2007, p.138.

2. L'établissement de relations diplomatiques entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud (1961 – 1979)

A. La démarche d'établissement de relations diplomatiques

> « *L'une des raisons de la création de la Communauté européenne [était] de permettre à l'Europe de jouer pleinement son rôle dans les affaires mondiales… [Il est] essentiel que la Communauté puisse parler d'une seule voix et agir comme une seule entité dans ses relations économiques avec le reste du monde* ».
> Walter Hallstein[213].

1) La mise en route de la voie de la diplomatie

a. L'orientation de la politique étrangère de la CEE

Dès les prémices du projet européen en termes de coopération économique, les débuts de la Communauté économique européenne (CEE) et ses relations internationales ont été strictement économiques et commerciales. Selon le traité de Rome, « [l]a Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit »[214]. En d'autres termes, comme le souligne le commissaire *von der Groeben* : « [l]'objectif essentiel de la Communauté [est] un ordre économique qui encourage au maximum le bien-être et la liberté économique et, partant, qui soit aussi au service du consommateur »[215], la mission de la Communauté européenne consiste essentiellement à créer un marché commun, ce qui est l' « objectif essentiel » du traité de Rome qui institue la CEE[216].

---

[213] Walter Hallstein, *United Europe: Challenge and Opportunity*, Cambridge : Harvard University Press, 1962, p. 79.
[214] Article 2 de « Traité instituant la Communauté économique européenne », le 25 mars 1957.
[215] Hans von der Groeben, « La politique de concurrence, partie intégrante de la politique économique dans le Marché commun », Bulletin de la Communauté Economique européenne, vol.7, juillet 1965, p.12.
[216] Pierre Pescatore, « Les relations extérieures des communautés européennes : contribution à la doctrine de la personnalité des organisations internationales », Recueil des cours, Académie de droit international de la Haye,

De plus, le rôle mondial de la Commission est, renforcé par les termes de la politique commerciale telle qu'il est cité ci-après :

> En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer conformément à l'intérêt commun au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières. La politique commerciale commune tient compte de l'incidence favorable que la suppression des droits entre les États membres peut exercer sur l'accroissement de la force concurrentielle des entreprises de ces États[217].

Autrement dit, outre l'intégration des intérêts nationaux des États membres par l'intégration dans le cadre de la « Communauté européenne », le traité a pour objectif essentiel de créer « un espace économique unifié et homogène, un espace libéré d'entraves intérieures et soumis aux impulsions d'une volonté politique cohérente et aux influences de législations, sinon unifiées, pour le moins coordonnées et harmonisées »[218]. Ainsi, le traité de Rome instaure un cadre communautaire de « gouvernance européenne » avec l'émergence d'un nouveau paradigme économique par le biais d'un marché commun convenu par les États membres[219] et cela dépasse largement le champ traditionnel des relations internationales et du commerce international[220].

La création d'un marché commun conduit à des politiques communes qui se traduiront par des accords commerciaux conjoints avec des pays tiers. Dans le cadre de la « politique commerciale commun », visant à coordonner les initiatives des six États membres et à trouver une position commune, la CEE dispose d'un tarif extérieur commun à part entière[221], ainsi que de dispositions prévoyant des négociations avec les pays tiers sur un tarif douanier commun et une politique commerciale commune[222]. Etant donné que le tarif extérieur commun de la Communauté est l'élément de base des relations commerciales de la Communauté avec les pays tiers[223], cette évolution permet à la CEE de devenir une entité unique et d'établir des

---

1961, vol. 103 (II), p.10.

217 Article 110 de « Traité instituant la Communauté économique européenne », le 25 mars 1957.

218 Pescatore, *op.cit.*

219 Philippe Poirier, « Introduction de la deuxième partie : droit(s) et citoyenneté(s) : quel(s) modèle(s) de gouvernance pour l'Union européenne ? » dans Sandrine Devaux, René Leboutte et Philippe Poirier (dir.*), Le traité de Rome : Histoires Pluridisciplinaires : L'apport du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne*, Bruxelles : Peter Lang, 2009, p.9.

220 René Leboutte, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles : Peter Lang, 2008, pp. 175-176.

221 Article 110 et 111.

222 Article 110 et 113.

223 Gordon L. Weil (ed.), *A Handbook on the European Economic Community*, New York et Londre : Frederick A. Praeger, 1965, p.99.

relations internationales avec des pays tiers, voire d'acquérir un statut international en tant qu'acteur unique. Ce dernier point est particulièrement déterminant pour s'imposer dans des organisations commerciales mondiales telles que l'« Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ». Plus précisément, la représentation des États membres de la CEE dans les négociations commerciales internationales en tant qu'acteur indépendant a facilité le démantèlement des barrières commerciales, autrement impossible en raison du déséquilibre des concessions réciproques, ce qui était également la raison d'être des négociations commerciales du Kennedy Round[224].

En effet, la position de la Communauté était plus difficile lorsqu'il s'agissait de créer un marché commun généralisé protégé par des tarifs communs, parce que cela revenait à une « préférence communautaire », qui incitait les Etats membres à commencer entre eux plutôt que d'importer des produits de pays tiers où des droits de douane étaient imposés[225]. En conséquence, des négociations ont été nécessaires pour assouplir la règle générale du traitement de la nation la plus favorisée, et la CEE est reconnue « comme formant un territoire unique à condition pas une barrière douanière protectionniste » à l'égard des pays tiers[226]. La création de la CEE a donc eu un impact politique important sur le monde extérieur bien avant que son impact économique ne devienne visible[227]. La Communauté européennes ainsi dotées de la personnalité juridique internationale sont habilitées à conclure des accords commerciaux et des accords d'association avec des pays tiers[228].

Si dans un premier temps, la Communauté européenne a mise en route une coopération exclusivement économique en ce qui concerne l'établissement du marché commun sur la base des traités de Rome avec une l'emphase sur l'intégration économique, il est également prévu une diplomatie commune sur les questions de politique étrangère, mais aussi que la Communauté joue un rôle international *de facto* dans la diplomatie commune commerciale et l'aide au développement à travers des accords d'association entre la CEE et des pays tiers. Ultérieurement, avec son programme à visée mondiale, la Communauté commence à s'organiser et à mettre en place des missions et des bureaux d'information de la Communauté

---

224 Edmund Wellenstein, « 25 years of European community external relations », *Common Market Law Review*, August 1979, p.14-15.
225 Leboutte, *op.cit.,* p.364.
226 *Ibid.*
227 Wellenstein *op.cit.*
228 Tanguy de Wilde d'Estmael*, La dimension politique des relations économiques extérieures de la Communauté européenne : Sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère*, Bruxelles : Bruylant, 1998, p.21.

à l'étranger, relais ayant la vocation d'étendre sa présence dans le monde[229].

Le premier président de la Commission, *Walter Hallstein* souligne que « si notre Communauté veut devenir une réalité vivante et agissante, elle doit être dotée d'une structure fédérative au fonctionnement parfait, c'est-à-dire qu'il faut établir entre l'élément national et l'élément supranational un équilibre qui consente aux particularités nationales les concessions nécessaires et réserve aux nécessités supranationales toutes les latitudes possibles »[230]. Ainsi, la politique extérieure de la CEE. est bien lancée dans le cadre de la « méthode communautaire », c'est-à-dire « un ensemble de règles et d'institutions adaptées aux problèmes matériels de l'économie, le tout dans l'optique d'une civilisation globale des relations internationales »[231], selon la Commission qui a constamment cherché à étendre le champ de ses compétences exclusives dans les négociations commerciales internationales, sur les conseils des principaux gouvernements[232].

La position des relations internationales de la Communauté est fermement en faveur de la libéralisation en tant que communauté économique en ce que « les États membres se fixent comme objectif d'uniformiser entre eux leurs listes de libération à l'égard de pays tiers ou de groupes de pays tiers à un niveau aussi élevé que possible. À cet effet, la Commission soumet aux États membres toutes recommandations appropriées »[233]. Ce progrès dans la libéralisation est également réalisé à l'égard d'autres pays, membres ou non du GATT. De plus la contribution des pays les moins développés à l'objectif général de la libéralisation des échanges doit être considérée à la lumière des besoins de ces pays en matière de développement et de commerce[234].

Hallstein met l'accent sur cette perspective libérale économique en disant qu'il faut que « les politiques extérieures aillent dans le sens des politiques les plus libérales alors pratiquées, plutôt que l'inverse »[235]. *Jean Rey*, commissaire chargé des relations extérieures au sein de la Commission *Hallstein*, et qui négocie avec les pays tiers au marché commun soutient

---

[229] Gérard Bossuat et Anaïs Legendre, « Le rôle de la Commission dans les relations extérieures », dans Michel Dumoulin (dir.), *La Commission européenne, 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2014, p.360.
[230] Walter Hallstein, « Allocution devant l'Assemblée parlementaire européenne à Strasbourg », le 20 mars 1958.
[231] Marc Joly, *Le mythe Jean Monnet: contribution à une sociologie historique de la construction européenne*, Paris, CNRS Éditions, 2007, p.87.
[232] Boussuat et Legendre, *op.cit*., p.352.
[233] Article 11(5) des « Traité instituant la Communauté économique européenne », 1957.
[234] Weil, *op.cit.*
[235] Hallstein, 1962, *op.cit*., p.68.

aussi cette politique libérale en matière de commerce extérieur : « Je pense qu'il est utile de préciser que notre Commission estime que si une politique largement libérale est la condition essentielle de l'expansion économique en Europe et ailleurs, l'idée d'une zone de libre-échange elle-même doit être étudiée et définie à la lumière des profonds changements qui distinguent les concepts économiques du monde libre au 20ème siècle de ceux du siècle précédent »[236].

Cette perspective libérale dans le domaine économique n'est pas étrangère à la situation internationale des divisions idéologiques du système de la guerre froide, et elle peut être liée à la volonté de défendre les valeurs libérales fondamentales de la Communauté européenne et les valeurs fondamentales de l'intégration européenne. En effet, *Hallstein* reconnait qu'entre l'Europe et l'Amérique, l'identité des valeurs morales, la similitude des institutions politiques et le désir commun de paix constituaient déjà l'assise philosophique du partenariat[237], comme le « noyau du monde libre », fondée sur des valeurs semblables[238]. Selon lui, la Communauté européenne « est basée entièrement sur la liberté » marquant chaque disposition de Traité[239]. Ce contexte de liberté implique finalement la défense d'un ordre social démocratique dans le cadre de la guerre froide, ainsi que l'indépendance de l'Europe vis-à-vis des grandes puissances[240]. En d'autres termes, la valeur de la liberté est à la base de l'intégration européenne, tant sur le plan économique que politique, et constitue en même temps un guide pour aller de l'avant.

Ce fondement idéologique de l'identité de la Communauté européenne s'étend énormément à sa politique étrangère, surtout à une époque de profondes divisions idéologiques. Elle reflétera le désir de nouer des liens plus étroits avec des pays idéologiquement proches, y compris avec davantage de pays en développement, et de jouer un rôle mondial en aidant les pays en développement. De plus, étant donné que l'objectif fondamental de la Communauté économique européenne est l'intégration de l'Europe, depuis son initiative dans une approche fonctionnelle dans des secteurs économiques jusqu'à l'extension de l'unification politique, la Commission a toujours mis en avant une politique économique commune, « car une politique commune du commerce extérieur pénètre profondément dans la politique étrangère classique

---

[236] Discours de Jean Rey, « The European Economic Community and World Trade » au XVIIe Congrès de la CCI, Washington DC, le 25 April 1959.

[237] Walter Hallestein, « L'Amérique et l'Europe : une nouvelle initiative », *Bulletin de la Communauté économique Européenne*, vol.5, 1962, p.7.

[238] Rochard, *op.cit*., p.23.

[239] Walter Hallestein, « Le débat à l'Assemblée parlementaire européenne sur la situation à Berlin », *Bulletin de la Communauté économique Européenne*, vol.11, 1961, p.11.

[240] Rochard, *op.cit.*, p.12.

et la politique étrangère est toujours à la fois politique de défense »[241]. Et la CEE souhait que cette union en commun permette à l'Europe de dépasser les limites de son statut de troisième puissance dans le monde. En conséquence, ces perspectives, qui renforcent les principes de la politique extérieure de la Communauté, ont joué un rôle important dans l'établissement des relations bilatérales avec des pays tiers, inclus pays en voie de développement.

Cela est bien mentionné pour celles avec la Corée du Sud dans le Rapport des conseillers commerciaux des pays de la CEE :

> Une Europe unie serait beaucoup mieux en mesure qu'une Europe divisée d'accorder un régime plus libéral aux importations de produits à bas prix. Une Europe unie pourrait se permettre d'être plus libérale à l'égard du reste du monde qu'une Europe divisée. Nous estimons qu'une Europe unie pourrait satisfaire plus facilement et plus largement à ses obligations à l'égard des pays sous-développés. L'importance politique de la nécessité de mettre un terme à l'opposition entre les Six et les Sept est trop évidente pour qu'il soit nécessaire de la souligner[242].

Ainsi, le désir de la CEE d'être capable de jouer un rôle efficace dans la politique mondiale de libéralisation progressive des échanges a contribué à ce que ses relations avec la Corée du Sud, alors pays en voie de développement, démarrent bien et s'inscrivent dans le cadre d'un commerce mondial libéral. Le fait que la Corée du Sud soit dans le camp libéral va également contribuer à faciliter les relations bilatérales.

b. La nouvelle direction de la politique étrangère de la Corée du Sud

En tout état de cause, dès sa reconnaissance par les États-Unis, la junte envoie, sans tarder, à 55 pays dans le monde, en incluant les pays alliés et neutres, des missions diplomatiques de « la mission de bonne volonté » afin de justifier le coup d'État[243]. Par rapport à l'Europe, il s'agit notamment de promouvoir la compréhension de l'Europe « sur la nature et le but de la révolution militaire »[244], et obtenir son soutien dans les conférences internationales

---

[241] Discours de Walter Hallerstein à la séance inaugurale des VII Etats Généraux des Commune d'Europe à Rome le 15 octobre 1964 dans le « l'Unité de l'action européenne », Centre de recherches européennes, Lausanne 1965, p.13.

[242] Archives centrales du Conseil de l'Union européenne (ACCE), CM2/1961, N°449, « Dossier concernant les rapports des conseillers commerciaux des pays de la CEE en Corée (Sud) », (08.11.1961 - 06.12.1961), pp.11-12.

[243] AMAE-KOR, no.724.41XG, « 1961.7.8-8.21 친선사절단 구주 순방 » (Tournée de visites en Europe de délégation de la mission de bonne volonté 21.8 – 8.7. 1961), 1961, p.6.

[244] *Ibid.*

telles que les Nations unies. D'un autre côté, cela vise également à jeter les bases d'un lien mutuel d'échange économique avec les pays d'Europe occidental. De fait, avant la tournée, la junte a annoncé les six axes fondamentaux de politique économique à suivre en juin[245]. Par la suite, en juillet, la « Politique économique d'urgence » et le « Plan quinquennal » sur l'hypothèse que les capitaux proviennent d'un pays tiers autre que les États-Unis[246] ont été annoncés successivement comme un moyen d'y parvenir. Auparavant, la plupart des ressources financières que la Corée du Sud recevait étaient octroyées par « l'Organisation de coopération internationale » (*ICA*, le prédécesseur de l'*AID*[247]) des États-Unis et le commerce avec les pays étrangers pouvait être ébranlé par la politique américaine[248]. En conséquence, le gouvernement militaire prévoyait d'obtenir un prêt d'un pays tiers autre que les États-Unis afin de garantir des ressources financières pour un développement économique qu'il pourrait gérer lui-même.

Cela est la première diplomatie du nouveau gouvernement militaire avec les pays étrangers autres que les États-Unis. Les pays occidentaux expriment principalement un avis favorable vis-à-vis de ce gouvernement militaire. La France, par exemple, émet des compliments par le Ministre *Couve de Murville,* car ce coup d'État s'est déroulé de manière pacifique[249]. La RFA salue aussi la junte par le Président *Heinrich Lübke* pour les efforts anti-communistes de la Corée du Sud et promet de fournir une aide technique pour la reconstruction de l'industrie sud-coréenne. D'autres pays européens tels que l'Italie, les Benelux et le Royaume-Uni expriment leur soutien à la Corée du Sud après le coup d'État[250].

De son côté, la Communauté européenne adopte la même position. Dans le deuxième rapport de la Communauté[251] rédigé le 6 décembre 1961 après le coup d'Etat, la Communauté voit d'un bon œil le putsch et le nouveau gouvernement militaire avec une grande confiance dans la volonté réformatrice dans son processus de mise en œuvre, comparé à la corruption et à l'incompétence des précédents gouvernements des Première et Deuxième

---

245 1) administration financière, 2) finances, 3) industrie, 4) aide étrangère et ressources naturelles, 5) personnes et structure industrielle, et 6) autres questions accessoires.

246 Kwon, *op.cit.,* 2006, p.311.

247 Agence des États-Unis pour le développement international (en anglais : United States Agency for International Development).

248 Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont engagé plus de 6,6 milliards de dollars (3,8 milliards de dollars d'aide économique et 2,8 milliards de dollars d'aide militaire) en faveur de la Corée du Sud : « 미국의 대한 경제원조 » (Aide et développement économique des Etats-Unis), Archives Nationale (국가기록원), République de Corée.

249 AMAE-KOR, no.724.41XG, *op.cit*., p.172.

250 *Ibid.*

251 ACCE, CM2/1961, n°449, *op.cit.*

Républiques :

> On peut donc supposer qu'il sera possible au Gouvernement, si la tendance actuelle persiste, de relancer prochainement l'économie. Le mérite du Gouvernement militaire est, en tout cas, que, contrairement aux gouvernements précédents, il ne se contente pas de promesses et de plans, mais qu'il œuvre d'une manière énergique à leur exécution[252].

Ainsi, les pays tiers de l'alliance libérale avec les États-Unis avaient besoin d'un nouveau groupement capable de prendre le contrôle de la situation grâce à un leadership fort, d'accroître l'absorption de capitaux et de stimuler le développement économique. Cela a mis en lumière l'armée en tant que force organisationnelle et administrative pro-occidentale et anti-communiste, dotée d'un certain niveau d'éducation moderne, déconnectée des relations de production prémodernes.

D'un autre côté, au sein du nouveau gouvernement militaire de Corée du Sud, les relations diplomatiques qui dépendaient énormément des États-Unis, surtout du point de vue économique, ont commencé à montrer leurs limites. Le Général *Park, Chung-hee*, qui s'est auto-proclamé Président du CSRN en juillet 1961, rend visite au Président américain *Kennedy* à la Maison Blanche en novembre 1961. *Park* exprime alors l'inévitabilité du coup d'État en Corée du Sud, et souligne que pour rester un pays anticommuniste, il était nécessaire d'obtenir autant d'aide économique que possible jusqu'à ce que le programme quinquennal soit terminé[253]. De plus, il demande un emprunt financier spécial (100 millions de dollars en tant que fonds spécial de stabilisation, 70 millions de dollars comme prêt pour le développement et 8 millions de dollars d'assistance technique) pour maintenir le niveau actuel des forces armées sud-coréennes et pour mettre en œuvre des réformes économiques durant l'année 1962[254].

En effet, le soutien économique de l'extérieur était très important pour *Park* qui a tenté de justifier son coup d'État et de concrétiser sa vision politique par une construction économique la plus rapide possible avec le soutien des États-Unis. Il a même promis d'envoyer des soldats sud-coréens au Vietnam pour tenter d'obtenir une aide économique des États-Unis[255].

---

[252] ACCE, CM2/1963, n°794, « Représentation de la république de Corée auprès de la CEE du 4 juin 1963 et 28 mars 1964 », p.5.

[253] FRUS, 1961-1963, Vol.XXII, *op.cit.,* « Memorandum of Conversation. Washington, November 14, 1961 », pp.530-531.

[254] *Ibid.*

[255] Park a dit précisément : « La Corée fera de son mieux pour contribuer à la sécurité de l'Extrême-Orient. Le Nord-Vietnam dispose de forces de guérilla bien entraînées. La Corée compte un million d'hommes bien formés à ce type de guerre. Ces hommes avaient été formés dans les forces régulières et étaient maintenant séparés. Avec l'approbation et le soutien des États-Unis, la Corée pouvait envoyer au Viêt-Nam ses propres troupes ou

Néanmoins, les États-Unis refusent sa demande au titre que « l'orientation de la politique des États-Unis [est dirigée] vers les prêts à long terme plutôt que vers l'aide sous forme de dons ; cependant, en Corée, il était impossible de passer de l'un à l'autre à la fois »[256]. Autrement dit, ce rejet était lié au fait que la Corée du Sud recevait déjà une aide économique de la part des États-Unis[257]. Ayant entretenu un fort lien de dépendance à l'égard des États-Unis, ce refus pousse alors la Corée du Sud à prendre un nouveau chemin assez décisif. Le gouvernement militaire, craignant une dépendance excessive à l'égard de l'aide américaine, recherche des donateurs autres que les États-Unis[258].

Pendant ce temps, contrairement à l'opinion qu'elle avait par rapport aux gouvernements précédents en Corée du Sud, l'Allemagne de l'Ouest[259] adopte une attitude assez positive envers le gouvernement militaire, et octroie une aide financière à la Corée en décembre, même si celle-ci n'est pas « gratuite ». En effet à la suite de la crise de Berlin, provoquée par la construction du mur de Berlin le 13 août 1961, le gouvernement coréen exprime un soutien actif au gouvernement allemand et lui offre également une assistance militaire[260]. Ces éléments poussent le gouvernement de la RFA à développer une attitude favorable envers la Corée de *Park*. De plus, par cette crise et du point de vue du monde occidental, le maintien de la supériorité de la Corée du Sud en termes de puissance économique et de niveau de vie sur la Corée du Nord est considéré comme une prémisse importante et comme le facteur le plus important de la concurrence avec la Corée du Nord par rapport à la question de l'unification[261]. Ainsi et pour cette raison, la Corée du Sud a progressivement gagné un intérêt et un soutien inattendus de la part du camp occidental. Cet événement a permis

recruter des volontaires si les troupes régulières n'étaient pas souhaitées » : *Ibid*., p.536.

256 *Ibid*., p.533.

257 Un télégramme de l'ambassade des États-Unis à Washington du 12 avril 1962 indique que l'aide à la Corée de l'année suivante reflétera les principes du Mémorandum sur l'aide du président Kennedy qu'il précise qu'il y aura trois types d'aide : l'aide de soutien, l'aide au développement et l'aide au développement de l'éducation et des ressources, dont le montant sera probablement révisé à environ 300 millions de dollars. Des télégrammes ultérieurs de l'ambassade des États-Unis évoquent la possibilité d'une réduction de 13 millions de dollars de l'aide à la Corée (le 18 avril 1962), mais la perspective de maintenir le niveau de 290 millions de dollars (le 3 mai 1962) : AMAE-KOR, no. CA0000058, « 미국의 대한 경제원조 » (Aide économique aux États-Unis d'Amérique 1961), 1961.

258 이영조, 이옥남, « 1960년대 초 서독의 대한 상업차관에 대한 파독 근로자의 임금 담보설의 진실 » (Yung-go Lee et Ok-nam Yi, « Le lien qui n'a jamais existé : les prêts commerciaux ouest-allemands à la Corée et les salaires des travailleurs coréens envoyés en Allemagne de l'Ouest »), *한국정치외교사논총 (Journal of Korean Political and Diplomatic History*), vol.34(2), 2013, p.176.

259 Le Protocole signé le 13 décembre 1961 succède à l'accord d'assistance technique avec l'Allemagne de l'Ouest signé sous le gouvernement *Chang,Myun* le 18 mars de la même année. Grâce à ce protocole, l'Allemagne de l'Ouest a fourni à la Corée du Sud un prêt financier à long terme de 150 millions de marks (75 millions de DM) et un prêt commercial (dépôt de 75 millions de DM pour l'investissement d'une société allemande en Corée).

260 Lee et Yi, *op.cit*., p.177 et Kwon, *op.cit*., p.315.

261 Kwon, *ibid.,* p.316.

d'ouvrir une nouvelle voie à travers l'Europe, une voie qui allait sauver la Corée du Sud du gouvernement militaire.

De plus, les gains reflétés par l'intégration économique visible de la Communauté économique européenne le rendent de plus en plus recherchée par les pays tiers, en particulier les pays en développement et les pays socialistes, sur la scène internationale. Pour eux, à la différence des autres pays industrialisés, la Communauté devenait non seulement une puissance économique, mais aussi le plus grand bloc commercial du monde[262]. Dans ce contexte, les pays en développement souhaitaient sortir de leur situation défavorisée et avaient besoin d'une véritable force extérieure pour y parvenir.

Désormais, établissant « une position diplomatique pour solidifier davantage les liens avec des alliés libres représentant les États-Unis »[263], le gouvernement militaire coréen s'engage dans une nouvelle direction diplomatique en faisant face à une transformation qui étend ses yeux sur l'Europe.

[262] Catherine Flaesch-Mougin, *Les accords externes de la Communauté économique européenne*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 1979, p.42.
[263] AN-KOR, « 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1962, p.3.

2) La mise en place des relations diplomatiques

a. Le processus d'établissement de relations diplomatiques

En mai 1962, les discussions de la délégation coréenne envoyée aux pays de la CEE portent sur les effets du marché commun sur le commerce mondial, et sur les éventuelles possibilités d'intensifier les échanges entre la Communauté et la Corée[264]. Cette dernière démontre par sa décision d'envoyer délégation, sa volonté d'entreprendre un processus de rapprochement avec l'Europe.

Le 14 janvier 1963, *Kim, Yoo-taek,* qui est le Directeur du Conseil de planification économique[265] en Corée du Sud et est aux côtés du chef du gouvernement *Park*, demande au ministre des Affaires étrangères coréen *Choe, Deok-sin* d'effectuer des investigations sur la Communauté économique européenne à travers l'ambassade de France. Il demande d'enquêter sur les « 1) Questions de procédure pour l'établissement de relations diplomatiques avec la CEE ; 2) Le nom du pays qui établit actuellement des relations diplomatiques avec la CEE, la composition de la mission et le traitement du statut ; et les 3) Avantages attendus de l'établissement de relations diplomatiques avec la CEE »[266]. De fait, le Conseil de planification revêt une importance cruciale dès lors qu'il y a un consensus considérable au sein des élites bureaucrates économiques par rapport à leur désir d'incarner avec conformité la « volonté de l'économie » des forces putschistes centrées sur *Park, Chung-hee*[267]. Ainsi, ce Conseil a obtenu une position supérieure par rapport aux autres ministères du gouvernement en termes de politique économique basée sur la confiance absolue du président *Park*. Par conséquent, la nécessité d'une relation avec la CEE est apparue pour la première fois au sein du Conseil de planification économique, indiquant que les motivations de l'administration de *Park*, y compris les problèmes économiques directs, sont devenues le point de départ de l'établissement diplomatique avec la CEE.

Par la suite, le ministre des Affaires étrangères coréen lance un ordre à l'ambassade

---

[264] Bulletin des Communautés économique européennes, vol.7, 1962, p.25.

[265] 경제기획원 en Coréen; et Economic Planning Board (EPB) en anglais.

[266] AMAE-KOR, no.722.2ER, « 국교수립 - EEC, 1963.7.24 합의 » (Accord de l'établissement diplomatique – CEE 24.7.1963), 1963, p.813.

[267] 구현우, « 박정희 정권기 정치와 행정의 관계: 산업화 정치와 관료제의 자율성을 중심으로 » (Hyun-woo Koo, « La relation entre la politique et l'administration publique à l'époque du régime de Park Chung Hee : La politique d'industrialisation et l'autonomie bureaucratique »), *행정논총* (*Korean Journal of Public Administration*), vol.58, 2022, p.85.

de France afin d'examiner sa demande par rapport aux relations avec la CEE concernant les problèmes ci-dessus, en ajoutant une question à propos des relations entre le Japon, les États-Unis et la CEE. En effet, au cours des premières périodes de son régime, *Park* a déployé des efforts considérables pour améliorer les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis, ainsi qu'entre le Japon et la Corée du Sud, dès lors que *Park* reconnaît que le Japon est une puissance en Asie de l'Est. Il était également conscient du fait que les États-Unis avaient choisi le Japon en tant que véritable puissance en Asie de l'Est comme leur allié le plus important dans cette région, et que cela les avait conduits à une étroite coopération militaire[268]. Par conséquent, il a choisi une stratégie consistant à s'aligner sur les États-Unis et le Japon dans le but d'atteindre ses intérêts nationaux[269].

En février 1963, une mission économique coréenne aux Pays-Bas et en Belgique est envoyée afin d'examiner les avantages de l'établissement des relations au niveau de la CEE, mais surtout, d'analyser la possibilité de solliciter un éventuel emprunt et d'assistance technique par la suite[270]. Puis sur la base du rapport de cette mission, *Shim, Myung-won*, ministre du commerce, conclut son compte-rendu et conseille au directeur des affaires politiques d'œuvrer en faveur l'établissement de relations diplomatiques avec la CEE dans les meilleurs délais[271].

Le 22 février à Bruxelles, l'ambassadeur de la République de Corée en France *Chung, Il-yung* ayant des missions importantes dans les enquêtes liées à la CEE, rapporte également une discussion avec *Jean Rey,* le commissaire chargé des relations extérieures de la CEE. Pendant cette entrevue, *Rey* exprimait des opinions positives à l'établissement de relations diplomatiques entre la Corée et la CEE : il assura de la présence de nombreux experts économiques au sein la Commission qui pourraient les aider dans leur évaluation, ainsi que de la possibilité d'accorder des aides économiques si la Corée rencontrait des difficultés par rapport au commerce international, les propos de ce commissaire visent alors directement l'espoir de l'établissement des relations diplomatiques entre le pays du Matin calme et la CEE. Celui-ci mentionne qu'étant donné que la Corée entretient déjà des relations diplomatiques avec chaque état de la Communauté, il n'y aurait pas de problème pour établir des relations avec la

---

[268] 박태균, « 박정희의 동아시아인식과 아시아·태평양 공동사회 구상 » (Tae-Kyun Park, « L'Asie de l'Est de Park Chung-hee et son plan pour la communauté Asie-Pacifique »), *역사비평 (Critical Review of History*), vol.76, 2006, pp.127-128.

[269] Sa stratégie se reflète dans le fait que *Park* a effectué une visite non officielle au Japon lors de sa visite aux États-Unis en novembre 1961 et a rencontré le Premier ministre *Hayato Ikeda*.

[270] AMAE-KOR, no.722.2ER, 1963, *op.cit.*

[271] *Ibid*., p.823.

Communauté[272].

Par la suite, l'ambassadeur *Chung* transmit un rapport au ministre des Affaires étrangères coréen *Choe*, il souligne que les avantages de l'établissement de ces relations seraient tout d'abord de rendre « officielle » la relation entre la Corée et la CEE, et d'améliorer les relations avec leur pays dans un cadre beaucoup plus formel[273]. De plus, en établissant des relations diplomatiques avec la CEE, qui peut se trouver sur un pied d'égalité économique avec les États-Unis, il est possible d'appréhender en temps opportun les politiques économiques changeantes et les orientations de développement économique du Marché commun européen, et de concevoir des négociations ou des contre-mesures basées sur ces informations. Cela consiste un avantage possible et non-négligeable pour la Corée du Sud qui se trouve souvent dans une position difficile en termes d'échanges et par rapport à la question commerciale[274].

Plus tard, le ministre du commerce *Shim*, conclut que l'intégration de la CEE se poursuit avec succès et que son développement a fait d'elle la troisième sphère économique au monde pouvant concurrencer les États-Unis. Étant donné que cela aura un impact sur le commerce et au niveau régional en Corée plus tard, l'établissement de relations diplomatiques est évalué positivement[275]. Le 15 avril, le ministre de la Politique, *Hwang, Ho-yun* annonce être en faveur du rapprochement diplomatique avec la CEE[276].

L'ambassadeur coréen auprès de la France *Chung* se voit alors confier la mission d'effectuer le démarrage à part entière de l'établissement des relations diplomatiques avec la CEE. Le 22 mai, *Chung* informe la Commission, par note verbale, que son Gouvernement souhaite établir une mission auprès de la CEE[277]. Le 29 mai, cette dernière est favorable à l'attitude proactive de la Corée en ce que « la Direction générale des Relations extérieures de la Commission de la Communauté Economique Européen saisit bien volontiers cette occasion pour présenter à l'Ambassade de Corée à Paris les assurances de sa très haute considération »[278], et confirme que selon « de l'avis des services compétents de la Direction Générale I, l'établissement d'une mission du Gouvernement de Corée auprès de la CEE ne soulève aucune

[272] AMAE-KOR, no.722.2ER, 1963, *op.cit*.
[273] *Ibid.,* p.830.
[274] *Ibid.*
[275] *Ibid.,* pp.834-837.
[276] *Ibid.,* p.838.
[277] ACCE, CM2/1963, n°794, *op.cit.*
[278] AHUE, BAC 3/1978, *op.cit*., p.4.

objection »[279].

Le 17 juin, le Conseil des Ministres est informé par la Commission de son avis favorable, et cette dernière demande la mise en œuvre de la procédure convenue entre le Conseil et la Commission, selon laquelle les membres du Conseil se prononcent sur cette proposition par la voie de la procédure écrite. À la suite des pourparlers entre le Conseil, la Commission de la Communauté et les États Membres, l'accord permettant l'ouverture de la Mission de la République de la Corée auprès de la CEE est signé à la date du 15 juillet de la même année[280]. Enfin, le 24 juillet 1963, ces acteurs établissent officiellement des relations diplomatiques au niveau international.

Comme souligné précédemment par les propos du Commissionnaire *Rey*, étant donné que la Corée a déjà établi des relations diplomatiques avec six pays des Etats membres de la Communauté, elle a pu établir des relations diplomatiques avec la Communauté européenne sans aucune difficulté. De plus, l'accueil favorable de cette relation par la Communauté tient au fait que d'un point de vue économique et libéral, l'établissement de relations diplomatiques avec un pays en développement comme la Corée du Sud, pays entretenant une alliance étroite avec les États-Unis, n'est pas une mauvaise chose pour la CEE en termes de relations internationales. En outre, la Communauté européenne, se sentant quelque peu menacée par le poids économique croissant des États-Unis sur la scène internationale, comme d'« une discrimination vis-à-vis de la CEE »[281], a cherché à étendre sa propre puissance économique par un lien direct avec ce pays.

La Corée du Sud prend aussi de plus en plus conscience de l'importance de la CEE en tant que troisième puissance après les États-Unis et l'Union soviétique dans un monde partagé en deux sphères d'influence[282]. De surcroît, cela s'inscrit également dans une stratégie de relations internationales, dans la mesure où cela lui permet d'obtenir des informations sur les intérêts économiques entre les pays membres de la CEE, et sur les relations entre les pays membres de la CEE, les États-Unis et le Royaume-Uni. En particulier, pour la Corée du Sud, qui a tendance à valoriser sa relation avec les États-Unis et à être vigilant par rapport au camp communiste, l'établissement de relations diplomatiques lui permet d'observer les relations entre

[279] *Ibid*., p.13.
[280] ACCE, CM2/1963, n°794, *op.cit.*
[281] ACCE, CM2/1961, n°449, *op.cit*., p.5.
[282] AN-KOR, « 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1965, p.310.

les États membres de la CEE et le bloc communiste[283], qui pourrait au même titre affecter les relations entre la Corée du Sud et la Corée du Nord. Dans le même temps, cette étape permet de jeter les bases d'une diversification de l'économie étrangère coréenne, qui était jusque-là orientée vers les États-Unis et le Japon.

b. Les prémices des relations bilatérales

Après l'ouverture des Missions, les relations entre la Corée du Sud et la CEE sont et continuent principalement d'être de nature économique et commerciale. Dans l'idée initiale de la politique étrangère de l'expansion des relations diplomatiques dans le contexte de la baisse de l'aide étrangère américaine d'une part et depuis sa prise de pouvoir d'autre part[284], le gouvernement de *Park* publie que « la coopération économique avec les pays avancés autres que les États-Unis est inévitable afin d'obtenir les capitaux étrangers nécessaires à la mise en œuvre du plan de développement économique et c'est pour ça que le gouvernement coréen progresse dans la région européenne »[285]. À propos de la Communauté européenne en particulier, il proclame que :

> Il est absolument nécessaire de renforcer les liens économiques avec le marché commun [européen]. Heureusement, nous avons pris un bon départ l'an dernier. La coopération des États-Unis ne devrait pas progresser dans l'économie coréenne [pour ces liens]. En effet, les États-Unis eux-mêmes ont de nombreux problèmes avec le marché commun [européen][286].

Basé sur sa vision économique, le Président *Park* fit le premier pas diplomatique vers l'Europe. En décembre 1964, il se rend en Allemagne de l'Ouest à l'invitation du chancelier *Ludwig Erhard*, qui a participé à la négociation d'un prêt à la Corée du Sud lorsqu'il était ministre des Affaires économiques. Il espérait que la Corée du Sud se développerait économiquement et contribuerait à la défaite du communisme et à l'établissement d'un système de sécurité dans la région. À l'époque, des mineurs et des infirmières sud-coréens travaillaient en Allemagne de l'Ouest dans le cadre d'un contrat bilatéral, et *Erhard* a voulu montrer sa

---

283 AMAE-KOR, « 외교사료해제집 » (Documents diplomatiques publiés), vol.1, 1964, p.34.

284 AN-KOR, « 행정백서 (Livre blanc sur l'administration) », 1965, *op.cit*., p.310.

285 *Ibid.,* p.307.

286 AN-KOR, 대통령기록물 (Archives présidentielles) : 박정희 (Park, Chung-hee), (1A00614174954923), « 우리 외교의 방향 » (La direction de notre diplomatie), le 10 mars 1965.

reconnaissance et ses encouragements à ces travailleurs coréens en invitant le président de la République de Corée. De plus, en invitant le président d'un pays divisé, il espérait également mettre en avant la question de la division de l'Allemagne, et en particulier la question de la ville de Berlin[287].

Lors de cette visite, *Park* sollicite la coopération de la Communauté européenne et reçoit avec le gouvernement allemand, la promesse de bénéficier d'une l'aide de développement économique de la part des États membres de la Communauté[288]. De plus, le gouvernement allemand promet à la Corée du Sud qu'il encouragerait les États membres de la CEE à soutenir le développement économique de la Corée du Sud[289]. Peu après sa visite en Allemagne de l'Ouest, *Park* envoie le ministre des Affaires étrangères *Lee, Dong-won* au Royaume-Uni et en France pour explorer la possibilité d'une coopération économique[290]. La même année, la Corée du Sud signe des accords commerciaux avec l'Allemagne, la France et l'Italie, les puissances économiques de la CEE. En outre, la Corée du Sud décide d'établir une représentation permanente à Bruxelles afin d'étendre son marché dans la CEE[291]. Ce renforcement des liens avec l'Europe est dû au fait que la Corée du Sud est contrainte de rechercher une coopération économique avec des économies avancées autres que les États-Unis afin d'obtenir les devises étrangères nécessaires à la réalisation de ses plans de développement économique, compte tenu de la diminution de l'aide étrangère américaine[292].

Grâce à ces efforts pour renforcer les liens avec l'Europe, la première étape de la relation avec la Communauté économique européenne se fait dans le cadre de l'aide alimentaire. En février 1969, le gouvernement sud-coréen demande à la CEE à titre d'aide alimentaire la quantité de 200.000 tonnes de céréales « autant que possible », notamment en l'invitant à considérer le développement croissant de leurs échanges[293]. De fait, à travers les négociations agricoles du Kennedy Round, la Communauté s'est également impliquée dans l'aide alimentaire aux pays en voie de développement, s'impliquant ainsi dans un aspect important de la politique mondiale de développement. Peu après, avec la fin de la période transitoire de 1970, les institutions intégrées des trois Communautés assument la responsabilité globale de la

287 Noh, 2011, *op.cit.*, p.300.
288 AN-KOR, « 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1965, *op.cit.,* pp.307-309.
289 *서울신문* (The Seoul Shinmun Daily*),* le 17 décembre 1964.
290 *The Times*, le 14 décembre 1964.
291 AN-KOR, 1965, *op.cit.*
292 *Ibid.*
293 AHUE, CEE/BAC-003/1978_0008 « Relations avec la Corée : demande d'une aide alimentaire pour les céréales », 1969, p.4.

« politique commerciale commune » de la CEE[294].

Concernant la politique d'aide à destination des pays-tiers dans le cadre de la politique extérieure de la Communauté, celle-ci revêt une importance particulière pour la CEE surtout dans le domaine de la politique agricole. Elle a fait l'objet d'un arrangement spécial dans le cadre de la protection des relations avec les dépendances coloniales des états membres, en particulier pour la France[295]. De plus, cette politique s'inscrit dans le cadre plus large de l'intégration de la communauté :

> La direction donnée à l'unification européenne dans les mois à venir aura une incidence sur les efforts de l'Europe pour aider les pays en voie de développement. C'est là que les deux sujets choisis pour nos discussions sont liés ; car l'aide bilatérale fournie par chaque nation européenne est un fait indépendant de l'existence de la Communauté économique européenne dans sa forme actuelle ou élargie[296].

Plus spécifiquement, elle est conçue selon l'idée que « l'assistance aux pays en développement vient donc très largement de l'Europe (quoiqu'actuellement sur une base essentiellement bilatérale), car chaque État européen a compris qu'il devait répondre à cette mission mondiale de l'Europe »[297]. Cela implique la diffusion de cette aide de la part de l'Europe au monde entier, ainsi que son internationalisation par divers acteurs, c'est-à-dire que la Communauté avait déjà une certaine ambition quant à son rôle et à la responsabilité de l'Europe à l'échelle mondiale. Bien que cette politique ait été centrée sur le continent africain, la CEE a également considéré le développement des pays d'autres régions du monde.

Le rapport mentionné ci-dessus, donne également une définition des pays en développement et, confirme l'inclusion de la Corée du Sud parmi ces derniers : « si un pays en développement est défini comme un pays dont le produit national brut ne dépasse pas $ 500 par

---

[294] Article 113 du Traité de Rome : « 1. Après l'expiration de la période de transition, la politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions. 2. La Commission, pour la mise en œuvre de cette politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil. 3. Si des accords avec des pays tiers doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un Comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser. 4. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée ».

[295] Martin Holland, *The European Union and the third world*. Basingstoke: Palgrave, 2002, p.25.

[296] « Policy to benefit the developing countries » dans « Working Paper » de Parlement européen, le 14 septembre 1970, p.9

[297] *Ibid.,* p.11.

an, les pays en développement de chaque région géographique sont les suivants. […] Asie de l'Est : Cambodge, Taïwan, Corée de Sud, Hong Kong […] »[298]. À partir de 1971, la Communauté détermine les bénéficiaires de ses subventions d'aide alimentaire. Pour cela, le Conseil des ministres de la Communauté européenne élabore un plan mettant en œuvre sa décision de mettre du blé à disposition des pays en développement au moyen de subventions ou de conditions de paiement libérales. De cette manière, la Corée du Sud parvient à recevoir 6,000 tonnes métriques de blé, non pas au niveau de la Communauté, mais à travers les projets bilatéraux des États membres européens[299].

Dans la même année, le premier accord économique dérogatoire entre la CEE et la Corée dans le domaine du textile de coton est mis en place et conclu en 1972, selon les conditions des droits du tarif douanier commun (GATT) de la position tarifaire, originaire de la Corée du Sud, bénéficiaire des préférences tarifaires prévues par le règlement (CEE)[300]. En vertu de l'accord sur les textiles de coton, la Corée autorégule ses exportations vers la CE dans les limites de quantités convenues à l'avance. À l'expiration de cet accord, des négociations difficiles entre les deux parties aboutissent à la conclusion de l'accord sur les textiles généraux et les vêtements en 1975.

Ainsi, l'identité de la Communauté économique européenne sur la scène internationale au cours de son premier parcours, à partir du traité de Rome, a commencé par une politique économique commune fondée sur l'économie libérale. Le domaine de l'économie dans une perspective fonctionnaliste était un bon moyen de rassembler la Communauté naissante. En Corée du Sud, la croissance économique était également une priorité nationale absolue depuis la transition vers un régime militaire. Il était tout naturel qu'une relation bilatérale d'une dimension économique s'établît entre les deux à partir des intérêts correspondants de chacun.

[298] *Ibid.*, p.9 ; En 1969, le P.I.B (produit intérieur brut) par habitant était de 243$; Korea Statistical Information service (http://kosis.kr/index/index.do). (consulté le 26 aout 2019).
[299] CEE, « 1970 Currency crisis strains solidarity », No. 146, June 1971, p.10.
[300] Règlement (CEE) 409/72 de la Commission, du 28 février 1972 (L 151, 29.2.1972) ; Bulletin des Communautés économique européennes, vol 5, no.4, 1972, p.171.

B. Les relations bilatérales sans conditions des valeurs

1) Le développement de l'identité européenne de la CEE

a. La place des valeurs européennes dans l'identité européenne

Il est possible de constater que jusqu'à ce moment-là, la politique extérieure de la CEE reste à l'écart des sujets liés à la situation nationale coréenne, et se limite seulement au domaine économique, d'un côté en raison des instruments d'intégration économique, et de l'autre côté, probablement à cause des compétences limitées accordées aux institutions communautaires par rapport aux autres États du monde. Dans le préambule du traité de la CEE de 1957, il est décidé de « sauvegarder […] la paix et […] la liberté » en mettant en commun les ressources des États membres. Comme observé précédemment, les traités ont été fondamentalement conçus pour l'instauration d'instruments économiques appliqués à la CEE, ce qui signifie que l'idée des valeurs appliquée à la Communauté était à ce moment-là mise de côté et délaissée.

Ce n'est qu'en 1962, lors du discours prononcé à l'occasion de l'adhésion de l'Espagne franquiste dans la Communauté et qui est relatif aux principes fondamentaux de la Communauté, que l'aspect des valeurs est mentionné et que les droits de l'homme et la démocratie commencent à être pris en compte. À travers le rapport sur « les aspects politiques et institutionnels de l'adhésion ou de l'association à la Communauté », rédigé au nom de la commission politique de l'Assemblée parlementaire européenne en 1961 par *Willi Birkelbach* président du groupe socialiste de l'Assemblée parlementaire européenne, les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme sont affirmées comme fondements des conditions politiques à l'adhésion dans la Communauté :

> La garantie de l'existence d'une forme d'État démocratique, au sens d'une organisation politique libérale, est une condition à l'adhésion […] On pourra néanmoins suggérer d'exiger des États désireux d'adhérer à la Communauté qu'ils reconnaissent les principes que le Conseil de l'Europe a posés comme condition à ceux qui veulent en être membres -il s'agit surtout de la reconnaissance des principes de prééminence du droit, des droits de l'homme et des libertés fondamentales-[301].

[301] Archives historiques du Parlement européen (AHPE), « Rapport fait au nom de la commission politique sur les aspects politiques et institutionnels de l'adhésion ou de l'association à la Communauté » par Willi Birkelbach,

C'est la première fois que la Communauté considère que les pays non-démocratiques ne seraient pas autorisés à devenir membres de la Communauté et que l'identité politique fondamentale de la Communauté est à la base des valeurs de la démocratie, et des droits de l'homme.

Cependant, en raison des circonstances changeantes des relations internationales pendant la période de la guerre froide, la Communauté européenne, qui était centrée jusque-là sur la Communauté économique, veille désormais à s'orienter vers des objectifs internationaux plus larges dans le cadre de la paix et de la civilisation, en commençant à prendre forme pour engager l'identité propre à l'Europe communautaire sur la scène internationale.

Alors que la rhétorique de rôle européen est installée tout au long des discours sur la Communauté, ces exigences ont mis au-devant les questions de désarmement essentiel lié à la paix non seulement au sein de la communauté, mais aussi à l'échelle internationale. En 1965 lors des débats au Parlement européen, le parlementaire *Charpentier*, rapporteur général sur les activités de la CEE considère qu' « au-delà des possibilités politiques d'une Communauté, il y a la responsabilité d'une Europe vis-à-vis du monde ; il y a le message qu'elle devrait apporter ; message de prospérité et de paix »[302]. *Jean de Lipkowski* du groupe gaulliste au Parlement européen ajoute au débat en novembre 1967 la chose suivante : « Nous sommes tous à peu près d'accord pour dire que l'Europe doit émerger en tant que puissance capable d'encourager les évolutions vers la détente et l'entente, capable aussi de faire entendre sa voix partout où la paix est menacée »[303].

De plus, cette attitude est résumée lors d'une réunion du Conseil en 1968, lorsque les gouvernements français et allemands publient une déclaration commune « en affirmant leur position sur le développement et l'élargissement souhaités de la CEE les deux Gouvernements ont en vue un objectif essentiel de leur politique, qui est de permettre à une Europe forte et unie de jouer le rôle qui lui revient, c'est-à-dire d'être une force organisée, indépendante et active pour l'équilibre du monde et par conséquent pour la paix »[304].

Le contexte de la question des compétences européennes et du rôle européen dans le monde s'est développé. Ce point de vue est bien exprimé par *Mario Scelba*, président du

dans « Documents de Séance » de l'Assemblée Parlementaire européenne, le 10 janvier 1962, p.14.

302 AHPE, « Débats : Compte-rendu in extenso », séance du mercredi 20 octobre 1965, vol. XI/65, no 81, p. 65.

303 AHPE, « Débats : Compte-rendu in extenso » séance du jeudi 30 novembre 1967, vol. I/68, no 96, p.168.

304 « Joint Franco-German Declaration », Bullentin of European Community, vol.1, no. 3, mars 1968, p.20.

Parlement européen en 1969 :

> […] comme le début et le noyau d'une Europe économiquement et politiquement intégrée, ouverte à tous les États européens ayant des idéaux politiques communs et un système démocratique, dans le but d'assurer la paix et le progrès civil et social dans la liberté. Ceci est en effet suffisant pour réaliser une révolution pacifique de la situation politique et sociale actuelle de l'Europe et une réponse valable à l'anarchie violente et sans issue. Mais cela aussi ne peut plus être réalisé par les seuls États nationaux, mais par l'effort commun d'une Europe qui a retrouvé son unité et l'utilise comme un instrument civilisateur[305].

Dès lors, sur la notion de civilisation et de paix, un projet d'identité internationale de la Communauté renforce cette nouvelle direction. À la Haye en 1969, les États membres font part de leur « commune conviction » que la Communauté européenne est « consciente du rôle qui lui appartient de faciliter la détente internationale et le rapprochement entre tous les peuples et d'abord entre ceux du continent européen tout entier, est indispensable à la sauvegarde d'un foyer exceptionnel de développement de progrès et de culture, à l'équilibre du monde et à la protection de la paix »[306]. Ce sommet conduit à un nouvel approfondissement de l'intégration, cela se manifeste en particulier sous la forme de la Coopération politique européenne (CPE) en tant que première plate-forme permettant aux membres de la Communauté de coopérer sur des questions de politique étrangère, et exigeant une dimension extérieure pour la Communauté européenne. En 1970, *Franco-Maria Malfatti*, président de la Commission européenne, dessine le rôle de la Communauté européenne dans le monde sur les valeurs humaines :

> J'ai dit que nous devions agir de façon cohérente en sorte que notre Europe puisse de plus en plus jouer son rôle pour la paix, la détente, le développement de tous les peuples, la liberté et la dignité de l'homme. Je crois que les possibilités objectives existent aujourd'hui de donner ce rôle à l'Europe que nous construisons[307].

Dans ce contexte, la conception de l'identité de la Communauté prend une forme basée fondamentalement sur la poursuite des valeurs humaines. Ce principe était exprimé dans le sommet de Paris qui a lieu du 19 au 21 octobre 1972. *Edward Heath*, premier ministre britannique, implique de manière claire le fondement de la Communauté sur la scène internationale en ce que « nous cherchions, non à noyer nos personnalités nationales, mais à les combiner en une personnalité européenne qui fera sentir son poids, qui parlera en faveur de la

[305] « Speech by M. Mario Scelba, new President of the European Parliament », Bullentin of European Community, vol.2, no. 5, mars 1969, p.7.
[306] « Communiqué final du sommet de La Haye », le 2 décembre 1969, para. 4.
[307] AHUE, FMM-32, « Discours tenu au "Cercle de l'Opinion" de Paris », le 29 octobre 1970, p.5 dans le *Discours prononcés par le Président Franco Maria Malfatti* en 1970.

paix et de la modération, qui servira et protégera les valeurs que nous partageons »[308].

En effet, de la même manière, *Sicco Mansholt*, successeur de *Malfatti* à la présidence de la Commission européenne, questionne : « quelles sont les tâches qui attendent l'Europe ? Il faut, et cela devra être fait au cours de la conférence au sommet [de Paris] qui va se tenir, il faut qu'elle trouve son identité politique. Elle doit à cette occasion formuler clairement ses objectifs politiques aussi bien à l'égard des peuples d'Europe, qu'à l'égard du reste du monde »[309], ainsi ce sommet était largement attendu pour discuter de l'identité de la Communauté européenne dans le monde. À l'issue de cette rencontre, les États membres publient la déclaration cruciale soulignant que « l'Europe doit être capable de faire entendre sa voix dans les affaires mondiales et de fournir une contribution originale à la mesure de ses ressources humaines, intellectuelles et matérielles et d'affirmer ses propres conceptions dans les rapports internationaux, conformément à sa vocation d'ouverture, de progrès, de paix et de coopération »[310].

Cette déclaration se consacre à présenter les politiques de la Communauté dans les relations extérieures à l'égard des États-Unis, du Japon et du tiers monde, en effet, il est rapporté qu'« en ce qui concerne les pays industriels, la Communauté est déterminée, afin d'assurer un développement harmonieux du commerce mondial : à contribuer, tout en respectant l'acquis communautaire, à une libération progressive des échanges internationaux […] »[311]. Elle continue ainsi à privilégier les politiques d'un point de vue économique en prenant en compte les aspects commerciaux. De même, elle montre les objectifs de la Communauté vis-à-vis du monde, et plus particulièrement vis-à-vis des pays en développement, en ces termes : « la Communauté, consciente du problème que pose la persistance du sous-développement dans le monde, affirme sa volonté d'accroître, dans le cadre d'une politique globale à l'égard des pays en voie de développement »[312]. Cependant, la conception de l'identité de la Communauté sur la scène internationale reste toujours ambiguë.

Les efforts de la Communauté pour construire son identité se sont alors poursuivis. Peu de temps après le sommet de Paris, le 13 février 1973, le président de la Commission,

---

[308] Bulletin des Communautés européennes, vol. 5, no. 11, 1972, p. 22.
[309] « Discours à l'occasion de la remise du Prix Charlemagne à Roy Jenkins, Aix la Chapelle », le 11 mai 1972, recitée dans Sophie Huber, « Quelle Europe ? Regain d'interrogations » dans *Polyphonie sur l'identité de l'Europe communautaire*, Genève : Graduate Institute Publications, 2013.
[310] Préambule dans la « Déclaration du sommet de Paris », le 21 octobre 1972.
[311] *Ibid*., para.12.
[312] *Ibid*., para.4.

François-Xavier Ortoli, affirme la nécessité de définir de façon claire l'identité européenne pour développer les relations avec l'Est, les pays en voie de développement, et les États-Unis :

> La préoccupation constante des participants à cette conférence fut la définition d'une identité européenne. C'est là l'expression d'un désir profond – et ressenti par tous nos peuples – de se distinguer du reste du monde, non seulement pour jouer un rôle propre dans ce monde et prendre ainsi en main la maîtrise du destin européen, mais aussi pour définir et mettre en œuvre un projet de civilisation qui soit de nouveau – pour reprendre une expression de Léon Blum – à échelle humaine[313].

Il montre aussi sa volonté de construire l'identité communautaire dans le cadre de la notion de civilisation sur les valeurs humaines. Dans cette optique, *François Duchêne*, directeur de l'*International Institute for Strategic Studies de Londres*, et influencé dans son travail par *Jean Monnet,* propose en 1972 le concept de « puissance civile » : « la CEE ne tirera le meilleur parti de ses possibilités que si elle reste fidèle à ses caractéristiques intrinsèques. Celles-ci sont principalement : des fins et des moyens civils et un sens intrinsèque de l'action collective, qui expriment à leur tour, même de manière imparfaite, les valeurs sociales d'égalité, de justice et de tolérance »[314]. *Duchêne* considère que pour l'Europe, cette nouvelle forme de puissance civile, qui est éloignée des capacités militaires traditionnelles, représentera une étape importante dans le contexte de système international. Cette notion de puissance civile implique à la fois l'utilisation de moyens civils (par opposition aux moyens militaires) pour soutenir les objectifs politiques aux « formes civiles d'influence et d'action » de la Communauté, ce qui englobe à la fois les caractéristiques et les valeurs de la Communauté.

b. L'identité européenne dans la politique étrangère de la CEE

Par la suite, les principes sur les valeurs ont pour conséquence de définir et de faire ressortir le nouveau rôle international de la Communauté dans le monde dans la déclaration sur l'identité européenne, rédigée dans le cadre de la CPE et adoptée lors du sommet de Copenhague en décembre 1973. Son objectif est de mieux définir les relations et les responsabilités de la CEE vis-à-vis du reste du monde et la place qu'elle occupe dans les affaires mondiales. Elle définit l'identité européenne comme étant fondée sur les valeurs :

---

313 AHPE, L'Annexe 158 dans le « Séance du 14 février 1973 » du Parlement européen, pp. 109-139.

314 François Duchêne, « Europe's Role in World Peace », dans Richard Mayne (ed.) *Europe Tomorrow: Sixteen Europeans Look Ahead*, Londre : Fontana, 1972, p.20.

> Désireux d'assurer le respect des valeurs d'ordre juridique, politique et moral auxquelles ils sont attachés, soucieux de préserver la riche variété de leurs cultures nationales, partageant une même conception de la vie, fondée sur la volonté de bâtir une société conçue et réalisée au service des hommes, ils entendent sauvegarder les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale – finalité du progrès économique.- et du respect des droits de l'homme qui constituent des éléments fondamentaux de l'identité européenne, Les Neuf sont persuadés que cette entreprise correspond aux aspirations profondes de leurs peuples et doit être poursuivie avec leur participation, notamment par leurs représentants élus[315].

Ainsi, depuis cette affirmation, l'identité européenne sur les valeurs vise à réaliser l'unité dans les relations extérieures de la CEE pour parler d'« une seule voix ». En d'autres termes, l'identité et la politique sur la scène internationale centrées sur les valeurs donnent rapidement une justification au rôle des valeurs dans le cadre de la Communauté. Cependant, cette déclaration ne porte pas encore sur la formulation d'objectifs de politique étrangère commune. De plus, la référence de la déclaration à l'identité de la Communauté et à ses liens avec d'autres pays montre les limites de sa politique étrangère initiale en tant que communauté économique. Pour les relations avec d'autres pays d'Asie, en excluant la Chine, par exemple, elle considère ses politiques étrangères selon une perspective économique en ce qu'« ils sont déterminés à développer leurs relations avec ces pays, ainsi qu'en témoigne, en matière commerciale, la déclaration d'intention faite par la Communauté à l'occasion de son élargissement »[316].

Cette nouvelle étape vers l'assimilation des valeurs dans la Communauté est un signe d'identité de la politique étrangère. Plus précisément, la perspective de la politique en matière de démocratie et de droits de l'homme est devenue une partie intégrante du cadre politique interne et externe. En effet, la réflexion sur les perspectives de progrès dans le domaine de démocratie et des droits de l'homme au sein de la Communauté européenne a lieu au Parlement européen depuis les années 1960 avec plusieurs débats et de nombreux rapports et résolutions soumis au vote[317].

Depuis la mise en place de l'identité communautaire, la Commission européenne est active pour prendre de véritables initiatives en matière de démocratie et de droits de l'homme. Le 4 février 1976, la Commission présente un rapport sur « la protection des droits fondamentaux lors de la création et du développement du droit communautaire » au Parlement européen et au Conseil. Dans le rapport, la Commission envisageait l'élaboration en matière de

[315] CPE, « De l'identité européenne », Copenhague, le 14 décembre 1973, p.2.
[316] *Ibid*., p.8.
[317] AHPE, PE 58.842, « Des actes du Parlement européen relatifs à la protection des droits de l'homme », le 16 juillet 1979.

protection des droits fondamentaux en ce qu'elle « accordera dans son activité normative et l'exercice de son droit d'initiative à l'égard du Conseil un intérêt particulier au développement des droits fondamentaux économiques et sociaux » et en ce qu'elle « part du principe que le contenu matériel des droits fondamentaux reconnus en droit communautaire doit être défini par référence à la norme nationale la plus protectrice de la personne en tenant compte de l'intérêt général »[318].

Par la suite, la Déclaration interinstitutionnelle concernant le respect des droits fondamentaux et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) est adoptée en 1977[319]. Avec cette déclaration, les trois institutions de la Communauté, le Parlement européen, le Conseil et la Commission se mettent d'accord sur « l'importance primordiale qu'ils attachent au respect des droits fondamentaux tels qu'ils résultent notamment des constitutions des États membres ainsi que de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ». La valeur des droits de l'homme est ainsi établie comme l'un des principes fondamentaux des politiques communautaires.

Enfin, le Conseil européen réuni à Copenhague approuve la Déclaration sur la démocratie en 1978 qui confirme que « les chefs d'État et de gouvernement s'associent à la déclaration commune de l'Assemblée, du Conseil et de la Commission, par laquelle ces institutions ont exprimé leur volonté de respecter les droits fondamentaux en poursuivant les objectifs des Communautés »[320]. De cette manière, les valeurs deviennent progressivement un mécanisme principal dans le contexte européen. Ceci conduit à établir les principes de l'Union sur les problèmes de l'identité, qu'ils soient intérieurs ou extérieurs, dans une forme de politique contractuelle avec la Communauté.

[318] Bulletin des Communautés économique européennes, (suppl.), vol. 5, 1976.
[319] CEE, « Déclaration commune de l'Assemblée, du Conseil et de la Commission » du 22 avril 1977.
[320] CEE, « Déclaration du Conseil européen de Copenhague sur la démocratie » du 8 avril 1978.

2) Les limités des valeurs européennes dans les relations diplomatiques

a. La question sur le respect des valeurs du régime militaire de la Corée du Sud

À des kilomètres du continent européen, en montrant son intention de quitter l'armée et de se présenter aux élections présidentielles et législatives pour permettre la formation d'un gouvernement « civil » sous le régime militaire au pays du Matin calme, le Général *Park, Chung-hee* devient le président de la Corée du Sud en 1963[321]. Il affirme avoir renforcé le leadership démocratique et assuré la survie de la République. Il se maintient au pouvoir pendant 18 ans, jusqu'en 1979 par le biais d'élections « arrangées ». Dans un effort pour consolider une base de soutien populaire chancelante après le coup d'État, le régime de *Park* a considérablement renforcé la sécurité publique parallèlement à la politique de masse. L'anticommunisme est devenu un élément central de la gouvernance. Les conditions historiques de la guerre froide et de la guerre de Corée ont rapidement donné à l'idéologie anticommuniste une place centrale en tant que moyen de diaboliser les populations hostiles, en particulier sur une base ethnique homogène, absolutisé cette opposition idéologique[322]. Cette idéologie a justifié le règne de *Park* avec un mépris des valeurs démocratiques et des droits de l'homme envers d'innombrables citoyens.

Park fait du « discours de l'espionnage » un élément central de son régime. Non seulement il menace d'attaquer ses adversaires politiques potentiels ou les accuse d'être des partisans du communisme, mais il jette également les bases d'une accusation systématique de la corruption et des troubles économiques comme résultant de faits d'espionnage. La majorité des crises sociales est attribuées aux mécanismes d'« espionnage de la Corée du Nord ». C'est notamment l'« affaire Berlin-Est »[323] survenue en 1967 qui attire l'attention de la communauté internationale sur ces atrocités. Sans consulter, ni informer les gouvernements européens, la *Central Intelligence Agency de Corée du Sud*[324] a détenu de force ou enlevé des étudiants et des citoyens sud-coréens à l'étranger, les accusant d'espionner pour le compte de la Corée du

[321] Au moment du coup d'État en 1961, *Park* a annoncé un calendrier pour un transfert civil du pouvoir après deux ans, mais malgré sa promesse d'une transition civile, il a lui-même fini par enlever son uniforme militaire et s'est présenté en tant que civil aux élections présidentielles directes en 1963, battant le candidat unique de l'opposition, *Yun Bo-sun*, par une marge étroite de 1,55% pour devenir le dirigeant de la Troisième République.

[322] 황병주, « 1960-70년대 간첩 담론 » (Hwang, Byoung-joo, « Discours d'espionnage en Corée dans les années 1960 et 1970 »), *사학연구 (The Review of Korean History)*, vol.138, 2020, p.85.

[323] 동백림사건, 동베를린사건, ou 동백림간첩단사건 en coréen.

[324] 한국중앙정보부 en coréen.

Nord, et a justifié ses actions en les qualifiant d' « opération d'espionnage international basée à Berlin-Est »[325]. De fait, cette affaire aurait a été mise en scène par la *Central Intelligence Agency* pour faire taire les manifestations de masse du Nouveau parti populaire (parti d'opposition) et des étudiants contre les « élections frauduleuses du 8 juin »[326] du régime de Park[327].

Au cours du processus de détention et d'enquête sur les personnes impliquées dans cette affaire, la *Central Intelligence Agency* fait l'objet d'une attention médiatique mondiale, notamment parce qu'elle est considérée comme ayant violé la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest et de la France, mais aussi d'avoir violé les droits de l'homme. Lorsque la disparition de Coréens en Allemagne de l'Ouest a commencé à être signalée dans tout le pays, le gouvernement ouest-allemand ouvre sa propre enquête le 3 juillet 1967, et exige que l'ambassade de Corée du Sud clarifie les faits. Le gouvernement français réagit de la même manière que le gouvernement ouest-allemand face aux disparitions de Coréens sur son territoire, menant sa propre enquête et protestant auprès du gouvernement sud-coréen lorsqu'il est apparu que les disparitions étaient le fait de *la Central Intelligence Agency*.

L'incident provoque des tensions diplomatiques entre l'Europe et la Corée du Sud. Le conflit semble résolu lorsque le gouvernement sud-coréen publie des mémorandums, le 24 juillet et le 3 août 1967, dans lesquels il présente ses excuses respectives aux gouvernements ouest-allemand et français, promet d'éviter que cela ne se reproduise et rappelle de manière urgente le personnel de l'ambassade impliquée. Or en réalité, l'affaire ne s'est pas révélée achevée car toutes les personnes impliquées n'ont pas été libérées et renvoyées dans leurs pays respectifs. Le gouvernement ouest-allemand décide alors de retarder temporairement ou de suspendre toute aide économique à la Corée du Sud[328]. Le 18 décembre 1967, l'ambassadeur

---

[325] Cela a conduit à l'arrestation et à l'enlèvement forcé de 30 Coréennes à l'étranger, dont 17 en Allemagne, huit en France, deux au Royaume-Uni et une en Autriche ; dans 국정원과거사건진실규명을통한발전위원회, « 1967년 동백림사건 » (Comité de développement du service national de renseignement pour clarifier le passé, « l'affaire de Berlin-Est en 1967 »), 2006 , pp. 13-14.

[326] Désespérant d'obtenir un mandat constitutionnel pour un troisième mandat lors des élections générales du 8 juin en 1967, *Park* a pris le pouvoir en fraudant massivement les électeurs, ce qui a déclenché des manifestations dans tout le pays, notamment de la part des étudiants et des lycéens.

[327] 전명혁, « 1960년대 '동백림사건'과 정치·사회적 담론의 변화 » (Jun, Myung-Hyuk, « L'« incident de Berlin-Est » et les changements de discours politiques et sociaux dans les années 1960») *역사연구 (The Journal of History),* vol.22, 2012, pp.147-148.

[328] 김명섭, 양준석, « 1967년"동백림사건"이후 한독관계의 긴장과 회복 :비밀해제된 한국외교문서를 중심으로 », *한국정치외교사논총,* (Myung-sub Kim et Jun-suk Yang, « Tensions et rétablissement des relations entre la Corée et l'Allemagne après l'incident de Dongbaekrim en 1967 : focus sur les documents diplomatiques coréens déclassifiés », *Journal of Korean political and diplomatic history*), vol.35(1), 2013, pp.5-39.

sud-coréen en Allemagne de l'Ouest, *Kim, Young-joo*, rend visite au président *Heinrich Lübke*. *Lübke* souligne que « le droit international interdit la détention forcée de toute personne, étrangère ou nationale, sur le territoire d'un autre État » et espère que « les deux pays résolvent rapidement la question et rétabliraient les anciennes relations amicales »[329]. Le procès de l'affaire dure quatre ans et ne se termine qu'en décembre 1970, lorsque toutes les personnes impliquées sont libérées. Même si la Communauté européenne elle-même ne s'est pas impliquée, cette affaire est significative car c'est la première affaire qui a fait entrer la communauté internationale et la société européenne dans un conflit diplomatique à propos de la violation des valeurs par le gouvernement *Park* en Corée du sud. Cela incite la Communauté européenne et ses États membres à s'exprimer sur les questions de démocratie et de violation des droits de l'homme en la Corée du sud.

Progressivement, la violation des valeurs des droits de l'homme et de la démocratie du régime dictatorial de *Park* s'intensifie. Menacé par les 45% de votes obtenus par *Kim, Dae-jung*, le jeune candidat du parti de l'opposition démocratique lors des élections présidentielles de 1971, le Président *Park* fait alors voter la Constitution dite du renouveau (*« Yusin »*)[330] en octobre 1972, ce qui lui permet d'instituer une véritable dictature personnelle. Cette nouvelle Constitution martiale lui permet ainsi de transformer la présidence en dictature légale, au sens que toute activité politique est interdite et que l'Assemblée nationale et les partis politiques sont dissous. De plus, au nom de l'accroissement de la sécurité nationale par rapport à la Corée du Nord, les libertés civiles sont restreintes et la répression politique use de violence réactive[331]. Une nouvelle période caractérisée par l'absence de démocratie commence alors dans ce pays. De plus en plus, le régime coréen se durcit en violant les droits de l'homme et la démocratie par le biais de mesures de loi de sécurité nationale. Cela conduit plusieurs milliers d'hommes politiques et d'intellectuels, de syndicalistes et d'opposants à être arrêtés en utilisant des histoires d'espionnage comme moyen d'accusation, et en instrumentalisant le motif de la sécurité nationale.

---

329 AMAE-KOR, 722.6GE, 3491, 2182-2184,« 동백림 사건, 1967-1971, 전13권, V.8 국내조치, 1967-1969 », (L'affaire de Berlin-Est, 1967-1971), vol.8, 1968.

330 유신 en coréen.

331 김영명, *한국현대정치사 정치변동의 역학* (Yung-myung Kim, *Histoire politique contemporaine coréenne: épidémiologie de changement politique*), Seoul: 을유 문화사 (Eulyoo Publishing), 1992, pp.310-330; et 이만열, « '5.17 김대중내란음모사건'의 진실과 그 역사적 의의 » (Man-yeoul Lee, « La vérité sur l'incident de conspiration de la rébellion de Kim Dae-jung du 17 juillet et sa signification historique »), *한국근현대사연구 (Journal of Korean Modern and Contemporary History),* vol. 14, 2000, p.134.

En 1974, l'« Incident du parti du peuple révolutionnaire »[332] en Corée a permis de provoquer une prise de conscience européenne. À l'époque, avec la résistance au régime *Yusin*, l'« enlèvement de *Kim Dae-jung* »[333] en 1973 déclenche un mouvement contre le gouvernement de *Park*. Au plus fort de ce mouvement autour de « Ligue nationale de la jeunesse démocratique »[334] le régime de *Park* a accusé cette ligue d'être à l'origine du « parti du peuple révolutionnaire », organisé sous la direction du Parti des travailleurs de la Corée du Nord. Lors de cet incident, le gouvernement sud-coréen accusa plusieurs groupes d'individus de s'intéresser au socialisme ou d'être de tendance socialiste, et d'avoir enfreint le décret présidentiel interdisant toute critique de la Constitution sud-coréenne sans mandat ni preuve. Cela mène à un bilan de 1,024 personnes accusées et de 8 personnes mises à mort sous la loi de la sécurité nationale par le Tribunal militaire, une juridiction d'exception[335], qui a le pouvoir de décider de l'application immédiate et effective de la peine de mort dans les 18 heures suivant la décision de jugement. Un article du journal *Le Monde* de 1974 rapporte en particulier que « la justice militaire sud-coréenne poursuit ses condamnations à mort en série d'opposants politiques, qualifiés d'agents ou d'espions à la solde du Nord »[336].

Cette affaire permet de relancer l'attention internationale sur les violations des droits de l'homme par le régime de *Park*. Le thème de la situation sud-coréenne est apparu dans l'agenda européen et est devenu un sujet de discussion entre les différents ministres des affaires étrangères européens. Les ministres des affaires étrangères de la CEE expriment leur intérêt urgent pour la situation politique en Corée du Sud. Ces derniers adoptent alors un point de vue européen commun, et expriment leur désaccord par rapport à l'exécution de personnes opposées à l'antigouvernemental[337]. De plus, la Communauté analyse qu'« [en Corée du sud] il semble que le processus de démocratisation ne se soit pas traduit en fait par des mesures bien concrètes »[338].

---

[332] 인민혁명당 사건 en coréen.

[333] En août 1973, la *Central Intelligence Agency de Corée du Sud* a procédé à l'enlèvement et à la tentative de meurtre de *Kim Dae-jung*, qui dirigeait un mouvement anti gouvernement de *Park,* mais après 5 jours, *Kim* a été libéré ; dans « 김대중 납치사건 » (Enlèvement de *Kim Dae-jung)*, *민주화운동기념사업회 사료관 오픈아카이브* (*Open archives of Korea Democracy foundation*).

[334] 전국민주청년학생연맹(민청학련) en coréen.

[335] 조현조, « 인민혁명당 사건을 통해서 본 인권의 문제 » (Hyun-jo Cho, « Problème des droits de l'homme, une affaire de Parti révolutionnaire populaire *Inminhyeongmyeongdang*) », *기억과 전망* (*Journal of Memory & Vision)*, vol.2, 2003.

[336] « Cinq nouvelles condamnations à mort ont été prononcées », *Le Monde,* le 25 juillet 1974.

[337] AMAE-KOR, no.701, « 지학순 천주교 원주교구장 구속사건, 1972-74 » (Contrainte Mgr Ji, Hak-soun, 1972-1974).

[338] AHUE, BAC 48/1984- N°713 « Visite de M. Dong Jo Kim »,1975, pp.9-10.

Quand le ministre des Affaires étrangères sud-coréen, *Kim, Dong-jo* se rend en Belgique en 1975, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération en matière de développement belge, *Renaat Van Elslande* lui indique que la situation politique en Corée du Sud semble délicate, et que l'opinion publique belge est opposée à la situation de violence dans la démocratie sud-coréenne. Son homologue *Kim* lui répond alors qu'il est impossible d'établir une démocratie parfaite dans la réalité, dès lors que la mise en place de la démocratie est relative et dépendante des caractéristiques de chaque État[339]. Le 4 février 1976, dans la réunion du Groupe de travail de l' « Asie » de la Coopération politique à Luxembourg, la gravité de la situation en Corée du Sud a des répercussions au sein de la Communauté européenne :

> Dans l'optique de renforcer le soutien des Neuf pour les droits de l'homme, il est convenu de faire comprendre bilatéralement et de la façon la plus discrète à la Corée du Sud qu'il serait difficile aux Neufs de la soutenir sur le plan international aussi longtemps que les droits de l'homme et les principes démocratiques seraient si mal respectées dans ce pays[340].

Malgré ces interventions, la Communauté européenne n'a pas de position officielle sur les violations des droits de l'homme dans les pays tiers. Cela montre que la capacité des valeurs à devenir un mécanisme politique au sein de la communauté est encore très limitée.

b. Le renforcement des relations bilatérales sans la perspective des valeurs

Les questions sur les violations des droits de l'homme sous le régime de la Corée du Sud n'affectent pas encore leur relation. La CEE considère la Corée du Sud comme un partenaire économique stratégique en Asie. En effet, cette dernière connaît la croissance industrielle la plus rapide dans le monde et est, à cette époque, l'une des principales puissances industrielles d'Asie, vu que le produit national brut par habitant (PNB par habitant) qui s'élevait à 360 dollars en 1973, a atteint 696 dollars en 1976 et dépasserait, selon les prévisions, 1 500 dollars en 1981[341]. De plus, la Communauté manifeste son intention de renforcer ses relations

---

339 AMAE-KOR, no. 724.31XG, « 김동조 외무장관 구주 순방 » (Tournée de ministre des Affaires étrangères Kim dong-jo en Europe), 1975.

340 AHUE, « Extrait du Compte-rendu de la réunion du Groupe de la Coopération politique « Asie », Luxembourg, le 4 février 1976 », dans BAC-048/1984_0701, « Relations commerciales de la Corée : aide-mémoire, visite commerciale. Volume 1 », p.105.

341 Archives Historiques de la Commission Européenne (AHCE), « Rapport des Conseillers de l'information auprès des Ambassades des Etats Membres des commun autres Européennes en République de Corée (Premier rapport » en 1977, dans BAC 101/1999- n°489, « Rapports des conseillers à l'information des pays des

avec le pays du Matin calme dans les termes suivants : « au cours de la prochaine décennie, la République de Corée deviendra probablement le pays industrialisé le plus développé d'Asie après le Japon. Il se peut donc, à plus longue échéance, que la Commission envisage d'ouvrir son propre bureau à Séoul »[342].

Ce désir a pour finalité le bénéfice de mesures économiques dans le marché mondial, dès lors que « l'augmentation rapide des échanges commerciaux entre la Communauté et la Corée est due non seulement au "miracle économique" coréen, mais répond également à une nouvelle orientation politique des autorités coréennes visant à réduire leur dépendance économique vis-à-vis des États-Unis et du Japon et à diversifier leurs courants d'échanges, leurs sources de capitaux et leurs partenaires de coopération technique. Dans ce contexte, la Communauté [apparaît] aux yeux des Coréens comme un partenaire de choix »[343].

La Corée du Sud est également consciente de l'importance de renforcer les relations avec la Communauté, surtout après l'établissement de l'identité communautaire. Le gouvernement sud-coréen a noté que, compte tenu du travail d'intégration politique de la CEE, le renforcement des relations avec la Communauté, qui représente déjà les États membres en tant qu'entité unique, était « inévitable » et que « des relations organiques avec la CEE sont nécessaires »[344].

Lors de la visite de *Park, Tong-Jin,* ministre coréen des Affaires étrangères à Bruxelles, où il est reçu par *Roy Jenkins*, président de la Commission, et *Wilhelm Haferkamp*, vice-président, le 22 février 1978, puis par *Étienne Davignon*, membre de la Commission, le 23 février, les discussions portent sur les relations économiques et commerciales générales entre la Communauté et la République de Corée, qui sont jugées satisfaisantes par les deux parties, avec la croissance de l'économie coréenne. En même temps, *Park* souligne le désir de la Corée de maintenir des contacts étroits avec la Communauté[345]. Ils ne font alors aucune mention de la situation politique dans la dictature de Corée du Sud.

Le 5 mars 1979, à la demande de la délégation de la Communauté, l'Ambassadeur

Communautés européennes du 1965 et 1983 », p.177.

342 *Ibid*., p.181.

343 AHCE, « (Annex 2) Note d'informations sur la Corée du Sud » du 24 janvier 1978 dans INV 1/2018-n°1283, « Ouverture des missions à Bruxelles, accords de coopération et système de préférences généralisées (GSP) – Corée de 1977 et 1980 », p.112.

344 AMAE-KOR, no. 724.31XG, *op.cit.,* pp.236- 237.

345 Bulletin of the European Communities No. 2, 1978.

français organise une réunion d'information à laquelle participent les sept Ambassadeurs[346] des États membres en poste à Séoul ainsi que leurs conseillers commerciaux. L'objectif de la réunion est d'élaborer des politiques visant à calmer les tendances protectionnistes à la suite de plaintes de Coréens vivant à Bruxelles concernant des tendances protectionnistes dans leur communauté dans le cadre de commerciale. Les ambassadeurs belge *Gerard Jacques* et britannique *William Bates* regrettent que la Communauté ne soit pas présente à Séoul, mais l'Ambassadeur britannique estime que « les chose allaient assez bien pour les intérêts de la Communauté, que la coopération avec les autorités coréenne était très bonne ». Ainsi, ils sont généralement satisfaits de l'évolution de la communauté et des relations économiques avec la Corée du Sud[347].

De plus, malgré les références du rapport du vice-président de la Commission *Wilhelm Haferkamp* qui s'appuie sur les observations de *Roy Denman*, commissaire de la Direction Générale des relations extérieures, lors de sa visite en Corée du Sud le 18 septembre 1979, concernant les conditions de travail médiocres et inhumaines en Corée du Sud[348], la CEE poursuit son commerce international et continue d'entretenir des relations avec ce pays d'Asie, tout en persévérant dans la réalisation de stratégies servant des intérêts essentiellement économiques. Du point de vue de la Communauté, la Corée du Sud n'est plus considérée comme un pays en voie de développement dans le monde[349]. Tout en reconnaissant que le régime de *Park* en Corée du Sud est une dictature, l'approche économique de la Communauté n'inclut pas la dimension des valeurs – ce qui révèle d'une certaine manière que l'institution européenne ne prend réellement au sérieux ce régime. De surcroît, aux yeux des européens, le dictateur sud-coréen est plus doux et inoffensif que ceux des autres pays asiatiques, comme l'attestent les termes suivants :

> La situation politique en Corée semble stable. La dictature peut être considérée comme relativement douce. Il y a, bien sûr, la censure, mais les gens discutent relativement librement et n'ont pas peur de critiquer discrètement le régime du président Park. Le nombre de prisonniers politiques est insignifiant (moins de 200

[346] De la France, l'Allemagne, le Belgique, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et le Danemark. (l'Irlande et le Luxembourg ne sont pas représentés à Séoul).
[347] AHUE, BAC-048/1984_0701, *op.cit.,* p.50.
[348] « La population coréenne est habituée à travailler dur, avec des horaires de travail pouvant aller de 8h à 19h par jour durant la semaine, en incluant la demi-journée du samedi. Ne bénéficiant pas de vacances annuelles mais seulement de quelques jours de congés occasionnels, les coréens travaillent pour un salaire moyen équivalent à 120 dollars par mois avec une intensité autant impressionnante qu'inquiétante pour un observateur occidental […] J'ai félicité le président de Daewoo Industries ([l'entreprise que j'ai visitée]) pour le travail acharné de sa main-d'œuvre ». ; dans AHCE, INV 1/2018-n°1283, *op.cit.,* p.21.
[349] *Ibid.*

> selon les ambassadeurs de la CE) par rapport à d'autres pays comme l'Indonésie, et le pouvoir politique est fermement dévolu au président. Il y a des partis d'opposition au Parlement[350].

Par conséquent, compte tenu du potentiel de croissance économique de la Corée, la Communauté souhaite continuer à développer ses relations avec la Corée du Sud. La CEE envisage de constituer et d'imposer un groupe de pression européen (« *European lobby* ») plus fort à la Corée du Sud afin de maintenir un équilibre entre le Japon et les États-Unis[351].

Stimulée par ces attentes européennes, la Corée du Sud définit plus explicitement ses grands objectifs de politique étrangère européenne et ses politiques visant à renforcer les liens avec l'Europe. Les objectifs diplomatiques de la Corée du Sud pour l'année de 1979 comprennent le maintien et le renforcement des relations d'amitié et de coopération avec la Communauté européenne. Elle déclare que l'Europe occidentale, en tant qu'alliée traditionnelle de la Corée du Sud, constitue une base importante de soutien pour elle, et que l'amitié existante doit être maintenue et élargie en maintenant des relations politiques et diplomatiques et en renforçant les liens pratiques par le commerce et la coopération économique[352].

Au milieu de tout cela, le règne apparemment éternel du pouvoir absolu de *Park, Chung-hee* prend fin le 26 octobre 1979 lorsqu'il est soudainement assassiné par son subordonné, *Kim, Jae-gyu,* chef de la *Central Intelligence Agency,* mettant fin à sa dictature qui dura près de 18 ans. La mort soudaine de *Park* choque non seulement la société sud-coréenne, mais aussi la société internationale, qui assiste au décès du seul dirigeant de l'une des dernières nations emblématiques de la guerre froide et d'un pays en fort bien développement qui avait la faveur des États-Unis[353].

À la suite de l'assassinat de *Park*, le déroulement des événements en Corée du Sud devient le sujet de la réunion du Groupe d'experts asiatiques de la CEE le 12 décembre à Dublin. Les représentants des neuf pays européens participants expriment alors tous un « optimisme précautionneux » au sujet de la situation actuelle coréenne, et suspectent l'authenticité de la libération qui a eu lieu dans ce pays - authenticité remise en cause face au bilan en demi-teinte qu'ils en dressent. D'une part, un certain nombre d'évolutions positives a eu lieu, parmi

---

350 *Ibid.*
351 *Ibid.*
352 AMAE-KOR, no. 721.1, « 한국의 대구주 외교정책 » (Politique étrangère de la Corée envers l'Europe), 1979.
353 Par exemple, le journal *Le Monde* a consacré trois pages à la mort du président *Park* dont une première page et un éditorial intitulé « Les autorités de Séoul tentent d'accréditer la version d'une mort "accidentelle" Dix-huit ans d'autocratie », *Le monde*, le 29 octobre 1979.

lesquelles se trouvent les récentes discussions concernant l'élaboration d'une nouvelle Constitution plus libérale par une Commission constitutionnelle parlementaire. D'autre part, des signes moins positifs sont aussi relevés : en effet, il est arrivé, qu'une fois de plus, des centaines de dissidents ont été arrêtés, et il est clair comme de l'eau de roche que les militaires et le Président par intérim, *Choi, Kyu-hah*, n'ont pas fait preuve de tolérance envers les manifestants antigouvernementaux[354]. Toutefois, la Communauté adopte une attitude attentiste par rapport à la situation en Corée du Sud après cet assassinat :

> [Le] Groupe [d'experts asiatique de la CEE] a estimé que l'assassinat du président n'entrainera aucun changement notable du régime coréen. On pourrait cependant assister à une certaine modernisation et libéralisation du processus politique, ce que les neuf ne peuvent qu'accueillir favorablement et encourager[355].

Ironiquement, ce jour-là, le successeur du Général *Park*, un général nommé *Chun, Doo-hwan* prétend reprendre le pays par un autre coup d'État militaire. Le deuxième gouvernement militaire sous la coupe d'un nouveau dictateur débute alors en Corée du Sud. Le 23 janvier, la réunion du Groupe d'experts asiatiques de la CEE à Rome aborde brièvement la question de la Corée du Sud, mais continue d'adopter généralement une approche attentiste, concluant que la situation dans le pays n'était pas préoccupante et que les développements politiques continueraient à être stables[356].

En dépit de l'identité de la Communauté européenne axée sur les valeurs dans l'arène internationale, ses politiques communes ont toujours tendance à se limiter à l'économie. Il ne s'agit pas d'une indication des limites du rôle des valeurs idéales dans la Communauté, mais plutôt des limites des mécanismes de la politique commune à parler d'une seule voix en tant que « communauté économique ». Par conséquent, le début de la première politique extérieure de la Communauté européenne était plus passif et attentiste en termes d'implication dans d'autres aspects de la politique des pays tiers, que dans le domaine de la politique économique.

---

[354] AMAE-KOR, no. 722.4324EU, « 구주공동체 정치위원회 아주국장 회의 및 정무총국장 회의 » (Réunion de groupe d'experts Asie et de Coopération Politique Européenne de la Communauté EC), 1980.
[355] *Ibid.*
[356] *Ibid.*

Chapitre II. La promotion des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1980 – 1989)

1. Le respect des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1980 – 1985)

A. La recherche des valeurs européennes dans les relations internationales de la CEE

1) Le développement de la politique étrangères de la CEE fondée sur les valeurs européennes

L'affirmation d'une « identité européenne » en 1973 de la Communauté économique européenne a déclaré une base diplomatique sur les valeurs pour « l'établissement de nouvelles relations économiques, monétaires et politiques mondiales »[357]. Puis, la déclaration de 1977 sur le respect et la promotion des droits de l'homme par la Commission, le Conseil des ministres et le Parlement européen peut également être considérée comme un engagement formel de la Communauté européenne à s'impliquer dans la lutte internationale pour la protection et la promotion des droits de l'homme dans le monde[358]. Ainsi, la préoccupation sur la valeur, en particulier sur les droits de l'homme de plus en plus destine à un sujet du contexte de la Communauté européenne.

Le principal facteur de cet intérêt réside dans le fait que les droits de l'homme sont devenus un sujet de préoccupation croissant comme « une alternative à tous les schémas et utopies universalistes antérieurs qui ont fini par s'effondrer »[359] dans les relations internationales, en particulier depuis la fin des années de 1960. En 1966, par exemple, les Nations unies ont approuvé deux pactes, le « Pacte international relatif aux droits civils et politiques » et le « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels », qui ont renouvelé l'attention mondiale sur les droits de l'homme. Deux ans plus tard, la Conférence internationale sur les droits de l'homme s'est tenue à Téhéran et a apporté « une importante contribution constructive à la cause des droits de l'homme »[360] dans le monde. Les droits de l'homme sont apparus comme un thème prépondérant sur la scène internationale, dans le cadre

[357] Emile Noel, « The external relations of the EEC, and its internal problems », *Government and Opposition*, vol.10, 1975, p.161.
[358] Adri Kemps, « Human Rights Policy of the European Community », *Newsletter,* 1984, p.14.
[359] Samuel Moyn, *The last utopia: Human rights in history*, Cambridge: Harvard University Press, 2012, p.7.
[360] L'Assemblée générale des Nations Unies, « Résolution 2442 (XXIII) », le 19 décembre 1968.

de la doctrine morale mondiale. Elle a été exposée à l'intérêt du public et a acquis une nouvelle importance au niveau mondial grâce à un accord croissant non seulement sur la notion et la définition fondamentale des droits de l'homme universels, mais aussi sur le bien-fondé de certains types d'actions internationales visant à promouvoir leur mise en œuvre[361].

Étant donné que la question de la promotion de la démocratie et la protection des droits de l'homme sont devenues prégnantes face au mouvement de globalisation favorisant la diffusion de ces normes dans le monde, en offrant « un idéal universel pour transformer la politique internationale »[362], la Communauté européenne prend position en défendant ses valeurs supposées communes sur la scène internationale[363]. Elle en fait également son propre signe d'identité politique et ses ambitions politiques attisent l'intérêt croissant pour les droits de l'homme adopté par la mobilisation sociale mondiale.

D'autre part, à travers le processus d'intégration interne de la Communauté, compte tenu de l'importance croissante de l'alignement des intérêts sur ceux d'autres pays dans les relations internationales, le pôle de politique étrangère de la Communauté européenne revêt une importance croissante, tant pour le développement institutionnel de la Communauté que pour son impact sur les affaires mondiales. Cependant, la politique étrangère était l'un des domaines où la coopération au niveau communautaire a été la plus difficile. Dans la mesure où chaque décision communautaire doit refléter les intérêts majeurs de tous les États membres, la réponse de la Communauté aux demandes extérieures qui lui sont adressées a été jusqu'à un certain point une réponse régionale plutôt que globale[364]. Le 27 octobre 1970, la Coopération politique européenne (CPE) a été conçue pour coordonner les politiques étrangères nationales et a été créée, lorsque les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont adopté le rapport de Luxembourg dans le cadre de cet objet en exprimant :

> La commune conviction qu'une Europe regroupant des États qui, dans leurs diversités nationales, sont unis dans leurs intérêts essentiels, assurée de sa propre cohésion, fidèle à ses amitiés extérieures, consciente du rôle qui lui appartient de faciliter la détente internationale et le rapprochement entre tous les peuples et

[361] David P. Forsythe, « Human Rights after the Cold War », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol.11(4), 1993, p.395.

[362] Sara Lorenzini, Umberto Tulli et Ilaria Zamburlini, *The Human Rights Breakthrough of the 1970s : The European Community and International Relations*, Londre : Bloomsbury Academic, 2022, p.3.

[363] Laura Feliu et Francesc Serra, « The European Union as a 'Normative power' and the normative voice of the European Parliament », dans Stelios Stavridis et Daniela Irrera (eds.), *The European Parliament and its International relations*, Londre : Routledge, 2015, p.19.

[364] Kenneth J. Twitchett (ed.), *Europe and the world: the external relations of the Common Market*, Londre : Europa for the David Davies Memorial Institute of International Studies, 1976.

> d'abord entre ceux du continent européen tout entier, est indispensable à la sauvegarde d'un foyer exceptionnel de développement, de progrès et de culture, à l'équilibre du monde et à la protection de la paix[365].

Puis, les 9 et 10 décembre 1974 à Paris, l'approche de la politique étrangère de la Communauté fait un pas de plus. Les chefs d'État ou de gouvernement « reconnaiss[ent] la nécessité d'une approche globale des problèmes internes que pose la construction européenne et de ceux avec lesquels l'Europe est confrontée à l'extérieur » et sont convenus de créer le Conseil européen afin de renforcer leur coopération et de coordonner leur action communes et diplomatique dans tous les domaines des affaires internationales affectant les intérêts de la Communauté dans le cadre de la CPE[366]. La CPE qui s'incline vers la politique commune, tend à devenir une identité de politique extérieure à côté de l'identité économique des Communautés[367].

Même s'il s'agit d'une caractéristique bien établie de la scène internationale, pour regagner une partie de son influence dans les affaires mondiales, alors, il s'agissait d'un domaine de coopération purement intergouvernemental, c'est-à-dire d'une coordination entre les politiques étrangères des États membres, et non d'une politique communautaire sans passerelle formelle avec les institutions supranationales de la CEE dans l'objet d'un traité, ni dans le cadre juridique, ni d'obligation contraignante. De cette manière, l'ambition de la Communauté de jouer un rôle dans les affaires mondiales est plutôt de coordonner les politiques étrangères nationales « par un ensemble de mécanismes formant la Coopération politique européenne », de sorte que son influence réelle est encore très limitée[368].

Néanmoins, ce développement de l'approche communautaire de la politique étrangère signifiait le début d'un nouveau concept politique qui allait au-delà de la vision économique traditionnelle du processus de construction européenne. À travers un moyen pragmatique de parvenir à une identité de politique étrangère fondée sur les valeurs, parallèlement à l'identité économique des Communautés dans les années, une nouvelle dynamique a été créée dans laquelle l'Europe pouvait défendre ses valeurs supposées partagées sur la scène internationale et en faire son propre signe d'identité politique[369]. La Communauté

---

365 « Rapport des ministres des Affaires étrangères des Etats membres sur les problèmes de l'unification politique », Bulletin des Communautés Economique européennes, no.11, 1970.

366 « Communiqué final de la réunion des chefs de gouvernement de la Communauté (Paris, 9 et 10 décembre 1974) », Bulletin des Communautés Economique européennes, no.12, 1974.

367 Simon J. Nuttal, *European political co-operation*, Oxford, Oxford University Press, 1992.

368 Gerbert, 2007, *op.cit*., p.306.

369 Feliu et Serra, *op.cit.,* p.19.

européenne est désormais un élément établi de la scène internationale.

À la fin des années 1970, la CPE avait à peu près fixé sa structure et ses procédures de fonctionnement. Au-dessus du mécanisme actuel du CPE se trouve le Conseil européen, un sommet institutionnalisé des chefs de gouvernement accompagnés des ministres des affaires étrangères. Avec l'aide groupée des correspondances européennes avait été établi par le biais d'un réseau télex codé spécial connu sous le nom de COREU, le concept des « groupes de travail », qui est issu des ministères des affaires étrangères et organisés par régions géographiquement (Afrique, Asie, Méditerranée, Moyen-Orient, Amérique latine) et par forums internationaux (ONU, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)), préparant les questions pour le comité politique, qui était lui-même devenu un forum de prise de décision, responsable devant les ministres des affaires étrangères se réunissant régulièrement en dehors du cadre du Conseil[370]. Les groupes de travail sont renforcés comme un rôle essentiel dans le fonctionnement du mécanisme au sein de la Coopération politique dans la procédure de tenir informé à un moment ou à un autres des décisions prises par la CPE sur un sujet par secteurs géographiques du monde ou par les grands forums internationaux où ils s'efforcent d'agir en commun[371].

Cependant, étant donné que la Communauté européenne en tant que telle reste avant tout une communauté économique, ses relations extérieures reposent donc principalement sur le commerce et la coopération au développement. Au sein de la Communauté, la Commission joue toujours un rôle crucial dans la communication avec les pays tiers et les organisations internationales et dans la négociation d'accords au nom de la Communauté dans le domaine économique. Les liens établis entre la coopération politique et le cadre communautaire ont également permis à la Commission européenne d'exercer une influence sur l'évolution du fonctionnement de la CPE. La Commission a progressivement participé aux réunions à tous les niveaux de la coopération politique, ce qui lui a permis de commencer à décloisonner les composantes économiques et politiques de l'intégration européenne. L'approche de la Communauté à l'égard des valeurs dans les pays tiers est une tendance à la précaution et une préférence pour la diplomatie silencieuse.

En dépit de ces circonstances, les perspectives des valeurs commencent d'être

[370] Eric Stein, « European Political Cooperation (EPC) as a component of the European foreign affairs system », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol.43, 1983, pp.52-55.

[371] Maria Gainar, *Aux origines de la diplomatie européenne : Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bern : Peter Lang, 2012, p.346.

apparues dans la politique étrangère de la Communauté pour un certain nombre de questions politiques. Dès le début du processus de la CPE, les États membres ont considéré qu'il était essentiel de parvenir à une position commune lors de la CSCE, par exemple, étant donné qu'un front uni permettrait non seulement de promouvoir le concept émergent d'identité européenne dans le domaine des affaires étrangères, mais aussi d'accroître l'influence des États membres dans les négociations sur les valeurs, particulièrement des droits de l'homme au premier plan des négociations sous la pression de l'Occident pour l'Acte d'Helsinki, signé solennellement le 1er août 1975, qu'elle devait influencer pour contribuer à déterminer l'équilibre des relations Est-Ouest. Un autre exemple est celui de la politique de développement. Lorsque la convention de Lomé a été signée en février 1975 par les 9 membres de la CEE de l'époque et 46 pays ACP (Pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique), dans laquelle aucune référence aux droits de l'homme n'était faite. Cependant, les violations flagrantes des droits de l'homme dans l'un des pays ACP, l'Ouganda, sous le régime d'*Amin* en particulier, ont servi de catalyseur majeur pour entamer une discussion sérieuse sur la question, qui a conduit à la première décision *de facto* de suspendre l'aide au développement de la Communauté pour des raisons liées aux droits de l'homme en 1977[372].

Toutefois, même dans ces cas, la politique étrangère de la Communauté, au cours de début dans les années 1970, était davantage axée sur les pays géopolitiquement proches. En ce qui concerne les relations avec des pays plus éloignés, tels que l'Asie, même si les sujets liés à laquelle ont été discutés, dans le cadre de la CPE[373], il n'y a pas encore eu de politique directe et spécifique, mais plutôt une approche attentiste et investigatrice, et une position diplomatique visant à établir et à régler les relations avec ces pays a commencé à être adoptée, mais dans une perspective économique et politique traditionnelle plutôt que dans une perspective de valeurs.

Bien qu'au début de la mise en place de la politique étrangère de la Communauté et l'instrument sont ouvert la voie à une expansion plus large des relations internationales de la

[372] Le Conseil a décidé le 21 juin 1977 : « le Conseil lors de sa session du 21 juin 1977 a déploré que le peuple d'Ouganda se voie systématiquement privé de ses droits fondamentaux. Le Conseil est convenu de prendre des mesures dans le cadre de ses relations avec l'Ouganda, afin de s'assurer que toute assistance prêtée par la Communauté à l'Ouganda en vertu de la convention de Lomé n'ait en aucun cas pour effet, à l'égard du peuple de ce pays, un renforcement ou une prolongation de la privation des droits fondamentaux » ; Journal officiel des Communautés européennes, n° C 214/2 du 7 septembre 1977.

[373] Par exemple, lors de la réunion de 1976 du groupe de travail Asie de la CPE, les points à l'ordre du jour étaient les suivants : « 1. la Chine et le tiers monde, 2. la Thaïlande, 3. le Taiwan, 4. La Corée devant l'ONU, 5. Le Timor est 6. Le Vietnam, 7. Le sous-continent Indien, et 8. La politique nord-coréenne de contacts avec les pays de la Communauté », dans AHCE, BAC 250/1980-n°1402, « Réunion des 26/27-8-1976 à La Haye », Groupe de travail Asie de la CPE, 1975-1977.

Communauté avec les pays tiers, elle est encore limitée dans le cadre du domaine économique et géopolitique. De plus, même si l'identité en matière de politique étrangère est fondée sur des valeurs, les politiques ne tournent pas autour des valeurs. Autrement, les institutions communautaires n'ont pas adopté de politique globale spécifiquement sur les valeurs et les relations extérieures de la Communauté avec les autres pays tiers « lointain » qui n'étaient pas une priorité en matière de politique étrangère sur les valeurs, mais exclusivement sur les perspectives de relations commerciale économique, ni sur le mandat des activités en matière des valeurs et l'utilisation d'instruments spécifiques pour promouvoir les valeurs ou intervenir en cas de violations dans les années 1970.

2) Le rôle du Parlement européen en matière des valeurs européennes

a. Le Parlement européen dans la politique étrangère de la CEE

La position du Parlement européen au début, dans les relations internationales au sein de la Communauté reste limitée. Même si en vertu de l'article 228 du traité CEE[374], le Parlement est impliqué d'associer à la procédure de conclusions des accords communautaires, il ne peut qu'influencer sur la décision de conclure l'accord, mais non sur son contenu. En d'autres termes, le Parlement n'est pas le législateur dans le domaine des relations internationales. De plus, il est aussi en position assez faible à s'occuper de politique étrangère, non plus en rôle qu'il n'a pas la faculté d'infléchir son contenu de façon décisive, mais plutôt en position de consultation ou observateur au point de départ dans le cadre de la politique étrangère de la Communauté :

> Un colloque semestriel réunira les ministres et les membres de la Commission politique de l'Assemblée parlementaire européenne en vue de discuter des questions qui font l'objet de consultations dans le cadre de la coopération en matière de politique étrangère. Ce colloque se tiendra de manière informelle afin de permettre aux parlementaires et aux ministres d'exprimer librement leur opinion[375].

Ensuite, lors du sommet de Paris de décembre 1974, avec la création du Conseil européen, les chefs d'États et de gouvernement décident que les questions sur les activités de la CPE doivent être adressées par le Parlement à la présidence :

> Compte tenu du rôle croissant de la coopération politique dans la construction européenne, il importe d'associer plus étroitement l'Assemblée à ces travaux, entre autres par voie de réponses aux questions adressées à la présidence par les parlementaires sur les activités de la coopération politique[376].

La présidence du Conseil, représentée par son ministre des Affaires étrangères, est tenue de répondre aux questions orales posées par les parlementaires lors de l'heure des questions[377]. La procédure a été mise en œuvre en 1975 lorsque les ministres des affaires étrangères ont convenu que le président du Conseil répondrait aux questions écrites ou orales qui lui seraient posées

---

[374] Article 228 : « Le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir au préalable l'avis de la Cour de justice sur la compatibilité de l'accord envisagé avec les dispositions du présent traité », Traités de Rome, le 25 mars 1957.

[375] « Rapport des ministres des Affaires étrangères des Etats membres sur les problèmes de l'unification politique », Bulletin des Communautés économique européennes, no.11, 1970, *op.cit.*

[376] Bulletin des Communautés européennes.no.12, 1974, *op.cit.*

[377] *Ibid.*

par le Parlement[378]. Les questions relatives à la CPE étant régies par un consensus entre les membres, cette procédure de questionnement permet au Parlement de confronter les ministres à des questions politiques et d'être ainsi présent dans le processus de la CPE en cours[379].

Toutefois, à travers l'élection directe universelle en 1979, le Parlement veut être transformé dans ces domaines. Dans le rapport du Parlement, par le député *Lady Elles*, qui proposait une réforme politique et institutionnelle majeure, de nouvelles procédures législatives et un changement radical dans les relations du Parlement avec les autres institutions, le Conseil européen, les parlements nationaux et le CPE, il est fait état des justifications selon la capacité sur le suffrage direct au sein de la politique étrangère de la Communauté :

> Les représentants directement élus ont une responsabilité envers leurs électeurs sur toutes les questions, y compris internes et externes, et plus particulièrement sur les questions pour lesquelles il n'y a pas, ou semble y avoir, de contrôle démocratique[380].

Sur l'ambition du Parlement de développer les initiatives politiques pour démontrer la possibilité de faire avancer une « politique étrangère européenne », en 1981, par la publication du rapport des ministres des Affaires étrangères, la participation du Parlement à la coopération entre États membres dans le domaine des relations extérieures se déroule plus précisément qu'avant[381]. Cependant, elle est un acteur moins décisif que d'autres en matière de politique étrangère de la Communauté européenne.

---

[378] Juliet Lodge (eds.), *The European Parliament in Institutions and Policies of the European Community*, Londre : Pinter, 1983, p.33.

[379] Daniel T. Murphy, « The System of European Political Cooperation: A Brief Explanation », *North Carolina Journal of International Law*, vol.10(2), 1985, p.393.

[380] AHUE, PE1-17477, « Working Documents, Report drawn up on behalf of the Political Affairs Committee on European Political Cooperation and the role of the European Parliament by lady Elles », le 30 juin 1981.

[381] Quatre colloques ont lieu chaque année entre le président en exercice du Conseil des ministres des Affaires étrangères et la commission politique du Parlement ; -le président du Conseil répond à des questions écrites ou orales concernant la coopération politique ; - le président du Conseil présente chaque année au Parlement un rapport sur la coopération politique ; - au début de chaque nouvelle présidence, soit tous les six mois, le président du Conseil présente son programme au Parlement. Une partie du discours de présentation est consacrée à la coopération politique ; - après les sessions du Conseil européen, le président vient faire une déclaration devant le Parlement européen ; -le Conseil et le bureau élargi du Parlement européen ont, à intervalles réguliers, des rencontres informelles portant notamment sur les questions relatives à la coopération politique ; - enfin, les ministres des Affaires étrangères se sont engagés à prendre en considération, autant que possible, les avis émis par le Parlement européen sur les questions touchant à la politique extérieure. « Rapport des Ministres du 13 octobre 1981 », Bulletin des Communautés européennes, (suppl.), no.3,1981 et AHPE, « Résolution du Parlement européen du 9 juillet 1981 », p.67.

b. Les valeurs européennes du Parlement européen au suffrage universel

Le Parlement européen notamment montre leur intérêt en ce qui concerne les droits de l'homme et la démocratie comme « un combat universel, dépassant aussi bien les frontières que les politiques »[382], principalement à partir de 1979 : le suffrage universel direct, choisi par des citoyens européens, justifie l'extension des pouvoirs de la chambre[383]. En effet, la nature du Parlement sur le « double mandat » entre la Communauté et leur parlement national respectif a changé par les élections directes. En élisant directement au suffrage universel, et non plus en étant sélectionné parmi les députés nationaux, il pouvait parler au nom des citoyens européens : de sorte que le rôle des députés européens est devenu principalement la défense de l'intérêt européen et il convient d'insister sur le fait qu'ils se trouvent dans une position privilégiée pour protéger leurs intérêts.

Autrement dit, en considérant qu'il est la seule institution directement élue, le Parlement est continuellement confronté à des demandes sociales pour lesquelles il doit faire preuve d'activité et de résultats[384]. Dans ce contexte, le vote de 1979 a donné aux membres du Parlement européen le droit de parler au nom des citoyens des pays de la CEE et « par extension, ils ont fait du [Parlement européen] la voix de tous les Européens. Les droits de l'homme étaient idéalement adaptés à la quête d'autorité et de légitimité des députés européens ; il s'agissait d'un sujet politique essentiel »[385].

De fait, l'intérêt et les actes du Parlement européen pour les valeurs des droits de l'homme et de la démocratie était déjà mise en place avant. Selon le relevé « des actes du Parlement européen relatifs à la protection des droits de l'homme »[386], daté le 16 juillet 1979, « en vue de mettre à la disposition des membres du Parlement européen élus au suffrage universel directe un document de référence sur l'action menée par le Parlement européen dans le domaine des droits de l'homme », montre les activités de Parlement que les rapports et résolutions, les questions écrites, les questions orales au Conseil, à la Commission et/ou à la

[382] Yves Meny (eds.), *La construction d'un parlement : 50 ans d'histoire du Parlement européen 1958-2008*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2009, p.258.
[383] Valentine Herman et Juilet Lodge, *The European Parliament, and the European Community*, Berlin: Springer, 1978.
[384] Feliu et Serra, *op.cit*., p.30.
[385] Aurélie Élisa Gfeller, « Champion of Human Rights: The European Parliament and the Helsinki Process », *Journal of Contemporary History*, vol.49(2), 2014, p.391.
[386] AHPE, PE 58.842, Direction générale de la recherche et de la documentation, « Relevé des actes du Parlement européen relatifs à la protection des droits de l'homme », situation au 16 juillet 1979.

conférence des ministres des affaires étrangères des États membres avant 1979[387].

Toutefois, le parlement élu au suffrage universel direct considère que les droits de l'homme deviennent le sujet essentiel et servent la quête d'autorité et de légitimité des députés européens[388], leur sauvegarde comme l'un de ses premiers devoirs[389] afin d'intégrer et de renforcer leur capacité instrumentale sur d'autres institutions de la Communauté : le Conseil européen et la Commission[390], voire même de lui donner une raison d'être, pour parvenir à une plus grande cohérence dans la défense des droits de l'homme. En 1980, la commission des affaires politiques de Parlement a créé un groupe de travail sur les droits de l'homme chargé de traiter toutes les questions relatives aux droits de l'homme soumises au Parlement, et de surveiller la protection des droits de l'homme dans le monde, en particulier dans les pays liés par des traités et accords spécifiques avec la Communauté européenne[391].

Reconnaissant l'attention croissante du Parlement européen pour les droits de l'homme dans le monde, le cadre de la Communauté appelle également au renforcement du rôle du Parlement sur ce sujet. Le 6 novembre 1981, lorsque les gouvernements allemand et italien par *Hans-Dietrich Genscher*, ministre Ouest-allemand des Affaires étrangères et *Emilio Colombo*, ministre italien des Affaires étrangères, présentent à leurs partenaires des Communautés européennes un projet d'acte européen, dit « plan Genscher-Colombo », qui plaide pour un renforcement de la coopération politique des Dix, le rôle futur du Parlement européen au sein de la Communauté européenne réformée présenté « dans le développement des droits fondamentaux et des droits de l'homme, une légitimation particulière revient aux délibérations et aux résolutions du Parlement européen » en pouvant poser des questions à la Commission et au Conseil à tout moment[392].

Même si les pouvoirs et les positions institutionnels et juridiques réels restent limités dans le cadre de la politique étrangère, en particulière au sein de la CPE, le Parlement a

[387] 79 rapports et résolutions sur les droits de l'homme (1972-1979), 282 questions écrites sur les droits de l'homme adressent au conseil ou à la commission des communautés européennes (1956-1979), 110 questions orales sur les droits de l'homme adressée à la commission et/ou au conseil des communautés européenne et/ou à la conférence des ministres des affaires étrangères des états membres (1972-1979) et 40 pétitions en matière de droits de l'homme (1963 - 1979) ; *ibid.*

[388] Gfeller, *op.cit.*

[389] Etienne Boumans et Monica Norbart, « The European Parliament and Human Rights », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 7(1), 1989, p.37.

[390] Umberto Tulli, « The European Parliament in EC external Relations, From the Inception of European Political Cooperation to the Single European Act », *Journal of European Integration History,* vol.27(1), 2021, p.125.

[391] AHUE, PE1-1155, « Political Affairs Committee, Minutes of the meeting of Tuesday, 22 January, and Wednesday 23 January 1980 », 1980.

[392] « Projet d'acte européen », Bulletin des Communautés Economique européennes, no.11, 1981, pp.95-99.

été la première des autres institutions à s'exprimer sur les valeurs de la Communauté. Le Parlement européen a pris de nombreuses initiatives pour accroître son rôle, ses pouvoirs et sa visibilité, en matière des valeurs dans les relations extérieures. Et puis, il est devenu de plus en plus puissant et représentatif de l'identité même de la Communauté européenne, base de sa politique étrangère.

B. L'émergence des valeurs européennes dans les relations bilatérales

1) La CEE face au nouveau régime militaire en Corée du Sud

L'assassinat de *Park* en octobre 1979 a semblé mettre un terme à la dictature militaire de 18 ans exercée par *Park* avec une poigne de fer. Ce changement soudain du paysage politique a suscité de grands espoirs du « printemps de Séoul »[393] pour une démocratie longtemps attendue en Corée du Sud. Toutefois, cet espoir a été anéanti en moins de deux mois, lorsqu'une deuxième rébellion militaire sera lancée en Corée du sud par *Chun, Doo-hwan*. *Chun* était le commandant du service de sécurité des forces armées nationales et le chef du commandement de la loi martiale chargé d'enquêter sur l'assassinat de *Park*. Le 12 décembre 1979, il a pris le contrôle de l'armée en ralliant des troupes de tout le pays autour d'un groupe illégal au sein de l'armée sud-coréenne, le *Hanahoe*[394], sans l'approbation de l'ancien premier ministre de *Park*, *Choi, Kyu-ha*, qui avait pris la présidence à l'époque.

La rébellion militaire a entraîné un remaniement de l'armée et, l'année suivante, le 17 mai 1980, *Chun* a étendu la « loi martiale »[395] à l'ensemble du pays pour tenter d'intimider le président *Choi* et de rétablir l'ordre. Toutes les activités politiques, les rassemblements et les manifestations à des fins politiques ont été interdits, les médias, les publications, la presse et la radiodiffusion ont été soumis à une censure préalable et les universités ont été fermées. Les

---

[393] L'expression « printemps de Séoul », empruntée à la Tchécoslovaquie et au « Printemps de Prague » de 1968, a été utilisée par les citoyens ordinaires, en particulier dans les villes universitaires, car ils considéraient comme acquis la fin de la dictature et la mise en place d'un nouveau système démocratique ; 최정기, « 5·18 왜곡과 '김대중 내란음모' 조작사건 » (Jung-Gie Choi, « Déformation du soulèvement populaire du 18 mai et fabrication du complot de rébellion de Kim Dae-jung »), *민주주의와 인권 (Journal of Democracy and Human Rights)*, vol.20, 2020, p.59.

[394] 하나회 en coréen.

[395] « Loi martiale n° 10 » : Afin de préserver la sécurité nationale et le bien-être public, 1) Suspendre toutes les activités politiques et interdire tous les rassemblements et toutes les manifestations à l'intérieur et à l'extérieur à des fins politiques. Les rassemblements intérieurs qui ne sont pas destinés à des activités politiques doivent être signalés. Des exceptions sont prévues pour les cérémonies de mariage et les événements rituels, apolitiques et purement religieux, mais aucun discours politique n'est autorisé ; 2) La presse, l'édition, les reportages et la radiodiffusion sont soumis à une censure préalable ; 3) Les universités (y compris les écoles professionnelles) sont fermées pour le moment ; 4) Il est interdit de quitter le lieu de travail sans raison valable, de boycotter et de faire grève ; 5) La création et la diffusion de rumeurs sont interdites. Même s'il ne s'agit pas d'une rumeur, a) Les actes blasphématoires et calomnieux à l'encontre de l'ancien et de l'actuel chef d'État ; b) Les actes qui utilisent les mêmes arguments et les mêmes termes que le gouvernement nord-coréen et qui les incitent ; c) Les propos incitatifs autres que l'objet des rassemblements publics et les actes qui troublent l'ordre sont interdits. 6) La liberté de la vie quotidienne et les activités économiques normales de la population sont garanties. 7) La liberté des étrangers d'entrer et de sortir du pays et de voyager à l'intérieur du pays est garantie dans toute la mesure du possible. Ceux qui violent cette déclaration seront arrêtés, détenus, fouillés sans mandat et sévèrement punis: dans *민주화운동기념사업회 사료관 오픈아카이브* (Open archives, *Korea Democracy Foundation*), le 17 mai 1980.

bureaux centraux des partis politiques et de l'Assemblée nationale ont été investis par les forces de la loi martiale et interdits d'accès. La nouvelle junte a également arrêté 2699 personnes, dont des étudiants, des hommes politiques et des personnalités religieuses, qui étaient perçues comme opposants ou s'opposant à leur prise de pouvoir par l'État[396]. De fait, dès le début du mois de mai 1980, des étudiants universitaires ont manifesté pour réclamer la démission de *Chun,* commandant de la sécurité et la levée de la loi martiale, ce que la nouvelle junte n'a pas accepté. En conséquence, la nouvelle junte a prévu de prendre le pouvoir en préparant le « Plan de restauration nationale », qui comprenait l'extension de la loi martiale d'urgence à l'ensemble du pays et la mise en place d'un mécanisme d'intervention d'urgence afin d'écraser les protestations et la résistance, et pour que l'armée prenne le contrôle total du pays, contrairement aux souhaits de la population.

Le lendemain de l'annonce de la prolongation de la loi martiale d'urgence à l'échelle nationale, le 18 mai, à *Gwangju*, une grande ville du sud-ouest en Corée, le mouvement pour la démocratisation de la Corée, auquel participent près de cinq mille citoyens manifestant contre la nouvelle dictature[397], fait l'objet d'une forte répression sanglante. Vingt-cinq mille soldats des forces spéciales sud-coréennes reprennent le contrôle de la situation et mettent fin à l'insurrection qui aura causé la mort de cent soixante civils par les soldats en une semaine[398]. *Chun*, à la tête du pays, présente alors cet événement comme une révolte inspirée des sympathisants communistes nord-coréens. Le 21 mai, le commandant de la loi martiale *Lee, Hee-sung* publie un discours sur ce qui s'est passé à *Gwangju* en terme que « les événements dévastateurs d'aujourd'hui ont été causés par un nombre important d'imposteurs et d'hommes de main étrangers qui ont délibérément attisé les sentiments locaux, incité et mené des actes d'émeute en infiltrant vos villes, en répandant des rumeurs scandaleuses et malveillantes, en mettant le feu à des installations publiques, en pillant du matériel et des biens, afin de porter la situation à un niveau extrême »[399]. En d'autres termes, les manifestations n'étaient pas de

---

396 중앙선거관리위원회 (National election commission of Republic of Korea), « 대한민국선거사 제4집(1980.1.1 - 1988.2.24) » (Histoire des élections en Corée, volume 4 (1980.1.1 - 1988.2.24)), 2009, pp.42-43.

397 Philippe Pons, « L'armée impose au président Choi l'extension de la loi martiale et l'arrestation des principaux opposants », *Le Monde*, le 20 mai 1980.

398 « 5·18광주민주화운동 » (518 Mouvement démocratique de Gwangju) ; 한국민족문화대백과사전 (Encyclopedia of Korean Culture), « 5.18 민주화운동 » (518 Mouvement démocratique) ; AN-KOR, « 5.18 민주화운동 피해자 현황 » (5.18 Mouvement démocratique, statut des victimes) ; 공법단체 5,18 민주화운동부상자회 (Public Law Institute The May 18 Memorial injured), et Philippe Pons, « L'insurrection de Kwangju aurait fait près de trois cents morts » ; *Le Monde*, le 29 mai 1980.

399 « 국방부과거사진상규명위원회 종합보고서 » (Rapport de synthèse du Comité de recherche de la vérité du ministère de la défense nationale), 국방부과거사진상규명위원회 (Comité de recherche de la vérité du ministère de la défense nationale sud-coréen), vol.2, 2007, p.430.

simples émeutes, mais des perturbations planifiées par des « éléments impurs » ou des « agents stationnaires », et ils ont tenté de déformer le sens du mouvement pro-démocratique en le liant à la Corée du Nord[400]. Pour cette raison, ce massacre du mouvement durera dix jours avant d'être réprimé par les forces de la loi martiale le 27 mai. La population s'est soulevée contre la dictature militaire, mais les militaires l'ont écrasée, faisant de nombreuses victimes.

Le comportement violent des forces de la loi martiale était rapporté par les médias étrangers et attire l'attention de la communauté internationale[401]. Depuis les premiers reportages avec des images en direct réalisés par le journaliste américain *Bruce Dunning* sur *CBS* news le 19 mai 1980, qui a déclaré que « ce n'était pas une manifestation organisée, pas seulement des étudiants, mais des gens de tous âges et de toutes professions pris dans la colère. Les troupes de l'armée étaient déterminées à les écraser. Il n'y avait aucune pitié pour quiconque était attrapé par les soldats »[402], la violence à *Gwangju* a été montrée au monde. Le journaliste français *Phillipe Pons* de *Le Monde* a également contribué de manière significative à attirer l'attention du monde sur les horreurs du massacre de *Gwangju* en rapportant :

> À l'hôpital que nous avons visité, les salles d'urgence sont insuffisantes pour recevoir tous les blessés, dont certains sont cruellement meurtris […] Beaucoup d'autres victimes ont été vues en divers endroits de la ville. Selon les manifestants, le nombre des morts s'élèverait à une centaine. Nous avons vu quelque soixante-dix personnes grièvement blessées, la plupart par balles[403].

La Communauté européenne s'est également montrée intéressée par l'extension du rapport sur les faits à *Gwangju*. Quatre jours après le commencement du mouvement de *Gwangju*, le 21 mai 1980, une proposition relative au mouvement en Corée du Sud est soumise autour des députés britanniques *Barry H. Seal*, vice-président de la Commission des relations économiques extérieures de Parlement européen, et *Alfred Lomas* du Groupe socialiste avec demande de discussion d'urgence en terme que « [l]e Parlement européen, considérant l'action des autorités militaires en Corée du Sud acceptant un contrôle du gouvernement civil, le 17 mai 1980 […] 1. invite les États membres de la Communauté à user de leur influence considérable auprès de la Corée du Sud pour encourager la formation d'un gouvernement démocratique ; 2. condamne l'action du gouvernement de Corée du Sud encourageant la prise de pouvoir par les

[400] Choi, 2020, *op.cit*., p.68.
[401] La nouvelle junte contrôlait et réprimait les médias locaux, leur ordonnant de présenter les citoyens de *Gwangju* après le 18 mai comme des foules, des émeutiers et des voyous armés. Malgré ces distorsions internes, les reportages objectifs des médias étrangers ont permis à la vérité d'émerger.
[402] *CBS Evening News*, le 19 mai 1980.
[403] *Le Monde*, le 22 mai 1980.

militaires ; 3. invite le Président de la Corée du Sud à garantir l'établissement immédiat d'un ordre civil démocratique »[404].

Cela donne lieu à un débat pour la décision sur l'urgence le lendemain. Le député *Seal* se réfère à nouveau aux événements désastreux survenus en Corée du sud, propose l'adoption de la motion suivante :

> C'est un domaine où le Parlement européen peut en l'occurrence avoir une certaine influence car les milieux économiques opérant les échanges entre la Communauté économique européenne et la Corée du Sud tiennent compote des décisions qu'il prend […] Mais pour être efficaces, nous devons agir avec assurance et rapidité. Si nous ne décidons pas l'urgence […] [n]ous aurons alors perdu toute chance d'avoir quelque influence sur le président de la Corée du Sud[405].

Le député *Lomas* également affirme que « grâce au volume considérable des échanges entre les pays de la Communauté économique européenne et la Corée du Sud, nous pouvons exercer une influence sur ces événements. Par conséquent, je demande instamment à cette Assemblée d'accéder à cette demande de débat d'urgence afin que notre voix puisse être entendue dans cette affaires très grave »[406]. Malgré cela, l'urgence est rejetée.

Cependant, les implications de cette proposition sont considérables. Premièrement, elle montre l'effet du Parlement dans la politique étrangère de la Communauté européenne, qui a acquis un rôle et une voix importants au sein de la Communauté depuis l'instauration du suffrage direct en 1979. Deuxièmement, les relations de la CEE avec la Corée, qui s'étaient limitées à des politiques économiques et commerciales, se sont progressivement étendues à l'arène politique, et la Communauté cherche à s'engager dans la situation intérieure de la Corée du Sud dans une perspective de valeurs civiles en accord avec sa propre identité internationale. Autrement dit, cette proposition était la première étape d'avancer les relations entre la Communauté européenne et la Corée du sud sur les valeurs.

En revanche, cette question n'a pas été abordée lors de la réunion du CPE à Rome le 4 juin 1980. Comme indiqué précédemment, la politique étrangère de la Communauté

---

[404] AHPE, PE 65.153, « Proposition de résolution présentée par MM. Seal, Lomas, Blaney, Mmes Wieczorek-Zeul, Van den Heuvel, M. Radoux, Mlle Quin, MM. Woltjer, Griffiths, Boyes, Collins, Mme Viehoff, MM. Van Minnen, Caborn, Mme Castle, M. Enright, Mme Buchan, MM. Rogers, Adam, Mme Clwyd et M. Estier avec demande de discussion d'urgence conformément à l'article 14 du Règlement sur la situation en Corée du Sud » dans le « Documents de séances 1979-1980 » du Parlement Européen (Doc.1-187/80), le 21 mai 1980.

[405] « Débats du Parlement européen » dans la séance du jeudi 22 mai 1980.

[406] *Ibid.*

européenne s’est jusqu'à présent limitée aux relations économiques et commerciales avec des pays tiers géopolitiquement éloignés, ce qui signifie qu’il est difficile pour la Communauté de s’impliquer dans les affaires internes relatives aux droits de l’homme des pays de l’Extrême-Orient qui n’affectent pas ses propres intérêts directs.

2) L'intervention européenne dans l' « *affaire Kim, Dae-jung* »

En même temps, les nouveaux militaires de *Chun* se préparaient méticuleusement à étendre la loi martiale d'urgence à l'ensemble du pays dans le but de prendre le pouvoir, de dissoudre l'Assemblée nationale, d'établir des mécanismes d'intervention d'urgence, de placer des personnes sous enquête préliminaire, de réprimer la corruption systémique et d'interdire les activités politiques qui pourraient évoquer de demander la levée de la loi martiale. Le 15 mai 1980, peu avant la prorogation de l'état d'urgence sur la loi martiale, *Lee, Hak-bong*, le chef du service de sécurité, prépare un « plan d'enquête sur les perturbateurs du drapeau national »[407] et un « plan d'enquête sur la corruption de type pouvoir »[408] pour arrêter les principaux hommes politiques, dont *Kim, Dae-jung* qui était à la tête d'un mouvement national visant à promouvoir la démocratisation, centré sur l' « Union Nationale pour la démocratie et l'unité nationale »[409], et les a présentés à *Chun* qui a ordonné les arrestations[410].

Kim, Dae-jung était l'une des figures clés de la vie politique et sociale de la Corée du Sud, un géant politique de l'opposition qui a joué un rôle central dans le mouvement pro-démocratique, et la personne que la dictature voulait le plus haïr et détruire[411]. Étant donné que *Kim* était le candidat présidentiel du Nouveau parti démocratique, parti d'opposition, et affronte le président sortant, *Park Chung-hee*, lors de l'élection présidentielle d'avril 1971[412], à partir de ce moment, *Kim* devient la figure la plus influente de la politique sud-coréenne et ses opposants commencent à le considérer sérieusement comme un « homme dangereux », tandis que ses partisans voient en lui un « grand réformateur »[413].

Kim a été arrêté le 17 mai 1980, au moment où la nouvelle junte étendait à tout le

---

407 국기문란자 수사계획 en coréen.

408 권력형 부정축재자 수사계획 en coréen.

409 민주주의와 민족통일을 위한 국민연합 en coréen.

410 Choi, 2020, *op.cit*., p.65.

411 김삼웅, *김대중 평전* (Sam-woong Kim, *Biographie de Kim Dae-Jung),* vol.1, Seoul :시대의창 (Sidaebooks), 2014, p.8 ; 전재호, « 한국의 민주화 이행에서 김대중의 역할 1980~1987년 » (Jae-ho Jeon, « Le rôle clé de Kim Dae-jung dans le processus de démocratisation en Corée du Sud entre 1980 et 1987»), *기억과 전망 (Memory & Vision)*,no.3, 2016, p.247.

412 *Park Chung-hee* a obtenu 53,2 % des voix et *Kim Dae-jung* 45,3 %. Cette élection de 1971 a été la dernière élection présidentielle directe en Corée du Sud jusqu'en 1987 : « 역대 대선 투표/득표율 », 기록으로 보는 대통령선거의 역사 (« Historical Presidential Votes/Percentage » dans l'aperçu historique des élections présidentielles, National Archives of Korea) ; AN-KOR.

413 홍석률, « 1971년의 김대중 » (Suk-ryul Hong, « Kim Dae-jung en 1971 »), *한국역사연구회 (Korean History Society),* 2007.

pays la loi martiale d'urgence. Le 22 mai, cinq jours après l'arrestation forcée de *Kim*, l'équipe d'enquête conjointe a annoncé les conclusions provisoires de l'affaire du « complot de l'insurrection de Kim, Dae-jung »[414] comme suit :

> *Kim Dae-jung*, qui a perçu les événements du 26 octobre de [l'assassinat de *Park Chung-hee*] comme une occasion de prendre le pouvoir, a décidé qu'il ne serait pas possible de prendre le pouvoir par les activités normales du parti et les moyens légitimes, a renforcé le climat de méfiance de la population à l'égard du gouvernement et a créé une situation révolutionnaire anormale par l'incitation. […] Afin de mener des actions concrètes d'incitation de masse et de renversement du gouvernement, il a incorporé des professeurs et des étudiants réintégrés dans des organisations privées et a prié pour que les troubles scolaires se transforment en un soulèvement populaire.

Peu après, l'« Analyse des émeutes » datée du 23 mai indiquait : « Bien que la manifestation des étudiants se soit rapidement transformée en émeute en raison de la coordination en coulisses de politiciens vicieux et de forces impures, la zone de l'émeute s'est étendue à Gwangju et aux provinces en raison de la tiédeur de la répression initiale des forces d'entrée [...] Les émeutiers impurs qui suivent *Kim, Dae-jung* devraient continuer à tenter d'échapper aux puissantes forces militaires, à faire des descentes dans les commissariats de police et à provoquer des troubles imprévus dans le but d'étendre leur pouvoir dans tout le *Jeollanam-do* contre la volonté du peuple », établissant un lien entre le « mouvement démocratique du 18 mai à Gwangju » et l'« affaire du complot de la rébellion de Kim, Dae-jung »[415]. L'objectif de *Chun* était de monter un dossier de conspiration en vue de commettre une insurrection contre *Kim* en incitant les étudiants et les travailleurs à provoquer des troubles sociaux et en recevant des fonds impurs de la Corée du Nord[416].

Le 4 juillet 1980, le commandement de la loi martiale de *Chun* a annoncé les résultats définitifs de l'enquête sur l'« affaire du complot de la rébellion de Kim, Dae-jung » en terme que « le chaos social qui a suivi le 26 octobre a été provoqué par la soif impétueuse de pouvoir de Kim, Dae-jung, comme le montrent les résultats de cette enquête. Afin de parvenir à la sécurité nationale, au développement économique et au développement politique que tous les Coréens souhaitent, les pseudo-politiciens tels que Kim, Dae-jung et les éléments rouges qui portent le masque de la "démocratie" doivent être exclus de la sphère politique

[414] 김대중 내란음모 사건 en coréen.
[415] 국방부과거사진상규명위원회 (Comité de recherche de la vérité du ministère de la défense nationale sud-coréen), *op.cit.*
[416] Sam-woong, Kim, *op.cit*., p.520.

conformément à l'État de droit », et *Kim* et 37 autres personnes ont été renvoyées devant la chambre d'accusation de la Cour générale de la loi martiale du service des poursuites du quartier général de l'armée pour conspiration en vue de commettre une insurrection, violation de la loi sur la sécurité nationale, de la loi anticommuniste, de la loi sur la gestion des devises étrangères et du décret sur la loi martiale[417].

Ces étapes sont finalisées par un procès, qui est la dernière étape du processus judiciaire, et comme il s'agissait de la loi martiale à l'époque, *Kim* et d'autres ont dû subir un procès militaire. Cependant, le procès militaire lui-même est soumis à la volonté du nouveau gouvernement militaire, et les plaidoiries de *Kim* n'ont pas pu aboutir dans ce procès. *Kim* et son Union nationale pour la démocratie et l'unité nationale ont également été accusés de conspiration en vue de commettre une insurrection. En mettant en cause des hommes politiques de premier plan, ainsi que des personnalités du monde des affaires et du mouvement étudiant, la junte a cherché à saper l'ensemble du camp démocratique[418].

Cette affaire a eu un grand retentissement dans le monde, et plus particulièrement, en Europe. Le jour même de l'annonce du transfert de *Kim* au bureau du procureur du quartier général de l'armée, l'ancien chancelier ouest-allemand *Willy Brandt* a envoyé la lettre suivante au président *Choi, Kyu-ha*, demandant une enquête et des explications sur la détention de *Kim* en terme que « un examen immédiat et une clarification sont dans l'intérêt de votre pays et je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'informer de l'état de santé de M. Kim, Dae Jung »[419].

Ensuite, le 8 juillet, le Ministre allemand des affaires étrangères, *Hans-Dietrich Genscher* convoque l'ambassadeur sud-coréen *Lee, Change-hee* pour lui faire part de l'inquiétude de l'Allemagne de l'Ouest face aux événements qui se déroulent en Corée du Sud. Selon un communiqué du ministère des affaires étrangères, *Genscher* exprime sa grande inquiétude quant au sort de l'opposant sud-coréen *Kim, Dae-jung* et de ses amis politiques, ainsi qu'à l'abrogation du régime démocratique en Corée[420]. Trois jours plus tard, lors de la visite du Président français *Valéry Giscard d'Estaing* en RFA, *Genscher,* et son homologue français *Jean François-Poncet*, expriment leur inquiétude commune concernant *Kim* et la situation sud-

417 *동아일보 (The Dong-A Ilbo*), le 5 juillet 1980.
418 « 김대중내란음모사건 1 (Affaire Kim Dae-jung, no.1) », *시사오늘 (Sisaon),* le 15 mai, 2019.
419 AMAE-KOR, no.701, « 김대중 재판에 대한 각국 반응 » (1980 Réactions au procès de Kim Dae Jung), vol.2, 1980, p.7.
420 *Ibid.*

coréenne, et conviennent d'exhorter les ministres de la CEE à prendre en compte le cas de *Kim* et du gouvernement sud-coréen[421].

Le 12 juillet, la Commission d'enquête conjointe du commandement de la loi martiale a transféré *Kim* et 37 autres personnes à la division des poursuites de la Cour de la loi martiale du quartier général de l'armée. Le 16 juillet, au Luxembourg, la CPE s'accorde pour envoyer la délégation des Pays-Bas au pays du Matin calme afin de déclarer la position commune de la Communauté. Le 28 juillet, *D.Bins*, la mission temporaire des Pays-Bas en Corée du Sud rend visite au vice-ministre des affaires étrangères coréens en sa qualité de ministre des affaires étrangères par intérim et l'informe de la sensibilité de l'opinion de la CEE à l'égard de la situation en Corée du Sud : dans un premier temps, la Communauté européenne affirme comprendre la situation sud-coréenne et, notamment l'importance que revêt la sécurité aux yeux du gouvernement sud-coréen eu égard aux tensions avec la Corée du Nord, ainsi que le plan de développement économique promu par l'exécutif sud-coréen. Par ailleurs, si la Communauté européenne maintient sa volonté d'avoir de bonnes relations avec la Corée du Sud, en revanche, elle révèle aussi les réactions sensibles des Parlements nationaux, ainsi que les opinions publiques des pays européens, concernant les problèmes de violation des droits de l'homme en Corée et du cas de *Kim*. Enfin, la Communauté européenne souligne l'importance qu'elle accorde au jugement impartial et à la garantie des droits de la défense[422].

En réponse, le vice-ministre sud-coréen des affaires étrangères déclare qu'il comprenait les conseils de bonne foi des pays de la CEE, mais qu'il ne pouvait tolérer des attitudes qui reflétaient des rapports irresponsables et malveillants, notant que la bonne volonté des pays de la CEE était exploitée par la Corée du Nord, et que tout accusé se verrait garantir un traitement équitable en vertu de la loi devant les tribunaux[423].

Le 14 août, la première cour martiale de l'« affaire du complot de la rébellion de Kim Dae-jung » s'est tenue. *Kim* a comparu en audience publique 90 jours après son arrestation, en compagnie de 24 de ses collègues. Le procès s'est poursuivi pendant 19 audiences jusqu'au 17 septembre. Cela signifie que le procès s'est tenu presque tous les jours, à l'exception des week-ends. Pendant ce temps, le 27 août, *Chun* est élu 11ème président du pays, avec 99,9 % des voix, en tant que candidat unique, lors de la septième session de l'« Assemblée nationale pour

421 *Reuters*, le 11 juillet 1980.
422 AMAE-KOR, no.701, 1980, *op.cit.*
423 *Ibid.*

l'unification de la Corée »[424]. En tant que nouveau venu au pouvoir, *Chun* voulait se débarrasser le plus rapidement possible de son principal adversaire politique, *Kim, Dae-jung*, afin de pouvoir « faire table rase du passé »[425].

Le 11 septembre, le procureur de la Corée du Sud agissant dans le cadre de la Cour martiale réclame la condamnation à mort de *Kim, Dae-jung* pour conspiration en vue de commettre une insurrection et pour avoir détourné une organisation antiétatique. Cette affaire a une fois de plus provoqué de vives réactions dans monde. Lors de la réunion des experts de la pour l'Asie des 11 et 12 septembre, sous la présidence de la CEE, le Luxembourg, il est décidé que par l'intermédiaire de son ambassadeur aux Pays-Bas, demanderait à nouveau la clémence pour *Kim*, plutôt qu'une punition sévère[426].

Au Parlement européen, le 15 septembre, les députés *Sarre* et *Pelikan* au nom du groupe socialiste rédigent une proposition pour demander de lancer un appel pressant aux autorités de Séoul pour la libération de *Kim* et des 24 co-inculpés, et pour réclamer le respect de la liberté d'opinion et l'arrêt de la répression politique afin de préserver les droits élémentaires de l'homme et du citoyen[427]. Le lendemain, dans les débats de Parlement européen, *Pelikan* met en lumière la situation de *Kim* au cours de la discussion, en insistant sur les points suivants que « [Kim] sera probablement condamné à mort cette semaine, bien qu'il se dise innocent de tout complot contre l'État. Je ne comprends pas qu'une proposition de résolution qui concerne réellement une question urgente ait été renvoyée à la commission des affaires politiques et rayée de la liste des demandes de débat d'urgence »[428].

Le 17 septembre, lors de la 19ème audience de la cour martiale, *Kim* est condamné à mort. Le tribunal l'a reconnu coupable des chefs d'accusation suivants : conspiration en vue de se rebeller, violation de la loi sur la sécurité nationale, violation de la loi anticommuniste,

---

[424] 통일주체국민회의 en coréen. L' « Assemblée nationale pour l'unification de la Corée » est une institution démocratique indirecte constituée en vertu de la Constitution lors de l'établissement de la quatrième République sous la Restauration d'octobre. Ses fonctions les plus importantes étaient de promouvoir la politique de réunification pacifique, qui était au cœur de la Constitution de *Yushin*, et d'élire indirectement le président. Elle élit le président par un vote secret sans débat, élit un tiers des membres de l'Assemblée nationale et a le pouvoir de finaliser les amendements constitutionnels proposés par l'Assemblée nationale ; 갈봉근, *통일주체국민회의론* (Bong-geun Gal, *Une théorie de l'Assemblée nationale de la Corée unifiée), 한국헌법학회출판부(Société constitutionnelle de Corée),* 1978.

[425] 이도성, *남산의 부장들* (Do-sung Lee, *Les chefs de Namsan),* vol.3, 동아일보사(DongaIlbo), 1993, p.283.

[426] AMAE-KOR, no.701, 1980, *op.cit.*

[427] AHPE, PE 67.248, « Documents de séances 1980-1981 : Proposition de résolution (doc.1-374/80) » du Parlement Européen, le 15 septembre 1980.

[428] AHPE, no.1-260, « Debates of the European Parliament. 1980-1981 Session Report of Proceedings from 15 to 19 September 1980 », 1980, p.51.

violation de la loi sur la gestion des devises étrangères et violation de la loi anticommuniste, et l'a condamné à mort[429]. Les dernières paroles de *Kim*, « à mon avis, la démocratie sera rétablie dans les années 1980, et j'ai toute confiance en cela. Lorsque ce moment viendra, je demanderai que des représailles politiques ne soient plus jamais exercées dans ce pays, que ce soit dans mon intérêt ou dans celui de tous ceux qui sont décédés »[430], ont depuis été diffusées dans le monde entier et ont fait sensation. Ce jour-là, toute de suite, *Simone Veil*, la Président du Parlement européen envoie un télégramme à *Chun*, Président sud-coréen :

> Monsieur le Président, j'ai appris avec une vive émotion la condamnation à mort de Monsieur Kim Dae-Jung. Au nom de notre Assemblée, je viens vous demander, pour des raisons humanitaires, de prendre en faveur de Monsieur Kim Dae-Jung une mesure de clémence, afin que la sentence prononcée ne soit pas exécutée[431].

En même temps, le Ministre allemand des affaires étrangères *Genscher* suggère également que les États membres de la Communauté européenne demandent conjointement l'amnistie au gouvernement sud-coréen. Le lendemain, la situation de *Kim* est abordée de manière urgente au Parlement européen. Plusieurs résolutions avec demande de débat d'urgence, conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Parlement européen[432] en raison de la condamnation à mort de *Kim* cette nuit même, sont proposées par les députés[433]. Dans les débats de lendemain au Parlement, le députe socialiste, *Sarre* demande de :

> Lancer un appel urgent pour sauver la vie de Kim Dae Jung et de demander sa libération et celle des personnes accusées avec lui. Ce faisant, cette Assemblée sera fidèle à son engagement en faveur des droits de l'homme et des droits civils. C'est pourquoi je vous invite à voter en faveur de l'adoption de la procédure d'urgence pour cette proposition de résolution afin d'appeler l'opinion publique européenne à

---

429 *중앙일보 (JoongangIlbo)*, le 17 septembre 1980.

430 김대중, *김대중 자서전* (Dae-jung Kim, *L'autobiographie de Kim Dae-Jung)*, vol.1, Séoul : 삼인출판사 (Saminbooks), 2010, pp. 421-422.

431 AHPE, PE1.P1.200, « Cas Kim Dea-Jung, Pak Jeung Hi et des évènements de Kwangdjou, Corée du Sud »,1980, p.9.

432 Article 14 : « 1. L'urgence d'une discussion peut être propose au Parlement par le président, par vingt et un membres au moins, par la Commission ou par le Conseil. Cette demande doit être présentée par écrit et être motivée. Dès que le président est saisi d'une demande de discussion d'urgence, il en informe le Parlement ; le vote sur cette demande a lieu au début de la séance suivante. […] 4. La discussion d'urgence peut avoir lieu sans rapport ou sur simple rapport oral de la commission compétente. » : AHPE, « Règlement du Parlement Européen », novembre 1979.

433 AHPE, PE 67.635, « Proposition de Résolution présentée » par M. Fanti, Mme De March, MM. Ansart, Baillot, Chambeiron,Denis, Frischmann, Mme Le Roux, MM. Maffre-Bauge, Martin, Pranchere, Mme Poirier, MM.Damette, Verges, Gremetz, Piquet, Wurtz, MM.Pajetta, Gouthier, Bonaccini, Veronesi, Depasquale, Leonardi, Mme Barbarella, au nom du Groupe Communiste et apparentés, avec demande de discussion d'urgence conformément à l'article 14 du Règlement sur la condamnation à mort de Kim Dae Jung, « Proposition résolution 419-80 », 18 septembre 1980 (document 1-419/80) ; par M. Linde au nom du Groupe Socialiste et apparentés (Doc. 1-407 /80) : « Documents de séances 1980-1981 : Proposition de résolution (doc. 1-419/80) » du Parlement Européen, le 18 septembre 1980.

soutenir la campagne dans le monde entier[434].

Ainsi, l'affaire de Kim est traitée avec une approche sur les valeurs du respect des droits de l'homme et des droits civils au Parlement européen. À cette séance, le Parlement européen adopte la résolution suivante, qui insiste sur la libération de *Kim*[435]. Ensuite, la Président *Simone Veil* transmet cette dernière résolution à Séoul, accompagnée de la lettre ci-après :

> Le Parlement européen, profondément ému par la nouvelle de la condamnation à mort de M. Kim Dae-Jung, animateur de l'opposition démocratique en Corée du Sud, 1. Lance un pressant appel aux autorités de Seoul pour obtenir la grâce et la libération de M. Kim et des 24 coinculpés, 2. Demande aux gouvernements des neuf d'intervenir d'urgence auprès des autorités de la Corée du Sud pour sauver la vie de M. Kim, 3. Charge son président de transmettre la présente résolution aux ministres des affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique, et au chef d'État sud-coréen[436].

L'intérêt pour la condamnation à mort de *Kim* s'est également poursuivi dans les États membres de la Communauté européenne. Le chancelier ouest-allemand *Helmut Schmidt* envoyie le texte suivant au premier ministre *Nam, Duk-woo* en terme que « c'est avec une profonde consternation que j'ai appris que le tribunal militaire avait prononcé la peine de mort à l'encontre de M. Kim Dae-Jung et que d'autres coaccusés avaient été condamnés dans certains cas à de lourdes peines de prison. L'opinion publique allemande et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sont profondément préoccupés par cette évolution »[437].

De plus, prévenant que la Corée du Sud serait confrontée à un isolement général si Kim était exécuté, *Gensher* a déclaré qu'il avait demandé aux ministres des affaires étrangères de la CEE et aux ministres des affaires étrangères des États-Unis et du Japon de soutenir conjointement la position du gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest sur la peine de mort[438]. L'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et la France font également part de leurs préoccupations au sujet de l'incident au gouvernement sud-coréen par l'intermédiaire de leurs missions à Séoul. Le Luxembourg même publie la déclaration gouvernementale suivante :

> Le gouvernement luxembourgeois a appris avec consternation la condamnation à mort en Corée du Sud de Kim Dae-Jung. Il juge que le processus politique en cause

[434] Archive of European Integration (AEI), « EP debats Sep No. 1-260. 1980-1981 Session », p.308.
[435] Journal officiel des Communautés européennes, n° C 265/109 du 13 octobre 1980.
[436] AMAE-KOR, no.701, vol. 5, 1980, *op.cit*., p.30.
[437] AMAE-KOR, no.701, vol. 2, 1980, *op.cit.,* pp.139-143.
[438] *Ibid*., p.144.

> et surtout la sentence à la peine capitale portent très gravement atteinte aux droits de l'homme auxquels le Luxembourg est fondamentalement attaché. De telles pratiques ne peuvent en rien se justifier par les nécessités de la défense du monde libre. Le gouvernement luxembourgeois espère vivement que Kim Dae-Jung bénéficiera de toutes les voies de recours prévues par le droit coréen ; il s'attend à ce qu'en aucun cas une condamnation à mort ne soit mise à exécution[439].

Le 24 septembre 1980, *Park, Kun*, l'ambassadeur de Corée du Sud auprès des Communautés européennes prend contact avec *Simone Veil* afin d'obtenir un entretien et de discuter à propos de cette affaire en terme que « j'aimerais pourvoir prendre contact avec vous au moment qui vous conviendra. Je serais heureux de discuter avec vous du contexte et des éléments de fait concernant ce procès. J'espère pouvoir également rencontrer les autres membres du Parlement européen intéressés à ce dossier »[440]. Le 22 octobre 1980, le conseiller de l'ambassade coréenne rend visite à la Présidente du Parlement européen. Celle-ci précise alors que le Parlement européen ne cherche pas à intervenir par cette résolution dans les affaires intérieures sud-coréennes, mais que cet acte s'impose toutefois sous la mesure humanitaire. Elle insiste sur le fait que si la Communauté comprend bien le problème de sécurité de la Corée, il n'est cependant pas prudent d'utiliser *Kim* à des fins politiques. De plus, l'image de la Corée sur la scène internationale pourrait être endommagée si *Kim* était condamné à mort[441].

De plus, le Parlement européen demande également à d'autres institutions de se pencher sur cette situation. Le 15 septembre, quatre jours après l'audience sur la peine de mort de *Kim*, le groupe communiste du Parlement européen envoie une lettre au Président de la Commission des Communautés européennes, *Roy Jenkins,* en terme que « il faut arracher à la mort Monsieur Kim Dae Jung coupable seulement de lutter à Séoul pour la démocratie et la liberté de son peuple. Au nom des 44 Parlementaires de notre Groupe, nous vous demandons Monsieur le Président d'intervenir immédiatement - car les heures pressent - auprès du Général [Chun] Doo Hwan pour que Kim Dae Jung soit arraché aux mains des bourreaux, d'autant plus que certains des États membres et la Communauté elle-même entretiennent des relations qui confortent le régime militaire sud-coréen »[442]. Le 6 octobre, la Commission répond que « la Commission partage en effet les graves inquiétudes que ce procès a inspiré aux gouvernements des États membres ainsi qu'à, de nombreux membres du Parlement européen. Le vice-président

[439] AMAE-KOR, no.701, vol.5, 1980, *op.cit.*
[440] AHPE, PE1.P1.200, 1980, *op.cit.*
[441] *Ibid.,* et AMAE-KOR, no.701, vol.5, 1980, *op.cit.*, p. 49.
[442] AHCE, INV 1/2018, *op.cit*., pp.6-7.

Haferkamp a fait part de notre préoccupation à l'ambassadeur de la République de Corée »[443].

Après avoir reçu la « Résolution sur la condamnation à mort du leader de l'opposition sud-coréen, M.Kim Dae-Jung », que le Parlement européen adopte au cours de sa période de session de septembre 1980[444], la Coopération politique européenne est également intervenue en faveur de *Kim*. Le lendemain du jour où la peine de mort a été requise au cours de l'audience de jugement de l'appel concernant de Kim, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères à Luxembourg du 4 novembre 1980, le ministre des Affaires étrangères allemand, *Genscher* propose de demander le recours en grâce de *Kim* au gouvernement coréen[445]. En outre, selon les propos de *Jean François-Poncet*, ministre des Affaires étrangères français, les neuf gouvernements de la CEE peuvent accomplir les démarches successives auprès des autorités sud-coréennes[446].

Le 24 novembre, le chancelier allemand *Schmidt* a de nouveau soulevé la question de *Kim* dans son premier discours correctif du nouveau cabinet devant la Chambre des représentants que « à ce stade, je voudrais une fois de plus lancer un appel au gouvernement de la république de Corée pour qu'il accorde la liberté à l'homme politique démocrate Kim Dae jung »[447]. Ensuite, le parlement ouest-allemand adopte à l'unanimité une résolution exprimant son soutien aux efforts du gouvernement ouest-allemand pour sauver *Kim* et invitant les autres pays à faire de même[448]. Au cours d'une réunion avec l'ambassadeur de la République de la Corée en Allemagne et le secrétaire permanent aux affaires étrangères de l'Allemagne de l'Ouest, *Lef Van Well*, le 1er décembre, le dernier déclare que la Communauté européenne a l'obligation de coopérer entre les États membres sur des questions d'intérêt commun et que l'Allemagne est en mesure de prendre l'initiative sur des questions d'intérêt commun en raison de sa position politiquement importante au sein de la Communauté européenne. Il déclare également qu'il craignait que si la situation de Kim n'est pas résolue, il y aurait des répercussions très inquiétantes sur les relations de la CEE avec la Corée du Sud[449].

D'autres États membres se font l'écho de ce sentiment. L'ambassadeur néerlandais

---

443 *Ibid.*, p.6.
444 *Ibid.,* « De Ministère des affaires Etrangères et du commerce extérieur à Simone Veil », le 13 octobre 1980.
445 *Ibid.*
446 *Le Monde*, le 7 novembre 1980.
447 AMAE-KOR, no.701, « 1980년 김대중 재판에 대한 각국반응 Vol.3 독일, 11-12월 (réponse au procès de Kim de chaque pays Allemagne, novembre-décembre)», Vol.3 p.66 et p.69.
448 *Ibid*., p.76.
449 *Ibid.,* pp.87-88.

à Séoul transmet au gouvernement sud-coréen une demande de rencontre avec le président *Chun* en personne en tant que représentant de la CEE si la Cour suprême confirme la condamnation à mort de *Kim*, et le chef de mission adjoint de l'Espagne pour le Pacifique Nord, *Jose Maria Campoamor*, indique qu'« il y aura une forte réaction des pays de la CEE si Kim Dae-jung est exécuté, et l'Espagne se tient aux côtés de la CEE »[450].

Lors de la réunion des experts de l'Asie dans le cadre de la CPE, le 22 janvier 1981 au matin, il est décidé de demander à la Corée du Sud de faire preuve de clémence à l'égard de *Kim* si le verdict de la Cour Suprême à son encontre reste le même qu'auparavant. Ils ont également décidé d'envoyer une lettre correspondante au président, au premier ministre, au ministre des Affaires étrangères coréens, ajoutant qu'ils ont déjà chargé l'ambassadeur néerlandais en Corée du Sud de prendre des mesures immédiates dès que la décision de la Cour suprême sera finalisée.

Malgré les nombreuses positions européennes s'opposant au jugement militaire injuste, *Kim* est condamné à mort par la décision finale de la Cour martiale le 23 janvier 1981. Cette décision finale a, cependant, été modifiée en un emprisonnement à perpétuité l'après-midi de ce même jour. C'est le président américain élu *Ronald W. Reagan* et son conseiller à la sécurité nationale, *Richard Allen*, qui ont ensuite pris l'initiative de commuer la peine de *Kim*. *Allen* a déclaré au major général *Chung, Ho-yong*, commandant des forces spéciales, qui se rendait aux États-Unis en tant qu'envoyé spécial de *Chun*, que la mort de *Kim, Dae-jung* entraînerait une réaction américaine « comme un coup de tonnerre » et qu'il « manquerait une occasion en or de réconcilier les gouvernements de la Corée du Sud et des États-Unis »[451]. *Allen* a répondu à la demande de *Chung* d'inviter *Chun* à l'intronisation de *Reagan* en lui accordant une visite après l'inauguration à condition que la peine de *Kim, Dae-jung* soit commuée[452]. Cinq jours plus tard, *Chun* en tant que président de la République de Corée, a pu avoir l'opportunité de se rendre aux États-Unis et de s'entretenir avec le président *Reagan*[453].

Bien que cela puisse sembler un fait accompli en raison du pouvoir absolu des États-Unis sur la Corée du Sud, il s'agit clairement du résultat de l'intervention et des efforts

---

[450] *Ibid.*

[451] William H. Gleysteen, Jr., *Massive Entanglement, Marginal Influence: Carter and Korea in Crisis*, Séoul: Joongang M&B, 2002, p.216.

[452] *Ibid*., p.264.

[453] 한승헌, « 의혹과 진실 - 한승헌의 재판으로 본 현대사, (36) 김대중 내란음모 사건 (下) (Han *Seung-heon*, Suspicion et vérité en histoire contemporaine vu par le procès de Han Seung-heon, (36) Affaires de Kim (vol.II) », *경향신문 (Kyunghyang Shinmun)*, le 14 juin 2015.

des acteurs internationaux, dont la Communauté européenne, dans cette affaire, y compris la pression exercée sur le gouvernement sud-coréen. Ceci est également évident dans le comportement du gouvernement de *Chun* après l'affaire.

Durant le mois de septembre de l'année 1981, le Premier ministre coréen, *Nam, Duck-Woo* part en tournée en Europe[454]. Cette visite vise à renforcer les amitiés existantes, à développer la coopération économique et à corriger les préjugés sur les questions des droits de l'homme. Particulièrement, elle visait à inverser l'effet dissuasif de l'affaire *Kim, Dae-jung* sur l'opinion internationale à l'égard de la Corée du Sud et du nouveau gouvernement de *Chun*. Le 10 septembre, *Nam* visite la Communauté européenne. Les relations bilatérales étant toujours étroitement liées aux liens économiques, à première vue, la visite de *Nam* dans la Communauté européenne semble porter sur des négociations économiques. Toutefois, la visite du Premier ministre *Nam* dans la CEE a pour fin de redorer l'image de la Corée du Sud – et potentiellement celle du Président *Chun* – sur la scène internationale[455].

Lors d'une entrevue avec le Président de la Commission de la CEE, *Gaston Thorn*, en apparence, le contenu global des discussions est principalement axé sur le commerce[456]. D'autant plus que le déficit commercial de la CEE avec la Corée du Sud s'élevant à plus d'un milliard de dollars à cette époque, c'est l'un des principaux points soulignés par *Thorn* lors de cette réunion. Néanmoins, *Thorn* souligne également l'importance du respect des droits démocratiques et des droits de l'homme comme condition du développement des échanges et de la coopération entre la Communauté et la Corée[457]. À ce sujet, *Nam* rappelle les difficultés qui sont apparues récemment et a confirmé la volonté de son gouvernement de poursuivre le processus de démocratisation en cours en Corée du Sud[458].

Au cours de cette période, grâce à la croissance économique progressive, « la Corée du sud a commencé à accorder une plus grande attention à la CEE »[459]. Parce que pour

---

454 La France, la Suède, le Danemark, la Finlande, la Belgique, le Royaume-Uni, et la CE.

455 AMAE-KOR, no.724.21, « 1981.8.28-9.15 남덕우 국무총리 구주 순방 전12권. V. 5 국별교섭 - 벨기에 및 EC », (1981.8.28-9.15 tournée de visites en Europe du premier ministre Nam, Duck-woo V.5. Belgique et CEE), 1981.

456 Le Président de la Commission, *Thorn* attire l'attention sur les principales caractéristiques de la situation économique toujours difficile dans la Communauté, à savoir l'emploi et l'inflation, et sur les efforts déployés pour maintenir la liberté des marchés face à la montée des tendances protectionnistes au niveau mondial ; la Corée, dont l'économie est fondée sur la transformation, devrait faire davantage d'efforts sur ses propres marchés à cet égard ; Bulletin des Communautés économique européennes , vol. 14 n° 9, 1981, Brussel, p.50.

457 AEI, « Europe81 », no.12, décembre 1981, p.v.

458 Bulletin of the European Communities, vol.14, no.9, 1981, p.50.

459 AEI, « The EC and the Republic of Korea », Europe information external relations, September 1981, p.2.

la CEE, l'émergence des nouveaux pays industrialisés en tant que catégorie distincte au sein des pays en développement, comme la Corée du Sud, force sa stratégie économique à conserver ses marchés, y compris les marchés de capitaux, dans une situation de ralentissement économique. L'intérêt économique de la CEE pour la Corée du Sud se manifeste également par le fait qu'une délégation de la Communauté, dirigée par *Paul Luyten*, Directeur général adjoint de la direction générale des relations étrangères de la commission des Communautés européennes, chargé notamment des négociations commerciales multilatérales (GATT, lancement de l'Uruguay Round), des relations avec l'OCDE et avec différents pays d'Extrême-Orient, s'est rendue en Corée du Sud en mai pour discuter des questions de coopération commerciale et économique entre la Corée du Sud et la CEE. Mais le fait que la Commission européenne, qui se concentre principalement sur ces négociations économiques, ait donné une voix fondée sur des valeurs à la situation coréenne dans le contexte de l'affaire *Kim Dae-jung* montre que l'identité internationale de la Communauté européenne s'est développée sur la base de valeurs.

L'affaire de *Kim, Dae-jung* a donc mis en avant les droits de l'homme et les valeurs de la Corée du Sud dans la Communauté européenne, d'autant plus que l'intérêt de la Communauté européenne pour la Corée du Sud sous la dictature de *Chun, Doo-hwan* n'allait jamais cesser. Cet événement marque un changement dans les relations de la CEE avec la Corée du Sud, qui sont passées d'une perspective économique et commerciale à une relation plus large fondée sur les valeurs et la politique, comme l'illustrent les exemples suivants sur la question écrit par le député *Van Miert* du groupe socialiste de Parlement européen aux ministres des affaires étrangères des dix États membres de la Communauté européenne se réunissant dans le cadre de la coopération politique en posant que « afin de faire toute la lumière sur la situation de M. Kim Dae Jung [...] Quelles mesures envisagent-ils de prendre éventuellement afin de contraindre le gouvernement sud-coréen à mieux respecter les droits et les libertés fondamentales de l'homme ». La CPE lui répond que :

> Les gouvernements des dix États membres de la Communauté européenne ont fait part au gouvernement de la république de Corée de leurs préoccupations au sujet de la condamnation à mort de M. Kim Dae Jung. Ils ont été satisfaits d'apprendre que le président de la République de Corée avait décidé de commuer cette peine. Les missions des dix États membres à Séoul font parvenir régulièrement des rapports sur la situation en Corée et les vues des dix gouvernements sur les droits de l'homme sont bien connues. […] les Dix ont pris acte des différentes amnisties qui ont abouti, au cours de cette année, à la mise en liberté d'un certain nombre de personnes en détention. Compte tenu de l'importance que les Dix attachent à la défense des droits

> de l'homme dans le monde, ils continueront à suivre de près le processus de libéralisation politique en république de Corée[460].

Dans le cadre de la CPE, même si aucune position officielle n'a été exprimée directement par le Conseil sur ce problème, la position qu'il adopte ci-dessus laisse présager que son point de vue sur les valeurs des droits de l'homme peut-être en train de se frayer un chemin important dans la politique étrangère.

Cela se manifeste dans la question d'une éventuelle compétence et de divisions des intérêts de la Communauté tant en matière de protection des valeurs dans le système communautaire qu'en ce qui concerne le cadre de la politique étrangère. Cependant, les organes institutionnels des Communautés européennes ont créé des mécanismes de protection des droits de l'homme ainsi qu'un certain nombre d'engagements à cet égard. Parmi ces acteurs, il convient de souligner le rôle de premier plan joué par le Parlement européen dans la protection de leurs intérêts sur les valeurs. Ainsi qu'il ressort que le Parlement européen s'est montré plus concerné par la promotion et le suivi des droits de l'homme en ce qui concerne la politique étrangère et les relations internationales que d'autres organes européens, en particulier le Conseil européen, le Parlement a non seulement légiféré pour promouvoir la protection des droits de l'homme dans le contexte communautaire, mais il a également exercé sa pression sur les autres institutions de la CEE, en particulier le Conseil européen et la Commission, pour obtenir une plus grande cohérence dans la défense des valeurs.

[460] AHPE, « Question écrite n°772/81 », Journal officiel n° C278, le 29 octobre, 1981.

3) L'action du Parlement européen en matière des droits de l'homme en Corée du Sud

a. La Corée du Sud dans le « Rapport sur les droits de l'homme dans le monde »

Le Parlement européen, élu directement par les citoyens, déclare désormais tenir un rôle particulier en s'imposant sur la scène mondiale et en attirant l'attention sur les violations des droits de l'homme. L'institution œuvre afin d'appliquer une politique européenne au plus proche des termes de la résolution adoptée en 1983, telle que citée ci-après : « conscient que les citoyens du monde entier considèrent que le Parlement européen, parlement multinational ouvert sur le monde, a un rôle particulier à jouer en attirant l'attention sur les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales »[461]. Concernant les droits de l'homme dans la Communité intérieure, les États membres sont liés par la Convention européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Cependant, il a fallu établir une politique des droits de l'homme unie afin d'agir ensemble dans le sens d'une mise en pratique authentique des principes définis au niveau de la Communauté Européenne pour affronter la problématique de sa légitimation démocratique, du caractère international de sa composition et des multiples relations intérieures et extérieures de la Communauté.

Au niveau institutionnel, un groupe de travail intitulé « Droits de l'homme » a été créé en octobre 1980 sous la direction de la commission politique du Parlement européen, et est devenue une « sous-commission des droits de l'homme » dès 1984. Cette formation permet la promotion de l'action sur les questions des droits de l'homme et a pour mandat d'examiner ces questions à l'intérieur ainsi qu'à l'extérieur de la Communauté, en particulier dans les pays liés par des traités et accords spécifiques avec la Communauté européenne[462]. Son activité

[461] « Résolution sur les droits de l'homme dans le monde », 17 mai 1983, Journal officiel des Communautés européennes, n° C 161/60 du 20 juin 1983.

[462] « Le mandat confié à ce groupe lors de la création : -conseiller la commission politique, en examinant dans le détail le nombre croissant d'affaires et de questions relatives aux droits de l'homme renvoyées à la commission politique (propositions de résolutions, pétitions, lettres et demandes d'intervention émanant des organes extérieures ainsi que des membres ou des groupes politiques du Parlement européen ; - promouvoir l'action sur les questions ayant trait aux droits de l'homme (en mandant, par exemple, au Président du Parlement européen ou à une de ses délégations, d'aborder avec des tiers des problèmes se rapportant aux droits de l'homme; en invitant la commission politique à faire pression auprès des Ministres des Affaires Etrangères à propos de questions relatives aux Droits de l'homme, notamment dans le cadre des colloques trimestriels, en demandant à la Commission d'élaborer des rapports sur des problèmes précis concernant les Droits de l'homme) ; et - conseiller l'Assemblée plénière, qui ne semble pas toujours être en mesure de procéder à un examen systématique des propositions de résolutions sur les droits de l'homme, notamment avec les demandes de discussion d'urgence qui avaient tendance à se multiplier (ce problème a cessé d'en être un pour le groupe de travail depuis qu'il a été résolu par la révision du règlement du Parlement européen; que nous verrons ultérieurement) » ; Groupe du Parti Populaire Européen du Parlement Européen, « Parlement europeen et droits de l'homme (travail de recherche réalisé par Lina Vido) », Luxembourg : Centre Europeen du Kirchberg, 1989,

principale consiste à recenser et à étudier les violations des droits de l'homme dans le monde sur la base d'un rapport présenté annuellement lors d'une séance plénière parlementaire, en « affirmant qu'ils considèrent le problème des droits de l'homme comme un aspect essentiel des relations internationales » [463] . Plus fondamentalement, le rapport contient une recommandation politique détaillée à l'intention de la Commission et des ministres des affaires étrangères réunis au sein de la CPE en vue de créer un programme européen plus complet en matière de droits de l'homme en demandant :

> La possibilité d'intégrer les considérations relatives aux droits de l'homme aux problèmes de développement et aux accords externes, et la mesure dans laquelle la question des droits de l'homme pourrait être soulevée lors d'un grand nombre de contacts extérieurs de la Communauté[464] .

Le 17 mai 1983, la session plénière du Parlement européen débat du premier rapport annuel sur les droits de l'homme de la période 1982, rédigé sous la direction du rapporteur général *Gérard Israel*[465], la responsabilité du président du groupe de travail sur les droits de l'homme. La résolution sur le rapport est adoptée par 185 voix pour, 10 voix contre et 9 abstentions lors de cette session plénière[466]. Le rapport est organisé 6 parties par région du monde[467]. La troisième partie relative aux « Pays d'Asie et d'Australasie » est rédigée par le député *Ien van den Heuvel*, en s'inspirant des sources du rapport d'*Amnesty International* pour 1982 et du rapport du Département d'État sur les pratiques en matière de droits de l'homme relevées dans un certain nombre de pays. Dans cette partie, il en ressort que la Corée du Sud est citée en relation avec l'application, sous la loi sur la sécurité nationale, de la peine de mort et des peines d'emprisonnement des personnes anti-gouvernementales qui ont pour but de nuire à l'État :

> En Corée du Sud, la peine de mort peut être appliquée lorsque l'intéressé dirige une organisation anti-gouvernementale qui a pour but de nuire à l'Etat. […] De

pp.14-15.

[463] AHPE, PE1.AP.POLI.1979.RP, « Rapport fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde et la politique communautaire en matière de droits de l'homme » par rapporteur Lord Bethell, le 27 janvier, 1984, p.11.

[464] AHUE, BAC-048/1984_0701*, op.cit*., p.9.

[465] AHPE, PE1.AP.POLI.1979.RP, « Rapport 83/83 fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde. Rapporteur général : M. Gérard ISRAEL », le 18 avril 1983.

[466] Journal officiel des Communautés européennes,1981, *op.cit.*

[467] 1. Pays entretenant des relations étroites avec la communauté et Afrique du Sud (par M. Antoinio Cariglia) ; 2. Pays du continent américain (par M. Jas Gawronsk) ; 3. Pays d'Asie et d'Australasie (par Mme Ien van den Heuvel) ; 4. Etat africains et Etats du Moyen-Orient n'étant pas membres de la Convention de Lomé et n'ayant pas conclu d'accords présentiels avec la Communauté (par Mme Marlene Lenz) ; 5. Etats membres de la Convention de Lomé (par M. Jean Penders) ; et 6. Pays signataires de l'Acte final d'Helsinki et Albanie (par M.Derek Prag).

> nombreuses personnes sont arrêtées et détenues en vertu d'une législation d'exception. De 1961 à 1981, celle-ci était connue sous le nom de loi anti-communiste. Ensuite, on a eu la loi sur la sécurité nationale de 1960. La plupart des dispositions de la première ont été reprises dans la seconde en 1981. Les personnes condamnées en vertu de ces lois risquent la peine de mort ou des peines d'emprisonnement très longues. Avant de lever l'état de siège, en 1981, on a promulgué 189 lois nouvelles concernant le fonctionnement du régime politique, de sorte que la différence entre l'état de siège et la situation actuelle est minime[468].

Ensuite, il est analysé par les catégories suivantes : torture, régime pénitentiaire, détention arbitraire, procès équitable et public, liberté d'expression et de presse, de réunion, d'association et de religion, droits de circuler librement à l'intérieur et à l'extérieur du pays, discrimination[469]. Il s'agit d'une étude approfondie des violations des droits de l'homme commises par les régimes militaires en Corée du Sud, depuis le régime de *Park* jusqu'au régime actuel de *Chun*, et en particulier des violations des droits de l'homme qui sont utilisées à travers d'outils politiques par les régimes militaires.

De plus, le rapport marque le début d'une évolution dans les efforts du Parlement pour engager plus profondément les valeurs des droits de l'homme dans les relations étrangères de la Communauté avec les pays tiers. Le 13 avril 1984, le Parlement suivit rapidement, en adoptant une résolution au nom de « Résolution sur la création d'une structure de consultation destinée à défendre les principes universels des droits de l'homme dans la Communauté européenne et les pays qui entretiennent des relations étroites avec elle »[470], afin de demander aux autres institutions de la Communauté que « la Communauté propose aux pays ayant conclu des accords d'association et des accords préférentiels avec elle d'organiser des consultations destinées à suivre, dans l'ensemble des pays considérés, l'évolution de la situation en matière de respect des libertés et des droits fondamentaux de l'homme ».

Ainsi, dans le cadre de la mise en place d'une politique étrangère des droits de l'homme dans la Communauté, centrée sur le Parlement, la Corée du Sud, qui entretenait des relations diplomatiques avec la CEE, s'est montrée particulièrement concernée par cette initiative, car elle représentait un moyen pour la CEE d'engager sérieusement les pays tiers sur les questions relatives aux droits de l'homme. Cette évolution de la politique communautaire en matière de droits de l'homme est également communiquée au gouvernement sud-coréen[471].

---

[468] AHPE, PE1.AP.POLI.1979.RP, 1983, *op.cit.,* « 3.les droits de l'homme dans les pays d'Asie et d'Australasie », p.18.

[469] Seul le droit de circuler librement à l'intérieur est considéré comme « respecté ».

[470] Journal officiel des Communautés européennes, n °C 127/126 du 14 mai 1984.

[471] AMAE-KOR, no.701, « 구주의회 인권보고서, 1983-1986 » (Rapport sur les droits de l'homme de Parlement

En outre la question des droits de l'homme sous le régime militaire de *Chun* en Corée du Sud, pays tiers de la Communauté est revenue sur le devant de la scène du Parlement. En 1985, le député de Parlement, *Alfred Lomas* du Groupe socialiste propose une solution sur le problème des droits de l'homme en Corée du Sud[472]. Il évoque notamment la loi sur la sécurité nationale de la Corée du Sud et la torture des prisonniers politiques :

> Le fait que les tortures et mauvais traitements continuent à être exercés à l'encontre des prisonniers politiques et de droit commun depuis la levée de la loi martiale, bien qu'ils soient interdits par la Constitution d'octobre 1980, et [il est considéré que] les assurances données par le gouvernement, [s'est] engagé à prendre des mesures pour éliminer de tels abus.

En effet, après le mouvement démocratique de *Gwangju*, le mouvement pro-démocratique en Corée du Sud a été renforcé et activé à la fois quantitativement et qualitativement. Dans ces circonstances, la répression du régime de *Chun* s'est intensifiée en proportion directe. La torture était si répandue et si brutale que le régime peut être décrit comme une « république de la torture »[473].

À peu près au même moment, le rapport parlementaire sur les droits de l'homme est publié. Le rapport pour l'année 1985[474], élaboré par *Ien van den Heuval* et déposé au Parlement européen le 25 mai 1985, mentionne d'une part « se félicite[r] des initiatives prises, en 1984, par un certain nombre de gouvernements dans le sens d'un respect plus scrupuleux des droits de l'homme et d'un retour au processus démocratique », mais nuance son propos d'autre part en soulignant :

> Dans un certain nombre de pays d'Asie comme la Malaisie et la République de Corée, [il existe des pratiques de] torture et [de] traitements cruels, inhumains et dégradants comme contre des détenus[475].

Ainsi, après l'*affaire Kim Dae-jung*, la distinction de la junte sud-coréenne au sein

européen), 1983, pp.22-28.

[472] AHPE, Document B2-367/85, « Proposition de résolution déposée par M. LOMAS conformément à l'article 47 du Règlement sur le problème des droits de l'homme en République de Corée /Corée du Sud », le 23 mai 1985.

[473] 박원순, (고문의 한국현대사) 야만시대의 기록 3 – 전두환에서 노무현 정권까지 (Won-soon, Park, *Histoire coréenne de la torture) Registres de barbarie; vol.3- De Chun Doo-hwan à Roh Moo-hyun),* Goyang : Yuksabipyongsa (역사비평사), 2008.

[474] AHPE, PE2.AP.POLI.1984.RP, « Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 1984 et la politique communautaire en matière de droits de l'homme - Commission politique - Rapporteur: Ien van den HEUVEL », p.22.

[475] *Ibid*., p.18.

de la Communauté européenne s'est accentuée, c'est-à-dire que le niveau de ses violations de la démocratie et des droits de l'homme est devenu plus prononcé en raison des événements susmentionnés. Cela permet à l'Europe de classer la Corée du Sud aux côtés d'autres pays autocratiques d'Asie.

b. La réponse coréenne au Parlement européen sur les droits de l'homme

Toutefois, la Corée du Sud, ayant eu accès à ce rapport, commence cette fois-ci à se sensibiliser aux enjeux cités. Immédiatement, le gouvernement coréen lance des rencontres avec les députés européens par rapport à l'analyse précédemment dressée. Du 11 au 13 juin de la même année, *Shin, Jung-sub*, l'ambassadeur sud-coréen auprès de la CEE entreprend d'exercer un lobby afin de supprimer la phrase incluant la Corée du Sud de ce compte-rendu. Lors de sa rencontre avec le député *Heuvel* qui a pris part à la rédaction de cette analyse, l'ambassadeur coréen lui explique et l'informe de l'amélioration des droits de l'homme au pays du Matin calme. Par la suite, il est parvenu à obtenir le soutien des députés *Hans-Jurgen Zahorka*, *Otto Habsburg* et *Konstantinos Stavrou*, du Secrétaire général *Hans-Joachim Opitz* du Groupe du Parti populaire européen, mais aussi celui de *The Baroness Elles* et *Dame Shelagh Roberts* du Groupe des démocrates européens[476].

Le 26 juin 1985, une lettre de la part du gouvernement coréen a été transmise au Parlement, sollicitant le retrait de la partie évoquant la Corée du sud dans le rapport :

> Bien que le rapport mentionne des références positives sur le développement de mesures d'amnistie et l'abolition de l'interdiction politique, ainsi que des avancées vers une plus grande liberté de la presse dans plusieurs pays, y compris la République de Corée, je voudrais toutefois souligner qu'il semble y avoir une mauvaise compréhension de certains faits figurant dans le rapport, qui ne reflètent pas la véritable réalité dans mon pays. [...]
>
> Nous, le peuple et le gouvernement de la République de Corée, sommes fiers de nos réalisations dans le domaine des droits de l'homme au cours des dernières années, malgré la position très difficile dans laquelle ils se trouvent. Nous sommes donc d'avis que nous méritons que la communauté internationale reconnaisse et comprenne mieux nos remarquables réalisations[477].

[476] AMAE-KOR, no.701, 1983, *op.cit.*
[477] *Ibid*., pp.50-52.

Ensuite, le 27 juin, *Shin* contacte le député, *Otto Habsburg*, qui est un conservateur pro-coréen, afin de consulter sur la possibilité de rejeter le rapport à la Commission des droits de l'homme. *Habsburg* déclare qu'il est probable que le rapport soit rejeté et, dans ce cas, le rapport serait réexaminé, la section sur la Corée du Sud serait modifiée et le rapport serait invalidé[478]. Ensuite, les deux résolutions visant à supprimer la section sur la Corée du Sud est présentée par les députés *Prag* et *Habsburg*. En définitive, ce rapport est ultérieurement renvoyé à la commission politique pour un nouvel examen le 8 juillet 1985[479].

Le 5 août, l'ambassadeur *Shin* reçoit la lettre suivante de *Pflimlin*, président du Parlement européen concernant le rapport sur les droits de l'homme que « je dois vous informer que le 8 juillet 1985, lors de la session du Parlement européen, le rapport de Mme *van den Heuvel* a été renvoyé à la commission des affaires politiques pour un nouvel examen, à la lumière des différents amendements qui avaient été déposés »[480]. Finalement, le rapport est édité de sorte à enlever la partie mentionnant les violations des droits de l'homme par la Corée du Sud et a été adopté lors de la session du Parlement européen du 22 octobre 1985[481].

Dans ce schéma, l'engagement de la Corée du Sud auprès du Parlement européen se distingue, le régime de *Chun* déployant beaucoup d'efforts pour « recruter » des députés européens et faire du lobbying auprès d'eux afin d'effacer l'opprobre qui pèse sur le bilan de la Corée du Sud en matière de droits de l'homme. Pour le régime de *Chun*, qui a été stigmatisé internationalement pour une série de violations des droits de l'homme depuis qu'il a été renversé, la politique extérieure des droits de l'homme du Parlement européen est devenue une forme de politique de pression dans les relations bilatérales.

Particulièrement, c'est la première fois que la politique étrangère de la Corée du Sud, traditionnellement axée sur les relations économiques, en particulier avec la CEE, met en avant l'importance des « valeurs universelles » de la communauté internationale : la démocratie et les droits de l'homme. De plus, alors que les relations bilatérales de la CEE avec la Corée du Sud est largement caractérisées par le rôle de la Commission européenne, cela démontre que le Parlement européen peut avoir une voix et une influence dans les relations avec les pays tiers qui sont centrées sur les valeurs, comme prévu.

---

478 *Ibid*., p.53.
479 *Ibid*.
480 *Ibid*., p.63.
481 Journal officiel des Communautés européennes, n° C343/36 du 31 décembre 1985.

2. Le renforcement de la position des valeurs européennes dans les relations bilatérales (1986-1989)

A. Les valeurs européennes au sein de la diplomatie de la CEE

1) Les valeurs européennes dans le cadre de la CPE

La recherche de l'identité extérieure européenne fondée sur les valeurs s'est intensifiée à travers le projet européen, notamment avec la volonté du Parlement européen de faire avancer les choses dans les années 1980. Avant la tenue des élections directes l'année suivante, les députés européens prêtent une plus grande attention et ambitionnent d'intervenir à l'égard des différents plans gouvernementaux en amenant une réforme politique et institutionnelle de la Communauté. Le 14 février 1984, le « projet de traité instituant l'Union européenne », connu sous le nom de « *plan Spinelli* », est adopté par le Parlement européen à une large majorité et prévoit, comme objectif ultime, la création d'une Union européenne fédérale, qui accorde une importance particulière à l'identité extérieure basée sur les valeurs :

> L'Union fait porter ses efforts en matière de relations internationales sur l'établissement de la paix par le règlement pacifique des conflits, ainsi que sur la sécurité, la dissuasion des agressions, la détente, la réduction mutuelle équilibrée et contrôlable des forces militaires et des armements, le respect des droits de l'homme, le relèvement du niveau de vie dans le tiers monde, le développement et l'amélioration des relations économiques et monétaires internationales en général et des échanges commerciaux en particulier, ainsi que le renforcement de l'organisation internationale[482].

Malgré le manque de répercussion de son contenu, cela anime les gouvernements des États membres de la Communauté à définir les principaux objectifs de l'Union européenne par rapport aux valeurs qui pourraient devenir des éléments essentiels dans les relations internationales.

Le Parlement européen possède un point de vue fort sur les valeurs, en effet il « réaffirme sa conviction selon laquelle la Communauté internationale est en droit de se soucier des droits de l'homme » [483]. Il réclame que le mandat de la Communauté en matière de droits de l'homme doit être doté d'une base politique plus solide, car ses exigences instrumentales

[482] « Projet de traité instituant l'Union européenne », Bulletin des Communautés européennes, n°2, 1984, pp. 8-26.

[483] AHPE, « Résolution du 22 oct. 1985 », Journal officiel des Communautés européennes n° C343 du 31 décembre 1985.

restrictives rendaient difficile un engagement direct avec eux dans le cadre des politiques étrangères de la Communauté. Dans son « rapport sur les droits de l'homme dans le monde » en 1985, le Parlement fait une proposition et estime que « la politique communautaire [qui] devrait être plus explicite et qu'une coordination plus poussée devrait être établie entre les différentes institutions communautaires afin que la Communauté puisse utiliser au mieux les moyens politiques et économiques considérables dont elle dispose dans le but d'encourager et de favoriser le respect des droits de l'homme »[484]. De plus, il confirme également une position ferme sur la dimension des valeurs dans les relations de la Communauté avec les pays tiers et dans sa politique étrangère dans les termes suivants :

> À redoubler d'efforts pour harmoniser et examiner leur politique bilatérale avec les pays tiers en tenant compte des droits de l'homme, surtout lorsque les relations commerciales avec les pays tiers s'étendent à des domaines tels que les ventes d'armes et les transferts de technologie nucléaires[485].

Par ailleurs, dans ce contexte, les députés européens demandent à la Commission, au Conseil et aux ministres des Affaires étrangères dans le cadre de la CPE « de faire [un] rapport par écrit au Parlement, [...] sur les mesures qui sont prises actuellement ou pourraient l'être à l'avenir en vue d'élaborer une politique commune des droits de l'homme qui soit cohérente et globale, vis-à-vis des pays tiers; [ils demandent] une nouvelle fois à la Commission, au Conseil et aux ministres des Affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique européenne de faire [un] rapport régulièrement au Parlement, en séance plénière et au cours d'entrevues avec la commission politique, sur les suites données aux résolutions du Parlement européen relatives aux droits de l'homme »[486]. Cependant, jusqu'en 1986, la revendication du Parlement européen d'un agenda des droits de l'homme plus complet basé sur les valeurs de la Communauté au sein de la politique étrangère de la Communauté, est pratiquement ignorée, notamment par les ministres des affaires étrangères[487].

En 1986, les valeurs apparaissent officiellement en tant qu'élément substantiel de la Communauté dans l'Acte Unique Européen. Même si les principales raisons de la signature de l'Acte étaient d'ordre économique, l'accent étant mis sur la libéralisation du marché

---

[484] AHPE, « Rapport fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde en 1984 et la politique communautaire en matière de droits de l'homme », le 5 juin 1985, p.23.
[485] *Ibid.*
[486] *Ibid*., p.24.
[487] Tulli, 2021, *op.cit.,* p.135.

intérieur[488], il mentionne les valeurs de la Communauté à titre principale dans son préambule, et précise que les États membres sont « décidés à promouvoir ensemble la démocratie en se fondant sur les droits fondamentaux reconnus dans les constitutions et lois des États membres, dans la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la charte sociale européenne, notamment la liberté, l'égalité et la justice sociale »[489]. Ces principes se manifestent directement dans la politique étrangère de la Communauté :

> [Les États membres sont] conscients de la responsabilité qui incombe à l'Europe de s'efforcer de parler toujours davantage d'une seule voix et d'agir avec cohésion et solidarité afin de défendre plus efficacement ses intérêts communs et son indépendance, ainsi que de faire tout particulièrement valoir les principes de la démocratie et le respect du droits et des droits de l'homme, auxquels ils sont attachés, afin d'apporter ensemble leur contribution propre au maintien de la paix et de la sécurité internationales conformément à l'engagement qu'ils ont pris dans le cadre de la charte des Nations unies[490].

Ces textes posent une pierre fondatrice concernant l'initiative des principes permettant de diffuser les valeurs de la Communauté dans ses relations internationales. De plus, grâce à l'Acte unique, la Coopération politique européenne est bien intégrée juridiquement et opérationnellement dès lors qu'elle reconnaît « contribuer de façon essentielle au développement d'une identité de l'Europe en matière de politique extérieure »[491], dans la Communauté avec les autres institutions tels qu'avec la Commission « pleinement associée »[492] et le Parlement européen qui est « étroitement [associé] »[493]. Tandis que le Parlement semblait rester marginal dans le cadre de la CPE, ce premier affirme que l'Acte « forg[e] une authentique identité européenne en matière de politique extérieure »[494], et son rôle en matière de politique étrangère est légèrement élargi pour lui permettre d'être informé régulièrement « des thèmes de politique étrangère examinés dans le cadre des travaux de la coopération politique et [de veiller] à ce que [ses] vues […] soient dûment prises en considération dans ces travaux »[495]. Cela participe à introduire l'expansion de la politique de promotion des valeurs, et notamment des droits de l'homme dans la CPE. Le Parlement européen exerce alors son nouveau pouvoir, en

---

[488] Andrew Moravcsik, « Negotiating the Single European Act: national interests and conventional statecraft in the European Community », *International Organization,* vol.45, 1991, p.19.
[489] « Acte unique européen », Journal officiel des Communautés européennes n° L 169 du 29 juin 1987.
[490] *Ibid.*
[491] *Ibid*., article 30.6 (a).
[492] *Ibid*., article 30.3 (b).
[493] *Ibid*., article 30.4.
[494] AHPE, « Résolution sur le rôle du Parlement européen en matière de politique étrangère dans le cadre de l'Acte unique européen », Journal officiel des Communautés européennes n° C 187/234 du 18 juillet 1988.
[495] « Acte unique européen », *op.cit.,* article 30.4.

vertu de l'Acte, par le biais d'avis conforme pour une forte pression sur la Communauté afin que la question des droits de l'homme soit inscrite dans la politique étrangère.

Auparavant, la politique extérieure relative aux valeurs européennes n'était pas au centre des préoccupations dans le cadre de la CPE. Or depuis l'Acte unique européen, par lequel les institutions et les procédures de la CPE ont été formellement établies et placées sous l'égide d'un Conseil européen avec la Communauté, la CPE commence à intégrer la perspective des valeurs. Autrement dit, les droits de l'homme sont devenus un thème important dans le cadre de la CPE, qui constate que cet accès aux valeurs est le résultat des efforts du Parlement :

> Les droits de l'homme sont un sujet de préoccupation majeure dans le cadre de la coopération politique européenne. C'est régulièrement que les différentes instances de la CPE se penchent en particulier sur le problème des violations des droits de l'homme […] En tout premier lieu, il est à noter que les instances de la CPE savent que leur action dans ce domaine est soutenue par les efforts considérables déployés par le Parlement lui-même[496].

De plus, la CPE établit l'application des droits de l'homme à la politique étrangère de la Communauté, et cela notamment dans les pays tiers dans lesquels « des questions se rapportant aux droits de l'homme figurent régulièrement à l'ordre du jour des groupes de travail régionaux [sur l'Asie, l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est], par exemple dans le cadre d'un examen général de la situation politique dans un pays ou parce qu'une grave détérioration de la situation des droits de l'homme justifie en soi un examen de la question »[497]. Ceci vise à démontrer que la CPE a mis au point un mécanisme permettant de tenir compte des questions relatives aux droits de l'homme lors de l'élaboration de la politique et qu'elle est prête à réagir aux abus en coordonnant la présentation de démarches conjointes. Sa vision est rapidement développée dans un manifeste rédigé par les ministres des Affaires étrangères des États membres de la Communauté, réunis dans le cadre du Conseil et de la CPE, le 21 juillet 1986. Cet écrit affirme fermement que « le respect des droits de l'homme est un élément important dans les relations entre les pays tiers et l'Europe des Douze »[498].

En outre, en 1987, la CPE crée un groupe de travail consacré aux questions des

---

[496] Coopération Politique Européenne, « Mémorandum sur l'action menée dans le cadre de la coopération politique européenne dans le domaine des droits de l'homme », le 27 mai 1986 dans l'Annexe de Groupe du Parti Populaire Européen (groupe démocrate-chrétien) du Parlement Européen [travail de recherche réalisé par Lina Vido], *op.cit.*

[497] *Ibid.*

[498] CPE, « Déclaration sur les droits de l'homme », Bruxelles, le 21 Juillet 1986.

droits de l'homme, chargé d'élaborer la politique de la CPE selon les termes suivants :

> Les douze souhaitent souligner l'importance qu'ils attachent à la promotion des droits de l'homme. Ils sont déterminés à faire en sorte que les préoccupations en matière de droits de l'homme continuent à recevoir une attention appropriée à tous les niveaux d'activité dans le cadre de la CPE. C'est dans ce contexte qu'un nouveau groupe de travail spécifiquement consacré aux questions de droits de l'homme a été créé[499].

Ce groupe de travail est destiné à compléter les travaux effectués par les groupes de travail régionaux et par ceux de la CSCE et des Nations Unies. Le travail principal de cette nouvelle instance de travail est d'améliorer l'organisation et la coordination des activités des Douze dans le domaine des droits de l'homme et de contribuer à ce que les préoccupations en matière de droits de l'homme soient dûment prises en compte à tous les niveaux de la CPE[500].

Plus précisément, selon le mémorandum, la CPE est considérée comme directement impliqué dans les questions relatives aux droits de l'homme dans les pays tiers, d'autant plus que « les missions des Douze dans certains pays tiers ont reçu comme instruction de se montrer attentives à la situation des droits de l'homme dans leur pays hôte, d'en rendre compte et de suivre certaines affaires. Dans un certain nombre de cas, les représentants des Douze dans certains pays tiers ont été invités à établir des rapports communs sur les droits de l'homme ou ont été chargés d'entreprendre certaines démarches auprès des autorités du pays hôte ou de prendre contact avec les victimes de violations des droits de l'homme »[501].

---

[499] ACCE, CM2.1987. TEMP S102, « Mandate for the EPC-working group on human rights », 1987 dans « relevé de conclusion de la 179ème réunion du Comité Politique, Copenhague, les 11 et 12 novembre 1987 », (CPE/PRES/COP 555 :22.11.1987).

[500] « Le groupe de travail sur les droits de l'homme est chargé de : 1. la discussion et la présentation de recommandations au Comité Politique sur les lignes directrices générales pour les réactions communes aux violations réelles ou prévisibles des droits de l'homme, y compris les options et les modalités de réaction des Douze ; 2. coordination des positions des Douze sur les questions relatives aux droits de l'homme susceptibles d'être soulevées dans toutes les enceintes internationales pertinentes ; 3. le groupe de travail devrait se réunir au moins deux fois par an (une fois avant la session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies et une fois avant l'Assemblée Générale). Des réunions supplémentaires pourraient être convoquées en cas de besoin. Les calendriers des réunions du groupe de travail des Nations unies et du groupe de travail sur les droits de l'homme devraient être liés ; 4. la collecte et l'évaluation d'informations sur les violations actuelles des droits de l'homme dans les différentes parties du monde et les actions entreprises par les Douze dans le cas de telles violations ; 5. la discussion et, le cas échéant, la présentation de recommandations au Comité Politique sur, entre autres, les aspects généraux des questions relatives aux droits de l'homme ainsi que sur les aspects généraux de la mise en œuvre de la politique des Douze en matière de droits de l'homme, y compris l'examen de l'équilibre général des interventions des Douze dans le domaine des droits de l'homme ; 6. faire rapport annuellement à la Commission Politique sur les actions entreprises par les Douze dans le domaine des droits de l'homme », *ibid.*

[501] CPE, « Mémorandum sur l'action entreprise dans le cadre de la Coopération politique européenne dans le domaine des droits de l'homme », le 25 mai, 1987.

En outre, les questions en matière des droits de l'homme dans le cadre de la CPE tiennent une position dominante dans les discours prononcés au nom de la Communauté européenne à l'Assemblée générale des Nations unies. Il est devenu courant de publier des déclarations communes au sein de la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies. Tant les discours prononcés au nom de la CPE en séance plénière que les déclarations faites devant la Troisième commission et d'autres commissions de l'Assemblée générale montrent qu' « il est possible d'atteindre un degré élevé de convergence des points de vue sur les questions relatives aux droits de l'homme entre les Douze »[502].

Ainsi, la mise en place, le développement progressif et la formalisation du cadre de la coopération politique européenne ont entraîné le Conseil à intervenir sur les violations concrètes des droits de l'homme et à transférer ces questions à la CPE, même dans les cas où le Conseil possède des responsabilités dans les relations avec le pays concerné sur la base d'un accord ou d'un programme communautaire[503].

[502] Marcel Zwamborn, « Human Rights Promotion and Protection through the External Relations of the European Community and the Twelve », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 7(1), 1989, p.24.
[503] *Ibid*., p.21.

2) Le poids des valeurs européennes dans les relations bilatérales

À partir du mouvement démocratique de *Gwangju* et de l'« *affaire Kim Dae Jung* », les violations des droits de l'homme se sont intensifiées sous le régime de *Chun* par l'utilisation de l'armée, de la police et des services de sécurité dans le but de consolider son pouvoir et de réprimer le mouvement de démocratisation. Les personnes considérées comme engagées dans des activités politiques contre le gouvernement sont illégalement arrêtées, détenues, interrogées et torturées, et soumises à une répression matérielle et immatérielle. Ainsi, il est rapporté que « le climat des droits civils et politiques a été dominé par les mesures énergiques de "loi et d'ordre" promulguées par le gouvernement du président *Chun*. D'autres lois ont établi un contrôle gouvernemental strict sur la presse, les réunions et manifestations publiques, et les organisations syndicales. Les services de sécurité ont été réorganisés, et la police et les agences de sécurité ont été habilitées à réprimer les troubles sociaux et civils qui, selon le gouvernement, pouvaient mettre en péril la sécurité nationale »[504]. En conséquence, *Chun* s'est fait de plus en plus remarquer au sein de la communauté internationale et par les organisations internationales de défense des droits de l'homme, telles qu'*Amnesty* et *Human Rights Watch*, au sujet des violations des droits de l'homme commises par le régime militaire coréen et la société coréenne.

La Communauté européenne continue à ajouter sa voix à ce chœur international. Lors de la question écrite de la député *Winifred Ewing* du Parlement européen, aux ministres des Affaires étrangères des dix États membres de la Communauté européenne se réunissant au sujet des droits de l'homme en Corée du Sud en 1985, la CPE suit également de près les questions relatives aux droits de l'homme en Corée du Sud. Ils estiment, notamment que :

> Bien que la situation des droits de l'homme en Corée du Sud n'ait pas fait l'objet d'une discussion spécifique dans le cadre de la coopération politique européenne, les Dix se sont à maintes reprises prononcés sur l'importance qu'ils attachent aux droits de l'homme, ainsi qu'à leur respect par tous les membres de la communauté internationale[505].

Même si la position de la CPE sur les valeurs n'a pas encore été intégrée dans sa politique étrangère avant 1986, les interventions du Parlement sur les droits de l'homme avec le mouvement international montre la volonté de la CPE d'être rappelée à l'ordre. La pression

[504] U.S. Department of State, « Country Reports on Human Rights Practices for 1981 »: Report Submitted to the Committee On Foreign Affairs, U.S. House of Representatives And Committee On Foreign Relations, U.S. Senate by the Department of State In Accordance With Sections 116(d) And 502B(b) of the Foreign Assistance Act of 1961, As Amended. Washington, D.C.: U.S. G.P.O, February 1982, p.626.

[505] Journal officiel des Communautés européennes, n° C334/27 du 23 décembre 1985.

exercée par la Communauté européenne, notamment par le biais des rapports parlementaires sur les droits de l'homme dont il a été question plus haut, a porté un coup sévère au gouvernement de *Chun*.

Sous ces pressions, *Chun* s'est efforcé d'éviter d'être étiqueté par la communauté internationale comme violant les droits de l'homme. De fait, dans le cadre d'une croissance significative des accords internationaux contenant des normes en matière de droits de l'homme contraignantes pour les parties, l'adhésion au discours sur les droits de l'homme dans le contexte universel s'est résumée à la promotion d'« une moralité mondiale »[506]. À partir des années 1980, et depuis la fin de la guerre froide, divers groupes à travers le monde et tous les gouvernements libéraux commencent à intervenir pour donner plus de substance à la norme mondiale des droits de l'homme[507], en procédant à l' « internalisation des droits de l'homme ». Alors que cette interdépendance mondiale s'intensifie dans ce climat politique et moral, les droits de l'homme commencent à être identifiés comme une condition préalable à l'établissement de la communauté internationale libérale, en tant que politique authentique capable et autorisée de s'impliquer dans les affaires de ses constituants. En conséquence, la pression politique accrue, le suivi par la communauté internationale, (y compris les autres États), les individus et les organisations non-gouvernementales jouent un rôle essentiel pour améliorer la performance gouvernementale dans ce contexte, ou du moins pour faire en sorte qu'un effort concerté au niveau des gouvernements soit fait pour être conscient de ce cadre normatif international. Cela se passe également dans le cas du gouvernement de *Chun*.

Au même moment, la Corée du Sud, qui a connu une croissance économique rapide en Asie dans les années 1980, élargit sa politique étrangère en se concentrant non plus sur les États-Unis et le Japon, mais sur le reste du monde. Parallèlement, la Communauté européenne est confrontée à la montée rapide des tendances protectionnistes sur le marché mondial, et constate que la diversification de son marché et de ses stratégies d'exportation était sérieusement encouragée comme moyen de les surmonter. Compte tenu de l'influence politique et économique croissante de la CEE, l'élargissement de ses relations avec la CEE est au cœur de la position diplomatique de la Corée à l'égard de l'Europe continentale[508]. La Corée envisage activement de renforcer sa coopération avec la CEE et c'est ce qu'illustre aussi la première

[506] Andrew Williams, *EU human rights policies: a study in irony*, Oxford: Oxford University Press, 2004, p.135.
[507] Moyn, *op.cit.,* p.218.
[508] AN-KOR, « 1985 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1985, p.43, et « 1986 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1986, p.31.

réunion de haut niveau entre la Corée du Sud et la CEE qui s'est tenue en 1983[509]. Dans ce contexte, la Communauté européenne étant l'un des principaux partenaires diplomatiques et les « droits de l'homme » figurant à l'ordre du jour politique, *Chun* n'avait pas d'autre choix que de se lancer à corps perdu.

D'autre part, l'image internationale de *Chun* devient importante dans la perspective des Jeux olympiques de Séoul en 1988. Pour *Chun*, les Jeux olympiques, avec leur capacité à attirer l'attention et le soutien du public en peu de temps et à rehausser l'image du pays, étaient l'événement idéal pour compenser le manque de légitimité de la Cinquième République, une faiblesse qui l'avait amenée au pouvoir à la suite d'un coup d'État[510]. Il voulait à tout prix éviter que l'opinion internationale ne le qualifie d'agresseur des droits de l'homme avant son ambitieuse apparition aux Jeux olympiques, car dès lors que cela aurait eu un impact majeur sur sa future vie politique. En prenant en compte de ces différents facteurs, le gouvernement de *Chun* déploie des efforts concertés pour détourner les critiques internationales concernant son bilan en matière de droits de l'homme.

En 1986, *Chun* envisage de se rendre au Royaume-Uni, en Allemagne de l'Ouest, en France et en Belgique afin de « rechercher de nouveaux niveaux de prospérité partagée avec les amis européens traditionnels, de promouvoir une plus grande diversification diplomatique, d'établir de véritables partenariats avec la Communauté européenne et de coopérer à l'organisation réussie des Jeux olympiques de 1988 »[511]. Cela souligne sa volonté de participer et de démontrer l'image internationale de la Corée du Sud. Avant d'entreprendre cette tournée, le gouvernement de *Chun* tient à s'assurer que la question des droits de l'homme en Corée du Sud ne soit pas soulevée lors de leurs rencontres[512]. Dans une lettre adressée aux ambassadeurs des quatre pays cités ci-dessus, le 14 février 1986, soit un peu plus d'un mois avant le voyage,

---

[509] La Corée du Sud est le troisième pays d'Asie où la CE tien des réunions de haut niveau, (après le Japon et la Chine), couvrant des questions dans les domaines de l'économie, du commerce et de la coopération scientifique ; Brian Bridges, « Europe and Korea : Time for a relationship », *The journal of East Asian Affairs*, vol.6 (2), 1992, p.321.

[510] En août 1980, alors que *Chun* venait de prendre le pouvoir, il a rencontré *Ryujo Sejima*, une figure de extrême droite au Japon, qui a recommandé l'organisation des Jeux olympiques ou de l'Exposition universelle comme moyen d'unir activement le peuple, sur la base de l'expérience du Japon, et Chun a répondu favorablement et s'est impliqué activement dans la candidature olympique ; 김재우, 최지훈, « 88 서울올림픽의 유치과정에 관한 연구 », (Jae-Woo Kim et Ji Hoon Choi, « Une étude sur le processus d'accueil des 88 Jeux olympiques de Séoul »), *한국체육사학회지 (The Korean Journal of History for Physical Education, Sport, and Dance),* vol.23(4), 2018, p.62.

[511] AMAE-KOR, no.724.11, « 전두환 대통령 구주순방, 1986.4.5-21 » (Tournée du président Chun Doo-hwan en Europe, 5-21 avril 1986), 1986.

[512] *Ibid.*

le ministre des Affaires étrangères sud-coréen, *Lee, Won-kyung*, leur demande ainsi de « garder à l'esprit que [leur] politique est de ne pas discuter, lors du sommet, des questions intérieures coréennes, en particulier des questions relatives aux droits de l'homme, qui ont été évoquées par certains médias occidentaux »[513]. De plus, avant son voyage en Europe, le gouvernement de *Chun* dépose à l'avance des avis de rassemblement dans des lieux clés dans ces pays, craignant des manifestations antigouvernementales de la part de la diaspora coréenne[514].

Que ce travail préalable du régime de *Chun* ait porté ses fruits ou non, les droits de l'homme en Corée du Sud n'ont pas été évoqués lors du sommet par ces quatre pays européens, ni même par la CEE. Lors de la rencontre entre le président *Chun* et le président de la Commission *Jacques Delors*, le 14 avril 1986, aucune mention des droits de l'homme n'est faite et l'accent est mis sur le renforcement de la coopération dans les relations bilatérales[515]. Cependant, les efforts du régime de *Chun* en matière des droits de l'homme n'avaient qu'une visée internationale en apparence. En réalité, la répression des droits de l'homme et de la démocratie en Corée du Sud s'est intensifiée durant cette période.

513 *Ibid.*

514 Le 6 mars 1986, un mois avant le voyage, l'ambassadeur en Allemagne de l'Ouest *Chung* a signalé au ministre des Affaires étrangères de sud-coréen que « dans le cadre des mesures de précaution contre les manifestations antigouvernementales des éléments nuisibles, ceci était informé la résidence de l'ambassade, la place devant l'hôtel de ville principal et le cimetière national de la possibilité de rassemblements le 27 février ».

515 AMAE-KOR, no.724.11,1986, *op.cit.*

3) Les efforts d'établir les relations interparlementaires

Les efforts de *Chun* pour redorer l'image des droits de l'homme en Corée du Sud aux yeux de la Communauté européenne sont particulièrement stratégiques. Il s'adresse en particulier au Parlement européen, qui place les questions relatives aux droits de l'homme au premier plan de son ordre du jour. À partir de 1985, le gouvernement de *Chun* commence à promouvoir sérieusement la constitution de relations interparlementaires entre la Communauté européenne et la Corée du Sud. Il s'agit aussi de renforcer les liens avec la CEE, étant donné l'importance pour la Corée du Sud de de maintenir une position politique et économique de plus en plus proche de la CEE sur la scène internationale[516].

En effet, dès 1979, la Corée du Sud a vu la nécessité de s'entretenir avec la CEE après avoir observé la mise en œuvre des premières élections directes au Parlement européen, et fait notamment remarquer que « des efforts diplomatiques devraient être déployés pour renforcer les contacts et la coopération avec les principales institutions de la CEE (Commission, Parlement, Conseil des ministres), et en particulier, des efforts devraient être déployés pour jeter les bases d'un renforcement des liens à long terme avec le Parlement européen, qui a été élu pour la première fois au suffrage direct en 1979 dans le but d'assurer l'intégration européenne (création d'une association d'amitié entre parlementaires coréens et européens), et renforcer la coopération politique avec la CEE »[517].

Ainsi, la Corée du Sud commence surtout à concentrer ses efforts sur le processus d'initiation de ces relations, à partir de 1985, lorsque les questions relatives aux droits de l'homme ont été ostensiblement soulevées par le Parlement européen. Autrement dit, le gouvernement sud-coréen, en s'inspirant des antécédents liés au rapport de 1985, décide d'établir des relations interparlementaires entre le Parlement européen et l'Assemblée de la République de Corée[518]. De fait, pendant le lobby effectué en raison des rapports rédigés en lien avec les droits de l'homme, la Corée du Sud remarque que l'institution européenne a adopté une position collective, ce qui a permis aux membres des États de la Communauté européenne d'élever une seule voix dans le domaine des relations extérieures. Dès lors, il est possible de constater qu'elle possède désormais la capacité d'influencer la Corée du Sud sur la scène

[516] AMAE-KOR, no. 724.53, «1983-1987 구주의회, 한 의원친선협회 » (interparlementaire entre CEE et Corée du Sud), 1987.
[517] AMAE-KOR, no. 721.1, « 한국의 대구주 외교정책 » (Politique étrangère de la Corée envers l'Europe), 1979.
[518] AMAE-KOR, no. 724.53, 1987, *op.cit.*

mondiale, non seulement d'un point de vue politique, mais aussi économique. Concernant l'image internationale, la stratégie diplomatique déployée avec l'Europe fut capitale pour la Corée du Sud à ce moment-là.

De plus, une autre approche peut être considérée comme la vigilance à l'égard de la Corée du Nord. Les années 1980 sont marquées par une hostilité considérable et mutuelle entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, associée à l'héritage de la guerre froide et à l'instauration de régimes autoritaires dans les deux pays[519]. Toutefois, étant donné que jusqu'au début des années 1980, les deux Corées avaient un niveau économique similaire, la concurrence entre les régimes s'est intensifiée. Chaque gouvernement percevait l'autre comme un objet d'absorption et poursuivait avec audace des politiques qui affichaient la supériorité de son système[520]. En outre, l'intégration favorable de la Corée du Sud dans la communauté internationale au cours de cette période, à travers les Jeux asiatiques de Séoul en 1986 et les Jeux olympiques de Séoul en 1988, conduit à l'implication constante de la Corée du Nord dans l'opinion publique internationale concernant la « question coréenne »[521]. Les deux Corées se sont donc livrées à de féroces batailles diplomatiques sur la scène internationale : elles ont donné, la priorité à l'expansion de leurs propres circonscriptions, elles ont obtenu un avantage dans ces compétitions, mais ont aussi contenu et isolé leurs adversaires[522].

---

519 La plus grande illustration de cette hostilité a été l'« Attentat de Rangoun ». Le 9 octobre 1983, un attentat à la bombe nord-coréen a tenté d'assassiner le président *Chun Doo-hwan*, alors qu'il était en visite en République socialiste de Birmanie, tuant 17 membres de l'entourage officiel du président et de la presse qui l'accompagnait, et en blessant plus de 10 autres.

520 La similarité du développement économique entre les deux Corées jusqu'au début des années 1980 a également conduit à une concurrence intense entre les régimes ; 남성욱, « 80년대 남북관계와 한국사회의 대북관: 이상과 현실 », (Sung Wook Nam, « La relation entre la Corée du Sud et la Corée du Nord et Le regard porté sur la Corée du Nord dans la société coréenne des années 1980 : un idéal et une réalité »), *국제문제연구 (National Security and Strategy)*, vol.13(4), 2013, p.165.

521 La « question coréenne » découle de de l'adhésion des deux États de la péninsule coréenne à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Après l'indépendance et la mise en place de gouvernements séparés, la Corée du Sud a cherché à adhérer aux Nations unies, mais le veto de l'Union soviétique l'en a empêchée plusieurs reprises. La Corée du Nord a également tenté d'adhérer aux Nations unies, mais s'est heurtée à l'opposition des États-Unis et d'autres grands pays libéraux membres de l'ONU. Ce point était important pour les deux pays, car l'adhésion à l'ONU aurait donné à leurs gouvernements respectifs une légitimité sur la scène internationale. En 1973, le gouvernement de *Park Chung-hee* a proposé que la Corée du Sud et la Corée du Nord adhèrent simultanément aux Nations unies, alors que l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest avaient rejoint les Nations unies côte à côte et que la réunification commençait à se mettre en place. La Corée du Nord de *Kim Il-sung* a répliqué en proposant d'adhérer aux Nations unies en tant que siège unique sous le nom de *République fédérale de Corée(고려연방공화국)*, arguant que cela perpétuerait la division de la péninsule coréenne. La Sud a rejeté la proposition du Nord, y voyant une occasion de saper la légitimité de la Corée du Sud et l'alliance entre les États-Unis et la Corée du Sud. Depuis lors, les tensions et les conflits entre les deux pays au sujet de l'adhésion à l'ONU se sont poursuivis.

522 김지형 « 1980년대 초 남북한의 제3세계 외교경쟁 : 공개 외교문서(1979~1981)를 중심으로 » (Ji-Hyung Kim, « La concurrence étrangère dans le tiers monde de la Corée du Nord-Sud au début des années 1980 : centré sur

Dans ce contexte, au début de 1985, lorsque la Corée du Nord a tenté de nouer sérieusement des liens diplomatique avec la Communauté européenne en invitant les députés *Ford* et *Hindley* de Groupe socialiste au Parlement européen, à se rendre au nord de la péninsule coréenne[523], la Corée du Sud a ressenti le besoin urgent de promouvoir davantage de relations substantielles avec la Communauté européenne, en établissant une relation dans l'inter-parlement dans l'espoir de « contrecarrer les efforts de la Corée du Nord pour envahir l'Occident »[524].

Ainsi, le gouvernement de la Corée du Sud entame le processus d'établissement des relations interparlementaires avec le Parlement européen. Les 9 et 10 juillet 1985, l'ambassadeur coréen en Belgique *Shin Jung-sub* rencontre l'ancien président Pieter *Dankert* du Groupe socialiste, et *James Elles* du Groupe des démocrates européens, *Roberto Formigoni* du Groupe du parti populaire européen et *Egon A. Klepsch* du Groupe du parti populaire européen (Groupe démocrate-chrétien) pour leur demander de coopérer nécessairement à la création d'une association interparlementaire d'amitié. Tous se sont alors engagés à participer[525].

Le 28 décembre 1985, le président de l'Assemblée nationale coréenne, *Lee, Chai-Hyung* envoie une lettre au président du Parlement européen, *Pierre Pflimlin* pour « proposer la création de l'Association d'amitié parlementaire Corée-Parlement européen »[526]. Le 6 février 1986, une délégation conduite par le président du Comité directeur, *Lee, Sei-kee* de l'Assemblée nationale coréenne et accompagnée de *Kim, Yong-chae*, secrétaire général du Parti nationaliste, et de *Shin, Soon-bup*, secrétaire général adjoint du Nouveau Parti démocratique, rendent visite à *Pierre Pflimlin*. Ce dernier exprime alors un avis favorable à cette suggestion, en déclarant que « la proposition de créer une association d'amitié entre parlementaires coréens et européen est très intéressante »[527].

Le 12 mars 1986, le Président *Pflimlin* envoie une lettre au Président du Comité des présidents de délégations interparlementaires, *Eva Gredal* afin de solliciter son avis sur l'établissement de relations interparlementaires avec l'Assemblée nationale de la République

---

les documents diplomatiques publiés (1979~1981)»), *동북아연구 (The Journal of Northeast Asia Research),* vol.28, 2013, p.6.

523 Cela n'a pas été réalisé.

524 AMAE-KOR, no. 724.53, 1987, *op.cit.,* p.72.

525 *Ibid.*, pp.10-15.

526 AHPE, PE 104.537/BUR, « Lettre sur la proposition de création de l'Association d'amitié parlementaire Corée du Sud », le 28 décembre 1985.

527 AMAE-KOR, no. 724.53, 1987*, op.cit.,* p.92.

de Corée. *Gredal* estime que « pour des raisons politiques plus que géographiques, aucune des trois délégations du Parlement pour les relations avec l'Extrême-Orient (ANASE, Chine, ou Japon) n'a vocation [à] pour assumer l'entière responsabilité de relations avec la République de Corée. Toutefois, si une délégation parlementaire coréenne était invitée officiellement au Parlement européen, [...] il n'y aurait aucune difficulté à mettre sur pied une délégation ad-hoc pour rencontrer les parlementaires coréens et avoir des entretiens avec eux »[528]. À la suite de ses entretiens avec le président du Parlement *Lord Henry Plum* du *Groupe des démocrates européens* le 2 décembre 1986 et avec le Président du Groupe du parti populaire européen *Egon A. Klepschg* le jour d'après, l'ambassadeur coréen *Shin, Jung-sub* obtient leur soutien pour établir des relations interparlementaires avec la Corée du Sud, projet accueilli par l'opinion positive des députés européens[529].

Cependant malgré les efforts de la Corée du Sud, cela ne passe pas aussi facilement que prévu. En effet, le *Groupe socialiste* s'oppose fortement à cette idée[530] car il ressort de la liste déposée par la Corée du Sud que seuls des députés coréens issus du parti du pouvoir, le *Parti de la justice démocratique*[531], et de ceux du parti satellite, le *Parti national Corée*[532] figurent sur cette liste[533] – et qu'en revanche, aucune mention n'est faite du premier parti de l'opposition, *le Parti nouvelle Corée et la démocratie*[534] de *Kim, Dae-Jung.* Le Président du *Groupe socialiste*, *Rudi Arndt* envoie alors une lettre officielle au gouvernement coréen exprimant l'opposition de son parti à établir des relations interparlementaires en raison de la position non-démocratique de l'État en question, de la situation de *Kim, Dae-jung* et des conditions des partis d'opposition démocratique[535].

---

528 AHPE, PE 105.661/BUR, « Lettre Avis sur l'établissement de relations interparlementaires avec l'Assemblée nationale de la République de Corée », le 15 avril 1986.

529 *Simone Veil*, président du Groupe libéral, démocratique et réformateur; vice-président du Groupe des droites européennes, *Olivier Lefèvre d'Ormesson*; vice-président du Groupe du rassemblement des démocrates européens *Winifred M. Ewing* ; vice-président du Parlement Européen *The Baroness Elles*; président de la Commission politique *Roberto Formigoni* ; et les députés *Habsbourg, Zahorka* du Groupe du parti populaire européen, *Prag, Welsh* et *Moorhouse* du Groupe des démocrates européens, *Nord* du Groupe libéral, démocratique et réformateur, *Coste-Floret* du Groupe du rassemblement des démocrates européens.

530 Le Groupe communiste et apparentés et le Groupe Arc-en-ciel ont également pris une position opposée.

531 민주정의당 en coréen.

532 한국국민당 en coréen.

533 La composition de groupe de l'Assemblée nationale coréenne proposée par la partie sud-coréenne est la suivante : Président : Lee Sei-Kee (Parti de la justice démocratique), Vice-Présidents : Kim Yong-Chae (Parti national Corée), Membres : Kim In-Chong (Parti de la justice démocratique), Lee Jae-Woo(Parti de la justice démocratique), You Kyung-Hyun (Parti de la justice démocratique), Chi Tai-Youn(Parti de la justice démocratique), Kim Yun-Il (Parti national Corée).

534 신한민주당 en coréen.

535 « We are extremely preoccupied that more leaders of the democratic opposition and popular movements have been arrested and that Kim Dae-Jung and other representatives of the democratic opposition are still not freed.

Dix jours plus tard, le *Groupe socialiste* dépose une proposition critiquant la situation des droits de l'homme en Corée du Sud aux termes que « [le Parlement européen] conscient des nombreuses violations de ces droits en Corée du Sud » sollicite le rétablissement intégral des droits démocratiques de *Kim Dae-jung*, ainsi que la libération du prêtre *Moon Ik-Hwan* et des 1200 étudiants arrêtés en raison de leur opposition au gouvernement. Cette proposition relative aux droits de l'homme en Corée du Sud est adoptée par le PE[536].

De plus, une semaine plus tard, la Corée du Nord adresse une lettre aux présidents de tous les partis politiques représentés au Parlement créant ainsi un obstacle supplémentaire à la mise en place des relations interparlementaires. Cette lettre « relative à la demande de la Corée du Sud de créer une délégation parlementaire sud-coréenne au Parlement Européen […] » recommande en particulier :

> De bien vouloir prendre une position équitable vis-à-vis de ladite demande en tenant compte de la violation de la démocratie et du droit de l'homme en Corée du Sud, et en particulier de la répression du parti au pouvoir contre les parlementaires des partis d'opposition[537].

Ayant pris connaissance de ce courrier, les députés européens retirent alors leurs soutiens et ne sont plus aussi enclin à mettre en place des délégations interparlementaires indépendantes avec la Corée du Sud.

En revanche, ce changement de position a aussi pour but et pour perspective de pousser cette dernière à son intégration dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN). Parallèlement, le pays du Matin calme décide également de faire profil bas « pour éviter d'attirer l'attention concernant la question des droits de l'homme »[538]. Enfin, le 21 février 1987 est actée la décision mettant en place des délégations pour les relations entre les « pays membres de l'ANASE et de l'organisation interparlementaire de l'ANASE (OIPA) et la République de Corée »[539]. En fin de compte, la relation, qui avait été établie pour être vigilante sur les questions relatives à la Corée du Nord et aux droits de l'homme, a ironiquement

---

You will appreciate that under these circumstances my Group does not find itself in a position to support the setting-up of a formal interparliamentary delegation with your country »; AMAE-KOR, no. 724.53, 1987, *op.cit.,* p.176.

536 AHPE, Doc. B2-1306/86, « Proposition résolution », Résolution dans le Journal officiel des Communautés européennes n° C7/138 du 12 janvier 1987.

537 Envoyé par *Seo Jin -Yong*, délégué Général de Corée du Nord, le 17 décembre ; AMAE-KOR, no. 724.53*,* 1987, *op.cit.,* p.221.

538 AMAE-KOR, no. 724.53, 1987, *ibid.,* p.219.

539 Journal officiel des Communautés européennes n° C46/41 du 23 février 1987.

fini par être freinée par ces deux facteurs, mais elle a au moins établi un point de référence pour le Parlement européen et la Corée du Sud afin d'évoluer vers une relation plus coopérative.

Le Parlement européen en est également venu à apprécier l'amitié parlementaire avec la Corée du Sud. Étant donné que le cadre de l'interparlementaire est une sorte de « diplomatie », les délégations tiennent un rôle important dans la politique extérieure du Parlement. Lors de la première réunion de la délégation, portant sur les relations avec la Corée du Sud, l'accent est notamment mis sur les valeurs européennes dans les relations, en ce que « les nouvelles relations parlementaires avec la Corée du Sud sont importantes et la délégation essaiera de se rendre dans ce pays le plus tôt possible en vue notamment d'encourager la Corée [du Sud] à aller vers plus d'ouverture et de démocratie »[540]. Plus tard, lorsqu'une délégation de parlementaires européens s'est rendue en Corée du Sud du 31 janvier au 4 février 1988, cette visite a constitué une expression efficace de la pression exercée sur le gouvernement coréen en faveur des valeurs de la démocratie et des droits de l'homme :

> La visite à Séoul a effectivement ouvert un nouveau chapitre dans les relations internationales du Parlement européen. À nouveau, notre visite a manifestement été appréciée comme il ressort de la qualité des personnes qui nous ont reçus, les Coréens étant bien conscients non seulement de notre position en tant que marché pour leurs exportations, mais également du rôle politique majeur que nous jouons pour assurer la sauvegarde du statu quo délicat dans la péninsule coréenne. Eu égard à l'expérience acquise par la Communauté dans les échanges avec le Japon, il conviendrait que nous prenions très au sérieux nos relations avec la Corée, car les potentialités économiques qu'offrira ce pays dynamique au cours de la prochaine décennie ne font aucun doute[541].

L'un des objectifs des relations interparlementaires du Parlement européen est que la plupart de ses délégations actives soulèvent des questions liées aux valeurs au cours des réunions interparlementaires prenant place dans le pays partenaire. Cela représente donc une indication superficielle de la réalisation pratique de la diplomatie des valeurs de la Communauté européenne et, plus spécifiquement, de la politique étrangère mise en œuvre du point de vue des valeurs du Parlement européen.

[540] AHPE, PE 112.300, « La réunion délégation du 19 mars 1987 de Délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE et de l'organisation interparlementaire de l'ANASE (OIPA) et la République de Corée ».

[541] AHPE, PE 121.317, « Lettre adressée le 15 mars 1988, par M. Gunter Rinche, président de la délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE et de la République de Corée, à Lord Plumb, Président du Parlement européen », les 25 janvier et le 2 février 1988, p.4.

B. L'influence des valeurs européennes en Corée du Sud

1) Le rôle de la CEE dans la démocratisation de la Corée du Sud

Malgré la pression internationale exercée sur le gouvernement militaire sud-coréen, y compris par la Communauté européenne, pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratisation en Corée du Sud, les violations du régime de *Chun* se sont maintenues. Au début du régime de *Chun*, la plupart des hommes politiques et des démocrates de tout horizon étaient soumis à des restrictions politiques pour diverses raisons[542]. Cela permettait en pratique d'écarter de la scène politique les hommes politiques qui s'opposaient au régime, y compris le mouvement démocratique, et de maintenir le régime au pouvoir, de sorte que le mouvement pro-démocratique ne se soit pas développé activement, à l'exception de la lutte pro-démocratique menée dans certaines universités. Cependant, lorsque les régulateurs politiques ont commencé à être libérés à partir de 1983, les autorités politiques ont commencé à prendre des mesures telles que la réorganisation.

Au milieu de ces développements politiques, le *Nouveau Parti Démocratique de Corée*, le parti du mouvement démocratique, qui promettait une nouvelle constitution avec un système présidentiel direct, est devenu le principal parti d'opposition lors des 12ème élections générales de février 1985, malgré les nombreux obstacles et machinations de la dictature. Face à cette lancée, le régime de *Chun* tente d'une part de faire entrer le *Nouveau Parti Démocratique* à l'Assemblée nationale en promettant de négocier un amendement constitutionnel, et d'autre part, il intensifie la répression de l'opposition et du mouvement qui s'était séparé du *Nouveau Parti Démocratique*, à partir de 1985. Il lance également une vague d'arrestations contre les mouvements étudiants et syndicaux. La répression excessive du régime de *Chun* a pour effet de pousser progressivement la population à s'engager dans une forme de résistance directe au régime[543].

---

[542] CNIJ-KOR, « 정치풍토쇄신을위한특별조치법 » (Loi sur les mesures spéciales pour le renouvellement du climat politique) (Loi n° 3261, 5 novembre 1980, promulguée le 5 novembre 1980) : « Article 1. L'objectif est de contribuer au développement d'une politique démocratique en renouvelant le climat politique et en mettant en œuvre une politique morale en réglementant les activités politiques de ceux qui sont significativement responsables de la corruption ou du désordre politique ou social ».

[543] 정해구, *전두환과 80년대 민주화운동 -'서울의 봄'에서 군사정권의 종말까지 (*Hae-Gu Jung, Chun Doo-hwan et le mouvement démocratique des années 80 – du "printemps de Séoul" à la fin du régime militaire), Goyang : 역사비평사 (Yuksabipyoungsa) , 2014, pp.128-132.

L'impitoyabilité de la répression du régime de *Chun* à l'égard de ses citoyens et de la démocratie devient de plus en plus radicale. Le 14 janvier 1987, la police a arrêté illégalement *Park Jong-cheol*, étudiant en linguistique à l'Université nationale de Séoul, et l'a torturé à mort avec de l'électricité et de l'eau[544]. Les forces de l'ordre ont tenté de dissimuler l'incident, mais les médias ont révélé l'affaire. La police a nié tout acte répréhensible prétextant que « lorsque l'agent l'interrogeait par rapport à ces allégations, ce premier alors tapé du poing sur le bureau, et *Park* est soudainement tombé mort en poussant le cri 'awk' »[545]. Cependant, alors que les soupçons se multipliaient, notamment grâce au témoignage d'un médecin légiste et aux rapports des médias, la police a finalement et officiellement admis la torture le 19 janvier, soit cinq jours après l'incident, puis a placé les officiers impliqués en détention. Au fur et à mesure que l'affaire était médiatisée, l'indignation de l'opinion publique à l'égard du régime de *Chun* commence à croître. Le décès de cet étudiant est l'élément déclencheur d'un mouvement de citoyens qui se réunissent en raison de leur aversion profonde et commune pour le régime, mouvement aboutissant à la démocratisation du pays.

À ce moment, et en écho à cette affaire, le Parlement européen élève aussi sa voix à travers la proposition de résolution du député *Tridente* du *Groupe arc-en-ciel* et condamne la torture utilisée contre les prisonniers politiques en Corée du Sud :

> Le Parlement européen, A. Considérant l'arrestation et la mort d'un étudiant de 21 ans, Park [Jong-cheol], qui a succombé la semaine dernière, dans les locaux de la police, aux tortures auxquelles il était soumis – brûlures par administration de décharges électriques et immersions prolongées jusqu'à l'étouffement, B. considérant les persécutions menées par le gouvernement de Corée du Sud contre des mouvements étudiants et religieux considérés comme « subversifs »,C. considérant que tous les prisonniers politiques sont victimes d'abus et de sévices, ce qui constitue une violation évidente des principes de la Charte des droits de l'homme[546]

De cette manière, les violations des droits de l'homme commises par le régime de *Chun* ont une fois de plus été mises en évidence sur le devant de la scène au sein de la Communauté européenne. Cette situation dégradée des droits de l'homme et de la démocratie en Corée du Sud attire également l'attention de la Commission européenne. Le 29 avril 1987, la quatrième

---

[544] La police a illégalement arrêté son cadet, *Park Jong-cheol*, pour déterminer où se trouvait son camarade *Park Jong-woon*, qui était recherché dans le cadre de l' « affaire du comité de promotion de la démocratie ».

[545] *Donga Ilbo(동아일보),* le 16 janvier 1987. « *책상을 '턱'하고 치니 '억'하고 쓰러졌다* » en coréen. Cette phrase devient le symbole de la violence de la dictature de *Chun*.

[546] AHPE, PE 112.763- doc. B2-1683/86, « Proposition de résolution déposée par M. Tridente conformément à l'article 47 du règlement sur les violations des droits de l'homme en Corée du Sud », le 6 mars 1987.

réunion consultative de haut niveau entre la Corée et la CEE se tient à Bruxelles. Le ministre des Affaires étrangères *Choi, Kwang-soo* et le commissaire aux affaires extérieures *Willy De Clercq* y assistent en tant que représentants des deux parties. Au cours de cette réunion qui s'est principalement concentrée sur les relations commerciales et économiques, *De Clercq* félicite la Corée du Sud pour sa croissance économique, tout en exprimant son inquiétude quant à la situation politique. *De Clercq* pose alors la question suivante : « le développement politique de la Corée n'est-il pas en retard sur son développement économique ? », ce à quoi le ministre répond que « un gouvernement démocratique idéal ne peut être atteint du jour au lendemain, et la perception du développement politique en Corée, qui n'a que 30 à 40 ans, est différente de celle des démocraties européennes qui existent depuis des centaines d'années »[547].

Conformément au propos du ministre sud-coréen, le développement politique vers la démocratie en Corée du Sud connaît un bouleversement naissant. Le 13 avril 1987, inquiet des manifestations en cours en faveur de la démocratisation et des discussions sur l'amélioration du système d'élection directe, *Chun* annonce l'application des « mesures de protection constitutionnelles 4.13 » [548], qui interdisent toutes les discussions sur la réforme constitutionnelle[549]. Cette déclaration révèle l'intention de *Chun* d'ignorer la demande du peuple consistant à amender la Constitution afin d'établir un gouvernement démocratique avec un système d'élection directe, et sa volonté de poursuivre la dictature militaire. Il continue également à renforcer la répression à l'encontre des opposants politiques et des forces pro-démocratiques. Toutefois, ses actions déclenchent une réaction publique encore plus large que précédemment. Des organisations sociales, des chefs religieux et des professeurs d'université déclarent l'état d'urgence et des manifestations éclatent dans tout le pays, accusant le parti au pouvoir de conspiration et exigeant une réforme constitutionnelle. En conséquence, le mouvement en faveur de la démocratie prend de plus en plus d'ampleur.

En outre, la colère de l'opinion publique s'accroît au fur et à mesure que de nouvelles vérités sont révélées par le père catholique *Kim, Seung-hoon* sur la torture et le

[547] AMAE-KOR, no.761.313, « 한EC(구주공동체) 고위협의회, 제4차, Brussels, 1987, 4.28-30 » (La quatrième réunion consultative de haut niveau entre la Corée et la CE les 28 – 30 1987), 1987, pp.47-52.

[548] 413 호헌조치 en Coréen. *Chun* annonce que « Je déclare que je ne crois pas qu'il soit possible de modifier la Constitution pendant mon mandat et que je remettrai le gouvernement à mon successeur à l'expiration de mon mandat, le 25 février de l'année prochaine, conformément à la Constitution actuelle ».

[549] En particulier, 1987 était la dernière année du mandat du président *Chun Doo-hwan* et la population était impatiente de voir un changement de gouvernement. Cependant, la constitution existante ne permettait pas au peuple d'élire directement le président, de sorte qu'un amendement constitutionnel était essentiel pour établir un gouvernement démocratique.

meurtre de *Park, Jong-cheol*[550]. Le sentiment populaire contre cette dictature violente, répressive et anti-démocratique commence à évoluer et prendre la forme d'un soulèvement massif. La population révoltée forme le *Mouvement national pour le rétablissement de la Constitution démocratique*[551], la plus grande coalition démocratique formée de groupes pro-démocratiques, de communautés religieuses et de partis d'opposition de différents secteurs[552], et décide d'organiser un grand rassemblement de protestation. Les mouvements mobilisés de la société civile s'étendent aux ouvriers, aux étudiants d'université et aux Églises. Les manifestations dont le slogan est « Renversez la dictature, détruisez la loi malfaisante »[553] secouent les centres urbains de tout le pays.

Alors qu'un climat de tension permanent règne, un étudiant appelé *Lee, Han-yeol* qui manifestait à l'Université de *Yonsei* à Séoul le 9 juin, est atteint à la tête par une grenade lacrymogène lancée par des policiers. Une photo dans laquelle, rattrapé par un autre étudiant à la suite de la collision avec ce projectile, il apparaît comme tenant à peine debout et comme grièvement blessé fait la une des journaux internationaux- notamment celle du *Reuters,* et du *Joongang Ilbo* qui est l'un des trois principaux journaux quotidiens coréens. Cette nouvelle suscite l'indignation des étudiants et des citoyens, et les manifestations se propagent dans tout le pays. Le moment où cet étudiant est tombé sous les gaz lacrymogènes a marqué le début des « Manifestations démocratiques de juin »[554], il devient alors le symbole des manifestations qui s'intensifient au cours des semaines suivantes[555].

À partir du 10 juin, plus de 100 manifestations en moyenne ont lieu simultanément

---

[550] Le père *Kim Seung-hoon*, de l'Association des prêtres catholiques pour la justice (천주교정의구현전국사제단), a révélé la dissimulation par la police de la mort par torture de *Park Jong-cheol*. Il a été révélé que trois membres du ministère de la sécurité publique, dont *Park Chae-won*, le cinquième directeur adjoint du ministère, avaient monté l'affaire de toutes pièces et que cinq officiers, et non deux, avaient été impliqués dans les tortures. Le groupe de travail interagences, qui comprend le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice, le ministère de l'intérieur, le bureau du procureur général, le Secrétaire de la Maison Bleue et les chefs de ces agences, ont été systématiquement impliqué dans l'étouffement de l'affaire : « 박종철 고문사망 사건 성명서 (Déclaration sur la mort du tortionnaire *Park Jong-chul)* », 천주교정의구현전국사제단 (Association des prêtres catholiques pour la justice), le 18 mai 1987, Open archives, Korea Democracy Foundation (민주화운동기념사업회 사료관 오픈아카이브).

[551] 민주헌법쟁취국민운동본부 en Coréen.

[552] 정해구, 김혜진, 정상호, *6월 항쟁과 한국의 민주주의* (Hae-Goo Jung, Hye-Jin Kim, et Sang-Ho Jeong, *Manifestations démocratiques de juin et la démocratie coréenne*), 민주화운동기념사업회 (Korea Democracy Foundation), 2004, p.95.

[553] « 독재타도, 호헌철폐 » en coréen. C'était les principaux slogans des manifestations.

[554] 김상숙, « 1987년 6월 민주항쟁과 이한열 » (Sang-Sook Kim, « « Le soulèvement démocratique de juin 1987 et Lee Han Yeol »), *민주주의와 인권 (Journal of Democracy and Human Rights)*, vol.19, 2019, p.105.

[555] Le 3 juillet, Lee est décédé et ses funérailles, le 9 juillet, ont attiré près d'un million de personnes à Séoul.

chaque jour dans tout le pays avec rassemblant quatre à cinq millions de personnes sur une vingtaine de jours[556]. De plus en plus, la participation s'est étendue à l'ensemble du pays, avec des manifestations dans les grandes, moyennes et petites villes, ainsi qu'au niveau des comtés dans les zones rurales, tandis que la police disperse violemment les manifestants en tirant des gaz lacrymogènes[557]. En réaction à cela, les manifestants sont passés de la protestation pacifique non violente à l'autodéfense : ils brisent des blocs de trottoir, fabriquent des cocktails Molotov, attaquent des commissariats de police, des bâtiments des partis de district civils et des stations locales, et brûlent des voitures de police et des camions de pompiers utilisés pour faire taire les manifestants[558]. La résistance du peuple à la dictature tyrannique et son désir de démocratie sont féroces.

Craignant que des voix extérieures se joignent à ce mouvement et conscient que l'œil attentif de la Communauté européenne dans le domaine des droits de l'homme en raison de l'expérience passée, le régime de *Chun* frappe d'abord à la porte du Parlement européen. Les 17 et 18 juin, l'ambassadeur coréen en Belgique *Yu, Jong-ha*, se rend au Parlement européen et rencontre différentes personnalités : *Arndt*, le Président du Groupe socialiste, *Klepsch*, le Président du Groupe du parti populaire européen (Groupe démocrate-chrétien), *Prout*, le Président du Groupe des démocrates européens, Veil, la Présidente du groupe libéral et démocratique, *Rinsche*, le Président de la Délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE, l'Organisation interparlementaire de l'ANASE (OIPA) et la République de Corée, *Mallet*, le Président de Commission des relations économiques extérieures, *Elles*, la Présidente de la Commission juridique et des droits des citoyens, *Prag*, un député du Groupe des démocrates européens, *Vazquez Fouz*, un député du Groupe socialiste, *Ford*, un député du Groupe socialiste et *Vinci*, le Secrétaire du Parlement européen[559].

L'ambassadeur sud-coréen explique la situation intérieure de la Corée du Sud et demande aux députés européens de considérer la situation actuelle comme faisant partie du processus de développement démocratique en Corée du Sud, mais aussi de comprendre

---

556 서중석, *6월 항쟁* (Jung-seok Seo, *Manifestations démocratiques de juin),* Paju :Dolbegae, 2011, p.529.

557 Plus de 670 000 grenades de gaz lacrymogène ont été tirés par la police pendant le soulèvement de juin ; 오제연, « 한국 근현대사 속의 6월 항쟁 » (Je-yeon Oh, « Manifestations démocratiques de juin dans l'histoire moderne de la Corée»), 6.10 민주항쟁 30주년 기념 학술토론회 (6.10 Débat académique sur le 30e anniversaire du soulèvement démocratique), 민주화운동기념사업회 (Korea democracy foundation), 2017, p.72.

558 박준성, « 1987년 6월 항쟁은 무엇이었나 » (Jung-sung, Park, « Qu'est-ce que Manifestations démocratiques de juin 1987», *내일을 여는 역사*, vol.63, 2016, p.187.

559 AMAE-KOR, no. 724.52, « Moorhouse, James 구주의회의원 방한 초청계획 1987-88 » (Plan d'invitation le député européen Moorhouse, James 1987-88), 1988, pp.2-4.

l'engagement du gouvernement sud-coréen en faveur de la démocratisation. En réponse, les présidents *Klepsch, Prout, Veil*, et les députés *Elles* et *Rinche* déclarent que des confrontations et des conflits politiques surviendront toujours dans un pays démocratique, ils présentent donc une attitude favorable et espérant, que la situation coréenne se stabilisera bientôt et que les efforts du gouvernement et du peuple coréens pour établir la démocratie porteront leurs fruits[560].

Cependant, le député *Ford,* le Secrétaire *Toornstra*, ainsi que le président *Arndt* du Groupe socialiste, critiquent une série de politiques menées par le gouvernement sud-coréen au pouvoir. Ils soulignent que les assignations à résidence et les restrictions imposées aux rassemblements publics, même si elles sont destinées à assurer l'ordre social, sont inacceptables dans une démocratie libérale. Ils expriment l'espoir que le gouvernement sud-coréen prenne les mesures démocratiques appropriées pour éviter que la situation ne se détériore et préviennent que le groupe du parti socialiste continuerait à suivre de près la situation en Corée du Sud[561].

Par ailleurs, le « *big brother* » de la Corée du Sud, les États-Unis, ne s'est pas non plus rangé du côté du régime de *Chun*. Par une lettre personnelle, le président des États-Unis *Reagan* appelle les autorités locales à faire preuve de modération et exprime son inquiétude devant la dégradation du climat politique coréen. De plus, le président du Comité olympique américain déclare que son pays pourrait se retirer des Jeux olympiques de Séoul qui seraient tenus en 1988 si la situation présentait un risque élevé pour les athlètes américains[562].

Lors de cette répression intérieure et extérieure, le président *Chun*, contraint de marcher à reculons, est forcé d'abandonner son avidité et son obsession de posséder et de contrôler la Corée. Il relâche alors l'emprise qu'il exerçait sur celle-ci afin de lui accorder une marge de liberté tolérée vis-à-vis de la communauté internationale avant la tenue des Jeux olympiques de 1988. Finalement, le 29 juin 1987 le parti au pouvoir annonce la « Déclaration spéciale pour le dialogue national et l'évolution vers une grande nation »[563], qui comprend huit points concernant des mesures de démocratisation, y compris une nouvelle constitution, un système présidentiel d'élection directe et des améliorations de la protection des droits de l'homme[564]. Ces mesures sont annoncées par *Roh Tae-woo*, le successeur désigné du président

---

[560] *Ibid.*
[561] *Ibid.*
[562] « Les affrontements en Corée du Sud Appel de M. Reagan à la modération », *Le Monde*, le 21 juin 1987.
[563] 국민 대화합과 위대한 국가로의 전진을 위한 특별 선언 en Coréen. Ci-après dénommée la « Déclaration du 29 juin » (6.29선언).
[564] Les huit dispositions spécifiques sont les suivantes : 1) Modification du système d'élection présidentielle directe et mise en œuvre des élections présidentielles en vertu de la nouvelle constitution 2) Modification de

Chun Doo- Hwan. Face à ces affirmations, les chefs de l'opposition accueillent ces propos avec une satisfaction prudente. La déclaration, qui répond à la demande du peuple notamment pour une constitution présidentielle directe, met fin aux manifestations du peuple et ouvre la voie au pays pour dépasser l'héritage du régime militaire autoritaire et s'orienter vers un système politique démocratique.

Hors de la Corée du Sud, la réaction aux mesures en faveur de la démocratie est largement positive et accueillante. Le 2 juillet 1987, une rencontre a eu lieu entre le premier secrétaire du ministre des Affaires étrangères en Corée *Park, Soo-gil* et l'ambassadeur du Danemark *Hans J. Assing*, qui assure par ailleurs la présidence de la Communauté européenne. Ce dernier déclare que « les douze États membres de la Communauté européenne encouragent et saluent l'évolution récente de la situation en Corée et espèrent que [leur] amitié continuera à progresser sur la voie de la démocratie et du respect des droits de l'homme »[565]. Ainsi, la position favorable de la Communauté européenne à l'égard de l'acceptation des mesures de démocratisation par le gouvernement militaire a été communiquée et exprimée publiquement à l'échelle internationale à travers la déclaration de la CPE :

> Les douze États membres de la Communauté Européenne suivent attentivement la situation politique en Corée du Sud. Ils trouvent les derniers développements, dont ils ont connaissance, encourageants et s'en félicitent. Les Douze expriment leur souhait de voir ce pays ami s'acheminer rapidement, avec le concours responsable de toutes les forces politiques, vers la réalisation des objectifs de démocratie et de respect des droits de l'homme[566].

Parallèlement, le Parlement européen est également attentif à ce qu'il se passe en Corée. Presque tous les groupes politiques du Parlement européen s'expriment ce sujet en déposant des propositions[567]. La résolution commune sur la situation en Corée du Sud est

---

la loi sur les élections présidentielles pour garantir la liberté de candidature et une concurrence loyale 3) Amnistie de *Kim Dae-jung* 4) Renforcement des droits humains fondamentaux du peuple 5) Amélioration du système de liberté des médias 6) Garantie de l'autonomie de chaque section de la société 7) Garantie des activités des partis politiques 8) Prise de mesures visant à purifier la société ; *MBC NEWS*, le 29 juin 1987.

565 AMAE-KOR, no. 721.1, « 1987 한·EC(구주공동체) 정치협력 » (1987 Coopération politique Corée-CE), 1987.

566 AHUE, HVV-71-2/15-52125, « Télex hebdomaire nr 307 du 3 juillet 1987 adressé à l'ensemble des délégations extérieures et bureaux de presse et d'information dans les pays tiers », dans copie de la part du Secrétariat Général Service « information interne », Michel J. Colmant – BERL, 1987.

567 AHPE, « M. *Prag* présente la proposition de résolution au nom du groupe DE, déposée sur les événements survenus récemment en Corée (doc. B 2-661/87) » ; « M. *Ford* et d'autres présentent la proposition de résolution au nom du groupe socialiste sur la situation en Corée du Sud (doc. B 2-686/87) »; « M. Rossetti présente la proposition de résolution que M. *Cervetti* et d'autres ont déposée au nom du groupe communiste sur les récents événements survenus en Corée du Sud (doc. B 2-691/87) » ; « M. *Beyer de Ryke* présente la proposition de résolution que Mme Veil a déposé, au nom du groupe libéral, sur la crise en Corée (doc. B 2-711/87) ».

adoptée le 9 juillet 1987 :

> Le Parlement européen, A. alarmé par les troubles qui ont récemment éclaté en Corée du Sud, B. rappelant que la Corée du Sud est située dans une région soumise à des tensions internationales considérables, lesquelles pourraient être apaisées par une démocratisation de cette région du monde, C. soulignant l'importance croissante des relations tant politiques qu'économiques entre la Corée du Sud et la Communauté et considérant que les relations interparlementaires récemment instaurées avec l'Assemblée nationale coréenne pourraient être affectées par la persistance des troubles et la suppression des droits démocratiques, […] prend acte des engagements pris par l'actuel gouvernement de Corée du Sud de négocier avec l'opposition en vue de l'adoption d'une nouvelle constitution et prend note, à ce propos, du fait que le président Chun Doo Hwan a accédé aux demandes formulées par le principal parti d'opposition concernant l'organisation d'élections au suffrage direct et le rétablissement intégral des droits démocratiques pour Kim Dae Jung[568].

De la même façon, la situation politique en Corée du Sud est constamment évoquée au sein de la Communauté européenne. Lorsque le contexte sud-coréen est évoqué dans le cadre de la question écrite de *Victor Manuel Arbeloa Muru* du *Groupe socialiste* à la CPE concernant les arrestations et les tortures en Corée du Sud, la CPE démontre une attention particulière en ce qui concerne les valeurs :

> Les Douze suivent de près l'évolution de la situation des Droits de l'homme en Corée du Sud. Bien qu'une démarche commune n'a pas été entreprise jusqu'à présent, les partenaires ont individuellement attiré, à l'occasion des contacts avec des hauts représentants du gouvernement de Corée du Sud, l'attention de ceux-ci à l'importance qu'attachent les Douze aux questions des Droits de l'homme. Les partenaires ont l'impression que le gouvernement coréen est bien conscient de la nécessité de progrès dans cette matière[569].

Cependant, malgré les attentes internes et externes d'un tel transfert démocratique, les manifestations de juin, qui se sont achevées de « manière à mettre fin brusquement » avec la déclaration du 29 juin, laissent le pays dans l'expectative d'une « démocratisation incomplète »[570]. Le parti au pouvoir de *Chun*, ainsi que les partis de l'opposition, s'accordent sur une nouvelle constitution prévoyant un système présidentiel direct, et qui est promulguée, le 29 octobre à la suite d'un référendum. Néanmoins, la 13ème élection présidentielle du 13

---

[568] Journal officiel des Communautés européennes, n° C 246/67 du 14 septembre 1987.

[569] AHPE, No.3069/86, « Question Écrite de M. Victor Manuel Arbeloa Muru aux ministres des affaires étrangères des États membres de la Communauté européenne réunis dans le cadre de la coopération politique, le 30 mars 1987 ; Journal officiel des Communautés européennes n° C277/34 du 15 octobre 1987.

[570] 정일준, « 5공화국 헌법과 6·29선언 » (Il-jun, Jung, « La constitution de 5ème République et la déclaration du 29 juin) »), *민주화운동기념사업회 연구소 학술행사 자료집 (Korea democracy foundation*), 2017, p.21.

décembre n'est pas à la hauteur des attentes de la majorité des Sud-Coréens : les deux principaux candidats de l'opposition, *Kim, Young-sam* et *Kim, Dae-jung*, ne parviennent pas à s'unir et se présentent séparément, ce qui aboutit à l'élection de *Roh, Tae-woo*, qui obtient 36,6 % des voix lors de l'élection présidentielle, prolongeant ainsi le règne du nouveau gouvernement militaire[571].

En effet, dans l'opposition, *Kim, Young-sam* et *Kim, Dae-jung*, aussi appelés les « deux *Kim*s », ont établi un partenariat compétitif pour la démocratisation. Tout en poursuivant la démocratisation, les deux hommes étaient constamment en conflit ou coopéraient, en fonction de la situation politique. En outre, lorsque le soulèvement de juin a abouti à l'amendement constitutionnel du système présidentiel direct, les deux hommes se sont opposés et divisés de manière décisive, ce qui a entraîné la victoire du candidat de l'armée, *Roh, Tae-woo*, membre clé de la nouvelle junte et ami de *Chun*[572].

À la suite des résultats des élections sud-coréennes, la Communauté européenne adopte une position officielle dans le cadre de la CPE dans laquelle elle adresse ses félicitations au Président désigné et lui fait part de son espoir de voir le nouveau Président travailler sans relâche à la réalisation des aspirations de ses compatriotes à une véritable démocratie et au respect des droits de l'homme :

> À l'occasion de l'élection présidentielle en République de Corée le 16 décembre, les douze États membres de la Communauté européenne adressent leurs félicitations au Président désigné, M. Roh Tae Woo. Les Douze voient dans l'élection présidentielle au suffrage universel un nouveau pas en avant dans le processus de démocratisation de la société coréenne. Ils se félicitent des progrès accomplis à cet égard depuis l'été dernier. Ils espèrent qu'en tant que Président, M. Roh travaillera sans relâche pour répondre aux aspirations de ses compatriotes à une véritable démocratie et au respect des droits de l'homme lorsqu'il prendra ses fonctions en février prochain[573].

Enfin, tous les États membres étaient représentés lors de l'investiture du Président en février 1988.

---

[571] Les candidats de l'opposition *Kim Young-sam* et *Kim Dae-jung* se sont présentés comme candidats à la présidence pour le Parti démocratique de Corée et le Parti de la paix et de la démocratie, respectivement, divisant le vote de l'opposition avec 28,0 % et 27,1 %.

[572] 최장집, *한국 민주주의 이론* (Jang-jip, Choi, *Théorie démocratique coréenne)*, Séoul : Han Gilsa, 1993.

[573] « 87/538. Statement at the Occasion of the Presidential Election in the Republic of Korea on 16 December 1987 », European Political Cooperation Bulletin, vol.3, no 2, 1987.

Néanmoins, les divisions internes entre les partis politiques de Corée, avec leur démocratisation précaire et leurs limites bureaucratiques, se reflètent dans la visite de députés du Parlement européen. Le 25 janvier 1988 *Rudi Arndt*, le président du groupe Parti socialiste du Parlement européen, qui a eu un impact significatif sur les affaires coréennes et sur la formation des interparlementaires, se rend au pays du Matin calme à la suite de l'invitation de l'Assemblée nationale coréenne. Il rencontre alors *Kim, Young-sam*, le président du parti de l'opposition et lui dit que « le Parlement européen s'intéresse fortement au développement de la démocratie en Corée du Sud et a soutenu la position de l'opposition sud-coréenne »[574]. Il demande également si les mesures prises par le président élu *Roh, Tae-woo* le 29 juin de l'année dernière étaient réellement démocratiques, et ce qui se serait passé s'il y avait eu une unité lors de la dernière élection présidentielle[575]. *Kim* affirme que *Roh* n'est pas le type de personne à faire progresser la démocratie que s'ils avaient été unis lors des dernières élections, ils n'auraient pas pu tricher comme la dernière fois, et qu'ils s'excusaient sincèrement auprès du monde entier pour leur manque d'unité[576].

Peu après, une vingtaine de parlementaires européennes, dirigé par le président de Délégation *Gunter Rinche*, se rendent en Corée du Sud dans un cadre interparlementaire, le 31 janvier[577]. *Rinche* souligne également à cette occasion que de nombreuses personnes pensent que l'opposition aurait gagné si elle était unie, et que le seul moyen de gagner les prochaines élections générales est d'unir l'opposition. À cela, *Kim* répondit que la séparation de l'opposition est la cause son échec, et qu'ils travaillent dur pour unir l'opposition pour les prochaines élections générales[578].

Ainsi, au milieu de ces développements politiques, la Corée du Sud a surfé sur la « troisième vague »[579] et a entamé le processus de transition démocratique vers la

---

574 AMAE-KOR, no. 724.52, « Arndt, Rudi 구주의회 사회당 그룹의장 남북한 방문,1988 » (Arndt, Rudi Président du groupe socialiste de Parlement européen visitant la Corée du Sud et du Nord, 1988), 1988, pp.92-95.

575 *Ibid.*

576 *Ibid.*

577 Gunter Rinsche, Ernest Muhlen, Joachim Dalsass, James Janssen Van Raay, Reinhold Bocklet du Groupe du parti populaire européen (Groupe démocrate-chrétien),Jose Vazquez Fouz, Marie-Claude Vayssade, Jiri Pelikan, Ben Visser, Fernando Gomes, Hans-Joachim Seeler du Groupe socialiste, Roland Gaucher, du Groupe des droites européennes, Francesca Marinaro, Natalino Gatti du Groupe communiste et apparentés, Derek Prag, Richard Simmonde du Groupe des démocrates européens, Wilfried Telkamper, Jaak Vandemeule Broucke du Groupe arc-en-ciel, Gijs M. de Vries, Pedro Pinto du Groupe libéral, démocratique et réformateur, Gene Fitzgerald du Groupe du rassemblement des démocrates européens.

578 AMAE-KOR, no. 724.52, « 1987-88 구주의회 한의원 친선협회 의원 방한 » (une visite des députés européenne du Parlement européen 1987- 1988), 1988.

579 Samuel Huntington, *The Third* Wave: *Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman et Londres,

« transformation »[580]. Elle a accepté une solution de compromis entre les forces au pouvoir et les forces dissidentes pour éviter une catastrophe mutuelle, ce qui signifie que les conditions étaient réunies pour satisfaire le contenu de la démocratie procédurale et substantielle[581]. Cependant, le résultat de la transition démocratique en Corée du Sud est différent des attentes de la population. Si la Sixième République, avec ses amendements constitutionnels et les élections pour une présidence directe, a permis une réorganisation des forces dirigeantes existantes, toutefois, sa capacité à remplir sa mission de « désautoritarisation » et de démocratisation est intrinsèquement limitée.

En fin de compte, ces tâches historiques devaient attendre un nouveau gouvernement démocratique. En d'autres termes, la démocratisation sud-coréenne a été déclenchée par la résistance de la base, mais le processus de démocratisation est conduit par un certain nombre de compromis avec les forces du régime, de sorte que le régime finit par s'effondrer. Cependant dans les premières phases de la démocratisation, le noyau du régime réussit à revenir au pouvoir par le biais d'élections, à prolonger le régime d'une manière modifiée, ou à partager le pouvoir entre le régime et la résistance, ce qui fausse grandement le processus de démocratisation[582].

Les mesures de démocratisation qui commencent par la mise en place d'« une ouverture volontaire des régimes autoritaires » [583], signifient que le processus de démocratisation est initié par un compromis avec l'ancien pouvoir en place. De ce fait, les forces démocratiques ne détiennent qu'une petite fraction du pouvoir, tandis que les anciens dirigeants restent en place, incapables d'éradiquer les vestiges antidémocratiques [584]. Cette démocratisation uniquement lancée sur « le plan politique » s'est transformée exclusivement en une lutte de pouvoir et une compétition électorale dans le cadre institutionnel[585].

La mise en place du gouvernement de *Roh*, a marqué le passage de l'autoritarisme

---

University of Oklahoma Press, 1991.

580 « *Democratic transplacement* » formé par Huntington.

581 *Ibid*., p.151.

582 정대화, « 민주화 과정에서 민간권력의 형성과 역할 » (Dae-Hwa, Chung, « Une étude sur la formation et le rôle du pouvoir civil dans la démocratisation »), *민주사회와 정책연구 (Journal of Democratic Society and Policy),* vol.11, 2007, p.117.

583 마인섭, « 6 월 항쟁과 문민정부 출범 » (In-sub, Ma, « Les Manifestations de Juin et mise en place du gouvernement civil »), *동북아연구 (The Journal of Northeast Asian Studies),* 1995, p.219.

584 Jung, Korea democracy foundation, 2017, *op.cit.,*

585 *Ibid.*

à la démocratie sur le plan procédural et formel, mais cette transition démocratique ne s'est pas accompagnée d'un changement du pouvoir en place, ce qui rend la perspective de consolidation de la démocratie incertaine[586].

[586] 김용철, « 한국의 민주화운동과 민주화: 성공과 좌절 » (Yong-Cheol Kim, « Democratization Movements and Democratization in South Korea - Success and Failure -) », *Journal of Democracy and Human Rights*, 2015, vol.15, p.304.

2) Le discours européen sur le conflit entre les deux Corées

En effet, après l'attentat de Rangoun en Birmanie en 1983 qui fait rentrer la Corée du Nord au rang d'Etats promouvant le terrorisme, le régime communiste nord-coréen est condamné et se trouve isolé par la communauté internationale. Toutefois, en janvier 1984, la Corée du Nord initie un geste de réconciliation envers les États-Unis et la Corée du Sud en proposant des « pourparlers tripartites »[587], ce qui permet la reprise progressive du dialogue intercoréen. Pour la première fois, des échanges de vue économiques intercoréens[588] ont été organisés afin d'aborder les questions du commerce et du passage des frontières. Ces conversions ont eu lieu à *Panmunjom* à cinq reprises entre la fin de l'année 1984 et la fin de l'année 1985. Des désaccords sont apparus entre le Sud qui exigeait de mettre en œuvre d'abord des échanges matériels réalisables, et le Nord qui insistait de mettre en place une coopération économique et des discussions politiques au niveau des vice-premiers ministres pour garantir les échanges matériels. Cependant lors du quatrième cycle de négociations en septembre 1985, un projet d'accord incorporant les opinions des deux parties a été présenté et des progrès ont été effectués jusqu'au stade de la rédaction[589].

Toutefois, au début de l'année 1986, la Corée du Nord a à nouveau suspendu le dialogue sous le prétexte que des exercices militaires conjoints ont lieu entre la Corée du Sud et les États-Unis, « *Team Spirit* »[590]. Tous les contacts et les échanges entre les deux Corées sont interrompus et les tensions recommencent à croître[591]. Ainsi, bien que le dialogue entre les deux Corées soit plus actif qu'auparavant, la méfiance et les conflits persistent de part et d'autre,

---

[587] Le 10 janvier 1984, lors d'une réunion conjointe du Comité central du peuple et du Présidium de l'Assemblée suprême du peuple, la Corée du Nord a proposé des pourparlers trilatéraux avec les États-Unis, invitant la Corée du Sud à se joindre aux discussions en vue d'une résolution pacifique du problème intercoréen.

[588] 남북경제회담 en Coréen.

[589] « 남북관계 지식사전 » (Encyclopédie des relations Nord-Sud), 2015, National Institute for Unification Education (국립통일교육원), République de Corée.

[590] Les exercices Team Spirit ont été organisés pour la première fois en 1976 afin de renforcer le système de sécurité américano-coréen, les deux pays étant préoccupés par la mauvaise gestion de la situation sécuritaire et les provocations armées de la Corée du Nord lors de la communication de la péninsule indochinoise en 1975. Dès lors, la Corée du Nord a considéré Team Spirit comme un « exercice de guerre nucléaire visant à envahir la Corée du Nord » et a exigé l'annulation des exercices militaires américano-sud-coréens ; 이미숙, « 남북한 한미군사훈련 협상제안 분석-1990년대 초 팀스피리트훈련을 중심으로-) » (Mi-sook, Lee, « Analyse de la proposition de négociation entre les deux Corées sur l'exercice militaire conjoint Corée-États-Unis - Focus sur les exercices Team Spirit au début des années 1990 - »), *한국군사 (Korea Journal of Military Affairs),* vol.2, 2017, p.36.

[591] « 남북대화 » (Dialogue Sud-Nord), vol.41, Ministry of Unification Office of the Inter-Korean Dialogue (통일부 남북회담본부), 1986.

tandis que les tensions dans la péninsule coréenne restent une priorité dans les relations internationales, où les vestiges de la guerre froide sont toujours présents, en particulier dans le contexte d'une division conflictuelle qui valorise la sécurité de chaque partie.

La position de la CEE en la matière est révélatrice de cette réalité. En juin 1987, le député *Pierre-Benjamin Pranchère* du *groupe communiste et apparentés* au Parlement européen dépose une proposition sur « l'année internationale pour la paix et la réunification de la Corée »[592] dans les termes suivants :

> Le Parlement Européen A. pour soutenir la réunification indépendante et pacifique de la Corée et la proposition de fondation de la République confédérale démocratique du Koryo[593] ; B. pour réclamer la réalisation des pourparlers politico-militaires Nord-Sud de la Corée de haut rang et des pourparlers tripartites R.P.D. de Corée, USA et Corée du Sud ; C. pour exiger la transformation de la péninsule coréenne en zone dénucléarisée et en zone de paix ; D. pour exprimer la solidarité avec la population sud-coréenne dans sa lutte pour la démocratie, la liberté et la réunification nationale ; demande que l'année 1987 soit déclarée année internationale pour la paix et la réunification de la Corée ; et 2. charge son Président de transmettre la présente Déclaration écrite aux Ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique[594].

L'intérêt de la CEE pour la Corée, et en particulier pour le dialogue direct entre les deux Corées, se manifeste également de manière formelle sur la scène internationale. En sa qualité de président du Conseil dans le cadre de la CPE, le ministre danois des affaires étrangères, *Uffe Ellemann-Jensen* aborde la question de la péninsule coréenne dans son discours d'ouverture à l'Assemblée générale des Nations unies, le 22 septembre comme suit :

> En ce qui concerne la division de la péninsule coréenne et la tension persistante qui y règne, nous considérons que la reprise du dialogue direct suspendu entre le Nord et le Sud est le seul moyen de parvenir à une solution par des moyens pacifiques. Nous espérons que, sur la base du principe d'universalité, le peuple coréen pourra bientôt devenir membre à part entière de cette Organisation. Nous avons été encouragés par les progrès réalisés sur la voie des réformes démocratiques en République de Corée. Nous formulons nos meilleurs vœux de succès pour les

[592] Journal officiel des Communautés européennes n° C 246/8, 1987.

[593] Le système cofédéral Koryo est un plan de réunification fédérale que la Corée du Nord préconise officiellement depuis 1960. Il reconnaît les différentes idées et les différents systèmes qui existent au Nord et au Sud, tout en les unissant pour former un État fédéral unifié. Après la mise en place d'un gouvernement fédéral unifié, les gouvernements régionaux du Nord et du Sud seront chargés des affaires intérieures, tandis que le gouvernement central sera responsable des affaires étrangères et de la défense ; 박호성, « 북한 통일정책 연구의 쟁점 : '연방제' 통일방안을 중심으로 » (Ho-sung Park, « Une étude de la formule de réunification de Koea du Nord : centrée sur la fédération de l'étage inférieur »), *북한연구학회보 (North Korean Studies Review)*, vol.8(2), 2004.

[594] AHPE, PE 114.837, « Declaration ecrite 485-87 Pleniere 6.7.1987 ».

prochains jeux olympiques[595].

Le même jour, *Ellemann-Jensen* transmet aussi la position de la CEE sur les questions liées à la péninsule coréenne lors d'une réunion avec *Wu Xueqian*, ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. Cette initiative fait suite à une proposition de *Hans Jorgen Assing*, Ambassadeur du Danemark en Corée du Sud, le 17 septembre, lorsque le vice-ministre des affaires étrangères *Park, Saeng-yong* a demandé que le ministre danois des affaires étrangères transmette la position coréenne sur la péninsule coréenne à son homologue chinois lors de l'Assemblée générale des Nations unies. *Ellemann-Jensen* rappelle alors la suspension unilatérale du dialogue par la Corée du Nord en 1986 et exprime le souhait d'une reprise rapide du dialogue intercoréen direct. Il salue également les mesures de démocratisation de la Corée du Sud et appelle à la coopération de la Chine pour l'organisation réussie des Jeux olympiques de 1988 à Séoul. *Wu* souligne que la meilleure façon de résoudre le problème de la péninsule coréenne est d'instaurer un dialogue direct entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et que, par conséquent, seuls les efforts des deux parties sont essentiels pour résoudre le problème. Il ajoute que la Chine entretient des liens étroits avec la Corée du Nord, mais que la Corée du Nord est un pays souverain et indépendant, de sorte que l'influence de la Chine est très limitée. Il estime par ailleurs que les États-Unis devraient aider la Corée du Nord à sortir de son isolement en participant aux pourparlers à trois proposés par la Corée du Nord ou en établissant un contact direct avec la Corée du Nord[596].

La CEE ayant défendu la position de la Corée sur la scène internationale, l'ambassadeur coréen en Belgique auprès de la CEE, *Yu, Jong-ha*, désireux de transformer cette attention internationale en action, se tourne vers le Parlement européen afin de renforcer la position et l'image internationale de la Corée du Sud.

Pris au piège face à l'approche des Jeux Olympique de 1988, le pays du Matin calme est contraint d'adopter une stratégie visant à redorer son image internationale sur la scène extérieure afin de prouver son innocence quant aux accusations le qualifiant de responsable de violations des droits de l'homme et de la démocratie et ainsi laver et rétablir sa réputation. Le 17 septembre 1987, l'ambassadeur *Yu,* recommande un projet au ministre des Affaires étrangères, *Choi, Kwang-soo* dans le but de « promouvoir un plan visant à rehausser le profil

[595] « Statement at the Plenary Session of the UN General Assembly », le 22 septembre 1987, à New York European Political Cooperation Bulletin, vol.3 No 2, 1987.
[596] AMAE-KOR, no.726.3,1987, *op.cit.,* pp.9-10.

international de la péninsule coréenne »[597]. Cela consiste à proposer aux députés européens proches du côté de la Corée du Sud une résolution permettant de faciliter le dialogue entre deux Corées. Le ministre *Choi*, est d'accord et lui autorise à poursuivre vigoureusement.

Yu contacte *Rinsche*, le Président de la délégation pour les relations avec les pays membres de l'ASEAN et la République de Corée, et lui soumet ce projet de résolution en lui demandant de l'examiner. Celui-ci mentionne les termes suivants :

> Le Parlement européen [...] demande instamment aux gouvernements de la Corée du Sud et de la Corée du Nord de rouvrir immédiatement le dialogue entre les parties directement concernées, à savoir la Corée du Sud et la Corée du Nord, sans aucune condition préalable, et de déployer tous les efforts possibles pour renforcer la confiance mutuelle, réduire les tensions et consolider la paix dans la péninsule coréenne[598].

Rinsche indique qu'après avoir discuté de la résolution avec son groupe du Parti populaire européen (PPE), le retour était positif et qu'il aimerait proposer ce texte à la séance d'octobre du Parlement européen[599]. *Yu* contacte ensuite le député *Habsbourg* et le secrétaire *Ohls* du groupe PPE, pour solliciter le PPE afin qu'il présente la résolution et pour discuter de la manière de procéder. Il contacte également le conseiller aux affaires coréennes du groupe socialiste, *Ford*, et s'assure qu'il coopérerait avec le parti socialiste pour soutenir cette résolution. Enfin lorsqu'il rencontre le député *Prag* du Groupe des démocrates européens, il obtient son accord de principe sur la proposition de cette résolution[600].

Avec le lobbying intensif de l'ambassadeur *Yu* auprès du Parlement européen, cette proposition intitulée « Résolution sur la nécessité de renouer le dialogue entre la République de Corée et la Corée du Nord » déposée au nom de *Prag* du Groupe des démocrates européens (DE) et à celui de *Rinsche, Habsburg* et *Klepsch* du Groupe de PPE, est adoptée le 29 octobre 1987 par le Parlement. Pour cela, les consentements des députés de plusieurs groupes politiques, y compris des groupes socialistes et communistes qui étaient défavorables au gouvernement sud-coréen, ont été recueillis. Cette résolution précise en particulier que :

> Le Parlement européen [...] invite instamment les gouvernements de Corée du Nord et de Corée du Sud à rétablir le dialogue entre les deux parties de la Corée ; [...]

---

[597] AMAE-KOR, no.726.3, « 1987 구주의회의 남북대화 촉구 결의안 채택 »(adoption de resolution en faveur de dialogue de Corée au Parlement européen), 1987, p.3.
[598] *Ibid.*
[599] *Ibid.*
[600] *Ibid.*

> demande aux États membres d'engager des démarches diplomatiques en faveur de la reprise du dialogue entre la Corée du Nord et la Corée du Sud[601].

Ce projet de résolution du Parlement, qui visait à braquer les projecteurs internationaux sur la suppression des droits de l'homme et de la démocratie en Corée du Sud, a, contre toute attente, enregistré davantage de progrès. Premièrement, le rapprochement de l'alliance entre la Corée du Sud et la Communauté européenne s'est notamment renforcée. Cela est particulièrement vrai pour la Communauté européenne, qui a défendu la position de la Corée du Sud dans des forums internationaux tels que les Nations unies et a fait preuve d'une attitude favorable. Le second progrès est que l'ingérence internationale dans les normes, en particulier l'intérêt actif de la Communauté européenne pour les valeurs, a fini par avoir un impact significatif sur la politique intérieure de la Corée du Sud. Autrement dit, cette attention et le soutien international à la croissance économique qu'ils ont générée, ainsi qu'aux changements intervenus dans l'ordre international et dans le voisinage, y compris la fin possible de la guerre froide, ont incité le gouvernement de *Roh Tae-woo* à entreprendre une politique audacieuse et favorable à l'égard de la Corée du Nord[602].

---

[601] Journal officiel des Communautés européennes, n° C318/118 du 30 novembre 1987.

[602] Le 7 juillet 1988, il a publié la « Déclaration spéciale pour l'autosuffisance nationale et la prospérité unifiée ». (민족자존과 통일번영을 위한 특별선언 en Coréen). La déclaration présente six initiatives politiques, notamment : (1) Promouvoir activement les échanges intercoréens entre les Coréens, y compris les hommes politiques, les hommes d'affaires, les personnalités religieuses, les personnalités culturelles et artistiques, les athlètes, les universitaires et les étudiants, et permettre aux Coréens d'outre-mer de voyager librement entre les deux Corées ; (2) Organiser et soutenir activement l'échange de lettres, de correspondance et de visites entre les familles séparées par tous les moyens possibles d'un point de vue humanitaire, même avant la conclusion des pourparlers intercoréens de la Croix-Rouge ; (3) Ouvrir la porte au commerce intercoréen et considérer le commerce intercoréen comme un commerce intra-coréen ; (4) espère un développement équilibré de l'économie nationale afin d'améliorer la qualité de vie de tous nos compatriotes du Nord et du Sud, et ne pas opposer au commerce de biens non militaires entre notre ami et la Corée du nord ; (5) appeler à mettre fin à la rivalité destructrice et à la diplomatie de confrontation entre les deux Corées et à travailler ensemble pour aider la Corée du Nord à contribuer au développement de la communauté internationale, et pour que les représentants des deux Corées se rencontrent librement sur la scène internationale et travaillent ensemble pour le bien commun de leurs peuples ; et (6) aider la Corée du Nord à améliorer ses relations avec nos amis tels que les États-Unis et le Japon afin de créer les conditions de la paix dans la péninsule coréenne, et nous cherchons également à améliorer les relations avec les pays socialistes tels que l'Union soviétique et la Chine ; « la déclaration du 7 juillet par Roh Tae-woo » ; AN-KOR.

Conclusion

Depuis la naissance de la Communauté économique européenne, et l'approfondissement progressif de l'intégration, l'identité de la Communauté européenne dans les relations internationales a tenté d'être conceptualisée et pensée comme contribuant à la politique extérieure européenne globale, en termes de maintien des valeurs européennes. Autrement dit, même si la première Communauté européenne n'était qu'une communauté économique de caractère limité, elle a commencé à intégrer des valeurs dans sa politique étrangère, établissant ainsi sa propre identité internationale. En particulier, si l'approche fondée sur les valeurs dans le cadre de la politique étrangère de la Communauté européenne a d'abord été montrée aux pays directement et géopolitiquement concernés, tels que les pays voisins, elle a également été expérimentée dans le tiers-monde, quoique dans une moindre mesure, après l'annonce de son identité dans les années 1970. Cette évolution s'est poursuivie grâce au rôle du Parlement européen, en particulier après les élections directes de 1979.

En renforçant sa politique d'une telle manière, le PE étend et renforce sa compétence dans les relations internationales avec un pays tiers. C'est ainsi que des dispositions relatives à la garantie du respect des droits de l'homme et de la démocratie peuvent être imposées grâce à la pression exercée par le Parlement. En outre, celui-ci peut refuser d'accorder son aval en s'appuyant sur la situation politique d'un pays où les violations des droits de l'homme sont manifestes et systématiques, ou d'un pays dont le gouvernement mène des actions qui vont à l'encontre des principes des droits de l'homme. Ces conditions et attraits deviennent progressivement des éléments constituants et inhérents de l'identité internationale du Parlement, et par suite, de celle de la Communauté.

Ainsi au regard des éléments abordés précédemment, il est possible de considérer que la politique extérieure de la Communauté avec la Corée du Sud, un pays émergent, s'est établie dans deux voies diplomatiques principales depuis le début de leur relation. En effet, si leurs relations dans le domaine économique sont bien développées et continuent toujours de faire l'objet d'évolutions ; en revanche, leurs relations concernant la politique sur les valeurs, des droits de l'homme et de la démocratie – qui est un principe crucial et majeur de la Communauté – sont à l'origine de divergences entre les deux acteurs. En résumé, à cette époque de l'initiative des relations, l'identité internationale de la Communauté s'est développée dans les relations internationales de manière distincte et séparée en raison des différents acteurs, et

plus précisément dans deux directions au niveau des instruments : d'une part, depuis la Communauté économique à la Commission Européenne et d'autre part, depuis la Communauté des valeurs européennes au Parlement européen dans le cadre de la CPE. Les associations et les tensions entre les institutions ne manquent cependant pas au sein de la Communauté, tant sur les plans idéologiques et politiques qu'au niveau de leurs stratégies dans la scène mondiale.

D'un autre côté, la Corée, une démocratie incomplète sous régime militaire, a connu une démocratisation turbulente dans les années 1980. Alors qu'elle passait du statut de pays en développement à celui de pays émergent en raison d'une croissance économique rapide, la Communauté économique européenne a commencé à considérer la Corée comme un acteur incontournable des relations internationales, ce qui a donné lieu à sa politique extérieure sur les valeurs. La pression internationale sur la Corée du Sud pour améliorer la démocratie et les droits de l'homme a été particulièrement forte, notamment de la part de la Communauté européenne. Dans ce contexte, la Corée du Sud ne pouvait ignorer la présence de la Communauté européenne dans ses relations internationales, et cette présence, associée aux fortes demandes de démocratisation dans le pays intérieure, a joué un rôle essentiel dans la mise en place de démocratisation sur la Corée du Sud.

Deuxième partie

Des relations bilatérales : des valeurs européennes aux valeurs communes (1990 - 2002)

Introduction

Le début d'une nouvelle ère incarnée par l'émergence de « l'internationalisme libéral » et de « l'universalisme politique » marque un autre tournant remarquable et distinct pour les normes internationales concernant les valeurs libérales dans les relations internationales. Ces changements dans les affaires internationales ont également eu un impact important sur les bouleversements dans la Communauté européenne et en Corée du Sud.

La Communauté européenne espère profiter de la fin de la guerre froide pour accroître son influence politique au sein de la communauté internationale et assurer la stabilité autour de ses frontières. En effet, la coopération politique européenne a atteint ses limites et un cadre de politique étrangère et de sécurité plus solide est nécessaire pour remplacer les structures de coopération faibles qui ont été mises en place. Cette attente a été établie pour la première fois par le traité de Maastricht en 1992, avec laquelle et aussi à travers le traité de Amsterdam en 1997, la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est devenue responsable des affaires étrangères et de sécurité dans le cadre de l'Union européenne, y compris des affaires militaires, et est passée de la consultation et de la coordination conjointes à la prise de décision et à l'action conjointes. De plus, les valeurs européennes, bien intégrées, « comme principe d'action au sein de l'Union »[603] dans le cadre de la PESC depuis le traité de Maastricht, se développent avec l'expansion de la politique étrangère de l'UE, façonnant les identités à travers des perspectives externes dans les relations internationales. L'un des premiers effets symboliques des traités européens est d'accorder une légitimité accrue aux valeurs européennes d'une politique étrangère européenne avec une affirmation de l'identité internationale de l'UE.

Autrement dit, la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, qui a commencé à prendre forme avec le traité de Maastricht, devait contribuer à la paix et à la stabilité dans le voisinage européen de l'après-guerre froide et dans le monde entier grâce à la coopération des États membres, renforçant ainsi la position internationale de l'UE. En outre, il permettra à l'Union européenne d'agir en tant qu'entité et acteur unique sur la scène internationale pour promouvoir les valeurs communes, les intérêts fondamentaux et l'indépendance de l'Union européenne, sa coopération internationale, le respect des droits de

[603] Zaki Laïdi, *La norme sans la force*, Paris : Presses De Sciences Po, 2013, p.138.

l'homme et des libertés fondamentales et le développement de la démocratie et de l'État de droit, conformément aux principes de la Charte internationale.

Dans ce contexte, l'UE étend sa politique étrangère à de nouvelles régions, ce qui conduit à une stratégie axée sur l'Asie pour défendre les intérêts et les valeurs et jouer un rôle constructif dans la politique mondiale, avec un accent particulier sur la péninsule coréenne. En particulier, au cours de la transition vers la démocratie, le statut international de la Corée du Sud en tant que démocratie libérale fondée sur le développement économique est renforcé par la promotion réussie de la diplomatie du Nord dans les années 1990 et par la transition vers un gouvernement civil après le départ du régime militaire. Cela permet à l'Union européenne de mener une politique approfondie à l'égard de la Corée du Sud, de manière tangible et sur la base de la réciprocité dans laquelle les valeurs européennes, principal moteur de l'approfondissement et de l'élargissement des relations bilatérales.

Le développement des relations bilatérales entre l'UE et la Corée du Sud s'est accéléré à partir de 1998 avec la mise en place de gouvernement du président *Kim Dae-jung*, qui place les valeurs humanitaires au centre de ses politiques intérieures et extérieures. Cela s'étend à une coopération sur les valeurs politiques partagées. La participation de plus en plus active de l'UE au maintien de la paix dans la péninsule coréenne est une manifestation visible de l'évolution de ces relations. En outre, sur ces relations, l'UE pourrait être projetée comme un nouveau point de vue d'acteur international dans sa structure institutionnelle ainsi que dans ses relations extérieures ; la PESC peut se manifester sous la forme d'une composante de la politique sur les valeurs européennes.

Chapitre I. Les relations bilatérales sous conditions de respect des valeurs européennes (1990 -1997)

1. Le rôle des valeurs européennes dans le nouvel ordre mondial

« L'Europe a besoin d'une identité politique pour porter ses ambitions ».
Jacques Delors[604]

A. La direction d'une politique étrangère européenne dans une perspective de valeurs

1) L'élargissement des valeurs européennes aux valeurs universelles

La chute du mur de Berlin et la fin subite de la guerre froide signalaient un tournant décisif dans l'histoire des relations internationales. Les changements ayant lieu dans l'architecture mondiale ont pour effet de renforcer les exigences imposées aux Européens dans l'élaboration de leur nouveau discours sur l'identité internationale. La Communauté européenne fait alors face à une nouvelle période dans laquelle il apparaît indispensable de solidifier la cohésion européenne sur la scène mondiale.

S'exprimant au Collège d'Europe en octobre 1989, le Président de la Commission européenne, *Jacques Delors*, interroge « comment assumer nos responsabilités internationales, tout en facilitant l'émergence de la grande Europe, sinon par un approfondissement accéléré de la construction communautaire ? Seule une Communauté forte et sûre d'elle-même, plus homogène, plus résolue peut véritablement tenir les deux bouts de la chaîne »[605]. Il souligne également les grands progrès d'« un exercice en commun de la souveraineté » pour relever les défis du nouvel environnement international. De près ou de loin, la Communauté européenne tente de rester concernée par l'évolution des affaires extérieures, et cela lors de la période de transition inévitable qui voit bientôt la naissance d'une nouvelle ère. Autrement dit, la transformation des structures des relations internationales permet à l'Europe d'adopter une

[604] Jacques Delors, « L'intégration européenne et la sécurité », dans le discours du Président Delors devant l'international institute for strategic studies à Londres, le 7 mars 1991.

[605] Jacques Delors, « Discours du Président Delors à l'occasion de la séance d'ouverture de la 40ème Année académique du Collège d'Europe à Bruges », le 17 octobre 1989.

position plus indépendante.

Le nouvel état des lieux mondial en transition semble apparaître dans la vision américaine d'« un ordre international libéral »[606], et est aussi ancrée dans le sentiment que l'Europe occidentale est particulièrement solidaires. Cet ordre, largement considérée comme responsable du « triomphe de l'Occident »[607], se fonde sur les principes des engagements « mondiaux et universels » [608] en partageant les « valeurs libérales » des complexités économiques, sécuritaires, institutionnelles, politiques et culturelles avec un accent mis sur la démocratie, les droits de l'homme et l'interdépendance économique. Ces valeurs sont incarnées dans une puissante constellation d'intérêts et d'identités au sein d'une vision partagée de l'Occident, qui a la responsabilité particulière de maintenir la paix, la stabilité et la prospérité dans le monde[609]. De plus, la notion de l'« Occident » ne recouvre désormais plus une simple région géographique aux frontières fixes. Il s'agis à présent plus d'« une idée, d'une forme d'organisation universelle qui peut s'étendre vers l'extérieur, sous l'impulsion de la diffusion d'un gouvernement et de principes de conduite démocratiques libéraux »[610]. Ainsi, les valeurs semblent à partir de ce moment à la fois « occidentales » et « universelles ».

Ces alliances occidentales sont surtout soulignées par les États-Unis qui exigent le renforcement des liens institutionnels. Un mois après la chute du mur de Berlin, le 12 décembre 1989 le Secrétaire d'État *James Baker* propose à la Communauté européenne une « nouvelle architecture atlantique » dans laquelle les relations transatlantiques suivraient le rythme de l'intégration européenne[611] . Cela est étayé par le document suivant :

> En partant d'idéaux partagés et de valeurs communes, nous formons un ensemble de défis, en économie, en politique étrangère, en environnement, en science, et dans une multitude d'autres domaines. Il est donc logique que nous façonnions ensemble nos réponses comme une question de ligne de conduite commune[612].

---

606 Daniel Deudney et G. John Ikenberry, « The nature and sources of liberal international order », *Review of International Studies,* vol.25(2), 1999; Ikenberry, 2011, *op.cit*.; G. John Ikenberry, « The end of liberal international order? », *International Affairs*, vol. 94(1), 2018; et Beate Jahn, « Liberal internationalism: historical trajectory and current prospects », *International Affairs*, vol.94(1), 2018.

607 Ikenberry, 2011, *op.cit*., p.227.

608 Ikenberry, *ibid*., p.185.

609 Nathalie Tocci et Riccardo Alcaro, « Rethinking transatlantic relations in a multipolar era », *International Politics*, vol.51(3), 2014, pp.366-367.

610 Ikenberry, 2011, *op.cit.,* p.189.

611 Jeffrey J. Anderson, G. John Ikenberry et Thomas Risse (eds.), *The End of the West?: Crisis and Change in the Atlantic Order*, New York: Cornell University Press, 2016, p.135.

612 James Addison Baker, *A new Europe, a new Atlanticism: architecture for a new era*. No. 1233. US Department

À la suite de ce discours, la CEE et les États-Unis adoptent la déclaration transatlantique en novembre 1990 lors du sommet de la CSCE. Bien que celle-ci comprenne des dimensions sécuritaires et politiques, le cœur de ce discours concerne de manière générale la coopération entre la CEE et les États-Unis[613]. De fait, *Delors* remarque aussi que cela « faisait référence à tous les domaines potentiellement disponibles pour la coopération avec les alliés européens de l'Amérique »[614].

Ainsi l'alliance libérale s'établit sur les « valeurs communes » à la base des systèmes politiques des États libéraux-démocratiques, qui comprennent les « valeurs ou principes universels » de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de la séparation de la sphère politique et de la sphère religieuse, de la tolérance et de l'État de droit[615]. Ce modèle libéral-démocratique irrigue et influence alors les contextes communautaires dans la politique internationale.

Cette convergence joue un rôle central dans le sillage de la guerre froide, au sein d'un ordre international ouvert et fondé sur des règles qui est « consacré par des institutions telles que les Nations unies et des normes telles que le multilatéralisme »[616]. Considéré comme un principe constitutif, le multilatéralisme ne se réfère pas simplement à la coordination des politiques entre plus de deux États, mais il représente « une forme institutionnelle qui coordonne les relations entre trois États ou plus sur la base de principes de conduite 'généralisés', c'est-à-dire des principes qui spécifient la conduite appropriée pour une catégorie d'actions, sans tenir compte des intérêts particuliers des parties ou des exigences stratégiques qui peuvent exister dans un cas spécifique »[617].

Dans ce contexte, les valeurs libérales sont incorporées dans le statut des normes internationales sur les valeurs universelles afin de créer de nouvelles responsabilités et de nouveaux droits, tant que les acteurs de la communauté internationale croient aux liens qu'ils identifient ou aux principes normatifs qu'ils reflètent[618]. Par conséquent, dans le cadre d'une

---

of State, Bureau of Public Affairs, Office of Public Communication, Editorial Division, 1989.

613 Stephen Woolcock, « EU-US Commercial Relations and the Debate on a Transatlantic Free Trade Area », dans Jarrod Wiener (ed.), *The Transatlantic Relationship*, Berlin: Springer, 1996, p.172.

614 Jacques Delors, « European integration and security », *Survival: Global Politics and Strategy*, vol.33(2), 1991, p.107.

615 Sonja Danzer, « Values and the identity of the European Union », dans Samantha Besson, Francis Cheneval, et Nicolas Levrat (eds.), *Des valeurs pour l'Europe?,* Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2008, p.59.

616 G. John Ikenberry, « The Future of the Liberal World Order », *Foreign Affairs*, vol.90(3), 2011, p. 56.

617 John G Ruggie, « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », *International Organization*, vol.46 (3), 1992, p.571.

618 Judith Goldstein et Robert O. Keohane, « Ideas and Foreign Policy: An Analytical Framework » dans Judith

élévation de nouvelles normes dans la gouvernance mondiale libérale, les valeurs européennes qui permettent elle-même de réfléchir à des normes partagées dans le cadre des valeurs universelles à l'échelle mondiale pourrait s'appuyer sur son identité internationale en assumant d'adopter une position plus indépendante pour sa propre défense et ses intérêts.

Goldstein et Robert O. Keohane (eds.). *Ideas and foreign policy: beliefs, institutions, and political change*. New York: Cornell University Press. 1993, p.12.

2) La voie de l'intégration des valeurs européennes dans la politique étrangère

En tout état de cause, dans ce nouvel ordre international, les valeurs européennes sont renforcées et placées au premier plan des relations extérieures communes en tant que « feuille[s] de route (*road map*) »[619] au sein de la Communauté européenne. En 1989, la CPE déclare que les droits de l'homme, fondement des Nations unies, « sous-tendent (*underpin*) » la Communauté et ont permis de rapprocher ses États membres[620], et que, par conséquent, la CEE est considérée comme le groupe le plus cohésif et comme un acteur crucial pour pouvoir parler d'une seule voix sur la scène mondiale[621]. De plus, dans le mémorandum diffusé en même temps que le discours prononcé au nom de la Communauté européenne et de ses douze États membres devant l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre 1990 par *Gianni De Michelis*, ministre des Affaires étrangères italien, il est possible de voir que ce mémorandum fait partie intégrante de ce discours par rapport aux droits de l'homme :

> La défense des droits de l'homme dans des cas et des situations spécifiques ainsi que la promotion des concepts, des principes et des valeurs qui s'y rapportent font partie intégrante de la conduite des affaires internationales de la Communauté européenne et de ses États membres [...] La politique des droits de l'homme restera un élément central de l'action extérieure de la Communauté européenne [622].

Ainsi, les valeurs internalisées et converties en principes directeurs de la Communauté européenne sont accentuées par « un engagement à placer les normes et principes universels au centre de ses relations avec ses États membres et le monde » [623]. L'institutionnalisation similaire d'une norme émergente, en vertu des valeurs construites dans le cadre de l'identité européenne et de la politique étrangère, contribue aux capacités institutionnelles et politiques de la Communauté européenne[624]. De surcroît, dans un discours à l'*Institute of International Economics* à Washington, le vice-président de la Commission

---

[619] Ruby Gropas, *Human Rights and Foreign Policy: The Case of the EU*, Bruxelles et Athènes: Bruyant et Sakkoulas, 2006, p.66.

[620] « Statement at the plenary session of the UN General Assembly» à New York, le 26 septembre 1989 dans le European Political Cooperation Bulletin, vol.5, no.2, 1989, p.60.

[621] Paul Luif, « EU cohesion in the UN General Assembly », *European Union Institute for Security Studies (EUISS)*, le 1 décembre 2003.

[622] « Memorandum to the Plenary Session of the UN General Assembly» à New York, le 25 septembre 1990, European Political Cooperation Bulletin, vol.6, 1990, p.349.

[623] Ian Manners, « The European Union as a Normative Power: A Response to Thomas Diez », *Millennium*, 2006. p.176.

[624] Finnemore et Sikkink, *op.cit*., p.900; Geoffrey Edwards, « Engaging the World: The European Union and the Processes of International Relations », dans Christopher Hill, Michael Smith et Sophie Vanhoonacker (eds.), *International relations and the European Union*, Oxford: Oxford University Press, 2017.

Christophersen souligne que « [les années 90] devraient être la décennie au cours de laquelle les valeurs démocratiques, les droits de l'homme et les principes de l'économie de marché fixeront enfin le cap qui mènera l'humanité au 21ème siècle »[625].

Après avoir été lents à intégrer des voix liées aux valeurs dans leur politique étrangère, la Commission et le Conseil de la Communauté européenne se mettent à exprimer officiellement les valeurs européennes dans le cadre politique, et cela tout au long de l'année 1991. Le 19 mars, la Commission du Président *Delors*, transmet au Conseil et au Parlement européen une « communication sur les droits de l'homme, la démocratie et la politique de coopération au développement », née de l'initiative du Vice-Président *Manuel Marin* et d'*Abel Matutes*, Commissaires européens chargés de la politique méditerranéenne, des relations avec l'Amérique latine et l'Asie et des relations nord-sud.

L'objectif de cette communication est d'établir pour la Communauté européenne et les États membres des lignes de conduite générales à l'égard des droits de l'homme et de la démocratie concernant la relation entre la politique de coopération au développement d'une part, et la promotion et la défense des droits de l'homme ainsi que le soutien au processus démocratique dans tous les pays en développement d'autre part[626]. De plus, ce document considère que la possibilité de clauses relatives aux droits de l'homme et à la démocratie en tant qu'« élément essentiel » dans les accords avec les pays tiers est à envisager. Il déclare également cruciale la justification de la nécessité institutionnelle des normes en matière des valeurs des droits de l'homme et la démocratie :

> La Commission estime que ces interventions devraient devenir plus systématiques et devraient être fondées sur une doctrine plus réfléchie, surtout dans la perspective de l'intégration de la coopération au développement dans une politique extérieure commune qui devrait, suivant les Conclusions du Conseil Européen de Rome en décembre 1990, promouvoir la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme et favoriser le développement économique de toutes les nations[627].

Par la suite, la vision du Conseil sur les valeurs européennes s'élargit pour inclure des valeurs internationales, conformément à l'évolution du paysage mondial. En effet, il est rapporté que « le Conseil […] reconnait le caractère universel des droits de l'homme, qu'il est

---

[625] Antoine Mégie et Frédéric Mérand, « L'Union européenne et le nouvel équilibre des puissances », *Politique européenne*, vol.1, 2013, p.16.

[626] Communiqué de presse, Commission Européenne, « Le Vice-président Henning Christophersen invite les Etats-Unis à soutenir fermement l'Union Européenne », le 30 avril 1991.

[627] AHCE, CEE, SEC (91) 61 final, « Commission Communication to the Council and Parliament "Human rights, Democracy and development cooperation policy », Bruxelles, le 25 mars 1991.

du devoir de tous les États de promouvoir. Par ailleurs, les droits de l'homme et la démocratie s'inscrivent dans le cadre d'un ensemble plus vaste d'exigences permettant de parvenir à un développement équilibré et durable »[628]. Sur la base de cette perspective, la Déclaration sur les droits de l'homme, adoptée par le Conseil européen de Luxembourg en juin 1991, décrit avec précision la politique de la Communauté et de ses États membres en ce que ces derniers « s'engagent à poursuivre leur politique de promotion et de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde entier » et indique en outre « comment les droits de l'homme [peuvent] être promus : les accords économiques et de coopération avec les pays tiers [peuvent] inclure des clauses relatives aux droits de l'homme »[629].

Dans la même résolution, cette perspective sur les valeurs est plus spécifiquement et directement visible dans la politique étrangère à l'égard du tiers monde :

> La Communauté et ses États membres prévoiront formellement la prise en compte des droits de l'homme dans leurs relations avec les pays en développement ; des clauses relatives aux droits de l'homme seront insérées dans leurs futurs accords de coopération. Des discussions régulières sur les droits de l'homme et la démocratie seront menées dans le cadre de la coopération au développement afin de rechercher des améliorations[630].

Ainsi, la politique relative aux valeurs européennes s'est considérablement renforcée, notamment au sein de la Commission des droits de l'homme au Conseil, de sorte qu'il est souligné qu' :

> Aujourd'hui, la promotion et la protection des droits de l'homme sont plus importantes que jamais : c'est un devoir légitime et urgent de la communauté mondiale d'assurer le respect des droits de l'homme dans toutes les parties du monde. La Communauté et ses États membres refusent d'accepter que la souveraineté des États puisse servir de bouclier à n'importe quel pays pour commettre des violations des droits de l'homme. Au contraire, la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales est un devoir légitime et urgent de la communauté mondiale et des États individuels[631].

Parallèlement, le Parlement européen suit cette même lancée et rappelle « que le respect de la démocratie et des droits de l'homme concerne l'ensembles des pays, aussi bien les pays en voie

---

[628] ACCE, CM2.1991, « Projet de résolution du conseil sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement », dans la Résolution du Conseil et des États membres réunis au sein du Conseil du 28.11.1991 sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement.

[629] Communiqué de presse, Commission Européenne, « Droits de l'Homme, Démocratie et Développement », le 19 mars 1991.

[630] ACCE, CM2.1991, *op.cit*.

[631] ACCE, SN151/3/91REV3, « Conclusions de la Présidence », Luxembourg, les 28 et 19 juin 1991.

de développement que les pays industrialisés, et notamment la Communauté européenne où la situation des ressortissants de pays tiers ne cesse de s'aggraver »[632]. Les valeurs deviennent ainsi un pilier fondamental de la politique étrangère de la Communauté à l'égard des pays tiers.

Par ailleurs, le début des année 1990 est particulièrement frappante dans la perception des crises de défense et sécurité. L'invasion du Koweït par *Saddam Hussein* d'Iraq en août 1990, et la crise de l'ex-Yougoslavie qui ont très clairement mis en évidence la question de la politique extérieure commun de défense et sécurité de l'Europe à combler le fossé entre la réalisation des capacités de la Communauté et les attentes à son égard[633]. L'incapacité de la CEE à maintenir une approche commune de ces crises a mis en évidence la nécessité d'une telle démarche si la CEE devait être prise au sérieux en tant qu'acteur international. À cet effet, le Président de la Commission, *Delors,* reconnaît le caractère indispensable de concevoir une nouvelle dimension de la politique extérieure européen. Il estime que :

> La Communauté doit relever ce défi. Pour être digne de l'idéal européen, elle doit relever les défis de l'histoire et assumer sa part des responsabilités politiques et militaires de nos vieilles nations qui ont toujours marqué l'histoire [634].

Cela a révélé à la fois les possibilités de politiques novatrices dans un système européen modifié et les limites de l'action commune, en mettant au défi les États membres de s'engager dans une action commune. En effet, la fragilité de la CPE a notamment été mise en évidence, et les États membres de la CEE ont pris conscience de l'urgence de renforcer le système de coopération afin d'assurer une plus grande cohésion en matière de politique étrangère. Ils ont attribué l'incapacité de la CPE à répondre de manière adéquate à ces événements à sa nature déclaratoire et passive. Ce besoin criant a conduit les États membres européens à jeter les bases d'une nouvelle politique étrangère et de sécurité commune dans le traité sur l'Union européenne, qui devait entrer en vigueur en 1993.

Ainsi, les valeurs autour des droits de l'homme et de la démocratie dans le cadre de la Communauté européenne sont encore plus européennes que la consolidation de valeurs universelles. Cette démarche se traduit par la tendance de la Communauté européenne à intégrer la « promotion » de ces valeurs dans sa politique étrangère et dans le développement d'une identité distincte centrée sur ces valeurs. En d'autres termes, les valeurs européennes sont

---

632 Journal officiel des Communautés européennes, n° C 326/260 du 16 décembre 1991.

633 Christopher Hill, « The Capability-Expectations Gap, or Conceptualising Europe's International Role », *Journal of Common Market Studies*, vol. 31(3), 1993, p.312.

634 Jacques Delors, 1991, *op.cit*., p.100.

étendues à des aspects qui partagent un contexte d'interprétation avec les valeurs universelles dans l'arène internationale, mais dans la pratique, la Communauté européenne tente de consolider ses valeurs en tant que valeurs plus européennes. Les valeurs européennes dans le cadre de la Communauté européenne donc ne se traduisent pas directement en valeurs universelles. Dans un monde où les valeurs universelles sont de plus en plus érigées en normes internationales, la Communauté européenne consolide sa position en affirmant son identité en tant que « valeurs européennes » conformes à ces valeurs.

B. Le dernier gouvernement militaire de Corée du Sud et ses relations avec la Communauté européenne

1) La politique étrangère du dernier régime militaire en Corée du Sud

a. La nouvelle orientation pour la politique étrangère : la *Nordpolitik*

De la même manière que le rideau de fer semble se dissiper et disparaître de la politique extérieure de la Corée du Sud, l'après-guerre froide se reflète également dans les différentes politiques qui doivent s'appliquer et qui s'adaptent à l'époque par laquelle traverse ce pays. Parallèlement, la transition démocratique progresse sur le plan institutionnel. Le point de départ de ce processus est « techniquement » l'intronisation du gouvernement de *Roh, Tae-woo*, un membre de la junte militaire élu en décembre 1987 à travers l'organisation des premières élections libres. L'instauration de principes démocratiques qui se déroule en Corée en même temps que l'après-guerre froide, illustre plus l'influence de la politique intérieure que la logique de la guerre froide. Ainsi, il se dessine une situation dans laquelle il est nécessaire de poursuivre les intérêts nationaux dans divers domaines, en échappant à une configuration prônant la préservation de la sécurité nationale. En plus de ce processus, l'approfondissement de la force motrice de la démocratisation requiert des actions et des résultats autonomes de la part de l'État, ce qui exige la mise en place d'une nouvelle politique étrangère[635].

Au cours de cette période, si les relations extérieures de la Corée du Sud sont surtout tournées vers les États-Unis et le Japon, ses relations avec les autres pays occidentaux sont en comparaison quelque peu illusoires. En effet, le gouvernement coréen estime que les pays occidentaux ont une certaine perception de la Corée, semblable à un pays arriéré ou en développement en Extrême-Orient sous la menace directe du communisme dans le camp occidental[636]. De plus, dans le cadre du système bipolaire dichotomique de l'époque de la guerre froide, l'ordre international de la péninsule coréenne a pour but principal d'accomplir la plupart de ses missions diplomatiques dans un système de pouvoir non seulement politique, mais aussi militaire. La Corée du Sud étant à l'avant-garde de la confrontation idéologique entre l'Est et l'Ouest, celle-ci doit gérer avec succès son alliance avec les États-Unis et renforcer sa sécurité

---

635 정준오, « 탈냉전기 한국의 외교정책과 민주화 동인 : 노태우 정부의 북방정책을 중심으로 » (Jun-oh Chung, « La force derrière la politique étrangère et la démocratisation de la Corée du Sud pendant l'après-guerre froide : avec un accent sur la Nordpolitik de l'administration Roh Tae Woo », *전략연구 (Strategic Studies)*, vol.22 (2), 2015, p.74.

636 MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 1991, p.35.

nationale, ce qui constitue la base de sa stratégie vis-à-vis de son ennemi majeur qui est la Corée du Nord. Cela, alors mêmes que ses relations diplomatiques avec l'Union soviétique, la Chine et d'autres pays européens du bloc de l'Est sont complètement rompues.

Cependant, le président *Roh, Tae-woo* indique explicitement sa vision de la politique étrangère dans son discours inaugural en février 1988 et dit rechercher « l'amélioration des relations avec d'autres pays dont les principes et les systèmes contribueront à la stabilité, à la paix et à la prospérité commune en Asie de l'Est »[637]. L'annonce en 1988 de cette nouvelle politique diplomatique intitulée *Nordpolitik*[638] tente d'établir des liens avec les pays communistes, en initiant des relations diplomatiques avec la Chine, l'URSS et les pays d'Europe de l'Est et en se rapprochant de la Corée du Nord. Ainsi, cette mesure permet non seulement un réalignement majeur de la politique étrangère de la Corée du Sud, jusque-là fondée sur l'anticommunisme et constituant à maintenir une position hostile envers les pays communistes, mais aussi un renforcement de l'autonomie de la politique étrangère sud-coréenne qui atteint son apogée quant au processus et à la méthode menant à une nouvelle transition[639].

Confiant que l'amélioration des relations avec ces différents acteurs contribuera bientôt à la stabilité, à la paix et à la prospérité commune en Asie de l'Est, cette nouvelle orientation de la politique étrangère de la Corée du Sud démontre précisément sa volonté de développer sa diplomatie pour améliorer les relations Nord-Sud et pour favoriser la réunification en Corée[640]. Elle se concrétise par la déclaration présidentielle du 7 juillet 1988, aussi appelée « Déclaration présidentielle spéciale pour le respect de soi national et la prospérité unifiée »[641], qui exprime l'attitude positive de la Corée du Sud à l'égard de la Corée du Nord, ainsi que sa volonté d'améliorer activement ses relations avec les grands États socialistes, l'URSS et la Chine. Cette déclaration marque un tournant majeur dans la diplomatie sud-coréenne. Jusqu'à cette époque, le gouvernement de la Corée du Sud désignait son voisin du

---

637 AN-KOR, 대통령기록물 (Archives présidentielles), « 노태우 대통령 취임사 <전문> » (Texte intégral de Discours d'investiture du président Roh Tae-woo), le 25 février 1988.

638 북방외교 ou 북방정책 en coréen.

639 박선령, 안종기, « 노태우 정부의 '북방정책'의 주요 결정요인 검토 및 재평가 가능성 - 분석수준별 평가 및 대중적 인식의 괴리 탐구 » (Chong-ki An et Sun-ryung Park, « Recherche sur les principaux facteurs de la Nordpolitik (politique vers le nord) de l'administration Roh Tae Woo et la possibilité d'une réévaluation»), *입법과 정책(Legislation and Policy Studies)*, vol.7(1), 2015.

640 MOFA-KOR, 1990, *op.cit.,* p.43.

641 민족 자존과 통일 번영을 위한 대통령 특별선언 en coréen.

nord par le terme de « marionnette du Nord »[642], en impliquant que l'armée nord-coréenne était un « régime fantoche » de l'Union soviétique. Toutefois, à partir de ce moment, elle définit la Corée du Nord comme étant un « compagnon » avec qui marcher vers la réunification, plutôt qu'un simple ennemi. Cette déclaration comprend également six dispositions pratiques telles que la libre circulation des coréens d'outre-mer vers et depuis le Nord et le Sud, le soutien actif aux visites rendues en Corée du Nord et aux visites mutuelles des familles séparées, l'acceptation du commerce entre le Nord et le Sud - qui est considéré comme une transaction ethnique interne -, et la coordination visant à améliorer les relations entre la Corée du Nord, le Japon et les États-Unis[643].

Ce nouvel élan diplomatique porte ses fruits avec la Corée du Nord : la première réunion intercoréenne de haut niveau entre les premiers ministres a eu lieu en septembre 1990 et l'adhésion simultanée des deux pays à l'ONU est actée le 18 septembre 1991. Cette dernière étape a permis d'une part de dépasser le concept de politique stratégique de « légitimité unique de la péninsule coréenne »[644] qui conduisait les deux Corées à mener une guerre d'usure dans laquelle chacune niait la reconnaissance du statut d'État de l'autre, d'autre part, cela représente une opportunité pour que ces deux pays se disputent la volonté de coopérer mutuellement sur la scène internationale.

---

642 북괴 en coréen.

643 김대규, « 노태우 정부의 북방정책이 한반도 비핵화에 끼친 영향에 관한 연구 » (Dae-gue Kim, « Une étude sur l'impact de la politique nord-coréenne du gouvernement Rho Tae Woo sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne », *통일전략 (Unification Stratrgy),* vol.12(2), 2012.

644 Après la libération de la péninsule coréenne par les Alliés en 1945, la « République de Corée » (Corée du Sud) a été établie le 15 août 1948 et la « République populaire démocratique de Corée » (Corée du Nord) le 9 septembre 1948. Cependant dans la troisième session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'est tenue le 12 décembre de la même année à Paris, a adopté une résolution des Nations unies pour définir la question de la Corée avec 48 voix pour, 6 contre et 1 abstention : 2. Déclare qu'il a été établi un gouvernement légitime (le Gouvernement de la République de Corée) qui exerce effectivement son autorité et sa juridiction sur la partie de la Corée où la Commission temporaire a été en mesure de procéder à des observations et à des consultations et dans laquelle réside la grande majorité de la population de l'ensemble de la Corée; que ce Gouvernement est né d'élections qui ont été l'expression valable de la libre volonté du corps électoral de cette partie de la Corée et qui ont été observées par la Commission temporaire; et que ledit Gouvernement est le seul qui, en Corée, possède cette qualité. (195(III) « Question de l'indépendance de la Corée », Résolution adoptées par l'Assemblée Générale au cours de sa troisième session de l'ONU du 12 décembre 1948). Cette résolution reste controversée quant à son interprétation. Elle stipule que la République de Corée est « le seul gouvernement légitime établi dans une zone pouvant être surveillée par la Commission provisoire coréenne de l'ONU ». Pour cela, le gouvernement sud-coréen a défini la Corée du Sud comme le seul gouvernement légitime sur la péninsule coréenne, en mettant l'accent sur les mots « seul » et « légitime » mentionnés dans la résolution.

b. La *Nordpolitik* à l'égard de la Communauté européenne

De l'autre côté du globe, la Communauté européenne est également favorable à cette avancée dans la réconciliation. Membre de la Commission des relations économiques extérieures du Parlement, le député *Hindley* du Groupe socialiste dépose une proposition de résolution à propos de la péninsule coréenne et complimente ces progrès. Il précise en effet que :

> Le Parlement européen […] se félicite des échanges de haut niveau entre la Corée du Nord et la Corée du Sud des 4 au 7 septembre 1990 qui constituent un premier pas vers la réunification de la Corée […] [et] invite tous les États membres à appuyer sans parti pris les efforts déployés par la Corée du Nord et la Corée du Sud, tant bilatéralement que dans les enceintes internationales, notamment les Nations unies, pour négocier une réunification[645].

En outre, dans le mémorandum diffusé le 24 septembre 1991 en même temps que le discours prononcé par le Commissaire européen *Hans van den Broek* au nom de la Communauté européenne et de ses États membres devant l'Assemblée générale, il est possible de constater que l'adhésion simultanée des deux Corées à l'ONU fait partie intégrante de ce discours :

> Les Douze se félicitent de l'adhésion [à] l'ONU de la Corée du Nord et de la Corée du Sud. La Communauté et ses États membres se félicitent de la réouverture d'un dialogue politique direct entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et espèrent qu'avec de la patience et de la persévérance de la part des deux parties, les pourparlers permettront de réduire la tension et de déboucher sur des progrès concrets [646].

Parallèlement, la politique extérieure coréenne active à destination des pays socialistes du nord s'est traduite par des succès diplomatiques. Elle s'est d'abord concrétisée par l'établissement de relations diplomatiques non seulement avec la Hongrie, premier État du bloc de l'Est à s'être ouvert au pays du Matin calme dès février 1989[647], mais aussi avec la Pologne, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Roumanie. Ce mouvement est aussi soutenu d'une part par la normalisation des relations avec ces sept pays d'Europe de l'Est

---

[645] AHPE, PE 146.604-doc. B3-1906/90, « Proposition de résolution déposée conformément à l'article 63 du règlement par sur la réunification de la Corée ».

[646] « 91/286 Memorandum to the Plenary Session of the 46th UN General Assembly », European Political Cooperation Bulletin, vol.7, 1991.

[647] La Corée du Sud a décidé de fournir à la Hongrie 650 millions de dollars de fonds de coopération économique et lui a remis 125 millions de dollars, soit la moitié des prêts bancaires promis, et est devenue le premier État du bloc de l'Est à conclure des relations diplomatiques en février 1989. *연합뉴스 (Yonhap News Agency),* le 26 octobre, 2021.

en comptant l'Albanie en août 1991, et d'autre part par les relations diplomatiques initiées avec l'URSS en 1990 et la Chine en 1992. Le gouvernement *Roh* permet d'engager des avancées majeures avec quarante-cinq pays socialistes dans le monde pendant une période d'un peu plus de quatre ans de *Nordpolitik*.

Cette politique est importante car elle a ouvert une nouvelle ère dans laquelle la Corée du Sud peut utiliser pleinement la diplomatie globale, s'éloignant de la « demi-diplomatie » du passé, selon laquelle des relations ne s'entretenaient qu'avec l'Occident[648]. Autrement dit, à l'époque du démantèlement du système de guerre froide au sein de la communauté internationale, cette stratégie est hautement appréciée pour avoir surmonté les relations diplomatiques qui dépendaient principalement des grandes puissances de l'époque mais aussi pour avoir établi des relations équilibrées avec les anciens pays communistes[649], ce qui est un cas rare de sécurisation de l'espace effectué par le biais d'une politique étrangère autonome de la Corée du Sud[650].

En outre, la nouvelle direction de cette politique étrangère se déploie plus largement à l'égard de la Communauté. Selon les rapports de l'organe européen concernant les contacts politiques avec la Corée du Sud, « la Corée souhaite établir des relations plus étroites avec la Communauté. Ainsi, elle est désireuse de porter au niveau ministériel le dialogue qu'entretiennent aujourd'hui les directeurs politiques (CPE) et vise principalement à obtenir le soutien de la Communauté pour les politiques qu'elle mène envers la Corée du Nord »[651]. Cela permet d'ouvrir une nouvelle période pour la politique étrangère sud-coréenne.

---

[648] 장덕준, « '북방정책' 재고(再考): '유라시아 이니셔티브'의 재검토 및 새로운 대륙지향 정책을 위한 원형 모색 » (Duck-joon Chang, « La Nordpolitik revisitée : à la recherche d'un prototype pour la refonte de « l'Initiative Eurasie » et après », *슬라브학보 (The Journal of Slavic Studies),* vol.32(1), 2017 ; et 김달중, « 북방정책의 개념, 목표 및 배경 », (Dal-jung Kim, « Le concept, les objectifs et le contexte de la Nordpolitik »), *국제정치논총 (Korean Journal of International Relations),* vol.29(2), 1989.

[649] Dae- gue Kim, *op.cit.*

[650] 김학준, « 대한민국의 북방정책: 그 기원들과 전개와 전망 » (Hak-jun Kim, « La politique nord de la Corée du Sud : ses origines, son évolution et ses perspectives) », *외교 (Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol.14, 1990; et 정종욱, « 북방정책의 평가: 외교적 측면 » (Jong-wook Jung, « Évaluation de la politique du Nord : l'aspect diplomatique », *국제문제연구 (Journal of International Politics),* vol.15(1),1991.

[651] AHPE, PE 148.33, « Les relations entre la République de Corée et la Communauté européenne (21 février 1991) – Direction Générale de Commissions et délégations ».

2) La loi sur la sécurité nationale en Corée du Sud

a. Les questions relatives aux droits de l'homme

Paradoxalement, le président sud-coréen, dernier dirigeant à être soutenu par l'armée et premier chef d'État à avoir engagé son pays sur la voie de la démocratisation, ne parvient pas à maintenir sa réputation à la hauteur dans le domaine de la politique intérieure. À la suite de son élection démocratique en 1987 et lors de sa cérémonie de prise de fonction, *Roh* déclare sa volonté d'œuvrer pour l'amélioration des droits de l'homme et pour la transition démocratique, tout en prenant le soin de bien exprimer son intention de se distinguer de ses prédécesseurs :

> Nous avancerons fermement sur la voie de la démocratie. Non pas parce que la démocratie est le mot à la mode, mais parce que c'est une valeur légitime qui fait de nous des êtres humains. Car seule la démocratie nous conduira à une société où chacun vit librement et participe librement, une société où les gens sont des gens. L'époque où l'autonomie et les droits de l'homme pouvaient être ignorés au profit de la croissance du marché et de la sécurité est révolue. L'époque de la force brute ou de la torture à huis clos est révolue. De même, l'époque des perturbations irresponsables sous le couvert de l'autonomie et de la participation doit cesser. Lorsque les droits de l'homme ne sont pas violés et que l'autonomie assortie de responsabilités est garantie, les démocraties matures développent des économies et renforcent la sécurité[652].

Malgré son discours, les pratiques relatives aux méthodes autoritaires dirigeantes jusque-là mises en œuvre et appliquées par les précédents chefs du gouvernement ne sont pas abandonnées du jour au lendemain. En effet, dès son inauguration par le pouvoir légal du « système d'élection directe » qui a suivi le mouvement de démocratisation de juin 1987, le Président *Roh* établit un gouvernement à tendance conservateur en créant « un État de stabilité publique »[653] et en empruntant les méthodes des gouvernements précédents. Il refuse en particulier le droit de participer à des activités politiques pacifiques à certains groupes non-reconnus par le gouvernement tels que le mouvement ouvrier et le mouvement pour la

[652] « Texte intégral de Discours d'investiture du président Roh Tae-woo », *op.cit.*

[653] 공안정국 en coréen: Politique conservatrice créée par le pouvoir en place ou le gouvernement en exagérant comme s'il y avait une menace sérieuse pour l'ordre social et la sécurité afin de supprimer l'opposition politique. Cette expression est un nom propre désignant la situation politique coercitive créée par le gouvernement de *Roh, Tae-woo* en 1989 pour revenir au système de gouvernement conservateur. Depuis lors, comme le terme « état de stabilité publique » a été largement utilisé, il en est venu à désigner les cas dans lesquels les pouvoirs conservateurs étendent et reproduisent les sentiments anticommunistes et mènent une répression politique contre les progressistes; 한국민족문화대백과사전 (Encyclopedia of Korean Culture), 한국학중앙연구원 (The Academy of Korean Studies).

réunification Nord-Sud au nom de la « loi sur la sécurité nationale »[654].

La loi sur la sécurité nationale a été promulguée par le gouvernement sud-coréen le 1er décembre 1948 afin de réglementer les activités des organisations antiétatiques qui mettent en danger « l'ordre fondamental libre et démocratique » au sein de la République de Corée[655]. Cette mesure s'inspire de la loi impériale japonaise sur la sécurité et de la loi sur la sécurité qui ont été introduites et mises en œuvre par les Japonais en 1925 dans la péninsule coréenne[656]. De manière similaire, la loi sur la sécurité nationale a été adoptée dans le but de prévenir les tentatives de révolte. Toutefois, à partir de l'administration de *Park, Chung-hee*, ces contestations comprenaient aussi toute critique faite à l'encontre du gouvernement, et notamment par rapport à la thèse politique défendue par le pouvoir en place, entre autres l'anticommunisme ainsi que l'idéologie de la sécurité au nom de l'« anticommunisme », de la « sécurité » dans le mouvement pour les droits fondamentaux des personnes et la démocratie libérale[657]. Cette astuce s'avérera également utile lors de la prochaine junte militaire, le gouvernement de *Chun, Doo-hwan*.

Par ailleurs, cette mesure était toujours considérée comme un outil de suppression des libertés individuelles et des droits de l'homme lorsqu'elle était examinée à la lumière des normes de valeurs universelles, et démontrait par-là les limites d'un gouvernement qui n'avait pas encore été transformé en un régime pleinement démocratique. De nombreuses personnes ont été arrêtées en raison de cette loi, et ce jusqu'à ce que les gouvernements des derniers dictateurs prennent fin[658].

Ainsi, lorsque la Sixième République de *Roh* commence, elle se voit transférer le fardeau de la question des droits de l'homme, sujet épineux car elle est non seulement la cause

---

654 국가보안법 en coréen.

655 CNIJ-KOR ; et *MBC NEWS*, le 7 juillet 1988.

656 치안유지법 en coréen. Leur objectif était de réprimer les mouvements communistes et socialistes actifs depuis la révolution russe de 1917, de lutter contre les résistances coréennes à l'élan de cession des propriétés privées et de supprimer le mouvement d'indépendance de Joseon (inspiré de la période éponyme durant laquelle le pays fut gouverné par la dynastie Joseon) ; 김태균, « 국가보안법' 71년의 역사와 투쟁 » (Tae-kyun Kim, « 71 ans d'histoire et de lutte pour la loi sur la sécurité nationale », *정세와노동 (Situations & Labor),* no.157, 2019.

657 이영재, « 정치권력의 헌정질서 유보 및 파괴에 관한 연구: 노태우 정권기까지 정치권력의 자유민주주의 파괴 및 도구화를 중심으로 » (Young-jae Yi, « Une étude sur la réserve ou la destruction de l'ordre constitutionnel par l'autorité politique »), *기억과 전망 (Memory & Vision),* vol.20, 2009.

658 Park Chung-hee (1961-1979) : 6944 personnes, Chun Doo-hwan (1980-1988): 1759 personnes ; Tae-kyun Kim, *op.cit*.,p26; et 대한민국 국가인권위원회 (Commission nationale des droits de l'homme de Corée), « 국가보안법 적용상에서 나타난 인권 실태 » (Les droits de l'homme dans l'application de la loi sur la sécurité nationale), 2003.

décisive de l'effondrement des dernières Républiques de Corée du Sud, mais elle est aussi l'objet des réclamations de la population qui désire voir une nette amélioration de leurs droits. Par ailleurs, lors de la dernière élection présidentielle, *Roh, Tae-woo*, alors candidat du Parti démocratique, avait promis de réviser et d'abolir les lois antidémocratiques, et en particulier la loi de la sécurité nationale. Les autres candidats de l'opposition avaient fait la même promesse[659] dès lors que l'apparition d'un nouveau gouvernement constituait une lueur d'espoir pour la mise en place d'un État démocratique garantissant le respect des droits de l'homme depuis le début du mouvement de démocratisation.

Cependant, au fil du temps, il est devenu évident que les questions relatives aux droits de l'homme ne pouvaient pas devenir une préoccupation du gouvernement *Roh*. Toujours est-il que ce dernier a pu contribuer à l'amélioration des droits de l'homme en Corée du Sud par la libération sélective des prisonniers de conscience et par la formation au sein du Parlement d'un comité spécial relatif à la modification des lois autoritaires[660].

En effet, au début du gouvernement et en réponse à la demande continue de démocratisation qui s'intensifie, le « Comité spécial relatif à la révision et l'abolition des lois pour le développement démocratique »[661] est créé au sein de l'Assemblée nationale en 1988 afin de réformer notamment les lois antidémocratiques, y compris la loi de sécurité nationale[662]. Toutefois, en 1989, alors que des civils visitent la Corée du Nord sans la permission du gouvernement sud-coréen, le pasteur *Moon, Ik-hwan* rencontre deux fois *Kim, Il-sung* à Pyongyang et publie une déclaration commune couvrant neuf points avec le Comité pour la réunification pacifique de la patrie[663].

À la suite de cela, le président *Roh, Tae-woo* déclare lors de la réunion du Conseil d'État de la Maison Bleue le 9 mai 1989 : « Depuis un an environ, même si la stabilité est ébranlée par l'instigation de forces subversives, nous y avons fait face avec patience et maîtrise de soi, mais maintenant nous ne pouvons plus attendre »[664]. Le nombre d'application de la loi de sécurité nationale augmente alors de manière significative par rapport à celui des dernières

---

659 *중앙일보 (JoongangIlbo),* le 19 décembre 1990.

660 Young-jae Yi, *op.cit.*

661 민주발전을 위한 법률개폐특별위원회 en coréen.

662 CNIJ-KOR ; et *MBC NEWS*, le 7 juillet 1988.

663 Jung-seok Seo, *op.cit.* ; *경향신문 (The Kyunghyang Shinmun),* le 22 juin 2015 ; et 민주화운동기념사업회연구소 (Korea democracy foundation), « 한국민주화운동사연표 » (Chronologie du mouvement démocratique coréen), 2006.

664 *MBC News*, le 9 mai 1989.

années, tandis que la proportion des lois concernant la détention des prisonniers de conscience croît également[665]. L'ère de la loi de sécurité nationale issue des régimes dictatoriaux, s'étend ainsi naturellement au gouvernement *Roh*.

L'incident de la « visite *de Lim, Su-kyung*[666] en Corée du Nord accentue d'une manière encore plus forte ce processus. En 1989, *Lim,* étudiante de 22 ans et représentante *de l'Association nationale des représentants des étudiants universitaires*[667] pour le mouvement privé d'unification, se rend sans l'autorisation du gouvernement sud-coréen à Pyongyang, en Corée du Nord, afin d'assister au 13e *Festival mondial de la jeunesse et des étudiants.* Cet événement international est organisé par *la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique* et rassemble les organisations de jeunesse des partis communistes ainsi que les organisations d'étudiants de tendance de gauche.

Cependant, le 15 août 1989, après avoir passé 45 jours en Corée du Nord, elle retourne en Corée du Sud en tenant la main du père catholique *Moon, Kyu-hyeon* qui cherche à l'aider à « revenir en toute sécurité »[668] dans leur pays, et tout deux passent par *Panmunjeom* qui se trouve dans la Zone commune de sécurité (« Joint Security Area ») et dans laquelle les négociations intercoréennes se déroulent. Ce dernier, membre de l'*Association des prêtres catholiques pour la justice*[669], s'était déjà rendu une fois en Corée du Nord sous le prétexte d'organiser une messe dans l'espoir d'une réunification simultanée entre les deux Corées. Dès leur retour, ils sont emprisonnés : le 5 février 1990, *Lim* est condamnée à 10 ans de prison avec une suspension de ses qualifications, tandis que *Moon* est condamné à 8 ans de prison avec une suspension de ses qualifications pour avoir violé la loi de sécurité nationale[670]. Par la suite, le nombre de prisonniers politiques arrêtés commence à s'élever à plus de 800 personnes depuis 1989[671].

Par le biais de la loi sur la sécurité nationale, les questions sur les droits de l'homme et la démocratie ainsi que celle de la démocratisation du gouvernement sud-coréen sont une nouvelle fois examinées sur la scène mondiale. Le 17 janvier 1990, *Amnesty international*

---

665 Young-jae Yi, *op.cit.*
666 Également orthographié *Im Su-kyong* ou *Im Soo-Kyung* (임수경 en coréen).
667 Nommé 전국대학생대표자협의회/전대협 en coréen.
668 *한겨레 (The Hankyoreh),* le 6 décembre 2021.
669 정의구현사제단 en coréen.
670 *서울신문 (The Seoul Shinmun Daily),* le 20 août 2010.
671 *시사저널 (Sisa Journal)*, le 11 février 1990.

diffuse un rapport intitulé « La tendance d'amélioration des droits de l'homme en Corée du Sud qui dure depuis deux ans a été inversée »[672] et souligne que des arrestations massives ont été effectuées à la suite de la décision du gouvernement de réprimer l'agitation syndicale et les opposants à sa politique à l'égard de la Corée du Nord. En effet, 800 militants politiques et syndicaux avaient été arrêtés par le gouvernement du président *Roh* dans les grandes villes dans le cadre de la répression de l'opposition politique par rapport à la loi de sécurité nationale. De plus, le rapport indique que les personnes arrêtées pour des raisons politiques depuis avril 1989, et dont la plupart n'auraient pas été autorisées à contacter rapidement et régulièrement des avocats et des proches, avaient été soumises à des actes de torture ou à des abus lors de leur détention en isolement et lors de leur interrogatoire.

Pour éviter le déshonneur connu par ses prédécesseurs, le gouvernement de *Roh* réagit de manière assez prompte en diffusant une publication deux jours plus tard, à travers le Ministère des Affaires étrangères. Dans le « Commentaire sur le rapport d'*Amnesty International* sur les droits de l'homme »[673], le gouvernement déclare que « certains faits sont cités de manière erronée ou que des affirmations ou des recommandations ignorent les lois positives de la Corée du Sud ». Selon cette note, pendant le processus de démocratisation rapide dans lequel s'est engagée la Corée du Sud depuis l'inauguration du nouveau gouvernement en 1988, des forces de gauche violentes qui nient la démocratie libérale ont émergé, détruisant l'ordre démocratique initial et provoquant le chaos social. Ainsi, d'après ce commentaire, le comité d'*Amnesty International* a tort de considérer l'application décisive de la loi de sécurité nationale contre ces forces et dont le but est de protéger les droits et les intérêts de la nation comme étant un recul de la démocratie ou un renversement de la situation des droits de l'homme[674].

b. Les efforts de la CEE pour défendre les droits de l'homme

De son côté, la Communauté européenne fait également entendre sa voix à propos de la question des droits de l'homme dans ce pays. Le 12 février 1990, les députés *Catasta*, *Fantuzzi* et *Vecchi* au nom du *Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne* déposent une proposition de résolution au Parlement européen afin d'« inviter le gouvernement de la Corée du Sud à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir à ses citoyens la pleine

672 Amnesty International, « South Korea: Rights abuses reverse two years of positive trends », le 1èr janvier 1990.
673 *시사저널 (Sisa Journal), op.cit.*
674 *Ibid.*

liberté de mouvement et tous les autres droits civils et politiques fondamentaux ; et [afin d']appelle[r] les gouvernements des deux États coréens à mettre en œuvre des mesures propices à la détente et à la normalisation de leurs relations, à l'instar des développements dans d'autres parties du monde »[675]. Ultérieurement, plusieurs propositions de résolution sont déposées au Parlement européen jusqu'à la fin de l'année 1990[676]. Le 13 décembre 1990, le Parlement européen adopte une résolution commune sur les violations des droits de l'homme en République de Corée :

> […] invite instamment la Coopération politique européenne à prendre des mesures en vue de faire pression pour la libération immédiate de tous ces prisonniers, […] ; demande au gouvernement de la République de Corée de respecter l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies, relatif à la liberté d'expression, ainsi que l'article 12, paragraphe 2 de la Constitution de la République de Corée et l'article 5 de la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies interdisant toute sorte de torture [677].

En outre avec cette résolution, les députés européens élèvent leur voix et posent des questions sur la protection des droits de l'homme concernant les lois de sécurité nationale lors de la première réunion interparlementaire du Parlement Européen et de l'Assemblée nationale de Corée qui a lieu à Séoul, en mars 1991. En réponse à cela, les députés coréens ainsi que le ministre des Affaires étrangères confirment que « l'Assemblée nationale de la République de Corée allait probablement, lors de sa session d'avril 1991, modifier et atténuer les lois de "sécurité nationale" en vigueur, qui prescrivent des formalités compliquées pour les

---

675 AHPE, PE 138.874- doc.B 3-33/90, « Motion for a resolution by Mrs Catasta, Mr Fantuzzi and Mr Vecchi on behalf of the GUE Group with request for inclusion in the debate on topical and urgent subjects of major importance pursuant to Rule 64 of the Rules of Procedure on violation of human rights in South Korea », le 12 février 1990.

676 AHPE, doc. B3-0851/90, « Proposition de résolution déposée par M. Richard Balfe au nom du groupe socialiste conformément à l'article 63 du règlement sur les droits de l'homme en Corée du Sud », le 26 avril 1990 ; B3-926/90, « Proposition présenté par les députés carvalhas, Gremetz, Efremidis, De rossa au nom de la coalition de gauche Groupo avec une demande d'inscription dans le débat sur des questions d'actualité urgentes et très importantes au titre de l'article 64 du régiment sur la violation des droits de l'homme en Corée du Sud », le 10 mai 1990 ; doc.B3-1495/90, « Proposition de résolution déposée conformément à l'article 63 du règlement par M. victor Manuel Arbeloa muru au nom du groupe socialiste sur les détentions en Corée du Sud », le 13 aout 1990 ; B3-2052/90, « Urgency motion (art.64) par W. Telkamper, G.Amendola au nom du groupe des Verts », le 15 novembre 1990 ; B3-2264/90, « Proposition de résolution avec demande d'inscription au débat sur des problèmes d'acutalité, urgents et d'importance majeure déposée conformément à l'article 64 du règlement par les députés Telkamper, Cramon etc, au nom du groupe des Verts au Parlement européen ainsi que par les députés Miranda da Silva, Piquet, Ephremidis et de Rossa au nom du groupe de la Coalistion des Gauches sur les violations des droits de l'homme en République de Corée (Corée du Sud) », le 10 décembre 1990 ; et B3-2224/90, « Proposition de résolution avec demande d'inscription au débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'imporatnce majeure déposée conformément à l'article 64 du règlement par M. Visser au nom du groupe socialiste sur les prisonniers politiques en Corée du Sud », le 10 décembre 1990.

677 AHPE, « Proposition resolution 2224-90 Resolution » dans le Journal officiel de l'Union européenne n° C 19/230 du 28.1.91.

relations entre les Coréens du Sud et du Nord, et dont le non-respect peut parfois être sanctionné par de très lourdes peines de prison »[678]. De plus, ils admettent que « le pays avait commis un certain nombre de "fautes de jeunesse" dans le domaine de la protection des droits de l'homme, mais ont souligné le consensus existant entre les différents partis en ce qui concerne la révision de ces lois et la promesse de libérer les prisonniers dès que les nouvelles lois seraient adoptées ».

Par la pression extérieure et intérieure exercée par rapport à la loi sur la sécurité nationale sur le gouvernement *Roh*, le principe selon lequel « les droits fondamentaux de la population doivent être garantis autant que possible dans l'interprétation et l'application de la loi sur la sécurité nationale » est établi par le 8e amendement (loi n° 4373) du 31 mai 1991 qui la modifie. De plus, dans le cas de crimes tels que l'extorsion, le vol et l'évasion, seuls ceux dont l'auteur met en danger l'ordre fondamental libre et démocratique peuvent être punis. Des efforts ont été faits pour assurer les droits fondamentaux en autorisant les sanctions de ces crimes et en reconnaissant la portée du délit de non-notification de crime uniquement pour les actes comme la formation d'organisations antiétatiques, l'exécution de leurs objectifs et le soutien volontaire à celles-ci. Cette mesure, à l'origine de nombreuses polémiques, est enfin révisée et les modifications sont appliquées le jour même dans le but de soutenir activement la mise en œuvre efficace de la politique du gouvernement vis-à-vis de la Corée du Nord[679].

Cependant malgré le fait que les lois sur la sécurité nationale aient été modifiées, la Communauté remarque que « il n'y a aucun changement dans la situation des personnes emprisonnées en vertu de ces lois »[680]. C'est en ce sens que les questions de la situation politique interne de la République de Corée et des problèmes de droits de l'homme en relation avec la législation sur la sécurité nationale ressurgissent en tant que thème principal lors du dîner organisé le 16 septembre 1991 à l'occasion du renouvellement des contacts et de la présentation des deux nouveaux collaborateurs des ambassadeurs coréen et européen. Lors de cette rencontre, le député *Randzio-Plath*, commissaire des relations économiques extérieures et membre de la délégation pour les relations avec les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la République de Corée (organisation interparlementaire de l'ANASE aussi abrégée par le sigle OIPA), critique le fait que les syndicalistes qu'il avait

678 AHPE, PE3APPV/DASE-199103190010, « 1ère réunion interparlementaire PE/Assemblée nationale de Corée (Seoul, 19-22 March 1991), Report by Mr Gunter Rinche, Chairman of the Delegation ».

679 CNIJ-KOR, « 국가보안법 [시행 1991. 5. 31.] [법률 제4373호, 1991. 5. 31, 일부개정] » (8e révision de la loi sur la sécurité nationale [entrée en vigueur le 31 mai 1991] [loi n° 4373, 31 mai 1991, partiellement modifiée]) ».

680 AHPE, PE3APPV/DASE1989, « Diner à l'Ambassade de Corée le 16/09/1991, Brussels 17 Septembre 1991 ».

rencontrés en mars sont maintenant emprisonnés[681]. Le député *Gordon Adam* du Groupe parlementaire *du Parti socialiste européen*, également membre de l'OIPA, remet par ailleurs à l'ambassadeur une enquête menée par le Conseil national des Églises en Corée qui fait état d'une augmentation du nombre de prisonniers politiques depuis le printemps, avec un chiffre qui passe de 1460 à environ 1600 personnes. En retour à cela, l'ambassadeur sud-coréen « [promet] d'examiner la documentation et de répondre par écrit, mais il s'interroge sur le nombre indiqué »[682].

Par ailleurs, le député *Adam* en novembre 1991 soumet une question écrite relative à la révision de la loi sécurité nationale en Corée à la Commission et à la Coopération politique européenne (CPE) :

> Lors de la visite de la délégation du Parlement européen en Corée en mars 1991, celle-ci a été informée par le ministre des Affaires étrangères de la Corée du Sud que des tentatives sérieuses seraient faites pour « assouplir » la loi sur la sécurité nationale en vigueur qui dispose de formalités compliquées pour les relations entre Coréens du Nord et du Sud dont le non-respect peut être sanctionné par de lourdes peines de prison. La Commission/Les ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la Coopération politique européenne pourrait-elle indiquer si elle a été informée que des changements substantiels ont été apportés à cette loi sur la sécurité nationale. Dans la négative, pourrait-elle prendre des mesures dans le cadre de ses relations avec le gouvernement de la Corée du Sud pour garantir le respect de cet engagement pris devant une instance communautaire ?[683]

En réponse à cela, le commissaire européen aux Relations extérieures et du Commerce *Frans Andriessen* affirme alors que « la Commission attache la plus grande importance au respect des droits de l'homme et se félicite de toute modification des législations nationales conduisant à des améliorations dans ce domaine. La Commission continuera d'encourager les autorités sud-coréennes à poursuivre leurs efforts pour garantir le respect total des droits de l'homme et de la liberté politique en Corée »[684]. En revanche, la CPE répond que « la question des lois sur la sécurité nationale en vigueur en Corée du Sud n'a pas été examinée dans le cadre de la CPE »[685], et mentionne que « toutefois, la Communauté et ses Etats membres n'ignorent pas que, le 10 mai 1991, l'Assemblée nationale coréenne a adopté des amendements à la loi sur la sécurité nationale ». Cela montre explicitement que bien que la politique étrangère

---

681 *Ibid.*
682 *Ibid.*
683 AHPE, doc. 92/C 180/23, « Question écrite n°2504/91 de M. Gordon Adam (S) à la Commission des Communautés européennes », le 8 novembre 1991.
684 Journal officiel des Communautés européennes, n° C180/11, le 16 juillet 1992.
685 Journal officiel des Communautés européennes, n° C66/54, le 16 mars 1992.

de la Communauté est fondée sur des valeurs, il n'appartient pas à cette dernière d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays. Cependant, il est possible de voir que la CPE approche cette question plutôt selon la dimension des relations internationales :

> La Communauté et ses Etats membres se félicitent de la réouverture d'un dialogue politique direct entre la Corée du Nord et la Corée du Sud qui a abouti à la signature, le 13 décembre 1991, de l'*Accord sur la réconciliation, la non-agression, les échanges et la coopération entre le Sud et le Nord* qui contient des dispositions prévoyant, entre autres, la liberté de la circulation et des contacts intercoréens ; ils formulent l'espoir que cette mesure contribuera à réduire la tension qui règne dans la péninsule coréenne et encouragera les autorités sud-coréennes à poursuivre leurs efforts en vue de réaliser les objectifs de démocratie et de respect des droits de l'homme[686].

Ainsi, bien que les valeurs sont largement promues par la diplomatie déclarative de la CPE, dans le cadre de cette dernière, les discussions concernant les positions et actions communes qui s'inscrivent dans la complexité du système international de la Communauté, n'ont jamais pu aboutir puisqu'elles visaient à coordonner les politiques étrangères fondées, non pas sur une prise de décision supranationale [687], mais sur une coopération intergouvernementale afin de manifester fortement l'identité de la Communauté européenne.

D'autre part, tout en tenant compte de ces pressions extérieures, la Corée du Sud a également dû prendre en considération l'évolution du système international et le renforcement de l'influence du système de négociation diplomatique multilatéral, fondé sur des valeurs et centré sur les Nations unies. Cela s'est notamment matérialisé grâce à la ratification en 1990 des deux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels[688]. Par la suite, l'adhésion simultanée de la Corée du Sud et de la Corée du Nord aux Nations unies en 1991 a également créé les conditions d'une diplomatie multilatérale dans un nouvel espace politique international institutionnel. Cela a coïncidé avec une période de bouleversements dans la transition du pays du régime militaire à la démocratie et a représenté l'aube d'un nouveau visage pour la Corée du Sud, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. De plus, dans un environnement diplomatique qui était auparavant dominé par certaines puissances

---

686 *Ibid.*

687 Simon Nuttal, « Two decades of EPC performance» dans Elfriede Regelsberger (ed.), *Foreign policy of the European Union From EPC to CFSP and Beyond*, Colorado: L. Rienner, 1997; et Hill et als., 2017, *op.cit.*

688 La Corée du Sud a adhéré au « Pacte international relatif aux droits civils et politiques » et au « Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels » le 10 avril 1990 et celui-ci est entré en vigueur le 10 juillet 1990.

périphériques et qui réduisait la marge de manœuvre politique, la poursuite d'une diplomatie fondée sur un système multilatéral qui défend des valeurs normatives mondialisées pourrait donner à la Corée du Sud une sorte de légitimité pour participer, aux côtés d'un certain nombre de démocraties libérales, à une sorte d'un nouvel ordre international.

2. Le projet d'accord-cadre entre l'UE et la Corée du Sud

A. L'élaboration de la politique étrangère de l'UE

1) La politique étrangère dans le traité de Maastricht

Dans le cadre de l'impact libéral d'un nouveau modèle de relations internationales, la nécessité d'assumer de nouvelles responsabilités internationales amène les États membres de la Communauté européenne à recommander la mise en place d'une politique étrangère et de sécurité commune. Depuis le discours du Président de la Commission *Delors* sur les questions de la Communauté elle-même et de sa coopération politique dans la scène internationale[689], le point de vue sur les réformes politiques à mener dans les communautés européennes conduit à développer des propositions concrètes en « considérant les changements rapides sur la scène politique internationale et européenne, qui nécessitent de la part de la Communauté une accélération de l'évolution institutionnelle et de la construction de l'Union européenne »[690].

Au cours de cette tentative d'établissement d'une nouvelle politique européenne, c'est le Parlement européen qui fait le premier pas vers une approche fondée sur les valeurs dans une politique étrangère et de sécurité commune de la Communauté. Il met en avant le fait qu'une politique étrangère commune couvrant les questions de paix et de sécurité est un élément fondamental de l'union politique, dès lors que « le champ d'action de la politique étrangère de la Communauté englobe les questions de sécurité, de paix et de désarmement, le tout accompagné d'une étroite coordination des politiques nationales de sécurité, et respecte le principe de solidarité et l'intangibilité des frontières extérieures des États membres »[691].

Ainsi, en ce qui concerne la politique en matière de relations extérieures, les valeurs européennes sont devenues de plus en plus concrètes au fur et à mesure de l'élaboration du traité de l'Union européenne. Le 6 décembre 1990, le Président français *François Mitterrand* et le Chancelier allemand *Helmut Kohl* transmettent au Premier ministre italien, *Giulio Andreotti*, en sa qualité de Président en exercice du Conseil européen, une « position commune sur les objectifs et les éléments essentiels de l'Union politique ». Dans cette lettre, ils précisent leur vision de la future Union sur l'élargissement des compétences de la Communauté, la légitimité démocratique et l'efficacité de l'Union dans le domaine des institutions. Plus

689 Delors, 1991, *op.cit.*
690 « Résolution sur la Conférence intergouvernementale dans le cadre de la stratégie du Parlement européenne pour l'Union européenne », Journal officiel des Communautés européennes, n° C96/116, le 17 avril 1990.
691 Journal officiel des Communautés européennes, n° C231, le 17 septembre 1990.

particulièrement, ils proposent la définition des domaines d'une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) sur la perspective des valeurs européennes :

> Quant à la politique étrangère et de sécurité commune, elle aurait vocation à s'étendre à tous les domaines. Elle aurait pour objectif de faire valoir les intérêts essentiels et les valeurs communes de l'union et de ses États membres, de renforcer leur sécurité, de promouvoir la coopération avec les autres États, de contribuer à la paix et au développement dans le monde[692].

En effet, la France et la République fédérale allemande, attachent une importance notable à la politique étrangère et de sécurité commune au sein de la Communauté[693]. Ils avaient déjà adressé un message commun à la précédente Présidence irlandaise du Conseil européen, le 19 avril 1990, qui marquait le lancement effectif des négociations du traité de Maastricht[694], dans lequel ils les invitaient « à renforcer la légitimité démocratique et la cohérence de l'action de l'Union dans les domaines économique, monétaire et politique »[695]. De plus, ils affirmaient leur volonté d'accélérer la construction politique de l'Europe des Douze, qui donnent lieu à la question « de définir et de mettre en œuvre une politique étrangère et de sécurité commune ». Cependant, cette fois-ci, la lettre supplémentaire de décembre est plus précise pour développer l'objectif conceptuel de la politique étrangère au sein de la Communauté européenne dans les « valeurs communes ».

Quelques jours plus tard à Rome, lors de l'ouverture officielle de la Conférence Intergouvernementale (CIG) en passe de lancer son examen de la révision de l'avant-projet du traité pour l'établissement d'une Union européenne, le Conseil européen établit le cadre de travail préparatoires en élaborant des textes précis de révision des traités sur les principes tels que la « légitimité démocratique », la « citoyenneté européenne », les « extensions et renforcement de l'action de la Communauté » et l'« efficacité de l'Union ». En se concentrant

---

[692] Ministère des Affaires étrangères de la République française, « Message commun de M. François Mitterrand, Président de la République, et du Chancelier Helmut Kohl adressé à M. Giulio Andreotti, Président du Conseil européen, sur l'union politique, ses objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir », Paris, le 6 décembre 1990.

[693] Gaston Reinesch, Daniel Vignes, et Jim Cloos, *Le traité de Maastricht : genèse, analyse, commentaires*, Bruxelles : Bruylant, 1993, p.59.

[694] Philippe de Schoutheete de Tervarent, « The Creation of the Common Foreign and Security Policy », dans Elfriede Regelsberger, Philippe de Schoutheete de Tervarent et Wolfgang Wessels (eds.), *Foreign Policy of the European Union From EPC to CFSP and Beyond,* Londre: Lynne Rienner Publishers, 1997, pp.43-47.

[695] Ministère des Affaires étrangères de la République française, « Message conjoint de François Mitterrand, Président de la République française, et Helmut Kohl, chancelier de la RFA, adressé à Charles Haughey, Président du Conseil européen sur la nécessité d'accélérer la construction de l'Europe politique », Paris, le 19 avril 1990.

plus particulièrement sur la PESC, le Conseil confirme que :

> La politique commune en matière de relations extérieures et de sécurité devrait viser à maintenir la paix et la stabilité internationale, à développer des relations amicales avec tous les pays, à promouvoir la démocratie, l'État de droit et le respect des droits de l'homme, et à favoriser le développement économique de toutes les nations, en tenant compte également des relations particulières des différents États membres[696].

Désormais, les valeurs seront précisément incluses dans le texte du traité. Cela ne se limite pas seulement à cela, car d'autres États membres sont d'accord avec cette perspective. Lorsque l'Italie propose son point de vue sur la politique étrangère et de sécurité commune, elle poursuit notamment « la défense des intérêts généraux et des valeurs communes de ses États membres, de leur indépendance et de leur sécurité ; le maintien de la paix et de la sécurité internationale conformément aux principes de la Charte des Nations unies […] la promotion de la démocratie, de l'État de droit, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales »[697]. Dans le cadre de l'Union politique, le ministre français des Affaires étrangères, *Roland Dumas* et son homologue allemand, *Hans-Dietrich Genscher* présentent également la perspective des valeurs à la Conférence intergouvernementale dans une proposition pour la mise en œuvre d'une politique étrangère de sécurité commune en déclarant que « la PESC vise à promouvoir les intérêts essentiels et les valeurs communes de l'Union politique »[698].

Le 18 juin 1991, un document est présenté par la présidence sous la forme d'un projet de traité, intitulé « Projet de traité sur l'Union de la présidence luxembourgeoise »[699]. Enfin, ce texte fixe comme l'un de ses objectifs la définition d'une politique étrangère et de sécurité commune afin « d'affirmer son identité sur la scène internationale, notamment par la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune intégrant à terme la définition d'une politique de défense »[700], et dont les objectifs sont :

> La sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union, le renforcement de la sécurité de l'Union et de ses États membres sous toutes ses formes, y compris par la définition, à terme, d'une politique de défense, le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies, la promotion de la

[696] AHPE, PE 146.820, « Conclusion de la Présidence (première partie) » du Conseil européen à Rome, les 14 et 15 décembre 1990.
[697] « Italian Proposal on Common Foreign and Security policy », le 5 février 1991 dans l'Annexe de Finn Laursen et Sophie Vanhoonacker (eds.), *The Intergovernmental Conference on Political Union*, Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 1992.
[698] « Proposition franco-allemande sur la politique de sécurité commune » à Bruxelles, le 4 février 1991.
[699] « Projet de traité sur l'Union de la présidence luxembourgeoise » à Luxembourg, le 18 juin 1991.
[700] Article B, *ibid.*

> coopération internationale, le développement et la consolidation de la démocratie et de l' État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Au Conseil européen des 28 et 29 juin 1991, ce projet de traité est prêt à être accepté par une majorité de délégations pour être considéré comme « une base pour les futures négociations »[701], même si les compétences de la prochaine présidence néerlandaise et du Conseil européen de Maastricht sont laissées à l'élaboration d'un compromis sur cette question[702].

À travers les négociations, qui n'ont certainement pas été faciles[703], mais qui ont abouti au traité de Maastricht (« Traité sur l'Union européenne », TUE) entré en vigueur le 1er novembre 1993, la PESC est enfin bien mise en place au sein de la Communauté européenne et maintenant de l'Union Européenne (UE) tout en inscrivant les principes sur les valeurs. Ainsi, on assiste à la réalisation de l'objectif de passer d'une situation où les limites de la coopération politique paralysaient son développement et privilégiaient d'autres canaux internationaux, à une situation où, sur une base nouvelle, une politique étrangère commune efficace générerait ses propres dynamiques. Ces aspects de valeur sont expliqués dans le titre V, article J du traité de Maastricht, qui stipule que les objectifs sont :

> La sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union ; le renforcement de la sécurité de l'Union et de ses États membres sous toutes ses formes; le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations unies, ainsi qu'aux principes de l'Acte final d'Helsinki et aux objectifs de la Charte de Paris; la promotion de la coopération internationale ; le développement et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales[704].

Les mesures extérieures de la Communauté s'appuient pour la première fois sur le corps du traité qui fait du respect de la valeur un principe de conduite de sa politique. Toutefois, le traité n'a pas mis en place d'instruments pour traduire ces principes en politiques concrètes et ce vide législatif est comblé par les communications de la Commission et les résolutions du Conseil dans ce traité. Autrement dit, l'engagement rhétorique fort de l'UE en faveur des valeurs dans le cadre de la politique extérieure, qui destinées à être européennes et universelles à la fois,

---

[701] Reinesch, Vignes, et Cloos, *op.cit*., p.87.
[702] Finn Laursen, Sophie Vanhoonacker et Robert Wester, « Overview of the Negotiations », dans Laursen (eds.), *op.cit.,* p.17.
[703] Philippe de Schoutheete de Tervarent, *op.cit.*
[704] Article J.1 (2) du « Traité sur l'Union européenne », Journal officiel des Communautés européennes, n°C 191 /58, le 29 juillet 1992.

apparaissent vagues et générales.

En effet, alors que les États membres mettent en place un « nouveau mécanisme » pour la coopération en matière de politique étrangère, il paraît nécessaire de déclarer et de préciser des objectifs spécifiques pour cela. Il n'a pas été facile de se mettre d'accord sur une liste définie et satisfaisant tous les États membres sur l'approche de la souveraineté et des intérêts de ces derniers[705]. Toutefois, la valeur européenne, qui a elle-même permis de réfléchir à des valeurs universelles partagées en tant que normes, pourrait s'appuyer sur son identité internationale dans ce contexte, lorsque les valeurs libérales sont intégrées dans le statut de norme internationale. Cela permettait à la politique de l'Union européenne de reposer sur des cadres et des normes convenus au niveau international, reflétant la conviction que les valeurs libérales telles que les droits de l'homme et la démocratie ne sont pas exclusivement des valeurs « européennes », mais des valeurs universelles auxquelles tous les membres adhèrent dans le monde entier. Ainsi, l'UE s'efforce d'œuvrer à la ratification universelle et à la mise en œuvre de tous les grands mécanismes internationaux de valeurs universelles dans le cadre de sa nouvelle politique extérieure sur la base de ce nouveau traité.

[705] Simon J. Nuttall, *European Foreign Policy*, Oxford : Oxford University Press, 2000, pp.123-124.

2) La politique de l'UE à l'égard de l'Asie

À la suite du traité, l'intégration des valeurs de l'UE dans la politique étrangère tend à se transformer en un véritable mécanisme de multilatéralisme dans les relations internationales libérales. Même si les valeurs ne se retrouvent pas en dehors de l'Europe au même titre et ne forment pas les mêmes modèles, plutôt que de faire abstraction de la distinction entre les valeurs européennes et les autres, l'UE essaie de les intégrer dans l'aspect « universel » dans sa politique étrangère, en acceptant leur existence dans des sociétés au-delà de l'Europe[706]. Autrement dit, l'UE cherche à justifier et à légitimer sa politique extérieure sur les valeurs en se référant à des instruments internationaux afin de permettre d'appliquer légitimement les valeurs dans les relations avec d'autres États dans la scène mondiale par des moyens « universels »[707], et de maintenir une particularité européenne en revendiquant une mise en œuvre spéciale et supérieure des valeurs dans le sujet européen.

Cette réflexion entre le particulier et l'universel est également à l'œuvre lorsqu'il est fait référence aux valeurs dans les textes politiques européens. En 1995, deux communications de la Commission, portant respectivement sur « la prise en compte du respect des principes démocratiques et des droits de l'homme dans les accords entre la Communauté et les pays tiers » et sur « l'Union européenne et les aspects extérieurs de la politique des droits de l'homme » présentent l'approche de la Commission en matière de valeur dans la politique étrangère selon la perspective suivante :

> Dans un contexte international marqué notamment par le renforcement du caractère universel des droits de l'Homme, l'Union européenne a progressivement défini son identité en termes de promotion des droits de l'Homme et des libertés démocratiques, contribuant à la formation et à l'approfondissement des engagements sur la scène internationale […] L'Union européenne apporte une contribution significative aux travaux et activités menés au sein des Nations Unies, de l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe. Elle porte sur l'activité normative de ces organismes internationaux et l'approfondissement des instruments de référence, sur le renforcement des mécanismes de prévention et de protection ainsi que sur la définition de priorités et la mise en œuvre d'actions spécifiques […] l'approfondissement des engagements sur la scène internationale[708].

---

[706] Todorov, *op.cit.,* p.63.

[707] Wallerstein, *op.cit.*

[708] « Communication de la Commission au conseil et au Parlement Européen- L'Union européenne et les aspects extérieurs de la politique des droits de l'Homme de Rome à Maastricht et au-delà », (COM (95)567 final),

Ainsi, dans la politique étrangère de l'UE, le terme de « droits de l'homme » n'est plus limité aux « standards européens », mais plutôt aux « normes internationales »[709]. De plus, ces normes servent à régulariser le comportement approprié des acteurs internationaux et fournissent une structure sociale en exprimant des valeurs afin de créer de nouvelles responsabilités et de nouveaux principes. Cela devient alors la notion clé de la conceptualisation externe des valeurs de l'UE dans leurs relations internationales.

Dans le cadre de la confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique, l'Europe et l'Asie formaient historiquement des axes différents dans la sphère d'influence des États-Unis, de sorte qu'il y avait moins de place pour une coopération directe en matière de politique et de sécurité, et que les relations individuelles étaient principalement basées sur le commerce[710]. En effet, pendant longtemps l'Asie n'a pas constitué une zone prioritaire pour les politiques commerciales de la CEE.

Toutefois, à partir de la fin des années 1980, l'Asie est devenue un théâtre privilégié et un partenaire dont le rôle évolue d'une simple coopération au développement d'une concurrence économique accrue, sous la croissance impressionnante des nouvelles économies industrialisées de plus en plus attrayantes pour le commerce et les investissements européens – et parmi lesquelles se trouvent la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong et Singapore. Ce changement de perspective concernant cette zone du monde s'est notamment produit après qu'un rapport de la Banque mondiale désigne l'Asie de l'Est comme le lieu d'une croissance économique remarquable en qualifiant ce phénomène d'« *East Asian Miracle* »[711], un progrès économique accompagné de la montée en puissance de la régionalisation axée sur le marché. Ainsi donc, le « miracle économique » de l'Asie, l'industrialisation rapide et son augmentation impressionnante, ont principalement conduit à la projection européenne.

En effet, au moment de la construction de l'Union européenne et de son identité internationale, elle se doit de définir une relation solide avec les autres régions dans le monde,

---

Brussels, 22 novembre 1995.

709 Jan Wounters, « From an economic community to a union of values: The emergence of the EU's commitment to human rights », dans Jan Wouters, Manfred Nowak, Anna-Luise Chané et Nicolas Hachez (eds.), *The European Union and Human Rights: Law and Policy*, Oxford : Oxford University Press, 2020, p.24; et Karen Smith, 2003, *op.cit.,* p.121.

710 박태우, « 냉전후 한국-유럽연합(EU) 관계의 새로운 모색 », (Tae-woo, Park, « Une nouvelle recherche pour les relations entre la Corée et l'Union européenne (UE) après la guerre froide », *아태연구* (*Journal of Asia-Pacific Studies*), vol.5, 1998, pp.373-374.

711 A World Bank policy research report, « The East Asian miracle : economic growth and public policy », Washington, D.C. : World Bank Group, 1993.

et notamment avec l'Asie. Au lendemain de la signature du TUE le 7 février 1992, et dans l'attente de l'entrée en vigueur du traité le 1er janvier 1993, les ministres des affaires étrangères des douze États membres de l'époque présentent au Conseil européen de Lisbonne, un rapport sur « l'évolution probable de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) visant à cerner les domaines se prêtant à une action commune vis-à-vis de pays ou de groupes de pays particuliers »[712]. Ainsi, avant la mise en œuvre du Traité de Maastricht, les 26 et 27 juin 1992, chaque zone identifiée pour ce type d'activité devait être associée d'objectifs spécifiques dont la liste est décrite dans un rapport intitulé « *Lisbon goals* »[713].

Ce document, confirme que « la PESC devrait contribuer à ce que l'activité extérieure de l'Union soit moins une "réaction" aux événements extérieurs et davantage une "action" visant à faire valoir les intérêts de l'Union et à créer un climat international plus favorable ». Il précise également les domaines représentant un intérêt géographique pour l'UE par rapport aux négociations d'élargissement avec les anciens pays d'Europe de l'Est, les pays baltes et les pays méditerranéens candidats à l'adhésion (y compris le Maghreb et le Moyen-Orient), les relations transatlantiques (les États-Unis et le Canada) ainsi que la dimension Nord-Sud (l'Afrique, l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Asie). Plus particulièrement, il mit l'accent sur les dimensions géopolitiques plus larges d'une politique étrangère auparavant limitée :

> En ce qui concerne l'importance particulière des relations Nord-Sud, l'Union souhaitera peut-être développer progressivement, d'une manière cohérente et coordonnée, ses activités extérieures vis-à-vis des pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que de l'Asie, dans tous les aspects de ses relations avec ces pays (par exemple la politique étrangère et les politiques en matière de sécurité, d'économie et de développement) afin de contribuer au développement de ces régions dans un contexte de respect intégral des droits de l'homme, ainsi qu'au renforcement des relations de ces pays avec l'Union.

Ainsi au-delà de ce qui concerne la dimension géopolitique, l'Union définit sa politique étrangère vis-à-vis des autres régions du monde en incluant l'Asie, et cela tout en excluant le Japon, qui est déjà la première des économies asiatiques à concurrencer l'Europe et est partie prenante des conflits commerciaux « sur le haut degré de priorité [de l'Union] qu'elle continue d'attacher à ses relations avec les États-Unis d'Amérique et le Canada ». Un autre objectif est de multiplier les efforts pour « exporter ses modèles de démocratie et de droits de

[712] AHPE, PE.158/180, « Conclusions de la Présidence » du Conseil européen, Lisbonne, les 26 et 27 juin 1992.
[713] Brian White, *Understanding European Foreign Policy*, Londre : Macmillan International Higher Education, 2017, p.102.

l'homme dans d'autres régions du monde »[714]. Toutefois, il ne s'agit que d'une direction générale et rien de concret n'est encore proposé dans ce document concernant les politiques étrangères vers cette région.

En 1994, la Commission est sollicitée pour échafauder un nouveau plan d'action vis-à-vis de l'Asie. Un livre blanc intitulé « Vers une Nouvelle Stratégie Asiatique » est alors approuvé pendant la présidence allemande du Conseil le 28 novembre de cette même année. En réalité, cette conception de la marche à suivre à destination de l'Asie est inspirée du modèle de l'« *Asienkonzept* » allemand[715], modèle que le chancelier *Helmut Kohl* a mis en place pour faire de cette région la priorité de la politique étrangère allemande. C'est donc « la poussée allemande » qui a au fond incité la Commission européenne à proposer une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de l'Asie[716] pendant la présidence allemande.

En effet, avant cette proposition formulée au niveau communautaire, l'Allemagne était déjà favorable à l'idée d'agir dans cette région du monde. Dans son discours d'ouverture de la conférence allemande des ambassadeurs d'Asie-Pacifique à Bonn en janvier 1994, le ministre allemand des Affaires étrangères *Klaus Kinkel* avait déjà souligné le lien entre les politiques européenne et nationale en Asie dans les termes suivants :

> D'un point de vue politique, il ne peut y avoir qu'une seule politique européenne en Asie. Cela ne signifie pas que notre politique à l'égard de l'Asie ou d'un État ou groupe d'États asiatiques doit être déterminée par les intérêts particuliers et les expériences historiques spécifiques d'un État européen. Mais nous nous efforcerons de renforcer et de faire progresser la bonne politique asiatique de la CPE, qui a fait ses preuves, sous l'égide de la PESC[717].

De plus, la stratégie communautaire fait le constat qu'il n'y avait pas réellement d'autre choix que de continuer à développer les politiques déjà existantes à l'égard des différents pays asiatiques[718]. Cela est en réaction au nouveau dynamisme économique de la région de l'Asie de l'Est et est motivé par le déficit commercial européen dans cette région,

---

[714] Georg Wiessala, *Re-orienting the fundamentals: human rights and new connections in EU-Asia relations*, Londre: Routledge, 2016, p.63.

[715] Bart Gaens, « Two Decades of the Asia-Europe Meeting (ASEM) », dans Bart Gaens (ed.). *Europe-Asia interregional relations: a decade of ASEM*, Farnham: Ashgate Publishing, Ltd., 2008, p.16.

[716] International Herald Tribune, le 23 septembre 1994.

[717] Presse- und Informationsamt der Bundesregierung 1994: Leitlinien zur deutschen Asienpolitik, (Bureau de presse et d'information du gouvernement fédéral, 1994 : Lignes directrices de la politique asiatique de l'Allemagne), Bulletin (Bulletin du gouvernement fédéral), no. 9, Bonn, le 28 janvier 1994.

[718] Philomena Murray, « Toward policy coherence: the European union's regional and bilateral approaches to east Asia », dans Federiga Bindi et Irina Angelescu (eds.), *The Foreign Policy of the European Union: Assessing Europe's Role in the World*, Washington, DC.: Brookings Institution Press, 2010, p.271.

comme première quintessence de la « *Go-East-Statement* »[719] de stratégies multilatérales de l'Union vers une région entière, fondée sur l'impact potentiel que « la montée de l'Asie » aurait sur l'équilibre mondial du pouvoir économique et, par conséquent, sur le rôle de l'UE. Cela implique également la politique étrangère exercée vis-à-vis de l'Est, en dehors de la dimension géopolitique directe de la Communauté qui exclut aussi la politique de voisinage ainsi que la politique de développement dans les anciennes colonies de l'Europe. Ainsi, avec une politique étrangère qui est à la base du système de relations extérieures[720] depuis le traité de Maastricht, l'UE cherche à s'engager en tant qu'« entité régionale auprès d'une région nouvelle et dynamique »[721].

La « nouvelle stratégie asiatique de l'UE »[722] est fondée sur l'impact potentiel que « la montée de l'Asie » aurait sur l'équilibre mondial du pouvoir économique et, par conséquent, sur le rôle de l'UE en ce que « l'Union européenne doit donc accorder à l'Asie une priorité plus grande que ce n'est le cas actuellement ». Au-delà de la dimension économique, cette méthode met l'accent sur la coopération dans le domaine politique de telle manière à ce que « l'Union européenne doit, par conséquent, s'efforcer de développer son dialogue politique avec l'Asie et chercher des moyens permettant d'associer celle-ci de plus en plus à la gestion des affaires internationales, en vue d'établir un partenariat de puissances égales à même de jouer un rôle constructif et stabilisateur dans le monde ». Dans ce contexte et bien qu'elle ait été initialement utilisée surtout pour son caractère économique, la politique étrangère de soutien de l'Union a joué un rôle de telle manière qu'elle a pu structurer les dialogues politiques formés par la mise en place de la nouvelle stratégie.

Les éléments clés de la stratégie à destination de l'Asie sont la coopération en matière de politique et de sécurité, tandis que les principaux objectifs sont de renforcer la présence économique de l'UE. La stratégie met également l'accent sur le rôle de l'Union en tant qu'acteur politique dans la région, notamment en ce qui concerne d'une part la promotion de la stabilité en Asie en approfondissant les relations économiques et politiques et en encourageant la croissance économique, et cela en particulier dans les pays plus pauvres, et d'autre part, en développant et en consolidant la démocratie, l'État de droit ainsi que le respect

[719] Georg Wiessala, « New Dynamism or Institutional Overload? Asia-Europe Relations after Seoul », Centre for European Union Studies, University of Hull, Research Paper 1/2001, April 2002, p. 14.
[720] Hill, 1993, *op.cit*., p.305.
[721] Murray, *op.cit*., p.271.
[722] « Communication de la Commission au Conseil vers une nouvelle stratégie Asiatique », le 13 juillet 1994 (COM (94) 314 final Bruxelles).

des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans ce livre blanc, l'UE exprime de manière détaillée sa position qu'elle définit par l'approche sur le principe des valeurs :

> Le développement et le renforcement de la démocratie et des principes du droit ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales constituent un objectif fondamental de la politique extérieure de l'Union européenne. En ce qui concerne les droits de l'homme, l'approche générale adoptée par l'Union européenne consiste à adhérer aux normes internationales existantes telles qu'elles figurent dans les actes internationaux en la matière dont la plupart sinon tous les pays asiatiques sont signataires[723].

Lors du Conseil européen d'Essen les 9 et 10 décembre 1994, les Douze, qui définissent alors une stratégie de préadhésion pour préparer les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) à l'intégration progressive de l'acquis communautaire dans leur droit national, soulignent une fois de plus « l'importance économique et politique des États de la région Asie-Pacifique et confirm[ent] que l'Union européenne et ses États membres entendent [la] renforcer à tous les niveaux »[724].

De cette façon, la politique à l'égard de l'Asie est fortement mise en place au niveau de l'Union. À l'occasion de l'investiture de la nouvelle Commission devant le Parlement européen le 17 janvier 1995, le nouveau Président de la Commission *Jacques Santer* déclare la chose suivante : « nous sommes en train, avec un certain retard, de prendre conscience de l'importance de l'Asie. Le monde entier regarde vers ce continent en pleine expansion. L'Europe ne peut et ne veut pas être absente de l'Asie »[725].

À la suite de cela, le Parlement européen adopte une résolution favorable à cette ligne directrice et estime que « l'Union européenne devrait veiller à développer ce rôle renforcé par une meilleure représentation de l'Asie au sein des forums internationaux, grâce à un dialogue politique approfondi et à un soutien accru aux associations de coopération régionales ; ces politiques et actions devraient être menées dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune »[726]. Les députés européens mettent notamment l'accent sur les « valeurs universellement reconnues », tout en s'assurant de respecter mutuellement les valeurs et les

---

[723] *Ibid*., p.12.
[724] « Conseil Européen Réunion à Essen : Conclusions de la Présidence », des 9 et 10 décembre 1994.
[725] « Discours de Jacques Santer (Strasbourg, le 17 janvier 1995) » dans le Bulletin d'information et de documentation.
[726] « Résolution sur la communication de la Commission au Conseil "Vers une nouvelle stratégie asiatique" (COM (94)0314 - C4- 0092/94) » dans le Journal officiel des Communautés européennes, n° C 166, 3 juillet 1995.

cultures de chaque partie dans les relations entre l'Asie et l'Union :

> Tant les pays d'Asie que l'Union européenne bénéficieront des efforts déployés ensemble pour améliorer les libertés démocratiques, les droits de l'homme et les droits des minorités, les droits sociaux et les réglementations relatives à la santé, pour protéger l'environnement, notamment la forêt tropicale, et respecter les droits des femmes, en luttant contre la traite des femmes et des enfants, sans oublier les problèmes de migration et des réfugiés et la nécessité d'une coopération dans la lutte contre le crime et le terrorisme, et ce y compris le trafic de drogue[727].

De cette façon, l'utilisation formelle de la clause des valeurs universelles dans le cadre de cette stratégie est d'une part un moyen de suspendre potentiellement la coopération en cas de violation flagrante de ces éléments essentiels, et est d'autre part, un instrument permettant de promouvoir le dialogue politique sur les valeurs universelles entre les parties[728]. Cette normalisation des valeurs universelles dans le cadre de politique se rattache au fonctionnement de l'efficacité de la politique européenne entre la rhétorique et la pratique au cours de la construction communautaire.

[727] *Ibid.*
[728] Gropas, *op.cit.,* p.124.

B. L'initiative des accords-cadres entre l'UE et la Corée du Sud

1) Le premier gouvernement démocratique de Corée du Sud et sa politique étrangère

a. L'approche de la Corée du Sud en matière de valeurs universelles

En 1993, un gouvernement civil se met en place dans le pays du Matin calme. L'adjectif « civil » de l'expression gouvernement civil se rapporte au fait qu'il est composé de « gens ordinaires », et non pas de soldats. Autrement dit, ce gouvernement est issu d'une « formation civile », contrairement à un président ayant une formation militaire, comme ce fut le cas au cours des trente-deux dernières années avec *Park, Chung-hee*, *Chun, Doo-hwan* et *Roh, Tae-woo*. Il s'agit ainsi d'un véritable gouvernement qui ouvre une nouvelle période dans les années 1990 et dont la caractéristique distincte peut être considérée comme une stratégie visant à se différencier des gouvernements précédents. Lorsque *Kim, Young-sam* est élu comme le premier président civil de la Corée du Sud, il déclare la chose suivante : « aujourd'hui, nous sommes réunis ici pour inaugurer l'ère de la démocratie civile à laquelle nous avons tant aspiré. Nous avons dû attendre 30 ans pour arriver à ce jour. »[729]. La République de Corée se positionne désormais en tant qu'État démocratique enfin établi et achevé après une trentaine d'année où se sont succédé des militaires. L'avènement de l'ère politique civile signifie le dépassement de la structure binaire des conflits politiques, économiques et sociaux entre « démocratiques » et « antidémocratiques » ainsi que l'élargissement de nouveaux horizons politiques en Corée du Sud[730].

Il faut savoir que le président *Kim Yong-Sam* s'inspire d'une philosophie politique basée sur la démocratie libérale, et estime qu'« il faut reconnaître que l'arme la plus puissante qui puisse remporter la lutte contre le communisme n'est pas la rétention de la liberté mais le développement de la liberté individuelle, pas la suppression des droits de l'homme mais la garantie des droits de l'homme, pas le contrôle de la parole mais la création d'une parole libre, et un système démocratique »[731]. Par conséquent, le président *Kim Yong-Sam* projette de réformer divers secteurs de la société sur le fondement de l'autonomie et de la démocratie afin

[729] « 김영삼 대통령 취임사 <전문> (Texte intégral de Discours d'investiture du président Kim Young-sam) »; *한경신문 (The Korea Economic Daily)*, le 25 février 1993.

[730] 한국정치외교사학회 편집부, « 김영삼 정부의 성격과 개혁정치 », (Editer de Korean Association For Political And Diplomatic History, « Caractéristiques du gouvernement Kim Young-sam et politique réformiste », *한국정치외교사논총 (Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol.15, 1997, p.323.

[731] *중앙일보 (JoongangIlbo),* le 23 juillet 1979.

de créer une « nouvelle Corée » en effectuant des réformes soutenues par un taux d'approbation de plus de 90 % de la part de la population au début de son entrée en fonction[732].

Ainsi, immédiatement après son investiture, le président *Kim* met en œuvre une politique de réforme et de lutte contre la corruption basée sur un fort soutien de la part du public et dont l'objectif est d'éviter un retour à la période antidémocratique : l'organisation militaire privée *Hanahoe* - à laquelle les dictatures et leurs politiciens de formation militaire ont participé[733] - est dissoute, éliminant ainsi la possibilité d'un potentiel coup d'État, de même, les anciens présidents de la Ve République sont arrêtés et emprisonnés, et les tentatives de soulèvement militaire, de rébellion civile et de création illégale de caisses noires sont empêchées.

En addition à la mise en place de ces nouvelles politiques, dans son discours « L'ère du Pacifique et la nouvelle diplomatie de la Corée »[734] prononcé lors de la 26e assemblée générale du Pacific Business Council (PBEC) à Séoul le 24 mai en 1993, le président *Kim, Yong-Sam* clarifie la nouvelle clé de voûte diplomatique de la République de Corée qui doit à présent s'appuyer sur les cinq grandes tendances de la mondialisation, de la diversification, du caractère multidimensionnel, de la coopération régionale et de l'orientation future[735] :

> Le nouveau gouvernement va promouvoir une « nouvelle diplomatie » à l'extérieur. La « nouvelle diplomatie » est une diplomatie qui met l'accent sur les valeurs humaines universelles telles que la démocratie, la liberté, le bien-être et les droits de l'homme. En d'autres termes, il s'agit d'une diplomatie positive fondée sur la moralité. [...] À cette fin, nous participerons activement à la résolution des questions d'intérêt mondial, telles que la paix internationale, le contrôle des armements et l'éradication de la pauvreté. [...] L'Europe travaille actuellement à la paix, à la prospérité et à la démocratisation par le biais de processus d'intégration régionale. De même, les pays d'Asie et du Pacifique doivent sortir de leur isolement et promouvoir la démocratie et la prospérité en participant ouvertement au nouvel ordre économique et de sécurité[736].

Ce discours affirme que la mise en route du nouveau gouvernement coréen s'effectue dans un contexte de recherche des valeurs universelles telles que la démocratie, la liberté et les droits de l'homme sur la scène mondiale. Au-delà du caractère idéaliste de la philosophie de *Kim* dans la politique, l'orientation de sa démarche est non seulement pratique, mais aussi inévitable d'un

---

732 *Ibid.*

733 *국민일보 (Kukmin Ilbo), le 22 novembre, 2015.*

734 *태평양시대와 한국의 신외교* en Coréen.

735 MOFA-KOR, 1994, *op.cit*., p.16.

736 *Ibid.,* p.253.

point de vue réaliste, dès lors que cette direction est prise au milieu de la vague de mondialisation libérale qui commence à partir des années 1990 avec au cœur les pays développés[737]. De la même manière, le ministre des Affaires étrangères, *Han, Seung-joo*, déclare à son auditoire de l'Association diplomatique que la nouvelle diplomatie de la République de Corée sera à présent basée sur les valeurs universelles :

> Maintenant que nous sommes à l'ère de la mondialisation, la diplomatie coréenne doit accorder plus d'attention aux valeurs universelles de l'humanité, telles que la démocratie, la liberté, le bien-être et les droits de l'homme, et cela doit imprégner nos valeurs morales clés. Une diplomatie basée sur la moralité et les valeurs n'est pas nécessairement idéale en dehors de la réalité. Pour notre propre sécurité et nos propres intérêts, nous devons renforcer nos liens avec les pays qui respectent la liberté et la démocratie, ainsi que le bien-être et les droits de l'homme, et contribuer à leur promotion internationale. Dans ce contexte, notre diplomatie abordera activement les développements mondiaux en contribuant à la résolution de problèmes globaux tels que la paix internationale, le contrôle des armes, l'éradication de la pauvreté, la protection de l'environnement et l'utilisation des ressources, et contribuera ainsi à créer un monde mieux défini et plus vivable[738].

Ainsi, le nouveau gouvernement démocratique de Corée du Sud est en train d'intégrer l'acceptation des valeurs universelles dans sa politique étrangère, en particulier dans le contexte d'un ordre libéral de plus en plus mondialiser. Cette perspective constate que la Corée du Sud subit des changements majeurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, en réponse à la nouvelle situation internationale et à la liquidation de l'ancien régime militaire.

b. La position européenne sur la réforme du gouvernement démocratique

L'Europe devient alors rapidement favorable à l'entretien des relations avec ce nouveau gouvernement basé sur la démocratie et les valeurs humaines universelles, gouvernement en phase avec l'ère de l'après-guerre froide et de la mondialisation. Cela est notamment illustré par le fait que les dirigeants européens se rendent au pays du Matin calme.

---

[737] 장훈, « 반응형 세계화에서 성찰의 세계화로 한국형 세계화론의 기원, 쟁점, 과제 » (Hoon Jang, « De la mondialisation réactive à la mondialisation réfléchie: L'origine, les enjeux et les tâches de la théorie coréenne de la mondialisation ») dans 장훈, 이숙종, *세계화 제2막 한국형-세계화의 새 구상* (Sook-jong Lee et Hoon Jang, *Le deuxième acte de mondialisation- Un nouveau concept de mondialisation à la coréenne),* Séoul : EAI 동아시아연구원 (The East Asia institute), 2010, p.15.

[738] « 한국 신외교의 기조-세계와 미래지향의 신한국 외교 » (Nouvelle diplomatie coréenne tournée vers le monde et vers l'avenir), Discours de l'Association des ministres des affaires étrangères pour les relations extérieures, le 31 mai 1993 dans MOFA-KOR, 1994*, op.cit.* p.258.

Au début du mois de mars 1993, seulement cinq jours après la formation du nouveau gouvernement coréen, le Chancelier *Helmut Kohl* est devenu le premier Chancelier allemand à visiter la Corée du Sud. Par l'envoi d'une lettre, il félicita par ailleurs le nouveau dirigeant sud-coréen dans les termes suivants « votre élection a confirmé que la démocratie est solidement ancrée en Corée »[739]. Du côté de la Corée du Sud, cette étape revêt une importance considérable car le président *Kim, Yong-Sam* fait sa première apparition officielle sur la scène diplomatique internationale à travers cette première réunion officielle[740]. Par la suite, le 14 septembre de la même année, le Président français *Mitterrand* se rend en Corée en représentant la France et la CEE. Il est aussi le premier président français à effectuer une visite officielle en Corée et à saluer « l'avènement et le renforcement de la démocratie en Corée du Sud, symbolisés par l'élection, en décembre 1992, d'un ancien opposant, M. *Kim, Young-sam*, à la présidence »[741].

En effet, jusqu'à maintenant, les relations de la Corée du Sud avec ces deux pays qui se positionnent principalement dans la Communauté européenne n'étaient ni trop faibles, ni trop fortes par rapport à celles qu'elle entretient avec les États-Unis ou le Japon. L'une des principales raisons était l'obstacle formé par le système politique antidémocratique de répression des droits de l'homme imposé par le gouvernement militaire sud-coréen dictatorial qui était au pouvoir. Ainsi donc, cette phase marque le début d'une nouvelle dimension non seulement dans les relations bilatérales, mais aussi dans les relations multilatérales. En d'autres termes, la nouvelle dimension des relations se transforme en une relation de compagnonnage favorable et orientée vers l'avenir.

En outre, dans la même année, le Premier ministre suédois *Carl Bildt* se rend en Corée du Sud en avril, tandis que les ministres des Affaires étrangères du Royaume-Uni, de l'Allemagne, de la France, et de la Suède se rendent également successivement en Corée du Sud, ce qui leur permet de discuter des moyens de renforcer la coopération substantielle. Les visites consécutives du personnel clé des pays d'Europe occidentale montrent précisément à

---

739 AN-KOR, 대통령기록물 (Archives présidentielles).

740 Les principales questions abordées lors de ces sommets publics étaient la solution au problème de la péninsule coréenne vue par une Allemagne unie, la coopération entre les deux pays à l'ère de la guerre économique aveugle menée par la CE, les États-Unis et les autres pays, ainsi que la question de la participation de l'Allemagne au projet du *Gyeongbu Express*, qui est une ligne de train à grande vitesse entre Séoul et Pusan en Corée du Sud, et le gouvernement *Roh* a désigné la construction du train à grande vitesse de *Gyeongbu* comme le deuxième grand projet national avec la construction de l'aéroport international d'Incheon et a commencé à le promouvoir sérieusement. Ce projet qui ne s'était pas encore mis en route a été transféré au gouvernement Kim et à ce moment-là la sélection des opérateurs pour le projet ferroviaire à grande vitesse, dans lequel l'Allemagne, la France et le Japon étaient en concurrence féroce, approchait de la phase finale.

741 *Le Monde*, 16 septembre 1993.

quel point le statut de la Corée du Sud s'est élevé au niveau international. En juin, le ministre des Affaires étrangères coréen *Han* effectue un voyage officiel en France et au Royaume-Uni, tous deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, et promet une assistance mutuelle et une coopération sur diverses questions internationales, parmi lesquelles se trouve la question du nucléaire nord-coréen sur la scène internationale[742]. Dans ce contexte, le gouvernement démocratique ouvre la voie à une augmentation unidimensionnelle des relations traditionnelles d'amitié et de coopération de la Corée du Sud avec ces principaux pays d'Europe occidentale.

La Communauté européenne reconnait également l'importance de ce changement en Corée. En effet, dans un rapport de la deuxième réunion interparlementaire du Parlement européen et de la République de Corée qui s'est tenue du 25 au 27 mai 1993 à Strasbourg, elle souligne que :

> L'élection de *Kim Young Sam* (Parti démocratique libéral) à la présidence de la République, le 18 décembre 1992, a été importante, car il était le premier président « non militaire » du pays depuis 30 ans et le vaste programme de réformes qu'il avait introduit semblait avoir été bien accueilli par le public. La principale leçon à tirer des deux élections (générales et présidentielles) organisées récemment dans le pays semblait être que les principes de la démocratie parlementaire étaient désormais fermement établis en Corée[743].

Ainsi la transition de la Corée du Sud vers la démocratie, ainsi que son importance croissante dans l'économie mondiale, conduisent les décideurs de la Communauté européenne à prendre conscience de la nécessité d'améliorer les relations avec la troisième plus grande économie d'Asie de l'Est. En d'autres termes, contrairement au régime militaire précédent, qui avait une approche différente des normes de valeurs convenues avec la Communauté européenne, l'approche des valeurs cohérentes avec l'Europe du nouveau régime démocratique et la transformation de ses institutions démocratiques deviennent une occasion de réduire le fossé entre les deux acteurs.

---

[742] Peu après son adhésion aux Nations unies, la République de Corée a été élue pour son premier mandat de trois ans lors de la 49e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 1993 ; MOFA-KOR, 1994, *op.cit.,* p.77.

[743] AHPE, PE3APPVI/DASE-19930525, « 2ème réunion interparlementaire PE/République de Corée du 25 au 27 mai 1993 (Strasbourg) : Rapport de la réunion transmis par une lettre ».

2) La mise en œuvre de l'accord bilatéral entre l'UE et la Corée du Sud

a. La stratégie de l'UE à l'égard de la Corée du Sud

Le 10 mai 1993, la Commission européenne adopte la « Communication de la Commission au Conseil sur les Relations entre la Communauté européenne et la République de Corée »[744] à travers la déclaration de Sir *Leon Brittan*, Commissaire européen chargé des relations économiques extérieures :

> La Corée [du Sud] évolue. Ici en Europe, nous devons être prêts à réagir. La Communauté doit à la fois aider le processus de changement et encourager nos sociétés à participer à l'ouverture des marchés coréens. L'Europe doit être pleinement intégrée dans tous les marchés importants de la région Asie-Pacifique. Les profonds changements qui marquent la Corée et la région Asie-Pacifique ainsi que l'évolution favorable de relations commerciales et économiques bilatérales de ces deux dernières années ouvrent de nouvelles perspectives pour l'amélioration des relations entre la Corée et la Communauté. Une ouverture prudente de la Communauté à des activités de coopération avec la Corée semble désormais se justifier. Toutefois, une telle coopération doit s'accompagner de la poursuite du développement de politiques de libéralisation du marché coréen. Un dialogue accru avec la Corée et une étroite coordination entre la Commission et les États membres amélioreront la cohérence et l'efficacité de l'approche communautaire de la Corée[745].

Ce document stratégique sur la Corée du Sud est le premier écrit stratégique sérieux dans la relation bilatérale au niveau de la Communauté européenne. Cela est bien distinct de la manière dont laquelle la Communauté européenne concevait le pays du Matin calme en 1991, celle-ci estimait alors que « des considérations politiques, économiques et géographiques interdisent assurément de douter de 1'importance que les États-Unis et le Japon revêtent pour la Corée. Toutefois, il est dans l'intérêt de la Communauté d'aider ce pays à diversifier le plus possible ses relations et de prévenir l'émergence d'un régionalisme en zone Pacifique hors de la présence de la Communauté. Celle-ci entend également éviter l'octroi aux États-Unis de concessions bilatérales et discriminatoires »[746].

Il est ainsi possible de constater le changement d'état d'esprit de la Communauté

---

[744] « Communication de la Commission au Conseil sur les Relations entre la Communauté européenne et la République de Corée » (SEC (93) 642 final), le 10 mai 1993.

[745] Communiqué de presse, Commission européenne, « La CE veut revoir ses relations avec la Corée », le 25 mai 1993.

[746] AHPE, PE3APPV/DASE1989, « Les relations entre la République de Corée et la Communauté européenne (21 février 1991) – Direction Générale de Commissions et délégations ».

européenne à l'égard de la Corée qu'elle respecte désormais en tant que partenaire dans les relations internationales. Dans cette communication, qui est accompagnée d'un projet de conclusion du Conseil, se trouve également une analyse de la position actuelle et des perspectives de la Corée du Sud sur la dimension favorable à la scène politique de la transition démocratique. Il est rapporté que « cinq ans après la fin du régime militaire, la Corée [du Sud] a fait en décembre dernier un nouveau pas vers la consolidation de son système démocratique, avec l'élection de son premier président civil depuis 1960 »[747].

Ensuite, la Commission européenne examine l'état actuel des relations entre la Communauté européenne et la Corée du Sud ainsi que leurs perspectives en ce qu'« [à] la lumière de ces développements, la Commission considère que la Communauté devrait être prête dès maintenant à explorer les domaines de coopération avec la Corée et à commencer à développer des activités de coopération pour le bénéfice mutuel ». Elle propose que la Communauté européenne prenne des mesures pour tenir compte de l'évolution récente de la situation en Corée sur les plans politiques, économiques et commerciaux. En effet, ces progrès comportent notamment l'apaisement des tensions entre les deux Corées, sa productivité élevée, ainsi que le fait que la Corée du Sud est en train de passer d'une économie à bas salaires à une économie fondée sur le savoir-faire.

La Communauté européenne aspire à instaurer « [u]ne relation plus équilibrée, allant au-delà du commerce, [qui] reflétera les nouvelles capacités et les nouveaux besoins de l'économie coréenne et sera dans l'intérêt même de la Communauté : une meilleure coopération avec la Corée dans les domaines de la science et de la technologie, de l'énergie, de l'environnement et dans d'autres domaines, contribuera à diversifier la technologie (et les importations) de la Corée vers la Communauté ». Enfin, à travers ce document, la Communauté montre également sa stratégie à l'égard de l'Asie et estime qu'« un partenariat croissant avec la Corée aidera également la Communauté à progresser sur les autres marchés difficiles de la région de l'Asie de l'Est »[748].

Cet intérêt pour l'importance de la Corée du Sud se reflète également au sein du Parlement européen. Le député irlandais du Groupe du rassemblement des démocrates européens, *Patrick Lane,* dépose ainsi au Conseil une question sur les relations entre la Communauté et la Corée pour savoir si cette première a « l'intention de rencontrer des

[747] Commission européenne, SEC (93) 642 final, 1993, *op.cit.*
[748] *Ibid.*

représentants du gouvernement coréen dans le but d'examiner des problèmes internationaux d'intérêt commun et d'envisager les moyens de développer de nouvelles relations commerciales entre la Communauté et la Corée »[749]. Le Conseil répond alors qu'il « croit savoir que la Commission élabore actuellement une communication sur les relations CEE/Corée. Il espère qu'elle lui sera transmise prochainement et il dégagera les conclusions nécessaires concernant les questions présentant un intérêt commun et d'éventuelles nouvelles relations commerciales avec la Corée à la lumière de son examen ». Enfin, le Conseil publie le 8 juin 1993 cette communication avec les conclusions suivantes :

> Le Conseil prend acte de l'état des relations économiques entre la Communauté et la République de Corée. Il reconnaît que, si les échanges entre la Communauté et la République de Corée ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, leur niveau devrait être relevé de façon à refléter l'importance que la Communauté tout comme la République de Corée ont dans le commerce mondial[750].

De ce fait, la Corée du Sud, tout comme d'autres commerçants dynamiques en Asie, s'est inquiétée de la possibilité de ne pas être inclue dans la politique du marché intérieur de la Communauté. Les investissements faits par la Corée du Sud dans l'UE ont alors augmenté en conséquence. Par la suite, le commerce bilatéral entre la Communauté et la Corée du Sud a quadruplé entre 1982 et 1991, et en 1993, la Corée devient le 16ème plus grand partenaire commercial de l'UE, alors qu'elle n'occupait que le 27e rang en 1980[751].

Dès lors, l'UE considère comme stratégiquement important l'amélioration des relations commerciales avec la Corée du Sud, pays se trouvant dans la partie Est de l'Asie et de la ceinture du Pacifique qui se développe par ailleurs rapidement. De plus, cet intérêt commercial est assorti d'un intérêt politique. Bien que cela ait commencé par la dimension économique, il s'agit d'un développement significatif de ces relations bilatérales en raison de la démocratisation de la Corée du Sud. Après la 3ème réunion interparlementaire du Parlement européen et de la République de Corée du 27 au 28 janvier 1994 à Séoul, le Parlement européen affirme que l'Assemblée Nationale de la République de Corée a accompli un premier pas vers la mise en place de structures démocratiques et « [c]eci est d'autant plus important que les contacts devraient dépasser le niveau purement économique pour s'étendre aux secteurs

[749] AHPE, n°3-431/235, « Question n°28 de M.Lane (H-0333/93) », Débats du Parlement européen du 26 mai 1993.
[750] AHCE, CM2 CEE, CEEA 1993.720, « Conclusions du Conseil du 07 au 09.06.1993 concernant les relations entre la CE et la République de Corée ».
[751] Eurostat, janvier 1995.

politique et culturel »[752].

Ce changement dans le regard de l'UE sur la Corée du Sud et l'émergence des stratégie de contrepartie spécifique s'expliquent par le fait que, comme indiqué plus haut, la croissance économique rapide de la Corée du Sud a créé les conditions propices à un partenariat économique et commercial institutionnel avec l'UE. Plus spécifiquement, cependant, en préparant l'établissement d'une relation bilatérale avec l'UE en tant que partenaire distinct et équitable, il est important de noter que la Corée du Sud s'est transformée en un pays pleinement démocratique. En d'autres termes, les valeurs européennes, en particulier celles qui sont désormais universelles sur la scène internationale, telles que la démocratie et les droits de l'homme, constituent une condition préalable essentielle à l'établissement de relations « normales » avec l'Union européenne[753], dans la mesure où elles sont cohérentes avec l'identité de l'UE, ce qui contribue également à renforcer les relations bilatérales.

b. Les valeurs universelles dans le cadre de l'accord bilatéral

Depuis l'adoption en 1993 du rapport de l'UE sur la Corée du Sud qui incite à se concentrer davantage sur les relations statistiques, lesquelles doivent être étendues à davantage de domaines, tels que la politique, la science, la technologie, la culture et l'environnement, l'UE ouvert la voie à la construction de relations bilatérales solides avec la Corée du Sud. Le 12 novembre 1993, Sir *Leon Brittan*, vice-président de la Commission et commissaire européen chargé des relations extérieures se rend en Corée du Sud. Pendant cette visite, le Président Coréen *Kim, Young-sam* se montre satisfait par l'adoption du premier rapport complet sur les relations avec la Corée du Sud par le Conseil ministériel de la CEE en juin de cette année. Cette étape représente une véritable prise de conscience de l'importance des relations entre la Corée du Sud et la CEE[754].

Lors de la 9ème réunion du comité ministériel à laquelle se trouvent le ministre des Affaires étrangères de la Corée *Han, Seung-ju* et Sir *Leon Brittan*, l'objet principal des

[752] AHPE, PE3APPV/DASE1989, « 3e RENCONTRE INTERPARLEMENTAIRE PE/COREE, Séoul, 27-28 janvier 1994 : Rapport, programme, projet d'ordre du jour, listes des membres et déclaration conjointe ».
[753] Sung-hoon Park, *op.cit*., p.3.
[754] *한경신문* (The Korea Economic Daily), le 11 novembre 1993.

discussions est celui de la fermeture du marché du riz sud-coréen[755]. Les deux hommes s'entendent pour établir un accord-cadre de coopération de base et un dialogue politique uniquement une fois que la Corée du Sud contribue à la conclusion de cet accord au niveau international. En effet, Sir *Leon Brittan* déclare précisément que « la Commission européenne considèrera attentivement quand signer un accord au moment voulu »[756]. De fait, l'idée pour l'accord bilatéral a déjà été proposée et un cadre concret à cet effet a déjà été pensé et soumis par le gouvernement coréen avant la tenue de ce sommet[757]. La Corée du Sud prend conscience de l'importance de sa relation avec l'UE qui se transforme en une alliance politique, économique et sociale étant donné que l'UE devient un partenaire de coopération aussi crucial que les États-Unis et le Japon[758].

Ainsi, depuis les années 1990, les deux parties reconnaissent la nécessité d'améliorer l'étendue de leur compréhension mutuelle en termes de politique et de culture, ainsi que leur compréhension des questions de commerce international. Outre l'aspect économique, la Corée du Sud tente de diversifier ses efforts diplomatiques, qui étaient jusque-là disproportionnellement en faveur des États-Unis et du Japon, pour atteindre une nouvelle dimension à l'égard de l'Europe qui a notamment déclaré son intention vis-à-vis de l'Asie grâce à sa nouvelle stratégie de 1994[759]. Dans l'ensemble, la promotion des relations avec l'UE revêt une grande importance en tant que carte de contrôle de l'influence excessive des partenaires américains et japonais, qui ont constitué initialement les deux axes majeurs de la diplomatie coréenne actuelle.

À partir de cette démarche, les 11 et 12 mars 1995 le Président *Kim, Young-sam* participe au Sommet mondial des Nations unies sur le développement social (SMDS) à Copenhague au Danemark et part en voyage d'État dans cinq pays d'Europe (France, République tchèque, Allemagne, Royaume-Uni, et Belgique). Ces visites sont conçues dans le but d'améliorer la position de la Corée du Sud au sein de la communauté internationale et afin de s'assurer une base de soutien pour atteindre l'objectif d'entrer au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membre non-permanent cet automne-là, et par conséquent, de créer sur la

[755] Cette question est également un des thèmes en suspens qui empêche de conclure l'Uruguay Round, le dernier cycle de négociations internationales qui débuta en 1986 dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (AGETAC).

[756] *한경신문* (*The Korea Economic Daily), op.cit.*

[757] *연합뉴스* (*Yonhap News Agency*), le 13 novembre 1993.

[758] MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 1995, pp.77-78 et p.96.

[759] *Ibid.,* p.79.

scène internationale une atmosphère favorable et attrayante pour pouvoir accueillir la Coupe du monde de football de 2002[760]. Le 14 mars, le Président *Kim* et le Président de la Commission européenne *Jacques Santer* se rencontrent à Bruxelles pour échanger leurs points de vue sur des questions d'intérêt commun, et en particulier sur leurs politiques économiques respectives ainsi que sur les perspectives de leur coopération bilatérale.

Ce sommet symbolise la première réunion de haut niveau depuis la mise en œuvre des réformes démocratiques en République de Corée d'une part, et depuis la création de l'Union européenne par le traité de Maastricht ainsi que son élargissement subséquent à trois nouveaux États membres (Autriche, Suède, Finlande) d'autre part. Au cours d'une rencontre qui dura environ une heure, les deux dirigeants conviennent d'établir un cadre institutionnel de base pour mettre en place une nouvelle relation de coopération mutuelle pour le XXI e siècle.

Pour cela, les deux parties décident d'adopter un nouvel accord-cadre destiné à promouvoir les échanges, les investissements, la coopération et les liens politiques à travers une déclaration politique commune, en énonçant « la nécessité d'intensifier le dialogue politique et [cet accord] contiendra une clause relative aux droits de l'homme et à la démocratisation, comparable à celle qui figure dans les accords que l'Union européenne a conclu avec les pays d'Europe centrale et orientale et les nouveaux États indépendants »[761] sur la base de la « Déclaration sur les Droits de l'Homme » de 1991. Ainsi, ce communiqué décidé par les deux hommes politiques concerne les domaines politiques, économiques, technologiques et culturels, et doit reposer sur un fondement de valeurs et d'aspirations communes :

> [S]ouligner à leur attachement commun à la démocratie et au respect des droits de l'homme ainsi que leur engagement à préserver la paix et à établir un ordre international stable et équitable conformément à la Charte des Nations unies ; réaffirmer leur prise de position dans l'exécution complète de leurs engagements pris dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce ; intensifier les négociations et à se mettre à l'œuvre afin d'identifier les régions concernées par l'accord relatif à la paix et à la sécurité internationale, plus particulièrement à la non-prolifération et au désarmement, à la lutte contre le terrorisme, contre le trafic de drogue et au blanchiment d'argent[762].

L'établissement de ce nouvel accord-cadre peut être considéré comme une étape

[760] *중앙일보 (Joongang-ilbo)*, le 11 février 1995.

[761] AHPE, PE3APPV/DASE1989, « Communication aux membres: note de synthèse sur la situation économique en République de Corée et sur les relations avec l'UE (Réunion du 28 juin 1995) ».

[762] Communiqué de presse, Commission européenne, « Visite du Président de Corée Communique Commun », le 14 mars 1995.

cruciale dans les relations internationales de l'UE par rapport à l'élargissement des valeurs englobées dans la PESC du traité de Maastricht.

D'une part, la dimension politique est incluse dans la relation bilatérale, alors que cette dernière était auparavant exclusivement d'ordre économique et commercial. Le président de la Commission européenne, *Santer,* illustre cela par les propos suivants :

> On avait, en effet, séparé les aspects économiques des aspects politiques. Certains commissaires étaient responsables des relations économiques avec des groupes de pays tandis qu'un autre était chargé de la PESC de manière « horizontale ». Ces chevauchements de responsabilités ont posé des problèmes tant en interne (entre les services) qu'à l'extérieur (dans la perception de la politique de l'Union). J'ai décidé d'unifier les compétences économiques et politiques : chaque commissaire a désormais la charge d'une zone géographique (les pays de l'OCDE, la Corée du Sud et la Chine, les pays d'Europe, la zone Afrique-Caraïbes- y compris l'Afrique du Sud, ce qui n'était pas le cas précédemment-, la Méditerranée, l'Amérique latine et les autres pays asiatiques)[763].

Cela signifie que la politique étrangère de l'UE, redéfinie par le Traité de Maastricht, ne se limite plus à la sphère économique mais aussi à la sphère politique, et que cette nouvelle identité en tant qu'acteur international s'étend à ses relations bilatérales avec la Corée du Sud dans ses nouvelles stratégiques des relations extérieures.

Cette nouvelle perspective de la politique étrangère de l'UE mise en place par le traité de Maastricht joue également un autre rôle important dans l'établissement de relations plus étroites avec la Corée du Sud. De fait, il y avait eu des contacts officiels réguliers et formels entre le gouvernement sud-coréen et l'UE avant la visite du président *Kim*, mais le niveau de mise en œuvre de mesures ultérieures pour en faire une réalité pratique était faible[764]. Cela n'était pas dû à un manque de volonté de la part de l'Union pour discuter de questions politiques avec la Corée du Sud, mais plutôt à une réticence à consacrer du temps et des ressources à un dialogue avec un pays tiers à cause de l'absence d'instruments disponibles à ce moment pour établir une relation bilatérale convenable. L'importance que représente la Corée du Sud pour la sécurité de la région était sans doute perçue individuellement par les États membres, mais elle n'était jamais formulée collectivement par ces derniers. Cela peut s'expliquer par la méfiance et la prudence traditionnelle de la Communauté à s'engager dans des questions de politique étrangère de nature essentiellement sécuritaire[765]. Toutefois, la politique étrangère commune de

[763] « Un entretien de Jacques Santer ». *Politique internationale*, no.66, 1994.
[764] *중앙일보 (Joongang-ilbo)*, le 27 mars et le 25 octobre 1994.
[765] Hanns Maull, Gerald Segal, et Jusuf Wanandi (eds.), *Europe and the Asia Pacific,* Londre: Psychology Press,

l'UE, qui présente désormais une vision unifiée, contribue à rendre plus institutionnelle une relation bilatérale autonome avec la Corée du Sud.

En particulier dans cette réaffirmation de la politique étrangère de l'UE, son identité internationale devient un point de référence, qui est établi en termes de valeurs. La perception qu'a l'Union européenne des relations extérieures, à travers l'extension des valeurs européennes aux valeurs universelles sur la scène internationale, joue également un rôle important dans ses relations bilatérales avec la Corée du Sud, où elle est appliquée en tant que norme internationale dans le système multilatéral.

Ce contexte contribue également à renforcer les liens bilatéraux conformément à la nouvelle politique étrangère de la Corée du Sud, qui vise à élargir les horizons de la diplomatie normale et à consolider les fondements de la diplomatie économique et pratique, ainsi qu'à atteindre l'objectif national de rehausser le profil de la Corée du Sud par le biais de la multilatéralisation et des valeurs universelles[766], explique *Yoo, Jung-ha*, le Chef des affaires étrangères et de la sécurité au sein du cabinet du président sud-coréen : « [j]usqu'à la deuxième année de son administration, la diplomatie des sommets s'était principalement concentrée sur les quatre coins de la périphérie, y compris les États-Unis, le Japon et la Chine, et sur la coopération avec la région Asie-Pacifique pour renforcer la coopération en matière de sécurité ». Il précise que « la troisième année de son administration est destinée à élargir l'horizon de la diplomatie des sommets à deux niveaux pour renforcer les relations avec les États européens, y compris l'UE, qui est la plus grande économie du monde, et la diplomatie multi-volets dans une dimension pan-mondiale, conformément à son concept de mondialisation »[767].

L'Union européenne commence également à prendre des mesures qui mettent l'emphase sur les valeurs en tant que norme sur la scène internationale des conditions essentielles dans les accords. Dans le rapport du 24 avril 1995 du Parlement concernant l'accord de coopération entre la Corée du Sud et l'UE, il est précisé au début que « le premier article de l'accord spécifiera que le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques constitue la base de la coopération et représente un élément essentiel de l'accord »[768]. En outre,

1998, p.181.

766 « 연구백서 » (Livre blanc de la recherche), The Sejong Institue,1996.

767 *중앙일보 (Joongang-ilbo),* le 11 février 1995.

768 AHPE, PE 212.723- n°4/95, « Commission des relations économiques extérieures, commission des affaires étrangères et de la sécurité, délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE le Sud-Est Asiatique et la République de Corée, Communication aux Membres ».

ce document souligne la direction à suivre pour la relation bilatérale concernant la place centrale des normes dans l'accord entre ces deux partenaires en ce que :

> L'accord devrait être accompagné d'une déclaration politique à négocier par le Conseil ; le renforcement des relations entre la Corée et l'Union doit permettre également de renforcer la paix et la stabilité en Asie. La déclaration politique devrait marquer l'attachement commun de la Corée du Sud et de l'Union à la démocratie et au respect des droits de l'homme, à la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, à la non-prolifération et au désarmement, ainsi qu'à la reprise des négociations inter-coréennes[769].

À la suite de la décision commune du 8 mars 1995 des deux dirigeants de conclure cet accord-cadre, les pourparlers ont lieu à Bruxelles en présence des représentants principaux des deux parties, *Sun, Joun-yung*, le deuxième ministre coréen des affaires étrangères d'une part, et *Gianluigi Giola*, le directeur général adjoint chargé des relations économiques extérieures de l'Union d'autre part[770]. Lors de la première session de négociations du 11 mai 1995, il est souligné que « l'Union européenne lance aujourd'hui la première étape de l'approfondissement de ses relations avec la Corée du Sud. La Commission et le gouvernement coréen entameront des négociations en vue d'établir des relations plus étroites que jamais dans le passé en concluant un nouvel accord-cadre destiné à promouvoir les échanges, les investissements, la coopération et les liens politiques »[771]. La deuxième session se déroule les 12 et 13 octobre 1995[772].

À la suite des consultations qui ont eu lieu entre la Commission et le gouvernement coréen fin novembre 1995 et pour donner suite aux contacts établis par voie diplomatique, l'accord est paraphé à Bruxelles le 29 février 1996. Le premier accord-cadre et la déclaration politique commune de l'Union européenne et de la Corée du Sud, qui permettent d'établir un système formel et régulier de coopération économique et politique, sont enfin signés à Luxembourg le 28 octobre 1996, trois jours après l'adhésion de la Corée du Sud à l'OCDE[773]. L'accord-cadre est ratifié par la Corée du Sud, l'Union européenne ainsi que les États membres,

---

769 AHPE, PE3APPV/DASE1989, « Communication aux membres : note de synthèse sur "la situation politique en Corée du Sud" (réunion du 28 juin 1995, Bruxelles) ».

770 MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 1996, p.163.

771 Communiqué de presse, Commission Européenne, « L'Union Européenne va approfondir ses liens avec la Corée du Sud », le 11 mai 1995.

772 Commission européenne, « Proposition de décision du conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la république de Corée d'autre part », Bruxelles, le 27 mars 1996 (COM (96) 141 final, 96/0098(CNS)).

773 Communiqué de presse, Commission européenne, « L'Union Européenne et la Corée signent leur premier accord-cadre », le 28 octobre 1996.

est entré en vigueur en avril 2001.

Cet accord comporte des dispositions visant à développer et à diversifier les échanges, à renforcer le dialogue politique et à établir la coopération économique dans les domaines d'intérêt commun du commerce, de la technologie, de la science, de l'industrie, de l'énergie et de l'environnement. En particulier, l'article 3 souligne que le dialogue politique doit être basé « sur des valeurs et des aspirations partagées ». Cette convention couvre également les domaines des droits de propriété intellectuelle, de la construction navale, des normes et du transport maritime, les conditions d'accès au marché entre les parties et encourage les échanges culturels[774]. De plus, l'accord est aussi basé sur le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme, élément fondamental et dont l'importance est soulignée en ce qu'il se trouve dans le premier article :

> Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme inspire la politique nationale et internationale des Parties contractantes et constitue un élément essentiel du présent Accord[775].

Ainsi, le contexte des accords bilatéraux d'acceptation des valeurs converge vers les valeurs universelles. Les valeurs universelles fait donc l'objet d'un « consensus » bilatéral en ce sens qu'il est accepté à la fois par la Corée du Sud et par l'UE. D'une part, il apparaît que l'aspect des valeurs de l'UE, élargi à partir des valeurs européennes et intégré dans le cadre de la politique étrangère en tant que valeurs universelles, se heurte à une acceptation plus ouverte des valeurs dans les relations avec les autres acteurs. Parce qu'il ne s'agit plus des valeurs européennes, mais des « valeurs partagées » par les deux acteurs dans un cadre juridique et institutionnel convenu. D'autre part, cela signifie que l'UE a à la fois la capacité et la légitimité de respecter directement et librement les valeurs universelles, en particulier les « normes internationales » en matière de droits de l'homme et de démocratie, dans un cadre juridique, dans ses relations bilatérales avec la Corée du Sud. Les valeurs au sein de l'UE mises en œuvre à travers des normes juridiques « contribuent à forger [son] action […] sur la scène internationale »[776], et de cette manière, les valeurs sur lesquelles l'UE affirme s'appuyer et baser son action extérieure influencent son engagement dans le cadre de la politique étrangère.

---

[774] « Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part » le 26 octobre 1996.
[775] *Ibid.*, article 1.
[776] Besson, Cheneval, et Levrat (eds.), *op.cit*., p.179.

Chapitre II. La coopération diplomatique fondée sur les valeurs universelles (1998 – 2002)

1. L'intensification progressive des relations bilatérales sur la base de valeurs universelles

A. La mise en place de valeurs dans le contexte de l'UE

1) Les valeurs au sein des principes fondamentaux de l'UE

Les valeurs exprimées en tant que principes de base de la politique étrangère sont poursuivies au sein de l'UE dans le traité de Maastricht par lequel les signataires ont décidé de donner à l'Union les moyens de parler d'une seule voix dans les affaires du monde et de mener une action extérieure efficace qui ne se limite pas aux relations économiques et commerciales. Si le traité de Maastricht a fourni un cadre pour la politique étrangère de l'Union européenne, il est nécessaire d'affiner la politique étrangère et de sécurité commune en établissant son organisation et sa direction opérationnelle, comme le souligne le Président de la Commission *Delors* qui conclut que les réunions intergouvernementales sont essentielles à la survie de l'identité institutionnelle de l'Europe[777] :

> […] seule l'union politique des nations européennes peut leur permettre non seulement de défendre leurs intérêts légitimes, mais aussi de rayonner dans le monde, au service des idéaux qui ont marqué le meilleur de l'histoire de l'Europe. Notre crédibilité ne dépend pas uniquement de nos grandes déclarations de principe. Elle est et sera fonction de notre capacité à traduire les objectifs affichés en actes concrets pour la paix, pour la solidarité entre les peuples, pour le respect des droits de l'homme[778].

En effet, reconnaissant d'emblée la position stratégique de la politique étrangère et de sécurité commune, les gouvernements des États membres avaient déjà convenu, lors de la conférence de Maastricht, d'examiner les moyens de renforcer la politique étrangère et de sécurité commune lors d'une autre CIG prévue pour 1996[779]. Cette dernière est initialement

[777] Bertrand Rochard, *L'Europe des commissaires : réflexions sur l'identité européenne des traités de Rome au traité d'Amsterdam*, Bruxelles : Bruylant, 2003, p.448.

[778] Commission européenne, « Intervention de Jacques Delors devant le Parlement européen, Strasbourg », le 19 janvier 1995.

[779] La mise en place du prochain traité était déjà prévue à l'article N du traité de Maastricht : « Article N. 1. Le gouvernement de tout État membre, ou la Commission, peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision des traités sur lesquels est fondée l'Union. Si le Conseil, après avoir consulté le Parlement européen et, le cas échéant, la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter aux dits traités. Dans le cas de modifications institutionnelles

chargée de mener à bien la réforme en profondeur de traité de Maastricht et est donc lancée dans le cadre du Conseil européen à Turin en mars 1996. La CIG se donne la consistance et la crédibilité de l'identité de l'Union en matière de politique étrangère sur le renforcement de la capacité, et estime que « la situation internationale accroît les responsabilités de l'Union et rend encore plus nécessaire un renforcement de son identité sur l'échiquier international afin qu'elle puisse œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité »[780]. Les négociations sont conclues 15 mois plus tard avec la signature d'un nouveau corpus constitutionnel au Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin 1997.

Le Traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997 et entré en vigueur le 1er mai 1999, clarifie de manière plus spécifique la perspective des valeurs au sein de l'Union européenne. D'abord les valeurs européennes s'intègrent dans le cadre des principes fondamentaux de l'UE qui sont beaucoup plus concrets et détaillés que les notions clarifiées. En effet, il est rapporté que :

> L'Union est fondée sur les principes de la liberté, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit, principes qui sont communs aux États membres[781].

Alors qu'auparavant l'UE se contentait de « respecter » des valeurs s'inscrivant dans un discours de valeurs universelles et libérales, ces valeurs sont désormais définies comme le « fondement » de l'UE sur la formalisation de l'identité européenne. Dès lors, les valeurs européennes dans le cadre des principes fondateurs de l'UE consistent à affirmer sa raison d'être et à justifier la légitimation de son fondement profond. Autrement dit, les valeurs fondatrices sont définies en tant que « principes de structures » au sein du processus d'intégration européenne, sur « les normes de comportement encadrant l'activité institutionnelle et celle des États membres » et de respect essentiel[782].

---

dans le domaine monétaire, le Conseil de la Banque centrale européenne est également consulté. Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives. 2. Une conférence des représentants des gouvernements des États membres sera convoquée en 1996 pour examiner, conformément aux objectifs énoncés aux articles A et B des dispositions communes, les dispositions du présent traité pour lesquelles une révision est prévue ».

[780] « Conclusions du Conseil européen de Turin du 29 mars 1996 », Bulletin de l'Union européenne, n°3 mars 1996.

[781] Article F dans le « Traité d'Amsterdam modifiant le traité sur l'Union européenne, les traités instituant les Communautés européennes et certains actes connexes », Protocole (n° 7) sur les institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne, dans Journal officiel des Communautés européennes, n° C 340, le 10 novembre 1997, p.111.

[782] Baratta, *op.cit*., p.94.

La fonction des principes du traité exerce un pouvoir d'établissement de l'identité européenne dans ses aspects internes et externes. Du point de vue de la dimension interne, il s'agit non seulement d'un mécanisme permettant de cibler les États membres concernés à « constater l'existence d'une violation grave et persistante » des valeurs européennes, mais aussi d'un geste motivé par la future vague d'élargissement de l'UE. En effet, l'article O précise que « tout État européen qui respecte les principes énoncés à l'article F, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union ». À travers cette institutionnalisation, les valeurs permettent d'internaliser les ensembles dans la Communauté en tant qu'identités et intérêts collectifs formés[783]. En d'autres termes, ces notions de valeurs européennes fonctionnent en tant qu'identité de l'UE construite comme celle d'un projet interne d'intégration continentale sur une façon de se distinguer du dehors en auto-définissant un certain cadre de principes dans les traités.

Ces points sont encore renforcés par la construction d'un cadre normatif mettant l'accent sur les valeurs européennes. Par la décision du Conseil européen de Cologne des 3 et 4 juin 1999, la connexion entre l'Union européenne et les valeurs européennes reçoit un nouvel élan, ce qui conduit à la formulation de la « Charte des droits fondamentaux », qui façonne les normes des principes généraux de l'Union :

> Le respect des droits fondamentaux est l'un des principes fondateurs de l'Union européenne et la condition indispensable pour sa légitimité. La Cour de Justice européenne a confirmé et défini dans sa jurisprudence l'obligation de l'Union de respecter les droits fondamentaux. Au stade actuel du développement de l'Union, il est nécessaire d'établir une charte de ces droits afin d'ancrer leur importance exceptionnelle et leur portée de manière visible pour les citoyens de l'Union[784].

Cette charte pourrait avoir pour fonction d'assurer la cohésion du système et la continuité juridique et idéologique des États membres des traditions constitutionnelles communes des États membres, mais également d'incarner des valeurs constitutionnelles adaptées aux besoins particuliers de l'État communautaire[785].

Après avoir reçu l'accord du Parlement européen et de la Commission, les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission signent et proclament ce

[783] Karen E. Smith, *2003*, *op.cit.,* pp.8-9.
[784] Conseil européen, « Conclusion de la Présidence, Conseil européen de Cologne 3 et 4 juin 1999 », dans l' « Annexe IV-Décision du Conseil européen concernant l'élaboration d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ».
[785] Takis Tridimas, *The General Principles of EU Law*, Oxford : Oxford University Press, 2006, p.553.

texte intitulé la « Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne »[786] le 7 décembre 2000 lors du sommet de Nice. La Charte reflète l'importance des principes de l'UE et formule les valeurs européennes consacrées comme les « droits fondamentaux des citoyens » dans leur champ d'application interne d'une part, mais elle s'applique également aux politiques de l'UE ainsi que dans la dimension externe en laissant ouverts les aspects interprétatifs de la politique étrangère d'autre part. L'UE se définit vers la Charte en termes de valeurs, en les intégrant dans son propre ordre juridique, elle s'engage également dans la promotion de valeurs, qu'il s'agisse de valeurs européennes auto-définies ou de valeurs internationales intégrées dans l'Article 53. En effet, ce dernier précise que :

> Aucune disposition de la présente Charte ne doit être interprétée comme limitant ou portant atteinte aux droits de l'homme et libertés fondamentales reconnus, dans leur champ d'application respectif, par le droit de l'Union, le droit international et les conventions internationales auxquelles sont parties l'Union, la Communauté ou tous les États membres, et notamment la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que par les constitutions des États membres.

Ainsi, l'engagement de l'UE en faveur des droits de l'homme est annoncé dans sa propre plate-forme et dans sa dimension multi-niveau, avec une application pratique des cadres verticaux et horizontaux dans le contexte de l'interprétation internationale. Il est permis d'interpréter que les politiques de l'UE en matière de valeurs sont menées dans le cadre du droit international et qu'elles utilisent les moyens stipulés par ce dernier pour mettre en œuvre des stratégies. La légitimation de ces politiques passe par le renforcement du droit international et des institutions internationales et par la promotion de la structure normative des relations internationales en respectant les obligations juridiques externes et internes assumées par les États. Ce faisant, au sens politique le plus large, la rédaction et la proclamation de la Charte annoncent et concrétisent un changement dans les fondements normatifs de l'UE en tant qu'entité politique[787] interne et externe dans le cadre des principes sur les valeurs européennes. Les valeurs européennes deviennent ainsi un cadre concret pour l'identité européenne au sein de l'Union européenne.

[786] Journal officiel de l'Union européenne, n° C 364/01, du 18 décembre 2000.
[787] Gráinne de Búrca, « Human Rights: The Charter and Beyond », *Jean Monnet Working Paper*, no 10, 2001, p 6.

2) Le développement de la politique de défense de l'UE dans la perspective des valeurs

L'identité fondamentale de l'UE, basée sur ces valeurs nouvellement formulées et définies par le traité d'Amsterdam, se développe au cours d'un mécanisme d'interaction entre les acteurs des relations internationales vers les éléments constitutifs de la politique étrangère de l'UE ; en ce sens elle évolue lorsqu'il s'agit de comprendre le discours, les intérêts et les politiques d'un acteur de la scène internationale[788]. Autrement dit, le traité d'Amsterdam fait un pas en avant en donnant à l'UE un rôle plus important dans la promotion des valeurs dans la sphère interne, en déclarant que l'Union est fondée sur les principes, mais aussi en les étendant à la sphère externe, en particulier à la sécurité et la défense, contribuant ainsi à une définition particulière de sa propre identité internationale.

De fait, le commissaire *Van den Broek* se questionne et cherche à savoir si « l'Union en tant que puissance économique mondiale [doit] rester impuissante ? […] l'Union européenne consacre beaucoup d'attention à la prévention des crises, même si ce ne sera jamais suffisant. […] la véritable question est de savoir si l'Union est disposée à créer une marge, dans la PESC, pour assumer sa responsabilité internationale et prendre des initiatives propres en cas de déstabilisation de son propre environnement stratégique »[789]. Ainsi, le traité d'Amsterdam, tout en confirmant le choix opéré à Maastricht, devra améliorer les mécanismes dont dispose l'Union pour agir de manière « efficace et cohérente »[790] en matière de politique étrangère, reflétant les développements concernant la situation actuelle où le conflit en ex-Yougoslavie a mis à l'épreuve de l'incapacité de l'Union européenne à exercer une influence substantielle sur la politique cohérente, menée dans le cadre de la PESC[791].

Lors de la CIG en mars 1996, la question de l'approfondissement de l'identité de l'UE en matière de sécurité et de défense est soulevée en ces termes :

> La situation internationale accroît les responsabilités de l'Union et rend encore plus nécessaire un renforcement de son identité sur l'échiquier international afin qu'elle puisse œuvrer en faveur de la paix et de la stabilité […] la CIG devra examiner comment l'identité européenne pourrait mieux s'affirmer en matière de sécurité et

788 Wendt, 1999, *op.cit.*
789 L' « annexe : débats du Parlement européen » dans le Journal officiel de l'Union européenne, le 14 mai 1997, p.112.
790 Conseil européen, Les conférences des représentants des gouvernements des États membres, « The European Union today and Tomorrow : Adapting the European Union for the benefit of its peoples and preparing it for the future- A general outline for a draft revision of the Treaties, Dublin II », Brussels, le 5 décembre 1996 (CONF 2500/96).
791 Hill, 1993, *op.cit*.

> de défense. Elle devra donc s'employer à définir plus clairement les relations avec l'Union de l'Europe occidentale, qui fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, […] L'objectif devra également comprendre l'amélioration de la capacité opérationnelle dont l'Union dispose, compte tenu en particulier du domaine couvert par les « missions de Petersberg » de l'Union de l'Europe occidentale et conformément à la Charte des Nations Unies. La conférence pourrait également réfléchir à la question de savoir si et dans quelle mesure le traité devrait encourager une coopération plus étroite en matière d'armements[792].

En ce qui concerne les décisions ayant des implications en matière de défense dans le cadre des « missions de Petersberg de l'Union de l'Europe occidentale et conformément à la charte des Nations unies », elles contiennent le mandat de l'UE sur la politique de sécurité et de défense d'une demande plus forte de mécanismes de prévention et de gestion des crises pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Plus particulièrement, les missions de Petersberg s'appuient sur le rôle de l' Union de l'Europe occidentale (UEO) composante de défense de l'UE qui a évolué depuis 1992, afin de renforcer sa capacité opérationnelle et de définir les relations entre l'UEO et les États non membres, de manière à inclure la planification et l'exécution d'une série d'opérations de paix dans le cadre des fonctions « des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants, des missions de maintien de la paix, des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix »[793]. Elle représente une expansion de la politique de défense de l'Union européenne après la crise du Kosovo, lorsqu'elle a ressenti le besoin de disposer d'une capacité opérationnelle militaire distincte et indépendante, mais représente également l'identité de la politique étrangère de l'UE en tant qu'approche du maintien de la paix fondée sur des valeurs européennes.

Le traité d'Amsterdam permet de mettre au clair ces points en apportant des précisions sur les modalités d'intégration de l'UEO dans l'UE et ouvre ainsi la voie à la coordination conjointe de la politique étrangère de sécurité et de défense[794]. L'objectif prioritaire est la constitution d'une identité européenne de sécurité et de défense, dans le

---

[792] Conseil européenne, « Conclusions de la présidence », à Turin, le 29 mars 1996.

[793] Union de l'Europe occidentale, « Déclaration de Petersberg faite par le Conseil des ministres de l'UEO », Conseil des Ministres de l'UEO, à Bonn, 19 juin 1992.

[794] Article J.7 « L'Union de l'Europe occidentale (UEO) fait partie intégrante du développement de l'Union en donnant à l'Union l'accès à une capacité opérationnelle, notamment dans le cadre du paragraphe 2. Elle assiste l'Union dans la définition des aspects de la politique étrangère et de sécurité commune ayant trait à la défense, tels qu'ils sont établis dans le présent article. En conséquence, l'Union encourage l'établissement de relations institutionnelles plus étroites avec l'UEO en vue de l'intégration éventuelle de l'UEO dans l'Union, si le Conseil européen en décide ainsi. Il recommande, dans ce cas, aux États membres d'adopter une décision dans ce sens conformément à leurs exigences constitutionnelles respectives ».

contexte d'une communautarisation des fonctions de défense traditionnelles. En effet, il est rapporté que « la politique étrangère et de sécurité commune inclut l'ensemble des questions relatives à la sécurité de l'Union, y compris la définition progressive d'une politique de défense commune, conformément au deuxième alinéa, qui pourrait conduire à une défense commune ». Cela vise explicitement à tenir compte des valeurs européennes, parallèlement à celle de ces missions de Petersberg de l'UEO :

> Les questions visées au présent article [J.7] incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.

Cependant, la mise en œuvre de ces missions de Petersberg nécessite l'apaisement de la situation au Kosovo et l'accord conjoint du Royaume-Uni et de la France, lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo, les 3 et 4 décembre 1998. Les chefs d'État et de gouvernement britanniques et français conviennent alors que « l'Union européenne doit pouvoir être en mesure de jouer tout son rôle sur la scène internationale […] à le faire afin de répondre aux crises internationales »[795], avec une capacité autonome de décision et d'action, soutenue par des forces militaires crédibles lorsque l'Alliance atlantique n'est pas impliquée. Pour éviter toute duplication inutile, l'UE est donc encouragée à prendre en considération les ressources de l'UEO.

Le 3 juin 1999, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'UE se réunissent à Cologne, en Allemagne, et conviennent, pour la première fois depuis la création de la Communauté européenne il y a 42 ans en arrière, de faire de l'UE une entité militaire dotée de son propre commandement, de son propre état-major et de ses propres troupes, et d'être « en mesure de prendre des décisions ayant trait à l'ensemble des activités de prévention des conflits et des missions de gestion des crises définies dans le traité sur l'Union européenne, les "missions de Petersberg" ». Cela, afin qu'à l'avenir, l'UE puisse « renforcer ainsi sa capacité à contribuer à la paix et à la sécurité internationales, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies »[796]. En 2000, à Santa Maria Da Feira, le Conseil européen réaffirme être « déterminé à élaborer une politique européenne commune de sécurité et de défense capable [(PSDC), et à] renforcer l'action extérieure de l'Union en créant une capacité de gestion des crises, militaire

[795] Conseil européen, « La Déclaration de Saint-Malo, Sommet Franco-Britannique de Saint-Malo », le 4 décembre 1998.

[796] Conseil européen, « Annexe III - Déclaration du Conseil européen et rapport de la présidence concernant le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense », Conclusions de la présidence, à Cologne, les 3 et 4 juin 1999.

et civile, dans le plein respect des principes de la charte des Nations Unies »[797]. Dans ce contexte, il est évident que l'UE pose les bases pour justifier et légitimer sa politique de défense et de sécurité en se référant aux instruments internationaux, en défendant la base des principes des valeurs de paix et de justice dans les relations internationales afin d'établir son identité sur la scène internationale.

Ainsi, la politique étrangère de l'UE s'élargit et fixe des objectifs clairs pour promouvoir ses propres affaires dans les relations internationales, sur la base des valeurs européennes sur lesquelles l'UE est fondée en se définissant comme telle. Cela est fermement ancré dans le cadre politique et également promulgué. En effet, en décembre 2001, la « Déclaration de Laeken sur l'avenir de l'Union européenne » est adoptée par les chefs de gouvernement de l'UE lors du Conseil européen de Laeken, en Belgique, ce qui pose un grand nombre de questions relatives à la construction d'une « Union plus simple, plus forte dans la poursuite de ses objectifs essentiels et plus présente dans le monde »[798]. Ce texte articule l'identité de l'Union européenne autour de valeurs sur la scène internationale :

> Quel est le rôle de l'Europe dans ce monde transformé ? Maintenant qu'elle est enfin unie, l'Europe ne doit-elle pas jouer un rôle de premier plan dans un nouvel ordre planétaire, celui d'une puissance qui est à même de jouer un rôle stabilisateur au plan mondial et d'être un repère pour un grand nombre de pays et de peuples ? L'Europe, continent des valeurs humanistes, […] La seule frontière que trace l'Union européenne est celle de la démocratie et des droits de l'homme. L'Union n'est ouverte qu'aux pays qui respectent des valeurs fondamentales telles que des élections libres, le respect des minorités et l'État de droit[799].

Les initiatives des politiques fondées sur des valeurs deviennent concrètes, sous forme de politiques étrangères de l'Union. La Commission européenne propose une approche stratégique de ces principes dans les relations extérieures de l'UE, en tenant compte de la cohérence de l'action des institutions de l'UE, de leur homogénéité et de la coordination avec les États membres sur la Communication du « rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers »[800]. Elle exprime

---

[797] Conseil européen, « Conclusion de la Présidence Conseil Européen de Santa Maria Da Feira », les 19 et 20 juin 2000.

[798] Commission européenne, « Conclusions de la Présidence Conseil Européen de Laeken 14 et 15 décembre 2001 » (DOC/01/18).

[799] « Conclusions de la Présidence du Conseil européen de Laeken », les 14 et 15 décembre 2001, dans Bulletin de l'Union européenne, n° 12.

[800] Commission européenne, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Le rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers », le 8 mai 2001 (COM (2001) 252 final).

l'engagement de l'UE à donner du poids à ses valeurs, en particulier dans sa politique étrangère, au fur et à mesure qu'elle avance dans ses nouvelles politiques étrangères, dans les termes suivants :

> Fait unique parmi les acteurs internationaux, les quinze États membres de l'Union sont tous des démocraties ayant intégré les mêmes principes issus des traités dans leurs politiques intérieures et extérieures. Cela donne à l'Union européenne un poids politique et moral considérable. Qui plus est, en tant qu'acteur économique et politique jouissant d'un rayonnement diplomatique international et consacrant un important budget à l'aide extérieure, l'Union européenne possède à la fois une influence et un pouvoir de négociation qu'elle peut mettre au service de la démocratisation et des droits de l'homme.

Cet engagement sur les valeurs européennes dans la politique étrangère tente de se construire par le biais de la politique extérieure sur la stratégie géographique spécifique de diverses manières. En 2001, l'UE lance sa nouvelle stratégie asiatique[801], dont l'objectif est de renforcer « la présence politique et économique de l'UE dans la région visant à porter celle-ci à un niveau conforme au poids mondial croissant d'une UE élargie », ce qui réaffirme largement l'approche définie dans le document qui l'a précédé en 1994. Elle réagit aux changements intervenus au cours de la période 1994-2000 et à l'hétérogénéité des régions asiatiques en élargissant l'approche de l'UE[802], mais elle intègre également fermement dans les nouvelles politiques de l'UE ses propres principes d'orientation extérieure qui viennent d'être mis en place. De ce fait, l'UE fixe une cible spécifique parallèles à sa nouvelle rhétorique des valeurs en matière de politique étrangère en ce que :

> Cette approche doit être réaliste et ciblée, et fixer des priorités précises à atteindre dans les limites des ressources dont nous disposons. Elle doit mettre en évidence l'avantage comparatif de l'UE et la valeur ajoutée que nous pouvons apporter […].

Il convient alors de contribuer « à la paix et à la sécurité en Asie et dans le monde en nous engageant davantage auprès de la région » et « à la protection des droits de l'homme et à la diffusion de la démocratie, de la bonne gouvernance et de l'État de droit ».

En outre, cette stratégie élargit sa perspective des valeurs en engageant la dimension horizontale des normes internationales pour expliquer la position de l'UE dans les relations internationales. En effet, il est rapporté que « l'UE et ses partenaires d'Asie ont un

[801] Commission européenne, « Communication de la Commission - Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie », Bruxelles, le 4 Septembre 2001 (COM (2001) 469 final).
[802] Georg Wiessala, *The European union Asian countries*, Londre: Bloomsbury Publishing, 2002, p.38.

intérêt commun à promouvoir la paix et la sécurité au niveau mondial, à renforcer l'efficacité des Nations unies et à aborder les problèmes d'environnement planétaires », plus particulièrement, en matière de sécurité afin de « renforcer son engagement auprès de l'Asie pour les questions de sécurité mondiale et régionale anciennes et nouvelles dans le cadre de nos relations tant bilatérales que régionales et dans celui des Nations unies », mais aussi pour contribuer « à la paix et à la sécurité dans [cette] région ». Il s'agit d'une affirmation claire de l'approche de l'UE en matière de sécurité, fondée sur des valeurs, qui a été établie dans les traités et codifications précédents.

De surcroît, dans ce document, l'UE fait souvent référence à son « identité normative » au sens d'une capacité communautaire à imposer par ses pratiques internes la diffusion de normes universelles sur la scène internationale dans son intégralité en contribuant « à la diffusion de la démocratie, de la bonne gouvernance, de l'État de droit et du respect des droits de l'homme ». L'expression de « diffusion » admet que l'UE est un « moyen plus efficace et supérieur d'organiser la politique » que les autres, et attire également l'attention sur « l'internationalisation des normes »[803] dont l'UE bénéficie déjà et qu'elle associe à son statut d'État légitime dans ce cadre. En d'autres termes, elle suggère que les acteurs de l'internationalisation des normes acceptent progressivement les normes de comportement car elles sont associées à une conscience de soi liée à la communauté internationale.

Cela renforce la légitimité des valeurs de la politique étrangère de l'UE en approfondissant le sentiment d'appartenance à la communauté internationale, qui pourraient être intégrées dans le cadre de « norme internationale ». Ces normes sont étroitement liées aux valeurs de la communauté. Dans la mesure où ces valeurs sont partagées, cette communauté ne pourrait voir ni l'existence, ni l'émergence d'un pouvoir au sein de cette même communauté internationale. Au sein de l'UE, l'apparition de la Communauté européenne dans la communauté internationale s'est étendue vers l'extérieur. L'internationalisation de cette communauté et de ses normes façonne donc les identités et les pratiques de politique étrangère de ses nouveaux membres. Ainsi, le cadre d'une nouvelle identité fondée sur des valeurs pour la politique étrangère de l'UE serait désormais en marche sur la scène internationale.

[803] Finnemore et Sikkink 1998*, op.cit.,* p.891.

B. L'approfondissement des relations bilatérales vers les valeurs communes

1) Les valeurs universelles au regard du gouvernement de *Kim, Dae- jung*

À peu près au même moment, l'« alternance historique »[804] a lieu en Corée du Sud. La 15e élection présidentielle, qui s'est tenue en décembre 1997, marque le premier changement pacifique de gouvernement d'opposition issu d'élections normales et de régime horizontal en Corée du Sud depuis plus d'un demi-siècle[805]. *Kim, Dae-jung*, qui a été au cœur du régime militaire de *Park* et *Chun* et du mouvement démocratique de *Gwangju* en 1980 et de juin 1987, et des régimes autoritaires jusqu'au gouvernement *de Roh, Tae-woo* et de *Kim, Young-sam* qui a suivi, est élu président de la République de Corée. Il a mené la lutte contre la dictature à travers de nombreuses épreuves et tribulations, pour finalement parvenir au premier changement de régime pacifique de l'histoire de la Corée du Sud. Son élection est « une étonnante justification de son combat pour la démocratie, qui a duré plus de 40 ans »[806].

L'inauguration du gouvernement de *Kim, Dae-jung* est également reconnue internationalement comme la première fois en Asie du Nord-Est qu'un parti au pouvoir ou d'opposition est élu dans le cadre d'un processus démocratique, et comme l'élection d'une figure symbolique du mouvement démocratique, changeant l'image noire de dictature militaire et de violations des droits de l'homme que la Corée du Sud avait reçue pendant de nombreuses années[807]. Comme cela, « la Corée du Sud vient cependant de témoigner de sa maturité politique : pour la première fois de son histoire, elle va connaître l'alternance. Ce choix pourrait se traduire par une période de turbulences politiques »[808].

Ainsi, en République de Corée, le nouveau gouvernement de *Kim* est mis en place sous le nom de « gouvernement populaire »[809] qui déclare le « développement parallèle de la

---

804 *Le Monde*, le 20 décembre 1997.

805 김삼웅, *통사와 혈사로 읽는 한국 현대사* (Sam-woong Kim, L'histoire contemporaine de la Corée sous l'une histoire commune et l'une histoire de sang), Séoul : 인문서원, 2019, p.445 ; 강만길, *20세기 우리역사* (Man-gil Kang, Histoire de la Corée au XXe siècle), Paju : Changbi Publishers, 2009 ; et 김용철, « 현대평화이론의 관점에서 본 김대중의 평화관 » (Yong- cheol Kim, « Le point de vue de Kim Dae-Jung sur la paix du point de vue de la théorie moderne de la paix », *현대정치연구* (Journal of contemporary politics), vol.14(2), 2021.

806 Edwin J. Feulner, « Triumph in the face of National emergency: President Kim's first year », 해외 지식인들이 본 국민의 정부 1년 (Achievements and Challenges in the first Year of the Administration of President Kim Dae-jung), *Korean Overseas Culture and Information Service*, 1999, p.48.

807 Sam-woong, Kim, 2019, *op.cit.*

808 *Le monde,* 1997, *op.cit.*

809 국민의 정부 en coréen.

démocratie et de l'économie de marché »[810] au cœur de ses fonctions[811]. Le principe de l'économie de « dépasser la crise et établir les bases de la reprise économique », la plus grande question nationale, devait devenir une priorité pour le pays car il était inévitable que le pays fasse des efforts pour surmonter la crise des défaillances des États financiers qui s'est produite à la fin de l'année 1997[812].

Cependant, le nouveau gouvernement, qui privilégie la « démocratie », commencera particulièrement à mener sa diplomatie en mettant davantage l'accent sur les « valeurs » qu'auparavant, dans le but de promouvoir les valeurs humaines universelles telles que la démocratie, l'économie de marché, les droits de l'homme et l'environnement, et de contribuer à la résolution des problèmes mondiaux[813]. Si cette démarche peut être considérée comme une réponse à la présence mondiale croissante de la Corée du Sud parallèlement à sa croissance économique, il est indéniable qu'elle est particulièrement liée au président *Kim, Dae-jung* et de ses convictions politiques et philosophiques.

En effet, le président *Kim, Dae-jung* a longtemps fait preuve d'une foi dans les valeurs universelles de la démocratie et des droits de l'homme. Même sous la répression insupportable d'une dictature militaire, il n'a jamais abandonné ces valeurs ni compromis ses principes[814]. Les épreuves et les tribulations qui ont marqué la majeure partie de sa vie politique

---

[810] MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 1998. p.123.

[811] « Le 'gouvernement du peuple' combinera la démocratie et le développement économique. La démocratie et l'économie de marché sont les deux faces d'une même pièce, les deux roues d'une même charrette. Les pays qui ont adopté la démocratie et l'économie de marché en même temps ont réussi. Mais les pays qui ont rejeté la démocratie et adopté l'économie de marché ont subi des revers désastreux, comme l'ont montré l'Allemagne nazie et le Japon militarisé. Ces pays ont adopté la démocratie et l'économie de marché après la Seconde Guerre mondiale, ce qui leur a permis d'accéder à la liberté et à la prospérité dont ils jouissent aujourd'hui. Lorsque la démocratie et les économies de marché se développent en harmonie, le copinage, la finance de copinage et la corruption ne peuvent se produire. Je suis convaincu que la crise que nous traversons actuellement peut être surmontée en pratiquant parallèlement la démocratie et l'économie de marché »; « 제15대 김대중 대통령 취임사 » (Discours inaugural de Kim Dae-jung, 15e Président de la République de Corée), le 25 février, 1998.

[812] En novembre 1997, le gouvernement sud-coréen a officiellement décidé de demander un financement au Fonds monétaire international (FMI). La dette du pays s'élevait à plus de 150 milliards de dollars et le pays disposait de moins de 4 milliards de dollars en devises étrangères. Le 3 décembre, le FMI a approuvé un plan de sauvetage de 21 milliards de dollars. En outre, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) fournira 10 milliards de dollars et la Banque asiatique de développement (BAD) 4 milliards de dollars, soit une aide internationale totale de 35 milliards de dollars. Le lendemain, le 4 décembre, 5,5 milliards de dollars ont été acheminés par avion en urgence. Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l''Australie ont fourni 20 milliards de dollars supplémentaires, portant le total à 55 milliards de dollars. La Corée du Sud est devenue une nation débitrice avec 55 milliards de dollars de dette internationale ; AN-KOR.

[813] MOFA-KOR, 1998, *op.cit.,*p.327.

[814] 연세대학교 김대중 대통령 도서관 (Kim Dae-Jung Presidential Library and Museum of Yonsei University), *김대중 전집 II (Les œuvres complètes de Kim Dae-jung II)*, vol.14, Séoul : Yonsei University Press, 2019, p.778.

n'ont fait que renforcer la conviction de *Kim* qu'il devait mener une lutte absolue pour les droits de l'homme universels et ont fait de lui un démocrate pratiquant[815]. L'importance qu'il accorde à ces valeurs dans son discours d'investiture reflète l'histoire de sa vie :

> Il devrait s'agir d'une démocratie participative où les citoyens sont traités comme des propriétaires et ont un rôle à jouer. Ce n'est qu'à cette condition que le gouvernement national sera transparent et que la corruption disparaîtra. Je travaillerai avec le peuple pour m'assurer que la politique par le peuple et la politique pour le peuple soient réalisées[816].

Cette approche des valeurs se veut universelle, applicable à tous, par son concept de « démocratie mondiale ». En 1993, *Kim, Dae-jung* s'est rendu à l'université de Cambridge, au Royaume-Uni, et a eu une conversation approfondie sur la démocratie avec les deux éminents professeurs *Anthony Giddens* et *John Dunn. Kim* expose sa philosophie des valeurs comme suit :

> Nous avons réfléchi au fait que, malheureusement, même les démocraties ont envahi d'autres pays pour leur propre bénéfice. Nous avons convenu qu'il était temps de porter la démocratie au niveau de l'État-nation à un niveau supérieur. Les personnes qui souffrent dans le monde ont le droit de vivre dans un monde de liberté et de justice. Et paix à tous les êtres vivants qui sont nos voisins. Je voulais créer une démocratie mondiale où le droit à l'existence de tous les êtres sur terre (arbres, herbe, animaux, poissons, oiseaux volants, air et sol) est garanti[817].

Pour *Kim*, la démocratie mondiale consiste à assumer la responsabilité au-delà du niveau national et à l'étendre au niveau international. La liberté et la justice doivent être réalisées dans chaque pays, et les peuples du tiers monde doivent jouir de la même liberté, de la même prospérité et de la même justice que ceux du monde développé[818]. Plus fondamentalement, il est nécessaire de construire un mouvement en faveur de la vie humanitaire pour préserver la vie. La démocratie ne se limite pas à la démocratie politique ; il envisage une « démocratie participative populaire » dans laquelle les principes de liberté et d'égalité sont respectés non seulement dans la sphère politique, mais aussi dans les sphères sociales et économiques[819].

---

[815] Sam-woong, Kim, 2014, *op.cit.*

[816] « Discours inaugural de Kim Dae-jung, 15ème Président de la République de Corée », 1998, *op.cit.*

[817] Le professeur Giddens suggère que cette nouvelle démocratie soit appelée « démocratie cosmopolite », et Kim proposé « démocratie globale » dans 김대중, *김대중 자서전* (Dae-jung Kim, *L'autobiographie de Kim Dae-Jung*), vol.1, 2010, Séoul : 삼인, p. 615.

[818] Dae-jung Kim, « Dawning Era of "Universal Globalism" », dans Sang-jin Han(eds.), *Asian Tradition and Cosmopolitan Politics: Dialogue with Kim Dae-jung*, Washington, D.C.: Rowman & Littlefield Publishers, 2019, p.118.

[819] 김용철, « 경제민주주의의 관점에서 본 김대중의 인식과 철학 » (Yong-cheol Kim, « Les perceptions et la philosophie de Kim Dae-Jung du point de vue de la démocratie économique », *아세아연구 (Asiatic Research*

Autrement dit, la « démocratie mondiale » se concentre sur la paix à l'échelle mondiale, comme « la prospérité et le bonheur de l'homme » et « la coexistence de l'homme avec la nature »[820].

De plus, il considère que le caractère inclusif de la démocratie asiatique exerce une influence positive pour surmonter les limites de la démocratie occidentale[821]. En promouvant les « valeurs asiatiques », *Kim* ne remit pas en question l'universalité des droits de l'homme. Selon lui, cette valeur est une caractéristique universelle qui s'applique à l'ensemble de l'humanité et à tous les êtres vivants, et non un concept compatible avec les différences culturelles entre l'Orient et l'Occident. Ses points de vue continuent à résonner depuis les années 1990, lorsque l'idée dominante des valeurs universelles est remontée à la surface de la politique internationale.

En 1994, l'ancien Premier ministre de Singapour, *Lee Kuan Yew*, exprime une sorte de fatalisme culturel dans le journal « Foreign Affairs », en déclarant que l'Asie n'est pas adaptée à la démocratie occidentale en raison de ses traditions culturelles patriarcales en terme que « les Occidentaux ont abandonné la base éthique de la société, en croyant que tous les problèmes peuvent être résolus par un bon gouvernement, ce que nous, à l'Est, n'avons jamais cru possible »[822]. *Kim*, alors président de la *Fondation pour la paix en Asie-Pacifique*[823], réfute les affirmations de *Lee* en s'appuyant sur ses propres idées :

> Les idées fondamentales et les traditions nécessaires à la démocratie existaient tant en Europe qu'en Asie. Bien que les Asiatiques aient développé ces idées bien avant les Européens, ce sont les Européens qui ont formalisé les premiers une démocratie électorale complète et efficace. L'invention du système électoral est la plus grande réalisation de l'Europe. Le fait que ce système ait été développé ailleurs ne signifie

Institute), vol.62(3), 2019, p.222.

820 김대중, *나의 길 나의 사상* (Dae-jung Kim, *Ma voie Ma pensée),* Séoul : Hangilsa, 1994, pp.406-407.

821 김학재, « 김대중의 통일·평화사상 » (Hak-Jae Kim, « La pensée de paix et d'unification de Kim Dae-Jung : Démocratie · Modèle d'unification coréen · Optimisme créatif », *북한사회및통일연구 (Journal of Peace and Unification Studies)*, vol. 9(2), 2017, p.62 et p.69.

822 Fareed Zakaria et Lee Kuan Yew, « Culture Is Destiny: A Conversation with Lee Kuan Yew », *Foreign Affairs*, vol. 73(2), 1994, p.112.

823 « Fondation Kim Dae Jung pour la paix dans la région Asie-Pacifique (The Kim Dae Jung Peace Foundation For The Asia Pacific Region) », créé en janvier 1994 par Kim Dae-jung, l'année suivant son retour du Royaume-Uni en Corée après sa défaite aux élections présidentielles de 1993, afin de mener des recherches sur la réunification de la Corée et sur la démocratisation en Asie. Dans sa déclaration fondatrice, la fondation définit trois objectifs et initiatives : Premièrement, rechercher et développer l'idéologie et la politique de réunification pacifique et démocratique de la péninsule coréenne. Deuxièmement, rechercher et développer des moyens pour que l'expérience de la démocratisation en Asie soit fermement établie sur le sol asiatique à l'ère de l'Asie de l'Est-Pacifique. Troisièmement, elle recherche activement des moyens de contribuer à la paix dans le monde. La fondation a étudié et préparé un plan de réunification basé sur le point de vue de *Kim*, qui est ensuite devenu la base de la « *Sunshine Policy* » ; « 아시아·태평양 평화재단 브로셔 » (Fondation pour la paix en Asie et dans le Pacifique brochure), le 31 décembre 1993.

pas qu'il « ne fonctionnera pas » en Asie[824].

Il estime que les traditions de pensée asiatiques pouvaient être conciliées avec la démocratie et les droits de l'homme, et que la tradition de la démocratie en Asie était plus ancienne qu'en Europe ou dans le monde occidental. Il affirme que la démocratie et les droits de l'homme peuvent être pleinement réconciliée avec les racines culturelles de la société asiatique. Trouvant les germes de la démocratie dans divers courants de pensée d'Asie orientale tels que le confucianisme, le bouddhisme, le taoïsme, etc., *Kim* affirme que la démocratie est porteuse d'un universalisme pertinent à l'échelle mondiale, et poursuit en affirmant que l'Asie devrait sans aucun doute poursuivre l'objectif d'institutionnaliser une telle démocratie[825]. Il s'est imprégné de l'héritage et des pratiques démocratiques de l'Occident tout en conservant fièrement les traditions et la culture de l'Orient[826]. Donc, selon lui, les valeurs de la démocratie occidentale sont également des valeurs universalistes applicables dans le contexte plus large de l'Asie[827].

Ainsi, *Kim* recherche des valeurs universelles et donc applicables à tous dans le mondialisme universel qui est le concept le plus abstrait que *Kim* propose comme cadre philosophique général. Définissant la liberté, les droits de l'homme, la justice, la paix et l'efficacité comme les cinq composantes clés du mondialisme universel, il insiste que « le mondialisme universel ne puisse devenir un principe fondamental de transformation du monde que lorsque ces valeurs s'enracinent dans l'économie de marché du monde en tant que normes de "concurrence" et dans les sociétés civiles mondiales en tant que normes de "coexistence" »[828]. Pour lui, ces valeurs sont des normes fondamentales, en tant que « Grundnorm », sur lesquelles toutes les autres idées et politiques doivent être basées. Cela est cette philosophie des valeurs qui guide ses politiques. Basé sur sa philosophie politique, la République de Corée commence à élaborer des politiques internes et externes qui mettent l'accent sur les valeurs humaines universelles.

---

[824] Dae-jung Kim, « A Response to Lee Kuan Yew: Is Culture Destiny? The Myth of Asia s Anti-Democratic Values », *Foreign Affairs*, vol. 73(6), 1994, p.192.

[825] *Kim* exprime de manière plus clairement que « les cultures asiatiques se caractérisent par un lien inséparable entre la nature et l'homme. Ils étaient considérés comme des compagnons qui devaient se chérir et vivre ensemble. Ils honoraient la nature et la considéraient comme une mère qu'ils chérissaient et protégeaient. Les enseignements de Lao Tseu et de Chuang Tseu se distinguent à cet égard. Le Bouddha ne faisait même pas de distinction entre la nature et l'homme. Il reconnaissait la bouddhéité à tous les êtres vivants dans la nature » ; Dae-jung, Kim, 1994, *ibid.*

[826] Frank B.Gibney, « Kim Dae-jung: the first Year », Korean Overseas Culture and Information Service, 1999, *op.cit.,* pp.62-63.

[827] Soo-Young Choe, « Kim Dae-jung and Lee Kuan Yew How to Interpret the Polemics? », dans Han (eds.), *op.cit.,* p.59.

[828] Dae-jung, Kim, « Dawning Era of 'Universal Globalism », *Korea Times*, le 5 novembre 1998.

2) La question des droits de l'homme au cœur de l'accord bilatéral

Le gouvernement sud-coréen du président *Kim, Dae-jung*, fondé sur des valeurs, est un véritable actif dans ses relations avec l'Union européenne, qui partage également les valeurs. La position très favorable de l'UE à l'égard de l'élection du président *Kim, Dae-jung* ressort directement des documents suivants :

> L'année 1998 marque un tournant dans l'histoire de la Corée ; un tournant politique par l'arrivée à la Présidence du démocrate Kim Dae-jung (élu le 18 décembre 1997 et investi le 25 février 1998) et dont la victoire a reflété le mécontentement croissant de la population devant la prolifération de la corruption et la crise financière.

Pour l'UE, les relations bilatérales avec la Corée du Sud seront particulièrement importantes, car il s'agit d'un partenaire majeur et croissant dans les relations économiques et commerciales[829], avec un cadre politique compatible sur les valeurs de l'UE. Cela se traduit par des relations bilatérales plus actives. L'UE adapte ses politiques à ses nouveaux partenaires. En décembre 1998, la Commission européenne publie une communication décrivant la nouvelle orientation de la politique de la Corée du Sud[830]. Le document explique en détail pourquoi l'Union européenne doit réévaluer sa politique coréenne aujourd'hui, et il est clair que cela découle de l'importance accordée aux valeurs par le gouvernement de *Kim Dae Jung* :

> Après l'élection présidentielle, il y a également la perspective d'une réforme politique par le renforcement de la démocratie et des droits de l'homme en Corée du Sud. En outre, si elles parviennent à remplacer l'ancien modèle de dirigisme et de « capitalisme de connivence » du pays par un système davantage fondé sur le marché, les réformes dans la sphère économique auront également, en fin de compte, un impact politique profond. En modifiant le mode de fonctionnement du secteur financier et des entreprises, du secteur public et du marché du travail, le programme de réforme du nouveau gouvernement a le potentiel de remodeler la société sud-coréenne.

Les attentes favorables de l'UE à l'égard des transformations politiques, économiques et sécuritaires du nouveau gouvernement de *Kim, Dae-jung*, associées à ses actions concrètes, ont

---

[829] En termes de relations commerciales, le volume des échanges entre la Corée et les États membres de l'UE a augmenté de manière significative depuis les années 1990. En octobre 1999, les exportations de la Corée vers l'UE s'élevaient à 15 973 millions de dollars et les importations à 10 235 millions de dollars ; 최철영, « 유럽연합(EU)의 대외통상법제 연구 » (Chul-Young Choi, « Une étude de la législation sur le commerce extérieur de l'Union européenne»), novembre 2000, 한국법제연구원 연구정책세미나 (Korea Legislation Research Institute).

[830] Commission européenne, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Politique de l'Union européenne à l'égard de la République de Corée », Bruxelles, le 9 décembre 1998, (COM (1998) 714 final).

suscité un vif intérêt pour la République de Corée. Il note également que l'UE attend du nouveau gouvernement qu'il renforce ses relations avec ses voisins (les États-Unis et le Japon) en ce qui concerne la sécurité de la péninsule coréenne, ce qui contribue également à l'établissement de relations bilatérales plus diversifiées en terme que « ces développements ont accru le poids relatif des affaires politiques dans les relations bilatérales de l'Union avec la Corée du Sud. Il n'est donc pas surprenant que ses relations bilatérales avec l'Union ne soient plus uniquement dominées par le commerce »[831].

En outre, il souligne que la raison sous-jacente de la nécessité de renforcer ces relations bilatérales est l'alignement des intérêts sur la politique étrangère de l'UE fondée sur les valeurs en terme que :

> De telles attitudes de la part du gouvernement sud-coréen [sur une économie de marché performante et une démocratie libérale] sont conformes aux objectifs poursuivis par l'Union dans sa politique étrangère et de sécurité commune (Les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union comprennent la sauvegarde des valeurs communes, des intérêts fondamentaux et de l'indépendance de l'Union ; le développement et la consolidation de la démocratie et de l'État de droit, ainsi que le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; la préservation de la paix et le renforcement de la sécurité internationale. Et il y a maintenant un dialogue politique constructif entre les deux parties.

Cela reflète directement l'évolution de la politique étrangère de l'UE, qui s'est limitée au cadre de la Communauté économique pour établir une identité fondée sur des valeurs par le biais de traités et de la mise en œuvre de nouvelles politiques. De plus, il marque également l'évolution des relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'Union européenne, qui sont passées d'une relation centrée sur l'économie et le commerce à « une relation coopérée » de politiques vivant ensemble dans une relation fondée sur une perspective de valeurs partagées.

Sir *Leon Brittan*, vice-président de la Commission européenne, déclare aussi une position encourageante sur le développement des relations bilatérales sur la base de cette communication en terme que « cette nouvelle communication reflète les changements intervenus dans l'environnement politique et économique de la péninsule coréenne […] Il est dans l'intérêt de l'Europe de travailler en partenariat avec la Corée du Sud pour renforcer la démocratie, la prospérité économique et la stabilité politique dans la région »[832].

---

831 *Ibid.*

832 Communiqué de presse, Commission européenne, « La Commission adopte une nouvelle politique à l'égard de

Le Conseil est d'accord sur cette communication de la Commission, mais souhaite renforcer les liens avec la Corée du Sud pour des raisons plus économiques en terme que « l'UE considère la République de Corée comme un élément important de l'ordre économique international […] Les actions de coopération économique bilatérale menées par l'UE et la République de Corée devraient être intensifiées afin de mieux refléter l'importance de leurs relations »[833]. De même, le Parlement approuve ce renforcement de la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Sud[834]. Cela marque le début d'une nouvelle relation bilatérale renforcée avec la Corée du Sud sous la nouvelle administration de *Kim, Dae-jung*.

Le renforcement des relations bilatérales entraînera également des développements institutionnels. Le 1er avril 2001, l'« accord-cadre sur le commerce et la coopération »[835] est entré en vigueur entre la Corée et l'Union européenne, permettant une coopération politique, économique et culturelle globale. Couvrant un large champ de domaines, l'accord prévoit de stimuler le commerce et l'investissement, d'améliorer la coopération économique dans une série de secteurs[836] et de renforcer le dialogue politique[837]. Le tout premier considérant de l'accord stipule que les valeurs sont à la base des deux relations bilatérales en terme que :

> Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la déclaration universelle des droits de l'homme inspire la politique nationale et internationale des parties contractantes et constitue un élément essentiel du présent accord[838].

Cela signifie que dans une relation bilatérale, les deux États s'accordent et partagent une compréhension commune de la notion de « valeur » universelle. De plus, lors qu'il fournit un

---

la Corée », le 9 décembre 1998.

833 Communiqué de presse, Conseil européen, « 2198ème session du Conseil – Affaires Générales- Bruxelles, le 19 juillet 1999 », C/99/227, Bruxelles, le 19 juillet 1999, 10135/99 (Presse227).

834 Conseil européen, « Legislative resolution embodying Parliament's opinion on the proposal for a Council Decision concerning the conclusion of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part and the Republic of Korea, of the other part » (COM (96)0141-C4-0073.97-96/0098(CNS)) (Consultation procedure).

835 « Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », Journal officiel de l'Union européenne, n° L 90 du 30 mars 2001.

836 L'accord-cadre de coopération contient des dispositions sur la coopération commerciale, l'agriculture et la pêche, le transport maritime, la construction navale, les droits de propriété intellectuelle, la réglementation technologique, la coopération économique et industrielle, la lutte contre la drogue et le blanchiment d'argent, la science et la technologie, l'environnement, l'énergie, la culture et l'aide au développement. Les dispositions institutionnelles comprennent une clause de consultation sur les mesures commerciales, une clause de progression qui permet d'étendre le champ d'application de l'accord d'un commun accord, et la création d'un comité mixte qui se réunira une fois par an pour superviser la mise en œuvre de l'accord.

837 La déclaration politique conjointe Corée-UE a été signée en même temps que l'accord-cadre et avait déjà été adoptée en octobre 1996.

838 Article premier, dans l'Accord 2001, *op.cit.*

cadre institutionnel permettant d'élargir la coopération aux questions politiques et de passer de l'accent traditionnellement mis sur les questions commerciales, elle affirme que les conditions de base du dialogue politique s'étendent à la base « sur des valeurs et des aspirations partagées, [qui] est instauré entre l'Union européenne et la République de Corée »[839]. Il s'agit là d'une indication plus directe que l'UE considère la République de Corée comme un partenaire bilatéral en même position, ce qui a permis au pays de se développer en tant que démocratie fondée sur des valeurs. Ce point est également mentionné directement dans le document de l'UE résumant la situation avec la Corée du Sud tout avant l'entrée en vigueur du traité, comme suit :

> Le renforcement des valeurs démocratiques et de la société civile ainsi qu'une économie de marché de plus en plus transparente en Corée ont permis à l'UE et à la République de Corée de nouer des liens plus étroits. L'élargissement de notre dialogue bilatéral (par le biais de réunions ministérielles et d'experts régulières) et l'entrée en vigueur de l'accord-cadre le 1er avril 2001 sont des signes significatifs de l'évolution de nos relations[840].

Il est également clair que ces développements sur le point de vue des valeurs ont conduit à la signature de ce traité sur les relations bilatérales.

En effet, l'accord-cadre a été signé le 28 octobre 1996 mais est entré en vigueur cinq ans plus tard. Bien que la Corée du Sud ait achevé le processus de ratification interne[841], l'accord-cadre n'est entré en vigueur que plus de quatre ans après sa signature, car le Parlement européen et les États membres de l'UE ont retardé la ratification en raison des inquiétudes suscitées par la situation des droits de l'homme en Corée du Sud.

Lorsque l'UE a décidé de négocier un accord-cadre de commerce et de coopération avec la République de Corée en 1995, « c'était à la fois en reconnaissance du rôle croissant de la Corée dans l'économie mondiale et en Asie, et de son succès dans la consolidation de la démocratie après la fin officielle du régime militaire en 1987 et l'élection du premier président du pays issu de la société civile en 1992 »[842]. Néanmoins, le régime démocratique de *Kim,*

---

[839] Article 3, *ibid.*

[840] Commission européenne, « EU Republic of Korea relations -Background note » (MEMO/01/111), Brussels, le 30 mars 2001.

[841] Une motion de ratification de l'accord-cadre à l'Assemblée nationale de la République de Corée a été adoptée à l'unanimité en novembre 1996; « 제181회국회, 국회 본회의 회의록 » (Procès-verbal de la session plénière de l'Assemblée nationale, 181èmè législature), n° 15, le 20 novembre 1996, 국회사무처 (Secrétariat de l'Assemblée nationale), 대한민국 국회 (Assemblée nationale de la République de Corée).

[842] AHPE, PE5APPV/DASE.1999_DASE-20001212, « Note on the political and economic situation in the Republic of Korea including EU-Republic of Korea Relations », le 7 novembre 2000.

Young-sam n'a jamais satisfait aux attentes de l'UE en termes de valeurs, notamment dans le respect des droits de l'homme. C'est particulièrement le Parlement européen qui ayant été en première ligne pour s'engager et défendre les droits de l'homme pendant la dictature militaire coréenne, est sensible à cette question.

Le 15 avril 1997, la Commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense a demandé à la commission des relations économiques extérieures du Parlement, « compétente au fond de retarder l'élaboration de son rapport sur cet accord-cadre et que les commissions concernées surveillent le développement de la révision des lois sur le travail en Corée du Sud »[843]. Après la surveillance, qui a également été entreprise par la TUAC (commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) ainsi que par la commission de l'OIT (Organisation internationale du travail) chargée de la liberté d'association, le Parlement européen indique que les principaux points examinés concernent les sujets suivants : « les droits d'adhérer aux syndicats ; la reconnaissance de la KCTU (*Fédération coréenne des syndicats*)[844] ; la légalité du pluralisme syndical au niveau de l'entreprise ; le droits des travailleurs licenciés d'appartenir à un syndicat ; la libération des travailleurs encore emprisonnés pour cause d'activité syndicale, et l'abandon des accusations qui pèsent sur d'autres travailleurs » en Corée.

De fait, les politiques de travail de la Corée du Sud n'ont pas suivi le rythme de sa croissance économique rapide. Sous les dictatures du développement d'avant 1987, l'État a fortement encouragé une « main-d'œuvre de faible qualité et faiblement rémunérée » qui relevait d'un « autoritarisme d'État excluant les travailleurs »[845], où la politique du travail était fondamentalement une politique subordonnée à la politique de croissance économique, où les conflits du travail étaient traités en termes de mesures policières et où les droits fondamentaux des travailleurs n'existaient pas[846]. Au cours du processus de transition démocratique qui s'est

---

[843] AHPE, PE 222.527, « Projet de rapport sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (COM (96)0141 – C4-0073/97-96/0098 (CNS)) », le 28 juillet 1998.

[844] 전국민주노동조합총연맹(민주노총) en coréen

[845] 김태현,인수범, « 국민의 정부 노동정책 평가와 과제 » (Tae-hyun, Kim, Soo-beom, In, « Évaluation par les citoyens des politiques de l'emploi du gouvernement et des défis à relever »), 박인상 국회의원 (새천년민주당) 국정감사 정책자료집 (National Audit Policy Brief par député In-sang Park, Parti démocratique du nouveau millénaire), vol.1 (KC-R-02799), 2001, 외환위기 아카이브 (Archives de la crise financière de 1997), 투명사회를위한정보공개센터 (Centre d'information sur le gouvernement ouvert).

[846] La dictature militaire qui a régné pendant 30 ans après le coup d'État de 1961 a interdit à tous les fonctionnaires et aux enseignants des écoles privées de former des syndicats et de mener des actions collectives, a interdit la création de syndicats multiples, a introduit un système d'examen préalable par les agences administratives et

déroulé depuis 1987, la politique du travail du pays a subi certains changements. Avec l'aspiration à la démocratie, les travailleurs ont formé un nouveau mouvement syndical démocratique, et l'ancienne politique du travail autoritaire a été démantelée, avec d'importantes augmentations de salaire et le démantèlement des anciennes relations de travail dominées par l'employeur[847].

Cependant, bien que le droit de former des syndicats et de mener des actions collectives ait été rendu possible par certains amendements à la loi à la fin de 1987, cela n'a pas supprimé la nature fondamentale d'exclusion du travail de la loi, qui non seulement a continué à reconnaître le système syndical unique mais l'a également renforcé en interdisant les syndicats multiples, a bloqué les activités de solidarité indépendantes des travailleurs en interdisant l'intervention de tiers, et a restreint les droits fondamentaux du travail en ne reconnaissant pas le droit de se syndiquer pour les fonctionnaires et les enseignants. En outre, lorsque la politique de suppression des salaires est devenue inefficace, une politique salariale a été élaborée sous la forme d'accords autonomes, tels que les accords entre employeurs et employés, mais elle n'était pas exempte d'intervention de l'État[848].

La révision du droit du travail et la réforme des relations industrielles, qui constituaient également une promesse électorale du président *Kim, Young-sam*, étaient une tentative de concilier ces deux exigences contradictoires - la demande des travailleurs de garantir les droits fondamentaux du travail et la démocratisation des relations industrielles et la demande du capital de flexibiliser le marché du travail - par le biais d'une politique de

---

de rejet des formulaires d'enregistrement des syndicats, a placé les syndicats sous le contrôle total de l'État, et a contrôlé et réprimé toutes les actions collectives politiques et économiques des travailleurs en interdisant les activités politiques des syndicats et en déterminant la légalité du lancement d'une action syndicale. Dans les années 1970, la négociation et l'action collectives ont été interdites pour tous les travailleurs, contraints de se soumettre à la coordination unilatérale de la bureaucratie administrative. En particulier, la loi sur les « mesures spéciales pour la sécurité nationale » a été promulguée en 1971 et a totalement interdit la négociation et l'action collectives pendant dix ans, jusqu'à son abrogation en 1981, la jugeant antinationale. En 1980, le nouveau gouvernement militaire a ajouté l'interdiction de l'intervention de tiers, l'imposition de formes d'organisation spécifiques aux entreprises, l'interdiction des grèves des employés de l'État, des collectivités locales, des entreprises publiques et des industries de défense, ainsi que l'interdiction des grèves en dehors du lieu de travail.

[847] La Constitution de 1987 a apporté plusieurs changements aux lois et institutions du travail. Le salaire minimum, qui avait été inscrit dans la loi sur les normes du travail de 1953 mais était resté silencieux pendant 33 ans, a finalement été mis en œuvre en 1986 et inscrit dans la Constitution (article 34, paragraphe 1). La loi sur l'égalité des chances en matière d'emploi a été promulguée et une disposition interdisant la discrimination fondée sur le sexe en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail a été ajoutée à la Constitution (article 34, paragraphe 4). En ce qui concerne les droits fondamentaux du travail, les réserves individuelles au droit d'action collective ont été supprimées (article 31, paragraphe 1) et les larges restrictions constitutionnelles au droit d'action collective dans le secteur public, y compris l'État, les municipalités, les entreprises publiques, les entreprises de défense et les services publics, ont été réduites aux employés des industries clés de la défense (article 31, paragraphe 3).

[848] Kim et In, 2001, *op.cit.,* p.21.

négociation sociale[849]. Toutefois, cette tentative a été vouée à l'échec lorsque le gouvernement a réaffirmé sa position antérieure d'exclusion des travailleurs en adoptant une loi draconienne sur le travail[850]. Le 26 décembre 1996, le gouvernement de *Kim, Young-sam* et le parti de la *Nouvelle Corée* au pouvoir ont adopté à l'aube une loi révisée sur le travail à l'Assemblée nationale. Cette réforme comprend des plans de licenciement qui permettent aux capitalistes de licencier plus facilement les travailleurs, ainsi que des horaires modifiés et des systèmes de travail temporaire qui détériorent les conditions de travail et les salaires. Elle maintient également l'interdiction de l'intervention d'un tiers, qui constitue un obstacle majeur à la solidarité entre les travailleurs. Il ne reconnaît pas non plus les syndicats d'enseignants et de travailleurs du secteur public[851].

De plus, même si la Corée du Sud est devenue membre des Nations unies en 1990 avec la ratification des deux pactes internationaux des Nations unies relatifs aux droits de l'homme (le pacte international relatif aux droits civils et politiques et le pacte international relatif aux droits sociaux, adoptés en 1966) et de la charte des Nations unies en 1991, et a ensuite adhéré à l'OIT avec la ratification de la charte de l'OIT dans la même année, pour les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif de la Corée du Sud, cela est compliquée de ratifier au niveau instrument juridique international. En particulier, les recommandations répétées d'organisations internationales telles que le Comité de la liberté syndicale de l'OIT, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations unies et la Commission syndicale consultative de l'Organisation de coopération et de développement économiques n'ont pas été prises en compte dans l'arrêt au motif qu'elles ne pouvaient pas être utilisées pour mesurer la constitutionnalité d'une disposition légale[852].

Le 255ème conseil d'administration de l'OIT, qui s'est tenu du 15 février au 4 mars

---

[849] 유혜경, « 김영삼정권시대의 노동법과 노동운동 » (Hea-Kyung Yu, « Lois du travail et mouvements ouvriers sous l'administration Kim Young Sam »), *경희법학 (Kyung Hee Law Journal),* vol.57(2), 2022.

[850] 김철식, « 1987년 이후 한국의 노동운동 — 노동시장 유연화의 진전과 민주노조운동의 헤게모니 상실 » (Chul-sik Kim, « Le mouvement syndical coréen depuis 1987 : la flexibilité du marché du travail et la perte du pouvoir hégémonique du mouvement syndical démocratique »), *사회와역사 (Korean Social History Association),* vol.137, 2023, pp.63-65.

[851] Suite à l'adoption de la loi, les deux principaux syndicats ont déclaré une grève générale et trois partis d'opposition ont déposé une pétition constitutionnelle pour invalider la loi. Dans son discours dans le presse de 1997 devant l'Assemblée nationale, le président *Kim Young-sam* a défendu la loi révisée sur le travail et la sécurité en déclarant qu'il s'agissait d'une loi du type de celles des pays développés et qu' « il n'y a pas de conflits du travail dans les pays développés », ce qui a déclenché une vague d'opposition aux amendements, et la lutte contre les amendements s'est transformée en une lutte pour la défense de la démocratie, qui s'est achevée en 1997 lorsque le projet de loi a été amendé par un consensus des partis au pouvoir et de l'opposition.

[852] 대법원 1993. 12. 24. 선고 93도1711 판결 « 국가보안법위반 » (Décision de la Cour suprême, « Violation de la loi sur la sécurité nationale », Cour suprême, 24 décembre 1993, 93 DO 1711).

1993, a adressé trois recommandations au gouvernement coréen pour qu'il modifie la législation du travail, notamment en ce qui concerne l'interdiction des syndicats multiples, la garantie du droit syndical pour les fonctionnaires et les enseignants du privé et du public, la suppression de l'interdiction de l'intervention d'un tiers, la libération des travailleurs détenus et la réintégration des travailleurs licenciés, alors que la pression internationale en faveur d'une modification de la législation s'intensifiait avant l'établissement d'un syndicat démocratique et l'adhésion à l'OCDE[853]. Pourtant, bien que l'administration de *Kim Young-sam* ait promis à plusieurs reprises de réviser la législation du travail pour l'aligner sur les normes internationales du travail, une tâche qui ne peut plus être reportée, le résultat de ce gouvernement a été exactement ce qui précède.

L'UE formule des exigences plus fortes sur ces questions de droits de l'homme liées aux droits du travail, en soulignant en particulier la première article de l'approche fondée sur les valeurs pour faire respecter les droits de l'homme internationaux inscrits dans l'accord, qui fournit un cadre pour donner une voix à ces questions de droits du travail coréen directement en terme que « la clause des droits de l'homme (article premier) garantit que la situation intérieure coréenne peut être suivie de près et que des progrès raisonnables seront réalisés. S'agissant des droits syndicaux, il faut tenir compte du rôle de l'OIT et de l'OCDE »[854]. Dans ce contexte, l'UE demande au gouvernement coréen, « outre la persistance de la coopération entre les deux entités, le respect des engagements pris par la Corée du Sud lors de son adhésion à l'OCDE de mettre sa législation du travail en conformité avec les normes du travail internationales contraignantes »[855].

Depuis, l'UE se lance plus en profondeur, exigeant de la Corée du Sud qu'elle améliore ses droits du travail et ses autres conditions en matière de droits de l'homme tels de « remettre en liberté tous les prisonniers politiques et les syndicalistes détenus ; modifier sa loi sur la sécurité nationale afin d'écarter de son champ d'application toute forme pacifique de campagne, de manifestation et d'association ; éviter toute forme de censure politique des médias ; garantir le respect plein entier des lois contre la torture et mauvais traitements aux détenus et améliorer, le cas échéant, les conditions carcérales ; abolir la peine de mort ; ratifier la convention des Nations unies de 1981 avec son protocole révisé sur les mines terrestres et à

853 *한겨레 (The Hankyoreh)*, le 25 février 1996.
854 AHPE, PE 222.527, 1998, *op.cit.*
855 AHPE, PE 229.011, « Note- la situation politique et économique en Corée du Sud », Réunion du groupe de travail Ad Hoc de la Délégation du 17 au 23 janvier 1999 (Corée et Vietnam).

signer et ratifier le traité d'Ottawa »[856]. De plus, le Parlement européen informe à nouveau fermement la Corée du Sud dans la lettre à *Lee, Jai-Chun*, Ambassadeur de la République de Corée auprès de l'Union européenne en terme qu'« il n'était alors pas favorable à ce que le Parlement procède à l'émission d'un avis sur l'accord. La raison en est que la législation du travail n'a pas été mise en conformité avec les normes internationales du travail, engagement pris par la République de Corée lors de son adhésion à l'OCDE »[857].

Le Parlement européen souligne également que la peine de mort est un problème majeur dans la situation des droits de l'homme dans ce pays. La Corée du Sud est un pays qui maintient la peine de mort en vertu de la loi[858] et depuis la création du gouvernement sud-coréen en 1948, 920 personnes ont été exécutées[859]. L'administration démocratique civile n'a pas fait exception. Sous le gouvernement civil de *Kim, Young-sam*, 15 personnes ont été exécutées en 1994 et 19 en 1995, et le 30 décembre 1997, juste avant l'entrée en fonction du nouveau gouvernement *Kim, Dae-jung*, le ministère de la Justice procède à la plus grande exécution de 23 criminels dont la condamnation à mort avait été confirmée avant l'entrée en fonction de l'administration civile[860]. Concernant de cette situation, une proposition est déposée par les députés européennes *Bertens* et *Cars* au nom du Groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs (ELDR), sur ces exécutions massives en Corée du Sud[861] avec les commentaires du député *Bertens* en terme que :

Quels que soient les troubles que traversent la Corée à l'heure actuelle, ce ne peut

---

856 AHPE, PE 222.527/déf., « Rapport sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communatué européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part » (Rapporteur : M.Manuel Porto), le 25 novembre 1998, (COM(96)0141-C4-0073/97-ç-/0098(CNS)).

857 AHPE, PE 228.019, « Lettre, le 26 juin, 1998 de De la part de. José Maria MENDILUCE, premier vice-président et président en exercice », Réunion du groupe de travail Ad Hoc de la Délégation du 17 au 23 janvier 1999 (Corée et Vietnam).

858 CNIJ-KOR, « 형법(code pénal) » : Le code pénal coréen contient 18 articles qui prévoient la peine de mort en tant que peine statutaire, et 69 articles dans 20 lois pénales spéciales. Dans l'Article 41 Types de peines. « Les types de peines sont les suivants. 1. peine de mort 2. emprisonnement 3. emprisonnement 4. déchéance 5. déchéance 6. amende 7. détention 8. peine 9. Confiscation ».

859 En ce qui concerne les crimes, 562 personnes ont été exécutées pour avoir ôté la vie à d'autres personnes, notamment pour meurtre, vol qualifié et meurtre avec intention de tuer. Reflétant l'histoire tortueuse de la division Nord-Sud et de la confrontation idéologique gauche-droite, 254 prisonniers politiques ont été exécutés pour avoir violé les lois sur la sécurité nationale, les lois anticommunistes et les mesures d'urgence ; 김민우, « 사형제도의 존폐를 둘러싼 법적 쟁점 » (Min-Woo Kim, « Questions juridiques liées à l'existence de la peine de mort »), *법학논고 (Law Journal),* 2022, vol.78, p.38.

860 *KBS News*, le 30 décembre 1997.

861 AHPE, B4-0054/98, « Proposition de Résolution déposée avec demande d'inscription à l'ordre du jour du débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'importance majeure conformément à l'article 47, paragraphe 1, du règlement par les députés Bertens et Cars au nom du groupe ELDR sur les exécutions massives en Corée du Sud », le 12 janvier 1998.

> être un signal positif à la population de ce pays et aux populations des autres pays. La démocratisation, l'ouverture et des condamnations humaines sont la réponse à apporter au peuple, que cette situation a grandement plongé dans le doute. La substitution de la peine de mort par des peines humaines est l'un des symboles importants de l'État de droit et de la véritable démocratie. Plusieurs pays suivent cette voie-là et nous enjoignons le gouvernement coréen de suivre cet exemple[862].

Le Parlement adopte la résolution que « le parlement condamne les exécutions massives de décembre 1997 et invite le président et le gouvernement sud-coréens à décréter immédiatement un moratoire portant suspension des exécutions, comme première mesure vers l'abolition complète de la peine de mort »[863].

Dans ce sens, la prise de fonction du président *Kim, Dae-jung* donne un nouvel élan aux relations bilatérales entre ces deux États. L'une des premières politiques proactives du « gouvernement populaire » de *Kim, Dae-jung*, comme mentionné précédemment, qui met l'accent sur les valeurs universelles de l'humanité, est l'accent mis sur la politique des droits de l'homme. La perception habituelle des droits de l'homme par le président *Kim, Dae-jung* est la suivante :

> Tout au long de l'histoire de l'humanité, partout où il y a eu du pouvoir, il y a eu des violations des droits de l'homme. Mais il y a aussi eu des luttes solitaires pour y mettre fin. Ce sont les nobles luttes de ceux qui ont combattu les comportements inhumains qui ont permis à la démocratie de devenir une valeur universelle dans le monde qui garantit et fait progresser les droits de l'homme[864].

En tant que candidat à la présidence, *Kim, Dae-jung* a promis de créer une « commission des droits de l'homme » et, en février 1998, le comité de transition présidentiel a inclus la promulgation d' « une loi sur les droits de l'homme » et la création d' « une institution nationale des droits de l'homme » dans sa liste des 100 tâches nationales[865]. La reconnaissance fondamentale des droits de l'homme par *Kim* s'est cristallisée dans son travail d'assainissement du passé et dans la création de la « Commission nationale des droits de l'homme »[866].

Cette création est un événement symbolique au cours duquel l'État et la société civile se sont mis d'accord sur les droits de l'homme en tant que valeur commune. La création

---

862 AHPE, « Débats du Parlement, Jeudi 15 janvier 1998 – Strasbourg ».
863 Journal officiel de l'Union européenne, n° C 34/168, le 2 février 1998.
864 국정홍보처 (Government Information Agency), *국민의 정부5년 국정자료집 (État quinquennal de la nation du gouvernement populaire)*, vol.4, Séoul : 국정홍보처 (Government Information Agency), 2003, p.104.
865 Dae-jung, Kim, 2010, vol.2, *op.cit.,* p.422.
866 국가인권위원회 en Coréen.

de la Commission nationale des droits de l'homme marque la mise en œuvre nationale des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, ou une organisation quasi-internationale. La loi sur la Commission des droits de l'homme reflète les garanties constitutionnelles des droits de l'homme et les tendances mondiales en définissant « les droits de l'homme comme la dignité, la valeur, la liberté et les droits de la personne humaine garantis par la Constitution et les lois ou reconnus par les traités internationaux relatifs aux droits de l'homme et le droit international coutumier auxquels la République de Corée a adhéré et qu'elle a ratifiés »[867]. Cela signifie que les droits de l'homme ne sont plus une question nationale et que chaque pays est tenu de respecter les instruments relatifs aux droits de l'homme internationalement reconnus et engagés en tant que les normes internationales, sur la base de l'universalité des droits de l'homme. Ceci est conforme à l'approche des « valeurs partagées » que l'UE préconise dans sa politique étrangère.

De plus, la vision de la Corée du Sud en matière de droits de l'homme s'étend également à l'échelle mondiale. La République de Corée est réélue membre du Conseil des droits de l'homme des Nations unies pour le troisième mandat consécutif (jusqu'en 2001) et participe activement au coparrainage des principales résolutions sur les droits de l'homme. Par exemple, elle est le seul pays asiatique à participer en tant que co-parrain de la résolution sur les droits de l'homme au Myanmar, qui a été continuellement présentée à l'Assemblée générale des Nations unies depuis 1998. En 1999, pour la première fois depuis la mise en place du gouvernement, le ministre des Affaires étrangères *Hong, Soon-young* s'est adressé au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, déclarant que la diplomatie du pays était axée sur les droits de l'homme et appelant la communauté internationale à se pencher sur la question des droits de l'homme en Corée du Nord[868]. Cette politique étrangère axée sur les droits de l'homme se manifeste également dans le cadre de maintien de la paix en scène mondiale. La Corée du Sud participe activement aux efforts internationaux de maintien de la paix des Nations unies, en envoyant 419 soldats d'infanterie au Timor oriental en octobre 1999[869].

Au milieu de ces politiques axées sur les droits de l'homme, il y a également eu des réformes majeures dans la politique du travail, qui ont été soulignées au niveau international

[867] 국가인권위원회법 (Loi sur la Commission nationale des droits de l'homme), Article 2.

[868] 백범석, 홍미화, « 대한민국의 국제인권 외교 발자취 » (Buhm-suk Baek et Mi-hwa Hong, « Empreintes de la diplomatie sud-coréenne en matière de droits de l'homme dans les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU »), *서울국제법연구 (Seoul International Law Journal)*, vol.29(1), 2022.

[869] MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 2000.

et par l'Union européenne. Tout d'abord, en tant que candidat à la présidence, *Kim, Dae-jung* a présenté ses promesses de campagne sous le titre « Établir une nouvelle relation patronat-syndicats fondée sur la participation et la coopération et mettre en place des mesures actives de sécurité de l'emploi »[870]. Parmi les engagements pris figurent les conditions de travail internationales, notamment la garantie de l'activité politique des syndicats et la réalisation de l'autonomie de la direction du travail, la détermination des salaires pour les travailleurs à temps plein, le complément de la révision internationale des droits fondamentaux du travail et la ratification progressive des conventions de l'OIT. Il exprime sa volonté de démocratiser les relations de travail tout en tenant compte des principales revendications de la KCTU, qui a décidé de former une alliance politique[871].

De fait, le gouvernement de *Kim, Dae Jung* développe et améliore de nombreux aspects de la politique du travail sur cette base. En ce qui concerne la politique des relations industrielles et les droits fondamentaux des travailleurs, le gouvernement mit en place et fait fonctionner la Commission des relations industrielles, qui a servi de canal pour la participation des travailleurs aux politiques gouvernementales, et réalise certaines avancées en matière de droits fondamentaux des travailleurs, telles que la création du syndicat des enseignants et la légalisation de la KCTU et la suspension de l'interdiction de payer les salaires des prédécesseurs pour une période de cinq ans. En ce qui concerne la politique de protection sociale des travailleurs, la « politique de protection sociale productive », une politique de protection sociale autonome qui garantit les moyens de subsistance de base des personnes et contribue à la production, est proposée depuis 1999 en tant qu'indicateur politique. Dans le cadre de cette politique, l'assurance-emploi et l'assurance contre les accidents du travail sont appliquées à tous les lieux de travail, un système de garantie des obligations salariales est introduit, la loi nationale sur la sécurité des moyens de subsistance de base est promulguée, ainsi que la loi fondamentale sur la protection sociale des travailleurs, ce qui entraînent un niveau important de réforme du système de protection sociale, ne serait-ce qu'en termes de formalité[872].

---

[870] L'engagement s'articule autour de sept points : 1. (Formation professionnelle) Développer un système de développement des compétences professionnelles axé sur la demande ; 2. (Sécurité de l'emploi) Réduire l'insécurité de l'emploi et créer de nouveaux emplois ; 3. (Assurance de l'emploi) Augmenter les allocations de chômage ; 4. (Conditions de travail internationales) Garantir les activités politiques des syndicats et réaliser l'autonomie de la direction ; 5. (Relations industrielles coopératives) Garantir la transparence de la gestion et établir des relations industrielles coopératives ; 6. (Protection sociale des travailleurs) Garantir des obligations salariales et étendre la protection de la maternité ; 7. (Environnement de travail) Rationaliser la prévention, l'indemnisation et le suivi et introduire des infirmières praticiennes du travail.

[871] Kim et In, 2001, *op.cit.,* p.29.

[872] *Ibid.*

Kim est également opposé à la peine de mort. Cela peut être considéré comme le résultat de ses convictions fondées sur des valeurs et de ses propres épreuves personnelles[873]. Il exprime son point de vue sur l'abolition de la peine de mort en la comparant au cas de l'Union européenne en terme que « l'Union européenne exige strictement des États membres qu'ils ne pratiquent pas la peine de mort [...] Il est grand temps que non seulement la Corée mais le monde entier abandonne la peine capitale »[874].

Avec le gouvernement sud-coréen sous *Kim, Dae-jung*, axé sur les valeurs et l'évolution de ses politiques, l'UE assiste également à un changement dans ses relations bilatérales avec la Corée du Sud :

> La péninsule coréenne restera au cœur du dialogue politique bilatéral. Au-delà, les deux parties auraient clairement intérêt à examiner d'autres questions régionales en Asie et en Europe, ainsi que des questions de sécurité horizontales, telles que la prolifération et le contrôle des armements. Les droits de l'homme seraient également un domaine important de dialogue politique et de coopération, où il pourrait y avoir un terrain d'entente […] Le président Kim a été prisonnier politique et a courageusement défendu les droits de l'homme sous le régime militaire. Il est donc raisonnable que la communauté internationale attende de lui qu'il apporte de nouvelles améliorations dans ce domaine maintenant qu'il est au pouvoir[875].

Ensuite, cela se développe de manière significative. Le 24 juin 1998, au cours de sa réunion, la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen prend « note de deux changements significatifs dans la situation de votre pays depuis le mois d'avril 1997, à savoir la crise financière asiatique et l'élection présidentielle de M. Kim Dae-Jung […] que certains progrès avaient effectivement été réalisés dans la mise à jour [des] lois sur le travail et elle s'est félicitée de la création de la commission tripartie » en Corée du Sud[876].

Néanmoins, ils soulignent également le manque de réforme de la politique du travail en Corée du Sud, notamment le fait que « la révision des lois sur le travail n'a pas encore été entièrement appliquée, comme cela avait été promis dans l'accord tripartie de février (même

---

873 En effet, après le gouvernement de *Kim Dae-jung*, favorable à l'abolition de la peine de mort, il n'y a plus eu d'exécutions en Corée du sud, et la Corée du Sud est devenue *de facto* un pays abolitionniste de la peine de mort.

874 Dae-jung, Kim, « Five Reasons to Oppose the Death Penalty », dans Han (eds.), *op.cit.,* p.96.

875 Commission européenne, COM (1998) 714 final, *op.cit.,* p.14.

876 AHPE, PE4.AP.POLI. 1994.PVPOLI, « Note relative aux lois sur le travail et droits de l'homme en Corée du sud », Commission des affaires étrangères de la sécurité et de la politique de défense / Commission des relations Economiques extérieures délégation pour les Etats membres de l'ASEAN, de l'Asie du Sud-Est et de la République de Corée, le 8 septembre 1998.

si cet accord a été ultérieurement désavoué par l'une des confédérations de syndicats). Les syndicats d'enseignants n'ont pas encore été légalisés et la notification de la création de la confédération syndicale coréenne (KCTU) n'a pas encore été entérinée. De plus, il reste des questions s'en suspens qui portent sur les catégories de fonctionnaires qui n'auront pas le droit de constituer des organisations de leur choix, sur l'intervention de personnes non notifiées dans les conflits du travail ainsi que sur l'ampleur injustifiée de la définition des services publics essentiels où l'arbitrage obligatoire interdirait le droit de grève ».

À cet égard, le 27 aout 1998, *Lee, Jai-chun*, Ambassadeur de la République de Corée auprès de l'Union européenne envoie une lettre à *Tom Spencer*, Président de la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense du Parlement européen à demander de conclure l'accord en terme que « le gouvernement coréen fait tout son possible pour développer les droits fondamentaux du travail et pour améliorer le système et les pratiques des relations patronat-travailleurs, en s'adaptant activement au système et aux pratiques du travail préconisés à l'échelle internationale […] À la lumière de l'engagement ferme du peuple et du gouvernement coréens à améliorer les droits fondamentaux du travail et les systèmes de travail, nous sommes certains que, dans un avenir assez proche, la Corée figurera au rang des pays fiers de mettre en évidence les relations de travail les plus évoluées et les plus stables au monde »[877].

Dans ce contexte, la lutte au sein du Parlement européen pour l'approbation de l'accord est féroce. Le 13 janvier 1999 au débat du Parlement, les défenseurs de l'accord citent les preuves de l'amélioration des droits de l'homme en Corée du Sud sous le président *Kim, Dae-jung* que « l'évolution constatée ces dernières années a été, cependant, fort sensible. Il y a eu ainsi une libéralisation interne et externe, une restructuration de l'économie, qui a obligé tous les secteurs à se rationaliser, ce qui évitera, par exemple, des surinvestissements dans la construction navale et qui nous permettra désormais de concurrencer la Corée, dans un processus entamé bien avant que la crise asiatique ne se fasse sentir. Il faut en outre saluer l'ouverture dans les domaines politique et social, ouverture qui a eu lieu principalement après l'élection de l'actuel président de la république, M. Kim Dae-Jung »[878], et il affirme également

[877] *Ibid*. Le gouvernement coréen joint également à cette lettre un rapport détaillant les améliorations de la politique du travail relevés par l'UE tel que les perspectives de reconnaissance de la KCTU (Confédération coréenne des syndicats) ; légalisation des syndicats d'enseignants ; l'étendue des fonctionnaires autorisés à s'organiser sur le lieu de travail ; l'étendue des services publics essentiels ; l'émission de mandats d'arrêt contre les grévistes; et les efforts pour respecter les normes de travail internationalement reconnues.

[878] Par le député Porto ; AHPE, PE4.AP.DE.1998DE19990112, « Débats du Parlement européen, n°4-531/79 », le 12 janvier 1999.

que l'UE doit renforcer son rôle sur la scène internationale, en s'engageant à respecter les « normes internationales » des autres pays par le biais d'une approche multilatérale, et attend d'elle qu'elle le fasse : « le gouvernement coréen devrait respecter sans attendre l'engagement pris devant l'OCDE de modifier sa législation du travail pour y incorporer les normes internationales obligatoires en cette matière »[879].

En outre, le vice-président de la Commission, Sir *Leon Brittan* précise un point de vue plus économique sur l'approbation par le Parlement européen de l'accord avec la Corée du Sud, en déclarant que « si l'Union européenne veut améliorer son image sur la scène internationale, il est capital pour elle de renforcer ses liens, non seulement avec les grandes puissances mondiales, mais également avec les puissances émergentes ». De plus, il donne une position plus mécaniste sur les accords qui consiste à ce que « l'accord-cadre met également en place les mécanismes institutionnels grâce auxquels l'Union va pouvoir faire valoir ses intérêts auprès de la Corée, et la Commission est bien décidée à utiliser l'accord pour promouvoir les intérêts européens », et également ajoute un point de vue sur les valeurs :

> En souscrivant à cet accord, nous avons l'occasion d'envoyer un signal politique de soutien au président Kim et à ses alliés, qui sont bien décidés à procéder à une réforme économique, mais qui doivent faire face aux solides intérêts acquis des opposants à la réforme, et qui sont décidés également à éradiquer la corruption et à améliorer la démocratie en Corée.

D'autre part, l'opposition à l'accord est plus étroitement axée sur la nature fondée sur les valeurs du Parlement européen et sur son rôle. Un député du Groupe des Verts/Alliance libre européenne, *Kreissl-Dörfler* invoque tout de même la situation des droits de l'homme en Corée du Sud en terme que « la Corée est membre de l'OCDE depuis 1996, mais le pays n'a pas satisfait aux obligations que cela impliquait en matière de législation du travail ». Dans le même temps, il développe ce point en ce qui concerne le rôle du Parlement européen :

> Toutes les expériences confirment cependant qu'en matière de droits de l'homme, il ne faut pas s'attendre à un *trickle-down effect*. Dans le passé, nous avons déjà eu trop d'exemples de dictatures où les indicateurs économiques étaient excellents mais où privations et disparitions étaient le lot quotidien de la population. Le Parlement perdrait un important moyen de pression en cédant maintenant. En effet, nous n'aurons par la suite plus aucune possibilité d'intervention puisque le Parlement n'a pas son mot à dire en ce qui concerne la clause de respect des principes démocratiques et des droits de l'homme.

[879] Par le député Malone (PSE).

Cependant, le Parlement européen enfin approuve la conclusion de l'accord, concluant que la situation des droits de l'homme et du travail en Corée du Sud s'est suffisamment améliorée[880]. La commission des budgets au Parlement également rappelle qu'« au moment où il a été demandé pour la première fois au Parlement d'approuver l'accord de commerce et de coopération, le sujet majeur de préoccupation de celui-ci était la situation dans le domaine des droits de l'homme en Corée du Sud, en particulier sur le plan de la législation du travail et de la liberté d'association des travailleurs »[881]. Elle est ensuite soumise au processus de ratification par les États membres, l'Irlande étant le dernier État membre de l'UE à achever le processus de ratification le 31 janvier 2001, ce qui aboutit à l'approbation finale par le Conseil européen et à l'entrée en vigueur le 1er avril 2001. La longueur du processus de conclusion de cet accord montre clairement l'importance de l' « impact des valeurs » des relations bilatérales avec l'Union européenne. Ces valeurs s'inscrivent dans le contexte des valeurs universelles, qui sont des valeurs acceptées par les deux parties à un accord bilatéral. En d'autres termes, il ne s'agit plus seulement d'une valeur européenne, mais d'une valeur partagée par les deux parties. Il n'est pas surprenant qu'il y ait une différence dans la compréhension des valeurs entre la Corée du Sud, qui n'a pas une longue histoire d'acceptation des valeurs universelles en pratique, et l'UE, qui a été fondée sur l'acceptation de ces valeurs. Il est toutefois fondamental de souligner que l'accord bilatérale a été négocié entre les deux parties autour d'un accord également sur le contexte des valeurs communes. Au fur et à mesure que ce point fait l'objet d'un accord, cet aspect de la valeur devient plus fermement établi en tant que valeurs partagées.

[880] Parlement européen, « Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté´ européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (COM (96)0141 − C4-0073/97 − 96/0098(CNS)) », 13 janvier 1999, Journal officiel de l'Union européenne n° C 104/59 du 14 avril 1999.

[881] AHPE, PE 229.425, « projet d'avis (Article 147 du règlement) A l'intention de la commission des relations économiques extérieures sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen », Politique de l'Union européenne à l'égard de la république de Corée (COM (98)0714 – C4-0000/00 – 98/0714(INC)), février 1999.

2. La coopération entre l'UE et la Corée du Sud pour la paix en Corée

A. Les politiques à l'égard de la Corée du Nord

« *L'UE a joué un rôle impressionnant dans la promotion de la paix dans la péninsule, en apportant un soutien et un partenariat solides* ».
Kim Dae-jung[882].

1) La politique de la Corée du Sud à l'égard de la Corée du Nord

a. Les politiques précédentes

Après la division des deux Corées, les relations intercoréennes, qui avaient été caractérisées par une confrontation féroce, chaque partie niant le système de l'autre dans l'ordre international de la guerre froide, ont pris un tournant majeur lorsque la guerre froide internationale est entrée dans une phase de dissolution à la fin des années 1980. Parallèlement à la dissolution du système international de la guerre froide, les relations intercoréennes hostiles et tendues dans la péninsule coréenne nécessitaient également un changement. Ceci est devenu visible avec la *Nordpolitik* du gouvernement de *Roh, Tae-woo* et la tenue des premiers pourparlers intercoréens de haut niveau à Séoul le 4 septembre 1990, dirigés par les premiers ministres des deux Corées. Les pourparlers ont eu lieu entre Séoul et Pyongyang jusqu'au huitième cycle en octobre 1992 et ont abouti à l'adoption de l' « accord de base intercoréen »[883], de la « déclaration commune sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne »[884], de l' « accord sur l'établissement et le fonctionnement du bureau de liaison intercoréen »[885] et de l' « accord sur l'établissement et le fonctionnement de la commission de réconciliation intercoréenne »[886]. Mais à partir de la fin de l'année 1992, alors que les soupçons sur le

[882] Dae-jung Kim, « Democracy Is Our Destiny: The Message of the 1960 Student Revolution », dans Han (eds.), *op.cit.,* p.86.
[883] « Accord sur la réconciliation, l'inviolabilité, les échanges et la coopération entre la Corée du Sud et la Corée du Nord », 남북기본합의서 en Coréen.
[884] « L'accord engage la Corée du Sud et la Corée du Nord à ne pas tester, fabriquer, produire, recevoir, conserver, stocker, déployer ou utiliser d'armes nucléaires, à utiliser l'énergie nucléaire exclusivement à des fins pacifiques et à ne pas posséder d'installations de retraitement nucléaire ou d'enrichissement de l'uranium », 한반도 비핵화 공동선언 en coréen.
[885] 남북연락사무소 설치, 운영에 관한 합의서 en coréen
[886] 남북화해공도위원회 구성 운영에 관한 합의서 en coréen

développement d'armes nucléaires par la Corée du Nord s'intensifiaient et que cette dernière déclarait en janvier 1993 qu'elle n'avait pas l'intention de reprendre le dialogue entre toutes les autorités intercoréennes sous le prétexte de l'exercice *Team Spirit*[887], les relations intercoréennes se sont à nouveau retrouvées dans l'impasse.

Le gouvernement de *Kim, Young-sam*, entré en fonction en février 1993, a mené une politique proactive à l'égard de la Corée du Nord en déclarant son intention d'organiser des sommets intercoréens. Il a également annoncé, en août 1994, « un plan de réunification en trois étapes pour la construction d'une communauté coréenne »[888], reprenant et améliorant le plan de réunification du gouvernement précédent. Il s'agit d'un plan de réunification graduel et échelonné qui vise d'abord à instaurer la confiance mutuelle et à établir la paix par la réconciliation et la coopération entre les deux Corées, puis à poursuivre la réunification[889]. Cependant, en 1993, la Corée du Nord a annoncé son retrait du « Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) »[890], ce qui a entraîné des tensions internationales sur le programme nucléaire de la Corée du Nord, et les relations intercoréennes ont atteint un point de crise. En réponse, le gouvernement sud-coréen a publié les Principes pour lier la coopération nucléaire et économique, déclarant que la coopération économique serait suspendue jusqu'à ce que le programme nucléaire du Nord soit résolu[891]. En conséquence, les relations intercoréennes à la fin de l'administration de *Kim, Young-sam* sont revenues à la case départ et sont restées hostiles.

---

887 Voir note 590 ci-dessus.

888 한민족공동체 건설을 위한 3단계 통일방안 en coréen

889 Il se déroule en trois étapes: « étape de la réconciliation et de la coopération → étape de l'union Nord-Sud → étape de l'achèvement de l'État unifié » ; « 민족공동체통일방안 », 통일부 (Ministère de l'unification), République de Corée.

890 La Corée du Nord a adhéré au TNP en décembre 1985, adoptant la politique de l'Union soviétique consistant à promouvoir fortement la non-prolifération des armes nucléaires. La Corée du Nord a également signé un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le 30 janvier 1992. Toutefois, les rapports de la Corée du Nord à l'AIEA sur ses installations et matières nucléaires dans le cadre de l'accord ont posé des problèmes. L'AIEA a trouvé plus de plutonium en Corée du Nord lors des inspections ad hoc qui ont débuté en mai 1992 que ce qui était indiqué dans les rapports. L'AIEA a demandé une inspection spéciale de la Corée du Nord en février 1993 afin de résoudre les divergences importantes entre les quantités déclarées par la Corée du Nord et les quantités énumérées dans le rapport. En réponse aux demandes de l'AIEA, la Corée du Nord a annoncé qu'elle se retirait du TNP le 12 mars 1993 ; 이창위, « 핵확산방지조약(NPT) 체제의 동요와 북한의 NPT 탈퇴의 국제법적 정당성 » (Chang-wee Lee, « Non-respect du régime du TNP, retrait de la Corée du Nord du TNP et sa légitimité au regard du droit international »), *인권과 정의 (Human Right and Justice)*, no.495, 2021, p.15.

891 *KBS News*, le 16 août 1994.

b. La « Sunshine Policy » de Kim Dae-jung

Le gouvernement de *Kim, Dae-jung* est mis en place au milieu de ce conflit. Dans son discours inaugural, le président *Kim, Dae-jung* déclare que « les relations intercoréennes seront développées sur la base de la réconciliation, de la coopération et d'un règlement pacifique »[892]. Tel est le concept de base de la politique du gouvernement populaire à l'égard de la Corée du Nord, ce qui signifie qu'au lieu de se précipiter pour réunifier la péninsule coréenne à ce stade, il se concentrerait d'abord sur l'établissement de la paix en déplaçant la confrontation de la guerre froide sur la péninsule coréenne vers un cadre de réconciliation et de coopération. Il était également fondé sur le jugement que la politique de réconciliation et de coopération est l'option la plus réaliste pour garantir la paix et la stabilité sur la péninsule coréenne et améliorer les relations intercoréennes, compte tenu de la situation internationale autour de la péninsule coréenne et de la situation entre la Corée du Sud et la Corée du Nord[893].

De fait, pour *Kim, Dae-jung*, la vision de l'unification est cohérente et très délibérée. *Kim, Dae-jung* qui a connu la brutalité de la guerre de Corée, ce qui l'a rendu plus conscient de la valeur de la paix, pense que le recours à la force n'est pas possible pour surmonter la division du pays et que la réunification devait se faire de manière pacifique et cela l'a motivé à se consacrer à la politique[894]. Depuis les années 1960, alors qu'il était député, il a travaillé sans relâche pour trouver une alternative à la « paix et à la prospérité nationales »[895]. Sa vision de la réunification a été proposée en février 1971 sous la forme d'un plan de réunification en trois étapes consistant en « la réduction des tensions intercoréennes par la renonciation au conflit armé, des échanges journalistiques, épistolaires et sportifs non militaires, et des échanges politiques et économiques »[896], qu'il a annoncé comme son programme de

---

892 « Discours inaugural de Kim Dae-jung, 15ème Président de la République de Corée », *op.cit.*

893 통일부 (Ministère de l'unification), « 통일백서 » (Livre blanc sur l'unification), 2002, République de Corée, p. 24.

894 노명환, « 초국가주의 민주주의 평화사상과 지역공동체의 추구 및 분단극복 정책 : 빌리 브란트의 동방정책과 김대중의 햇볕정책의 비교사적 연구 » (Meung-Hoan Noh, « La vision de Willy Brandt de la communauté européenne et la vision d'Ostpoltik/Kim Dae-jung de la communauté eurasienne et de la politique du soleil - axée sur les points de vue et les idées de valeur des deux personnages »), *EU연구 (Journal of European Union Studies),* vol.1(30), 2012, p.158.

895 Dae-jung Kim, 2010, *op.cit.*

896 « Première étape est sur la dissuasion de la guerre et réduction des tensions. Nous n'envahirons pas par la force. Nous n'unifierons pas par la force. Nous n'entrerons pas en guerre à moins que la Corée du Nord n'entre en guerre avec nous […] En même temps, nous devons faire une déclaration de paix à tous les pays, qu'il s'agisse de l'Union soviétique ou de la République populaire de Chine, en disant que nous ne sommes pas hostiles à votre égard à moins que vous ne nous harceliez […] Dans un deuxième temps, nous devons développer les échanges entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Nous devrions avoir des échanges journalistiques et sportifs, des échanges épistolaires, des échanges artistiques et culturels, de sorte que les gens puissent aller en Corée du Nord, que les gens puissent aller en Corée du Sud, que les gens puissent s'écouter à la radio, de sorte

campagne pour la septième élection présidentielle de cette année-là[897]. Ses idées ont contribué à faire de lui un objet de mécontentement pour le régime de *Park, Chung-hee*, qui a fait de l'anticommunisme son premier engagement révolutionnaire. Néanmoins, ses convictions sont restées inébranlables. Il défend la position « la démocratie d'abord, l'unification ensuite », soulignant la nécessité pour la démocratie d'être surveillée et contrôlée par le peuple afin de s'assurer que les divisions ethniques ne sont pas exploitées à des fins politiques par des dictateurs[898].

À partir des années 1990, la théorie de l'unification de *Kim, Dae Jung* est évoluée. En 1994, *Kim*, qui examine les nouvelles possibilités et perspectives de réunification pacifique de la péninsule coréenne dans le cadre de l'étude des relations entre l'Europe et les États-Unis et dans la perspective d'une Allemagne unifiée et de la Communauté européenne, a créé la *Fondation Asie-Pacifique* pour la paix dans le but de rechercher et de développer l'idéologie et les politiques de réunification démocratique et pacifique de la péninsule coréenne, d'explorer les moyens d'établir fermement la démocratie et de rechercher et de développer activement les moyens de contribuer à la paix dans le monde[899]. D'ici, il a publié « la théorie de l'unification en trois étapes de *Kim, Dae-jung* » qui verrait le pays se réorganiser en une « Union Sud-Nord ; Fédération Sud-Nord ; et État pleinement unifié » en août 1995 avec la participation de plus de 100 experts dans divers domaines. Sur cette théorie, dans la première phase d' « Union intercoréenne », la Sud et la Nord formeraient une communauté sociale, culturelle et économique par le biais d'échanges et de coopération, tout en conservant leur souveraineté et leur autorité en tant qu'États indépendants ; dans la deuxième phase de « Fédérale intercoréenne », la Sud et la Nord établiraient « un pays, un système et deux gouvernements régionaux » sur la base d « un système politique démocratique et d'une économie de marché afin de restaurer l'unité nationale et de réaliser le désarmement » ; et dans la troisième phase de

---

que nous puissions progressivement nous comprendre, et que l'hostilité diminue. […] Et la troisième étape est d'essayer de parvenir à l'unification politique. Mais je ne pense pas que cela se produira très rapidement et facilement en raison de la polarisation actuelle entre les deux Corées et du fait qu'elles ont évolué de manière très différente au cours des 30 dernières années, en raison des systèmes politiques, économiques et sociaux, en raison de ces conditions et en raison de la situation internationale, comme je l'ai dit plus tôt » ; 김대중, *공화국연합제* (Dae-jung Kim*, Union des républiques*), Séoul : 학민사, 1991, pp.121-122.

[897] Articulant ces idées, il a présenté un « plan d'unification en trois étapes » consistant en « une coexistence pacifique, une expansion des échanges pacifiques et une unification pacifique » au Club des correspondants étrangers du Japon en février 1972 ; 김대중, *나의 길 나의 사상* (Dae-jung Kim, *Ma voie Ma pensée)*, 1994, *op.cit.,* p.303.

[898] Yong-cheol Kim, *op.cit.,* p.117 et Meung-hoan Noh, 2012, *op.cit.,* p.160.

[899] 김귀옥, « 김대중 평화사상의 형성과 정치적 실천 » (Gwi-Ok Kim, « Les pensées et les pratiques pacifiques de Kim Dae-jung »), *통일과 평화 (Journal of Peace and Unification Studies),* vol.12 (2), 2020, p.25.

l' « État totalement unifié », une constitution fédérale et un parlement fédéral seraient établis sur la base d'un accord entre la Sud et la Nord[900].

Sa théorie cohérente de l'unification consistait à rechercher la réconciliation et à trouver la voie d'une coexistence pacifique par une politique encourageant la Sud et la Nord à « abandonner le rêve d'annexer ou d'absorber l'autre »[901] et à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter la guerre dans la péninsule, et à aider le Nord à s'ouvrir et à normaliser ses relations avec les pays de l'Occident, même si elle ne changeait pas de régime[902]. Sa vision est affinée au cours de la campagne électorale présidentielle de décembre 1997 et est devenue visible sous le nom de « Sunshine Policy »[903]. Il s'agit de, au début de la coopération intercoréenne, plutôt que de traiter des questions politiques et militaires sensibles, les échanges et la coopération devraient commencer dans des domaines non politiques où les échanges et la coopération sont plus faciles. La théorie veut que les échanges et la coopération dans ces domaines non politiques finissent par s'étendre au domaine politique et par parvenir à l'intégration, en fonction de leurs propres forces mobiles et de la main invisible du domaine économique. Le gouvernement de *Kim, Dae-jung* poursuivit activement une politique de réconciliation et de coopération avec la Corée du Nord, essentielle à la coexistence, reconnaissant que la Corée du Nord n'est plus un ennemi mais un objet de réconciliation et de coopération. Le 25 février 1998, dans son discours inaugural en tant que 15ème président, il exprime son engagement en faveur de la paix de la politique à l'égard de la Corée du Nord sur

---

900 아시아·태평양 평화재단 (Fondation Asie-Pacifique pour la paix), « 김대중의 3단계 통일론 (La théorie de l'unification en trois étapes de Kim Dae Jung) » Séoul : 아태평화출판사 (Éditions de la paix pour l'Asie-Pacifique), 1995, pp.34-44.

901 Kim Dae-Jung Presidential Library and Museum of Yonsei University (연세대학교 김대중 대통령 도서관), *op,cit.,* vol.15.

902 로버트 스칼라피노, 김대중, « 북한과 북한의 핵을 어떻게 볼 것인가 » (Robert Anthony Scalapino et Dae-jung Kim), « Comment voir la Corée du Nord et ses armes nucléaires) », 1993 dans 정진백 (Jin-baek Jung) (ed.), *김대중 대화록 1973~2008 (Transcriptions de Kim Dae-jung 1973-2008)*, Kwangju: 행동하는양심, 2018, p.435.

903 La « Sunshine Policy » est nommée d'après une fable d'Esope dans laquelle le vent et le soleil ont parié que la première personne à enlever le manteau d'un étranger sur la route gagnerait, et le soleil a enlevé le manteau de l'étranger plus rapidement. Le soleil a enlevé le manteau de l'étranger plus rapidement. Il symbolise l'importance de la logique de réconciliation (lumière du soleil) par rapport à la logique de force (vent). Dans ce contexte, la signification linguistique interprétative de la « Sunshine Policy » provient de la conférence de *Kim Dae-jung* du 28 avril 1992 lors du petit déjeuner du « Korea Debate (한국논단) ». Il a donné un aperçu de sa vision des relations intercoréennes en déclarant que « Face au communisme, je ne pense pas qu'il faille être coercitif et provocateur. Nous devons être flexibles. Si nous agissons de manière coercitive, si nous encourageons les partisans de la ligne dure en Corée du Nord et si nous leur donnons une excuse, les tensions pourraient s'accroître dans la péninsule coréenne et nous pourrions nous retrouver au mauvais endroit. Je pense que nous devrions suivre la leçon de la fable d'Esope sur le soleil et le vent du nord qui enlèvent le manteau d'un étranger sur la route, en particulier lorsque nous traitons avec un pays comme la Corée du Nord qui est lié par un régime fermé et unipersonnel », 김대중, *후광 김대중 전집 (*Dae-jung Kim, *Hougang les œuvres de Kim Dae-jung)*, vol.10, Séoul : 중심서원, 1995, pp.314-315.

comme suit :

> Je voudrais saisir cette occasion pour clarifier les trois principes de notre politique à l'égard de la Corée du Nord : premièrement, nous ne tolérerons jamais aucune provocation armée ; deuxièmement, nous n'avons aucune intention de nuire à la Corée du Nord ou de l'absorber ; et troisièmement, nous encouragerons activement la réconciliation et la coopération entre la Corée du Sud et la Corée du Nord dans les domaines où cela est possible. Nous sommes également disposés à soutenir les efforts de la Corée du Nord pour s'engager dans des échanges et une coopération avec des pays amis et des organisations internationales[904].

Prévoyant que la coopération internationale et la relance de l'économie nationale, le développement des moyens de subsistance de la population et la démocratisation économique constitueraient un raccourci vers la réunification de la Corée[905], après la déclaration de la fin de la crise économique à la fin de 1999, il concentre son attention sur la « Sunshine Policy ». Pour mettre cela en pratique, le président *Kim, Dae-jung* annonce cette politique en Allemagne, le 9 mars 2000. Le discours, connu sous le nom de « Déclaration de Berlin », prononcé à l'Université libre de Berlin, au cours de sa tournée européenne, couvre un large éventail de questions relatives à la péninsule coréenne, notamment l'assistance économique à la Corée du Nord, le règlement pacifique, la résolution du problème des familles séparées et le dialogue entre les autorités, et expose les principes fondamentaux de la politique d'unification de la Corée :

> Premièrement, nous ne tolérerons aucune provocation armée de la part de la Corée du Nord. Deuxièmement, Nous ne nuisons pas à la Corée du Nord et ne cherchons pas à réaliser une unification par absorption. C'est là le cœur de notre « Sunshine Policy » et notre argument pour mettre fin à la guerre froide. Nous maintenons une présence sécuritaire affirmée, mais uniquement à des fins de paix, de réconciliation et de coopération.
>
> Dans le cadre de la politique de « Sunshine Policy », nous garantissons trois choses à la Corée du Nord. Premièrement, nous garantissons la sécurité de la Corée du Nord. Deuxièmement, nous aiderons la Corée du Nord à redresser son économie. Et troisièmement, nous coopérerons à l'expansion internationale de la Corée du Nord.
>
> Au contraire, nous insistons sur le fait que la Corée du Nord doit également garantir trois choses. Premièrement, elle doit absolument renoncer aux provocations armées contre la Sud. Deuxièmement, elle doit honorer son engagement d'abandonner les armes nucléaires. Et troisièmement, elle doit renoncer à ses ambitions en matière de

[904] « Discours inaugural de Kim Dae-jung, 15ème Président de la République de Corée », *op.cit.*

[905] 노명환, « 역사의 관점에서 보는 김대중의 대중경제론과 햇볕정책 » (Meung-Hoan Noh, « Le système d'économie socio-marché ouest-allemand et la politique orientale comme modèle pour l'économie populaire et la politique du soleil de Kim Dae-jung »), *역사학연구 (The Korean Journal of History)*, no.81, 2021, p.305.

missiles à longue portée[906].

Depuis cette déclaration, la Corée du Nord propose à la Corée du Sud, en privé et par divers canaux, des contacts avec des envoyés spéciaux et indique que la question du sommet intercoréen pourrait être abordée lors de ces contacts[907]. En réponse à la proposition du Nord, la Corée du Sud a nommé le ministre de la Culture, des sports et du tourisme, *Park, Ji-won*, comme envoyé spécial pour rencontrer son homologue nord-coréen[908]. *Park, Ji-won* rencontre le Nord-Coréen *Song, Ho-kyong*, vice-président du Comité Asie-Pacifique, à Shanghai et à Pékin, en Chine, pour convenir d'un sommet[909]. Cela conduit à la rencontre historique entre le président sud-coréen *Kim, Dae-jung* et le dirigeant nord-coréen *Kim, Jong-il*. Le sommet intercoréen, qui s'est tenu à Pyongyang, en Corée du Nord, du 13 au 15 juin 2000, est important dans la mesure où, contrairement aux accords précédents entre les deux Corées, les principaux dirigeants des deux pays ont échangé leurs positions mutuelles sur la réunification et les affaires intercoréennes dans le cadre de discussions ouvertes et directes[910]. Les résultats du sommet sont beaucoup plus contraignants que ceux obtenus lors de discussions secrètes ou au niveau du travail avec la « déclaration commune du 15 juin »[911]. La première rencontre entre les dirigeants

---

[906] Dae-jung, Kim, « 독일 베를린 자유대학 연설 (베를린 선언) » (Discours à l'Université libre de Berlin, Allemagne (Déclaration de Berlin), le 9 mars 2000, AN-KOR.

[907] « Nous déclarons que si les autorités sud-coréennes montrent un changement positif dans leur comportement réel en s'éloignant de l'ancienne politique de confrontation qui est anti-nationale et anti-unification, nous négocierons de tout cœur avec elles sur le sort et les problèmes de la nation et nous travaillerons ensemble pour la réunification », a déclaré la Corée du Nord dans le *Rodong Sinmun du parti* le 15 mars, cinq jours après la publication de la déclaration de Berlin.

[908] 통일부 (Ministère de l'unification), « 통일백서 » (Livre blanc sur l'unification), 2001, République de Corée, p. 12 et MOFA-KOR, 2000, *op.cit.* pp.145-146.

[909] Le premier contact entre émissaires pour discuter de l'accueil du sommet intercoréen a eu lieu le 17 mars à Shanghai, en Chine. Plusieurs séries de négociations au niveau exécutif s'en sont suivies. Le 23 mars, les envoyés des deux Corées ont tenu de nouvelles consultations à Pékin et, le 8 avril, ils ont finalement convenu de programmer le sommet intercoréen du 12 au 14 juin à Pyongyang. Le 10 avril, les deux Corées ont annoncé que le sommet se tiendrait respectivement à Séoul et à Pyongyang ; 통일부 (Ministère de l'unification), « 남북대화 제67호(1999.10-2001.4) » (Dialogue intercoréen n° 67), 2001, République de Corée, pp.4-5.

[910] Depuis cette réunion, les rencontres entre les responsables intercoréens ont pris la forme d'une régularisation des pourparlers au niveau ministériel, de pourparlers au niveau du ministre de la Défense et des pratiques militaires, d'envoyés spéciaux, de pourparlers économiques, de pourparlers de la Croix-Rouge et de pourparlers sportifs. Les pourparlers intercoréens au niveau ministériel ont été décidés lors du sommet intercoréen et neuf réunions ont eu lieu entre juillet 2000 et janvier 2003.

[911] 6.15 남북공동선언 en coréen. Le contenu de la déclaration conjointe Nord-Sud est le suivant. Premièrement, elle déclare le principe de l'autodétermination comme règle de base pour la réalisation de la réunification. Deuxièmement, elle reconnaît les points communs entre le « système fédéral de bas niveau » du Nord et le « système fédéré de réunification » du Sud. Troisièmement, ils ont convenu de résoudre les questions humanitaires, y compris l'échange de groupes de visite de parents séparés et le rapatriement des donneurs d'organes non déplacés, dès que possible. Quatrièmement, ils ont convenu de mettre en œuvre une coopération et des échanges à multiples facettes, y compris une coopération économique entre les deux Corées pour le développement de l'économie nationale. Cinquièmement, ils ont convenu d'organiser un dialogue entre les autorités pour mettre en œuvre les accords du sommet et d'inviter le ministre de la Défense de la RPDC, Kim Jong-il, à se rendre à Séoul pour améliorer la faisabilité de la déclaration conjointe 615.

des deux Corées en un demi-siècle de division marque une étape importante dans l'évolution des relations entre les deux Corées, qui sont passées de la méfiance et de l'antagonisme à la réconciliation et à la coopération, et est saluée par la communauté internationale. Surtout, il est important pour la communauté internationale que la politique de réunification du Sud, centrée sur des valeurs de paix, ait montré sa capacité.

2) La politique initiale de l'UE à l'égard de la Corée du Nord

a. La position de l'UE dans la question nucléaire nord-coréenne

L'Union européenne marche dans la même voie que la Corée du Sud avec la nouvelle politique d'unification sud-coréen axée sur les valeurs. De fait, en raison de ses limites géographiques et de l'absence d'intérêts stratégiques directs dans la région, l'UE s'est quelque peu éloignée de la sécurité asiatique, en particulier des tensions liées à la division de la péninsule coréenne entre la Corée du Sud et la Corée du Nord. Depuis les années 1990, le cadre institutionnel de la politique étrangère ayant été mis en place après l'entrée en vigueur du traité de Maastricht, l'Union européenne a commencé à s'intéresser activement à l'Asie et à la sécurité, inclus la péninsule coréenne, annonçant une nouvelle stratégie pour la région. En particulier, contrairement aux États-Unis, l'engagement de l'UE en matière de sécurité en Asie, en raison de l'absence d'intérêts directs, était lié à sa propre politique étrangère de maintien de la paix[912].

Dans la première moitié des années 1990, le premier engagement de l'UE dans la péninsule coréenne sur la sécurité, était centré sur le programme nucléaire de la Corée du Nord. En mars 1993, la déclaration de retrait de la Corée du Nord du TNP a mis les questions nucléaires non seulement à l'ordre du jour international, mais aussi à l'ordre du jour de l'UE[913]. De plus, pour l'UE, qui a désormais une raison plus claire d'agir en tant qu'acteur dans les affaires étrangères, la crise nucléaire dans la péninsule coréenne est un nouveau test de sa politique. En outre, l'aspect nucléaire de la crise s'inscrit dans le cadre de la politique étrangère de l'UE sur les valeurs européennes visant à contribuer « à la paix de la sécurité internationale », puisqu'il s'agit d'une arme de destruction massive qui, malgré sa distance géographique par rapport à l'Europe, constitue une menace mondiale. Ceci est également illustré par les éléments

[912] Article J.1 de Traité sur l'Union européenne (TUE) / Traité de Maastricht « les objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune sont : [...] le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale ».

[913] Après l'annonce du retrait, le Conseil de sécurité des Nations unies a exigé que la Corée du Nord autorise les inspecteurs de l'AIEA à entrer dans le pays en vertu du TNP, mais la Corée du Nord a refusé. Les 29 et 30 mai, la Corée du Nord a testé un missile « Rodong-1 » en mer de l'Est, qui a atterri à 1 000 km à l'ouest de l'archipel japonais. C'est le début de la première crise nucléaire nord-coréenne qui amène la communauté internationale dans la péninsule coréenne ; 도종윤, « 유럽연합의 KEDO가입: 참여 요인, 평가 그리고 함의 » (Jong-yoon, Doh, « La participation de l'UE à KEDO : causes de la participation, évaluation et implication », *동서연구 (Journal of East and West),* vol.24(2), 2012.

suivants dans la stratégie vers l'Asie en 1994[914]:

> L'Union doit s'efforcer d'apporter une contribution positive aux dialogues régionaux traitant des questions de sécurité et suivre attentivement l'évolution de la situation notamment dans les domaines du contrôle des armements et de la non-prolifération, des conflits régionaux (Corée, Spratly, Cachemire) et de la sécurité des routes maritimes. Les questions ayant trait à la bonne gestion des affaires publiques, et notamment les droits de l'homme, doivent-elles aussi jouer un rôle important dans les relations de l'Union avec les pays asiatiques […] L'Union européenne considère que les politiques en matière de contrôle des armes et de non-prolifération des armes de destruction de masse (nucléaires, chimiques, biologiques, missiles balistiques) sont des éléments importants de la PESC. Il s'agit-là de problèmes susceptibles de donner lieu à des actions futures communes. L'Union européenne devrait étudier la possibilité de poursuivre ou de lancer le dialogue sur certains de ces points avec les pays d'Asie.

De plus, la position de l'UE vers la Corée du Nord est directement exprimée lors du sommet de Conseil européen à Corfou les 24 et 25 juin 1994[915].

> Le Conseil européen est profondément préoccupé par le refus de la République populaire démocratique de Corée de laisser les inspecteurs de l'AIEA mener à bien des tâches d'inspection essentielles, empêchant ainsi de déterminer si du plutonium destiné à des fins pacifiques a été détourné. En persistant dans son refus de se conformer aux dispositions de l'accord sur les garanties conclu avec l'AIEA, la République populaire démocratique de Corée agit en violation de ses obligations internationales. Le Conseil européen considère que la prolifération nucléaire constitue une menace majeure pour la paix et la sécurité internationales et rappelle son attachement de longue date aux objectifs du Traité de non-prolifération. Le Conseil européen invite une nouvelle fois la République populaire démocratique de Corée à reconnaître et à assumer ses responsabilités internationales et confirme que les chances d'amélioration de ses relations avec ce pays seraient bien plus grandes si les craintes que suscitent les activités nucléaires de ce dernier pouvaient être apaisées. Il exprime l'espoir que les discussions menées avec la Corée du Nord aboutiront rapidement à une solution satisfaisante.

En plus, la signature du « Nouvel Agenda Transatlantique » et du « Plan d'Action Commun » par les États-Unis et l'Union européenne le 3 décembre 1995 démontre que la crise dans la péninsule coréenne représente une nouvelle tentative de mettre en pratique les valeurs de l'UE sur la scène internationale. Ceci démontre que l'UE promeut « la paix, le développement et la démocratie à l'échelle mondiale », sur « les valeurs partagées, en termes de paix, de démocratie, de droits de l'homme et d'Etat de droit, représentent un lien important

[914] Commission Européenne, COM (94) 314 final Bruxelles, *op.cit.*
[915] Conseil européen, « Conclusions de la Présidence », à Corfou, les 24 et 25 Juin 1994.

et un intérêt vital pour le bien-être économique de part et d'autre »[916] par le biais d'une coopération bilatérale, non seulement avec elle-même mais aussi avec ses alliés. Dans ces prémisses, il mentionne aussi spécifiquement la péninsule coréenne en terme que « travailler ensemble pour réduire le risque de conflit régional concernant la péninsule coréenne, Taïwan et la mer de Chine méridionale »[917], officialisant le fait que les deux pays travailleront ensemble en tant que partenaires diplomatiques dans la péninsule coréenne. Ils ont également fait part de leur inquiétude pour la région et de la nécessité de soutenir la KEDO[918] dans ses efforts visant à empêcher la propagation des armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires[919].

C'est ainsi que l'Union européenne s'est directement impliquée dans la KEDO, et il s'agissait de la première intervention politique de l'UE dans la péninsule coréenne. Cela démontre l'approche sur la paix de l'UE face à la menace mondiale de la prolifération nucléaire et la raison d'être de l'adhésion à la KEDO. Autrement dit, dans la KEDO qui est un consortium de trois acteurs directement impliqués dans le programme nucléaire nord-coréen et la sécurité qui en découle, la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon, un acteur de la scène mondiale, dont les implications directes en matière de sécurité sont plus lointaines s'y est impliquée sous le prétexte de « maintenir la paix dans le monde » : l'Union européenne.

En décembre 1995 l'UE annonce sa participation à la KEDO officiellement pour la première fois en terme que « l'Union européenne participera, dans des conditions à négocier, à l'Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne (KEDO) »[920]. Enfin, en octobre 1996, l'UE prend la décision provisoire de fournir 15 millions d'écus par an

---

916 Communiqué de presse, Commission européenne, « L'Union européenne et les Etats-Unis unissent leurs forces pour engager les relations transatlantiques dans une ère nouvelle », le 30 novembre 1995.

917 « The New Transatlantic Agenda- Joint EU-U.S. action plan », Sommet États-Unis-UE de Madrid, le 15 décembre 1995.

918 « *Organisation de développement énergétique coréenne* (Korean peninsula Energy Development Organization) » ; À la suite de la crise nucléaire nord-coréenne, l'ancien président américain *Jimmy Carter* se rend à Pyongyang le 15 juin 1994. En échange du gel par la Corée du Nord de son programme d'armement nucléaire, de l'arrêt de l'approvisionnement en combustible de son réacteur de 5 mégawatts et du non-retraitement de son combustible nucléaire, les États-Unis acceptent de reprendre les pourparlers à haut niveau avec Pyongyang. Les pourparlers bilatéraux qui se sont déroulés à Genève en juillet et en août ont abouti au démantèlement en trois étapes du programme nucléaire de la Corée du Nord, en échange de quoi les États-Unis normaliseraient leurs relations diplomatiques avec Pyongyang et soutiendraient la construction de réacteurs à eau légère afin de remédier à la pénurie d'énergie de la Corée du Nord. Les accords de Genève du 21 octobre 1994 ont résolu la première crise nucléaire et ouvert la voie à la création de l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO), en vertu de laquelle « la Corée du Nord fournira des réacteurs à eau légère pour remplacer les réacteurs à désintégration de graphite qu'elle construit et, à cette fin, la KEDO sera financée par un consortium international ».

919 « Nous apporterons notre soutien à l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne de la péninsule coréenne (KEDO), soulignant ainsi notre volonté commune de résoudre les problèmes importants de prolifération dans le monde entier dans le monde » ; « The New Transatlantic Agenda », *op.cit.*

920 Conseil européen, « Conclusions de la présidence », à Madrid, les 15 et 16 décembre 1995.

à la KEDO au cours d'une période de cinq ans[921]. Le 19 septembre 1997, la KEDO et Euratom signent un accord sur l'adhésion de l'Union européenne à la KEDO et l'Union européenne accepte d'envoyer un représentant au Bureau exécutif de la KEDO. En contrepartie de sa participation au Bureau exécutif de la KEDO, l'UE décide de contribuer à hauteur de 15 millions d'écus par an pendant cinq ans, soit un total de 75 millions d'écus[922].

b. L'approche de l'UE en matière d'aide humanitaire

D'autre côté, un autre aspect des relations de l'UE avec la Corée du Nord est déclenché par la perspective de l'aide humanitaire. La situation économique de la Corée du Nord s'est détériorée sous *Kim, Jong Il*, qui a pris le pouvoir après la mort de son père *Kim, Il Sung*, et a été exacerbée par des inondations massives en 1995 et 1996 et une sécheresse en 1997 qui a entraîné une crise alimentaire. Dans cette situation, la Corée du Nord s'est, pour la première fois, tournée vers la communauté internationale pour obtenir une aide humanitaire, et l'UE a répondu en fournissant des secours d'urgence. Au cours des huit années écoulées entre 1995 et 2002, la Commission européenne et ses États membres ont fourni une aide de près de 393 millions d'euros, ce qui représente une part importante de l'assistance économique de la communauté internationale à la Corée du Nord[923].

L'aide humanitaire, qui a débuté en 1995, a d'abord pris la forme de fournitures de secours d'urgence pour la catastrophe naturelle initiale, notamment de la nourriture, des fournitures médicales d'urgence, des couvertures, des tentes et des vêtements, mais elle s'est transformée en une aide alimentaire généralisée après une série d'inondations dévastatrices en 1996. La Commission européenne a fourni une aide de 168 millions d'euros à la Corée du Nord entre 1997 et 2001 dans le cadre de ses « Programme communautaire d'aide et de sécurité alimentaire » de trois manières[924] : bilatéralement[925], indirectement par l'intermédiaire du

[921] Conseil européen, « Affaires générales de 1950ème session du Conseil », à Luxembourg, le 1 octobre 1996.
[922] Communiqué de presse, Commission européenne, « L'UE adhère à l'organisation pour la sécurité nucléaire de la Corée du Nord », le 19 septembre 1997.
[923] Axel Berkofsky, *EU's Policy Towards the DPRK-Engagement or Standstill?,* Brussels: European Institute for Asian Studies (EIAS), 2003, p.23.
[924] Commission européenne, « The EC - Democratic People's Republic of Korea (DPRK) Country Strategy Paper 2001 – 2004 », 2001, p.13.
[925] 106,7 millions d'euros dont 6 millions d'euros mis en œuvre par les ONG européennes et l'assistance technique d'assistance technique, de suivi et de soutien ; *ibid.*

Programme alimentaire mondial (PAM)[926] et par l'intermédiaire d'ONG[927]. Au niveau humanitaire, l'UE a également mis en œuvre le programme Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), dans le cadre duquel ECHO travaille avec la *Croix Rouge* pour fournir de l'eau potable, améliorer l'hygiène publique et personnelle, fournir des médicaments aux prestataires de soins de santé, et fournir des vêtements d'hiver aux enfants nord-coréens, aux personnes âgées et aux établissements médicaux[928].

L'aide de l'UE à la Corée du Nord passera progressivement de l'aide alimentaire à l'assistance technique visant à réformer la structure de l'agriculture nord-coréenne et à améliorer la productivité agricole. En ce qui concerne l'aide et l'assistance d'urgence, cela marque un changement dans la manière d'aborder les causes profondes et à long terme de la crise économique de la Corée du Nord. En effet, selon l'UE, la crise alimentaire en Corée du Nord ne serait pas seulement une catastrophe naturelle, mais un problème structurel et politique dans le système nord-coréen[929].

Ainsi, la politique initiale de l'UE à l'égard de la Corée du Nord de la « politique d'engagement très limité »[930] n'était pas simplement dans une relation bilatérale traditionnelle basée sur des intérêts économiques et commerciaux, mais une politique étrangère s'inscrivant dans un cadre humanitaire sur des valeurs visant à « contribuer à la paix dans le monde », tel qu'indiqué dans le document suivant du Parlement européen :

---

926 50 millions d'euros, dont 12 millions d'euros de produits d'aide alimentaire distribués par des ONG européennes et 5 millions d'euros d'aide alimentaire approuvée pour le budget 2000 de la Commission ; *ibid.*

927 11 millions d'euros via 7 ONG européennes, telles que CESVI, Concern, Children's Aid Direct, Action Contra La Faim, German Agro Action, Médecins Sans Frontières, Triangle ; *ibid.* Outre le travail humanitaire en Corée du Nord, le travail des ONG de l'Europe a également joué un rôle important dans le dégel du régime nord-coréen. Ces ONG constituent souvent le seul accès au monde extérieur pour les Nord-Coréens dans les régions où elles opèrent. L'UE a toujours exigé de la Corée du Nord qu'elle améliore les conditions dans lesquelles ces ONG opèrent, ce qui leur a permis d'être autorisées à opérer dans de nouvelles zones en Corée du Nord.

928 L'UE a fourni une aide d'environ 38 millions d'euros en 2000 et 330 000 euros en 2001 pour l'achat de vêtements d'hiver, de fournitures médicales et la réhabilitation des zones inondées ; Commission européenne, « The EC - Democratic People's Republic of Korea (DPRK) Country Strategy Paper 2001 – 2004 », *op.cit.,* p.14.

929 김성형, « 유럽연합(EU)의 신 대북 협력정책 : EU집행위원회 전략보고서를 중심으로(1989-2002) » (Sung-Hyoung Kim, « La nouvelle politique de coopération de l'UE envers la Corée du Nord : rapport stratégique de la Commission européenne (1989-2002) »), *한국정치외교사논총 (Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol. 26(2), 2005, p.41.

930 김학노, « 유럽연합의 대북한 정책과 남북한 평화 구축 과정 » (Hak-noh Kim, « Les relations UE-Corée du Nord et le processus de consolidation de la paix entre les Corées du Sud et du Nord », *대한정치학회보 (Korean Journal of Political Science)*, vol.14(2), 2006, p.294.

> Bien que sa vocation soit de jouer un rôle de soutien, et non de leader, sur les questions de sécurité en Asie du Nord-Est, l'UE a activement contribué aux efforts internationaux visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la péninsule. L'UE est membre du conseil d'administration de la KEDO, contribuant ainsi à prévenir la prolifération nucléaire dans la région, et a également fourni une aide alimentaire considérable et un soutien connexe (d'une valeur d'environ 180 millions d'euros depuis 1995) à la RPDC[931].

De plus, la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord n'était pas directement liée à la Corée du Sud. Cela peut être attribué à l'absence d'une politique claire et précise à l'égard de la Corée du Nord dans la Sud lui-même, ainsi qu'à l'absence d'un véritable établissement d'une identité diplomatique dans l'UE comme une politique étrangère mondiale qui aille au-delà des voisins. Au cours de cette période, les échanges entre l'UE et la Corée du Sud sur la question de la Corée du Nord ont porté uniquement mentionnés sur une résolution adoptée sur la famine en Corée du Nord au Parlement européen en 1997[932]. Dans cette résolution, le Parlement « critique l'attitude des États-Unis et de la Corée du sud, qui lient la fourniture d'une aide alimentaire à l'engagement de négociations de paix ».

En réponse à ce critique, *Lee, Jai-Chun*, Ambassadeur de Mission de la République de Corée auprès des Communautés européennes, envoie une lettre au Président du Parlement européen en terme que « cette résolution contient des références qui ne sont pas fondées sur des faits ou qui sont partiellement déformées, notamment en ce qui concerne la critique du gouvernement de la République de Corée. Je crains fort qu'une résolution de ce type, qui ne comprend pas la situation et la position du gouvernement coréen, ne nuise aux relations d'amitié et de coopération entre la République de Corée et l'Union européenne, qui s'intensifient encore sous l'impulsion de la conclusion de l'accord-cadre »[933]. Cela met en évidence une certaine tendance de la Corée du Sud à retarder la signature des traités bilatéraux, mais dans l'ensemble, les relations bilatérales se limite largement à une approche économiques et commerciales traditionnelles.

En d'autres termes, il n'y a pas de dialogue ou d'échange politique bilatéral sur des questions où les intérêts des parties directes, principalement économiques, ne sont pas en jeu. Ainsi, en raison des limites des relations lointaines entre la Corée du Sud et l'UE, qui ne sont

[931] AHPE, PE5APPV/DASE.1999_DASE-20000906, « Briefing for the European Parliament on EU-Korea Relations », 1994/1999.
[932] Journal officiel de l'Union européenne, n° C 167/157, le 2 juin 1997.
[933] AHPE, PE4.AP.PR.1997B4, « Communication aux membres », le 23 mai 1997.

pas encore établies sur une structure politique commune, la politique de l'UE à l'égard de la péninsule coréenne est limitée et sa coordination avec le Sud est restée déficiente.

B. Les apports de la coopération sur la paix de la péninsule coréenne

1) La « Sunshine Policy » et l'UE

Alors que la politique initiale de l'UE à l'égard de la Corée du Nord était plutôt passive et s'inscrivait dans un cadre multilatéral, la diplomatie de l'UE à l'égard de la Corée du Nord est devenue plus proactive avec l'inauguration du gouvernement de *Kim, Dae-jung*. La « Sunshine Policy » de *Kim, Dae-jung* qui n'a pas seulement mis l'accent sur les échanges et la coopération intercoréens, mais elle persuade également la communauté internationale de participer à cette politique d'inclusion, qui a un impact au niveau international. En particulier, l'UE est satisfaite des « mesures très positives prises par le président Kim Dae-jung depuis son élection »[934], et « le soutien réitéré de l'UE à la politique de la « Sunshine policy » de la Corée du Sud, qui consiste à s'engager auprès du Nord »[935]. Ce soutien se retrouve également dans la nouvelle proposition de politique de l'UE à l'égard de la Corée du Sud, déjà mentionnée plus haut, qui stipule que :

> Conformément à cette politique de base et à la « sunshine policy » que la Corée du Sud a commencé à appliquer sous la direction du président Kim Dae-jung depuis son élection, l'Union devrait considérer favorablement les efforts visant à promouvoir l'engagement de la Corée du Nord auprès de la communauté internationale, tant sur le plan politique qu'économique, en participant à des organes de sécurité régionaux (tels que le forum régional de l'ASEAN) et à des institutions financières internationales[936].

S'alignant sur les politiques du président *Kim, Dae-jung*, l'UE adopte une approche proactive des relations avec la Corée du Nord. Le 2 décembre 1998, le premier cycle du dialogue politique au niveau opérationnel entre l'UE et la Corée du Nord se tient au secrétariat du Conseil ministériel et à la Commission de l'UE à Bruxelles. La délégation du ministère nord-coréen des affaires étrangères, dirigée par le directeur du bureau européen *Kim, Chun-guk* pour la Corée du Nord, participe à ce dialogue politique. Le Directeur général des relations extérieures de la politique commerciale avec les pays d'Extrême-Orient de la Commission européenne, *Percy Westerlund*, le directeur du bureau Asie et Pacifique du ministère autrichien des affaires étrangères, *Kurt Sparlinger*, et deux autres fonctionnaires de l'UE au niveau des directeurs étaient également présents[937]. Cette réunion, qui a été approuvée par 15 États

[934] Conseil européen, « Declaration by the presidency on behalf of the European union on the Democratic People's Republic of Korea », Bruxelles, le 8 mai 1998, (8356/98 (Presse 135) P 37198).
[935] Commission européenne, MEMO/01/111, *op.cit.*
[936] Commission européenne, COM (1998) 714 final, *op.cit.,* pp.12-13.
[937] Yonhap News Agency, *North Korea Hand book*, Seoul: Yonhap News Agency, 2002, p.604.

membres de l'UE, aborde des questions liées à la sécurité dans la péninsule coréenne, notamment le développement nucléaire et des missiles de la Corée du Nord et les pourparlers à six, ainsi que les réformes économiques de la Corée du Nord. La Corée du Nord, qui demande à l'UE d'accroître son aide humanitaire, affirme son principe de base selon lequel elle s'acquitte de ses obligations internationales et coopère avec les organisations internationales[938]. L'UE s'est également prononcée en faveur d'un dialogue intercoréen direct. Elle exhorte la Corée du Nord à respecter « les droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la convention des Nations unies sur les droits de l'homme » et soulève la question des camps de travail et des prisonniers nord-coréens[939]. Ainsi, le premier dialogue politique entre l'UE et la Corée du Nord est important dans la mesure où il a élargi les relations bilatérales de l'aide alimentaire à la politique et a permis d'adopter les politiques de la Corée du Sud et d'étendre les siennes.

Ensuite, cela a également conduit le Parlement européen appelant aux relations diplomatiques à l'extension de l'assistance au-delà de l'aide alimentaire[940]. Les 7 et 12 décembre, la délégation du Parlement européen, composée des députés européens, *Leo Tindemans*, chef de délégation, ancien Premier ministre belge et le député européen du Groupe du parti populaire européen, ainsi que *Laurens Jan Brinkhorst*, le député de groupe du Parti européen des libéraux, démocrates et réformateurs, et la vice-président de délégation pour les relations avec la Chine), *Glyn Ford*, qui a des liens profonds avec la Corée du Nord[941], le député du groupe parlementaire du Parti socialiste européen, et le vice-président du délégation pour les relations avec le Japon, et *Michael Wood* du secrétariat du Parlement, ont « pour principale mission d'étudier les besoins humanitaires et le secteur de l'énergie eu égard notamment au KEDO »[942], et cette visite figurait déjà dans la résolution du 12 mars 1998 consacrée à la situation en Corée du Nord[943]. En bref, le but de cette visite est principalement de voir la

[938] *Ibid.*
[939] *Ibid.*
[940] Glyn Ford et Soyoung Kwon, *North Korea on the Brink Struggle for Survival*, Londres: Pluto Press, 2007, p.117.
[941] « En tant que membre éminent et efficace du Parlement européen, [Ford] a été un pionnier dans le développement des relations entre l'Union européenne et la Corée du Nord. Il s'est rendu pour la première fois à Pyongyang en octobre 1997, lorsque des diplomates nord-coréens lui ont demandé de les aider à faire face à la famine qui détruisait le pays. Son travail avec la Commission européenne a conduit à l'une des plus importantes réponses humanitaires de l'UE, avec quelque 340 millions d'euros acheminés par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial des Nations unies et d'ONG opérant en Corée du Nord. Cette aide a également permis d'entamer un dialogue politique avec Pyongyang, qui a été encouragé par le gouvernement sud-coréen de Kim Dae Jung lorsqu'il a lancé sa "politique d'ouverture" à l'égard du Nord » ; *Gareth Evans*, Ministre des Affaires étrangères de l'Australie 1988-96, dans *ibid*, p.Xiii.
[942] AHPE, PE229.331, « Réunion de la délégation Ad hoc auprès de la république démocratique populaire de Corée du 6 au 13 décembre, Pékin et Corée ».
[943] « Presse la Corée du Nord d'autoriser une délégation à enquêter sur les besoins d'aide humanitaire et les problèmes d'approvisionnement en énergie qui exacerbent les premiers »; dans la « Résolution sur la crise

situation réelle en Corée du Nord à travers les yeux des députées européens[944] et de discuter des questions d'aide alimentaire et de la KEDO, ainsi que d'échanger des points de vue sur les droits de l'homme en Corée du Nord[945]. La délégation conclut que l'UE devrait poursuivre son aide humanitaire à la Corée du Nord, ainsi que son assistance énergétique et technique par l'intermédiaire de la KEDO[946].

Après la visite en Corée du Nord, les 12 et 13 décembre, la délégation européenne se rends directement en Corée du Sud et rencontre des représentants du gouvernement sud-coréen, y compris le ministre des Affaires étrangères, ainsi que des ambassadeurs de l'UE et la délégation de la Commission. Lors de cette réunion, la Corée du Sud exprime son espoir que l'UE soutienne leur politique à l'égard de la Corée du Nord et renvoie au sens de la coopération en proposant que « le Parlement européen joue un rôle d'intermédiaire ou de catalyseur dans les relations Nord-Sud »[947]. De plus, quand la Corée du Sud fait savoir qu'elle doute que son aide à la Corée du Nord parvienne réellement aux populations affamées, la délégation répond en proposant à la Corée du Sud d'« envisager d'utiliser l'UE pour canaliser son aide à destination de la RDPC [(République démocratique de Corée)] ». Cela témoigne d'une coopération forte et active entre les deux Etats en ce qui concerne la politique à l'égard de la Corée du Nord. Les conclusions suivantes de la délégation le confirment :

> Il est temps d'intensifier la participation de l'UE aux problèmes relatifs à la péninsule de Corée. Il faut pour cela renforcer les relations avec la République de Corée et développer les relations avec la RDPC dans le cadre d'un processus d'engagement, déjà entamé avec le dialogue politique Troïka-RDPC et la communication de la Commission intitulée la politique de l'Union européenne vis-à-vis de la République de Corée[948].

Dans ce contexte, il apparaît clairement que la position proactive de l'UE à l'égard de la Corée du Nord est visible, qui est influencées par la « Sunshine Policy », comme le Vice-

alimentaire en Corée du Nord », Journal officiel de l'Union européenne, n° C104 du 6 avril 1998, p. 236.

944 « En 1998, j'ai visité l'hôpital pour enfants de *Huichon*, le seul hôpital de cette ville située à 200 kilomètres au nord de Pyongyang. Il faisait froid et humide. Il n'y a plus de chauffage depuis les inondations de 1995, qui ont détruit la chaudière. Il n'y avait ni médicaments ni nourriture », Ford et Kwon, *op.cit.,* p.116.

945 « La délégation a notamment fait spécifiquement référence à la peine de mort, et souligné fermement qu'il serait déraisonnable pour la RDPC de persister dans son intention de se retirer de l'ICCPR (pacte international relatif aux droits civils et politiques). En réponse aux accusations formulées par la RDPC à l'encontre de l'UE qui appliquerait deux poids et deux mesures en ce qui concerne les droits de l'homme dans la péninsule coréenne » ; « Réunion de la délégation Ad hoc auprès de la république démocratique populaire de Corée du 6 au 13 décembre, Pékin et Corée », AHPE, PE229.331, *op.cit*.

946 *Ibid.*

947 *Ibid.*

948 *Ibid.*

président de la Commission, Sir *Leon Brittan* déclare que « je suis encouragé par le fait que la politique du "Sunshine Policy" de Kim reste sur la bonne voie ; on ne peut s'attendre à ce qu'elle produise des résultats que progressivement […] Il y a peut-être lieu à présent de développer davantage l'engagement de l'UE à l'égard de la RPDC. La Commission a entamé des discussions à ce sujet avec les États membres »[949].

En juillet 1999, le Conseil des ministres poursuivi dans cette voie, lorsqu'il adopte les conclusions de la Commission sur les relations entre l'UE et la Corée du Sud en décembre 1998[950], fasse pression sur la Corée du Nord pour qu'elle se comporte de manière plus responsable et réexamine les relations bilatérales :

> L'UE a apprécié et soutenu la politique d'engagement de la République de Corée à l'égard de la RPDC. Elle demande à cette dernière de réagir favorablement et de contribuer ainsi à réduire les tensions entre les deux Corées. L'UE est convaincue qu'un dialogue intercoréen direct est essentiel pour une paix durable et insiste donc auprès des deux parties pour qu'elles poursuivent leur dialogue, renoncent à poser des conditions préalables et envisagent d'élever ce dialogue au plus haut niveau. L'UE a soutenu de diverses manières les efforts internationaux qui sont déployés pour maintenir la stabilité et trouver un règlement de paix durable dans la péninsule coréenne[951].

Ainsi, la coopération entre la Corée du Sud et l'UE est ainsi formellement exprimée et prend de l'ampleur. Ce fait est significatif dans la mesure où c'est la première fois dans l'histoire des relations des deux États que les politiques fondées sur les « valeurs » des deux sont alignées et poursuivies ensemble. Du point de vue de la Corée du Sud, l'UE est le partenaire idéal pour partager ses valeurs, qui sont au cœur de la politique du président *Kim, Dae-jung*, plus que d'autres partenaires entourés d'intérêts de *Realpolitik,* tel que les États-Unis, le Japon et la Chine.

Pour l'Union européenne, dont les objectifs de politique étrangère reposent sur des valeurs européennes, la péninsule coréenne et la Corée du Nord constituent une occasion importante de définir son nouveau rôle sur la scène internationale en tant qu'identité fondée sur des valeurs, sans avoir d'intérêt direct pour la question qui soit différent des autres menaces militaires et sécuritaires qui l'entourent. Autrement dit, la péninsule coréenne se prête bien à

---

[949] Commission européenne, « EUROPE/ASIA RELATIONS », le discours de Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne*, The International Institute for Strategic Studies*, à Londres, le 12 mars 1999, (SPEECH/99/45).
[950] Conseil européen, C/99/227, *op.cit.*
[951] *Ibid.*

l'élaboration de politiques parce qu'il n'y a pas d'intérêts spécifiques des États membres susceptibles d'entraver le consensus politique. En outre, même s'il existe des intérêts divergents entre les États membres, il est relativement facile d'obtenir le consensus des États membres sur la question de savoir si l'UE peut jouer un rôle de médiateur mondial dans la péninsule coréenne, car ils ont un intérêt commun fondamental à maintenir la paix et la stabilité dans le nord-est de l'Asie. Dans ce contexte, la question de sa participation à la péninsule coréenne prend de plus en plus du reflet du rôle mondiale de l'Europe à mesure que l'Union européenne commence à jouer un rôle plus profond dans les affaires politiques internationales pour définir sa politique étrangère et de sécurité.

L'UE donc, toujours soutient la « Sunshine policy » du président *Kim, Dae-jung* en terme que « l'Union européenne souligne qu'elle continue d'attacher une grande importance à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne et qu'elle soutient la politique d'engagement menée par la République de Corée »[952]. Pour la « déclaration de Berlin de Kim »[953], qui a marqué le début officiel de la visibilité de cette politique, l'UE proclamée sa position de coopération étroite avec la Corée du sud en terme que :

> L'Union européenne se félicite des propositions faites le 9 mars à Berlin par le Président Kim Dae-jung concernant la paix dans la Péninsule coréenne et la réunification des deux Corée. Sa déclaration de Berlin propose des moyens précis d'avancer ; l'UE demande à la RPDC d'y répondre favorablement et de manière constructive, sans poser de conditions préalables. L'instauration d'un véritable dialogue direct entre la Corée du Nord et la Corée du Sud revêt une importance primordiale pour ce processus[954].

Parallèlement, la Corée du Sud est également active en matière de coopération avec l'UE. Lors du sommet intercoréen en juin 2000, le gouvernement de la République de Corée informe les ambassadeurs des États-Unis, du Japon, de la Chine, de la Russie et de l'Union européenne des progrès et des résultats des négociations. En outre, après le sommet, il informe le corps diplomatique coréen des progrès, des accords et des implications du sommet[955]. Cela signifie que les acteurs des pays voisins, tels que les États-Unis, le Japon, la Chine, la Russie et l'Union européenne, ont également été placés au centre de l'attention dans cette question.

---

952 Conseil européen, « Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne sur la péninsule coréenne », (Pesc/99/32), Bruxelles, le 26 mars 1999, 6967/99 (Presse 87).

953 Dae-jung, Kim, « Déclaration de Berlin », le 9 mars 2000, *op.cit*. Voir note 906 ci-dessus.

954 Conseil européen, « Déclaration de la présidence, au nom de l'Union européenne, sur la Péninsule coréenne » (Pesc/00/31), à Bruxelles, le 17 mars 2000 (6809/00 Presse 72).

955 MOFA-KOR, 2000, *op.cit.,* p.150.

De fait, la Corée du Sud estime que le processus de paix et de stabilité dans la péninsule coréenne, la réconciliation et la coopération intercoréennes nécessitent un large soutien non seulement des quatre pays voisins, mais aussi de la communauté internationale, parmi laquelle l'UE, son amie traditionnelle puisqu' « elle est disposée à contribuer à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne dans le cadre d'une politique étrangère et de sécurité commune ; partage des valeurs avec la Corée du Sud sur l'ordre politique et économique international, et ; dispose des moyens appropriés pour soutenir cette politique sur le plan économique », et que il faudrait continuer donc à travailler en étroite coopération avec l'UE, reconnaissant que la contribution constructive de l'UE est très importante pour la Corée du Sud par rapport à d'autres régions ou pays[956].

[956] *Ibid.,* p.160.

2) La mise en œuvre de la coopération vers la Corée du Nord

a. Le rôle de l'UE dans le rétablissement des relations intercoréennes

Après le sommet, le président *Kim, Dae-jung* se montre plus proactif en ce qui concerne la coopération de l'UE à l'égard de la Corée du Nord. Pour résoudre la question et la crise nucléaire nord-coréenne, *Kim* estime qu'il faut intégrer la Corée du Nord dans la communauté internationale en l'incitant à ouvrir son système plutôt qu'en l'isolant et que l'UE nouvellement renforcée pourrait également contribuer à ce processus[957]. Dans ce contexte, « Kim Dae Jung tend la main à l'Europe pour l'aider »[958].

À la suite du sommet intercoréen, au cours de la 15e réunion ministérielle entre la Corée du Sud et l'UE, qui se tient à Séoul le 20 juillet 2000, entre le ministre des affaires étrangères *Lee, Jung-bin* et le commissaire européen chargé des relations extérieures, *Chris Patten*, la Corée du Sud déclare qu'elle continuerait à soutenir la politique d'inclusion de la Corée du Nord menée par le gouvernement sud-coréen et ses efforts pour réaliser des progrès substantiels dans les relations intercoréennes, et demande la coopération de l'Union européenne à cet égard. En réponse, le commissaire *Patten* exprime l'intention de l'UE de renforcer l'aide humanitaire à la Corée du Nord, tandis que l'UE s'est engagée à poursuivre les consultations entre les deux parties, notant que l'UE continuera à travailler pour encourager la Corée du Nord à faire des efforts d'autosuffisance, tels que la construction d'infrastructures agricoles, plutôt que de fournir une aide alimentaire[959].

Dans le troisième sommet de l'ASEM[960] à Séoul en octobre 2000, une « déclaration pour la paix sur la péninsule coréenne »[961] est adoptée qui affirme le soutien des 25 pays membres de l'ASEM[962] au processus de rapprochement entre les deux Corées, auquel contribue l'annonce du prix Nobel de la paix de *Kim, Dae-jung* peu avant l'ASEM[963]. Dans

---

957 Dae-jung, Kim, « East Asia in the Twenty-First Century », Han (eds), *op.cit*., p.5.

958 « L'entretien de Maria Castillo Fernandez, Délégation de l'Union européenne en République de Corée », Arirang News, le 4 août 2021.

959 « 제15차 한·EU 각료회의 (15e réunion ministérielle Corée-UE) », le 20 juillet 2000, Ministère des Affaires étrangères Sud-Coréen, Séoul.

960 Asia-Europe Meeting / Dialogue Asie-Europe.

961 « The Seoul Declaration for Peace on the Korean Peninsula », à l'ASEM, le 21 octobre 2000.

962 Les quinze états membres de l'UE et dix pays asiatiques : Bruneï, Chine, Corée, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viêt-Nam.

963 Le comité Nobel norvégien annonce le 13 octobre 2000 qu'il a choisi le président *Kim Dae-jung* comme lauréat du prix Nobel de la paix de cette année.

cette réunion le président *Kim, Dae-jung* appelle les dirigeants européens dans le cadre des sommets bilatéraux[964] à accepter activement la Corée du Nord en tant que membre de la communauté internationale et à établir des relations diplomatiques[965]. En effet, après le sommet intercoréen, en septembre 2000, le ministre nord-coréen des affaires étrangères, *Paik, Nam Soon*, a envoyé des lettres à neuf des quinze États-membres de l'UE[966] qui n'ont pas de relations diplomatiques avec la Corée du Nord et à la Commission européenne, leur proposant d'établir des relations diplomatiques[967], et les principaux pays européens n'ont pas répondu immédiatement à l'ouverture de la Corée du Nord. Cependant, dans ce sommet de l'ASEM, cinq membres de l'UE, tels que ; le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne et la Belgique, annoncent leur intention d'établir des liens diplomatiques avec la Corée du Nord, en accord avec la « Sunshine Policy »[968].

Néanmoins, l'UE ne peux pas se prononcer immédiatement à ce sujet en raison de la nécessité de l'initiative collective du soutien consensuel de tous les États membres dans le cadre de la Communauté, mais elle annonce une série de mesures, notamment un programme d'aide de 20 millions d'euros pour développer l'agriculture dans le Nord, l'assouplissement des restrictions sur les exportations textiles nord-coréennes et l'envoi d'experts de l'UE pour améliorer la sylviculture, l'extraction du charbon et la gestion[969].

Un mois plus tard de l'ASEM, la Commission européenne publie « le document de

---

964 Avec le premier ministre néerlandais *Wim Kok* ;Premier ministre irlandais *Bertie Ahern* ;Premier ministre luxembourgeois *Jean-Claude Juncker* ; le Premier ministre britannique *Tony Blair* ; le chancelier allemand *Gerhard Schroeder* ; Le premier ministre espagnol *Jose Maria Azna* ; et le Commissaire européenne des relations extérieures, *Chris Patten.*

965 MOFA-KOR, 2000, *op.cit.,* p.160.

966 La Belgique, La France, L'Allemagne, La Grèce, L'Irlande, Le Luxembourg, Le Pays-Bas, L'Espagne, et Le Royaume-Uni.

967 *SBS News*, le 28 septembre 2000.

968 Les États membres de l'UE qui ont établi des relations diplomatiques avec la Corée du Nord dès les années 1970 sont la Suède (1973), la Finlande (1973), le Danemark (1973), l'Autriche (1974) et le Portugal (1975). Parmi les membres non diplomatiques, l'Italie est le premier pays à avoir établi des relations diplomatiques avec la Corée du Nord en janvier 2000. L'Italie déclare que « les relations diplomatiques avec la Corée du Nord faciliteront la communication de la position de l'Europe sur des questions telles que la prolifération nucléaire, la sécurité internationale et les droits de l'homme, et l'Italie contribuera à ouvrir la Corée du Nord et à l'obliger à faire face à la réalité internationale » pour la raison de l'établissement ; 정성장, *김정일 시대 북한과 유럽연합: 새로운 관계의 모색* (Sung-jang Jung, La Corée du Nord et l'UE sous Kim Jong-il : à la recherche d'une nouvelle relation, 세종정책연구 (Sejong Policy brief), vol.14, Seongnam : 세종연구소 (The Sejong Institute, 2002, p.13. Mais l'autre raison majeure était de disposer d'un canal diplomatique pour contrer la vente par la Corée du Nord de technologie de missiles à des pays d'Afrique du Nord, notamment à la Libye ; Leon V. Sigal, « Negotiating an end to north korea's missile-making », *Arms control today,* vol.30(5), 2000, p.4.

969 David Camroux et Sung-hee Park, « Korea and ASEM » dans Wim Stokhof, Paul der Velde, et Lay Hwee Yeo (eds.), *The Eurasian Space: Far More Than Two Continents*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 2004, p.12.

stratégie nationale 2001-2004 pour la RPDC »[970] dans le cadre de son programme politique pour la RPDC afin de :

> 1. restructurer l'économie en améliorant l'infrastructure existante et en développant des technologies modernes, en particulier dans les secteurs de l'électricité, du charbon, de l'industrie métallurgique et du transport ferroviaire ; 2. Mettre en œuvre la déclaration conjointe Nord-Sud de juin 2000 ; et 3. Améliorer les relations avec le monde extérieur et apporter une contribution positive à l'indépendance et à la paix dans le monde.

Cela signifie que la reconnaissance de la politique à l'égard de la Corée du Nord de l'UE, y compris l'assistance technique, et le soutien de la Corée du Sud aux politiques de la Corée du Nord servent en fin de compte à contribuer à la paix dans le monde, ce qui est le fondement de sa politique étrangère sur les valeurs de « préserver la paix et la sécurité ». De plus, lors de ses réunions du 9 octobre et du 20 novembre 2000, le Conseil décide de tenter une approche intégrée de la péninsule coréenne et de la Corée du Nord en terme que « renforcement du dialogue politique qui permet, à la fois, de mieux connaître les vues de la RPDC, en particulier dans le contexte des évolutions actuelles, et de souligner les préoccupations et les attentes de l'UE »[971].

L'attitude de plus en plus ouverte de l'UE à l'égard de la Corée du Nord et de la diplomatie avec ce pays se reflète également dans la délégation de parlementaires en visite. À la fin du mois d'octobre et au début du mois de novembre 2000, la délégation européenne, composée des députés *Jacques Santer*, du Groupe du *Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) et Démocrates européens*, chef de la délégation, *Jas Gawronski* du Groupe du *Parti populaire européen (Démocrates-Chrétiens) et Démocrates européens* et *Glyn Ford* du Groupe socialiste, accompagnée de *Rosemary Opacic* du secrétariat de la commission des affaires étrangères du Parlement européen, effectue des visites pour « promouvoir la compréhension et développer les relations d'amitié et de coopération entre les deux organes législatifs et les relations générales entre la RPDC et l'Union européenne »[972]. Cette visite jette un éclairage très positif sur les relations avec la Corée du Nord et sur l'importance de l'Union européenne en termes de valeurs, y compris en termes de ce qu'elle peut faire pour le pays :

---

[970] Commission européenne,« Le document de stratégie nationale 2001-2004 pour la RPDC », 2001.

[971] Conseil européen, « 2294e session du Conseil – Affaires générales », à Luxembourg, le 9 octobre 2000, (12012/00 (Presse 364)).

[972] ADHE, PE 300.293/BUR, « AD Hoc delegation to the democratic people's republic of Korea (31 October – 4 November 2000) » à Bruxelles, le 1er décembre 2000.

> La délégation fait preuve d'un optimisme prudent en estimant que les signaux envoyés par la RPDC indiquent une réelle volonté d'établir des relations plus étroites avec l'UE en tant que bloc régional majeur dans un monde multipolarisé. Elle encourage l'intensification du dialogue politique en cours entre l'UE et la RPDC, mais souligne que celui-ci doit impérativement tenir compte de la situation des droits de l'homme et impliquer une ouverture de la RPDC à la création d'une véritable société civile, ainsi qu'une plus grande ouverture dans tous les secteurs concernés et des échanges plus réguliers et soutenus à tous les niveaux appropriés, y compris avec la société civile.

Le 12 décembre 2000, le président *Kim, Dae-jung* joue un « rôle de premier plan au niveau personnel »[973] dans le soutien de l'Europe à cette politique d'engagement avec la Corée du Nord. Lorsque le président *Kim, Dae-jung* se rend en Suède et en Norvège pour recevoir le prix Nobel de la paix[974], il persuade la Suède « de faire un effort pour soutenir la réconciliation et la coopération intercoréennes ainsi que l'ouverture de la Corée du Nord […] La Suède, qui est le pays occidental le plus expérimenté et le mieux informé sur la Corée du Nord, a beaucoup à apporter à la paix dans la péninsule coréenne »[975]. En effet, ces propos s'adressaient à la Suède, pays habituellement favorable à la Corée du Nord, mais aussi, qui devait assurer la présidence de l'Union européenne au cours du premier semestre de l'année suivante, en souhaitant de jouer un rôle plus actif dans la péninsule coréenne de la parte de l'UE. « Pour aller plus loin, de nombreux pays de l'UE ont récemment élaboré des plans d'action concrets à l'égard de la Nord. [Kim a] également une réunion au sommet avec le Premier ministre [Suédois] *Göran Persson* et [Kim lui demande], en tant que dirigeant du pays que la Corée du Nord respecte le plus et en qui elle a le plus confiance, de rencontrer le président Kim Jong-il »[976].

b. La politique de l'UE sur la Corée du Nord à la suite de la coopération

Les efforts de *Kim, Dae-jung* sont rendus visibles et se manifestent pleinement dans le cadre de la politique de l'UE. Le 17 janvier 2001, *Patten*, le commissaire européen chargé des relations extérieures, démontre l'approche de la Commission européenne en matière

[973] Hak-noh Kim, *op.cit.,* pp.20-21.
[974] « Le président Kim Dae-jung a reçu le prix de la paix pour sa « Sunshine Policy » à l'égard de la Corée du Nord. Par la chaleur et l'amitié, il a cherché à jeter les bases d'une réunification pacifique des deux États coréens, en état de guerre depuis 1950 » ; The Nobel Prize.
[975] Dae-jung Kim, *Conscience in Action: The Autobiography of Kim Dae-jung*, Singapore: Springer Verlag, 2019, p.723.
[976] *Ibid.,* pp.745-746.

d'engagement diplomatique et la force motrice de cette politique proactive est la politique du président *Kim, Dae-jung* et le soutien de l'UE à ses efforts en faveur de la péninsule coréenne, remarque le Parlement européen :

> Les événements qui ont eu lieu récemment dans la péninsule coréenne revêtent une grande importance et nous concernent tous en Europe. Tout aussi importante est notre contribution en vue de promouvoir la réconciliation dans la péninsule coréenne et d'aider, pour ainsi dire, le gouvernement et la société nord-coréens à sortir de l'isolement. Ces efforts montrent à quel point le rôle à jouer par l'Europe sur la scène mondiale est important […] Quant à l'établissement de relations diplomatiques entre la Communauté européenne et la RPDC, la Commission examine le calendrier le plus propice, en étroite coordination avec les États membres. […] le président Kim Dae-Jung, lauréat du prix Nobel, s'est montré pour le moins visionnaire dans ses efforts visant à promouvoir la réconciliation au sein de la péninsule. Indubitablement, le président Kim Dae-Jung a également fait preuve d'un grand réalisme quant à ce qui était faisable à court terme. Je ne crois pas que ses revendications soient extravagantes en ce qui concerne le rythme et l'évolution des choses. L'important est de ne pas perdre l'horizon de vue et de continuer à travailler en allant de l'avant. Inspirons-nous du président Kim Dae-Jung, l'un des plus grands chefs d'État de notre époque. J'espère qu'avec ses encouragements, l'Union européenne continuera à jouer son rôle de vecteur de paix et de prospérité dans la péninsule coréenne, dans toute la région ainsi que dans le reste du monde. Je n'ose envisager les conséquences si nous continuons à isoler la RPDC et si celle-ci doit se préparer à supporter encore cet isolement[977].

Le député européen *Ford* ajoute à cela que l'approche de l'UE à l'égard de la Corée du Nord est différente de celle du reste du monde en terme que « le dialogue est la seule façon d'avancer. L'Europe doit encourager ce dialogue non seulement parce que la République de Corée en a fait sa politique mais également parce que c'est la bonne solution pour aller de l'avant. Notre avantage est de n'être ni le Japon, ni les États-Unis, et de pouvoir donc jouer un rôle de médiateur honnête dans cette partie du monde des plus dangereuses »[978].

En mai 2001, « lorsque les relations intercoréennes se sont temporairement ralenties »[979], une mission de la troïka européenne, composée de *Göran Persson*, premier ministre suédois et président du Conseil des ministres, *Javier Solana*, haut représentant de l'UE pour la PESC, et *Chris Patten*, commissaire chargé des relations extérieures, se rend à Pyongyang, où elle rencontre le Président *Kim, Jong-il*, et le numéro deux de la hiérarchie du pouvoir nord-coréen, *Kim, Jong-nam*[980]. La partie européenne affirme clairement que le succès

---

977 Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », le 17 janvier 2001 à Strasbourg.
978 *Ibid.*
979 Dae-jung,Kim, « Democracy Is Our Destiny The Message of the 1960 Student Revolution », 2019, *op.cit.,* p.86.
980 Parlement européen, « Mission du Conseil et de la Commission en Corée », dans le Débat du parlement européen, à Bruxelles, le 30 mai 2001.

de ces réunions est dû aux efforts du président *Kim, Dae-jung* et à sa politique :

> L'initiative de ce voyage avait été prise en décembre de l'année dernière, lors de la visite à Stockholm du Président Dae-Jung, venu recevoir le Prix Nobel de la paix à Oslo, avant des entretiens avec le Premier ministre Persson. Le Président Kim Dae-Jung avait souligné le fait que les contacts de longue date que la Suède entretenait avec les pays de la presqu'île coréenne devaient pouvoir prendre une valeur particulière pendant la présidence suédoise. Après des discussions entre les États membres de l'UE et également des représentants des deux États coréens, la décision de ce voyage a été prise lors de la rencontre au sommet de Stockholm, les 23 et 24 mars 2001. Le motif justifiant cette visite résidait dans les conclusions et lignes directrices rédigées par le Conseil en octobre et novembre 2000[981].

Dans le sommet entre l'UE et la Corée du nord, ils discutent d'une série de question. Tout d'abord, l'UE confirme l'engagement de *Kim, Jong-il* en faveur de la paix dans la péninsule coréenne dont le soutien de *Kim, Jong-il* au sommet intercoréen de 2000 et sa réévaluation de l'importance des progrès dans les relations avec les États-Unis en ce qui concerne les missiles nord-coréens. Les espoirs de réforme du marché en Corée du Nord et la transparence de l'aide apportée à la Corée du Nord par les ONG sous l'égide de l'ONU sont également évoqués. Enfin, elles viennent sur la question des droits de l'homme. L'UE fait savoir à *Kim Jong-il* que l'une des principales priorités de la politique étrangère de l'UE est la dimension des droits de l'homme. « Le Président Kim Jong-Il [confirme] que la Corée du Nord [est] disposée à engager une discussion sur les droits de l'homme avec l'UE »[982].

Il convient de noter que cette attitude contraste fortement avec celle de la Corée du Nord lorsque d'autres acteurs aux niveaux international et diplomatique se sont penchés sur sa situation en matière de droits de l'homme. Par exemple, le 21 août 1997, lorsque le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a adopté pour la première fois une résolution sur les droits de l'homme en Corée du Nord au niveau des Nations unies[983], la RPDC a publié une déclaration par l'intermédiaire de l'agence de presse officielle, qualifiant la résolution de « violente violation de la dignité et des droits souverains de notre république et d'acte vicieux d'ingérence dans nos affaires intérieures, ce qui est totalement inacceptable » et affirmant que « le retrait de notre république des accords internationaux est une mesure d'autodéfense tout à fait légitime que personne ne peut contester ». Elle a également menacé de se retirer d'autres traités relatifs

---

981 *Ibid.*

982 *Ibid.*

983 Résolution 1997/3, « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée », (Doc. E/CN.4/1998/2), Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Conseil Economique et Social, Nation Unie, le 21 août, 1997, p.18.

aux droits de l'homme, estimant que le Conseil des droits de l'homme des Nations unies « s'est écarté de sa mission initiale et est devenu un outil permettant à des acteurs malhonnêtes d'exercer des pressions politiques sur des pays cherchant à préserver leur indépendance »[984].

En effet, le gouvernement de *Kim, Dae-jung* n'a pas explicitement soulevé la question des droits de l'homme en Corée du Nord comme un facteur sensible dans le développement de relations intercoréennes stables. La communauté internationale a également adopté une position passive, se limitant à promouvoir les droits sociaux en Corée du Nord, principalement par le biais de l'assistance humanitaire, et n'est pas intervenue activement. Cependant, pour l'UE, la volonté de la Corée du Nord de dialoguer avec l'UE sur les droits de l'homme signifiait qu'elle atteignait avec succès son propre objectif de politique étrangère, à savoir « contribuer à la paix internationale », en faisant progresser et en développant sa politique étrangère cohérente fondée sur des valeurs.

Toute de suite de la visite en Corée du Nord, la délégation de l'UE effectue une visite coordonnée en Corée du Sud, où elle a tenu un sommet avec le président *Kim, Dae-jung*, l'informe des résultats de sa rencontre avec *Kim, Jong-il* et discute de questions d'intérêt commun, notamment de la situation dans la péninsule coréenne et en Europe, et de la coopération entre l'UE et la Corée du Sud[985].

Peu après de la visite en Corée, le 14 mai, Bruxelles et établit des relations diplomatiques officielles avec la Corée du Nord après avoir été accepté par les États membres. Cependant, tous les États membres n'ont pas accepté sans réserve[986]. La France et l'Irlande ont accepté d'établir des relations diplomatiques avec l'UE, mais ont refusé d'établir des relations diplomatiques entre leurs pays et la Corée du Nord. Bien que l'Irlande ait par la suite établi des relations diplomatiques avec la Corée du Nord, le refus de la France et de l'Irlande était en grande partie dû au mauvais bilan de la Corée du Nord en matière de droits de l'homme. Les deux pays ont insisté sur la non-prolifération des armes de destruction massive et sur l'amélioration de la situation des droits de l'homme. Néanmoins, dans le contexte général, l'établissement de ces relations est fidèlement représenté par une parole de député *Santer* suivante :

---

984 *연합뉴스* (Yonhap News Agency), le 28 aout 1997.

985 MOFA-KOR, « 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 2001, p.320.

986 En 2001, Les Pays-Bas (15 janvier), la Belgique (23 janvier), l'Espagne (7 février), l'Allemagne (1 mars), le Luxembourg (5 mars), la Grèce (8 mars) sont faire un établissement diplomatique avec la Corée du Nord.

> En demandant la normalisation des relations de l'Union européenne avec la Corée du Nord, nous n'entendions pas par-là reconnaître un régime politique, qui d'ailleurs est très éloigné des valeurs fondamentales que nous préconisons, mais nous entendions soutenir la politique qu'on appelle la "Sunshine Policy", que le président Kim [Dae-jung] a inaugurée avec beaucoup de courage et de détermination, parce que nous étions conscients que sans l'apport actif de la communauté internationale, cette politique serait vouée à l'échec à terme et s'essoufflerait très vite dans l'immédiat.

Le gouvernement sud-coréen salue la décision de l'UE d'établir des relations diplomatiques avec la RPDC en déclarant : « Nous espérons que la décision de l'UE d'établir des relations diplomatiques avec la RPDC non seulement améliorera les relations bilatérales entre l'UE et la RPDC, mais apportera également une contribution positive à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne par le biais de la réconciliation et de la coopération entre les deux Corées »[987].

Ainsi, la coopération entre la Corée du Sud et l'UE aboutit à l'établissement de relations diplomatiques entre la Corée du Nord et l'UE, ce qui ouvre la possibilité d'intégrer la Corée du Nord dans la communauté internationale, d'ouvrir la société nord-coréenne et de discuter au niveau international des questions nucléaires et de missiles, et de contribuer à la paix dans la péninsule coréenne. Il s'agit d'une grande réussite qui aurait été rendue possible par la combinaison de politiques sur les valeurs dans les deux États.

Les fruits de cette coopération semblent se concrétiser de manière satisfaisante. Le premier dialogue UE-Corée du Nord sur les droits de l'homme a lieu à Bruxelles en juin 2001[988]. Bien que les droits de l'homme aient été abordés dans le cadre du dialogue politique, ils figuraient à un ordre du jour moins important, et le dialogue sur les droits de l'homme a été significatif en ce qu'il a permis de se concentrer exclusivement sur les questions relatives aux droits de l'homme en Corée du Nord[989]. Dans ce contexte l'UE déclare que sa politique continuer « à soutenir le processus de réconciliation intercoréen, à développer le dialogue de l'UE avec la Corée du Nord sur la base des principes arrêtés par le Conseil en octobre et

---

[987] MOFA-KOR, « 유럽연합-북한간 수교에 대한 외교통상부 대변인 성명 » (Déclaration du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères sur la décision relative aux relations diplomatiques entre l'UE et la Corée du Nord), le 14 mai 2001.

[988] Toutefois, lors du dialogue de Bruxelles sur les droits de l'homme, la Corée du Nord a répliqué en mettant l'accent sur ses propres normes en matière de droits de l'homme, et la réunion a été suspendue.

[989] En juin de même année, l'Institut *Raoul Wallenberg* de l'Université de Lund en Suède, a accueilli un séminaire sur les droits de l'homme en Suède et en Corée du Nord, et les autorités nord-coréennes ont envoyé un expert en droits de l'homme pour y recevoir une formation technique. La Nord a également envoyé un expert en droit des droits de l'homme au Royaume-Uni pour y suivre une formation.

novembre 2000 (respect des droits de l'homme, non-prolifération, réforme économique); ces mesures impliqueront une extension mesurée des activités d'assistance de la Commission afin d'apporter une aide lors des premières étapes, délicates, de la réforme économique, et d'encourager la Corée du Nord à poursuivre son ouverture au monde extérieur »[990] sur sa nouvelle stratégie vers l'Asie.

En reconnaissance de cette évolution des relations bilatérales et de la promotion de la coopération constructive et pratique entre la Corée du Sud et l'Union européenne, le 11 décembre 2001, l'Union européenne invite le président *Kim, Dae-jung* pour le premier dirigeant asiatique à s'adresser au Parlement européen à Strasbourg[991]. Le président Kim s'adresse au Parlement sur le thème de la « paix mondiale et coopération entre l'UE et la République de Corée ». Le discours est suivi par plus de 700 personnes, dont 626 membres du Parlement européen et hauts fonctionnaires de la Commission européenne. Il est traduit simultanément en 11 langues et diffusé en direct dans toute l'Europe par satellite sur Eurovision[992]. Dans ce discours, le président *Kim, Dae-jung* fait une nouvelle fois l'éloge de l'UE pour sa coopération vers la Corée du Nord et ses réalisations :

> L'UE est un important partisan de la paix dans la péninsule coréenne, ainsi que des échanges et de la coopération entre le Nord et le Sud. Vous, les membres du Parlement européen, êtes des vrais amis du peuple coréen. J'espère sincèrement que vous continuerez à soutenir sans ménagement jusqu'à ce que la paix soit établie et que les premiers rayons de l'unification brillent sur la péninsule coréenne[993].

En outre, le président *Kim* considère que la coopération avec l'UE s'étend au-delà de la péninsule coréenne au reste du monde. L'une de ces recommandations est que l'UE et la Corée du Sud travaillent ensemble pour remédier à la distribution inégale de l'information dans le monde à l'ère de l'information en terme que « pour identifier et résoudre de manière efficace le problème du fossé numérique, la coopération et la prise de conscience internationale sont vitales. Je pense que les pays avancés, y compris les membres de l'UE, doivent utiliser leur leadership pour aider les pays en voie de développement, en fournissant différents types de soutiens, y compris la construction de structures d'information viables. La Corée y participera

---

990 Commission européenne, « Communication de la Commission - Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie » (COM/2001/0469 final), 2001, p.27.

991 AHPE, PE5.P1.C00REXT.C20RPUBVISI, « Visite officielle au Parlement européen de M. Kim Dae Jung Président de la République de Corée », à Strasbourg, le 11 décembre 2001.

992 *한경신문* (The Korea Economic Daily), le 5 mai 2001.

993 Parlement européen, « Allocution de M. Kim Dae Jung, Président de la République de Corée » dans les Débats du Parlement européen, à Strasbourg, le 11 décembre 2001.

activement. En réalité, nous avons déjà commencé à coopérer avec des pays individuels »[994]. Cela implique que l'UE et la Corée du Sud sont désormais des partenaires fondés sur les valeurs communes et que leur relation évolue au-delà des intérêts bilatéraux pour s'engager sur des questions globales.

Le 24 septembre 2002, le 4[eme] sommet de l'ASEM à Copenhague, au Danemark, accueilli le premier sommet au plus haut niveau entre la Corée du Sud et l'UE depuis l'établissement des relations diplomatiques en 1963. Le président *Kim, Dae-jung*, le Premier ministre danois *Anders Fogh Rasmussen*, en sa qualité de président du Conseil européen, et le président de la Commission européenne *Romano Prodi* souligne que ce sommet mettait en évidence le renforcement du partenariat entre les parties[995]. Ceci est la première fois que les dirigeants des deux États ont eu une discussion officiellement des points de vue profondément positifs sur la coopération en face à face :

> Le président coréen s'est félicité des efforts déployés par l'UE pour encourager un processus de réforme en République populaire démocratique de Corée par le dialogue politique, l'assistance technique et humanitaire ainsi que la participation active au projet KEDO, et il a demandé à l'UE de poursuivre ses efforts. L'UE a salué les efforts déployés par le président Kim pour assurer la paix et la stabilité dans la péninsule par la conciliation et la coopération intercoréennes et s'est félicitée des mesures positives prises récemment pour réduire les tensions et promouvoir le dialogue, notamment le lancement du rétablissement de la liaison routière et ferroviaire intercoréenne de part et d'autre de la frontière. L'UE a réaffirmé sa volonté de poursuivre son engagement en faveur du processus de paix dans la péninsule coréenne[996].

Les dirigeants également reconnu que le partenariat entre la Corée du Sud et l'UE s'est approfondi dans divers domaines depuis l'entrée en vigueur de l'accord-cadre de coopération bilatérale entre l'UE et la Corée du Sud en avril 2001. De plus, reconnaissant que l'UE est le quatrième partenaire commercial de la Corée du Sud et le deuxième investisseur en Corée du Sud, et que la Corée du Sud est le cinquième partenaire commercial de l'UE parmi les pays non européens, ils sont convenus de continuer à développer cette coopération à l'avenir[997]. En même temps, si ces développements économiques ont certainement joué un rôle important dans le renforcement des relations bilatérales, il est clair que le développement d'une relation fondée sur des valeurs communes a joué un rôle majeur. Autrement dit, il s'agit

---

994 *Ibid.*
995 MOFA-KOR, 2002, *op.cit.,* p.210.
996 « Communiqué conjoint de la République de Corée et de l'UE », le 24 septembre 2002, Le bureau du premier ministre du Danemark.
997 MOFA-KOR, 2002, *op.cit.*

également d'une étape qui découle de la politique de coopération sur la Corée du Nord, fondée sur des valeurs communes à l'UE et à la Corée du Sud, dans un engagement en faveur de la valeur universelle de la paix, et qui montre la voie à suivre pour que l'UE et la Corée du Sud passent d'un niveau de coopération nouveau et plus élaboré à un « partenariat renforcé » afin d'élargir encore la portée de leurs relations bilatérales.

Conclusion

Au cours de cette période, l'évolution des relations avec la Corée du Sud est marquée par l'affirmation de son identité dans le cadre de la politique étrangère de l'UE. Alors que la première moitié du plan reconnaît la consolidation de la démocratie après la démocratisation initiale et l'importance du rôle de la Corée du Sud en Asie et dans l'économie internationale, la seconde période est une réflexion positive sur l'accélération du développement économique et la consolidation de la démocratie aves les valeurs.

Outre la nécessité d'établir des relations avec la Corée du Sud par le biais d'une coopération et d'une compréhension politiques et économiques, et de réaffirmer les valeurs de l'UE à l'intérieur et à l'extérieur, telles que la stabilité dans la péninsule coréenne et dans la région asiatique, la consolidation de la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme, et la possibilité d'engager un dialogue sur les nouvelles dimensions de la sécurité régionale, la question de la péninsule coréenne a fourni une excellente occasion de mettre à l'épreuve le poids du pouvoir de l'UE dans l'arène politique internationale.

En d'autres termes, d'un point de vue stratégique, l'UE a cherché à normaliser ses relations avec la Corée du Nord afin de réduire les tensions dans la péninsule coréenne et de jouer un rôle actif dans le processus de paix en Asie du Nord-Est, renforçant ainsi sa position en Asie du Nord-Est et au sein de la communauté internationale. Dans ce processus, l'Union européenne s'est attachée à soutenir la réduction des tensions entre la Corée du Nord et la Corée du Sud et l'instauration de la paix dans la péninsule coréenne, ainsi qu'à promouvoir la démocratie en Corée du Nord à long terme en mettant l'accent sur les questions de droits de l'homme fondées sur les valeurs européennes. La position de l'UE a conduit la Corée du Nord à reconnaître les valeurs européennes, telles que le respect des droits de l'homme et la diffusion de la liberté et de la démocratie, comme des valeurs universelles dans le processus diplomatique. La position de l'UE sur l'amélioration des questions relatives aux droits de l'homme par l'accès et le dialogue avec la Corée du Nord a été mise en évidence lors du sommet sur les droits de l'homme, et les questions relatives aux droits de l'homme ont permis à l'UE de s'engager activement dans la péninsule coréenne dans le cadre de la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord.

La diplomatie des valeurs de l'UE a été promue dans le cadre de la politique

étrangère et de sécurité commune, dans le but de provoquer un changement social en Corée du Nord par le biais d'une approche multidimensionnelle et d'un dialogue politique permanent. Il est également significatif en ce qu'il ouvre la voie à l'UE pour entreprendre des politiques qui étaient auparavant entreprises au niveau des États membres individuels dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune au niveau de la Communauté.

Pour l'Union européenne en particulier, la péninsule coréenne est une cible attrayante pour les efforts visant à définir une politique étrangère et de sécurité commune. C'est-à-dire, la péninsule coréenne est une région qui se prête bien à des décisions conjointes en matière de politique étrangère et de sécurité, dans la mesure où il n'y a pas d'intérêts spécifiques des États membres qui empêcheraient un consensus politique. En remplissant le rôle de médiateur mondial de l'UE dans la péninsule coréenne, les États membres de l'UE ont un intérêt commun, ou du moins un intérêt indirect, à maintenir la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est.

Cela confirme également que la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord a été guidée par la perspective d'une relation éventuelle avec la Corée du Sud. La démocratisation de la Corée du Sud et sa montée en puissance sur la scène internationale en raison de son poids économique et sa dimension sur les valeurs universelles croissant dans le monde l'ont confrontée à la nécessité de s'assurer des partenaires renforcées en Asie.

La procédure permet ainsi de mettre en évidence la caractéristique de la politique étrangère de l'UE à l'égard de la péninsule coréenne. L'évolution de la politique de l'UE à l'égard de la péninsule coréenne, qui est passée d'un accent sur les intérêts stratégiques dans les premières années de l'intégration à un accent sur le contenu des valeurs, et l'utilisation par l'UE d'approches politiques fondées sur les valeurs pour la résolution des conflits, illustrent la manière dont l'UE renforce progressivement la dimension de son identité internationale fondée sur les valeurs.

Troisième partie

Vers un partenariat stratégique pour la défense des valeurs universelles (2003-2019)

Introduction

Avec la fin des rivalités hégémoniques idéologiques et géopolitiques ainsi que des confrontations militaires, les concepts traditionnels de sécurité, axés sur la dissuasion totale, ont été transformés en un nouveau paradigme de sécurité par l'émergence de nouvelles menaces, telles que les menaces asymétriques de groupes terroristes et la prolifération des armes de destruction massive[998]. La communauté internationale a dû déployer des efforts plus globaux que jamais pour répondre rapidement aux nouvelles menaces transnationales, qui ont notamment émergé depuis le 11 septembre 2001. Dans le même temps, les principaux acteurs de la communauté internationale ont dû préparer un nouveau paradigme de sécurité pour s'adapter à l'évolution de l'environnement de sécurité. En particulier, la coopération entre les nations est inévitable pour maintenir la paix et la sécurité internationale et répandre la liberté, la démocratie et l'économie de marché. De plus, et l'émergence de nouvelles questions de sécurité liées à la mondialisation, à l'essor de la sécurité humaine, à l'intervention humanitaire et aux conflits de souveraineté nationale, à la guerre contre le terrorisme et à l'interdépendance des écosystèmes a pris de l'ampleur et doit être abordée avec un concept international et mondial de sécurité au-delà du niveau national.

L'identité de l'UE en matière de sécurité a été façonnée par la perception de la réponse limitée de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE aux principaux conflits en Europe dans les années 1990. La nouvelle situation sécuritaire qui s'est développée avec la fin de la guerre froide s'est concentrée sur un ordre de sécurité dominé par les États-Unis qui a remplacé l'ordre de sécurité binaire et conflictuel représenté par l'OTAN, faisant du rôle des États-Unis dans la sécurité européenne et du rééquilibrage des relations avec l'Europe qui en découle une question très importante[999]. Cela a permis le constant d'un consensus croissant de la nécessité pour l'Europe d'améliorer ses propres capacités de sécurité et de défense, en s'éloignant d'un système de sécurité européen totalement dépendant des États-Unis après le conflit du Kosovo, et sur la nécessité pour l'Europe de disposer de ses propres capacités de réponse aux crises en cas de conflit dans la région.

---

998 Helga Haftendorn, « The security puzzle: theory-building and discipline-building in international security », *International studies quarterly*, vol.35(1), 1991.

999 Robert J. Art, « Europe Hedges Its Security Bets », dans T. V. Paul, James J. Wirtz et Michel Fortmann (eds.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford: Stanford University Press, 2004, pp. 196-199.

De cette manière, l'UE élargit sa stratégie en matière de sécurité en se concentrant sur les valeurs qui constituent son identité diplomatique. Elle cherche à renforcer sa capacité diplomatique en utilisant activement ces composantes, qui sont érigées en normes internationales, des valeurs européennes aux valeurs universelles de l'humanité dans l'arène internationale.

De côté de la Corée du Sud et faisant suite, au gouvernement de *Kim, Dae-jung*, le gouvernement de *Roh, Moo-hyun* est entré en fonction. Fondé sur la démocratie participative, il promeut une diplomatie internationale basée sur les valeurs. Les efforts du gouvernement pour améliorer son rôle sur la scène internationale grâce à la croissance économique ont fourni une bonne occasion de s'engager dans les affaires internationales dans le cadre des normes internationales. Parallèlement à cela, l'évolution du paradigme de la sécurité pose un certain nombre de défis à la stratégie de sécurité du pays. C'est sur ce point que la Corée du Sud passe du statut de bénéficiaire de valeur à celui de donateur.

Dans ce contexte, se produit l'émergence d'un système multilatéral de coopération internationale qui met l'accent sur le respect du droit international et des organisations internationales, ainsi que sur la résolution par consensus multilatéral de la réalisation des valeurs humaines universelles de paix, de démocratie et d'humanitarisme. Cela conduit les deux Etats, l'UE et la Corée du Sud, à établir des politiques étrangères et des politiques liées à la sécurité par le biais de normes internationales afin de faire face à la sécurité du 21e siècle. Dans ce cadre de normes internationales, les deux parties commencent à montrer une tendance à coopérer sur les questions de sécurité internationale. Cela est rendu évident par le fait que tous deux partagent des valeurs communes, ce qui conduit à un nouveau type de relation basé sur la coopération mutuelle en tant que stratégie de partenariat.

Chapitre I. Les partenariats coopératifs en matière de sécurité internationale (2003-2007)

1. La restructuration de notion de sécurité face aux changements internationaux

A. La formalisation des politiques de sécurité de l'UE dans la perspective des valeurs

1) L'évolution de l'identité en matière de sécurité

L'identité sécuritaire de l'UE a été façonnée par la perception de l'inadéquation de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE pour répondre aux conflits internationaux des années 1990, marquées par les conflits de Bosnie-Herzégovine et du Kosovo qui « ont [notamment] mis en évidence l'importance [des travaux sur tous les aspects de la sécurité] »[1000]. Les limites des interventions diplomatiques en matière de sécurité passive et défensive de l'UE dans sa relation avec l'OTAN centrée sur les États-Unis d'une part, et la différence significative de puissance militaire entre l'UE et les États-Unis d'autres part, offrent à l'UE l'occasion de développer une approche plus consensuelle pour définir sa propre stratégie de sécurité et son identité militaire en matière de sécurité[1001].

A partir du sommet franco-britannique de Saint-Malo en 1998, et l'instauration d'un cadre visant à garantir la capacité d'action militaire autonome, l'UE institue de nouveaux organes, structures et procédures politiques et militaires afin d'assurer l'orientation politique et la direction stratégique dans le cadre des principes sur l'objectif global (« headline goal ») défini à Helsinki en décembre 1999[1002]. Les premières mesures concrètes ont pour but de mettre en place une capacité militaire européenne commune pour ses propres intérêts diplomatiques dans son identité internationale axée sur les valeurs européennes. Dans ce cadre, l'UE décide de mettre en place une PESD en tant que sous-secteur de la politique étrangère et de sécurité commune, en créant une force de défense européenne de 50 000 à 60 000 hommes pour les opérations de maintien de la paix dans la région d'ici 2003 et en établissant un Comité politique et de sécurité de l'UE, ainsi qu'un Comité militaire avec un système de commandement et de contrôle unique[1003]. Ainsi, l'Union européenne se détermine à faire de la politique européenne

[1000] Conseil européen, « Rapport de la présidence sur la gestion non militaire des crises par l'Union européenne » dans l'Annexe 2 à l'Annexe IV, Conclusion de la Présidence, Helsinki Conseil européen, les 10 et 11 décembre 1999.

[1001] Robert J. Art, *op.cit.*

[1002] Conseil européen, « Conclusion de la Présidence, Helsinki Conseil européen », 1999, *op.cit.*

[1003] « Rapports de la Présidence pour le Conseil européen d'Helsinki concernant 'le renforcement de la politique européenne commune en mati-re de sécurité et de défense' et 'la gestion non militaire des crises par l'Union

commune en matière de sécurité et de défense (PECSD) « sur le développement des moyens de l'Union pour la gestion militaire et non militaire des crises dans le cadre d'une politique européenne commune renforcée en matière de sécurité et de défense »[1004], un élément à part entière de la PESC[1005].

Dans ce contexte, l'UE définit clairement sa raison d'être dans ce cadre en matière de la sécurité comme une contribution « à la paix et à la sécurité internationales conformément aux principes de la Charte des Nations Unies »[1006]. Autrement dit, les missions de la PESD doivent être menées dans le but de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies, ce qui fait que l'identité de l'UE en matière de sécurité repose sur la perspective des valeurs universelles, qui sont également incarnées à l'échelle européenne. En tant que tel, la PESD est bien plus qu'un moyen de poursuite d'intérêts étroits dans le sens traditionnel de la sécurité, en matière de sécurité européenne. En effet, il s'agit plutôt de la mission internationale de l'UE au nom de ce système de valeur, avec laquelle l'UE s'est dotée d'une politique de sécurité internationale, qui privilégie les opérations de soutien de la paix par rapport à la lutte contre la crise internationale[1007].

D'un autre côté, l'UE définit clairement ses missions dans sa relation avec l'OTAN, créant ainsi les mesures concrètes visant à accroître les capacités militaires de l'UE « d'avoir la capacité autonome de décider et, là où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée, de lancer puis de conduire des opérations militaires sous sa direction face à des crises internationales »[1008]. Ainsi, l'implication européenne dans les questions de sécurité européenne est basée sur une coopération étroite avec l'OTAN, l'UE ayant clairement indiqué qu'elle ne pouvait agir de manière indépendante que si l'OTAN n'intervenait pas. Cela suggère que les préoccupations de l'Europe en matière de sécurité sont liées à ses relations directes avec l'OTAN et les États-Unis en son sein.

De fait, après avoir joué un rôle important en tant que système de défense collective dans une sécurité sur deux fronts, l'OTAN a été contrainte de réformer sa structure et sa stratégie

européenne' », dans l'Annexe IV, Conseil européen, 1999, *ibid.*

[1004] « Conclusion de la présidence », Conseil européen, *ibid.*

[1005] Neil Winn, « CFSP, ESDP, and the Future of European Security: Whither NATO? », *The Brown Journal of World Affairs*, vol. 9(2), 2003, pp. 149-160.

[1006] Conclusion de la présidence, Conseil européen, 1999, *op.cit.*

[1007] Michael Merlingen et Rasa Ostrauskaite, *European Union peacebuilding and policing: governance and the European security and defence policy*, Londre : Routledge, 2006, p.2.

[1008] Annexe IV, Conseil européen, 1999, « Conclusion de la Présidence, Helsinki Conseil européen », *op.cit.*

pour devenir une organisation de « sécurité coopérative » en réponse aux nouvelles circonstances depuis la fin de la guerre froide. De plus, les questions de sécurité européenne ne sont plus fondées sur des concepts de sécurité conflictuels bilatéraux, mais sont étroitement liées à la stabilité de l'Europe centrale et orientale. L'OTAN a donc cherché à redéfinir l'objectif de l'Alliance et à réviser son rôle et sa stratégie militaire en analysant les nouveaux dangers anticipés dans les régions instables d'Europe centrale et orientale[1009]. Autrement dit, l'OTAN a confirmé une fois de plus la nécessité pour elle de faire face efficacement à la situation sécuritaire en Europe et de maintenir la paix et la sécurité dans l'ensemble de l'Europe. Elle tente ainsi d'assurer le rôle d'unique organisation pour la sécurité paneuropéenne en promouvant l'expansion de l'OTAN non seulement en Europe occidentale, mais aussi en Europe centrale et orientale.

Selon ce contexte, les États-Unis, en tant que pilier central de l'OTAN, ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité d'affaiblir les positions des États-Unis et de l'OTAN en Europe et d'être un concurrent de l'OTAN dans ses efforts pour protéger l'autonomie de l'Europe en matière de sécurité[1010]. La secrétaire d'État américain, *Madeleine Albright* a fait valoir qu'il n'était pas souhaitable que la PESD devienne une organisation militaire susceptible de concurrencer l'OTAN, et qu'elle ne devait fonctionner que comme le bras européen de l'OTAN avec cette expression dites des « trois D » à l'égard de la PESD dans les termes suivants :

> Il m'est apparu très clairement, au cours de la discussion, que tous les partenaires des Alliés de l'OTAN souhaitent être des membres actifs de l'OTAN et se préoccupent des missions qui sont actuellement en place et de celles qui pourraient être mises en place. Nous avons eu une discussion assez spécifique […] à savoir l'identité européenne de sécurité et de défense, l'IESD, en tant que pilier européen faisant partie de l'OTAN et que nous considérons comme très important. […] En outre, elle permet d'établir un partenariat qui n'affaiblit en rien l'OTAN. Nous

[1009] Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Rome les 7 et 8 novembre 1991, reconnaissant que la base de l'existence de l'OTAN en tant qu'alliance de défense collective avait été considérablement affaiblie depuis la fin de la guerre froide, a adopté un « nouveau concept stratégique » qui a révisé sa technologie et sa stratégie militaires pour faire face à l'évolution de la situation en matière de sécurité après la fin de la guerre froide en terme que « le monde a changé de manière spectaculaire. L'Alliance a apporté une contribution essentielle à cette évolution. Les peuples de l'Amérique du Nord et de l'Europe tout entière peuvent maintenant se rejoindre dans une communauté de valeurs partagées par tous : la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit. Facteur de changement, source de stabilité et garant indispensable de la sécurité de ses membres, notre Alliance continuera de jouer un rôle clé dans l'avènement d'un ordre de paix durable en Europe, une Europe placée sous le signe de la coopération et de la prospérité » ; L'OTAN, « Déclaration de Rome sur la paix et la coopération faite par les chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance atlantique », à Rome, 8 novembre 1991.

[1010] Seyom Brown, *The Faces of Power: United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York: Columbia University Press, 1994.

> avons estimé qu'il était important de le faire dans le cadre de ce que nous appellerions les trois « D », à savoir aucune diminution de l'OTAN, aucune discrimination et aucune duplication, car je pense que nous n'avons besoin d'aucun de ces trois « D » pour se réaliser. D'autre part, je pense qu'il est très important que les Européens assument une part équitable et qu'ils aient le sens de leur propre identité en matière de défense[1011].

De plus, les États-Unis ont été directement impliqués dans la mise en œuvre de leur position au projet européen. En effet, lors de la réunion du Conseil Européen de Cologne en 1999, les objectifs concernant le renforcement de la politique européenne commune ont été affirmés de la manière suivante :

> Dans le cadre de la poursuite des objectifs de notre politique étrangère et de sécurité commune et de la définition progressive d'une politique de défense commune, nous sommes convaincus que le Conseil devrait être en mesure de prendre des décisions ayant trait à l'ensemble des activités de prévention des conflits et des missions de gestion des crises définies dans le traité sur l'Union européenne, les "missions de Petersberg". A cette fin, l'Union doit disposer d'une capacité d'action autonome soutenue par des forces militaires crédibles, avoir les moyens de décider d'y recourir et être prête à le faire afin de réagir face aux crises internationales, sans préjudice des actions entreprises par l'OTAN. L'Union européenne renforcera ainsi sa capacité à contribuer à la paix et à la sécurité internationales, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies[1012].

A cet effet, les États-Unis ont réagi négativement à la phrase « sans préjudice des actions entreprises par l'OTAN », car celle-ci laissait l'impression que la gestion des crises serait essentiellement la prérogative de l'Union et, par conséquent, cantonnait l'OTAN aux opérations relevant de l' « article V »[1013] uniquement[1014]. Avant le sommet européen d'Helsinki de décembre de la même année, les Américains sont intervenus « au plus haut niveau » en

---

[1011] Madeleine K. Albright, « Press Conference at NATO Headquarters », à Brussels, le 8 décembre 1998, U.S. Department of State, Office of Spokesman.

[1012] Conseil européen, « Déclaration du Conseil européen de Cologne concernant le renforcement de la politique européenne commune » dans l'Annexe III, Conclusions de la présidence, Conseil européen de Cologne les 3 et 4 juin, 1999.

[1013] Article V du traité de l'OTAN: « Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles, dans l'exercice du droit de légitime défense, individuelle ou collective, reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations Unies, assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. Toute attaque armée de cette nature et toute mesure prise en conséquence seront immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité. Ces mesures prendront fin quand le Conseil de sécurité aura pris les mesures nécessaires pour rétablir et maintenir la paix et la sécurité internationales ».

[1014] Charles G. Cogan, « Absorption vs. autonomy: The euro-american security dilemma », Conference paper, University of Washington, les 5-6 mai 2000; recité dans Alexander Moens, « ESDP, the United States and the Atlantic Alliance » dans Joylon Howorth et John TS Keeler (eds.), *Defending Europe: The EU, NATO, and the Quest for European Autonomy*, New York: Palgrave Macmillan US, 2003, p.30.

demandant au Premier ministre britannique *Blair* de persuader le président français *Chirac,* un des acteurs clés dans le projet de domaine de la sécurité de l'UE, d'inclure dans les conclusions du Conseil de l'UE la formule suivante : « où l'OTAN en tant que telle n'est pas engagée »[1015].

De surcroît, en février 2001 *Donald Rumsfeld*, le secrétaire américain à la défense, a admis qu'il était « un peu inquiet » des propositions de l'UE concernant la création d'une force de premier plan, selon lui, « les actions qui pourraient réduire l'efficacité de l'OTAN en semant la confusion dans les doublons ou en perturbant le lien transatlantique ne seraient pas positives »[1016]. Ces réactions des Etats-Unis dénotent une inquiétude bien ancrée dans la politique américaine, à savoir le fait que le développement de la PESD pourrait remettre en question la primauté de l'OTAN et, partant, le maintien de l'influence régionale des États-Unis.

Conformément à cette position, l'Union européenne, par le biais du traité de Nice de 2001, a réaffirmé la position de l'OTAN dans l'arène de la sécurité européenne et a soutenu que le fonctionnement de la Force européenne intégrée ne constituait pas la création d'une « armée européenne » indépendante, en tenant compte des relations de l'UE avec les États-Unis et l'OTAN, comme suit :

> La politique de l'Union au sens du présent article n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre[1017].

Ainsi, avec la réaction sensible des États-Unis, la politique européenne de sécurité ne devient finalement qu'une tentative d'établir une entité de défense européenne distincte de l'OTAN dans un environnement de sécurité centré sur les États-Unis. L'UE cherche donc à construire et à renforcer son propre système de sécurité centré sur l'Europe dans le cadre d'une politique étrangère et de sécurité commune. Il s'agit d'une réponse de l'UE au nouvel environnement de sécurité créé par l'élargissement de l'UE, ainsi qu'au renforcement de la coopération mutuelle en matière de sécurité entre les pays de la région européenne. Cette démarche maintient le cadre traditionnel d'amitié étroite entre les États-Unis et l'Europe dans

---

[1015] *Ibid.*

[1016] *The Telegraph*, le 5 février 2001.

[1017] Article 17 de Union européenne versions consolidées du Traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne, 2002, Journal officiel des Communautés européennes, n° C 325/16, le 24 décembre 2002.

le contexte de l'approfondissement et de l'élargissement de l'intégration européenne, mais développe aussi une nouvelle orientation en matière de sécurité et d'affaires militaires. Cela établit également une nouvelle relation avec les États-Unis, faisant de l'OTAN un partenaire des États-Unis pour le renforcement de la sécurité européenne et de la coopération dans la construction d'une défense commune. En conséquence, la stratégie européenne de sécurité est centrée sur les valeurs européennes qui fondent son identité diplomatique, et son résultat est basé sur la valeur de la « contribution à la paix dans le monde », qui s'incarne également dans le cadre de la valeur universelle.

Cette position claire sur les relations de l'UE avec l'OTAN est réitérée par *Javier Solana*, ancien secrétaire général de l'OTAN, qui est également le Haut représentant de l'UE pour la PESC depuis 1999, comme suite :

> L'Union européenne et l'OTAN s'élargissent et se rapprochent simultanément, et le thème du partenariat devient de plus en plus important. L'OTAN et l'Union européenne partagent le même agenda en tant que partenaires stratégiques, et non en tant que rivaux. Nos tâches sont distinctes mais complémentaires et nos objectifs restent les mêmes : la paix et la stabilité. […] En tant qu'amis, en tant qu'alliés, en tant que membres d'une communauté de valeurs, nous devons nous engager à relever les défis de l'avenir en travaillant ensemble en tant que partenaires pour la paix et la stabilité[1018].

Une autre perspective est celle des intérêts et de l'identité internationale. L'Europe et les États-Unis partagent depuis longtemps des valeurs fondamentales libérales en étroite collaboration pour défendre leurs valeurs et leurs intérêts sur la scène internationale. Toutefois, en particulier dans l'après-guerre froide, les relations bilatérales ont été marquées par des désaccords importants en termes d'identité sur la base de leurs valeurs respectives. En d'autres termes, contrairement aux États-Unis, dont la politique étrangère accorde une grande importance aux concepts de sécurité nationale et d'intérêt national plutôt qu'aux valeurs, l'identité de l'Union européenne est façonnée par ses valeurs en tant que moyen de parvenir à une fin en matière de politique étrangère[1019].

Dans le passé, Washington avait contribué à transformer et revitaliser le lien des principes dans le cadre de l'OTAN par le biais du nouveau concept stratégique et du partenariat

[1018] Javier Solana, « Remarks at the First Parliamentary Meeting on European Defence », à Bruxelles, le 5 novembre 2002.

[1019] Steven McGuire et Michael Smith, *The EU and the US: Competitions and Convergence in the Global Arena*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2008, pp. 237-38.

pour la paix sur une nouvelle relation avec l'UE dans le cadre des valeurs communes[1020], telles que « la liberté, la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit »[1021] dans les conflits internationaux. Néanmoins, les relations bilatérales entre ces deux acteurs ont été marquées par des désaccords importants fondés sur leurs intérêts respectifs, qui est également dû à l'écart croissant de la puissance militaire entre les États-Unis et les Européens, ce qui a entraîné une différence d'approche en matière de politique étrangère et de sécurité nationale[1022]. En d'autres termes, l'approche de la sécurité fondée sur les valeurs de l'UE, avec ses capacités militaires relativement faibles par rapport à celles des États-Unis, était un choix inévitable. Dans ce contexte, l'UE entreprend des démarches sur le développement des capacités militaires et civiles dans le cadre en matière de gestion des crises internationales[1023], appuyé sur les valeurs dans son identité internationales dans « les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix »[1024].

Cet aspect est manifeste dans la façade d'intégration de l'externalisation des valeurs de l'UE afin d'atteindre les objectifs de la politique étrangère de l'UE. Dans sa communication de mai 2001[1025], la Commission annonce la définition d'une nouvelle stratégie pour accroître la cohérence des actions de l'Union dans ce domaine. Basée sur le concept de « mainstreaming », elle vise à garantir que les droits de l'homme, en tant que valeur commune et universelle, soient pris en compte dans tous les aspects de l'action extérieure, y compris dans le domaine de la sécurité dans le but suivant :

> Promouvoir des politiques cohérentes pour soutenir les droits de l'homme et la démocratisation. La cohérence doit être de mise entre les politiques de la Communauté européenne, mais aussi entre celles-ci et les autres actions menées par l'Union européenne, notamment dans le cadre de la « Politique étrangère et de sécurité commune ». Il convient également de promouvoir une action cohérente et complémentaire entre l'Union européenne et les États membres, en particulier en ce qui concerne la promotion et l'intégration des droits de l'homme dans l'aide au

[1020] Fraser Cameron, *US foreign policy after the cold war: global hegemon or reluctant sheriff?,* Londre : Routledge, 2003, p.163.

[1021] L'OTAN, 1991, *op. cit.*

[1022] Robert J. Art, *op.cit*., pp.200-201; Robert Kagan, *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, New York: Knopf, 2003; Philip H. Gordon et Jeremy Shapiro, *Allies at War: America, Europe, and the Clash over Iraq*, New York: McGraw-Hill, 2004; et Tony Judt, « America and the World », *The New York Review of Books,* le 10 avril 2003.

[1023] Winn, *op.cit*., pp. 149-160.

[1024] Article 17 de Union Européenne versions consolidées du traité sur l'Union européenne et du Traité instituant la Communauté européenne, *op.cit.*

[1025] Commission européen, Communication de la Commission au Conseil au Parlement européen, « Le rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de 'l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers », Bruxelles, le 8 mai 2001, COM (2001) 252 final.

développement et d'autres aides officielles.

Ainsi, en intégrant la structure des valeurs qui est un élément fondamental de la politique étrangère centrale de l'UE, dans la dimension sécuritaire, l'UE fait de la promotion de la paix dans le monde en matière de résolution des conflits, un des objectifs fondamentaux de son action extérieure en projetant ses valeurs sur le reste du monde[1026].

[1026] Sophie Perez, « La contribution des valeurs de l'Union européenne à la paix et à la sécurité » dans Laurence Potvin-Solis (dir.), *L'Union européenne et la paix : Dix-septièmes Journées Jean Monnet*, Bruxelles : Bruylant, 2023, p.88.

2) La politique dans le cadre de la « sécurité humaine »

Les attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis entrainent des changements dans l'ordre international de la sécurité[1027]. Cela rajoute également un défi au concept de sécurité de l'UE en particulier dans son rôle en tant qu'« acteur de la sécurité dans les affaires extérieures et intérieures », en prenant en compte que la menace terroriste doit être considérée comme le premier test véritablement 'transversal' du rôle de l'Union en tant qu'acteur de la sécurité[1028]. De fait, depuis le traité de Maastricht en 1992, la politique de sécurité de l'UE était divisée entre le deuxième pilier, la PESC, qui traitait de la sécurité extérieure, et le troisième pilier, la justice et les affaires intérieures (JAI), en lien avec la sécurité intérieure. De plus, dans ce cadre, et comme évoqué ci-dessus, la politique de sécurité de l'UE avait été définie et développée en termes de contribution à la paix mondiale par le biais d'une identité internationale fondée sur des valeurs. Toutefois, la menace internationale du terrorisme, qui fait désormais aussi courir un risque sur la sécurité intérieure de l'UE, soulève des questions sur les structures de sécurité au niveau de l'UE dans le cadre du pilier transversal. Celles-ci sont poussées à être développées en remettant en question la conceptualisation traditionnelle de la sécurité. Autrement dit, les domaines de la « sécurité intérieure » et de la « sécurité extérieure » ont traditionnellement été traités séparément, cependant les frontières qui existent entre ces domaines politiques autrefois distincts sont devenues de plus en plus floues[1029].

Ce changement considérable au sein de l'UE est évident dans la réponse aux attaques terroristes du 11 septembre qui condamne le terrorisme et exprime sa solidarité avec les États-Unis. Dans la première action menée par l'UE, le 12 septembre à la Session spéciale du Conseil de l'Union européenne, le terrorisme est défini comme une violation des valeurs en ce que « [les attentats terroristes] effroyables constituent une attaque non seulement contre les États-Unis, mais contre l'humanité tout entière et les valeurs et libertés qui nous sont communes à tous »[1030]. Ensuite, sur ce jugement de valeur clair, l'UE confirme sa responsabilité de lutte contre le terrorisme « pour contribuer à identifier, traduire en justice et punir les responsables » et « accroître la capacité de l'Union européenne à mener, avec les États-Unis et d'autres

[1027] John Lewis Gaddis, « And now this: lessons from the old Era for the One », dans Strobe Talbott et Nayan Canada (eds.), *The age of Terror: America and the world September 11*, New York: Basic Books, 2002, p.3.
[1028] Monica den Boer et Jörg Monar, « Keynote article: 11 September and the challenge of global terrorism to the EU as a security actor », *Journal of Common Market Studies*, vol.40 (1), 2002.
[1029] Christopher Baker-Beall, *The European Union's fight against terrorism: Discourse, policies, identity*, Manchester: Manchester University Press, 2016, et *ibid*.
[1030] Conseil européen, Session spéciale du Conseil : Affaires générales, Bruxelles, le 12 septembre 2001.

partenaires, une lutte efficace contre le terrorisme international »[1031].

Cette position de l'UE est affirmée encore plus clairement et plus fermement deux jours plus tard dans une déclaration conjointe unique des chefs d'État des gouvernements de l'UE, des présidents de la Commission européenne et du Parlement européen et du Haut représentant pour la PESC. Dans cette déclaration, la manière dont la question posée par le terrorisme serait construite à travers le reflet de l'identité et constitue, une menace pour les valeurs de l'UE est évidente. En effet, il est relaté que :

> Cette agression contre l'humanité a frappé au cœur d'une nation amie avec qui l'Union européenne partage le combat pour un monde meilleur. Mais cette terrible attaque terroriste est aussi dirigée contre nous tous, contre nos sociétés ouvertes, démocratiques, multiculturelles et tolérantes. Nous en appelons à tous les pays qui partagent ces valeurs et ces idéaux universels pour qu'ils joignent leurs efforts dans le combat contre le terrorisme fait de tueurs sans visage et de victimes sans fautes. Rien ne peut justifier que l'on bafoue les valeurs éthiques et humaines. Il en va de la solidarité entre tous. C'est ensemble, quelle que soit notre origine, notre race ou religion, que nous devons lutter pour trouver les solutions aux conflits qui servent trop souvent de prétexte à la barbarie[1032].

Et c'est cette crainte d'une remise en cause des valeurs qui servi de justification officielle à la politique antiterroriste de l'UE à l'égard des affaires sur les violations des valeurs [1033]. En d'autres termes, en établissant le cadre des préoccupations humanitaires internationales pour défendre les valeurs , l'UE tente de créer un consensus permissif pour l'élaboration d'une politique active contre le terrorisme dans le cadre de la formulation de sa politique étrangère en matière de sécurité, à « s'engager davantage et sans relâche dans les affaires du monde pour défendre la justice et la démocratie, ainsi que l'intégration de tous les pays dans un système mondial de sécurité et de prospérité, et pour contribuer à l'émergence d'un mouvement antiterroriste fort et durable au niveau mondial » et « à développer la Politique étrangère et de Sécurité commune pour que l'Union puisse vraiment parler d'une voix forte et unie »[1034].

A la suite de ces deux déclarations, les formes principales en matière de terrorisme

---

[1031] *Ibid.*

[1032] « Déclaration Commune des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne, de la Présidente du Parlement européen, du Président de la Commission européenne et du Haut Représentant pour la Politique étrangère et de Sécurité commune », le 14 septembre 2001.

[1033] Christopher Hill, « Renationalizing or regrouping? EU foreign policy since 11 September 2001 »*, Journal of common market studies*, vol.42 (1), 2004.

[1034] « Déclaration Commune des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne », 2001, *op.cit.*

sont convenues et développées lors de la réunion extraordinaire du Conseil européen du 21 septembre 2001. Il est proclamé que la lutte contre les menaces liées au terrorisme seront pleinement prioritaires dans la politique étrangère de l'UE : « le terrorisme est un véritable défi pour le monde et pour l'Europe. Le Conseil européen a décidé que la lutte contre le terrorisme sera plus que jamais un objectif prioritaire de l'Union européenne » et qu'elle s'engage à contribuer à la paix dans le monde sur la participation de « davantage aux efforts de la Communauté internationale pour prévenir et stabiliser les conflits régionaux »[1035]. Ce faisant, il fournit un cadre pour un concept plus large de la sécurité, comme suit :

> L'Union européenne intensifiera son engagement contre le terrorisme à travers une approche coordonnée et interdisciplinaire incorporant toutes les politiques de l'Union. Elle veillera à ce que cette approche soit conciliée avec le respect des libertés fondamentales qui constituent la base de notre civilisation[1036].

D'un côté, au cours de la même réunion au cours de laquelle est soulignée, leur solidarité avec les États-Unis, les États membres de l'UE déclarent leur soutien formel au Conseil de sécurité de 1368[1037]. En prenant cette décision par le biais de la motion, l'Union européenne s'engage dans la guerre en Afghanistan. Cependant, l'approche de l'UE face à cette guerre est fondée sur son identité unique en termes de valeurs et de sécurité.

Or si les attentats ont renforcé la solidarité européenne et américaine, les opérations militaires menées en guise de représailles risquent de semer la discorde. Contrairement aux États membres de l'UE qui ont apporté un soutien militaire direct aux frappes américaines[1038], l'UE encourage le soutien aux initiatives de politique étrangère fondées sur des valeurs au

---

[1035] Conseil européen, « Conclusion et plan d'action du Conseil européen extraordinaire », le 21 septembre 2001.

[1036] *Ibid.*

[1037] Le 12 septembre 2001, à l'ONU, le Conseil de sécurité s'est réuni en session d'urgence et a adopté la résolution 1368, condamnant les attaques terroristes du 11 septembre et appelant à la coopération internationale pour traduire les terroristes en justice. Dans son préambule, la résolution 1368 du Conseil de sécurité décrit le terrorisme comme une menace pour la paix et la sécurité internationales et reconnaît le droit de légitime défense individuelle et collective en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations unies, ce qui permet aux États-Unis d'entreprendre une action militaire contre l'Afghanistan dans l'exercice de leur droit de légitime défense sans résolution distincte du Conseil de sécurité : Résolution 1368 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4370e séance, le 12 septembre 2001 Nations Unies, S/RES/1368 (2001) Conseil de sécurité Distr. générale 12 septembre 2001.

[1038] En particulier, les principaux États membres de l'UE se sont rapidement engagés à renforcer la sécurité dans les aéroports, à imposer des contrôles aux frontières et à l'exportation, et à cesser de financer les organisations terroristes. L'Espagne et le Portugal ont notamment permis aux États-Unis d'utiliser leurs bases militaires, et la France s'est engagée à ouvrir sa défense et à fournir une assistance militaire le 3 octobre. Le 7 octobre, le Royaume-Uni, aligné sur les États-Unis depuis le début, lance des frappes aériennes en Afghanistan dans le cadre d'une force conjointe américano-britannique. Entre le 4 et le 9 novembre, les Pays-Bas envoient 1 200 soldats et l'Allemagne annonce son intention de participer à la guerre en Afghanistan. La France décide d'envoyer à nouveau 10 bombardiers Mirage les 17 et 18 novembre, et l'Allemagne commence à apporter un soutien militaire effectif le 26 novembre.

niveau de l'UE[1039]. De fait, l'UE donne la priorité à l'aide humanitaire[1040] et non au combat, et prévoit le déploiement de forces de police à l'étranger à des fins de maintien de l'ordre et d'aide à la police dans le cadre de la PESD par le biais d'actions conjointes du Conseil[1041]. Ce soutien vise à garantir l'universalité des droits de l'homme et à établir un lien de causalité entre la consolidation des institutions démocratiques et l'instauration de la paix, l'objectif final étant de passer de la gestion des crises à la consolidation de la paix. Il s'agit là de l'identité cohérente de l'UE en matière de sécurité, qui cherche à s'engager dans les crises internationales en mettant l'accent sur la valeur de la paix.

Comme l'a déclaré *Javier Solana*, Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, la PESD est plus que la création d'une force de réaction rapide, dès lors que « les moyens militaires seront toujours le dernier recours pour résoudre une crise. La PESD, c'est aussi l'accès de l'Union à d'autres outils qui, la plupart du temps, pourraient être mieux adaptés que la force militaire pour maintenir ou assurer la sécurité »[1042]. En d'autres termes, même si l'UE a dû élaborer des mesures de lutte contre le terrorisme pour prendre des mesures militaires de rétorsion, elle s'est engagée dans le maintien et le rétablissement de la paix, et non dans des contributions militaires directe à la lutte contre le terrorisme. Alors que l'UE a adopté le leadership stratégique des États-Unis dans la rédaction de sa propre stratégie de sécurité, ce qui a créé des différences marquées avec les États-Unis, l'UE a incorporé une approche distinctement européenne à cet agenda dans sa stratégie de sécurité, reconnaissant que le monde évolue vers une société globale régulée par son identité internationale basée sur des valeurs partagées plutôt que sur des intérêts et des ressources de puissance[1043].

Ainsi, les émergences sécuritaires non traditionnelles ont déclenché un processus de redéfinition de la nouvelle stratégie européenne de sécurité de la part de l'UE, avec un accent

---

[1039] Dover Robert, « The EU's joint actions on anti-personnel mines and unexploded ordnance: finding a security policy identity », *European foreign affairs review*, vol.11 (3), 2006, p.403.

[1040] Conseil européen, « Extraordinary session of the General Affairs Council Luxembourg », le 17 octobre 2001 dans Maartje Rutten (ed.), *From Nice to Laeken: European Defence, Core Documents*, no.51, Paris: Institute for Security Studies, European Union, 2002.

[1041] Michael Merlingen et Rasa Ostauskaite, « ESDP police missions: meaning, context and operational challenges », *European foreign affairs review,* vol.10, 2005, pp.217-220.

[1042] Javier Solana, « Where Does the EU Stand on Common Foreign and Security Policy? », discours dans Forschungsinstitut der Deutschen Gesellschaft für AuswÄrtige Politik, Berlin, 2000, cite dans Maartje Rutten (ed.), *From St-Malo to Nice: European defence: core documents*, Paris: Institute for Security Studies European Union, 2001, pp.151-157.

[1043] Asle Toje, « The 2003 European Union Security Strategy: A Critical Appraisal », *European Foreign Affairs Review*, vol.10 (1), 2005, pp. 117-133.

mis sur les capacités de gestion de crise internationale qui se limitaient dans le cadre piliers de l'UE et, la rendaient responsable de la sécurité non territoriale « interne » et « externe ». Par conséquent, cela contribue à l'élargissement du domaine de la sécurité de l'UE[1044].

En décembre 2003, la stratégie européenne de sécurité intitulée « une Europe sûre dans un monde meilleur »[1045] est adoptée par le Conseil européen de Bruxelles et, élaborée sous l'autorité de *Javier Solana*. De fait, *Solana*, qui a bien démontré son rôle dans les questions liées à la paix et à la sécurité internationale, a voulu promouvoir le rôle de l'UE dans la sécurité mondiale selon sa perspective[1046]. Quelques mois avant l'adoption de la Stratégie, lors du Conseil européen de Thessalonique en juin 2003, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union ont approuvé un document présenté par *Solana* et qui devait servir de base à une nouvelle stratégie européenne de sécurité (SES)[1047].

Ce document stratégique relève les défis mondiaux et les principales menaces pour la sécurité de l'Union, et clarifie également ses objectifs stratégiques pour y faire face, tels que le renforcement de la sécurité dans le voisinage de l'UE et la nécessité d'une approche multilatérale et globale de la sécurité en Europe et dans le monde en fixant des objectifs clairs pour « défendre sa sécurité et promouvoir ses valeurs », dans le but d'« à assumer sa part dans la responsabilité de la sécurité internationale et de la construction d'un monde meilleur »[1048]. Ainsi, l'UE réaffirme sa responsabilité première de soutenir les Nations unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la fonction essentielle du maintien de la paix, dans les termes suivants :

> La responsabilité première pour le maintien de la paix et de la sécurité au niveau international incombe au Conseil de sécurité des Nations Unies. Une des priorités de l'Europe est de renforcer l'organisation des Nations Unies, en la dotant des moyens nécessaires pour qu'elle puisse assumer ses responsabilités et mener une action efficace. Nous voulons que les organisations internationales, les régimes et traités jouent leur rôle face aux menaces qui pèsent contre la paix et la sécurité internationales. Nous devons donc être prêts à agir lorsque leurs règles ne sont pas respectées.

[1044] Magnus Ekengren, « The Internal -External Security Challenge for the EU », *Studia Diplomatica*, vol.60 (1), 2007.

[1045] Conseil de l'Union européenne, « Une Europe sûre dans un monde meilleur - Stratégie européenne de sécurité », Bruxelles, 12 décembre 2003.

[1046] Ryan Hendrickson, Jonathan Strand, et Kyle Raney, « Operation Artemis and Javier Solana: EU Prospects for a Stronger Common Foreign and Security Policy », *Canadian Military Journal*, 2007, pp.35-42.

[1047] Conseil européen, Javier Solana, « Une Europe sûre dans un monde meilleur », Thessaloniki, 20 juin 2003.

[1048] *Ibid,* p.1.

Dans ce contexte, l'identité sécuritaire de l'UE s'est progressivement engagée sur la voie d'un multilatéralisme efficace, contrairement à l'unilatéralisme des Etats-Unis, dont l'objectif est à la fois la protection des valeurs européennes et universelles partout où elles sont menacées dans le monde et la sécurité des citoyens de l'UE au sens le plus étroit du terme[1049].

Cette stratégie souligne l'importance des menaces « non traditionnelles » pour la sécurité avec une liste des principales menaces auxquelles l'Europe doit faire face : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les conflits régionaux, les déliquescences des États et la criminalité organisée. Elle reconnaît la position internationale des États-Unis dans la guerre contre ces menaces, mais elle articule une position centrée sur les valeurs européennes. Autrement dit, avec cette stratégie européenne de sécurité, l'UE veut chercher à établir une identité européenne de sécurité par le biais d'une politique étrangère et de sécurité commune et à développer sa propre stratégie de sécurité contre ces menaces, qui dépendait jusqu'alors entièrement des États-Unis. Cette dernière repose sur la reconnaissance du fait que ces menaces constituent une menace non seulement pour la paix internationale, mais aussi pour la sécurité européenne.

La mise en place de cette nouvelle stratégie de sécurité entraîne une modification de la stratégie et du comportement de l'UE en matière de sécurité commune, et un changement d'orientation de la politique étrangère vers une position active contre la prolifération des armes de destruction massive dans l'environnement de sécurité actuel. En d'autres termes, cette forte évolution de la position de l'UE fait qu'il est, en principe, difficile de la distinguer de la position américaine. Cela pourrait signifier que la PESD ne reflète pas seulement le profil de politique étrangère de l'UE axé sur les valeurs, entre autres, mais qu'il pourrait également être investi de calculs stratégiques et que la rationalité instrumentale qui soutient ce calcul sape parfois l'agenda des valeurs européennes[1050]. Cependant, contrairement à la stratégie de sécurité américaine qui accorde une plus grande importance à la dimension militaire de la lutte contre le terrorisme, l'accent mis par l'UE est sur la prévention des conflits plutôt que sur l'engagement militaire préventif.

Ainsi, l'UE cherche à faire valoir cette préférence en matière de sécurité pour la

[1049] Richard Whitman, « The fall, and rise, of civilian power Europe? », Document présenté à la Conférence European Union in International Affairs, Australian National University, les 3 et 4 juillet 2002; et Manners, 2002, *ibid.*

[1050] Richard Youngs, « Normative dynamics and strategic interests in the EU's external identity », *Journal of Common Market Studies*, vol.42 (2), 2004, pp. 415-435.

norme internationale d'une paix mondiale sur les valeurs universelles dans ses relations internationales. Le développement de nouveaux instruments stratégiques permet donc de développer l'identité de l'UE en tant qu'acteur international sur la possibilité de créer sa propre stratégie de sécurité avec le changement de l'environnement de la sécurité internationale. En conséquence de l'attribution d'un comportement à l'UE, celle-ci pourrait être tenue pour responsable de la paix dans un contexte intérieur et extérieur, qui recommande des mesures pratiques et concrètes pour assurer l'intégration des valeurs dans la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Cette stratégie européenne s'inscrit dans le cadre de l'élargissement du concept de sécurité. Bien qu'elle ne mentionne pas directement le terme dans le document, la notion de « sécurité humaine » apparait comme la condition préalable à toute action de sécurité tant au niveau de l'État qu'au niveau humain dans le cadre de la politique étrangère européenne[1051]. Cela sert de formule pour les opérations militaires et civiles de la PESD, qu'elles soient déployées pour empêcher un conflit d'éclater en crise, pour aider à faire respecter la paix, pour maintenir la paix ou pour construire la paix et ainsi apporter le respect et la protection des valeurs humaines.

En effet, le concept de sécurité humaine a été formulé au sein des Nations unies en soulignant le rôle indispensable de ces derniers dans une approche intégrée de la sécurité humaine comme l'une des nouvelles exigences en matière de rétablissement et de maintien de la paix et de gestion des situations d'après-conflit[1052]. Elle est développée dans la définition donnée par *Kofi Annan*, ancien Secrétaire général de l'ONU, en ce qu'« il nous faudra également élargir notre définition de la paix et de la sécurité [...] cette notion doit prendre en compte le développement économique, la justice sociale, la protection de l'environnement, la démocratisation, le désarmement, le respect des droits de l'homme et de la toute-puissance de la loi »[1053].

Parallèlement à l'ONU, l'UE, qui s'efforce d'élargir le champ de la sécurité au-delà des intérêts nationaux et de la défense territoriale pour y inclure des questions d'intérêt universel sur les valeurs, met également l'accent sur cette notion dans sa politique de sécurité

[1051] Javier Solana, « The European Union and human security: the making of a global security actor », *Routledge Handbook of Human Security*, Londre : Routledge, 2013, p.253.

[1052] L'ONU, « An agenda for peace : preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping », Report of the Secretary-General pursuant to the statement adopted by the Summit Meeting of the Security Council par Boutros Boutros-Ghali, le 31 janvier 1992.

[1053] UNESCO, « Vers une culture de la paix » par Kofi Annan, 2001.

en soulignant l'importance des menaces non traditionnelles pour la sécurité et l'importance de l'insécurité telle qu'elle est vécue par les individus.

A la suite de la stratégie sécuritaire de 2003, en septembre 2004, la « sécurité humaine » est proposée pour la première fois comme approche la plus appropriée pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE par le groupe d'experts dirigé par *Mary Kaldor*, professeur de gouvernance mondiale et directrice du Centre d'étude de la gouvernance mondiale de la *London School of Economics*, dans le « rapport de Barcelone de 2004 du groupe d'étude sur les capacités européennes en matière de sécurité »[1054]. Ce document analyse l'application du concept non traditionnel de sécurité dans la stratégie de sécurité de l'UE en tant que concept de sécurité humaine dans le but de « protéger le noyau vital de toutes les vies humaines de manière à renforcer les libertés et l'épanouissement de l'homme ». Il met clairement l'accent, dans les politiques de sécurité, sur les « besoins des personnes en situation de grave insécurité »[1055], en effet :

> Une approche de la sécurité humaine pour l'Union européenne signifie qu'elle doit contribuer à la protection de chaque être humain et ne pas se concentrer uniquement sur la défense des frontières de l'Union, comme c'était le cas pour l'approche de la sécurité des États-nations[1056].

Ainsi, la notion offre la possibilité d'inclure un concept non traditionnel de sécurité de l'UE afin d'intégrer des domaines de politique extérieure interdisciplinaires tels que le développement, les droits de l'homme et la résolution des conflits, ce qui ouvre également la voie à une approche globale de la gestion des crises. Autrement dit, l'approche de la sécurité dans la politique étrangère européenne, qui a convergé vers les valeurs dans le cadre de l'UE, est maintenant absorbée par le concept de « sécurité humaine » à travers cette définition. Cela s'inscrit à présent dans le mécanisme de fonctionnement des institutions de l'UE, dans les politiques extérieures de l'UE[1057].

[1054] The Study Group on Europe's Security Capabilities, « A Human Security Doctrine for Europe : The Barcelona Report of the Study Group on Europe's Security Capabilities », Présenté au Haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune Javier Solana, Barcelona,le 15 septembre 2004.

[1055] Marlies Glasius, et Mary Kaldor, « Individuals first: A human security strategy for the European Union », *Internationale Politik und Gesellschaft (IPG)*, vol.1, 2005, p.67.

[1056] The Study Group on Europe's Security Capabilities, *op.cit.,* p.9.

[1057] Javier Solana, 2013, *op.cit*., p.253.

B. La nouvelle direction de la politique de sécurité de la Corée du Sud

1) La stratégie de sécurité nationale au regard des valeurs universelles

La politique étrangère de la Corée du Sud est influencée par le nouveau paradigme de sécurité et par, le changement dans le discours sur la sécurité internationale qui met l'accent sur l'expansion du domaine de la sécurité en s'éloignant d'une approche centrée sur l'État. En effet, l'élection du président *Roh, Moo-hyun* le 25 février 2003, marque le deuxième gouvernement progressiste dans l'histoire du pays, après le gouvernement de *Kim, Dae-jung*, et s'oriente vers l'expansion des objectifs de sécurité nationale. S'appuyant sur l'idéologie fondamentale de la démocratie participative et appréciant le pouvoir de la participation active du peuple[1058], le gouvernement de *Roh, Moo-hyun* est surnommé le « gouvernement participatif »[1059], car relativement moins autoritaire que ses prédécesseurs et est le plus actif en termes de libertés civiles et de participation au développement de la démocratie[1060]. Il vise ainsi à approfondir la politique d'ouverture de son prédécesseur, *Kim Dae-jung*, à la lumière de la nouvelle situation internationale en matière de sécurité.

De fait, dans un environnement international où de nouveaux types de menaces sont apparus depuis la fin de la guerre froide, la Corée du Sud, reste un pays divisé avec une menace constante pour sa sécurité avec la Corée du Nord. Ainsi elle conserve le concept traditionnel de sécurité en se concentrant sur la sécurité militaire basée sur l'idéologie actuelle de la guerre froide dans sa politique étrangère et de sécurité. Le président *Roh, Moo-hyun* tente alors de transformer cette approche limitée de la politique de sécurité de la Corée du Sud en un ensemble plus diversifié et plus large d'objectifs de sécurité nationale. Le 1er mars 2004, le gouvernement de *Roh, Moo-hyun* publie une brochure officielle intitulée « Paix, prospérité et sécurité nationale »[1061]. Conformément à la caractéristique du « gouvernement participatif », elle est publiée dans le but de promouvoir la bonne compréhension par le public de l'orientation

---

[1058] 류석진, « 노무현 정부의 출범 및 정부 소개 » (Seok-Jin Lew, « Inauguration du gouvernement Roh Moo-hyun et présentation du gouvernement »), 한국행정연구원 (Korea Institute of Public Administration (eds.)), *대한민국 역대 정부 주요 정책과 국정운영 (Principales politiques et opérations des gouvernements précédents en Corée du Sud)*, Goyang: 도서출판 대영문화사, 2014, pp.11-37.

[1059] 참여정부 en coréen.

[1060] 주재현, « 노무현 정부의 이념적 지향과 정책현실: 주요 쟁점에 대한 대응을 중심으로 » (Jaehyun Joo, « L'orientation idéologique et la réalité politique de l'administration Roh Moo-hyun »), *정부행정 (Journal of Government Administration),* vol.10, 2014, p.2.

[1061] 국가안전보장회의 상임위원회 (National Security Council), « 평화번영과 국가안보: 참여정부의 안보정책 구상 » (Paix, prospérité et sécurité nationale: envisager une politique de sécurité pour les gouvernements participatifs), 2004, République de Corée.

de la politique étrangère et de sécurité du gouvernement et de mettre en œuvre une « politique qui soutient le peuple » en révélant à la population les initiatives du gouvernement en matière de politique de sécurité.

C'est la première fois depuis la création du gouvernement sud-coréen que les initiatives du gouvernement en matière de politique de sécurité étaient officiellement documentées et mises à la disposition du public. Il s'agit d'une initiative nouvelle et innovante, étant donné que jusqu'à présent, la stratégie de sécurité nationale de la Corée du Sud a été largement déterminée de manière arbitraire par les autorités clés, y compris le président, sans explication ou annonce officielle du processus et de la manière dont il est mis en œuvre[1062]. En outre, le gouvernement élargit le système de « Conseil national de sécurité (CNS) »[1063] , qui fonctionnait sous le gouvernement précédent avec un seul conseiller présidentiel à la sécurité, pour se composer d'un groupe de praticiens et d'autres experts envoyés par différents ministères liés aux affaires étrangères et à la sécurité. Cela offre la possibilité de développer la politique de sécurité de la Corée en essayant plus systématiquement d'établir une stratégie de sécurité à moyen et à long terme ainsi que la situation de la sécurité à tout moment[1064].

Dans cette stratégie, le gouvernement présente d'abord cinq intérêts nationaux qui doivent être poursuivis pour la survie, la prospérité et le développement du pays dans n'importe quel environnement de sécurité : « sécurité nationale », « démocratie libérale et droits de l'homme », « développement économique et bien-être », « réunification pacifique de la péninsule coréenne » et « contribution à la paix dans le monde et à la coexistence humaine »[1065]. Cela indique que la notion de sécurité est élargie à la dimension d'une stratégie globale intégrée et appliquée. En d'autres termes, la stratégie de sécurité nationale est une tentative d'application conjointe des paradigmes de la sécurité nationale et de la sécurité internationale en élargissant

---

1062 신성호, « 한국의 국가안보전략에 대한 소고: 참여정부의 평화번영정책 », (Seong-ho Sheen, « Réflexions sur la stratégie de sécurité nationale de la Corée du Sud : la politique de paix et de prospérité du gouvernement participatif »), *국가전략 (National Strategy),* vol.14 (1), 2008, p.43.

1063 국가안전보장회의 en coréen. (National Security Council)

1064 Bien que le gouvernement de Kim Dae-jung ait réorganisé le CNS, créé le secrétariat du CNS et l'ait transformé en un organe politique chargé de la gestion globale de la politique étrangère et de sécurité, c'est le gouvernement de Roh Moo-hyun qui a considérablement élargi son rôle en tant qu'organe consultatif relevant directement du président et qui a commencé à utiliser très activement ses rôles et ses fonctions dans les domaines des affaires étrangères, de la défense et de la politique d'unification ; 김영인, 배종윤, « 한국외교안보정책에 있어 대통령의 정책조율과 현실적 한계에 관한 연구: 노무현 정부의 NSC 운용 사례를 중심으로 » (Young-in Kim et Jong-Yun Bae, « La coordination de la politique étrangère en Corée et ses limites pratiques : les relations stratégiques entre le président Roh Moo-hyun et le NSC », *국제정치논총 (Korean Journal of International Relations),* vol.56 (3), 2016, pp.93-94.

1065 National Security Council, République de Corée, 2004, *op.cit.,* p.20.

les sujets et les cibles du niveau de sécurité international ou mondial dans le cadre des valeurs universelles. Celles-ci sont la préservation du territoire et de la souveraineté au niveau micro, tout en assumant la notion de sécurité traditionnelle comme une stratégie fondamentale importante, mais pas seulement, et en englobant l'aspect mondial au niveau macro.

De plus, le document de stratégie en matière de sécurité, qui définit la stratégie de sécurité nationale comme « un plan global et systématique visant à mobiliser les ressources et les moyens disponibles du pays pour atteindre les objectifs de sécurité nationale dans le contexte de la situation de sécurité intérieure et extérieure »[1066], établit quatre piliers stratégiques de la politique de sécurité nationale : « la politique de paix et de prospérité », « la diplomatie pragmatique équilibrée », « l'autodéfense coopérative », et « l'approche globale de la sécurité ». Il présente également trois tâches stratégiques pour sa réalisation : « la résolution pacifique de la question nucléaire nord-coréenne et l'établissement d'un système pacifique dans la péninsule coréenne », « le développement parallèle de l'alliance et de l'autodéfense entre les États-Unis et la Corée », et « la prospérité et la coopération communes en Asie du Nord-Est », ainsi que deux tâches fondamentales : « la poursuite d'une coopération internationale globale » et « l'expansion de la sécurité intérieure ».

Le gouvernement utilise officiellement le terme de « politique de paix et de prospérité »[1067] comme une initiative clé symbolisant sa stratégie de sécurité nationale. Cette politique est essentiellement la continuation et le développement de la « Sunshine Policy » pensée par l'administration *Kim, Dae-jung*, à destination de la Corée du Nord, qui a hérité du principe de réconciliation et de coopération entre les deux Corées, mais l'élève au stade de la paix et de la prospérité et lui donne une nouvelle vision de l'ère de l'Asie du Nord-Est. Depuis son entrée en fonction, le gouvernement participatif propose cette vision de « l'ère pacifique et prospère de l'Asie du Nord-Est »[1068], l'un de ses trois objectifs nationaux et principe directeur de sa politique[1069].

Le concept de « l'ère pacifique et prospère de l'Asie du Nord-Est », qui fait partie

---

[1066] *Ibid.,* p.23.

[1067] 평화번영정책 en coréen.

[1068] 평화와 번영의 동북아 시대 en coréen.

[1069] Lors de son inauguration, l'administration de Roh Moo-hyun a défini trois objectifs nationaux : « Démocratie avec le peuple », « Société de développement équilibrée » et « l'ère pacifique et prospère de l'Asie du Nord-Est» ; 제16대 대통령직 인수 위원회 (16ème Comité de transition présidentiel), 제16대 대통령직 인수 위원회 백서: 대화 (Livre blanc de la 16e Commission de transition présidentielle : Un dialogue), Séoul, 2003, pp.233-236.

intégrante de la philosophie nationale et de la stratégie de sécurité nationale des gouvernements participants, définit la vision et les objectifs nationaux pour la Corée au XXI[e] siècle dans son discours inaugural comme suit :

> Nous devons construire une « communauté de prospérité » en Asie du Nord-Est, qui contribuera à la prospérité du monde et se transformera un jour en une « communauté de paix ». Je rêve depuis longtemps qu'un ordre de paix et de coexistence comme celui de l'Union européenne soit établi en Asie du Nord-Est. Ce n'est qu'à cette condition que l'ère de l'Asie du Nord-Est sera achevée. […] Pour que l'Asie du Nord-Est entre véritablement dans une nouvelle ère, la paix doit d'abord être institutionnellement établie dans la péninsule coréenne. Le fait que la péninsule coréenne reste la dernière zone de guerre froide sur Terre est un héritage malheureux du XX[e] siècle. Au XXI[e] siècle, la péninsule coréenne doit être transformée en une zone de paix qui rayonne sur le monde[1070].

Cette nouvelle vision et le nouvel objectif national de la Corée du Sud dans le cadre de l'initiative de « l'ère de l'Asie du Nord-Est » consistent à créer un ordre de coopération et d'intégration dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, là où un ordre de conflit et de confrontation subsiste, et à mettre en place une communauté pacifique et prospère en Asie du Nord-Est. Autrement dit, la « politique de paix et de prospérité », en tant que paradigme de politique de sécurité dans le cadre de cette vision, est une initiative de politique de sécurité de « gouvernement participant » qui vise à établir la paix dans la péninsule coréenne et à rechercher une prospérité commune entre les deux Corées, créant ainsi les bases d'une réunification pacifique et jetant les bases de la coexistence et d'une prospérité commune en Asie du Nord-Est[1071].

L'initiative de la communauté de l'Asie du Nord-Est est un projet ambitieux visant à instaurer un nouvel ordre de paix et d'intégration dans cette région sous la direction du président *Roh*[1072]. Elle repose sur l'hypothèse que la Corée du Sud peut jouer un rôle d'équilibreur régional en Asie du Nord-Est et sur le jugement stratégique que si cela est possible, cela apportera non seulement la paix et la stabilité dans la péninsule coréenne, mais réduira également l'influence excessive des États-Unis dans la péninsule coréenne et renforcera la voie de l'autodéfense[1073].

[1070] « 노무현 대통령 취임사 » (Discours d'investiture du Président Roh Moo-hyun); SBS News, le 25 février, 2003.

[1071] National Security Council, République de Corée, 2004, *op.cit.,* p.23.

[1072] 조경근, « 노무현 정부의 동북아 균형외교 » (Kyung-Keun Cho, « La « politique d'équilibrage en Asie du Nord-Est » de l'administration Roh Moo-hyun », *통일전략 (Unification Strategy*), vol.8 (1), 2008, pp.72-73.

[1073] 박영림, « 노무현의 동북아구상 연구: 인식, 비전, 전략 » (Yung-lim Park, « Vision et stratégie de Roh Moo-

En effet, le président *Roh, Moo-hyun* cherche à poursuivre une politique globale d'autodétermination en matière de politique étrangère et de sécurité. L'« autodétermination » est un pilier essentiel de la poursuite du développement national par *Roh*, et pour atteindre cet objectif, le discours de défense des gouvernements participants est élargi pour inclure « l'autodéfense coopérative »[1074]. Il s'agit là d'un changement significatif par rapport à la tendance de la politique étrangère et de sécurité de la Corée du Sud à s'appuyer fortement sur les États-Unis depuis la mise en place du gouvernement précédent. Le président *Roh*, essaye donc de promouvoir une politique étrangère autodéterminée en prônant l'« autodéfense coopérative » et l'« équilibre en Asie du Nord-Est » sans envisager l' « harmonisation » avec la politique étrangère de l'administration Bush des Etats-Unis[1075].

La position du président *Roh* dans cette perspective transparaissait déjà de manière évidente dans le discours qu'il a prononcé le 15 août 2003 à l'occasion de la fête de la libération de pays, au cours de la première année de son mandat. Il déclarait alors qu' « une nation indépendante doit être capable de se défendre avec ses propres forces de défense », et ajoute « au cours de mon mandat, je jetterai les bases pour que notre armée ait la capacité de se défendre dans les dix prochaines années »[1076].

Ainsi, sa philosophie consistant à établir une « relation mutuellement égale et réciproque entre les États-Unis et la Corée du Sud »[1077] est combinée à la « théorie de l'équilibre en Asie du Nord-Est » dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale[1078]. Cela se

---

Hyun pour l'Initiative de coopération en Asie du Nord-Est »), *역사비평 (Critical Review of History*), no.76, 2006, pp. 162-166.

[1074] 김종대, *노무현, 시대의 문턱을 넘다: 한미동맹과 전시작전권에서 남북정상회담에 이르기까지 (*Jong-dae Kim, *Roh Moo-hyun franchit le seuil d'une ère: De l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis au sommet intercoréen en passant par les pouvoirs de guerre*), Séoul : 나무의 숲, 2010, p.6.

[1075] 심세현, « 노무현 정부의 자주국방담론과 국방정책에 관한 연구 » (Sehyeon Sim, « Étude sur les discours et politiques de défense nationale autonome de l'administration Roh Moo-Hyun »), *한국군사학논집 (Korean Journal of Military Art and Science),* vol.73 (2), 2017, p.82.

[1076] « 제58주년 광복절 경축사 대통령 연설문 (Discours présidentiel à l'occasion des célébrations du 58e anniversaire de l'indépendance) », le 15 aout 2003.

[1077] 지병문, *현대 한국의 정치: 전개과정과 동인* (Byung-moon Ji, *La politique sud-coréenne contemporaine: développements et moteurs*), Goyang : PNC MEDIA, 2014, p.31.

[1078] Dans son discours sur l'état de la nation prononcé devant l'Assemblée nationale à l'occasion du deuxième anniversaire de son investiture, le 25 février 2005, Roh Moo-hyun a mentionné pour la première fois la doctrine de l'équilibre en Asie du Nord-Est en déclarant que « nos forces armées, en tant qu'armée indépendante ayant le droit d'opérer seule, joueront le rôle d'équilibre en Asie du Nord-Est et protégeront fermement la paix dans la région » ; « 취임 2주년 국회 국정연설 - 제17대 국회 제247회 제7차 국회(임시회) 본회의 (Discours sur l'état de la nation devant l'Assemblée nationale à l'occasion du deuxième anniversaire de son investiture - Séance plénière de la 247e session de la 17e Assemblée nationale (session extraordinaire)) », le 25 février, 2005, 노무현사료관 (Archives de Roh Moo-hyun).

concrétise par des tentatives de changement du système de l'armée des Etats-Unis stationnée en Corée (l'United States Forces Korea, USFK), par le transfert du commandement et du contrôle en temps de guerre, ainsi que par le redéploiement des troupes américaines en Corée du Sud[1079].

[1079] Au terme des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis ont cherché à ajuster le rôle des forces américaines dans la péninsule coréenne et l'alliance américano-coréenne, ce qui s'est traduit par la consolidation et le retour des bases militaires américaines disséminées dans le pays, la réduction des forces américaines basées au sol et un appel à la flexibilité stratégique au-delà de la défense de la péninsule coréenne. En outre, la position d'autodéfense de *Roh Moo-hyun* a conduit à l'apparition de négociations bilatérales actives. Entre-temps, les négociations qui ont commencé par le transfert de 10 missions militaires des États-Unis à la République de Corée sont devenues controversées dans le pays et à l'étranger, le gouvernement de la République de Corée exigeant le transfert du contrôle opérationnel en temps de guerre. L'administration de *Roh Moo-hyun* a entamé des négociations avec les États-Unis en 2006, alors qu'elle poursuivait sérieusement sa politique de transfert du contrôle total. Finalement, le 20 octobre 2006, les 38e consultations sur la sécurité entre les États-Unis et la Corée du Sud, qui se sont tenues à Washington, ont approuvé la décision de transférer les opérations de combat à la Corée du Sud et, le 23 février 2007, il a finalement été décidé que la date du transfert serait le 17 avril 2012. Toutefois, l'administration suivante, le gouvernement conservateur pro-américain de Lee Myung-bak, a retardé la décision.

2) La politique de sécurité dans le cadre de la « puissance moyenne »

Ce changement est dû aux objectifs motivés et à la proactivité diplomatique du dirigeant pour établir de nouvelles valeurs de sécurité en accord avec le paradigme de sécurité changeant du système international. Cela découle de la position de puissance nationale croissante du pays et de son identité internationale en tant que puissance moyenne[1080]. De fait, l'accent mis sur une diplomatie équilibrée plutôt que sur une diplomatie des factions reflète également les efforts de l'administration *Roh, Moo-hyun* pour se définir comme une « puissance moyenne » et pour définir le paradigme de la politique étrangère et de sécurité de l'administration *Roh*, qui cherche à rompre avec le paradigme de la guerre froide en matière de politique étrangère et de sécurité[1081].

Le concept de « puissance moyenne » est donc au cœur du discours de cette administration sur l'identité nationale de la Corée du Sud. Par rapport aux gouvernements précédents, le « gouvernement participatif » de *Roh* est beaucoup plus confiant dans sa position internationale et cherche à jouer un rôle plus actif dans la politique internationale. Pour décrire la position et le rôle de la Corée du Sud sur la scène internationale, ce gouvernement déclare que « la Corée du Sud est en train de devenir un pays de moyenne importance au sein de la communauté internationale »[1082], « en tant que puissance moyenne réputée au sein de la communauté internationale »[1083], et ajoute que « la Corée du Sud est un pays de taille moyenne dont l'économie et l'armée se situent au 12^{e} rang mondial, qui dispose d'un système démocratique et d'une forte présence culturelle »[1084].

En théorie, un pays de puissance moyenne est d'abord défini par rapport aux aspects matériels. Plus particulièrement, cela s'étudie au regard d'une base de caractéristiques physiques et économiques, telles que le développement économique et la puissance militaire d'un pays, sur la capacité d'un pays à influencer d'autres pays, comme sa puissance géographique, sa taille territoriale, sa population et sa position géopolitique qui ne sont ni

---

1080 이수형, « 중견국가와 한국의 외교정책: 노무현 정부의 동맹재조정 정책을 중심으로 » (Sooh-hyung Lee, « Théorie de la puissance moyenne et sécurité et politique étrangère du gouvernement Roh Moo-Hyun »), *국방연구 (JNDS),* vol.52 (1), 2009, pp.9-11.

1081 *Ibid*., p.4.

1082 MOFA-KOR, « 2003년 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère de 2003), 2004, p.297.

1083 MOFA-KOR, « 2006년 외교백서 » (Livre blanc sur la politique étrangère de 2006), 2006, p.145.

1084 국정홍보처 (Government Information Agency), « 참여정부 국정운영백서. 5. 통일·외교·안보 » (Le livre blanc du gouvernement participatif. 5. unification-diplomatie-sécurité), République de Corée, 2008, p.21.

grands ni petits en termes de puissance internationale[1085].

En outre, les puissances moyennes se distinguent non seulement par leur position dans le système mondial, y compris leur comportement diplomatique dans le système international, mais aussi par leur identité nationale [1086]. Etant donné qu'elles sont plus susceptibles de poursuivre des processus diplomatiques sans recourir à la force, les puissances moyennes se comportent de manière plus digne de confiance que d'autres États [1087]. Contrairement à l'alignement des intérêts, à la coopération ou à la coordination entre grandes puissances, les puissances moyennes dotées de capacités économiques et militaires modérées n'ont pas d'intérêts clairs qu'elles partagent les unes avec les autres[1088]. C'est dans ce rôle que les puissances moyennes ont le plus intérêt à instaurer une confiance extra-institutionnelle, à prendre des initiatives et à coordonner avec d'autres les efforts diplomatiques qui leur sont bénéfiques [1089]. Les puissances moyennes s'adonnent alors à rechercher des solutions multilatérales aux problèmes internationaux, à prôner le compromis et, en général, à faire partie de la solution aux problèmes au niveau international[1090].

D'où la préférence pour la « diplomatie multilatérale » et les « normes internationales » comme moyens d'atteindre cet objectif. Cette préférence pour la diplomatie multilatérale dans le cadre des normes internationales favorise l'influence internationale des États de taille moyenne, car ils sont plus susceptibles de poursuivre des processus diplomatiques sans recourir à la force. Cela suggère que les États moyens sont actifs dans des domaines secondaires tels que le maintien et l'imposition de la paix, et que la conformité à l'intérêt général est le principal modèle de comportement des États moyens, avec une tendance pour la « citoyenneté internationale consciencieuse », l'activisme multilatéral, les coalitions, la mise en place d'institutions et la médiation[1091].

En d'autres termes, les pays de puissance moyenne ont tendance à privilégier des

---

[1085] Michael I. Handel, *Weak States in the International System*, Londre : FRANK CASS & CO.LTD., 1990; et Bernard Wood, *Middle Powers and the General Interest, Middle Powers in the International System*, Ottawa: North-South Institute, 1990.

[1086] Andrew Fenton Cooper, Richard A. Higgott et Kim Richard Nossal, *Relocating Middle Powers: Australia and Canada in a Changing World Order,* Vancouver: University of British Columbia Press, 1993.

[1087] *Ibid*., p.18.

[1088] Carsten Holbraad, *Middle powers in international politics*, Berlin: Springer, 1984, p.76.

[1089] Oran Young, « The politics of international regime formation: managing natural resources and the environment », *International organization,* vol.43(3), 1989, pp.349-375.

[1090] Cooper et Higgott et al, 1993*, op.cit.,* p.19.

[1091] Louis Belanger et Gordon Mace, « Middle Powers and Regionalism in the Americas: The Cases of Argentina and Mexico », dans Andrew F. Cooper (dir.), *Niche Diplomacy: Middle Powers After the Cold War*, New York: St. Martin's Press, 1997, p. 171.

approches pacifiques et normatives plutôt que militantes des affaires internationales, à rechercher des solutions multilatérales et à adopter une position de compromis dans les différends internationaux. Ce faisant, ils adoptent une position de compromis dans les conflits internationaux et une « bonne citoyenneté internationale »[1092].

En conséquence, le fait que l'administration de *Roh, Moo-hyun* considère la Corée du Sud comme un pays de puissance moyenne ne s'explique pas simplement par le fait que ses capacités matérielles se situent au niveau de celles d'un pays à pouvoir moyen. En effet, le comportement diplomatique et les aspects normatifs en politique étrangère et de sécurité sont considérés comme contenant les attributs généraux d'un pays de puissance moyenne.

Dans cette perspective, dans le cadre de politique étrangère de *Roh*, la République de Corée devrait « dépasser la diplomatie passive du réalisme de l'État faible du passé et se positionner comme un pays de puissance moyenne, doté d'une puissance économique et d'un modèle de développement de l'économie de marché et de la démocratie »[1093], et elle souhaite jouer un rôle plus actif au sein de la communauté internationale en tant que « nation leader », conformément à son statut international[1094]. La position de la Corée du Sud sur cette approche de puissance moyenne et sur les nouvelles perceptions est exposée dans le livre blanc sur les opérations nationales, dont un extrait est relaté ici :

> Il s'agit d'une nouvelle perception du statut et de la puissance de la Corée du Sud. Pendant longtemps, nous avons eu l'impression d'être une petite « périphérie » de l'immense « centre mondial » qu'est la Chine. Dans l'ère post-moderne, cela s'est transformé en un sentiment de faiblesse à travers la colonisation, la division et la guerre. Par conséquent, le « réalisme des petites puissances » a toujours été à la base de la politique étrangère et de sécurité. Cependant, la Corée du Sud d'aujourd'hui n'est plus un pays faible au regard des normes mondiales. La Corée du Sud est devenue une puissance moyenne, avec la 12^{e} économie, la puissance militaire, la démocratie et la culture les plus importantes au monde. De ce fait, la tradition de la périphérie, le réalisme de l'État faible et le favoritisme des grandes puissances ne peuvent pas être notre philosophie en matière de politique étrangère et de sécurité au XXI^{e} siècle. Notre politique étrangère, de sécurité et de réunification au XXI^{e} siècle consiste à mener la paix et la prospérité de la péninsule coréenne en tant que

[1092] Aimee T. Kanner, *The Impact of Regional Integration on the Foreign Policy Options of Small and Middle Power States: The Case of Argentina, Portugal, Spain, and Uruguay,* Florida: University of Miami, 2001, p. 33 ; Andrew F. Cooper, « Like-minded nations and contrasting diplomatic styles: Australian and Canadian approaches to agricultural trade », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique,* vol.25(2),1992, pp.349-379 ; Cooper et Higgott et al, 1993, op.cit.,p.18; Cooper, 1997, op.cit ; et Mehmet Ozkan, « A New Approach to Global Security: Pivotal Middle Powers and Global Politics », *Perceptions,* vol. 11 (1), 2006, pp.77-95.

[1093] MOFA-KOR, « 참여정부 5년 외교성과: 국민과 함께 세계로 미래로 » (5 ans de gouvernement participatif: Aller de l'avant dans le monde avec les citoyens), 2007, p.11.

[1094] MOFA-KOR, 2006, *op.cit.,* p.73.

> pays de puissance moyenne et à promouvoir la paix et la prospérité en Asie du Nord-Est. Il est nécessaire de changer la perception selon laquelle la République de Corée peut être un acteur actif, et non un objet passif, dans la création d'un nouvel ordre dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, un nouvel ordre de paix et de prospérité[1095].

Ainsi, le « gouvernement participatif » cherche à donner à la Corée du Sud un rôle plus actif sur la scène internationale que par le passé sur cette perspective. Cela correspond à l'évolution de la situation internationale, mais en général, grâce à sa croissance économique, institutionnelle et internationale, la Corée du Sud cherche à se définir comme un pays à revenu intermédiaire en réponse aux questions sur la manière dont elle perçoit sa position ou son statut au sein de la communauté internationale. Cela signifie que la Corée du Sud reconnaît qu'elle est un pays distinct des États relativement faibles. En affirmant cela, elle tente également de tirer efficacement parti de sa position de puissance moyenne au sein de la communauté internationale.

Cette approche est liée à l'idée d'une « diplomatie pragmatique équilibrée »[1096], qui constitue le cadre de la promotion stratégique de la diplomatie du président *Roh, Moo-hyun*, à savoir parvenir à un équilibre et à une harmonie entre « les valeurs et les intérêts nationaux », « les alliances et la coopération multilatérale », « la mondialisation et l'identité nationale », « la Corée et les autres pays », et faire preuve de souplesse stratégique dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques afin d'atteindre les objectifs diplomatiques et de sécurité[1097]. Cela signifie construire une réalité nationale basée sur des valeurs universelles telles que la paix et les droits de l'homme, et développer des politiques multilatérales de sécurité et de coopération avec l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis comme base de la sécurité, mais aussi maintenir le statut et l'identité nationale tout en répondant activement aux tendances de la mondialisation et en établissant une réciprocité coopérative et horizontale dans les relations étrangères[1098].

Concrètement, elle vise des contributions et des responsabilités internationales à la hauteur de sa puissance nationale dans le cadre d'une puissance moyenne et tente d'étendre son influence. Pour cette raison, la Corée déploie des efforts considérables pour promouvoir une diplomatie avancée afin d'être reconnue comme un pays avancé et un acteur mondial au sein

---

[1095] Government Information Agency, République de Corée, 2008, *op.cit.,* pp.20-21.
[1096] 균형적 실용외교 en coréen
[1097] National Security Council, République de Corée, 2004, *op.cit.,* pp.25-26.
[1098] *Ibid.*

de la communauté internationale dans l'idée centrale que la Corée du Sud est « la première démocratie des droits de l'homme en Asie » et qu'elle souhaitait orienter ses capacités diplomatiques de manière à rendre plus réelles les valeurs universelles en tant que normes internationales, telles que la démocratie et les droits de l'homme[1099]. Cette approche de la diplomatie fondée sur les valeurs est clairement énoncée comme suit :

> En tant que pays respectueux des droits de l'homme et de la démocratie, la Corée du Sud continuera à contribuer au développement de la situation mondiale des droits de l'homme en faisant preuve de leadership international dans la défense et la promotion de la démocratie, en mettant en avant ses progrès dans le domaine des droits de l'homme et de la démocratie aux yeux du monde et en veillant à ce que les droits de l'homme et la démocratie en tant que « valeurs universelles » soient plus fermement établis en tant que principes directeurs de notre politique étrangère[1100].

Dans ce contexte, l'accès aux normes internationales et valeurs universelles est un aspect essentiel de la politique étrangère de la Corée du Sud, permettant d'assurer le succès de sa diplomatie de puissance moyenne et de rendre sa recherche active de la diplomatie de puissance moyenne plus justifiée à la scène mondiale. Le gouvernement de *Roh Moo-hyun* pense que la Corée du Sud deviendrait un pays de puissance moyenne au XXIe siècle, et donc cherche à étendre son influence en poursuivant « des contributions et des responsabilités internationales proportionnelles à sa force nationale »[1101]. Par conséquence, il déploie de grands efforts pour promouvoir une « diplomatie avancée » afin que la Corée du Sud soit reconnue comme un pays avancé et un acteur mondial au sein de la communauté internationale.

[1099] MOFA-KOR, 2007, *op.cit.,* p.56.
[1100] MOFA-KOR, 2003, *op.cit.,* p.426.
[1101] MOFA-KOR, 2006, *op.cit.,* p.73.

2. La coopération dans le domaine des affaires internationales

A. La poursuite de la coopération sur la question de la Corée du Nord

1) Le changement de perception à l'égard de la Corée du Nord

a. La politique des États-Unis et leur effet sur l'UE et la Corée du Sud

Les changements du paradigme de la sécurité internationale touchant les relations internationales, affectent également la question nord-coréenne. L'arrivée de l'administration *Bush* en 2001, la politique de fermeté des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord après les attentats du 11 septembre et l'attaque contre l'Irak ont incité la Corée du Nord à jouer une nouvelle fois la carte nucléaire. En effet, l'administration *Clinton*, avait adopté une politique globale visant à résoudre le problème nord-coréen par la négociation plutôt que par la confrontation et l'isolement avec la « Sunshine Policy » de la Corée du Sud[1102]. Or l'attitude « ABC (Anything But Clinton) »[1103] de l'administration *Bush* qui rejette les positions de politique étrangère en ce qui concerne la Coré du Nord simplement parce que l'administration précédente les avait prises[1104], attitude associée à la ligne dure des républicains conservateurs, aboutit à une position dure à l'égard de la Corée du Nord qui n'est pas la continuation de la politique de son prédécesseur.

[1102] Malgré les critiques des républicains et des conservateurs de l'administration Clinton, celle-ci a exprimé son intention de poursuivre une politique d'engagement avec la Corée du Nord, soulignant que Pyongyang avait maintenu son gel nucléaire conformément à l'accord de Genève. La première stratégie de sécurité du gouvernement mentionne également cette politique d'inclusion, en terme que « nous sommes prêts à engager des discussions larges et approfondies avec la Corée du Nord pour résoudre une série de problèmes, à condition que le Nord agisse de bonne foi et qu'il maintienne le gel des principaux éléments de son programme nucléaire », (The White House, « A National Security Strategy of Engagement and Enlargement », Washington, D.C.: U. S. Government Printing Office, July, 1994, p.24). En octobre 2000, à la fin de l'administration Clinton, Cho Myong Rok, premier vice-président de la Commission de défense nationale et directeur politique général des forces armées nord-coréennes, s'est rendu à Washington en tant qu'envoyé spécial, et la secrétaire d'État américaine Madeleine K. Albright s'est rendue à Pyongyang pour rencontrer le dirigeant nord-coréen Kim Jong Il, où des questions telles que l'établissement d'une mission diplomatique, l'identification des soldats américains disparus et des mesures concrètes visant à réduire les tensions dans la péninsule coréenne ont été discutées en profondeur.

[1103] Fred I. Greenstein, *The George W. Bush Presidency: An Early Assessment*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003, p.105.

[1104] James I. Matray, « The Failure of the Bush Administration's North Korea Policy: A Critical Analysis », *International Journal of Korean Studies,* vol.17(1), 2013, p.144; et 박건영, 정욱식, « 김대중-부시정부시기 한미관계- 대북정책을 중심으로 (Kun-young Park et Wook-sik Cheong, « Relations Corée-États-Unis sous Kim Dae-jung et Bush : focus sur la politique nord-coréenne »), *역사비평(Critical Review of History),* no.86, 2009, p.151.

Autrement dit, alors que la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord sous l'administration Clinton était favorable à la « Sunshine Policy », l'attitude de l'administration *Bush* était hostile à la Corée du Nord et peu encline à reconnaître les réalisations de *Kim, Dae Jung*. Ces attitudes contrastées des deux présidents américains se sont également manifestées dans leur dialogue avec *Kim, Dae-jung*. Lorsque le président sud-coréen *Kim, Dae-jung* a expliqué la rationalité et le caractère pratique de sa « Sunshine policy », lors du sommet américano-coréen de juin 1998, *Clinton* a répondu : « Compte tenu de sa stature et de son expérience, j'aimerais qu'il prenne les rênes de la péninsule coréenne », et ajoute « Il prendra le volant et conduira, et je me mettrai sur le côté et jouerai un rôle de soutien »[1105].

Cependant, lors du premier appel téléphonique avec Bush, le 16 décembre 2000, *Kim, Dae-jung* a réitéré sa politique d'engagement avec la Corée du Nord, mais Bush a bloqué le téléphone avec sa main et a déclaré : « Pour qui se prend-il, je ne peux pas croire qu'il soit si naïf »[1106]. En tant que principal acteur de la politique relative à la péninsule coréenne, il est inévitable que ce changement ait un impact majeur sur la politique de la Corée du Sud à l'égard de la Corée du Nord et sur l'attitude de la Corée du Nord à l'égard de la communauté internationale.

Cette dimension s'est reflétée lors du sommet entre les États-Unis et la Corée du Sud du 7 mars 2001, au cours duquel, en présence du président sud-coréen *Kim Dae-jung*, *Bush* a clairement indiqué que, même s'il soutenait la politique d'engagement de la Corée du Sud vis-à-vis de la Corée du Nord, il était sceptique à l'égard du dirigeant nord-coréen *Kim, Jong-il* et qu'il n'envisageait pas d'organiser prochainement des pourparlers sur les missiles[1107]. L'administration *Bush* a annoncé en juin 2001 qu'elle reprendrait le dialogue avec la Corée du Nord dans le but de mettre en œuvre les conventions de Genève[1108], de vérifier les missiles nord-coréens, d'imposer d'éventuelles restrictions et embargos et de réduire les armements conventionnels, et qu'elle prendrait des mesures telles que l'élargissement de l'assistance et l'assouplissement des sanctions si la Corée du Nord répondait positivement[1109]. Ensuite, le 27

[1105] 임동원, *피스메이커 : 남북관계와 북핵문제 25*년 (Dong-won Im, *Peacemaker : 25 ans de relations intercoréennes et la question nucléaire nord-coréenne*), Paju : Changbi Publishers, 2008, p.377.

[1106] Charles L. Pritchard, *Failed diplomacy: The tragic story of how North Korea got the bomb*, Washington, DC.: Rowman & Littlefield, 2007, p.52.

[1107] « Remarks by President Bush and President Kim Dae-Jung of South Korea », The Oval Office; Office of the Press Secretary, le 7 mars 2001, George W. Bush White House Archives.

[1108] Voir note 918 ci-dessus.

[1109] Le 6 juin 2001, il a déclaré que l'examen de la politique à l'égard de la Corée du Nord était terminé et a annoncé qu'il poursuivrait des négociations globales avec la Corée du Nord sur trois thèmes : le nucléaire, les missiles et la puissance conventionnelle. *The New York Times*, le 7 juin 2001.

juillet, le secrétaire d'État *Powell* a appelé au dialogue avec la Corée du Nord, déclarant que « les États-Unis étaient prêts à reprendre les pourparlers avec la Corée du Nord au moment et à l'endroit de leur choix et sans aucune condition »[1110].

Cependant, au lendemain des attentats du 11 septembre, la politique américaine à l'égard de la Corée du Nord s'est durcie. Le 5 octobre 2001, les États-Unis ont maintenu la Corée du Nord sur leur liste d'organisations terroristes[1111], qui est mise à jour tous les deux ans, bien que Pyongyang ait publié une déclaration contre le terrorisme peu après l'attentat[1112]. Ils ont également appelé la Corée du Nord à cesser de développer des armes de destruction massive et à accepter les inspections nucléaires. De plus, dans son discours sur l'état de l'Union, fin janvier 2002, le président *Bush* a identifié la Corée du Nord comme faisant partie de « l'axe du mal » avec l'Iran et l'Irak, soulignant que « le régime nord-coréen s'acharne à développer des missiles et des armes de destruction massive pendant que son peuple meurt de faim »[1113].

La position intransigeante des États-Unis à l'égard de la Corée du Nord et l'attaque de l'Irak ont amplifié le sentiment de crise de la Corée du Nord, ce qui a conduit à une impasse dans les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord et à une nouvelle pression pour que la Corée du Nord joue la carte du nucléaire. Lors d'une visite spéciale à Pyongyang le 3 octobre 2002, le secrétaire d'État adjoint américain aux affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, *James Kelly*, a soulevé la question du programme d'uranium hautement enrichi (UHE) avec les responsables nord-coréens. Le premier vice-ministre nord-coréen des affaires étrangères, *Kang, Suk-ju*, a alors déclaré avoir que « nous avons le droit de poursuivre notre programme d'UHE et que nous avons quelque chose d'encore plus puissant »[1114]. Le 17 octobre, les États-Unis ont divulgué le programme d'UHE de la Corée du Nord et ont annoncé que la Corée du Nord l'avait reconnu lors de la visite de *Kelly*[1115].

1110 *The Washington Post,* le 28 juillet 2001.

1111 Par les Etats-Unis, la Corée du Nord avait déjà été désignée comme État soutenant le terrorisme en 1988, principalement en raison de son implication dans l'attentat à la bombe perpétré contre un vol de passagers de la *Korean Airlines* en 1987 ; U.S. Department of State, « Country Reports on Terrorism 2019 : Democratic People's Republic of Korea », le 24 juin 2020, p.198.

1112 Le 12 septembre, au lendemain des attentats du 11 septembre, le porte-parole du ministère nord-coréen des affaires étrangères a qualifié la tragédie aux États-Unis d' « extrêmement regrettable et tragique » et a réitéré la position antiterroriste du pays, affirmant qu'il « reste inchangé dans son opposition à toutes les formes de terrorisme et à tout soutien qui lui est apporté » ; « 북한 외무성대변인 성명 (Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères de la Corée du Nord) », *조선중앙방송 (The Central Broadcasting of the Democratic People's Republic of Korea)*, le 12 septembre 2001.

1113 « President Delivers State of the Union Address », le 29 janvier 2002; George W. Bush White House Archives.

1114 Dong-won Im, *op.cit.,* pp.510-516.

1115 *The New York Times*, le 17 octobre 2002.

Dans ces conditions, le 17 octobre 2002, les États-Unis et la Corée du Sud ont publié une déclaration commune sur les plans de développement nucléaire de la Corée du Nord et ont adopté des positions politiques spécifiques sur la question nucléaire nord-coréenne. Premièrement, les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon ne toléreront aucune tentative de la part de la Corée du Nord de développer des armes nucléaires ; deuxièmement, la Corée du Nord doit respecter toutes les règles relatives à la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Troisièmement, le dialogue et la coopération trilatérale visant à résoudre la question nucléaire se poursuivront. Quatrièmement, la question du développement nucléaire sera abordée avec la Corée du Nord dans le cadre du dialogue intercoréen[1116].

Suite à ces déclarations, le huitième cycle de pourparlers ministériels intercoréens s'est tenu à Pyongyang du 19 au 23 octobre 2002. En pleine crise nucléaire, la Corée du Sud a fait part au Nord de la nécessité de résoudre la question nucléaire le plus tôt possible, mais peu de résultats ont été obtenus[1117]. Invoquant le programme d'uranium fortement enrichi de la Corée du Nord, les États-Unis ont annoncé qu'ils suspendaient les livraisons de fioul lourd dans le cadre de l'accord de Genève à partir de décembre 2002, ce à quoi la Corée du Nord a répondu le 12 décembre en levant son gel nucléaire, qui reposait sur les livraisons de fioul lourd, et en reprenant immédiatement l'exploitation et la construction de ses installations nucléaires[1118]. La Corée du Nord met alors fin à tous les outils d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et officialise son retrait du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) dans une déclaration gouvernementale du 10 janvier 2003. Depuis lors, les États-Unis ont renforcé leur pression sur la Corée du Nord, tandis que Pyongyang a eu recours à des tactiques de plus en plus extrêmes, notamment en expulsant les inspecteurs de l'AIEA et en annonçant son retrait du TNP, ce qui a déclenché la deuxième crise nucléaire nord-coréenne.

Il s'agit là d'une évolution de la stratégie de sécurité des États-Unis après le 11 septembre. Les États-Unis renforcent leurs capacités de défense et remodèlent fondamentalement leur système d'alliances afin de faire face aux menaces sécuritaires posées par les acteurs non étatiques décentralisés, en particulier les groupes terroristes. Cela recherche une transformation militaire et une transformation du système d'alliance mondial pour la

---

[1116] « 통일부 대변인실 발표 » (Annonce du bureau du porte-parole du ministère de l'Unification), le 17 octobre 2002, Ministère de l'Unification, République de Corée.

[1117] 이창헌 « 북한 핵문제에 대한 한국정부의 접근전략과 평가 (Chang-Hun Lee, « Une étude sur la stratégie du gouvernement de la République de Corée face aux problèmes nucléaires nord-coréens »), *정치정보연구 (The Journal of political science & communication)*, vol.6(2), 2003, p.111.

[1118] *The New York Times*, le 26 décembre 2002.

soutenir. En outre, les États-Unis se concentrent de plus en plus sur la prévention de la prolifération des armes de destruction massive afin d'éliminer les menaces qui pèsent sur la sécurité lorsque le terrorisme et les armes de destruction massive sont liés. La projection de la stratégie globale américaine de lutte contre le terrorisme et de non-prolifération dans la région de l'Asie du Nord-Est s'est traduite par une approche dure du programme nucléaire de la Corée du Nord. Les États-Unis considèrent les tactiques de développement nucléaire de la Corée du Nord comme faisant partie de leur stratégie de survie après la guerre froide, dans une perspective de lutte contre le terrorisme et de non-prolifération, ce qui a eu un impact sur la politique de la Corée du Sud et de l'Union européenne à l'égard de la Corée du Nord.

b. L'évolution de la politique sud-coréenne à l'égard de la Corée du Nord

Ainsi, ces environnements internationaux ont contribué à l'enlisement du processus de paix dans la péninsule coréenne, qui avait suscité l'optimisme à la suite de la « Sunshine Policy » de *Kim, Dae-jung* et du sommet intercoréen. Dès le départ, l'administration de *Roh, Moo-hyun* est confrontée à un défi majeur en matière de sécurité : la deuxième crise nucléaire nord-coréenne. En tant que candidat à la présidence, *Roh* a insisté sur la nécessité de résoudre le problème nucléaire nord-coréen par des négociations pacifiques plutôt que par la confrontation avec des mesures strictes[1119]. Après avoir été élu président, *Roh* déclare les « trois principes de la question nucléaire nord-coréenne »[1120] : une résolution pacifique par le biais de négociations et le rôle prépondérant de la Corée du Sud dans le processus. Dans le même temps, il s'engage à poursuivre la « Sunshine Policy » de de son prédécesseur *Kim, Dae-jung*, qui vise à parvenir à un règlement pacifique et à une prospérité partagée dans la péninsule coréenne par

[1119] En réponse à la stratégie dite d' « endiguement sur mesure » à la Corée du Nord évoquée dans les médias américains en décembre 2002, le président élu de l'époque, Roh Moo-hyun, a exprimé son opposition à cette idée. Lors d'une réunion avec le comité de transition présidentielle le 31 décembre 2002, le président élu Roh a déclaré qu'il était sceptique quant à l'efficacité de la politique d'endiguement des États-Unis pour contrôler ou soumettre la Corée du Nord, et a souligné que « la question devrait être examinée ensemble à l'avance, et non comme un processus d'annonce unilatérale par les États-Unis et d'acceptation unilatérale par la Corée du Sud », ajoutant que « ce n'est pas une véritable coopération entre les États-Unis et la Corée du Nord et que ce n'est pas le moyen de résoudre le problème » ; *연합뉴스 (Yonhap News Agency),* le 31 décembre 2002.

[1120] Lors d'une réunion avec le secrétaire d'État adjoint aux affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique, *Kelly*, qui était en visite en tant qu'envoyé spécial du président Bush, le 13 janvier 2003, le président élu *Roh Moo-hyun* a exposé sa politique en trois points à l'égard de la Corée du Nord, notamment la non-reconnaissance des armes nucléaires de la Corée du Nord et le rôle de premier plan de la Corée du Sud dans la résolution pacifique de la crise nucléaire nord-coréenne par le dialogue, sur la base d'une alliance solide entre la Corée du Sud et les États-Unis.

le biais d'une interaction continue et d'un renforcement de la confiance entre les deux Corées[1121].

La « politique de paix et de prospérité » du président *Roh, Moo-hyun*, et la stratégie de sécurité nationale, sont une initiative stratégique visant à « promouvoir la paix dans la péninsule coréenne et à poursuivre la prospérité commune entre les deux Corées, jetant ainsi les bases d'une réunification pacifique et d'un développement en tant que centre économique de l'Asie du Nord-Est »[1122]. En d'autres termes, il s'agit d'un concept qui englobe l'ensemble de la politique étrangère et de défense unifiée. Il repose sur l'idée que la question de la sécurité et de la paix dans la péninsule coréenne doit être abordée non seulement du point de vue des relations intercoréennes, mais aussi du point de vue de la paix et de la stabilité en Asie du Nord-Est[1123].

La stratégie de mise en œuvre de la politique de paix et de prospérité est divisée en trois phases, avec des objectifs fixés pour chacune d'entre elles : la première phase consistait à résoudre le problème nucléaire nord-coréen et à accélérer la promotion de la paix, la deuxième phase consistait à approfondir la coopération intercoréenne et à jeter les bases d'un système de paix, et enfin la troisième phase consistait à rechercher la signature d'un accord de paix et la mise en place d'un système de paix[1124]. Dans son discours d'investiture, le président *Roh* a énoncé quatre principes pour atteindre ces objectifs : 1) Toutes les questions doivent être résolues par le dialogue ; 2) Donner la priorité à la confiance mutuelle et pratiquer la réciprocité ; 3) Poursuivre une coopération internationale harmonieuse fondée sur le principe du bipartisme ; 4) Renforcer la transparence interne et externe, étendre la participation du public et parvenir à une coopération bipartisane[1125]. Il a également fixé un objectif de principe concernant le

---

[1121] 김근식, « 노무현 정부의 평화번영정책: 구상과 현실 그리고 과제 » (Keun-sik Kim, « La politique de paix et de prospérité de l'administration Roh Moo-hyun : Conception, réalité et mission »), *통일문제연구 (The Korean Journal of Unification Affairs),* vol.41 (1), 2004, p.8.

[1122] 통일부 (Ministère de l'Unification), « 참여정부의 평화번영정책 (Politique de paix et de prospérité des gouvernements participants) », 2003, Séoul, République de Corée, p.2 ; Keun-sik Kim, *ibid*., p.4 ; 조민, « 노무현 정부의 평화번영정책: 전망 및 과제 » (Min Cho, « Politique de paix et de prospérité du gouvernement Roh, perspectives et tâches »), *통일정책연구(Unification Policy Studies),* vol.12 (1), 2003, pp.1-32 ; et 김창희, « 노무현 정부의 평화번영정책과 제2차 남북정상회담 » (Chang-hee Kim, « La politique de paix et de prospérité dans l'administration de Roh Moo Hyun et les pourparlers du deuxième sommet intercoréen »), *통일전략 (Unification Stratrgy*), vol.8(1), 2008, p.148.

[1123] 통일부 (Ministère de l'Unification), « 2005 통일백서 » (Livre blanc 2005 sur l'unification), 2005, République de Corée, p.24.

[1124] 통일부 (Ministère de l'Unification), « 참여정부의 평화번영정책 (Politique de paix et de prospérité des gouvernements participants) », 2004, *op.cit.,* p.10.

[1125] *SBS News,* 2003, *op.cit.*

programme nucléaire de la Corée du Nord. Il a déclaré que « le développement présumé d'armes nucléaires par la Corée du Nord constitue une grave menace pour la paix dans la péninsule coréenne, en Asie du Nord-Est et dans le monde » et a poursuivi en disant que « le développement d'armes nucléaires est inacceptable », que « la Corée du Nord doit abandonner le développement nucléaire », que « si la Corée du Nord abandonne le développement nucléaire, la communauté internationale donnera à la Corée du Nord beaucoup de choses qu'elle souhaite » et que « la Corée du Nord doit choisir entre avoir des armes nucléaires ou bénéficier d'une stabilité systémique et d'un soutien économique »[1126].

Ainsi, le président *Roh* insiste sur le fait que la priorité dans les relations intercoréennes est la sécurité, et non la réunification ou la paix. Notamment, en matière de sécurité, il est primordial d'éliminer à l'avance le risque de guerre[1127]. En d'autres termes, l'objectif stratégique de sécurité le plus important du président *Roh Moo-hyun* et des gouvernements participants était la paix afin de garantir la vie et les biens de la population, ce qui s'est traduit par une politique d'opposition à toute forme de guerre[1128]. Par conséquent, toute pression ou mesure dure préconisée par les conservateurs américains ou sud-coréens est exclue, car elle pourrait déclencher une confrontation militaire dans la péninsule coréenne[1129].

Contrairement aux gouvernements précédents, qui ont toujours mentionné la réunification comme une priorité absolue pour la Corée, la politique de paix et de prospérité des gouvernements participants ne contient aucune initiative ou proposition spécifique en faveur de la réunification. Au contraire, il met l'accent sur la résolution pacifique de la question nucléaire nord-coréenne et sur l'établissement d'un système pacifique dans la péninsule coréenne par le biais de la coopération économique et de l'interaction entre les deux Corées, en tant que tâches à moyen et long terme. Le président Roh Moo-hyun définit ensuite la réunification comme la troisième valeur après la sécurité et la paix dans la péninsule coréenne, et a exprimé l'opinion qu'elle devrait être poursuivie à un rythme très tranquille par des étapes graduelles d'intégration économique, culturelle et politique[1130]. L'approche pragmatique de la

---

1126 *Ibid.*

1127 노무현 (Moo-hyun Roh), « 노무현 대통령 연설문: 군 주요 지휘관과의 대화 말씀 - 전략적 사고로 미래를 준비하자 » (Discours du président Roh Moo-hyun aux principaux commandants militaires - Préparer l'avenir par une réflexion stratégique), le 16 juin 2006, 노무현 사료관 (Archive de Roh Moo-hyun).

1128 « 청와대브리핑 » (Briefing de la Maison Bleue), le 5 juillet 2006, 통일외교안보정책실 (Bureau des affaires étrangères et de la politique de sécurité unifiées), 통일부 (Ministère de l'Unification), République de Corée.

1129 « 청와대브리핑 » (Briefing de la Maison Bleue), le 29 septembre 2006, 국가안전보장회의 사무처 (Bureau du Conseil national de sécurité), République de Corée.

1130 Moo-hyun Roh, 2006, *op.cit.*

sécurité, qui donne la priorité à la vie et à la propriété des personnes par rapport à d'autres valeurs est une fois de plus évidente dans le fait que les gouvernements participants considèrent la sécurité comme la valeur la plus importante[1131].

[1131] Sheen, *op.cit.,*p.47.

2) À la recherche de la concertation entre l'UE et la Corée du Sud

a. La question nucléaire nord-coréenne

Contrairement aux États-Unis, qui ont adopté une attitude stricte à l'égard de la Corée du Nord sous l'administration *Bush* en 2001 suite aux attentats du 11 septembre, l'Union européenne a d'abord maintenu une position cohérente de soutien favorable et d'aide humanitaire à l'égard de la Corée du Nord. Lorsque Bush a formalisé l' « Axe du Mal »[1132], *Chris Patten*, responsable de la politique étrangère de l'Union européenne déclare que le discours de *Bush* était « plus rhétorique que substantiel », et qualifie également le discours de « peu utile ». Il déclare qu'il était « difficile de croire » que le commentaire de Bush sur l'axe du mal était une « politique mûrement réfléchie »[1133].

Fin 2001, la Commission européenne publie un rapport stratégique sur l'assistance à la Corée du Nord dans le cadre de la coopération au développement. Il définit le cadre stratégique et les objectifs de l'assistance technique en RPDC pour quatre ans, afin d'« encourager le développement durable »[1134] sur l'assistance humanitaire et technique. Dans ce rapport, le soutien de l'UE à la Corée du Nord est une politique fondamentalement basée sur des valeurs et cohérente avec l'identité et les objectifs actuels de l'UE, en ce que :

> La politique de développement de la Communauté devrait contribuer à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, et encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ainsi, la coopération au développement est un processus multidimensionnel qui couvre la croissance équitable à grande échelle, le renforcement des capacités et des institutions, le développement du secteur privé, les services sociaux, l'environnement, la bonne gouvernance et les droits de l'homme[1135].

Par la suite, le 15 mars 2002, la Commission européenne approuve une décision d'octroi de 5,55 millions d'euros à la RPDC par l'intermédiaire du programme ECHO[1136], puis en juillet, l'UE adopte le programme indicatif national (2002-2004) pour la RPDC, qui détaille les projets d'assistance technique envisagés, y compris les projets pilotes.

1132 Voir note 1113 ci-dessus.
1133 *Guardian*, le 9 février 2002.
1134 Commission européenne, « European commission, The EC - Democratic People's Republic of Korea (DPRK) Country Strategy Paper 2001-2004», le 31 décembre 2001.
1135 *Ibid.*
1136 Communiqué de presse, Commission européenne, le 15 mars 2002.

Toutefois, en octobre, marquée par la deuxième crise nucléaire nord-coréenne concernant le développement d'uranium hautement enrichi, l'UE adopte une position plus ferme, en publiant une déclaration en réponse aux allégations américaines :

> L'Union européenne prie instamment la Corée du Nord de lui fournir immédiatement des éclaircissements à ce sujet. […] L'UE demande à la Corée du Nord de prendre immédiatement des mesures pour se conformer aux engagements internationaux de non-prolifération et mettre fin à son programme d'armement nucléaire de manière vérifiable, conformément à l'accord de garanties qu'elle a conclu avec l'AIEA. L'Union européenne espère que les récents progrès du processus de paix dans la péninsule coréenne ne seront pas compromis. L'Union européenne est disposée à collaborer avec toutes les parties pour trouver une issue pacifique à la situation[1137].

Cette approche contraste avec celle des États-Unis, qui déclarent une guerre contre le terrorisme, alors que l'approche de l'UE à l'égard de la question nucléaire nord-coréenne consiste à donner la priorité à la paix dans la péninsule coréenne.

Un mois plus tard, le 19 novembre 2002 les conclusions du Conseil formalisent une nouvelle orientation fondamentale de la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord. Elles appellent « la Corée du Nord à démanteler immédiatement le programme de manière vérifiable et à respecter pleinement tous les engagements qu'elle a contractés au niveau international »[1138], et posent la question du soutien de l'UE de la manière suivante :

> Le Conseil a demandé, compte tenu du programme d'armements nucléaires de la Corée du Nord, que la Commission et les États membres réexaminent leurs activités à l'égard de la Corée du Nord, y compris l'assistance technique et les mesures commerciales, sur la base d'un inventaire de tous les moyens à leur disposition. L'aide humanitaire et alimentaire en faveur de la population de la Corée du Nord est maintenue [...] Le Conseil continuera de suivre attentivement l'évolution de la situation dans la péninsule et réexaminera, le cas échéant, la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord.

Ainsi, elle précise son engagement à renforcer la coopération avec la Corée du Nord et à soutenir le processus de réconciliation dans la péninsule coréenne, à condition que la Corée du Nord respecte pleinement la non-prolifération internationale des armes nucléaires et des armes de destruction massive. L'annonce d'un réexamen complet de l'aide à la Corée du Nord marque

[1137] « Déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne concernant le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord », le 18 octobre 2002.
[1138] Conseil européen, « Relations extérieures », 2464ème session du Conseil, Bruxelles, le 19 novembre 2002.

un changement de cap dans la politique de l'UE.

Avant cela et parallèlement, le Parlement européen débat également de la question du soutien de l'UE à la KEDO. Il adopte aussi une position ferme à l'égard du nucléaire de la Corée du Nord. Néanmoins, les tentatives de l'UE de séparer la question nucléaire nord-coréenne de l'aide humanitaire à la Corée du Nord sont mises en évidence par les remarques de député *Tannock* du groupe PPE :

> Si la République démocratique populaire de Corée n'accepte pas de modifier sa politique et de désarmer ses armes nucléaires, l'entière contribution de l'Union européenne à la KEDO doit être interrompue […] Néanmoins, l'aide humanitaire doit se poursuivre à travers le Programme alimentaire mondial et ECHO. L'Union européenne est l'un des quelques organismes à avoir des relations avec ce pays et doit utiliser son influence et son accès au gouvernement afin de résoudre cette situation de manière satisfaisante[1139].

En d'autres termes, l'UE signale son intention de s'aligner sur d'autres alliés en matière de sécurité mondiale, tout en continuant à affirmer sa propre identité des valeurs dans les relations internationales.

Le lendemain, le Parlement européen adopte une résolution visant à mettre fin au financement du projet KEDO, intitulée « le déblocage de la ligne KEDO inscrite à la réserve du budget 2003 à la lumière de l'évolution de la situation et en étroite consultation avec la Commission »[1140]. Elle encourage à poursuivre les efforts en Corée du Nord avec « une aide humanitaire suffisante aux enfants et aux autres groupes vulnérables de la population en distribuant, aussi rapidement que possible, des fournitures médicales et plus de 100 000 tonnes de céréales en vue de couvrir les besoins du Programme alimentaire mondial pour le reste de l'année 2002 ainsi que pour le mois de janvier de l'année prochaine; estime que ceci nécessitera un contrôle continu pour garantir l'acheminement de l'aide aux populations visées »[1141]. Suite à ces développements, le 14 novembre, l'Union européenne, ainsi que d'autres partenaires tels que, les Etats-Unis, le Japon, la Corée du Sud, retire son soutien à la KEDO pour arrêter les livraisons de pétrole à la Corée du Nord[1142].

1139 Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Bruxelles, le 6 novembre 2002.

1140 Parlement européen, « Financement du secteur nucléaire en Corée du Nord (KEDO) Résolution du Parlement européen sur l'Organisation pour le développement énergétique de la péninsule coréenne (KEDO) », le 7 novembre 2002 ; Journal officiel de l'Union européenne, n° C16E/97 du 22 janvier 2004.

1141 *Ibid.*

1142 *Le Monde*, le 16 novembre 2002.

En décembre 2002, la Corée du Nord déclare publiquement qu'elle levait le gel nucléaire stipulé dans l'accord-cadre de Genève[1143]. Puis, le 10 janvier 2003, la Corée du Nord déclare qu'elle se retire du traité en vertu des dispositions de l'article 10 du TNP[1144] dès lors que « la souveraineté et la sécurité de notre pays sont gravement menacées par la politique hostile des États-Unis à l'égard de la péninsule coréenne et de la République de Corée »[1145].

Trois jours plus tard, le haut représentant de l'UE, *Solana*, et le ministre sud-coréen des affaires étrangères, *Choi, Sung-hong,* ont un entretien téléphonique à ce sujet, afin de discuter des moyens de traiter la question nucléaire nord-coréenne. *Choi* exprime son appréciation pour la contribution de l'UE à l'établissement d'une politique pacifique dans la péninsule coréenne, y compris les réformes et l'ouverture de la Corée du Nord, et demande à l'UE d'intensifier ses efforts pour persuader la Corée du Nord par ses canaux, tandis que Solana exprime sa détermination de travailler avec les pays concernés pour parvenir à une résolution pacifique et diplomatique[1146].

Un mois plus tard, du 10 au 12 février, le haut représentant de l'UE, *Solana* se rend en Corée du Sud pour rencontrer le président *Kim, Dae-jung* et le président élu *Roh, Moo-hyun*, et pour s'est entretenir avec le ministre des Affaires étrangères *Choi, Sung-hong* et le ministre de la Défense *Lee, Joon*[1147]. Lors de la réunion du 11 février entre le haut représentant de l'UE, Solana, et le ministre des Affaires étrangères *Choi, Sung-hong*, ce dernier se rend compte que l'UE soutenait activement les efforts diplomatiques du gouvernement sud-coréen en vue d'une résolution pacifique de la question nucléaire nord-coréenne. Il demande alors qu'un haut représentant de l'UE se rende à l'avenir en Corée du Nord à des moments opportuns pour

---

[1143] Les États-Unis ont annoncé en décembre 2002 qu'ils suspendaient les livraisons de fioul lourd dans le cadre de l'accord de Genève, en invoquant le programme d'uranium fortement enrichi de la Corée du Nord. La Corée du Nord a réagi le 12 décembre en levant son gel nucléaire, qui reposait sur les livraisons de fioul lourd, et en reprenant immédiatement l'exploitation et la construction de ses installations nucléaires.

[1144] Article 10 du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires : « Chaque Partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, aura le droit de se retirer du Traité si elle décide que des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du présent Traité, ont compromis les intérêts suprêmes de son pays. Elle devra notifier ce retrait à toutes les autres Parties au Traité ainsi qu'au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies avec un préavis de trois mois. Ladite notification devra contenir un exposé des évènements extraordinaires que l'État en question considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes ».

[1145] La Corée du Nord n'a pas décrit spécifiquement la « situation d'urgence mettant en danger les intérêts terrestres du pays » telle que définie dans le TNP, se contentant d'indiquer que la menace était causée par les politiques hostiles des États-Unis ; Kirsten Schmalenbach, *Casebook Internationales Recht*, Wien : facultas Universitätsverlag, 2014, pp.171-172.

[1146] 외교부 보도자료 (Communiqués de presse du ministère des Affaires étrangères), « 북한 핵문제 관련 최성홍 외교통상부 장관과 솔라나 유럽연합 고위대표간 통화 » (Appel entre le ministre des Affaires étrangères Choi Sung-hong et le Haut représentant de l'UE Solana sur la question nucléaire nord-coréenne), le 13 janvier 2003.

[1147] 외교부 보도자료 (Communiqués de presse du ministère des Affaires étrangères), « 솔라나(Solana) 유럽연합 고위대표 방한 » (Visite de M. Solana, Haut Représentant de l'UE, en Corée), le 7 février 2003.

transmettre aux dirigeants nord-coréens l'inquiétude de la communauté internationale et pour les persuader de prendre des mesures proactives pour résoudre le problème[1148].

Soulignant que la question nucléaire nord-coréenne est un sujet de préoccupation pour l'ensemble de la communauté internationale et que sa résolution nécessite un effort international uni, Solana déclare que l'Union européenne contribuera activement au règlement pacifique de la question nucléaire nord-coréenne sur la base de cette reconnaissance. L'UE enverra aussi un haut représentant en Corée du Nord à un moment approprié à l'avenir et consultera étroitement les États-Unis, le Japon et les autres pays concernés dans ce processus, tout en respectant la position de la Corée du Sud en tant que partie prenante[1149].

Solana tient également une conférence de presse au centre de presse de Séoul le 12 décembre pour exprimer son soutien et son accord avec la politique du président élu *Roh, Moo-hyun* à l'égard de la Corée du Nord. En ce qui concerne la nécessité de prise de sanctions contre la Corée du Nord dans l'éventualité d'un renvoi de la question nucléaire nord-coréenne par le Conseil de sécurité des Nations unies, il a clairement indiqué la chose suivante : « je ne pense pas que ce soit le moment de prendre des sanctions »[1150]. Interrogé sur les différences entre les États-Unis et la Corée du Sud sur la question nucléaire nord-coréenne, il a déclaré : « il n'est pas souhaitable de souligner les différences entre les États-Unis et la Corée du Sud », ajoutant : « il n'y a pas de différence entre les États-Unis, la Corée du Sud et l'Union européenne dans la résolution de la question nucléaire nord-coréenne »[1151].

Le 26 février 2003, le président *Roh, Moo-hyun* rencontre *Tassos Yiannitsis*, ministre grec des affaires européennes et, représentant de l'Union européenne dans le cadre de sa présidence de l'UE au premier semestre 2003, qui est en visite en Corée du Sud pour fêter son investiture. *Roh* se dit reconnaissant de la coopération de l'UE avec la politique nord-coréenne de la Corée du Sud et de sa contribution au respect des droits de l'homme et à l'ouverture de la Corée du Nord[1152]. En réponse, le ministre *Yiannitsis* déclare que « l'UE n'a pas l'intention de jouer un rôle de médiateur dans le dossier nucléaire nord-coréen, mais souhaite contribuer à la recherche d'une solution ». Il ajoute que « l'UE s'oppose au programme nucléaire de la Corée du Nord mais espère une résolution par le dialogue, et l'aide humanitaire

[1148] *Ibid.*
[1149] *Ibid.*
[1150] *연합뉴스* (*Yonhap News Agency*), le 12 février 2003.
[1151] *Ibid.*
[1152] *연합뉴스* (Yonhap News Agency), le 26 février 2003.

à ce pays devrait se poursuivre ». « L'UE envisage également de reprendre l'aide alimentaire à la Corée du Nord », a-t-il ajouté, clarifiant ainsi la position de l'UE à l'égard de la Corée du Nord[1153].

L'importance de l'UE pour les relations intercoréennes est également reconnue par le président *Roh, Moo-hyun* lui-même un mois plus tard dans le discours qu'il prononce à l'occasion du 1er mars pour commémorer le mouvement de l'indépendance de la Corée :

> Je présenterai au peuple un rapport détaillé sur les relations intercoréennes, et nous agirons sur la base d'un consensus national en recherchant la coopération de l'opposition […] Nous nous engagerons également activement auprès de nos voisins, notamment les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie, et auprès de la communauté internationale, y compris l'Union européenne[1154].

Du 22 au 25 avril, les députés interparlementaires du Parlement européen rencontre le Président *Roh, Moo-hyun*. Le Président *Roh* leur présente sa politique étrangère et de sécurité, y compris la politique à l'égard de la Corée du Nord. Puis, le député Ford expose la position du Parlement européen sur la Corée du Nord :

> L'UE continuera à fournir une assistance humanitaire à la Corée du Nord, quoi qu'il arrive ; l'UE poursuivra les programmes de coopération existants mais n'en lancera pas de nouveaux tant que la question nucléaire ne sera pas résolue ; l'UE est prête à organiser une visite de la troïka à Pyongyang mais seulement si une rencontre avec Kim Jong Il est acceptée ; l'UE soutient les pourparlers à sept portant sur les questions de sécurité et l'assistance économique ; le Parlement européen « dégèlera » la contribution financière de l'UE à la KEDO[1155].

Le président *Roh, Moo-hyun* est impressionné et répond par l'affirmative. Et puis, il confirme que de nombreuses parties sont nécessaires pour résoudre le problème et estime qu'il est juste de lever le gel du budget de la KEDO de l'UE[1156]. Lors de la rencontre avec les députés européens et suite au compte rendu de Ford par rapport à sa visite en Corée du Nord en février, Le ministres des affaires étrangères et du commerce, *Yun, Yeong-kwan* confirme que « l'UE apparaît comme un médiateur crédible avec la Corée du Nord »[1157].

1153 *Ibid.*

1154 노무현, « 제84주년 3·1절 기념사 대통령 연설문 » (Moo-hyun Roh, « Discours présidentiel lors du 1ere mars pour commémorer le mouvement de l'indépendance de la Corée »), le 1 mars 2003, 노무현 사료관 (Archive de Roh Moo-hyun).

1155 AHPE, PE5APPV/DASE.1999_20030422, « 7th EP/Korea Interparliamentary Meeting », les 22 et 25 avril 2003.

1156 *Ibid.*

1157 *Ibid.*

De cette manière, la relation entre l'UE et la Corée du Sud s'approfondit pour devenir une relation mutuellement bénéfique et partagée. Toutefois, depuis l'administration *Roh, Moo-hyun,* la coopération mutuelle directe entre ces deux Etats sur la question nord-coréenne devient beaucoup plus modeste que sous l'administration précédente de *Kim, Dae-jung*. Alors que l'administration de *Kim, Dae-jung* était plus « directe » dans son approche par rapport à l'UE, l'approche de l'administration de *Roh, Moo-hyun* peut être considérée comme découlant de l'orientation politique centrale du rôle de premier plan de la Corée du Sud dans la résolution pacifique de la question nord-coréenne. En d'autres termes, alors que *Kim, Dae-jung* considérait l'UE comme un acteur médiateur prépondérant « aidant » dans le dossier nord-coréen, *Roh, Moo-hyun* considère l'UE comme l'un des principaux acteurs partenaires internationaux « influençant » le dossier nord-coréen.

b. La question des droits de l'homme en Corée du Nord

Dans ce contexte, la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord est transformée par les changements intervenus dans la sécurité internationale sous l'impulsion des États-Unis et par la stratégie élargie de l'UE en matière de concept de sécurité. À partir de la stratégie de sécurité de 2003, qui relève que « des problèmes tels que ceux […] de la péninsule coréenne ont une incidence directe et indirecte sur les intérêts européens, tout comme les conflits plus proches », et qu'« à l'ère de la mondialisation, les menaces lointaines peuvent être aussi préoccupantes que celles qui sont proches. Les activités nucléaires en Corée du Nord, les risques nucléaires en Asie du Sud et la prolifération au Moyen-Orient sont autant de sujets de préoccupation pour l'Europe »[1158]. Ainsi, l'UE commence à considérer la question nord-coréenne dans un contexte international plus large de sécurité humaine.

Cette approche représente une réorientation majeure de la politique de l'UE à l'égard de la Corée du Nord, qui passe d'une approche bilatérale à une approche multilatérale fondée sur des normes internationales. Elle découle également de la tendance à renforcer le multilatéralisme depuis que la stratégie de 2003 mentionnée plus haut en a fait l'un des objectifs stratégiques de l'UE, comme suit :

[1158] Conseil de l'Union européenne, 2003, *op.cit.*

> La qualité de la société internationale dépend de la qualité des gouvernements qui en sont les fondements. La meilleure protection pour notre sécurité est un monde fait d'États démocratiques bien gouvernés. Propager la bonne gouvernance, soutenir les réformes sociales et politiques, lutter contre la corruption et l'abus de pouvoir, instaurer l'État de droit et protéger les droits de l'homme : ce sont là les meilleurs moyens de renforcer l'ordre international[1159].

Autrement dit, dans le cadre de sa nouvelle stratégie de sécurité, la dimension sécuritaire, fondée sur des valeurs qui distinguent l'UE des autres acteurs de la sécurité est intégrée à l'accent mis sur la promotion des droits de l'homme et à l'appel en faveur d'une approche multilatérale efficace[1160]. Les considérations relatives aux droits de l'homme poussent l'UE à s'impliquer dans une crise de sécurité internationale concernant la Corée du Nord et à s'engager à travers le Conseil des droits de l'homme des Nations unies dans le cadre multilatéral, qui est l'un des meilleurs moyens de renforcer l'ordre international.

En conséquence de ce changement de politique, l'UE porte systématiquement les questions de l'homme en Corée du Nord devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies depuis 2003, ce qui a entraîné des frictions diplomatiques avec Pyongyang[1161]. De fait, l'UE s'engage officiellement, avec la Corée du Nord sur les questions de droits de l'homme depuis le 20 novembre 2000, date à laquelle le Conseil européen a explicitement inclut une section sur les droits de l'homme dans ses conclusions, dans les termes suivants « l'évolution des rapports de l'Union européenne et de ses Etats-membres avec la République populaire démocratique de Corée prendra en compte notamment de l'évolution de la situation des droits de l'Homme, notamment le respect des pactes des Nations Unies relatifs aux droits de l'Homme »[1162].

Dans ce contexte, un dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Corée du

---

[1159] *Ibid.*

[1160] Julia Schmidt, « The development of new crisis management tools and their impact on human rights » dans Nuno Ferreira et Dora Kostakopoulou (eds.), *The Human Face of the European Union : Are EU Law and Policy Humane Enough?*, Cambridge: Cambridge University Press, 2016, p.334.

[1161] La question des droits de l'homme en Corée du Nord a également été soulevée au niveau des États membres de l'UE. Aux Nations unies, des résolutions sur la situation des droits de l'homme en Corée du Nord ont été coparrainées lors des 49e et 50e sessions de la sous-commission des droits de l'homme en 1997 et 1998, sous la direction de Louis Joinet de France. Lors de la 49e session, le 21 août 1997, le rapport a été adopté par 13 voix pour, 9 contre et 4 abstentions. Lors de la 50e session, le 18 août 1998, le rapport a été adopté par 19 voix pour, 4 contre et 1 abstention ; « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée (E/CN.4/SUB.2/RES/1997/3) », 24ème séance, le 21 août 1997; et « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée (E/CN.4/Sub.2/1998/L.11) », 25ème séance, 19 août 1998, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, l'ONU. Cependant, ce n'est qu'en 2003 que la question des droits de l'homme en Corée du Nord a été proposée à la communauté internationale, notamment à l'ONU, au nom de l'Union européenne.

[1162] Conseil européen, « Affaires générales », 2308ème session du Conseil, Bruxelles, le 20 novembre 2000.

Nord, distinct du dialogue politique, s'est d'abord tenu à Bruxelles[1163], puis à Pyongyang en juin 2002. Cependant, le dialogue a de nouveau été interrompu lorsque la Corée du Nord a refusé l'entrée demandé par l'Union européenne au rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme[1164]. De plus, les Etats membres de l'Union européenne qui ont établi des relations diplomatiques avec la Corée du Nord ont également poursuivi le dialogue avec les autorités nord-coréennes sur les questions relatives aux droits de l'homme, sans grand succès. La France, par exemple, a envoyé plusieurs lettres d'enquête à la Corée du Nord sur les questions relatives aux droits de l'homme, mais n'a reçu aucune réponse de la part des autorités nord-coréennes[1165]. Ainsi, constatant les limites de ces canaux bilatéraux, l'UE s'est tournée vers le canal multilatéral du Conseil des droits de l'homme des Nations unies.

Lors de la 58e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2002, l'Union européenne commence à évoquer aux questions des droits de l'homme en Corée du Nord d'une manière critique, et adopte une position stricte et dure. Il est rapporté que « l'Union a fait part de ses préoccupations dans le cadre de son dialogue politique avec ce pays et souhaite que les discussions se poursuivent. La République populaire démocratique doit toutefois faire preuve d'une attitude constructive dans ces discussions, qui n'ont jusqu'à présent donné aucun résultat concret »[1166].

Toutefois, le gouvernement de *Kim, Dae-jung* a rejeté la tentative de l'UE d'introduire une résolution sur la Corée du Nord, parce que « condamner le bilan de la Corée du Nord en matière de droits de l'homme isolerait davantage le pays et aurait un impact négatif sur l'intégration de la Corée du Nord au sein de la communauté internationale. Si elle n'est pas membre de la communauté internationale, il est inutile d'essayer de faire pression sur elle », a déclaré le gouvernement de *Kim, Dae-jung*[1167]. En effet, le gouvernement de *Kim, Dae-jung* a tenté de traiter la Corée du Nord de manière amicale après le premier sommet intercoréen.

1163 Voir note 988 ci-dessus.

1164 고상두, « 유럽연합의 대북 공동외교정책의 성격 » (Sang-tu Ko, « La nature de la politique étrangère commune de l'UE à l'égard de la Corée du Nord »), 전남대학교 글로벌디아스포라연구소 국내학술회의 학술대회자료 (Actes de la conférence nationale de l'Institut de recherche sur la diaspora mondiale, Université nationale de Chonnam), juin 2010, p.75.

1165 허만호, « 유럽연합의 대 북한 인권정책과 유엔 인권위원회의 대북결의 채택 » (Man-ho Heo, « Politique de l'UE concernant les droits de l'homme en Corée du Nord et adoption de résolutions par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies »), *대한정치학회보 (Korean Journal of Political Science)*, vol.12(2), 2004, p.6.

1166 L'ONU, « Summary Record of the 29th Meeting », Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, le 13 avril 2002, p.4.

1167 *동아일보 (Dong-a Ilbo),* le 23 avril 2003.

Néanmoins, le gouvernement de *Kim, Dae-jung* a également laissé une marge de manœuvre et déclare que « le gouvernement sud-coréen respectera la décision de l'UE »[1168].

Dans ce contexte et, avec la deuxième crise nucléaire nord-coréenne, la situation des droits de l'homme en Corée du Nord est révélée par les transfuges et les ONG, et la question des droits de l'homme en Corée du Nord redevient une question internationale. Dès l'adoption d'une résolution du Parlement européen en 2003, l'Union européenne s'est clairement engagée, dans le cadre de sa politique étrangère, dès lors que « la protection et la promotion des Droits de l'homme et des droits fondamentaux comptent parmi les principes essentiels de l'Union et que l'attachement aux principes de démocratie et de primauté du droit constitue un aspect capital de la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE ainsi que de sa politique de coopération au développement et de ses relations extérieures dans leur ensemble »[1169], à inclure la Corée du Nord dans les résolutions des Nations unies sur les droits de l'homme. Le député, *Cushnahan* du groupe de PPE déclare que « la protection et la promotion des droits de l'homme constituent un des principes fondamentaux de l'UE. Il est impératif pour l'UE de se montrer cohérente dans ses positions sur les droits de l'homme sur la scène mondiale et particulièrement à Genève »[1170], cette stratégie est aussi une manière de représenter l'identité de l'Union européenne dans la scène internationale.

Le débat sur une résolution relative aux droits de l'homme en Corée du Nord débute lors de la 59e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le 16 avril 2003, avec l'introduction d'une proposition de la présidence de l'UE, la Grèce. En rappelant la 58e session du Conseil des droits de l'homme des Nations unies en 2002 et en exprimant sa préoccupation face aux graves violations des droits de l'homme en Corée du Nord, la Grèce déclare que « la situation ne s'est pas améliorée et que les organisations humanitaires internationales rencontrent de grandes difficultés pour distribuer l'aide aux personnes dans le besoin en raison des problèmes d'accès et des conditions de travail dans ce pays »[1171]. Il explique également que la résolution visait à « attirer l'attention de la communauté internationale sur la situation des droits de l'homme et la situation humanitaire dans ce

[1168] Man-ho Heo, *op.cit.,* p.6.

[1169] Parlement européen, « Résolution du Parlement européen sur les droits, les priorités et les recommandations de l'UE dans la perspective de la 59e session de la commission des Droits de l'homme des Nations unies, qui se tiendra à Genève du 17 mars au 25 avril 2003 », le 30 janvier 2003, Journal officiel de l'Union européenne, n° C39 E/70, le 18 février 2003.

[1170] Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats : 59e session de la Commission des droits de l'homme (Genève, du 17.03 au 25.04.2003) », Bruxelles, le 29 janvier 2003.

[1171] L'ONU, « Summary Record of the 52nd Meeting », Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 16 avril 2003, (Distr. GENERAL E/CN.4/2003/SR.52 25 April 2003).

pays »[1172].

La résolution relate l'état d'esprit du Conseil qui « se déclare profondément préoccupée par les violations systématiques, massives et graves des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée ». Comportant un préambule et sept paragraphes, elle exprime de vives inquiétudes quant aux violations des droits de l'homme en Corée du Nord, notamment la torture, le travail forcé et l'impunité des transfuges. Elle invite la Corée du Nord à résoudre de manière transparente la question des enlèvements d'étrangers, à respecter les normes internationales du travail, à adhérer aux conventions auxquelles elle n'a pas encore adhéré, notamment la Convention contre la torture et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à remplir les obligations qui lui incombent en vertu d'autres conventions auxquelles elle a adhéré. Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme lance un appel à engager un dialogue « approfondi » avec les autorités de la République populaire démocratique de Corée sur les droits de l'homme et à coopérer sans restriction avec les trois rapporteurs spéciaux thématiques (sur le droit à l'alimentation, la torture et l'intolérance religieuse), les deux groupes de travail (sur la détention arbitraire et les disparitions forcées ou involontaires) et les organisations internationales de défense des droits de l'homme[1173].

Toutefois, *Il Jong Song*, l'observateur de la Corée du Nord réplique en disant que :

> L'Union européenne et les États-Unis d'Amérique n'ont cessé d'accuser et d'agresser les pays qui s'opposent à une politique dominatrice, ce qui rend son gouvernement sceptique quant à la nécessité de rester dans un forum qui ressemble à un champ de bataille. L'Union n'a pas respecté ses engagements en matière de dialogue et de coopération et a montré qu'elle n'était pas digne de confiance dans le domaine des droits de l'homme. Le projet de résolution est politique et ne traite pas des droits de l'homme[1174].

La Corée du Nord présente sa position dans une « déclaration de réfutation » qui exprimait une grande méfiance et un fort mécontentement selon que « l'UE se comporte toujours avec

---

[1172] *Ibid.*

[1173] L'ONU, « Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde : Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée » (E/CN.4/2003/L.31/Rev.1), Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 15 avril 2003.

[1174] L'ONU, « Statement by the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea Before the Vote on Draft Resolution L.31 » par Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 15 avril 2003.

arrogance, comme si elle avait le privilège d'attaquer une foule de pays en développement dans cette Commission où elle a présenté des projets de résolution […] L'UE a trahi son engagement de dialogue et de coopération avec la RPDC »[1175]. Il insiste sur le fait que lors d'un séminaire sur les droits de l'homme organisé avec l'UE en octobre 2001, la Corée du Nord a répondu avec bonne foi aux questions concernant la nature de l'ingérence de l'UE dans ses affaires intérieures et a présenté ses rapports nationaux sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention relative aux droits de l'enfant. Ainsi, l'observateur Il déclare de manière agressive que « si l'adoption du projet de résolution est mise en œuvre, nous ne pouvons exclure la possibilité que non seulement la coopération bilatérale avec l'UE dans le domaine des droits de l'homme, mais aussi nos activités normales au sein de cette Commission, soient confrontées à des obstacles »[1176].

Néanmoins, la résolution est adoptée par 28 voix pour, 10 contre, 14 abstentions et 1 absent[1177]. L'adoption par l'Union européenne de la première résolution condamnant les violations des droits de l'homme en Corée du Nord du Conseil des droits de l'homme des Nations unies représente un changement de stratégie dans la vision qu'a la Corée du Nord du rôle de l'UE au sein de la communauté internationale. Par ailleurs, le gouvernement de *Roh* de la Corée du Sud décide de ne pas participer à voter sur cette résolution. *Lee, Jong-seok,* secrétaire général adjoint du Conseil national de sécurité (NSC), explique la raison selon laquelle « l'objectif ultime de la diplomatie sud-coréenne est de parvenir à la paix et à la sécurité dans la péninsule coréenne. Du point de vue du pragmatisme, les impératifs normatifs ne peuvent pas prendre le pas sur les intérêts nationaux fondamentaux »[1178]. Autrement dit, l'explication du gouvernement est que le vote en faveur de la résolution provoquerait la Corée du Nord et que cela pourrait nuire à la paix dans la péninsule coréenne. De plus, le gouvernement ne peut pas faire passer les intérêts de la paix dans la péninsule coréenne avant

[1175] *Ibid.*
[1176] *Ibid.*
[1177] En faveur : Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, France, Gabon, Allemagne, Guatemala, Irlande, Japon, Kenya, Mexique, Paraguay, Pérou, Pologne, Arabie Saoudite, Suède, Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Venezuela. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Uruguay, Venezuela ; Contre : Algérie, Chine, Cuba, Jamahiriya arabe libyenne, Malaisie, Fédération de Russie, Soudan, République arabe syrienne, Viet Nam, Zimbabwe ; et s'abstiennent : Bahreïn, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, Inde, Pakistan, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Sri Lanka, Swaziland, Thaïlande, Togo, Ouganda. D'anciens pays d'Europe de l'Est comme la Bulgarie, la République tchèque et l'Estonie ont exprimé publiquement leur soutien à la résolution, bien qu'ils ne disposent pas d'un droit de vote.
[1178] *동아일보* (*The Dong-A Ilbo*), le 12 avril 2004.

les intérêts du vote en faveur de la résolution.

Suite à la résolution sur les droits de l'homme en Corée du Nord en 2003, une résolution à l'initiative de l'UE est de nouveau adoptée lors de la 60e session du Conseil des droits de l'homme, le 15 avril 2004. En 2005, une résolution sur les droits de l'homme en Corée du Nord est soumise non seulement au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, à l'initiative de l'UE, mais aussi à l'Assemblée générale des Nations unies, qui a adopté une résolution sur les droits de l'homme en Corée du Nord[1179]. Le gouvernement sud-coréen s'est abstenu en 2004 et 2005, alors qu'elle s'était absentée en 2003[1180]. Ainsi, le gouvernement de *Roh, Moo-hyun,* tout en menant une politique étrangère qui valorise les normes et les valeurs internationales, donne la priorité à la « paix dans la péninsule coréenne », qui est le fondement de sa politique étrangère et de sécurité[1181]. C'est ce qui rend délicat les efforts de coopération de l'UE avec l'approche multilatérale à l'égard de la Corée du Nord.

Toutefois, cela ne permet pas d'affirmer que les relations entre la Corée du Sud et l'UE ont radicalement changé leur position à l'égard de la Corée du Nord. Lors de la réunion en 2005 des ministres des affaires étrangères de l'ASEM à Kyoto (Japon), le ministre des Affaires étrangères *Ban, Ki-moon* a demandé à l'UE de continuer à persuader la Corée du Nord de reprendre les pourparlers à six dès que possible[1182]. Le 20 avril 2006, alors que *Benita*

[1179] En réponse, la Corée du Nord a annulé un dialogue politique avec l'UE qui était prévu pour novembre 2005, et même le dialogue politique en cours entre l'UE et la Corée du Nord a été interrompu jusqu'en 2006.

[1180] Toutefois, s'écartant de sa position antérieure, la Corée du Sud a voté en faveur de la résolution des Nations unies de 2006 sur les droits de l'homme en Corée du Nord, en terme que « le gouvernement a décidé de voter "oui" et espère que cette décision contribuera à la promotion des droits de l'homme en tant que valeur universelle et qu'elle favorisera en particulier le dialogue et la coopération dans le domaine des droits de l'homme entre la Corée du Nord et la communauté internationale, ce qui est d'autant plus nécessaire après l'essai nucléaire. Ministère des Affaires étrangères, « 유엔총회 북한인권 결의 채택 », 외교부 보도자료 (Communiqués de presse du ministère des Affaires étrangères), le 16 novembre 2003.

[1181] Entre-temps, la commission de l'unification de la Corée du Sud, des affaires étrangères et du commerce de l'Assemblée nationale a tenu une session plénière le 18 avril 2003 pour adopter une résolution appelant à l'amélioration des droits de l'homme en Corée du Nord, mais elle a été reportée après une forte opposition et une controverse de la part des législateurs du parti démocrate. Deux mois et 13 jours plus tard, le 1er juillet 2003, la session plénière de l'Assemblée nationale a adopté la résolution pour la première fois dans son histoire constitutionnelle. La résolution a été adoptée par 148 des 272 membres de l'Assemblée nationale présents, avec 133 voix pour, 9 contre et 6 abstentions. La résolution critique vivement la politique de la Corée du Nord en matière de droits de l'homme en déclarant : « Nous sommes profondément préoccupés par l'approche passive du gouvernement sur cette question sous la forme d'une diplomatie discrète, et nous réaffirmons que les droits de l'homme sont la valeur suprême qui ne peut être supplantée par aucune compétition de régime ou aucun débat idéologique » ; 이창희, « 북한인권문제에 대한 국제법적인 이해와 전략적 접근 » (Chang-hee Lee, « Compréhension du droit international et approche stratégique des questions relatives aux droits de l'homme en Corée du Nord »), *북한인권 관련 전문가 간담회 회의 자료집 (Compte rendu de la réunion d'experts sur les droits de l'homme en Corée du Nord),* 국가인권위원회 (National Human Rights Commission of Korea), Séoul, le 30 juillet 2003, pp.31-32.

[1182] Ban Ki-moon, « Luncheon Speech at the European Union Chamber of Commerce in Korea (EUCCK) : Korea's Major Security Issues and Korea-EU Cooperation », le 19 mars 2004, Ministère des Affaires étrangères Sud-

Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des relations extérieures, s'est entretenue avec le président *Roh, Moo-hyun* lors de sa visite en Corée du Sud. Le président *Roh* a particulièrement apprécié la contribution de l'UE à la paix et à la stabilité dans la péninsule coréenne et réitère le soutien continu de l'UE aux politiques de paix et de prospérité de la Corée du Sud, tandis que *Ferrero-Waldner* a fait part de son appréciation des politiques et des efforts du gouvernement sud-coréen pour parvenir à une résolution pacifique de la question nucléaire nord-coréenne et améliorer les relations intercoréennes, et exprime de manière réciproque le soutien continu de l'UE[1183].

Cette relation amicale s'est concrétisée lors du sommet entre la Corée du Sud et l'UE de septembre 2006. Les dirigeants réaffirment alors leur volonté d'instaurer une paix et une stabilité durables dans la péninsule coréenne, notamment par le biais d'un règlement pacifique de la question nucléaire nord-coréenne, et invitent la Corée du Nord à prendre des mesures pour moderniser son économie nationale et à participer à la communauté internationale en tant que membre à part entière et responsable, en protégeant le bien-être et les droits de son peuple. Dans ce contexte, l'UE réaffirme son soutien ferme à la « politique de paix et de prospérité » de la Corée du Sud, en notant que les échanges intercoréens créeront un environnement favorable à une résolution pacifique de la question nucléaire nord-coréenne[1184].

Ainsi, l'engagement sur la Corée du Nord, qui était la première coopération directe entre l'UE et la Corée du Sud depuis l'établissement de relations diplomatiques, basée sur des valeurs partagées dans les relations bilatérales, a pris un caractère différent en fonction de l'évolution du paradigme de la sécurité internationale et des stratégies de sécurité de chaque partie prenante. Cela tient à une différence dans la manière dont la « Corée du Nord » est un facteur dans les relations internationales pour les deux parties. En d'autres termes, la Corée du Sud a un lien direct avec la sécurité en termes de géopolitique, tandis que l'UE a un lien indirect, ce qui explique pourquoi elle doit aborder la question d'un point de vue normatif international. Alors que la stratégie d'engagement passe de la dimension bilatérale à la dimension multilatérale, même lorsque des valeurs communes sont mises en commun, les différences d'approche des parties prenantes en matière de sécurité conduisent à des positions divergentes.

Coréen, Séoul.

[1183] « 노무현 연대기 : 2006년 » (Roh Moo-hyun Chronique : l'année 2006), 노무현 사료관 (Archive de Roh Moo-hyun), Séoul.

[1184] « 한-EU정상회담, FTA 체결 추진 등 25개항 합의 », 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), le 10 septembre 2006, 국정홍보처 (Agence d'information du gouvernement), République de Corée.

L’engagement sur la question de la Corée du Nord passe ainsi à une approche multilatérale, et la coordination directe entre la Corée du Sud et l’Union européenne est compromise.

B. Le renforcement des partenariats sur la scène internationale

1) La prise en compte des valeurs communs dans les relations bilatérales

Dans ce contexte, les changements et évolutions dans la politique de sécurité des deux acteurs permettent de renforcer la coopération bilatérale sur les questions internationales qui peuvent être abordées par les valeurs universelles en tant que normes internationales des deux parties. Cela correspond à l'approche des normes internationales en tant que moyen stratégique pour l'établissement des capacités diplomatiques de la Corée du Sud, et à l'identité étrangère et de sécurité basée sur les valeurs de l'UE et son approche des normes internationales. Les relations bilatérales entre les deux Etats, à partir de l'administration de *Roh, Moo-hyun* qui commence par la définition de « l'attachement profond aux valeurs démocratiques en Corée du Sud et le développement rapide de l'économie de marché dans ce pays ont permis l'établissement de liens politiques et économiques étroits entre la Corée du Sud et l'UE »[1185], renforcent la position favorable de l'UE à l'égard de ce nouveau gouvernement dans le rapport à l'égard de la Corée du Sud, comme suit :

> La consolidation de la démocratie sud-coréenne et le développement d'une économie de marché libérale sont allés de pair avec l'évolution politique et économique de l'UE au cours de la dernière décennie. Cela a permis un développement substantiel des relations bilatérales, qui comprennent non seulement des questions commerciales mais aussi une collaboration politique sur des questions régionales et mondiales, ainsi que de nouvelles initiatives de coopération dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie. Il est à espérer que l'engagement de l'administration Roh à consolider la démocratie, ses initiatives pacifiques à l'égard de la Corée du Nord et le renforcement de l'économie de marché libérale contribueront à l'amélioration des relations bilatérales[1186].

Le rapport indique également que l'attitude de l'UE à l'égard de la Corée du Sud est en train de devenir celle d'un partenaire selon que « la Corée du Sud est largement considérée en Europe comme ayant joué un rôle de premier plan du côté asiatique »[1187].

Dans le cadre de cette évolution favorable et harmonieuse des relations bilatérales, les deux parties échangent, le 24 juillet 2003, des lettres de félicitations à l'occasion du 40e anniversaire des relations diplomatiques. Le président *Roh* exprime au président de la Commission européenne, *Romano Prodi* que la Corée du Sud continuera à coopérer étroitement

[1185] AHPE, PE5APPV/DASE.1999_ DASE-20030422, « Information note on south Korea; political and economic situation and its relations with the EU », le 26 février 2003.
[1186] AHPE, PE5APPV/DASE.1999_ DASE-20030422, « Country Report-Korea », le 21 avril 2003.
[1187] *Ibid.*

avec l'Union européenne non seulement sur la péninsule coréenne, y compris la question nucléaire nord-coréenne, mais aussi sur les grandes questions internationales telles que la non-prolifération des armes de destruction massive et la lutte contre le terrorisme[1188]. Le Président de la Commission européenne *Prodi* exprime également son soutien à la nouvelle politique de sécurité du président *Roh*, « la politique de paix et de prospérité », et fait part de son désir de promouvoir une coopération pratique[1189].

C'est la première fois que l'UE et la Corée du Sud élargissent leur notion de sécurité partagée pour y inclure la coopération en matière de paix internationale fondée sur des normes internationales, alors que l'engagement commun de l'UE en matière de sécurité s'inscrivait jusqu'à présent dans le contexte de la paix dans la péninsule coréenne sur la question de nucléaire de la Corée du Nord. Cela implique qu'en l'absence d'intérêts directs partagés ou clairs dans le domaine de la sécurité entre les deux acteurs, leur engagement vis-à-vis des normes internationales par le biais des valeurs universelles est une manifestation de leur coordination et de leur confiance mutuelle, ainsi que de leur intention d'établir leur compétence dans la scène internationale.

La dimension de la coordination sur les affaires internationales est approfondie lors du sommet. Le 9 octobre 2004, à la suite de la conclusion du cinquième sommet de l'ASEM à Hanoi, le président *Roh, Moo-hyun*, le premier ministre *Jean-Claude Juncker* du Luxembourg, le prochaine Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Président de la Commission européenne *Romano Prodi*, et le ministre des Affaires étrangères *Bernard Bot* des Pays-Bas participent au deuxième sommet entre la Corée du Sud et l'UE[1190]. La réunion, qui réaffirme la volonté de renforcer le partenariat bilatéral, se concentre sur les discussions relatives à la situation internationale en matière de sécurité entre la Corée du Sud et l'UE.

Les parties conviennent d'abord de promouvoir le dialogue bilatéral sur les questions de lutte contre le terrorisme et d'encourager les mesures visant à renforcer la coopération entre les services répressifs dans des domaines spécifiques, tels que la protection de la sécurité des transports aériens et maritimes, la lutte contre le financement du terrorisme et

[1188] « 한-구주연합 수교 40주년 기념 양측 정상간 친서교환 », 외교부 보도자료 (Communiqués de presse du ministère des Affaires étrangères), le 24 juillet 2003.

[1189] *Ibid.* et République de Corée, « 외교백서 2005 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2005), 2005, p.99.

[1190] « 한-EU 정상회담 공동언론발표문 », 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), le 11 octobre 2004, 국정홍보처 (Agence d'information du gouvernement), République de Corée.

la prévention, la détection, les enquêtes et les poursuites en matière d'attentats terroristes[1191]. Cela élargit le champ du dialogue bilatéral UE-Corée de la diplomatie bilatérale traditionnelle, qui est essentielle pour tout pays afin de s'engager directement avec d'autres pays sur des intérêts mutuels, à la dimension normative internationale. Elle commence par une reconnaissance commune du terrorisme en tant que menace non traditionnelle pour la sécurité dans un ordre international en mutation et en tant que menace pour la valeur humaine universelle qu'est la vie. En coordonnant les engagements normatifs internationaux qui s'alignent sur ces valeurs communes, les acteurs peuvent accroître leur influence diplomatique respective.

[1191] *Ibid.*

2) Les relations bilatérales sur les valeurs communs dans les relations multilatérales

Ainsi qu'il a été évoqué précédemment, les attentats du 11 septembre aux États-Unis ont rappelé à la communauté internationale que la menace terroriste et ses équivalents ne sont plus seulement une question de conflits régionaux et ethniques, mais une grave menace pour le concept global de la sécurité mondiale et humaine. Depuis le 11 septembre, le terrorisme est donc un sujet clé pour les grandes organisations internationales dans un cadre multilatéral[1192]. Avant le 11 septembre, les Nations unies, se concentraient en particulier, sur l'élaboration des normes internationales nécessaires à l'éradication du terrorisme[1193], mais au lendemain des attentats, la stratégie d'action contraignante par la création de normes internationales est approfondie dans un certain nombre de domaines[1194]. En tant que tel, le concept de lutte contre le terrorisme est devenu une norme internationale majeure au sein de la communauté internationale multilatérale, et son implication dans les relations de la Corée avec l'UE reflète la dimension normative des relations bilatérales.

De plus dans ce sommet, la Corée du Sud et l'UE réaffirment leur soutien total à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). L'UE se félicite notamment de la participation de la Corée du Sud au « partenariat mondial du G8 »[1195] contre

[1192] Depuis le Forum de Davos en janvier 2002, le terrorisme a été l'un des sujets les plus importants lors des grandes conférences internationales, y compris l'ONU, l'ASEM, l'APEC, le FMI, le sommet du G8 et l'OCDE, le sommet de l'ASEM de 2002 et le sommet du G8 en particulier ayant adopté des déclarations spéciales pour lutter contre le terrorisme.

[1193] La première fois que le Conseil de sécurité a considéré le terrorisme comme une menace pour la paix et la sécurité internationales et qu'il a mené une discussion approfondie sur un seul point de l'ordre du jour, c'était lors d'une réunion formelle en octobre 1999. La résolution 1269 du Conseil de sécurité, adoptée à la suite de cette réunion, a été la première résolution dans laquelle le Conseil de sécurité a pris position sur le terrorisme dans son ensemble en terme que « il est nécessaire d'intensifier la lutte menée contre le terrorisme au niveau national et de renforcer, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, une coopération internationale efficace dans ce domaine, fondée sur les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les normes du droit international, en particulier le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme » ; L'ONU, « Résolution 1269 (S/RES/1269) » (1999), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4053e séance, le 19 octobre 1999, Conseil de sécurité.

[1194] En particulier, la résolution 1373 du 28 septembre 2001 prévoit un large éventail de mesures de lutte contre le terrorisme, notamment la criminalisation des actes terroristes, l'interdiction du financement du terrorisme, la coopération en matière de renseignement contre les groupes terroristes et la promotion de l'adhésion aux conventions internationales de lutte contre le terrorisme, et crée le Comité contre le terrorisme (CCT) au sein du Conseil de sécurité pour surveiller la mise en œuvre de la résolution et fournir une assistance technique aux pays en développement afin de renforcer leurs capacités de lutte contre le terrorisme. La résolution 1373 du Conseil de sécurité a imposé une obligation contraignante à tous les États membres des Nations unies, et non à un seul, de prendre des mesures concrètes contre le terrorisme ; L'ONU, « Résolution 1373 (S/RES/1373) » (2001), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385e séance, le 28 septembre 2001 Conseil de sécurité.

[1195] En juin 2002, le sommet du G8 à Kananaskis, au Canada, a convenu d'étendre la réduction coopérative de la menace (CTR) au niveau mondial en établissant un partenariat pour lutter contre la prolifération des matières et des technologies des ADM. La République de Corée a participé au partenariat mondial de G8 en juin 2004 à Sea Island, aux États-Unis. Elle a indiqué que la décision du gouvernement de participer était l'expression

la prolifération des armes de destruction massive[1196]. A cet effet, la Corée du Sud expose à l'UE ses « quatre principes sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire », qui soutiennent fermement le principe de la transparence nucléaire, du renforcement de la coopération internationale et mettre fidèlement en œuvre les traités internationaux relatifs au nucléaire auxquels ils sont partis, notamment l'accord de garanties et le protocole additionnel de l'AIEA[1197]. L'UE prend en compte la position pacifique de la Corée du Sud sur ces questions et sa coopération internationale. La Corée du Sud se félicite des mesures prises par l'UE pour mettre en œuvre sa stratégie de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive. Dans le même contexte, la position normative des deux parties est cohérente avec leurs points de vue sur les menaces qui pèsent sur la paix internationale en matière de sécurité.

De surcroît, les dirigeants se prononcent en faveur du rétablissement total de la souveraineté de l'Irak et de l'adoption à l'unanimité de la résolution 1546 du Conseil de sécurité des Nations unies[1198]. Ils s'accordent pour collaborer étroitement afin de faire progresser la reconstruction et le redressement de l'Irak, et condamnent tous les actes de terrorisme. De plus, ils expriment une position commune sur l'Afghanistan avec leur ferme engagement à travailler avec le gouvernement afghan pour faciliter le processus de reconstruction et de stabilité et pour faire face aux menaces qui pèsent actuellement sur les progrès de ce pays dans la consolidation de la démocratie et de la stabilité[1199].

Au-delà de la sécurité, l'UE et la Corée du Sud sont également sur la même longueur d'onde en ce qui concerne les questions de développement international lors de ce sommet. Les deux acteurs, en consultation avec d'autres pays donateurs et bénéficiaires, exprimeront lors de cette réunion leur engagement à atteindre ensemble les objectifs du « Millénaire pour le développement ». En outre, l'UE se déclare satisfaite de l'augmentation

---

de sa volonté active de se joindre aux efforts de solidarité internationale visant à prévenir la prolifération des armes de destruction massive, et qu'il se réjouissait de développer et d'approfondir sa coopération avec les États-Unis et d'autres grands pays dans le domaine de la non-prolifération des armes de destruction massive.

1196 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), 2004, *op.cit.*

1197 Le 18 septembre 2004, à l'issue de la réunion du comité permanent du Conseil national de sécurité (CNS), le gouvernement sud-coréen a déclaré les « quatre principes de l'utilisation pacifique du nucléaire » lors d'une conférence de presse conjointe tenue par le ministre de l'unification *Chung Dong-young*, le ministre des affaires étrangères Ban Ki-moon et le ministre de la science et de la technologie *Oh Myung*. Ces principes sont les suivants : « aucune intention de développer ou de posséder des armes nucléaires », « maintien ferme du principe de transparence nucléaire », « respect des normes internationales en matière de non-prolifération nucléaire » et « expansion de l'utilisation pacifique du nucléaire sur la base de la confiance internationale » ; *연합뉴스 (Yonhap News Agency),* le 18 septembre 2004.

1198 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), 2004, *op.cit.*

1199 *Ibid.*

des versements d'aide publique au développement de la Corée du Sud[1200]. De fait, pour démontrer que la Corée du Sud est consciente de sa position internationale et du discours qui l'entoure, l'administration de *Roh, Moo-hyun,* désireuse de jouer un rôle plus actif sur la scène internationale, a annoncé en 2005 le Plan global pour l'amélioration de l'aide étrangère, premier effort visant à concilier les intérêts des donateurs avec les besoins des bénéficiaires et les normes internationales, ainsi que la politique dite d'expansion de l'aide publique au développement (APD)[1201].

Ainsi, la Corée du Sud n'est plus un destinataire unilatéral des valeurs de l'UE, mais un partenaire de l'UE dans le partage et l'exportation de ces valeurs. La formulation diplomatique du gouvernement sud-coréen, qui consiste à « diffuser les valeurs universelles et à contribuer à la résolution des problèmes mondiaux »[1202], est une manifestation plus forte de cette tendance.

Cela se reflète également dans le comportement de la Corée du Sud sur la scène internationale multilatérale. La Corée du Sud est membre du Conseil des droits de l'homme (CDH) depuis sa création en juin 2006, et s'est engagée à contribuer à faire du Conseil un organe impartial et efficace qui réagit aux violations internationales des droits de l'homme dans un cadre de dialogue et de coopération[1203]. Par exemple, lors de la rédaction et de l'adoption de la « Convention relative aux droits des personnes handicapées » en 2006, la Corée du Sud joue un rôle de premier plan en persuadant l'UE d'inclure une disposition distincte pour les femmes handicapées[1204]. En conséquence, les relations diplomatiques entre la Corée du Sud et l'UE commencent à se développer dans le sens d'une coopération sur les questions internationales dans le cadre de normes internationales fondées sur des valeurs partagées.

[1200] 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), 2004, *op.cit.*

[1201] 국무조정실 (Bureau de la coordination des politiques gouvernementales Secrétariat du Premier ministre), « 대외원조 개선 종합대책 » (Un plan global pour améliorer l'aide étrangère), 국무회의 보고자료 (Rapport au Conseil d'Etat, 2005, République de Corée.

[1202] MOFA-KOR, « 외교백서 2007 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2007), p.110.

[1203] MOFA-KOR, « 외교백서 2008 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2008), p.83.

[1204] Le débat sur la disposition relative aux femmes handicapées, l'article 6 de la Convention relative aux droits des femmes handicapées, a été si vif qu'entre le moment où la Corée a proposé une disposition distincte lors de la cinquième session extraordinaire et la huitième session, le consensus n'était pas clair. S'il n'y avait pas de désaccord sur la réalité de la double discrimination à laquelle sont confrontées les femmes handicapées, il y avait un désaccord sur la nécessité d'une disposition distincte dans l'approche pour y remédier, et c'est sur ce point que le conflit entre la Corée et l'UE était le plus aigu. Finalement, c'est la position coréenne qui a été adoptée plutôt que celle de l'UE ; 이익섭, « 장애인권리협약의 의미와 핵심 과제 » (Ik-sub Lee, « Le sens et la tâche essentielle de la Convention relative aux droits des personnes handicapées »), *보건복지포럼 (Health and Welfare Policy Forum),* mai 2007, pp.16-17.

Ce cadre évolué et élargi de relations bilatérales a ouvert la voie à un partenariat commun. Le 9 septembre 2006 à Helsinki, un troisième sommet entre la Corée du Sud et l'UE a lieu afin d'évaluer les relations entre la Corée du Sud et l'UE et de discuter des moyens de promouvoir la coopération en matière de commerce et d'investissement, ainsi que dans les domaines économique et scientifique. A cet effet, le président *Roh, Moo-hyun* rencontre le premier ministre finlandais *Matti Vanhanen*, qui assure la présidence de l'UE, et le président de la Commission européenne *José Barroso*. Ainsi, ils expriment leur détermination à renforcer le partenariat entre la Corée du Sud et l'UE, qui « partagent des valeurs fondamentales telles que la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et l'économie de marché »[1205]. Sur cette base, la réunion porte principalement sur les principales questions de commerce et de coopération entre les deux pays, ainsi que sur le renforcement de la coopération dans les affaires internationales.

Ils déploient leur approche de cette question en tant que norme internationale multilatérale. Ils inscrivent leur coopération dans le cadre des efforts visant à réformer le système des Nations unies dans le contexte d'un multilatéralisme efficace, en soulignant leur soutien à la création du Conseil des droits de l'homme des Nations unies et de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que l'importance d'une contribution active à leurs travaux[1206].

Dans ce sommet, la Corée du Sud et l'UE réaffirment plus particulièrement, la condamnation de toutes les formes de terrorisme, quelles que soient les motivations de leurs auteurs. Les deux parties affirment l'importance de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme dans le cadre des Nations unies et se sont engagées à œuvrer en faveur de la ratification et de la mise en œuvre intégrale, par tous les pays, de toutes les conventions internationales de lutte contre le terrorisme et de leurs protocoles. Ils expriment également leur souhait de parvenir rapidement à un consensus international sur la convention générale sur le terrorisme international et sur la stratégie antiterroriste des Nations unies, sur la base de la proposition du secrétaire général des Nations unies[1207].

Ainsi, la Corée du Sud et l'UE confirment leur engagement à mettre en œuvre les efforts de lutte contre les menaces de sécurité internationale dans le cadre des normes internationales, en respectant pleinement les obligations qui leur incombent en vertu du droit

[1205] 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), 2006, *op.cit.*
[1206] *Ibid.*
[1207] *Ibid.*

international, en particulier les droits de l'homme, le droit des réfugiés et le droit humanitaire international. Cela souligne le fait que les relations bilatérales se sont transformées en une relation avec les capacités de partenaires partageant des valeurs communes.

Chapitre II. L'UE et la Corée du Sud : des partenaires stratégiques aux valeurs universelles dans les relations internationales (2008 – 2019)

1. Les relations bilatérales dans le cadre de « partenaires stratégique »

A. Les perspectives des valeurs universelles dans les relations extérieures

1) L'intégration des valeurs universelles dans le cadre de l'UE

L'identité de l'UE en tant qu'acteur indépendant sur la scène politique internationale dépend de sa capacité à établir des priorités politiques et à formuler des politiques cohérentes dans le cadre d'une procédure régulière dans ses relations avec d'autres acteurs, ainsi que de différentes possibilités qu'elle a de mettre en œuvre efficacement ces politiques une fois qu'elles ont été adoptées[1208]. Cette cohérence nécessite une politique étrangère de l'UE élargie qui incarne une identité fondée sur des valeurs. Autrement dit, les considérations des valeurs ne poussent pas seulement l'UE à s'impliquer dans une prise de position internationale en termes de promotion de la valeur universelle en tant qu'objectif légitime, mais celles-ci font également partie de la structure juridique créée pour la capacité de l'identité internationale dans les affaires internationales. Ces valeurs sont alors précisément énoncées dans la loi fondamentale, dont le traité de Lisbonne hérite et qui sert désormais à définir le droit de l'Union européenne[1209].

Produisant des effets dès son entrée en vigueur le 1er décembre 2009, le traité de Lisbonne renforce la dimension de l'identité constitutionnelle des fondements européens en spécifiant des « valeurs » au lieu des « principes » traditionnels énoncés dans le traité d'Amsterdam[1210] :

> L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la

[1208] John Vogler et Charlotte Bretherton, « The European Union as a Protagonist to the United States on Climate Change », *International Studies Perspectives*, vol.7 (1), 2006, pp.9-10.

[1209] Isabelle Pingel, « Au risque de l'axiologie l'inscription des valeurs dans les traités européens », dans Fabienne Péraldi Leneuf, *Les valeurs de l'Union européenne*, Paris : Pedone, *Collection Cahiers européens*, n°13, 2020, p.9.

[1210] Ex-article 6-1 TUE, voir note 781 ci-dessus.

> non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes[1211].

Cela permet de définir les valeurs européennes non pas comme des objectifs moraux souhaitables, mais comme des « valeurs normatives » au niveau juridique, qui sont des « normes de comportement fournissant un cadre pour les activités des institutions et des États membres »[1212]. En d'autres termes, le traité de Lisbonne définit clairement les valeurs qui fondent l'ordre juridique européen et lui donne une application pratique au sein de la Communauté européenne. Ces valeurs inhérentes et normatives forment l'identité d'une communauté. En outre, il relie l'« universel » et le « particulier » de l'aspect valeur en mentionnant la forme générale et universelle de la valeur et en s'interrogeant ensuite sur la mise en œuvre européenne de cette valeur[1213].

Cet élargissement des valeurs permet de clarifier l'identité internationale de l'UE, comme le prévoit l'article 3, paragraphe 5, qui résume les objectifs fondamentaux des relations extérieures de l'Union :

> Dans ses relations avec le reste du monde, l'Union affirme et promeut ses valeurs et ses intérêts et contribue à la protection de ses citoyens. Elle contribue à la paix, à la sécurité, au développement durable de la planète, à la solidarité et au respect mutuel entre les peuples, au commerce libre et équitable, à l'élimination de la pauvreté et à la protection des droits de l'homme, en particulier ceux de l'enfant, ainsi qu'au strict respect et au développement du droit international, notamment au respect des principes de la charte des Nations unies.

De plus, une version plus spécifique des objectifs de l'Union en matière de relations extérieures est énoncée à l'article 21 du traité sur l'Union européenne, comme suit :

> L'action de l'Union sur la scène internationale repose sur les principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international.

Cette identité s'étend donc à ses responsabilités dans le cadre de l'action extérieure, en mettant

---

[1211] Article 2 du Traité sur l'Union européenne (version consolidée), Journal officiel de l'Union européenne, n° C 83/17, le 30 mars 2010.

[1212] Baratta, *op.cit*., p.94.

[1213] Christoffer Kolvraa, *Imagining Europe as a Global Player: The Ideological Construction of a New European Identity within the EU,* Bruxelles : Peter Lang, 2012; et Todorov, *op.cit.*

l'accent sur un rôle fondé sur les valeurs dans le but d'« exporter » le modèle européen[1214].

Il montre également l'identité internationale distinctive de l'UE en tant qu'acteur indépendant en matière de sécurité, en renommant la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), de la manière suivante dans l'article 42 :

> La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres.

Il élargit la portée de la mission de Petersberg, qui est le principal domaine d'activation des moyens militaires, et établit le cadre permettant à l'UE d'agir potentiellement en tant qu'organisation de défense commune[1215]. La recherche d'influence sur la scène mondiale exporte le modèle européen des facteurs de paix et de stabilité[1216], et s'étend alors désormais à des valeurs au sens plus large sur l'expansion de sa propre identité internationale.

Cette nouvelle orientation reflète le fait que l'Union européenne, qui a activement représenté et articulé les valeurs et les intérêts européens dans l'environnement international diversifié de la région, interviendra désormais dans les interactions internationales en se légitimant en tant que compétence normative fondée sur des valeurs universelles par le biais du mécanisme juridique des traités, tout en recherchant activement un nouvel ordre international. Ainsi, le traité de Lisbonne fait un pas dans cette direction en établissant un lien entre la promotion des valeurs et son « action sur la scène internationale » par le biais de responsabilités extérieures dans le monde.

Depuis leur mise en place, les valeurs ont déjà été intégrées à l'UE à travers sa

---

[1214] Maria José Rangel de Mesquita, « Les valeurs clés de l'action extérieure de l'union européenne à la lumière du traité de Lisbonne » dans Leneuf, *op.cit.,* pp.217-218.

[1215] En outre, le traité de Lisbonne a rendu l'Union européenne responsable de toutes les affaires de l'Union de l'Europe occidentale, entraînant de fait la dissolution de l'Union de l'Europe occidentale. Toutefois, elle ne se distancie pas de sa propre politique de sécurité en déclarant qu'elle continuera à respecter les capacités de l'OTAN. Article. 42(2) : « La politique de l'Union au sens de la présente section n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres, elle respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains États membres qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre ».

[1216] Hadewych Hazelzet, *Added value of CSDP operations*, Paris: European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2013.

politique extérieure, dès lors que « l'Union européenne considère que l'adhésion à ces principes [de liberté, de démocratie et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que de l'État de droit] constitue la condition préalable à la paix et à la stabilité dans toute société »[1217]. Toutefois, l'évolution des valeurs dans le cadre juridique en tant qu'élément d'un mécanisme est envisageable de se manifester sous la forme concrète d'une politique substantielle.

Dans un rapport de stratégie de sécurité intitulé « Assurer la sécurité dans un monde en mutation »[1218] publié en 2008, rapport plus détaillé et renforcé que le précédent de 2003, la dimension des valeurs est spécifiquement intégrée dans la stratégie de sécurité de l'UE, comme suit :

> [L'UE] s'est efforcée de renforcer la sécurité humaine en réduisant la pauvreté et les inégalités, en promouvant la bonne gouvernance et les droits de l'homme, en apportant une aide au développement et en s'attaquant aux causes profondes des conflits et de l'insécurité. […] Nous devons continuer à intégrer pleinement les questions relatives aux droits de l'homme dans toutes les activités menées dans ce domaine, y compris les missions relevant de la PESD, en suivant une approche soucieuse des personnes, conformément à la notion de sécurité humaine[1219].

Ainsi, la perspective des valeurs dans la stratégie européenne de sécurité sont formellement abordées sous la forme de la « sécurité humaine », qui a déjà été intégrée dans la politique de l'UE d' « opérabilité civile et civile-militaire »[1220] poursuivie au cours de l'évolution de la politique de sécurité, et est considérée comme « un concept politique clé » [1221] dans l'action de l'UE en matière de sécurité, en ce que le terme apparaît dans le langage juridique et politique, dans le cadre des valeurs au sein de l'UE.

En outre, l'apparition de valeurs institutionnalisées dans la politique étrangère est une reprise du concept de l'« intégration de la promotion des droits de l'homme et de la démocratie »[1222]. En effet, cette approche, qui prend en compte les droits de l'homme et la

---

[1217] Conseil de l'Union européenne, « Mainstreaming Human Rights and gender into European Security and defence policy: Compilation of relevant document », 2008.

[1218] Conseil européen, « Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité- Assurer la sécurité dans un monde en mutation » (S407/08), Bruxelles, le 11 décembre 2008.

[1219] *Ibid.,* p.2 et p.10.

[1220] Benjamin C. Thompson, « The European Union's Human Security Discourse: Conceptualization and Justification », *The Korean Journal of International Studies*, vol.14 (1), 2016, pp.164-165.

[1221] Mary Martin et Mary Kaldor, « Introduction European security and human security » dans Mary Martin et Mary Kaldor (eds.), *The European Union and Human Security: External Interventions and Missions*, Londre: Routledge, 2009, p.4.

[1222] *Mainstreaming* en anglais.

démocratie dans les aspects extérieurs[1223], a déjà été présentée par la Commission dans sa communication de mai 2001, comme une nouvelle stratégie visant à « promouvoir des politiques cohérentes »[1224], en particulier dans le domaine d'application de la politique « par le biais de l'aide au développement et d'autres formes d'aide officielle »[1225]. Cette approche est étendue à la dimension plus élargie de la politique étrangère de l'Union européenne.

En 2009, le Parlement européen définit, l'« intégration des droits de l'homme » comme un « processus stratégique consistant à incorporer délibérément des considérations relatives aux droits de l'homme dans des processus ou des organisations qui ne sont pas explicitement mandatés pour traiter des droits de l'homme ». Les objectifs de l'intégration « sont atteints lorsque les droits de l'homme constituent un contexte important et un cadre méthodologique pour l'ensemble du travail de l'organisation ; lorsque l'organisation ne se contente pas d'entreprendre certaines activités bénéfiques pour les droits de l'homme, mais applique également la méthodologie des droits de l'homme dans l'accomplissement de sa tâche principale »[1226].

Le Conseil de l'Union européenne confirme également cette même approche en ce que « le dialogue politique constitue un outil important pour contribuer à la réalisation des objectifs de développement et d'autres objectifs touchant aux relations extérieures. Dans le cadre du dialogue politique, le respect de la gouvernance démocratique, des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'État de droit devrait faire l'objet d'une évaluation régulière afin de dégager une communauté de vues et d'identifier des mesures d'appui. Ce dialogue, qui revêt une dimension préventive importante, vise aussi à garantir le respect de ces principes »[1227].

En d'autres termes, la mise en œuvre des valeurs devient un objectif transversal de toutes les activités extérieures de l'UE. Et cette dernière dispose d'une série d'outils pour promouvoir les valeurs dans le cadre de ses relations extérieures. Ainsi, étant donné que la politique étrangère exprime son identité, la relation entre l'identité et la politique étrangère

---

[1223] Christine Tiberghien, « La politique des droits de l'homme de l'Union européenne », dans Damien Helly et Franck Petiteville (dir.), *L'Union européenne, Acteur international*, coll. Logiques politiques, Paris : L'Harmattan, 2005, p.107.

[1224] Commission européenne, COM (2001) 252 final, *op.cit.* p.5.

[1225] *Ibid.*

[1226] Parlement européen, « Human Rights Mainstreaming in EU's External Relations », EXPO/B/DROI/2008/66 (PE407.003), septembre, 2009.

[1227] Conseil de l'Union européenne, « Conclusions du Conseil sur le soutien à la démocratie dans le cadre des relations extérieures de l'UE - Vers une cohérence et une efficacité accrues » (15479/09), Bruxelles, le 18 novembre 2009.

fonctionne dans les deux sens[1228]. Autrement dit, le processus d'intégration de la dimension des valeurs dans les aspects de la prise de décision et de la mise en œuvre des politiques, y compris internes et externes, s'étend maintenant comme le point de la dimension de l'exportation dans les relations internationales, qui est en voie d'établir son identité.

[1228] Solana, 2013, *op.cit*., p.253.

2) La signification des valeurs universelles dans la diplomatique de la Corée du Sud

En tant que pays en pleine croissance qui a réussi à se démocratiser et à se développer économiquement tout en faisant face à une situation internationale en rapide évolution, la Corée du Sud devrait présenter désormais un nouveau statut sur la scène internationale. Bien que la Corée du Sud soit perçue comme un « pays de puissance moyenne », les gouvernements progressistes qui se sont succédé au cours de la dernière décennie ont reconnu l'importance des questions mondiales et ont cherché à diversifier le portefeuille diplomatique de la Corée du Sud pour y inclure des questions mondiales. Fondés sur une approche multilatérale et une perception globale de la sécurité, ces efforts ont élargi les horizons de la diplomatie coréenne, qui s'est enlisée dans les alliances et la politique régionale, pour y inclure la solidarité avec les pays partageant les mêmes idées sur des questions de valeurs tels que, le développement, les droits de l'homme, la pauvreté et la démocratie.

Cependant, l'approche de ces valeurs va changer avec l'arrivée du gouvernement de *Lee, Myung-bak* en 2008, qui constitue un changement de régime *de facto* pour le camp conservateur. En effet, le gouvernement de *Lee, Myung-bak* repose sur l'idée que l'orientation de la politique étrangère sous le précédent gouvernement libéral et la composition idéologique des forces conservatrices qui s'y opposent doivent être modifiées. Né de la nécessité de mener une « diplomatie authentique d'intérêt national », le gouvernement s'est orienté vers une « diplomatie pragmatique »[1229] qui consiste à concentrer les efforts diplomatiques sur des « intérêts nationaux clairs et tangibles » que tous les membres du pays peuvent voir et sur lesquels ils peuvent se mettre d'accord[1230].

Cette diplomatie pragmatique, qui met l'accent sur la résolution pratique et pragmatique des problèmes comme moyen de maximiser les intérêts nationaux, contraste avec la politique étrangère du gouvernement précédent, *Roh, Moo-hyun*, qui était basée sur la poursuite des valeurs et de l'idéologie, et qui se réfère à « une diplomatie centrée sur les intérêts pratiques avec un accent sur les aspects économiques, excluant l'idéologie rigide et la poursuite des valeurs »[1231]. En d'autres termes, idéologiquement, ce concept de diplomatie est un

[1229] 실용외교 en coréen.

[1230] « 이명박 정부 외교안보통일정책의 세부 실천방안 (총괄보고서) » (Plan détaillé de mise en œuvre de la politique du gouvernement Lee Myung-bak en matière d'affaires étrangères, de sécurité et d'unification (rapport totale), 통일연구원 (Korea Institue for National Unification), 2010.

[1231] 박흥순, « 이명박 정부의 대외정책(외교, 안보) : 특징과 과제 », (Heung-soon Park, « Relations extérieures (politique étrangère et de sécurité) du gouvernement de Lee Myung-bak : caractéristiques et tâches »),

composite de réalisme et de néolibéralisme[1232].

Dans cette idéologie, la diplomatie pragmatique est fondée sur la reconnaissance de la logique du pouvoir dans la politique internationale et poursuit l'horizon diplomatique de la Corée du Sud centré sur le renforcement de l'alliance avec les États-Unis en tant que stratégie diplomatique adaptée au statut national de la Corée du Sud. Dans son discours inaugural, le président *Lee* exprime ces convictions, en mettant notamment l'accent sur le renforcement de l'alliance avec les États-Unis, mais aussi en faisant référence à la coopération avec les puissances voisines que sont le Japon, la Chine et la Russie. Sur la base de ces piliers, le Président *Lee* préconise une « diplomatie mondiale qui collabore et échange avec la communauté internationale » afin de « participer à la paix et au développement dans le monde tout en respectant les valeurs communes de la démocratie et de l'économie de marché »[1233].

En d'autres termes, la politique étrangère de la Corée du Sud, fondée sur une diplomatie pragmatique, cherche en fin de compte à étendre et à promouvoir les intérêts nationaux par le biais de la coopération avec les pays voisins, en donnant la priorité à l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis et en menant une diplomatie adaptée au « statut national » de la Corée du Sud. Cette diplomatie pragmatique axée sur les intérêts nationaux s'accompagne de la reconnaissance du fait que « sa raison d'être et son efficacité sont maximisées lorsqu'elle est conforme aux valeurs et vertus universelles de la communauté internationale »[1234].

Outre ce changement de paradigme diplomatique fondé sur un « pragmatisme créatif », l'administration de *Lee, Myung-bak* met en avant une stratégie de sécurité nationale, en tant que « nation mondiale mature [appelée] *Global Korea* »[1235]. Une nation mondiale mature est « un pays qui coopère activement et prend des mesures sur des questions d'intérêt mondial commun au niveau mondial »[1236]. Cela signifie que la République de Corée vise à être un pays

---

평화학연구 (The Journal of Peace Studies), vol.9 (1), 2008, p.31 ; et 조윤영, « 한국의 외교안보전략과 이명박 정부의 정책방향과 과제 » (Yun-young Cho, « Stratégies nationales sud-coréennes en matière de sécurité et de politique étrangère et politique du gouvernement Lee Myung-bak »), *통일문제연구 (The Korean Journal of Unification Affairs)*, vol.20 (2), 2008, pp. 201-203.

1232 Yun-young Cho, *ibid.*

1233 « 이명박 대통령 취임사 » (Discours inaugural du président Lee Myung-bak), le 25 février 2008.

1234 청와대 (Maison bleue), « 이명박 정부 외교안보의 비전과 전략: 성숙한 세계국가 » (La vision et la stratégie de Lee Myung-bak en matière d'affaires étrangères et de sécurité : une nation mondiale parvenue à maturité), Séoul, mars 2009, p.29.

1235 MOFA-KOR, « 외교백서 2009 » (Livre blanc sur la politique étrangère), 2009, p.18.

1236 Maison bleue (청와대), *op.cit.,* 2009, p.12.

mondial qui interagit avec la communauté internationale dans une perspective plus large et une attitude plus proactive, et qui contribue ainsi activement à la paix et au développement du monde. Elle exprime la volonté d'étendre le statut international et les activités de la République de Corée à un niveau mondial, et de poursuivre les intérêts nationaux d'une manière ouverte et entreprenante dans le cadre des relations étrangères[1237]. Ces intentions sont exprimées publiquement.

Le 14 mars 2008, année de l'investiture du gouvernement de *Lee Myung-bak*, le ministre des affaires étrangères *Yu, Myung-hwan*, qui préside le « Conseil de coordination de la politique des affaires étrangères et de la sécurité »[1238] nouvellement créé pour discuter des principales politiques et questions liées aux affaires étrangères et à la sécurité, a clairement affirmé son approche pragmatique de la diplomatie de la sécurité. Il déclare en effet : « Nous allons promouvoir les intérêts nationaux par le biais d'une sécurité pragmatique afin de réaliser l'État mondial mûr auquel aspire le nouveau gouvernement »[1239]. Ainsi, le mot-clé de la politique de l'administration *Lee Myung-bak* est « le pragmatisme » et ses caractéristiques peuvent être exprimées résumées en cette phrase, une « diplomatie pragmatique basée sur les intérêts nationaux et visant une [Corée mondiale, la] *Global Korea* »[1240].

Dans ce contexte, l'administration de *Lee* définit sa stratégie de défense comme « la création d'une nouvelle structure de paix, la promotion d'une diplomatie pragmatique et d'une ouverture active, ainsi que la construction d'une sécurité avancée pour le monde »[1241]. Il s'agit de renforcer la diplomatie pratique pour relancer l'économie et la diplomatie énergétique pour jeter les bases de la croissance économique, mais aussi de promouvoir activement la coopération internationale et la diplomatie de la contribution à la mesure de la taille économique et de la capacité diplomatique[1242]. Le concept de « diplomatie contributive »[1243] constitue un

---

[1237] *Ibid.*

[1238] 외교안보정책조정회의 en coréen. Le « Conseil de coordination de la politique étrangère et de sécurité » de l'administration Lee remplace la fonction de comité permanent du NSC de l'administration Roh Moo-hyun. Il est présidé par le ministre des Affaires étrangères et du commerce et comprend les ministres de l'unification, de la défense et du renseignement national, le cabinet du Premier ministre et le conseiller présidentiel pour les affaires étrangères et la sécurité.

[1239] *동아일보* (*The Dong-A Ilbo*), le 15 mars 2008.

[1240] MOFA-KOR, « 경제살리기와 성숙한 세계국가 구현을 위한 2009년도 업무계획 » (Plan de travail 2009 pour relancer l'économie et construire un État mondial mature), le 31 décembre 2008, p.4.

[1241] *Ibid.*

[1242] 박동순, « 이명박 정부의 실용주의 외교와 UAE 파병정책에 관한 연구 » (Dong-Soon Park, « Recherche sur Lee, la diplomatie de l'administration Myung-Bak pour le pragmatisme et le déploiement aux Émirats arabes unis »), 국방연구*(JNDS),* vol.59 (3), 2016, p.130.

[1243] 기여외교 en coréen.

objectif clé de la vision et de la stratégie en matière d'affaires étrangères et de sécurité pour parvenir à un état de maturité sur cette scène nationale. Cette stratégie a déjà été esquissée dans le discours inaugural, comme suit :

> Nous nous efforcerons d'obtenir les ressources et l'énergie nécessaires au bon fonctionnement du moteur de notre économie. Nous prendrons également la tête de la coopération internationale pour la paix et l'environnement. En fonction de notre taille économique et de nos capacités diplomatiques, nous mènerons une diplomatie contributive qui incarnera les valeurs universelles de l'humanité. Nous participerons activement aux opérations de maintien de la paix des Nations unies (OMP) et augmenterons notre aide publique au développement (APD)[1244].

Il s'agit d'un élargissement des perspectives diplomatiques qui vise à renforcer le statut et le rôle de la Corée du Sud sur la scène internationale en participant et en contribuant aux défis communs et aux valeurs universelles de la communauté internationale[1245]. En effet, contrairement aux grands États, les États de taille moyenne et petite ont peu de chances d'attirer l'attention de la communauté internationale, sauf dans des circonstances exceptionnelles, et ressentent donc le besoin de renforcer leur position politique internationale en recourant à des programmes de diplomatie contributive[1246]. En d'autres termes, pour un pays de taille moyenne comme la Corée du Sud, ces contributions internationales sont considérées comme un outil important, une sorte de « diplomatie de niche »[1247]. En particulier, l'administration de *Lee Myung-bak* en a fait une priorité nationale majeure, l'utilisant comme un moyen de « rehausser le visage national ». L'APD et les OMP sont les deux principaux piliers de la diplomatie contributive dans ce gouvernement.

L'accent mis sur la diplomatie contributive est bien présent. En novembre 2009, la Corée du Sud est devenue le 24e membre du Comité d'aide au développement (CAD) de l' OCDE. En rejoignant le CAD, la Corée du Sud a cherché à rehausser son profil au sein de la communauté internationale, reconnue comme l'exemple du premier pays passant du statut de « bénéficiaire de l'aide » à celui de « fournisseur de l'aide ». En outre, 2010 est déclarée en raison de l'adoption et de la promulgation de la loi fondamentale sur la coopération internationale au développement, l'année 2010 est déclarée comme l'année de l'aide publique

---

1244 Discours inaugural du président Lee Myung-bak, 2008, *op.cit.*

1245 Heung-soon Park, *op.cit.,* p.32.

1246 Jozef Batora, « Multistakeholder Public Diplomacy of Small and Medium-Sized States：Norway and Canada Compared », International Conference on Multistakeholder Diplomacy, Mediterranean Diplomatic Academy, Malta, February 2005; et Mark Leonard, Catherine Stead, et Conrad Smewing, *Public Diplomacy*, Londre : The Foreign Policy Centre, 2002.

1247 Cooper, 1997, *op.cit.*

au développement. L'ampleur de l'aide a alors vocation à être augmentée en renforçant la diplomatie contributive par le biais de l'aide étrangère[1248].

Entre-temps, la loi sur la participation aux opérations de maintien de la paix des Nations unies est adoptée par l'Assemblée nationale en décembre 2009 et entre en vigueur en avril 2010. Ce projet de loi vise à permettre au gouvernement sud-coréen de déployer jusqu'à 1 000 soldats sans l'accord de l'Assemblée nationale en concluant un accord provisoire avec les Nations unies sur le calendrier, le nombre de soldats et le lieu du déploiement[1249]. De plus, sous le gouvernement de *Lee, Myung-bak*, la contribution annuelle de la Corée du Sud aux opérations de maintien de la paix des Nations unies figure parmi les dix premiers contributeurs mondiaux, et le déploiement des troupes au cours de son mandat de cinq ans est classé parmi les 30 premiers sur plus de 100 pays contributeurs de troupes aux opérations de maintien de la paix[1250].

Ainsi, l'approche de la Corée du Sud à l'égard de la poursuite des valeurs dans la communauté internationale diffère de celle de l'Union européenne. Contrairement à cette dernière, où la promotion des valeurs est établie et promue en tant qu'identité diplomatique, la Corée du Sud a une approche plus réaliste, visant à promouvoir les intérêts diplomatiques et sécuritaires du pays. En tant que telle, et en dépassant la distance visuelle des alliances traditionnelles centrées, elle peut être interprétée comme reflétant l'intérêt stratégique de la Corée du Sud à rehausser son profil et à établir sa propre identité diplomatique par la poursuite de valeurs dans l'arène internationale.

[1248] Selon les données soumises par le ministère des affaires étrangères à la commission des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'unification de l'Assemblée nationale, le budget 2010 alloué aux organisations internationales a augmenté de 42 %, passant de 2 566 milliards de wons en 2009 à 3 655 milliards de wons en 2010. Le budget de l'APD, qui évalue les contributions à la communauté internationale, a augmenté de 19,4 %, passant de 3 575 milliards de wons en 2009 à 427 milliards de wons en 2010.

[1249] Le contenu de la loi comprend 1) la définition des opérations de maintien de la paix des Nations unies et les principes d'exécution de la mission, 2) les motifs de création d'une force permanente, 3) la méthode de consentement au déploiement par l'Assemblée nationale, 4) la procédure de déploiement, 5) la prolongation et la fin de la période de déploiement, 6) le compte rendu des activités à l'Assemblée nationale, et 7) la création et le fonctionnement d'un conseil d'orientation pour la coopération et la coordination entre les ministères concernés, et stipule que dans la limite de 1 000 hommes, le gouvernement peut conclure un accord provisoire58 avec les Nations unies sur le lieu de déploiement, la taille de la force de déploiement et la durée du déploiement, sous réserve de l'accord de l'Assemblée nationale. Cette disposition devrait rendre la participation aux OMP de l'ONU plus rapide et plus efficace à l'avenir.

[1250] 송재익, « 중견국 한국의 유엔 평화유지활동 (PKO) 강화방안: 유엔의 국제평화활동 변화를 중심으로 » (Jae Ik Song, « Renforcement du PKO de R.O.K. en tant que Middie Power : Focus sur le changement dans l'opération de paix internationale de l'ONU »), *한국군사학논총 (Review of Korean Military Studies*), vol.5 (1), 2016, pp. 231-256.

B. L'apport des valeurs universelles dans les partenaires stratégiques

1) Les notions des partenaires stratégiques

a. L'approche institutionnelle des partenaires stratégique au sein de l'UE

À mesure que le champ de la coopération internationale et des activités diplomatiques s'élargit dans le contexte de la mondialisation, le rôle de chaque Etats sur la scène internationale s'accroît, l'approche multilatérale de diverses organisations internationales et les relations diplomatiques de divers échanges s'approfondissent, et chaque acteur de la scène internationale tente d'établir de nouvelles relations, en particulier sur un mode bilatéral. Cela suppose que dans une situation internationale en constante évolution, il est parfois nécessaire d'interagir avec des pays voisins, voire avec des pays qui se trouvent dans un camp quelque peu hostile, et de poursuivre la coopération économique, la coopération en matière de sécurité et de non-sécurité, ainsi que la coopération sur des questions spécifiques, et ces domaines se développent dans la société moderne. Cela conduit naturellement à la demande d'une approche universelle qui réduit les risques d'incompréhension pour les tiers lorsqu'un pays établit une nouvelle relation avec un autre, et qui leur permettent d'échapper au dilemme de l'acquiescement et de la complicité, et de poursuivre l'amitié tout en renforçant un système de coopération à multiples facettes[1251].

Dans ce contexte, les États et leurs acteurs sur la scène internationale ont commencé à utiliser le terme de « partenariat stratégique » pour encadrer leurs relations, avec des significations légèrement différentes dans la flexibilité, qui découle de la nature multicouche, étendue et non structurée de la consultation entre les acteurs d'une relation. Bien que les spécialistes aient tendance à ne pas donner une définition ferme du concept en raison de la souplesse d'interprétation de chaque acteur, il peut être généralement reconnu comme une relation bilatérale caractérisée par la souplesse institutionnelle, l'intimité et un degré élevé d'engagement intensif tout en préservant la souveraineté de l'autre[1252], avec la possibilité d'actions stratégiques réciproques, voire partagées[1253]. Les partenariats stratégiques, comme en

[1251] Glenn H. Snyder, « The Security Dilemma in Alliance Politics », *World Politics*, vol. 36 (4), 1984, p.466.
[1252] Lucyna Czechowska, « The concept of strategic partnership as an input in the modern alliance theory », *The Copernicus Journal of Political Studies,* no. 2, 2013, p. 47.
[1253] Vahl Marius, *Just Good Friends? The EU-Russian Strategic Partnership and the Northern Dimension*, Bruxelles: Centre for European Policy Studies. Working Document, no. 166, 2001.

témoigne la diversité de leurs acronymes, peuvent être axés sur la sécurité traditionnelle, mais ils peuvent également inclure des aspects liés à l'économie, aux ressources, à la sécurité humaine et à l'environnement qui ne relèvent pas de la sécurité pure et dure. Par conséquent, la diplomatie des partenariats, qui ne dispose pas de normes ou de principes communs pouvant être appliqués de manière cohérente et cohésive, devrait se concentrer sur les objectifs, la portée et l'agenda commun de la politique dans le cadre spécifique de la relation entre les parties au partenariat.

Dans l'UE, la politique de partenariat stratégique a créé un espace de différenciation, traçant ainsi une ligne de démarcation entre ceux qui sont reconnus comme des partenaires stratégiques et ceux qui ne reçoivent pas cette reconnaissance formelle[1254]. Le premier partenariat stratégique a commencé à travers la déclaration transatlantique en 1990 et signée avec les États-Unis en 1995. Elle précise que les acteurs ont été, « guidés par leur foi dans les valeurs de la dignité humaine, de la liberté intellectuelle et des libertés civiles, ainsi que dans les institutions démocratiques qui se sont développées des deux côtés de l'Atlantique au cours des siècles »[1255]. Elle déclare la chose suivante : « nous nous consulterons et coopérerons à l'élaboration d'une stratégie de communication à moyen terme, destinée à sensibiliser davantage le public des deux côtés de l'Atlantique à la dimension UE-États-Unis »[1256]. Cela permet de mettre en place une relation bilatérale, une alliance traditionnellement basée sur des valeurs libérales partagées, et de la transformer en une relation de coopération.

Quelques années après le partenariat stratégique avec les États-Unis, un partenariat stratégique avec la Russie, autrefois perçue comme un ennemi pendant la guerre froide, a également été signé en 1997 en mentionnant l'aspect des valeurs dans un cadre, comme suit : « le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme consacrés notamment par l'acte final d'Helsinki et la charte de Paris pour une nouvelle Europe inspire les politiques intérieure et extérieure des parties et constitue un élément essentiel du partenariat et du présent accord »[1257].

[1254] Thomas Renard, *The Treachery of Strategies: A Call for True EU Strategic Partnerships* (Egmont Paper 45), Bruxelles : Academia Press, vol.45, 2011.

[1255] « Déclaration sur les relations entre la CEE et les Etats-Unis », le 23 novembre 1990.

[1256] Commission européenne, « Sommet UE – Etats-Unis » (12296/95 (PRESSE 356)), le 3 décembre 1995.

[1257] « Accord de Partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part », Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327/5, le 28 novembre 1997.

Cela marque le début de l'utilisation officielle du terme de « partenariat stratégique ». A partir de ce moment-là, le partenariat s'est rapidement développé, sans un regard cohérent appliqué sur les valeurs. Cependant, il ressort de ce qui précède que l'établissement initial des partenariats de l'UE n'était pas un processus institutionnel explicite de mise en place de partenariats stratégiques, mais plutôt une évolution naturelle des relations bilatérales dans lesquelles l'UE utilisait le terme « partenaire » pour désigner ses partenaires.

C'est à partir des années 2000 que l'UE a commencé à construire des partenariats stratégiques avec des pays importants dans le cadre de la stratégie européenne de sécurité 2003, comme suit :

> Il n'existe pour ainsi dire aucun problème que nous puissions résoudre seuls. Les menaces évoquées ci-dessus sont des menaces communes que nous partageons avec l'ensemble de nos partenaires les plus proches. La coopération internationale est une nécessité. Nous devons poursuivre nos objectifs aussi bien par la coopération multilatérale au sein des organisations internationales que par le biais de partenariats avec d'autres acteurs clés[1258].

Le document indiquait que les États-Unis, la Russie et d'autres alliés traditionnels de l'UE, tels que le Japon et le Canada y expriment leur volonté d'établir des partenariats stratégiques avec des pays qui partagent des valeurs et des objectifs communs avec l'UE. Certains partenaires émergents, à savoir la Chine et l'Inde, ont donc été pris en compte.

Dans le même temps, l'UE définit également l'établissement de relations à travers les mécanismes de cette relation comme un moyen d'exporter des aspects de ses valeurs à d'autres États. En 2004, dans la Conclusion de la présidence, le Conseil européen « réaffirme l'importance qu'il accorde au renforcement de la coopération avec ces voisins, grâce au partenariat et à l'appropriation commune et sur la base des valeurs communes de la démocratie et du respect des droits de l'homme ». Il définit également l'objectif du partenariat stratégique avec la région méditerranéenne et le Moyen-Orient sur les valeurs, qui est de « promouvoir les réformes politiques, la bonne gouvernance, la démocratie et les droits de l'homme »[1259].

De plus, à côté des valeurs, le multilatéralisme, qui est l'un des principaux instruments de l'UE en matière de relations extérieures, est également mis en avant dans cette

[1258] Conseil de l'Union européenne, 2003, *op.cit.*

[1259] Les 17 et 18 juin 2004, le Conseil européen de Bruxelles accueille favorablement les propositions de la Commission relatives à une politique européenne de voisinage et au partenariat stratégique entre l'Union européenne et les pays de la région méditerranéenne ; Conseil de l'Union européenne, « Conclusions de la présidence » (10679/2/04 REV 2, CONCL 2), à Bruxelles, les 17 et 18 juin 2004.

relation. Par exemple dans le rapport sur la mise en œuvre de cette stratégie en 2008, le Brésil et l'Afrique du Sud sont inclus dans la catégorie des partenariats visant à promouvoir un « multilatéralisme efficace »[1260]. Ainsi, le cadre de la relation des partenariats stratégiques tend à être quelque peu fluide, en fonction de la relation de l'UE avec ses partenaires.

Le 16 septembre 2010, lors des débats sur les partenariats stratégiques, *Maroš Šefčovič,* vice-président de la Commission, fait les remarques suivantes sur l'approche principale de l'UE en matière de relations extérieures, basée sur son identité à travers le traité de Lisbonne :

> Donner à l'Europe la voix la plus forte possible est bon pour l'Europe elle-même, mais je pense que c'est une bonne chose également pour le reste du monde. Cette voix forte nous permet de promouvoir nos intérêts, de défendre nos valeurs et de contribuer aux efforts mondiaux en vue d'affronter des défis communs […] Nous avons des possibilités et des responsabilités, et le traité de Lisbonne nous a donné les outils nécessaires pour atteindre nos objectifs. […] Face à nos partenaires, nous devons montrer que l'Union européenne est un interlocuteur convaincant. […] Les institutions ont reconnu en particulier que l'UE devait en faire plus pour formuler une politique cohérente vis-à-vis de ses partenaires stratégiques. […] Le Conseil européen va s'efforcer à nouveau régulièrement de développer une approche commune, et c'est très important. Nous connaissons tous certains des problèmes auxquels nous sommes confrontés : l'approche trop peu privatisée, trop hétérogène donne à nos partenaires l'impression que nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur ce que nous voulons réellement, et les messages contradictoires entre l'UE et ses États membres sapent le message de l'Europe[1261].

Dans ce contexte, le Conseil européen conclut ce partenariat stratégique par des déclarations plus concrètes. Il définit le fonctionnement des partenariats stratégiques, comme suit :

> Les partenariats stratégiques de l'Union européenne avec des acteurs clés dans le monde constituent un instrument utile pour servir les objectifs et les intérêts européens. Mais pour qu'il en soit ainsi, ces partenariats doivent fonctionner dans les deux sens, sur la base d'intérêts et de bénéfices mutuels et en partant du principe que tous les acteurs ont des droits mais aussi des devoirs[1262].

De plus, les principaux objectifs de l'Union européenne dans ses relations bilatérales sont exprimés dans cette conclusion comme suit : « Il est convenu que l'Europe devait défendre ses intérêts et ses valeurs de manière plus résolue et dans un esprit de réciprocité et de bénéfice

[1260] Conseil de l'Union européenne, 2009, *op.cit*
[1261] Conseil européen, « Conclusions de la réunion du Conseil européen », Bruxelles, le 16 septembre 2010.
[1262] *Ibid.*

mutuel ». Ce point de vue est conforme aux intérêts et objectifs stratégiques de l'UE dans le cadre du partenariat des préoccupations croissantes de « realpolitik » qui reflètent l'ambition de l'UE de devenir un acteur à part entière sur la scène internationale[1263]. En d'autres termes, l'UE cherche à poursuivre ses valeurs et ses intérêts en établissant des relations spéciales de « partenariat stratégique » avec des acteurs clés de la scène internationale. L'implication stratégique de ce partenariat est qu'il vise à apporter des avantages concrets aux deux parties.

Ainsi, l'UE exprime sa volonté et son engagement en faveur d'une convergence persévérante des valeurs avec les pays partenaires, son objectif étant plus inclusif dans les articles 21 et 22 du TUE, qui articulent les caractéristiques des valeurs de la politique étrangère au niveau de l'Union, ainsi que leurs implications pour le partenariat stratégique, en stipulant que :

> L'Union s'efforce de développer des relations et de construire des partenariats avec les pays tiers et avec les organisations internationales, régionales ou mondiales qui partagent les principes de [la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect des principes de la charte des Nations unies et du droit international] visés au premier alinéa. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations unies[1264].

L'UE, dont l'identité diplomatique est fondée sur des valeurs, tente de jouer un rôle économique et politique efficace dans le cadre de ce partenariat stratégique. De plus, les intérêts subjectifs mutuels peuvent être considérés comme un partenariat, une forme de société épistémique créée concrètement sur la base des identités et des normes exprimées dans l'interaction des acteurs. En d'autres termes, la dimension des valeurs de la stratégie étrangère de l'UE représente un mécanisme autonome, et la nature des valeurs y est désormais intégrée, ce qui confère une légitimité au nouvel instrument diplomatique qu'est le partenariat. Ainsi, pour l'UE, un « partenariat stratégique » comporte à la fois des aspects normatifs et substantiels, ainsi que des efforts visant à établir des obligations et des droits pour atteindre les objectifs réalistes que les deux parties de la relation envisagent[1265].

[1263] Antoine Sautenet, « The EU's Strategic Partnerships with Emerging Powers: Institutional, Legal, Economic and Political Perspectives », dans Thomas Renard (ed.), *The European Union and Emerging Powers in the 21st Century: How Europe Can Shape a New Global Order*, Londre : Routledge, 2012, p.134.

[1264] Article 21 du TUE, 2008, dans Journal officiel de l'Union européen, n° L 115 du 9 mai 2008.

[1265] Michael Reiterer, « The Role of 'Strategic Partnerships' in the EU's Relations with Asia » dans Thomas Christiansen, Emil Kirchner et Philomena Murray (eds.), *The Palgrave Handbook of EU-Asia Relations*, Londre : Palgrave, 2013, p.75.

b. L'appréhension générale des partenaires stratégiques de la Corée du Sud

Outre son « alliance » fondée sur le traité de défense mutuelle entre les États-Unis et la Corée du Sud de 1954, la Corée du Sud a eu recours à une diplomatie de partenariat. Depuis 1994, lorsque le président *Kim, Young-sung* a fait référence à la « diplomatie des quatre puissances »[1266] et a déclaré que les deux pays étaient entrés dans un « partenariat constructif et complémentaire »[1267]. Dans la même continuité, après un sommet avec le président russe *Boris Nikolayevich Yeltsin,* les cadres des partenariats se sont élargis pour inclure un partenariat de coopération avec la Chine en 1998 et un partenariat avec l'Australie en 1999.

En effet, la Corée du Sud décline cette « diplomatie des partenaires » en six catégories. Elles sont, par ordre de force de la relation avec les partenaires, les suivantes : l'« alliance stratégique globale »[1268] ; le « partenariat stratégique coopératif »[1269] ; le « partenariat stratégique »[1270] ; le « partenariat coopératif global »[1271] ; le « partenariat global avec confiance mutuelle »[1272] ; et enfin, le « partenariat global »[1273] [1274]. Cependant, il n'existe pas de définition claire de chaque concept. Le gouvernement ne fournit pas non plus de données claires sur le statut des différents partenariats, déclarant qu'« il est avantageux de laisser la relation ambiguë afin qu'elle puisse être interprétée de différentes manières »[1275], puisqu'il n'y a pas de hiérarchie ou d'ordre dans les désignations, ce qui pourrait entraîner des malentendus inutiles avec d'autres pays. C'est pourquoi le ministère des affaires étrangères déclare : « Nous suivons l'évolution du statut en interne, mais nous ne communiquons pas de données au public »[1276]. Néanmoins, celui-ci a également déclaré un jour que : « pour utiliser le terme stratégique, nous devons reconnaître l'autre pays comme un pays capable de jouer un rôle

---

[1266] Elle fait référence à la politique étrangère du président, qui consiste à jeter les bases d'une coopération pluraliste et à renforcer le système de coordination avec les quatre grandes puissances de la péninsule coréenne : les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie.

[1267] *한국경제* (The Korea Economic Daily)*,* le 3 juin 1994.

[1268] 포괄적 전략적 동맹관계 en coréen.

[1269] 전략적 협력 동반자 관계 en coréen.

[1270] 전략적 동반자 관계 en coréen.

[1271] 전면적 협력 동반자 관계 en coréen.

[1272] 상호 신뢰하는 포괄적 동반자 관계 en coréen.

[1273] 포괄적 동반자 관계 en coréen.

[1274] 도종윤, « 동반자관계(Partnership) 외교연구 » (Jong-yoon Doh, « Partenariat Études diplomatiques »), 제주평화연구원 연구사업보고서 (Rapport du projet de recherche de l'Institut), 제주평화연구원 (Jeju Peace Institue), mars 2016, p.18.

[1275] 경향신문 (The Kyunghyang Shinmun*)*, le 20 septembre 2021.

[1276] *Ibid.*

mondial ». En d'autres termes, cette relation ne peut fonctionner que si les deux parties se considèrent mutuellement comme une puissance[1277].

Le gouvernement de *Lee, Myung-bak*, renforce notamment les liens des relations diplomatiques de partenariat. De fait, cela est utilisé comme un moyen de « diplomatie commerciale »[1278] basée sur la diplomatie des ressources, qui fait partie du contexte de diplomatie pragmatique. Convaincu qu'il faut avant tout maximiser les avantages économiques dans la diplomatie[1279], le gouvernement de *Lee* a en réalité fondé nombre de ses partenariats stratégiques sur la signature d'accords de libre-échange ou d'accords sur les ressources naturelles. A côté du renforcement de la coopération économique avec les autres pays d'accueil et de la création d'un environnement permettant aux entreprises coréennes d'entrer sur le marché, le gouvernement fait notamment de la « diplomatie des ressources »[1280].

En effet, cette dernière est une politique importante pour pouvoir la compétitivité nationale. Sur une question politique clé, le gouvernement améliore alors ses relations avec 14 Etats, dont la Chine et la Russie, pour en faire des « partenariats stratégiques » pendant son mandat, qui sont basés sur la réciprocité économique[1281]. Par exemple, en 2009, lors de la visite officielle du président *Lee, Myung-bak* aux Émirats arabes unis et de sa rencontre avec le président *Khalifa bin Zayed Al Nahyan*, les deux dirigeants ont convenu de faire entre la Corée du Sud et des Émirats arabes unis un « partenariat stratégique » en vue d'une croissance commune future, sur la base d'une « coopération bilatérale en constante expansion dans tous les domaines, y compris le commerce, l'énergie, la construction et les usines »[1282]. C'est à cette occasion que le gouvernement des Émirats arabes unis a choisi le consortium de *Korea Electric Power Corporation* pour construire la prochaine centrale nucléaire du pays. En 2011, lorsque la Corée et la Colombie ont décidé de faire évoluer leurs relations vers un « partenariat stratégique », elles ont également décidé d'étendre leur alliance politique à une alliance économique en concluant les négociations de l'accord de libre-échange Corée-Colombie d'ici la fin de l'année, en particulier pour promouvoir la coopération bilatérale en matière de

---

1277 *서울신문* (*The Seoul Shinmun Daily*), le 27 janvier 2010.

1278 *연합뉴스 (Yonhap News Agency*), le 27 décembre 2009.

1279 *경향신문* (*The Kyunghyang Shinmun*), le 12 mars 2008.

1280 자원외교 en coréen.

1281 Au cours de son mandat, les Etats suivants ont été élevés au niveau de « partenariat stratégique » avec la Corée du Sud. Chine (2008), Russie (2008), Roumanie (2008), EAU (2009), Vietnam (2009), Kazakhstan (2009), ANASE (2010), UE (2010), Colombie (2011), Danemark (2011), Indonésie (2012), Pérou (2012).

1282 « 한-아랍에미리트 정상회담 » (Sommet Corée-Emirats arabes unis), le 27 décembre 2009 ; 경제외교 활용포털, KOTRA (Korea Trade-Investment Promotion Agency).

commerce et d'investissement.

En conclusion, ces « partenariats » sont considérés comme un moyen de maintenir une coopération et des partenariats solides, après les alliances, dans une série de domaines tels que la politique, la sécurité, la diplomatie, l'économie et les échanges culturels. De plus, il apparaît que le choix des partenaires stratégiques de la Corée du Sud repose davantage sur des facteurs économiques que sur des facteurs de sécurité. En effet, la Corée du Sud a tendance à se concentrer sur le volume des échanges commerciaux basés sur l'acquisition de ressources et les échanges civils du pays partenaires, plutôt que sur la modification de l'ordre régional par le biais de la connectivité avec ses voisins.

2) Les relations bilatérales renforcées par les partenaires stratégiques

a. La mise en place de cadre de « partenaires stratégiques »

La rhétorique du « partenariat stratégique » entre la Corée du Sud et l'Union européenne fait suite aux négociations sur l'accord de libre-échange. Le 19 mai 2008, lors d'un déjeuner avec les ambassadeurs des États membres de l'UE en Corée, le ministre des affaires étrangères *Yu, Myung-hwan* exprime l'espoir que « les négociations de l'accord de libre-échange (ALE) entre la Corée du Sud et l'UE soient conclues avec succès le plus tôt possible afin que les relations entre la Corée du Sud et l'UE puissent passer à la prochaine étape des relations bilatérales »[1283], puisque les relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'UE étaient régies par l'accord-cadre de 1996 entre la Corée du et l'UE pour le commerce et la coopération, dans le cadre d'un partenariat global intégré.

Le point de vue selon lequel, pour l'UE, ce partenaire stratégique et sa corrélation avec les ALE constituent une priorité a également été exprimé dans les conclusions du Conseil mentionnées ci-dessus en 2010 :

> [I]l est primordial de développer le commerce avec les partenaires stratégiques et de contribuer ainsi à la relance de l'économie et à la création d'emplois. Nous devons prendre des mesures concrètes pour permettre la conclusion d'accords de libre-échange ambitieux, garantir aux entreprises européennes un accès plus large au marché et renforcer la coordination avec nos principaux partenaires commerciaux en matière réglementaire […] Des mesures concrètes devraient être prises dans des domaines de coopération prioritaires entre l'Europe et l'Asie, tels que […] les questions de sécurité urgentes, telles que la prolifération des armements, le terrorisme, la cybersécurité et la piraterie; les questions régionales telles que l'Iran et la Corée du Nord, ainsi que les questions mondiales telles que les migrations, l'énergie et l'accès aux matières premières; les politiques de développement et la promotion de la bonne gouvernance, des normes de travail et des droits de l'homme, ainsi que le développement de relations entre les gens[1284].

Ainsi, l'UE se réjouit d'établir un partenariat stratégique avec la Corée du Sud en prévision des avantages économiques qui en découleront, tout en mettant simultanément en avant certains aspects de ses valeurs.

[1283] 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 유명환 외교장관, 주한 EU 회원국 대사단 주최 오찬간담회 참석 » (Le ministre des Affaires étrangères Yoo Myung-hwan participe à un déjeuner organisé par les ambassadeurs des États membres de l'UE en Corée), le 19 mai 2008.

[1284] Conseil européen, Conclusion, 2010, *op.cit.*

De l'autre côté, pour la Corée du Sud, cela se fait avant tout sur une considération économique. Selon le livre blanc sur les affaires étrangères, le gouvernement sud-coréen envisage son approche des relations avec l'UE sur l'ALE et le partenariat stratégique de la manière suivante :

> L'UE est le plus grand marché unique du monde et acquiert une importance politique et économique croissante sur la scène internationale, et les relations commerciales entre la Corée et l'UE deviennent de plus en plus importantes, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. L'UE est le deuxième partenaire commercial de la Corée et le premier investisseur en Corée, et nous sommes le huitième partenaire commercial de l'UE, et les relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement ne cessent de se développer et de s'approfondir. Les relations bilatérales en matière de commerce et d'investissement ne cessent de se développer et de s'approfondir. La conclusion des négociations en cours sur l'accord de libre-échange entre la Corée et l'UE devrait renforcer ces liens commerciaux. […] Le gouvernement espère que les relations entre la Corée et l'UE se transformeront en un partenariat plus avancé grâce à la révision de l'accord-cadre de coopération entre la Corée et l'UE afin de mettre en place une coopération globale dans le domaine politique, conformément à la promotion des relations économiques par le biais de l'accord de libre-échange avec l'UE[1285].

Si le système commercial multilatéral hérité de la stratégie de l'administration *Roh, Moo-hyun* ne s'est pas étendu, la Corée du Sud, qui dépend fortement du commerce, n'a pas d'autre choix que de chercher des alternatives, et la promotion d'ALE[1286] simultanée a été intégrée dans la diplomatie pragmatique globale de *Lee, Myung-bak.* Cette dernière, visait à se concentrer sur la diplomatie économique et commerciale pour répondre à la crise économique mondiale, à étendre la mise en place d'un réseau mondial d'ALE pour les entreprises afin de développer leur expansion à l'étranger, et à renforcer la coopération réciproque avec les pays riches en ressources comme moyen de promouvoir les politiques. En ce sens, l'administration *Lee* cherche à transformer les négociations de l'ALE avec l'UE en un partenariat pragmatique. À l'occasion du lancement de l'ALE Corée du Sud-UE en avril 2007, l'Union européenne a également proposé une révision de l'accord afin de renforcer la coopération bilatérale globale[1287]. C'est dans ce contexte que s'ouvre la discussion sur l'amélioration des relations bilatérales.

Lors du quatrième sommet entre la Corée du Sud et l'UE qui s'est tenu à Séoul le

---

1285 MOFA-KOR, 2009, *op.cit.,* pp. 135-136.

1286 김석우, « FTA 정책: 미래를 위한 필연의 선택? » (Seok-woo Kim, « La politique de l'ALE : une nécessité pour l'avenir ? ») dans 강원택 et 장덕진 (eds.), 노무현 정부의 실험: 미완의 개혁 (Won-taek Kang, Deok-jin Jang, *L'expérience de Roh Moo-hyun : des réformes inachevées)*, Séoul : 한울아카데미, 2011, pp.99-102.

1287 MOFA-KOR, 2009, *op.cit.,* p.136.

23 mai 2009, le président sud-coréen *Lee Myung-bak*, le président *Václav Klaus* de la République tchèque, pays assurant à ce moment la présidence tournante de l'Union européenne, et le président de la Commission européenne *Jose Manuel Durao Barroso* conviennent d'élever les relations entre la Corée du Sud et l'UE au rang de partenariat stratégique fondé sur l'accord de libre-échange Corée du Sud -UE et sur l'accord-cadre. Réaffirmant que les deux parties partagent des valeurs fondamentales, en particulier la démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit et les contributions à l'économie de marché, les deux parties conviennent de promouvoir des efforts conjoints pour répondre aux défis mondiaux et renforcer la coopération[1288]. Les dirigeants se félicitent alors des progrès significatifs réalisés dans les négociations de l'accord de libre-échange Corée-UE et conviennent de s'appuyer sur cet accord pour renforcer les relations entre la Corée et l'UE et les élever au niveau de « partenariat stratégique ». En d'autres termes, il est clair que l'approche des deux parties à l'égard d'une relation de « partenaire stratégique » repose sur un accord de libre-échange.

Le 10 mai 2010, le ministre des Affaires étrangères et du commerce *Yu, Myung-hwan*, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité *Catherine Ashton* et les ministres des affaires étrangères des 27 États membres de l'UE signent l'accord-cadre entre la Corée du Sud et l'UE[1289]. La révision de l'accord-cadre de coopération de 1996, qui a fait l'objet de six négociations formelles et de trois consultations informelles sur une période d'un an et demi, passe de l'ancien « accord-cadre de coopération Corée-UE » à l'« accord-cadre Corée-UE » et fournit des informations détaillées et complètes sur les objectifs, la vision, les domaines et les orientations futurs des relations bilatérales[1290].

Autrement dit, la signature étend et approfondit l'accord-cadre de coopération de 1996 pour y inclure les domaines des affaires politiques et du droit des affaires intérieures, et reflète ainsi l'identité diplomatique élargie des deux parties : « [tenant compte] du processus accéléré par lequel l'Union européenne acquiert sa propre identité dans les domaines de la politique étrangère ainsi que de la sécurité et de la justice; [conscientes] du rôle et de la responsabilité croissants assumés par la République de Corée au sein de la communauté internationale; [soulignant] le caractère complet de leur relation et l'importance que revêtent

[1288] MOFA-KOR, « 외교백서 2010 », (Livre blanc sur la politique étrangère 2010), 2010, p.68.

[1289] En vigueur à partir de 2014.

[1290] 김은중, « 리스본조약의 발효와 한-EU 전략적 동반자관계 출범 » (Eun-jung Kim, « Entrée en vigueur du traité de Lisbonne et lancement du partenariat stratégique Corée-UE »), *외교 (Foreign Relations),* vol.92, 2011, p.37.

des efforts continus pour la préservation d'une cohérence générale; [confirmant] leur désir de conserver et de développer leur dialogue politique régulier, qui se fonde sur des valeurs et des aspirations partagées; [exprimant] leur volonté commune d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé, notamment dans les domaines politique, économique, social et culturel »[1291]. Par la suite, les deux parties expriment leur soutien à la coopération au niveau international, centrée sur les valeurs, comme suit :

> [Les deux parties déterminées] à cet égard, à consolider, approfondir et diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt commun, aux niveaux bilatéral, régional et mondial, et sur une base d'égalité, de respect de la souveraineté, de non-discrimination et d'avantages mutuels; [réaffirmant] leur ferme attachement aux principes démocratiques et aux droits de l'homme, établis dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents en la matière, ainsi qu'aux principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance; [et] leur détermination à lutter contre les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et leur conviction qu'il convient de traduire en justice les auteurs des infractions de portée internationale les plus graves en adoptant des mesures au niveau national et en renforçant la collaboration à l'échelle mondiale[1292].

Cela permet de dire que si l'accord précédent était notamment basé sur des liens économiques, le discours de coopération sur les valeurs est maintenant codifié par l'expansion des relations bilatérales au fur et à mesure que les relations entre les deux parties se développeront. Autrement dit, cela est donc considérée comme une fonction d'amélioration de la base juridique et institutionnelle pour le renforcement de la coopération aux niveaux bilatéral et multilatéral.

Cette perspective est élargie dans l'extrait de la définition extensive de la notion de déclaration interprétative commune concernant les articles 45 et 46, par les dispositions relatives au cadre institutionnel pour le règlement des différends pouvant survenir dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord-cadre de coopération, comme suit :

> Les parties sont des démocraties qui souhaitent travailler ensemble à la promotion dans le monde de leurs valeurs partagées. Leur accord est une manifestation de leur détermination conjointe à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la non-prolifération et la lutte contre le terrorisme dans le monde. La mise en œuvre du présent accord entre les parties qui partagent les mêmes valeurs sera donc fondée sur les principes du dialogue, du respect mutuel, d'un partenariat équitable, du

[1291] Préamble dans l'« Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », Journal officiel de l'Union européenne, n° L 020 du 23 janvier 2013.
[1292] *Ibid.*

multilatéralisme, du consensus et du respect du droit international[1293].

Il s'agit d'une déclaration claire du rôle des valeurs dans leurs relations, les deux parties ayant exprimé que le concept de coopération pour s'engager dans les affaires internationales en tant qu'acteurs fondés sur la démocratie s'inscrit dans un cadre de valeurs partagées.

Le 6 octobre de la même année, la Corée du Sud et l'UE déclare officiellement le début de leur « partenariat stratégique » avec la signature de l'accord de libre-échange. Lors du 5e sommet Corée du Sud-UE qui s'est tenu à Bruxelles le même jour et qui a réuni le président *Lee, Myung-bak*, le président du Conseil de l'UE *Herman Van Rompuy* et le président de la Commission européenne *José Manuel Durão Barroso*, les dirigeants des deux parties notent que depuis l'établissement des relations diplomatiques, la Corée du Sud et l'UE partagent un engagement en faveur des droits de l'homme et de la démocratie. En effet, ils réalisent des progrès constants en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'économie de marché, et s'accordent pour lancer le partenariat stratégique Corée du Sud-UE sur la base de l'accord-cadre Corée du Sud-UE signé en mai 2010 et de l'accord de libre-échange Corée du Sud -UE signé à l'occasion de ce sommet[1294].

b. Le renforcement des relations des partenaires stratégiques

Ainsi, l'établissement d'un « partenariat stratégique » entre les deux parties est une condition préalable à l'accord de libre-échange. Bien qu'il n'existe pas d'autre définition claire de la relation des partenariats stratégique, la relation bilatérale dans ce processus, telle qu'elle est exprimée dans les amendements à l'accord-cadre, n'est pas seulement une relation de coopération bilatérale substantielle, mais aussi une relation de « partenaires mondiaux » qui peuvent travailler plus étroitement ensemble pour aborder les grandes questions mondiales centrées sur les valeurs. Dans le même temps, la mise en place du cadre du « partenariat stratégique » fournit la base juridique et institutionnelle nécessaire.

La signification de ce partenariat stratégique s'est également reflétée dans une réunion entre l'ambassadeur de l'UE en Corée, *Tomasz Kozlowski*, et le ministre des Affaires

[1293] « Déclaration interprétative commune concernant les articles 45 et 46 », Journal officiel de l'Union européenne, n° L 20/24, 2013, *op.cit.*

[1294] MOFA-KOR, « 외교백서 2011 », (Livre blanc sur la politique étrangère 2011), 2011, pp.82-83.

étrangères, *Kim, Sung-hwan*, le 2 juin 2011. Les deux parties ont alors convenu que l'entrée en vigueur de l'ALE Corée-UE renforcerait encore la coopération entre la Corée du Sud et l'UE et qu'elles continueraient à se consulter étroitement sur les questions régionales et multilatérales clés en tant que partenaire mondial, en plus de renforcer la coopération en matière d'échanges pratiques sur les valeurs conformément à l'accord-cadre Corée-UE, qui est le cadre de la coopération globale Corée-UE et l'un des piliers du partenariat stratégique entre ces deux acteurs[1295].

La manifestation concrète de cette relation sur les valeurs est le 6e sommet Corée-UE entre le président du Conseil de l'UE, *Herman Van Rompuy*, le président de la Commission européenne, *José Manuel Barroso*, et le président sud-coréen *Lee, Myung-bak*, le 28 mars 2012, à l'occasion du sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire. Le président *Lee* et les dirigeants de l'UE décident de renforcer la coopération dans tous les domaines afin de développer le partenariat stratégique Corée-UE, lancé en juillet 2010. Ils élargissent encore leur coopération en organisant des dialogues politiques annuels de haut niveau entre la Corée et l'UE au niveau ministériel, qui débutent en 2011, et en établissant des organes consultatifs bilatéraux dans les domaines des droits de l'homme et de la coopération au développement en 2012[1296].

En outre, les relations bilatérales s'approfondissent. En 2013, à l'occasion du 50e anniversaire de l'établissement des relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'UE, le ministre sud-coréen des affaires étrangères *Yun, Byung-se* de l'administration de la nouvelle présidente sud-coréenne *Park, Geun-hye*, organise un déjeuner de travail avec l'ambassadeur de l'UE Kozlowski. A cette occasion, *Yun* salue les progrès réalisés par la Corée du Sud et l'UE dans le renforcement de la coopération dans tous les domaines au cours des 50 dernières années depuis l'établissement des relations diplomatiques, et appelle à l'approfondissement et à l'expansion continue du partenariat stratégique global, le décrivant comme un « partenaire naturels » pour les deux parties afin de poursuivre un partenariat orienté vers l'avenir[1297]. Dans cette réunion, notant que depuis l'établissement des relations diplomatiques, la Corée du Sud et l'UE ont approfondi leur coopération non seulement sur les questions économiques et commerciales, mais aussi sur des questions clés telles que la politique, la sécurité et la

[1295] 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 장관, 주한EU대사단과 한-EU 전략적 동반자관계 발전 방안 논의 » (Le ministre discute avec les ambassadeurs de l'UE des moyens de faire progresser le partenariat stratégique entre la Corée et l'UE), le 2 juin 2011.

[1296] MOFA-KOR, « 외교백서 2012 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2012), 2012, p.73.

[1297] 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 제7차 한EU 정상회담 (수교50주년) » (7ème sommet Corée-UE (50e anniversaire des relations diplomatiques)), le 8 novembre 2013.

coopération au développement, sur la base de valeurs communes, *Kozlowski* estime également que les deux parties étaient devenues de véritables « partenaires stratégiques »[1298].

Le 8 novembre de la même année, la présidente *Park, Geun-hye* se rend en Belgique pour rencontrer le président du Conseil de l'UE, *Herman Van Rompuy*, et le président de la Commission européenne, *José Manuel Barroso*, lors du 7e sommet Corée-UE, où elle déclare que « les valeurs de l'UE ne sont pas très différentes de celles de la Corée »[1299]. Les dirigeants expriment notamment leur satisfaction quant à l'évolution remarquable du partenariat stratégique fondé sur une coopération globale, qui se développe jour après jour, avec l'adoption de la « déclaration conjointe sur le 50e anniversaire des relations diplomatiques entre la Corée du Sud et l'UE »[1300]. De plus, sur la base du partenariat stratégique, les deux parties partagent une vision bilatérale de l'avenir et s'engagent à renforcer la sécurité régionale et la coopération multilatérale[1301].

Le développement institutionnel de la coopération bilatérale sur la base d'un partenariat stratégique s'est poursuivi le 26 novembre 2014 en Belgique, lors du 12e Conseil conjoint Corée-UE. Les deux parties[1302] s'engagent alors à renforcer leurs relations en tant que « partenaires pour l'avenir » et, en tant que partenaires stratégiques ayant un système de valeurs commun, ils discutent de la coopération bilatérale dans divers domaines tels que le commerce, l'investissement, la science et la technologie, l'industrie et la culture, ainsi que par rapport aux réponses conjointes aux problèmes mondiaux tels que le développement international et le changement climatique[1303].

1298 *Ibid.*

1299 *Ktv 국민방송 (Korea TV),* le 8 novembre 2013.

1300 « 한-EU 수교 50주년 기념 공동선언 (Déclaration commune à l'occasion du 50e anniversaire des relations diplomatiques entre la Corée et l'UE) », le 8 novembre 2013.

1301 « 한-EU 정상회담…'수교 50주년 공동선언' 채택 » (Sommet Corée-UE... "Déclaration commune sur le 50e anniversaire des relations diplomatiques" adoptée), 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), le 11 novembre 2013, République de Corée.

1302 La Corée était représentée par Ahn Chong-ki, coordinateur économique et diplomatique du ministère des affaires étrangères, accompagné de fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, du ministère du commerce, de l'industrie et de la planification et du ministère de la représentation auprès de l'UE, tandis que l'UE était représentée par Gerhard Sabathil, chef de mission adjoint du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) : Le côté européen sera représenté par Gerhard Sabathil, directeur général de l'Agence européenne des relations extérieures (SEAE), haut représentant par intérim du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), et des représentants de la direction générale de l'action extérieure (DG TRADE), de la direction générale du changement climatique (DG CLIMA), de la direction générale de la coopération au développement (DG DEVCO), de la direction générale de l'industrie (DG Enterprise), de la direction générale de la recherche et de l'innovation (DG RTD), et de la direction générale de l'éducation et de la culture (DG EAC) de la Commission européenne ; *투데이경제 (TodayKyungje*), le 21 novembre 2014.

1303 MOFA-KOR, « 외교백서 2015 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2015), 2015, pp. 247-248.

Ainsi, les approches initiales des deux parties à l'égard des partenariats stratégiques sont fondées sur des intérêts économiques, avec les accords de libre-échange comme point de départ. Cependant, dans le cadre institutionnel du partenariat stratégique, la compréhension de la coopération entre les deux parties s'élargit et s'articule jusqu'à être centrée sur des valeurs communes. Ancien ambassadeur de l'UE en Corée, *Michael Reiterer*[1304] souligne clairement le lien de corrélation entre les valeurs et les relations de partenariat stratégique dans ce contexte :

> Les valeurs partagées sont un élément important, mais non constitutif ou nécessaire, d'un partenariat stratégique : si les valeurs coïncident, un partenariat de choix peut être mis en place ; si des intérêts communs prévalent sans que les valeurs ne se chevauchent, un partenariat de nécessité peut être conclu. Le partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud est un partenariat par choix[1305].

En d'autres termes, même si l'approche et la définition d'un partenariat stratégique sont subjectives et, basées sur les intérêts de chaque partie, le développement du partenariat stratégique entre la Corée et l'UE témoigne d'une convergence de valeurs.

Les implications pour les partenariats stratégiques de l'UE, qui sont de nature différente selon les partenaires, sont également abordées dans les « Lignes directrices concernant la politique étrangère et de sécurité de l'UE à l'égard de l'Asie de l'Est »[1306], approuvées lors de la réunion du Conseil du 15 juin 2012. Cela représente l'approche de l'UE à l'égard de l'Asie de l'Est, compte tenu des partenariats stratégiques dans cette région, tels que le Japon, la Chine et la Corée du Sud, afin de « contribuer à promouvoir [les] intérêts mutuels dans les grandes enceintes mondiales »[1307].

L'UE représente ici ses relations dans le cadre de partenariat stratégique avec chaque pays. Dans le cas du Japon, il s'agit de « renforcer tous les aspects de leurs relations d'une manière globale et équilibrée en entamant un processus de négociations parallèles en vue de la conclusion d'un ambitieux accord de libre-échange et d'un accord-cadre couvrant les aspects politiques, mondiaux et sectoriels ». Dans le cas de la Chine, l'UE « a un intérêt majeur à encourager la Chine à inscrire dans une perspective plus large ses intérêts et ses responsabilités

---

[1304] Son mandat a duré de 2017 à 2020.

[1305] Michael Reiterer, « The 10th anniversary of the EU-Korea Strategic partnership », *EU연구 (Journal of European Union Studies)*, vol.57, 2021, p.6.

[1306] Conseil de l'Union européenne, « Lignes directrices concernant la politique étrangère et de sécurité de l'UE à l'égard de l'Asie de l'Est » (doc. 10313/12), Bruxelles, le 15 juin 2012.

[1307] *Ibid.,* p.7.

à l'échelle mondiale, notamment dans les domaines politique, économique, commercial et monétaire, ainsi qu'à jouer un rôle constructif à la hauteur de celui d'une puissance mondiale pour favoriser un multilatéralisme efficace ainsi que la résolution des problèmes internationaux et régionaux ». Selon ce document, l'UE définit ses relations avec la Corée du Sud comme suit :

> L'UE a déjà établi un ALE et un accord-cadre complémentaire ainsi qu'un partenariat stratégique avec la République de Corée, un partenaire avec qui elle partage les mêmes valeurs et qui est désireux de renforcer sa coopération avec elle dans un large éventail de domaines[1308].

Ainsi, il est clair que les valeurs sont le facteur principal qui renforce encore davantage les relations bilatérales dans le cadre du partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud.

Dans ce document, l'UE a également l'ambition de « tirer pleinement parti de ses partenariats stratégiques » pour renforcer et élargir sa politique étrangère et de sécurité afin de « garantir et de promouvoir les intérêts de l'UE » dans la sécurité[1309] et l'économie au sein de la région de l'Asie de l'Est. Dans ce contexte, l'UE a pour objectif majeur de s'engager avec d'autre acteurs internationaux en tant que partenaire stratégique et d'étendre ainsi efficacement sa politique étrangère et de sécurité.

L'UE cherche donc à élargir ses capacités diplomatiques grâce à ces partenariats stratégiques, tout en conservant son identité en tant que cadre pour le rôle des valeurs universelles en son sein. En d'autres termes, dans la carte des partenaires stratégiques de l'UE, la détermination de la partie concernée est un facteur inévitable qui doit être pris en compte et, à cet égard, le point essentiel est que les relations bilatérales entre la Corée du Sud et l'UE sont approfondies par une compréhension commune des valeurs universelles.

La Corée du Sud adopte ce cadre de partenaires stratégiques ayant des intérêts parallèles dans les valeurs universelles de l'UE comme stratégie pour développer une relation

---

[1308] La version originale anglaise de ce passage utilise l'expression suivante « strategic partnership is already in place with the Republic of Korea, a like-minded partner ».

[1309] Une approche générale dont les objectifs sont les suivants: - maintien de la paix et renforcement de la sécurité internationale, conformément aux principes consacrés dans la Charte des Nations unies; - promotion d'un ordre international fondé sur un ensemble de règles; - développement et renforcement de la démocratie, de l'État de droit ainsi que du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales; - promotion de la non-prolifération des armes de destruction massive; - promotion de l'intégration régionale; - promotion de politiques durables fondées sur la coopération, afin de faire face aux défis mondiaux tels que les changements climatiques, la sécurité énergétique, la protection de l'environnement, la pauvreté, les déséquilibres économiques et les problèmes sanitaires; renforcement des échanges bilatéraux et des flux d'investissements, soutenu par un meilleur accès aux marchés et des conditions plus propices aux investissements ; *ibid*., pp.2-3.

plus profonde avec l'UE. Pour la Corée du Sud, cela est également une possibilité d'élargir sa stratégie diplomatique, qui s'est limitée aux secteurs économique et commercial avec l'UE, en créant un partenaire amical en tant que partenaire en matière de diplomatie, de sécurité et sur la scène internationale, dans le cadre d'un partenaire stratégique dans les relations bilatérales. Il s'agit donc d'une initiative qui lui permet d'étendre ses intérêts au-delà des quatre pays voisins et d'approfondir sa stratégie d'orientation en matière de politique étrangère en tant que pays de la « puissance moyenne ».

2. Vers la défense et la promotion communes des valeurs universelles

A. La consolidation du partenariat stratégique dans les affaires mondiales

1) Le partenariat dans le cadre de la gestion des crises par l'UE

Ainsi qu'il est précisé dans les chapitres précédents, l'UE élabore sa stratégie de sécurité sur un concept non traditionnel de sécurité, fondé sur la notion de sécurité humaine sur les valeurs, ce qui permet d'inclure les aspects militaires et non militaires à son agenda dans un cadre commun de résolution coopérative des problèmes, ouvrant ainsi la voie à l'adoption d'une approche globale de la gestion des crises dans le monde. Dans le cadre de la PESC, ce contexte s'est rapidement développé pour devenir la première stratégie cohérente de l'Union visant à identifier les problèmes de sécurité à l'échelle de l'UE et à y répondre, en se référant aux « efforts visant à imposer un règlement partiel en cas de crise et à consolider la cessation de la violence »[1310]. Dans ce contexte, depuis sa création, l'Union européenne s'est engagée dans la gestion des crises et la prévention des conflits, et continue aujourd'hui à œuvrer pour la paix, la sécurité et la prospérité sur l'ensemble du continent européen et souvent au-delà.

Depuis 2003, l'UE a mené plus de vingt opérations, notamment des missions militaires et politiques, des missions d'État de droit, des opérations de gestion des frontières et des actions de soutien civil-militaire en Europe, en Afrique et en Asie[1311]. En outre, le traité de Lisbonne, qui a renommé la PESD en PSDC, témoigne des ambitions de la politique étrangère de l'UE en tant qu'acteur régionale et mondiale important, souhaitant contribuer davantage à la sécurité internationale[1312] :

> La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. Elle assure à l'Union une capacité opérationnelle

[1310] Steven Blockmans, « An introduction to the role of the eu in crisis management », dans Steven Blockmans (ed.), *The European Union and Crisis Management: Policy and Legal Aspects*, Hague: TMC Asser Press, 2008, p.10.

[1311] Par exemple, les opérations militaires visant à garantir la stabilité et la sécurité comprennent EUFOR Concordia dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (2003), EUFOR Artemis en République démocratique du Congo (2003), EUFOR Althea en Bosnie-et-Herzégovine (2004), EUFOR RD Congo (2006) et EUFOR Tchad/République centrafricaine (2008). Des opérations mixtes civiles/militaires pour la réforme du secteur de la sécurité ont été menées au Darfour/Soudan (2005-2007), en République démocratique du Congo (2005-2009) et en Guinée-Bissau (2008). En outre, un certain nombre de missions civiles pour la police, l'État de droit, la gestion des frontières et la surveillance ont également été menées dans les Balkans, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie.

[1312] Luis Simón et Alexander Mattelaer, *EUnity of Command-The Planning and Conduct of CSDP Operations* (Egmont Papers 41), Gent: Academia Press, 2011.

> s'appuyant sur des moyens civils et militaires. L'Union peut y avoir recours dans des missions en dehors de l'Union afin d'assurer le maintien de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale conformément aux principes de la charte des Nations unies. L'exécution de ces tâches repose sur les capacités fournies par les États membres[1313].

Les opérations de PSDC peuvent donc être adaptées à la situation spécifique et peuvent varier considérablement, allant des missions consensuelles d'État de droit, de police, de réforme du secteur de la sécurité, d'assistance aux frontières ou de surveillance, au maintien de la paix et éventuellement à l'imposition de la paix, y compris le rétablissement de la paix, la couverture de l'imposition de la paix et, éventuellement, les opérations de combat de haute intensité[1314].

En outre, afin d'atteindre efficacement les objectifs dans le contexte politique et géographique plus large de l'opération, l'UE cherche à faciliter sa contribution aux efforts de gestion de crise de l'UE en concluant des accords formels avec des partenaires institutionnels et nationaux[1315]. Cela est conforme au principe de multilatéralisme qui guide les activités de gestion de crise de l'UE depuis sa création, en encourageant la participation d'États non-membres de l'UE et de pays extraterritoriaux, y compris ceux qui se trouvent dans la zone d'opérations[1316]. L'article 37 du traité sur l'Union européenne précisant que « l'Union peut conclure des accords avec un ou plusieurs États ou organisations internationales » et l'article 218 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne fournissent le cadre juridique nécessaire pour autoriser l'UE à conclure des accords avec des pays non-membres de l'UE concernant leur participation aux opérations de gestion de crise de l'UE. La participation des acteurs externes aux opérations de la PSDC est mutuellement bénéfique. En fonction de leur agenda géopolitique et de leurs atouts, les États non-membres de l'UE contribuent aux opérations de l'UE pour diverses raisons, allant des intérêts sécuritaires et de l'acquisition d'une expérience opérationnelle à des motivations institutionnelles plus larges[1317].

[1313] Article 42 du TUE,*op.cit.*

[1314] Frederik Naert, « The application of international humanitarian law and human rights law in CSDP operations », dans Enzo Cannizzaro, Paolo Palchetti, Ramses A. Wessel (eds.), *International law as law of the European Union*, Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 2011, p.191.

[1315] Csaba Törö, « External State Partners in ESDP Missions: Third Country Participation in EU Crisis Management », *European Foreign Affairs Review*, vol.15 (3), 2010, p.325.

[1316] Parmi les acteurs externes, la participation des membres de l'OTAN tels que la Norvège, la Turquie, le Canada et les États-Unis a été prépondérante, la Suisse ayant également fait preuve d'une attitude active. Les pays des régions où les missions de gestion de crise de l'UE ont été menées, à savoir les Balkans, L'Afrique, l'Europe de l'Est et les cinq États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ainsi que des pays géographiquement éloignés de l'UE et de ses missions, comme le Chili, l'Argentine, le Brésil et la Nouvelle-Zélande, ont également participé à des missions de gestion de crise de l'UE. Leurs contributions vont de l'envoi de quelques experts à des centaines de soldats.

[1317] Thierry Tardy, « CSDP: getting third states on board », Paris: European Union Institute for Security Studies

La participation d'États non-membres de l'UE aux opérations de gestion de crise de l'UE est également soulignée dans son rapport sur la PSDC publié le 15 octobre 2013, lors que la Haute représentante de l'Union européenne, Catherine Ashton, prend acte des résultats obtenus afin de fournir une orientation stratégique pour la poursuite du développement de la PSDC :

> L'Union doit être en mesure de protéger ses intérêts et de projeter ses valeurs en contribuant à la sécurité internationale, en aidant à prévenir et à résoudre les crises, y compris par la projection de puissance. L'appel de l'UE en faveur d'un ordre international fondé sur l'État de droit et son soutien à un multilatéralisme efficace doivent être soutenus par des capacités civiles et militaires crédibles, du type approprié, en cas de besoin. La capacité à s'engager avec des partenaires est cruciale dans toute crise. L'UE doit établir des partenariats régionaux et bilatéraux pour pouvoir à la fois coopérer dans la gestion des crises et contribuer à renforcer les capacités des organisations partenaires et des États tiers[1318].

Ainsi, dans la gestion des crises par l'UE, apparait la nécessité de combiner et de mettre en parallèle des missions militaires et civiles. L'UE cherche alors à étendre son rôle en renforçant ses propres capacités et en garantissant la légitimité de son engagement en vertu du principe du multilatéralisme, tout en encourageant la participation des États non-membres.

Dans ce contexte, en approfondissant leurs relations bilatérales pour en faire un partenariat stratégique, l'UE et la Corée du Sud étendent leurs liens à la sphère de la sécurité. D'abord, parallèlement, les activités de gestion de crise de la Corée du Sud ont été basées sur un engagement multilatéral, principalement par le biais d'une participation aux opérations de maintien de la paix des Nations unies (OMP). Depuis la Somalie en 1993[1319], la Corée du Sud a participé à des opérations internationales de maintien de la paix et de reconstruction sous l'égide des Nations unies au Timor oriental, en Angola, en Afghanistan et au Sahara occidental. Comme indiqué dans le chapitre précédent, les objectifs des contributions aux OMP de l'ONU étaient de renforcer l'État et d'améliorer les capacités de défense[1320]. La Corée du Sud a

(EUISS), n°6, mars 2014, p.2.

[1318] Haut représentant/Chef de l'AED pour la politique de sécurité et de défense commune, « Preparing the December 2013 European Council on Security and Defence Final Report », Brussels, le 15 octobre 2013.

[1319] Après l'adhésion de la Corée du Sud aux Nations unies en 1991, l'administration de Kim Young-sam a été la première à envoyer une unité du corps du génie de l'armée, le Evergreen Corps, en Somalie pour une opération de maintien de la paix des Nations unies (OMP). Le Evergreen Corps a participé à l'ONUSOM-II, qui s'est déroulée de juillet 1993 à avril 1994.

[1320] Outre les OMP des Nations unies, la Corée du Sud participe à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), qui regroupe plus de 50 pays, dont des membres de l'OTAN, et contribue à des missions telles que les opérations de stabilisation en Afghanistan et le soutien au renforcement des capacités de l'armée et de la police afghanes de 2001 à 2004.

également participé aux efforts internationaux de lutte contre la piraterie en Somalie dans le cadre des forces maritimes combinées (CMF)[1321] en envoyant une unité de navale, nommée *Cheonghae*[1322], dans les eaux somaliennes depuis mars 2009 : il s'agit du premier déploiement à l'étranger d'un navire de guerre de la marine sud-coréenne[1323].

Le 21 novembre 2011, un premier dialogue politique de haut niveau entre la Corée du Sud et l'UE a eu lieu, sous la direction du vice-ministre des affaires étrangères *Park, Seok-hwan* et de *Helga Schmid*, directrice générale du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), qui est un organe consultatif clé établi pour approfondir le partenariat stratégique. Les deux parties conviennent de « renforcer les consultations dans les domaines des droits de l'homme, de la coopération au développement et de la lutte contre la piraterie afin de consolider le partenariat stratégique » et, d'approfondir la coopération dans la lutte contre la piraterie en Somalie[1324]. Dans ce contexte, l'UE demande à la République de Corée un « soutien en personnel et en matériel » pour l' « EUCAP NESTOR », qui doit être lancé en juillet 2012, et la Corée annonce sa décision de contribuer à hauteur de 200 000 dollars[1325] au Centre de formation de Djibouti dans le cadre de la mission EUCAP/NESTOR[1326]. Dans le cadre de la PSDC et en matière de gestion des crises, l'EUCAP/NESTOR est « une mission visant au renforcement des capacités maritimes régionales dans la Corne de l'Afrique d'une capacité d'autonomie à renforcer, de manière continue, leur sécurité maritime, y compris la lutte contre la piraterie, et la gouvernance maritime » sur Djibouti, le Kenya, les Seychelles la Somalie, et le Tanzanie[1327].

Cela marque le début d'une coopération plus approfondie en matière de gestion des crises dans le cadre des relations bilatérales, qui reposent sur un partenariat stratégique. À la suite de l'indication de la Corée de participer à la mission EUCAP/NESTOR, l'UE propose

---

[1321] La coalition, ainsi que l'OTAN et l'UE, s'appuie sur un total de 12 résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (n° 1816, 1838, 1846, 1851, 1897, 1918, 1950, 1976, 2015, 2020, 2036 et 2077). Ces résolutions, adoptées depuis juin 2008, appellent à une réponse internationale coordonnée aux activités de lutte contre la piraterie menée par des navires de guerre étrangers dans les eaux territoriales somaliennes.

[1322] 청해부대 en coréen.

[1323] *한겨레 (The Hankyoreh)*, le 13 mars 2009.

[1324] 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 제1차 한.EU 고위정치대화 개최 » (1ère dialogue politique de haut niveau entre la Corée et l'UE), le 21 novembre 2011.

[1325] Hae-Won Jun et Michael Reiterer, « Preventive diplomacy and crisis management in EU–Korea security relations », dans Nicola Casarini (eds.), *EU–Korea Security Relations*, Londre : Routledge, 2021, pp. 98-120.

[1326] Conseil de l'Union européenne, « European Union -Republic of Korea summit Joint Press Statement » (15876/13), Bruxelles, le 8 novembre 2013, p.3.

[1327] « Décision 2012/389/PESC du Conseil du 16 juillet 2012 relative à la mission de l'Union européenne visant au renforcement des capacités maritimes régionales dans la Corne de l'Afrique (EUCAP NESTOR) », Journal officiel de l'Union européenne, n° L 187/40, le 17 juillet 2012.

officiellement un accord-cadre sur la participation de la Corée à ses missions et opérations afin de jeter les bases institutionnelles de l'extension de la coopération Corée-UE au domaine de la gestion des crises[1328]. Le 14 novembre 2012, la République de Corée invite l'UE au premier dialogue de défense de Séoul afin de procéder à un échange de vues sur les opérations de gestion de crise et d'entamer des négociations en vue de conclure un accord sur la participation du pays aux opérations de gestion de crise de l'UE[1329].

En octobre 2013, les remarques du ministre des affaires étrangères *Yun Byung-se* selon lesquelles « la Corée et l'UE ont récemment étendu le champ de leur coopération au domaine de la sécurité, principalement par le biais du projet EUCAP Nestor visant à lutter contre la piraterie en Afrique du Nord-Est, et répondons ensemble aux menaces mondiales en tant que partenaires stratégiques partageant les valeurs universelles de l'humanité, telles que les droits de l'homme et la démocratie »[1330], témoignent de l'importance croissante accordée à cet aspect des relations bilatérales sur les valeurs.

Le 23 mai 2014, le ministre des affaires étrangères de la République de Corée, *Yun, Byung-se* et la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Catherine Ashton*, organisent une réunion à Séoul pour discuter de questions bilatérales et de questions régionales et internationales, et signent officiellement l'accord sur « un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne »[1331]. Il s'agit de la base juridique et institutionnelle des relations bilatérales sur des actions « dans le domaine de la gestion de crise, notamment des opérations de maintien de la paix ou des opérations humanitaires »[1332]. Cela renforce le partenariat stratégique entre les deux entités en établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de gestion de crises à caractère civil et militaire menées par l'UE. Etant donné que la Corée du Sud et l'UE ont ainsi signé un accord-cadre de coopération dans les trois domaines des affaires politiques, de l'économie et de la sécurité, cela étend la coopération stratégique entre la Corée

---

1328 Jun et Reiterer, *op.cit.*

1329 Conseil de l'Union européenne, « Main aspects and basis choices of the CFSP (point G, paragraph 43 of the Interinstitutional Agreement of 17 May 2006) - 2012 - Annual report from the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy to the European Parliament » (14924/13), Bruxelles, le 16 octobre 2013, p.62.

1330 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 윤병세 외교장관, 박근혜 대통령 유럽 순방 성과 제고를 위한 사전 협의 » (Le ministre des affaires étrangères Yun Byung-se rencontre la présidente Park Geun-hye pour discuter des moyens d'améliorer les résultats de sa tournée européenne), le 21 octobre 2013.

1331 En vigueur à partir du 1er décembre 2016.

1332 Journal officiel de l'Union européenne, n° L166, le 5 juin 2014, p. 3.

du Sud et l'UE au-delà des niveaux politique et économique, dans le domaine de la gestion des crises.

Sur cette base juridique et institutionnelle, quelques mois seulement après l'entrée en vigueur de l'accord bilatéral en mars 2017, la République de Corée envoie le navire de guerre *Choi Young* pour participer à l'opération de lutte contre la piraterie menée par la force navale de l'UE dans le golfe d'Aden, au large des côtes somaliennes, la première participation à l'opération de lutte contre la piraterie « Atlanta » menée par l'UE[1333]. Il s'agit du premier exemple de coopération en matière de gestion de crise entre la Corée du Sud et l'UE, les opérations de lutte contre la piraterie correspondant bien aux capacités, à l'expérience et aux intérêts de la Corée du Sud dans les activités de la cadre de la gestion de l'UE. En effet, la Corée du Sud avait déjà mené des activités similaires dans les eaux entourant la Somalie, et sa connaissance approfondie de la région a facilité sa coopération avec l'UE dans ses efforts de gestion de crise en déplaçant l'objet de la coopération internationale de la marine de la République de Corée vers l'UE[1334].

Les deux parties étendent également cet aspect sécuritaire à une coopération à grande échelle sur les questions internationales, sur la base de cadre de « partenariat stratégique ». En mars 2015, *Kwon, Hee-seok*, directeur de la division Moyen-Orient du ministère des Affaires étrangères de la République de Corée, et *Christian Berger*, directeur pour l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient, la péninsule arabique, l'Irak et l'Iran au Service d'action extérieure de l'Union européenne, se rencontrent sur des questions relatives au Moyen-Orient lors du premier Conseil ministériel Corée-UE sur la politique du Moyen-Orient. Il aborde la coopération bilatérale visant à promouvoir la compréhension mutuelle du Moyen-Orient, la sécurité et la stabilité internationales, l'aide au développement, la coopération sur la scène internationale et la lutte contre les menaces de conflit, de terrorisme et d'extrémisme dans la région[1335].

Le 4 mai 2015, la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Federica Mogherini*, se rendra en Corée du Sud et rencontrera le ministre

---

1333 *연합뉴스* (*Yonhap News Agency),* le 15 mars 2017.

1334 전혜원, « 글로벌 안보 협력 파트너로서의 한국과 EU, 위기관리활동을 중심으로(정치/안보) » (Hae-Won Jun, « Opérations de gestion de crise de la République de Corée et de l'UE en tant que partenaires de sécurité mondiale (Politique/Sécurité) »), JPI정책포럼 (Forum politique JPI), Février 2018, p.5.

1335 « 제1차 한-EU 국장급 중동정책협의회 » (Premier Conseil ministériel Corée-UE sur la politique au Moyen-Orient), 대한민국 정책브리핑 (Dossier politique sur la Corée du Sud), le 18 mars 2015, République de Corée.

des Affaires étrangères, *Yun, Byung-se*. *Mogherini* déclare en particulier que « le fait que l'UE soit la première en Asie à signer un tel accord avec la Corée du Sud témoigne de la grande valeur stratégique de la Corée du Sud dans la communauté internationale », et apprécie la signature de l'accord-cadre sur les activités de gestion de crise, qui jette les bases de la coopération entre l'UE et la Corée du Sud en matière de gestion et de réponse aux crises mondiales. En outre, au-delà des relations bilatérales, le ministre *Yun* et la haute représentante *Mogherini* conviennent d'échanger des points de vue approfondis sur des questions régionales et mondiales telles que la situation en Asie du Nord-Est, l'Ukraine, le Moyen-Orient, la non-prolifération nucléaire, y compris l'accord sur le nucléaire iranien, la cybersécurité, la lutte contre *Daech,* le développement durable et le changement climatique, et la promotion de la coopération sur les questions pertinentes au sein des Nations unies et d'autres forums multilatéraux[1336].

En outre, sur la base du partenariat stratégique, les deux parties organisent chaque année depuis 2015 une conférence internationale réunissant des experts de chaque pays pour discuter de questions internationales. Cela signifie que l'UE et la Corée du Sud sont devenues des partenaires stratégiques importants dans les affaires diplomatiques et de sécurité sur la base de valeurs communes, dans le cadre d'une relation bilatérale fondée juridiquement et institutionnellement sur des valeurs communes, et qu'elles travaillent ensemble pour s'engager dans des affaires internationales centrées sur ces valeurs. En parallèle, l'UE réaffirme sa ligne de conduite en matière de politique étrangère, à savoir la recherche de partenariats stratégiques avec des acteurs partageant les mêmes idées, en vue de mettre en œuvre les valeurs et les normes qui lui sont chères au sein de la communauté internationale. La stratégie active de l'UE pour mettre en œuvre des valeurs communes avec ses partenaires est alignée sur la Corée du Sud.

[1336] MOFA-KOR, « 외교백서 2016 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2016), 2016, pp.141-143.

2) La coopération dans le contexte de l'aide publique au développement

La politique de partenariat entre l'UE et la Corée du Sud, fondée sur des valeurs, s'étend également aux politiques d'aide au développement. La Corée du Sud, comme indiqué précédemment, commence à concentrer une grande partie de ses efforts sur les activités de coopération internationale au développement, à mesure qu'elle renforce son rôle au sein de la communauté internationale. La Corée du Sud est un donneur d'aide actif sur la scène internationale depuis 2010, notamment en rejoignant le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE en tant que 23e membre à la fin du mois de novembre 2009. L'adhésion de la Corée du Sud est importante dans la mesure où c'est la première fois que le rôle de bénéficiaire est inversé par rapport à celui de donateur. La Corée du Sud est désormais membre du Comité d'aide au développement, qui est responsable de plus de la moitié de l'aide publique au développement dans le monde.

L'une des exigences du Comité d'aide au développement à l'égard des pays candidats est qu'ils atteignent un niveau adéquat d'aide publique au développement (APD). Un niveau adéquat signifie que l'APD totalise au moins 100 millions de dollars US ou que la part de l'APD dans le revenu national brut (RNB) est d'au moins 0,2 %. Lorsque la Corée a annoncé son intention de rejoindre le CAD de l'OCDE, une mission du CAD, ainsi que son président, s'est rendue dans le pays et a publié l'« Examen spécial du coopération pour le développement de la République de Corée »[1337] en 2008. Dans son rapport, la mission recommande alors à la Corée du Sud de porter la part de son APD à 0,25 %, son revenu national brut, ce que le gouvernement a accepté de faire[1338].

Déterminée à « améliorer qualitativement et quantitativement l'aide au développement, conformément à son nouveau statut de donateur avancé, et à répondre aux appels de la communauté internationale en faveur du rôle de la Corée du Sud dans la coopération internationale au développement »[1339], la Corée du Sud commence à travailler pour

---

[1337] OCDE, « Examen spécial de la coopération pour le développement de la République de Corée », 2008.

[1338] En conséquence, les décaissements d'APD de la Corée du Sud ont augmenté à un rythme significatif. Selon le ministère de la stratégie et des finances, le taux de croissance de l'APD entre 2008 et 2012 a été de 18,8 %, ce qui le place au premier rang des membres du Comité d'aide au développement. L'aide publique au développement (APD) de la Corée du Sud a augmenté régulièrement au cours des dernières années, passant d'environ 210 millions de dollars US en 2000 à environ 132 millions de dollars US en 2011 ; 국제개발협력위원회 (Conseil international de coopération au développement), 기획재정부(Ministère de la stratégie et des finances), 2014, République de Corée.

[1339] MOFA-KOR, 2010, *op.cit.,* p.217.

faire progresser la coopération internationale au développement avec l'Union européenne, qui occupe la première place mondiale en matière d'APD.

La coopération en matière de politique de développement entre la Corée du Sud et l'Union européenne a véritablement débuté le 2 juin 2008 avec la première consultation Corée-UE sur la politique d'aide à Séoul. *Oh, Joon*, chef de la division des traités multilatéraux et diplomatiques du ministère des affaires étrangères, et *Bernard Petit*, directeur général adjoint pour le développement de la Commission européenne, présentent l'état actuel de l'APD et l'orientation de la politique d'aide des deux parties, et discutent des moyens d'améliorer l'efficacité de l'aide et la coopération dans le domaine de la passation des marchés publics.

Plus particulièrement, le partage d'expériences en matière de coopération bilatérale au développement et l'exploration de projets de coopération dans les pays en développement sont à l'ordre du jour du 3e Conseil politique de coopération au développement Corée-UE qui s'est tenu le 18 mars 2014, en présence de *Oh, Young-joo*, directeur de la coopération au développement au ministère des affaires étrangères de la République de Corée, et de Gustavo Martín Prada, directeur de la politique de développement à la direction générale du développement de la Commission européenne[1340].

En outre, lors du 7e Conseil politique Corée-UE sur la coopération au développement, le 26 avril 2019, sont présents *Oh, Young-joo*, directeur de la coopération au développement au ministère des affaires étrangères sud-coréen, et *Felix Fernandez-Shaw*, directeur de la politique de développement de l'UE. Dans cette réunion, la République de Corée considère le Fonds fiduciaire pour l'Afrique de l'UE comme un bon exemple de lien entre l'aide humanitaire et le développement, étant donné qu'il soutient les réfugiés en Afrique tout en promouvant le développement économique en Afrique, et propose à l'UE de continuer à explorer les moyens par lesquels la Corée du Sud peut contribuer à l'avenir. L'UE suggère également que la Corée du Sud et l'UE continuent d'explorer les moyens de renforcer conjointement la coopération avec la société civile, la participation du secteur privé devenant de plus en plus importante[1341]. Ainsi, la République de Corée s'est engagée à poursuivre le dialogue avec l'Union européenne, un donateur avancé, afin d'explorer les domaines de

[1340] MOFA-KOR, « 외교백서 2015 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2015), 2015, p.305.
[1341] MOFA-KOR, « 외교백서 2020 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2020), 2020, pp.200-201.

coopération[1342].

En conséquence, les relations bilatérales entre la Corée et l'UE en termes de politique de coopération internationale au développement ne sont pas encore caractérisées par des politiques ou une coordination significative. Cela est dû aux différents niveaux d'acteurs impliqués dans le développement international et ainsi qu'au fait que les politiques de coopération au développement de l'UE tendent à être mises en œuvre dans le cadre de l'UE, tandis que les politiques détaillées sont mises en œuvre par les États membres eux-mêmes. Toutefois, la régularité des dialogues bilatéraux dans ce domaine laisse entrevoir un élargissement des possibilités de coopération sur les questions internationales dans le cadre du partenariat stratégique entre la Corée du Sud et l'UE. En particulier, comme il ressort de ce qui précède, la coopération bilatérale est porteuse d'espoir à cet égard. Il s'agit aussi d'une possibilité de renforcement visible de la relation bilatérale qui continue de renforcer et d'élargir les partenariats en matière de coopération internationale au développement. Autrement dit, il s'agit d'une expansion continue de la stratégie et de la politique de partenariats liés par des valeurs communes.

[1342] *Ibid.*

3) L'approfondissement du partenariat à l'exportation des normes internationales

Cependant, en 2016, la Corée du Sud est confrontée à une nouvelle période de bouleversements. La présidente *Park, Geun-hye*, 18e présidente de la République de Corée, a violé la Constitution et les lois de manière extensive et grave dans l'exercice de ses fonctions. Par conséquent, conformément à la Constitution, la présidente *Park, Geun-hye* est mise en accusation et destituée, ce qui constitue la première destitution d'un chef d'État dans l'histoire de la Constitution en Corée du Sud. Le retrait de la présidente entraîne un vide diplomatique pendant plusieurs mois. Le Président *Moon, Jae-in*, qui prend ses fonctions le 10 mai 2017, n'a pas eu le temps de mettre en place un comité de transition présidentielle, contrairement aux administrations précédentes. Néanmoins, il s'agit d'une période de relations actives et approfondies entre la Corée du Sud et l'Union européenne.

Peu après son entrée en fonction, le nouveau Président *Moon, Jae-in* envoie un émissaire présidentiel dans l'UE. C'est la première fois qu'un émissaire présidentiel dans l'UE est envoyé par un président sud-coréen, marquant ainsi l'engagement ferme du gouvernement en faveur du développement des relations entre la Corée du Sud et l'UE. Le 19 mai 2017, le professeur d'économie internationale *Cho, Yoon-je*, envoyé spécial du président *Moon, Jae-in* auprès de l'UE, se rend à Bruxelles, et rencontre le président du Conseil de l'UE, *Donald Tusk*, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Federica Mogherini*, et la directrice générale des relations extérieures de l'UE, *Helga Schmid*. Il leur remet une lettre de vœux du président *Moon, Jae-in*, exprimant son désir de continuer à travailler en étroite collaboration avec l'UE[1343]. Dans un communiqué de presse, l'UE qualifie également l'envoyé sud-coréen de « démonstration du solide partenariat stratégique entre l'UE et la Corée du Sud »[1344].

En réalité, à partir de 17 heures la veille, le président *Moon* s'est entretenu lors d'un appel téléphonique de 20 minutes avec le président du Conseil de l'UE, *Tusk* déclare que « la Corée a signé trois accords avec l'UE : un accord-cadre, un accord de libre-échange (ALE) et une activité de gestion de crise », et s'est dit « très satisfait de [leur] partenariat stratégique ». Il ajoute que « l'UE a également joué un rôle très important dans l'accord sur le nucléaire

[1343] MOFA-KOR, « 외교백서 2018 » (Livre blanc sur la politique étrangère 2018), 2018, pp.79-80.

[1344] Communiqué de presse, Conseil européen, « Le président du Conseil européen, Donald Tusk, et la haute représentante, Federica Mogherini, ont rencontré l'envoyé spécial de Moon Jae-in, président de la République de Corée », le 19 mai 2017.

iranien, et [qu'ils espèrent] poursuivre la communication stratégique entre la Corée du Sud et l'UE en vue de l'abolition complète du programme nucléaire de la Corée du Nord »[1345]. Le président *Tusk* exprime lui aussi sa volonté d'approfondir le partenariat stratégique entre de l'UE et la Corée du Sud[1346].

Lors de sa rencontre avec l'émissaire présidentiel *Cho, Tusk* déclare que l'UE resterait un partenaire solide de la Corée du Sud dans la promotion de la paix et de la sécurité et d'un régime commercial ouvert et fondé sur l'État de droit. Il ajoute que l'UE est prête à accroître ses efforts pour s'engager avec la Corée du Sud au sein de la communauté internationale et à travailler à la réduction des tensions et à la dénucléarisation pacifique de la péninsule coréenne[1347]. De plus, il déclare que l'UE semble encouragée par le fait que le nouveau gouvernement a une philosophie, une attitude et une approche communes (pour résoudre la question nucléaire nord-coréenne), a-t-il déclaré, ajoutant que « l'UE jouerait un rôle actif si cela contribuait à résoudre la question »[1348]. En effet, la dernière décennie de gouvernements conservateurs en République de Corée, tout comme aux États-Unis, a été marquée par une approche rigide et hostile à l'égard de la Corée du Nord, ce qui a entraîné une pause dans la coopération de l'UE en période « pacifique ». Toutefois, l'arrivée de l'administration libérale de *Moon, Jae-in* et son engagement en faveur d'une résolution pacifique ainsi que d'une amélioration des relations entre les deux Corées s'alignant sur les valeurs, font qu'il y a un espoir à ce que l'UE joue à nouveau un rôle actif de facilitateur dans la péninsule coréenne.

Un mois plus tard, le 23 juin 2017, lors d'un appel téléphonique entre la ministre des Affaires étrangères *Kang, Kyung-wha* et *Federica Mogherini*, cette dernière déclare : « Je suis heureuse que la Corée du Sud et l'UE, en tant que partenaires stratégiques partageant des valeurs universelles, aient approfondi leur coopération au-delà du niveau bilatéral pour l'étendre au niveau mondial, se rapprochant ainsi d'une quasi-alliance ». *Mogherini* exprime son profond soutien au rôle de premier plan de la Corée du Sud dans la péninsule coréenne et sa volonté de contribuer à la résolution de la question nucléaire nord-coréenne en tirant parti de l'expérience et des atouts diplomatiques de l'Union européenne[1349].

1345 *뉴스핌 (Newspim),* le 20 mai 2017.
1346 *KBS News*, le 20 mai 2017.
1347 *Ibid.*
1348 *뉴스핌* (Newspim), *op.cit.*
1349 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 강경화 외교부장관, Federica

L'approfondissement des liens bilatéraux, qui se sont transformés en un partenariat stratégique, est mis en évidence le 12 juillet 2017 lorsque le premier vice-ministre des affaires étrangères, *Lim, Sung-nam*, rencontre *Helga Schmid*, directrice générale du service des relations extérieures de l'UE, et exprime l'espoir de la Corée du Sud d'élargir encore la coopération avec l'UE à l'avenir, conformément à l'orientation de la politique étrangère du gouvernement de la Corée du Sud visant à renforcer la diplomatie avec l'Europe au-delà du cadre des quatre puissances autour de la péninsule coréenne[1350].

En outre, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères ASEAN-ROK du 6 août 2017 au Forum régional de sécurité de l'ASEAN (ARF), la ministre des affaires étrangères de la Corée du Sud, *Kang, Kyung-wha*, déclare que la relation entre la République de Corée et l'Union européenne se transforme en un partenariat stratégique exemplaire et que l'Europe est un partenaire très important dans les efforts du gouvernement coréen pour élargir ses horizons diplomatiques, tandis que la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité, *Federica Mogherini*, déclare que la République de Corée et l'Union européenne ont maintenu le meilleur partenariat stratégique et que les deux parties devraient explorer l'élargissement de la coopération à de nouveaux domaines aux niveaux bilatéral, régional et mondial.

Cette évolution des relations bilatérales est encore saluée lors de la rencontre entre la ministre *Kang* et la haute représentante *Mogherini* en Belgique le 20 octobre, au cours de laquelle *Mogherini* déclare que « la Corée du Sud est le partenaire le plus proche de l'UE et que les relations entre la Corée du Sud et l'UE sont à leur meilleur niveau ». Elle se félicite de la participation de la Corée du Sud aux opérations de gestion de crise de l'UE et réitère la nécessité d'étendre la coopération aux niveaux bilatéral, régional et mondial[1351].

Ce renforcement des liens bilatéraux est reconnu par les dirigeants des deux parties en 2018. Dans le sommet UE et la Corée du Sud, qui s'est tenu immédiatement après le sommet

---

Mogherini (페데리카 모게리니) EU 외교안보정책 고위대표 전화통화 » (Le ministre des Affaires étrangères Kang Kyung-wha et la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, par téléphone), le 23 juin 2017.

1350 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 제1차관, 스웨덴, 영국, 유럽연합(EU) 방문 » (Visite de la première vice-ministre en Suède, au Royaume-Uni et dans l'UE), le 12 juillet 2017.

1351 외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères), « 강경화 외교부장관, 벨기에(EU)·프랑스 방문(Brussels/Paris) » (La ministre des Affaires étrangères Kang Kyung-wha se rend en Belgique (UE) et en France (Bruxelles/Paris), le 20 octobre 2017.

de l'ASEM, le 19 octobre 2018, les dirigeants de l'UE, le président du Conseil européen, *Donald Tusk* et le président de la Commission européenne, *Jean-Claude Juncker*, et le président de la Corée du Sud *Moon, Jae-in*, échangent leurs points de vue sur le développement futur du partenariat stratégique entre la Corée du Sud et l'UE, ainsi que sur les questions régionales et mondiales, y compris la péninsule coréenne. Au cours de la réunion, le président *Tusk* confirme notamment les relations bilatérales renforcées, en terme que « nos relations sont positives et solides dans chacun des trois piliers de notre partenariat stratégique : sur le plan politique, économique et de la sécurité. Le sommet d'aujourd'hui confirme une nouvelle fois l'importance de notre partenariat stratégique. La Corée du Sud constitue un partenaire solide, fiable et déterminé en Asie, qui partage les mêmes valeurs que l'UE »[1352]. Cela témoigne de la forte implication des partenariat stratégique, fondé sur des valeurs communes. Dans ce sommet, les deux parties convenues que le processus de paix dans la péninsule coréenne est important pour la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est ainsi que sur les questions régionales et mondiales. Elles décident de renforcer leur coopération dans ce contexte[1353].

Le discours sur les « valeurs partagées » commence à émerger comme un élément clé des relations bilatérales. Le 1er décembre 2019, le président *Moon, Jae-in* s'entretenu par téléphone avec la nouvelle commissaire européenne *Ursula von der Leyen*, à la demande de l'Union européenne[1354]. Lors de cet appel, au cours duquel le président Moon félicite pour sa nomination, la président *von der Leyen* déclare que « la Corée du Sud est un partenaire clé de l'UE » et qu'elle se réjouit de travailler en étroite collaboration avec le président *Moon* pour développer les relations entre l'UE et la Corée du Sud au cours de son mandat[1355]. Partageant des valeurs universelles, les dirigeants proposent que la Corée du Sud et l'UE renforcent leur partenariat stratégique et collaborent étroitement sur les questions régionales et internationales[1356].

Les « valeurs partagées » sont désormais un mot-clé important dans le discours sur le développement et la coordination des relations bilatérales renforcées et sur les possibilités

---

1352 Conseil européen, « Observations liminaires du président Donald Tusk », Sommet UE-République de Corée à Bruxelles, 19 octobre 2018.

1353 *서울경제* (The Seoul Economic Daily), le 20 octobre 2018.

1354 *이뉴스투데이 (Enewstoday),* le 1 décembre 2019.

1355 *Ibid.*

1356 문재인 정부 청와대 페이스북 (Maison bleue du président Moon Jae-in Facebook), « 문대통령-신임 유럽연합(EU) 집행위원장 통화 » (Appel du président Moon au nouveau président de la Commission européenne), le 1 décembre 2019.
(https://www.facebook.com/TheBlueHouseKR/posts/2671574583130765/) (consulté au 22 octobre 2021).

qu’elles offrent pour l’avenir. Autrement dit, en tant que tel, le partenariat stratégique entre la Corée du Sud et l’UE est un partenariat fondé sur une diplomatie des valeurs, et les liens bilatéraux entre les deux pays ont été renforcés afin de promouvoir une relation plus étroite de type alliance sur la scène internationale, notamment dans les domaines des affaires étrangères et de la sécurité, ce qui revêt une grande importance pour la coopération régionale et le partenariat à l’échelle mondiale. Ainsi, les valeurs partagées entre ces deux acteurs constituent une norme importante dans leurs relations diplomatiques. Ces normes dépassent les relations bilatérales pour s’étendre au multilatéralisme dans les relations entre les deux acteurs, et leur signification s’étend aux normes internationales.

B. Les enjeux des valeurs partagées à nos jours : la peine de mort en Corée du Sud

L'UE et la Corée du Sud renforcent leurs relations bilatérales par le biais d'un partenariat stratégique fondé sur des valeurs partagées et coopèrent pour renforcer cette base sur la scène internationale. Néanmoins, il reste encore des défis à relever en ce qui concerne les valeurs dans les relations bilatérales. D'une part, l'UE continue de soulever plusieurs questions essentielles relatives aux droits de l'homme en Corée du Sud. La peine de mort en Corée du Sud, qui repose sur les valeurs des droits de l'homme, en est un exemple clé. Cela est le constat fait depuis les années 1990, lorsque sa relation a relancé la Corée du Sud, qui est devenue une démocratie à part entière, comme cela est décrit dans la deuxième partie précédente.

L'UE a une position forte sur l'abolition de la peine de mort au sein de la communauté internationale, position contraignante non seulement pour les États membres, mais aussi pour les pays avec lesquels l'UE entretient des relations[1357]. Elle la défend au motif qu'il s'agit d'une valeur internationale dans le cadre des Nations unies et d'une valeur européenne[1358]. En 2010, *Catherine Ashton*, Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le souligne dans son discours au Parlement :

> Lorsque j'envisage l'avenir, je me demande ce que nous pouvons faire de plus afin de favoriser l'abolition de la peine de mort dans le monde entier. Je veux garantir au [Parlement européen] que le travail destiné à abolir la peine de mort constitue pour moi une priorité absolue. Je veillerai à ce qu'il progresse, tant dans les instances bilatérales que multilatérales[1359].

De ce point de vue, les pays qui maintiennent la peine de mort font l'objet d'appels constants à l'abolition de cette pratique et à la condamnation de la part de l'UE, et peuvent même faire l'objet d'une influence diplomatique[1360].

D'autre part, en Corée du Sud, aucune exécution n'a eu lieu depuis la dernière tenue en 1997, dès lors ce pays est classé par l'Amnesty International depuis 2007 en tant que l'« abolitionniste dans la pratique », c'est-à-dire, l'abolitionniste *de facto*[1361]. Cependant,

---

[1357] Le Service européen d'action extérieure (SEAE), « EU Statement on the death penalty », 1380bis Réunion du Comité des Ministres, le 8 juillet 2020, Bruxelles.

[1358] Conseil de l'Union européenne, « Lignes directrices : droits de l'homme et droit international humanitaire », 2009, pp.7-8.

[1359] Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Strasbourg, le 16 juin 2010.

[1360] Le Service européen d'action extérieure (SEAE), « EU Guidelines on the Death Penalty: revised and updated version », 2013.

[1361] Amnesty International, « The Death Penalty Worldwide developments in 2007 », le 15 avril 2008, p.23.

la peine de mort existe en vertu de la loi[1362], et des condamnations à mort sont prononcées occasionnellement[1363]. Cela signifie que la peine de mort est reconnue comme un châtiment par la constitution coréenne actuelle et que le gouvernement coréen a l'obligation d'appliquer la peine de mort[1364]. Ainsi, on dénombre en 2023 actuellement 59 prisonniers dans le couloir de la mort[1365].

Le 25 février 2010, la Cour constitutionnelle sud-coréenne a confirmé la constitutionnalité de la peine de mort[1366]. C'est la deuxième fois que la Cour maintient cette posture depuis 1996[1367]. La position du ministère de la Justice, telle qu'exprimée dans les motifs de la décision de la Cour constitutionnelle, était que l'article 110(4)[1368] de la Constitution est la base constitutionnelle de la peine de mort, et que toute vie humaine a une valeur égale en tant qu'entité naturelle, mais que lorsque ces valeurs égales entrent en conflit les unes avec les autres, les normes fondamentales de l'État peuvent guider pour savoir quelle vie doit être protégée, de sorte que le droit à la vie, comme d'autres droits fondamentaux, soit soumis à des réserves législatives restrictives, et puisse être restreint afin de maintenir le bien-être ou l'ordre public[1369]. De plus, le gouvernement conservateur de *Lee, Myung-bak* a fait pression pour que des exécutions aient lieu presque immédiatement après son entrée en fonction en 2008. Peu après la décision de constitutionnalité de la Cour constitutionnelle, le ministre de la Justice *Lee, Gui-nam* a exprimé son vif désir de procéder à des exécutions[1370].

Le Parlement européen discute de la position de la Corée sur la peine de mort lors de sa session plénière du 11 mars 2010 à Strasbourg et adopte une résolution condamnant la

---

1362 Conformément aux articles 465 et 466 du code de procédure pénale, un ordre d'exécution doit être émis par le procureur général dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le jugement est finalisé, et si le procureur général ordonne l'exécution, celle-ci doit être effectuée dans un délai de cinq jours ; « 형사소송법» (Code de procédure pénale) ; CNIJ-KOR.

1363 La dernière condamnation à mort a été confirmée par la Cour suprême en 2016, au cas d'une fusillade perpétrée par un déserteur qui a tué cinq personnes et en a blessé sept autres en 2014 ; « 사건 2015도 12980 (Affaire : 2015 DO 12980) », 대법원 판결(Arrêt de la Cour suprême), 대한민국 법원 (Tribunaux de Corée du Sud), le 19 février 2016.

1364 Voir note 858 ci-dessus.

1365 *한국일보* (*The Hankook Ilbo*), le 5 juin 2023.

1366 République de Corée, Cour constitutionnelle (헌법재판소), 5 constitutionnelles et 4 inconstitutionnelles, le 25 février 2010.

1367 La Cour constitutionnelle avait déjà déclaré la peine de mort le 28 novembre 1996. (Constitutionnelle 7, inconstitutionnelle 2).

1368 « Les procès militaires sous la loi martiale d'urgence ne peuvent être menés par un juge unique que dans les cas de crimes contre les soldats et le personnel militaire, d'espionnage contre l'armée et de crimes contre les gardes, les avant-postes, les aliments empoisonnés et les prisonniers de guerre, conformément à la loi. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux cas où la peine de mort est prononcée » ; CNIJ-KOR.

1369 République de Corée, Cour constitutionnelle (헌법재판소), 2010, *op.cit.*

1370 *KBS News,* le 16 mars 2010.

décision de la Corée du Sud de légaliser la peine de mort, comme suit :

> [Le Parlement européen] encourage la République de Corée à instituer un moratoire légal sur toutes les exécutions, jusqu'à ce que le Parlement ait adopté une loi abolissant la peine de mort ; demande au gouvernement de la République de Corée de soutenir la résolution des Nations unies sur l'abolition de la peine de mort et de décider de copromouvoir ou de voter en faveur d'une résolution qui sera soumise à l'Assemblée générale[1371].

Dans cette session du Parlement européen, la députée *Lidia Joanna Geringer de Oedenberg* du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates, mentionne que « la Corée du Sud est l'un des partenaires commerciaux clefs de l'Union européenne. C'est également un pays avec lequel la Commission européenne a achevé des négociations concernant un accord de libre-échange octroyant à chacune des deux parties un accès très large au marché de l'autre. Eu égard à ces relations économiques si étroites, je suis surprise de ce que l'UE et la Corée diffèrent tellement en matière de respect des droits de l'homme »[1372]. Comme elle l'indique, les questions de droits de l'homme liées à la peine de mort en Corée du Sud étaient sensibles à l'époque, étant donné que l'UE négociait un accord de libre-échange avec la Corée du Sud. Toutefois, l'UE n'a pas conditionné ses relations commerciales ou autres relations politiques avec la Corée du Sud suite à cette question.

Néanmoins, le gouvernement sud-coréen ne peut ignorer la position de l'UE aux valeurs. D'abord, dans l'opinion publique et les médias, la position du gouvernement conservateur sur la peine de mort a été largement critiquée en raison sur la contestation de l'UE. Des médias, principalement en Corée du Sud, ont également critiqué les remarques du ministre de la Justice *Lee* pour sa position en faveur de la peine de mort, en citant la position de l'UE selon laquelle « l'exécution de la peine de mort entraînerait l'effondrement des accords de libre-échange qui attendent toujours d'être ratifiés par les gouvernements de l'UE, ce qui aurait toutes sortes de conséquences commerciales »[1373]. L'administration *Lee Myung-bak*, qui avait prévu de procéder à l'exécution, y a également renoncé en raison de l'opposition « très forte » du ministère des affaires étrangères, qui craignait des frictions avec l'UE, selon un fonctionnaire du ministère de la justice de l'époque[1374].

[1371] « Résolution du Parlement européen du 11 mars 2010 sur la légalisation de la peine de mort en République de Corée », Journal officiel de l'Union européenne, n° C 349, le 22 décembre 2010, pp. 95-96.
[1372] Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Strasbourg, le 11 mars 2010.
[1373] *YTN*, le 18 mars 2010.
[1374] *조선일보 (Chosun Ilbo)*, le 7 septembre 2012.

Les échanges entre l'UE et la Corée du Sud concernant la question de la peine de mort se sont progressivement apaisés sous l'administration *Moon, Jae-in*, un gouvernement progressiste qui accorde de l'importance aux droits de l'homme. En septembre 2018, la Commission nationale des droits de l'homme de la République de Corée a voté pour recommander l'adhésion de la Corée au « deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques visant à abolir la peine de mort »[1375]. Il s'agit d'un engagement international visant à promouvoir la dignité humaine, à faire progresser les droits de l'homme et, en fin de compte, à interdire et à abolir la peine de mort[1376].

Un mois plus tard, le 8 octobre, *Michael Reiterer*, ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Corée, et les ambassadeurs des 28 États membres de l'UE en Corée du Sud ont publié une déclaration de soutien par rapport à cette recommandation de la Commission nationale des droits de l'homme. Celle-ci indique que « les ambassadeurs [de l'UE et des 28 États membres de l'UE] soutiennent également l'espoir de la Commission nationale des droits de l'homme de voir la République de Corée progresser vers l'abolition de la peine de mort en transformant le moratoire officieux sur les exécutions en un moratoire officiel et en votant en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur un moratoire sur l'application de la peine de mort »[1377]. C'était la première fois que l'UE et ses ambassadeurs adressaient à leur pays d'accueil une déclaration sur l'abolition de la peine de mort[1378].

Le 17 novembre 2020, lors de la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies de la 75e session, le gouvernement de la République de Corée a voté pour la première fois en faveur d'un moratoire sur les exécutions, puis a confirmé son soutien à la résolution sur un « Moratoire sur l'application de la peine de mort » lors de la session plénière de l'Assemblée générale des Nations unies le 16 décembre à New York[1379]. Le ministère de la justice indique que le vote a été effectué pour se joindre aux efforts de la communauté

1375 국가인권위원회 (Commission Nationale des droits de l'homme de la République de Corée), Communiqués de presse, le 11 septembre 2018.

1376 Le deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit l'obligation d'interdire l'exécution de la peine de mort et l'obligation de prendre les mesures nécessaires pour abolir la peine de mort, « [convaincu] que l'abolition de la peine de mort contribue à promouvoir la dignité humaine et le développement progressif des droits de l'homme ». ; « Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort », Nations Unies droits de l'homme Haut-Commissariat, l'ONU.

1377 *한겨레 (The Hankyoreh),* le 8 octobre 2018.

1378 *Ibid.*

1379 L'ONU, « Nations Unies Assemblée générale Soixante-quinzième session 46e séance plénière » (A/75/PV.46), New York, le 16 décembre 2020, pp.18-19.

internationale visant à protéger le droit à la vie en tant que droit fondamental absolu[1380]. Il ajoute qu'une résolution de nature consultative de l'Assemblée générale des Nations unies n'oblige pas la Corée à abolir la peine de mort ou à modifier son système pénal, ce qui fera l'objet d'un examen approfondi au niveau national[1381].

Dans le même temps, *Eamon Gilmore*, représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme, a remis à la Cour constitutionnelle sud-coréenne une lettre d'opinion demandant l'abolition de la peine de mort en tant qu'avis officiel de l'Union européenne[1382]. Il a déclaré que l'UE soutenait fermement l'abolition mondiale de la peine de mort et que si la Corée du Sud abolissait la peine de mort, cela enverrait un signal positif aux autres pays d'Asie de l'Est qui pratiquent encore la peine de mort[1383].

Cependant, maintenant, avec le retour d'un gouvernement conservateur de Président *Yoon, Suk-yeol* en Corée du Sud depuis mai 2022 et une série récente de crimes odieux, l'opinion publique s'intéresse de plus en plus à la peine de mort[1384]. Dans ce contexte, la nouvelle administration du Président *Yoon* a fait preuve d'incohérence dans sa position sur la peine de mort. Le gouvernement *Yoon* a suivi le gouvernement précédent en votant en faveur d'un moratoire sur la peine de mort à l'Assemblée générale des Nations unies[1385], tandis que le ministre de la Justice *Han, Dong-hoon* a chargé le gouvernement d'entretenir correctement les installations d'exécution dans les prisons tant que la peine de mort reste en vigueur[1386].

Toutefois, même au milieu de cette radicalisation de la peine de mort, il apparaît que le poids de l'UE ne peut être négligé dans ces discussions. Le 26 juillet 2023, interrogé sur l'exécution de la peine de mort dans le cadre de l' « affaire du meurtre et de l'agression au couteau de *Shinlim* »[1387], le ministre de la Justice *Han* déclare que « la peine de mort est également liée à des questions diplomatiques. Si la peine de mort est exécutée, les relations

---

1380 법무부 (Ministère de la Justice), Communiqués de presse, le 18 novembre 2020, République de Corée.

1381 *Ibid.*

1382 Cette lettre est une réponse à l'avocat Kim Hyung-jeong (représentant la Commission catholique des droits de l'homme), requérant dans la révision en cours de la peine de mort par la Cour constitutionnelle (2019 Constitution 59), qui affirmait qu'il serait très utile que l'avis de l'Union européenne soit présenté directement à la Constitution sud-coréenne; *가톨릭뉴스 지금여기*, le 4 décembre 2020.

1383 *Ibid.*

1384 Selon un sondage réalisé en juillet 2022, 69 % des personnes interrogées sont favorables au maintien de la peine de mort et 23 % à son abolition; Gallup Korea (한국갤럽조사연구소), le 21 juillet 2022. (https://www.gallup.co.kr/gallupdb/reportContent.asp?seqNo=1312) (consulté le 4 janvier 2024).

1385 *한겨레 (The Hankyoreh),* le 18 décembre 2022.

1386 *뉴스핌,* (*Newspim),* le 30 août 2023.

1387 Le 21 juillet 2023, une personne a été tuée et trois autres blessées lors d'une attaque à l'arme blanche près de la gare de *Shinlim* à Séoul.

diplomatiques avec l'UE pourraient être sérieusement interrompues »[1388], ce qui suscite de nombreuses questions auprès du public et des médias en Corée au sujet de l'exécution de la peine capitale et des relations de la Corée du Sud avec l'UE[1389]. De ce point de vue, il convient de souligner que l'engagement de l'UE et sa réflexion sur la peine de mort en Corée du Sud ne concernent peut-être pas directement les aspects institutionnels de la Corée du Sud, mais qu'ils expriment et influencent en fait une réflexion interne.

Cela ne veut pas dire que la peine de mort, qui est institutionnellement et judiciairement ancrée depuis la fondation de la Corée du Sud, disparaîtra du jour au lendemain à la suite des relations extérieures de l'UE. Néanmoins, le fait que ses relations diplomatiques avec l'UE, qui ont commencé par l'acceptation des valeurs universelles, soient maintenant considérées comme une considération pour la mise en œuvre pratique de la peine de mort au niveau interne, indique une orientation claire de sa diplomatie vers les valeurs de l'UE. Cela montre qu'il est désormais impossible de nier l'influence de l'UE sur les valeurs universelles en Corée du Sud. Il s'agit là d'un des principaux exemples de la forte influence des valeurs européennes de l'UE en Corée du Sud.

1388 대한민국 국회 (Assemblée nationale de la République de Corée), 국회회의록 법제사법위원회회의록 (Procès-verbal Conseil judiciaire) vol. 2, 국회사무처 (Bureau du secrétaire), le 26 juillet 2023.

1389 « 사형 집행하면 EU와 FTA 무산? 정부 영향 없어 » (Les exécutions mettent fin à l'accord de libre-échange avec l'UE ? Le gouvernement déclare qu'il n'y a pas d'impact), *조선일보 (Chosun Ilbo),* le 31 août 2021 ; « 한동훈, EU 시비로 사형 곤란? 흉악범 법대로 사형해야 » (Han Dong-hoon, La peine de mort en difficulté avec les excuses de l'UE ? il faut exécuter le criminel conformément)*, 매일신문 (Daily Newspaper)*, le 5 août 2023 ; « 국민이 원해도 사형 집행 못하는 한국 (La Corée du Sud ne peut pas exécuter... même si elle le souhaite) », *세계일보 (The Segye Times),* le 4 août 2023 ; « 사형 집행하면 EU와 외교 단절 » (Les exécutions rompent les liens diplomatiques avec l'UE ?), *뉴스톱 (NewsToF),* le 31 août 2023.

Conclusion

Avec l'évolution rapide de l'environnement sécuritaire international, la question de la gestion adéquate des nouvelles instabilités et incertitudes provenant de sources extérieures est devenue une priorité tant pour l'UE que pour la Corée du Sud. Dans le cas de l'Union européenne, au cours du processus d'approfondissement et d'élargissement de l'intégration européenne, elle a développé et exprimé sa propre identité au sein des valeurs universelles, comme pièce maîtresse des moyens de se préparer et de répondre aux menaces à la sécurité afin de les prévenir, de les éliminer et de les combattre par une approche globale de la sécurité humain.

Dans le cas de la Corée du Sud, à mesure que la taille économique et les capacités nationales du pays se sont accrues, la perspective diplomatique de la géopolitique mondiale et du voisinage s'est élargie, mettant l'élément des « valeurs universelles » par le biais de la coopération internationale et des contributions aux affaires internationales est implicite dans la nouvelle stratégie de politique étrangère de la base pragmatique en tant que « puissance moyenne » au centre.

En tout état de cause, l'UE et la Corée du Sud ont des approches différentes du discours sur les valeurs dans les relations internationales, mais leur compréhension mutuelle des « valeurs » dans les relations bilatérales et internationales est bien alignée, et les deux parties ont établi des bases juridiques et institutionnelles pour le développement des relations bilatérales à pas de géant. L'établissement de « partenariats stratégiques » a permis aux deux pays de coopérer aux niveaux régional et mondial dans les nouveaux schémas de sécurité et de relations économiques dans un ordre international multipolaire. En d'autres termes, la relation entre l'UE et la Corée du Sud, qui était initialement limitée aux sphères économique et commerciale, s'est transformée en une sorte d'alliance des valeurs universelles à travers la convergence de leurs approches respectives des valeurs, ce qui leur permet de participer à la construction de l'ordre international.

Grâce à l'expansion et au développement de cette relation fondée sur les valeurs universelles, les deux parties indiquent donc clairement qu'elles agiront de manière à respecter et à consolider l'ordre international libéral au lieu de se concentrer uniquement sur leurs propres intérêts nationaux dans les relations internationales. La coopération dans les domaines non

traditionnels représente également un nouveau renforcement du caractère normatif international du partenariat bilatéral, qui se concentre sur la valeur de la coopération bilatérale. La mise en pratique de la stratégie de partenariat entre les deux parties sur ces valeurs commence à se faire sentir, avec la collaboration sur la formation à la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes dans un cadre de gestion de crise, et le début d'un discours de collaboration sur le développement international.

Alors que la distance géographique a limité la coopération en matière de sécurité, le dénominateur commun des valeurs est désormais devenu un indicateur clair de la coopération globale entre les deux parties et de son impact sur les questions de sécurité non traditionnelles. En d'autres termes, le partenariat stratégique entre la Corée du Sud et l'UE n'est pas qu'une simple rhétorique diplomatique, mais le reflet d'une collaboration accrue entre les deux parties dans leurs relations bilatérales, en termes de reconnaissance des valeurs universelles qu'elles partagent et d'utilisation plus active de ces valeurs pour les poursuivre ensemble en tant que partenaires dans les questions régionales et mondiales.

Conclusion Générale

« La Corée du Sud et l'UE sont construit une amitié fondée sur des valeurs humaines universelles partagées. […] À travers nos discussions sur les questions bilatérales et les défis mondiaux, j'espère que la Corée du Sud et l'UE deviendront des partenaires à l'avenir, ouvrant la voie à la paix, à la prospérité et aux avantages mutuels au sein de la communauté mondiale ».

Moon Jae-in, Président de la République de Corée, 2020[1390]

Les 60 ans d'histoire diplomatiques entre l'UE et la Corée du Sud en termes de valeurs, le plus souvent représenté par les éléments des droits de l'homme, de la démocratie et de la paix, permet d'affirmer plus clairement l'évolution des valeurs européennes et son impact sur les relations extérieures de l'UE. Cela confirme en même temps que cette approche est un moyen efficace d'articuler l'identité internationale de l'UE dans les relations internationales au sein d'un environnement diplomatique international en mutation. Les « discours de valeur » dans ces relations bilatérales entre ces deux acteurs n'est pas une « donnée » mais se construit entre la fluidité de l'immanence de chaque acteur et les structures externalisées. En d'autres termes, la typologie institutionnelle de la « valeur » dans les relations entre l'UE et la Corée du Sud est constamment construite et reconstruite à travers l'évolution fluide des identités internes respectives de l'UE et de la Corée du Sud, les structures de leurs relations et les interactions entre elles et les structures exogènes des relations internationales.

Alors que la Communauté européenne, avec son sens des valeurs communes d'après-guerre, a commencé à définir et à développer son identité diplomatique et sa politique étrangère en terme des valeurs, comme en témoignent les remarques du président de la Commission européenne, *Franco-Maria Malfatti*, en 1970 sur « la possibilité d'un rôle international pour la paix, la détente, le développement de tous les peuples, la liberté et la dignité humaine en Europe »[1391], la Corée du Sud, une démocratie libérale précoce, n'a pas partagé

[1390] « Remarques du président *Moon Jae-in* » dans le Vidéo Sommet UE-République de Corée, le 30 juin 2020.
[1391] Voir note 307 ci-dessus.

la même compréhension des valeurs que la Communauté européenne pendant la dictature militaire, après la mise en place du gouvernement et jusqu'au début des années 1990. Comme le déclarait en 1975 le ministre sud-coréen des affaires étrangères *Kim, Dong-jo* lors de sa rencontre avec *Renaat Van Elslande*, le ministre des affaires étrangères et de la coopération en matière de développement belge, « il est impossible d'établir une démocratie parfaite dans la réalité, dès lors que la mise en place de la démocratie est relative et dépendante des caractéristiques de chaque État »[1392], il est manifeste qu'il n'y avait pas de consensus sur la compréhension des « valeurs » entre la Corée du Sud et l'Europe dans les premiers temps de la relation bilatérale.

De plus, l'implication de la Communauté européenne dans les violations de la démocratie et des droits de l'homme en Corée du Sud et dans le conflit entre la Corée du Nord et la Corée du Sud au nom de la paix durant cette période, notamment à travers les travaux du Parlement européenne depuis les années 1980, apparaît avoir été conférée par le partie européenne commue une sorte de promouvoir ou de diffuser de ses valeurs auprès de la partie sud-coréenne, plutôt que par le fait que l'Europe et la Corée du Sud partageaient des valeurs. Étant donné que cette interaction a lieu entre deux parties sous la forme d'un acte de réciprocité, le discours sur les valeurs dans cette relation ne peut être considéré comme un consensus bilatéral et, en ce sens, les valeurs peuvent être interprétées comme davantage de « valeurs européennes ».

Depuis les années 1990, avec la mise en place de la démocratie en Corée du Sud, l'UE et la Corée du Sud ont vu leurs relations bilatérales se resserrer, y compris au niveau institutionnel. Ces éléments déclencheurs ont reconfiguré les relations entre ces deux acteurs par le biais de leurs interactions, à mesure que leurs intérêts réciproques ont été réalignés sur la base de leurs identités changeantes. Au cours de cette période, du point de vue du mécanisme, à mesure que certains aspects des valeurs sont acceptés comme « valeurs universelles » dans la communauté internationale et sont établis comme une sorte de norme internationale, c'est-à-dire comme des éléments ayant une légitimité qui ne permet pas de les contraindre avec la participation et l'acceptation de nombreux membres de la communauté internationale, ces valeurs qui étaient autrefois des valeurs européennes sont maintenant étendus, absorbés et acceptés comme des « valeurs universelles » dans la communauté internationale. Dans ce processus, la Corée du Sud a également commencé à accepter cet aspect de valeurs en tant que

[1392] Voir note 339 ci-dessus.

« valeurs universelles ».

En d'autres termes, l'acceptation par la Corée du Sud d'un contexte de valeurs universelles qui correspond à celui de l'UE signifie que les compréhensions des valeurs de l'UE et de la Corée du Sud commencent à converger. Cela explique que la prise en compte des aspects de valeurs évoqués ne se limite plus aux valeurs européennes, mais commence à fonctionner également sous forme de valeurs universelles acceptées par les deux parties, c'est-à-dire que la compréhension des valeurs de l'autre a commencé à être établie en tant qu'élément mutuellement accepté.

En outre, la convergence des deux acteurs sur les valeurs dans le cadre de leurs politiques étrangères et identités respectives développées dans le contexte de l'évolution des conditions internationales, telles que la sécurité, s'est élargie et va désormais au-delà des valeurs universelles pour établir cet aspect des valeurs partagées en tant que « valeurs communs ». Cette extension aux valeurs communes est la prémisse et la base de l'institutionnalisation d'une relation plus étroite en tant que « partenaires stratégiques », et c'est ainsi que l'UE et la Corée du Sud sont devenues les partenaires solides qu'elles sont aujourd'hui.

Dans les relations géopolitiques, à part des liens économiques et commerciaux, l'Europe n'a pas d'intérêts directs pour la Corée, y compris dans la péninsule coréenne, par rapport à des pays comme les États-Unis, le Japon, la Chine et la Russie. Et puis, la stratégie pragmatique pour la Corée a également été appliquée dans le cadre de la stratégie de l'UE pour la région de l'Asie, qui vise à renforcer la position et les intérêts économiques de l'UE en recherchant la paix et la prospérité dans le cadre du multilatéralisme[1393], et à accroître la coopération sur les défis communs en matière de sécurité en approfondissant la connectivité dans le cadre de partenariats stratégiques[1394]. Dans cette politique extérieure, l'UE renforce en effet sa légitimité dans les relations internationales d'aujourd'hui par la diffusion de valeurs fondées sur sa propre identité et le comportement normatif qui en découle. En outre, dans le cadre de l'internationalisation des normes, ces discussions prennent la forme de normes de comportement qui, si elles sont acceptées par d'autres acteurs de la communauté internationale, leur seront appliquées.

[1393] Commission européenne, COM (94) 314 final, *op.cit.*
[1394] Conseil de l'Union européenne, « Enhanced EU Security Cooperation in and with Asia: Council conclusions » (9265/1/18 REV 1), le 28 mai 2018.

Dans ce contexte, l'exercice du discours normatif fondé sur les valeurs de l'UE peut être considéré comme une manifestation de la tendance de l'UE à tenter d'établir des normes de valeur normative pour les autres acteurs politiques internationaux et à conférer un statut universel à ses normes par le biais d'un processus rationnel dans les relations diplomatiques. Cela a permis à l'UE de se présenter sur la scène internationale en tant qu'acteur fondé sur des normes qui sont des valeurs européennes et qui s'étendront ensuite à des valeurs universelles dans l'arène internationale, une distinction qui la différencie des autres acteurs internationaux.

Aujourd'hui, cette tendance conduit l'UE à développer ses capacités diplomatiques dans le cadre de « partenariats stratégiques » afin de promouvoir ses propres intérêts et son influence dans les relations internationales. Alors que cela a tendance à être perçue comme un canal pour les activités diplomatiques de l'UE, elle est en fait le principal vecteur de diffusion de cet aspect normatif de l'UE. De plus, cette stratégie continue de jouer un rôle important dans les relations avec la Corée du Sud. Comme le dit le président *Moon, Jae-in* dans la citation ci-dessus, les deux parties ont évolué vers un partenariat stratégique fondé sur ces valeurs communes et à travers lequel ils exportent des valeurs au sein de la communauté internationale dans le sens d'une véritable coordination de la stratégie de coopération.

S'il s'agit de la principale manifestation extérieure d'une relation bilatérale renforcée par une coopération fondée sur des valeurs, elle peut également être un moyen d'exprimer l'engagement et la compétence de l'UE en Corée du Sud en termes de valeurs. En effet, si l'UE et la Corée du Sud partagent aujourd'hui des valeurs communes, celles-ci ne sont pas toujours comprises de la même manière. En d'autres termes, malgré les relations étroites basées sur un partenariat stratégique entre les deux parties, il existe encore des différences dans le discours sur les valeurs. Cela est particulièrement marqué en ce qui concerne les droits du travail en Corée du Sud, qui ne sont pas conformes aux normes internationales, et la peine de mort, qui existe encore aujourd'hui.

À cet égard, l'UE tente de s'engager de manière critique avec d'autres acteurs et, par son caractère normatif, essaie de mettre ses valeurs en accord avec ses propres normes. De cette manière, la politique extérieure de l'UE fondée sur des valeurs ne représente pas une position statique à un stade donné, mais plutôt une position plus adaptable qui évolue en fonction de l'interaction avec ses partenaires. La démonstration en est que les conventions sur les valeurs entre ces deux acteurs n'ont pas été établies dès le début de ces relations, mais plutôt

progressivement.

L’Union européenne et la Corée du Sud ont connu un développement remarquable de leurs relations bilatérales, tant sur le plan institutionnel que sur le fond, compte tenu des changements rapides de l’ordre international. Ainsi que l’histoire l’a montré, l’impact des valeurs européennes dans les relations diplomatiques entre l’UE et la Corée du Sud est significatif. De plus, ces relations dans le cadre de la politique extérieure normative de l’UE resteront centrées sur les valeurs, et la poursuite des échanges entre ces acteurs ainsi que leur engagement en faveur de la convergence de valeurs communes en feront de bons partenaires sur la scène internationale.

Source et Bibliographie

Sources primaires

■ Sources de l'Union européenne

Archives historiques de l'Union européenne (AHUE), Florence

Box 569 [En ligne], « Congres de l'Europe, La Haye, Commission Politique le 10 mai 1948, 10 heures, Séance plénière – Etude de la Résolution du Comité politique », European Movement Papers.

CM2/1960-1028, Rapports des conseillers commerciaux des pays de la Communauté économique européenne (1961.1.10-4.14).

JMAS-57 (1961-1976), Correspondence between Jean Monnet and Averell Harriman: "letter" (Tokyo, 5th January 1961).

CEE/BAC-003/1978_0008, « Relations avec la Corée : demande d'une aide alimentaire pour les céréales », 1969.

BAC 3/1978, Représentation diplomatique de la Corée auprès des Communautés (1963-1971).

FMM-32, Discours prononcés par le Président Franco Maria Malfatti en 1970.

BAC 48/1984- n°713, Visite de M. Dong Jo Kim, 1975.

BAC-048/1984_0701, Relations commerciales de la Corée : aide-mémoire, visite commerciale. Volume 1.

PE1-17477, Working Documents, Report drawn up on behalf of the Political Affairs Committee on European Political Cooperation and the role of the European Parliament by lady Elles, le 30 juin 1981.

PE1-1155, Political Affairs Committee, Minutes of the meeting of Tuesday, 22 January, and Wednesday 23 January 1980.

HVV-71-2/15-52125, « Télex hebdomaire nr 307 du 3 juillet 1987 adressé à l'ensemble des délégations extérieures et bureaux de presse et d'information dans les pays tiers », dans copie de la part du Secrétariat Général Service « information interne », Michel J. Colmant – BERL, 1987.

Archives historiques du Parlement européen (AHPE), Luxembourg

« Documents de Séance », Assemblée Parlementaire européenne, le 10 janvier 1962.

« Débats : Compte-rendu in extenso », Séance du mercredi 20 octobre 1965, vol. XI/65, no 81.

« Débats : Compte-rendu in extenso », Séance du jeudi 30 novembre 1967, vol. I/68, no 96.

« Règlement du Parlement Européen, novembre 1979 ».

« Débats du Parlement européen », Séance du jeudi 22 mai 1980.

« Annexe- Débats : Compte-rendu in extenso », Séance du 14 février 1973.

PE 58.842, Des actes du Parlement européen relatifs à la protection des droits de l'homme, le 16 juillet 1979.

PE 58.842, Direction générale de la recherche et de la documentation, « Relevé des actes du Parlement européen relatifs à la protection des droits de l'homme », situation au 16 juillet 1979.

PE 65.153- Doc.1-187/80, Documents de séances 1979-1980 : Proposition de résolution présentée par MM. Seal, Lomas, Blaney, Mmes Wieczorek-Zeul, Van den Heuvel, M. Radoux, Mlle Quin, MM. Woltjer, Griffiths, Boyes, Collins, Mme Viehoff, MM. Van Minnen, Caborn, Mme Castle, M. Enright, Mme Buchan, MM. Rogers, Adam, Mme Clwyd et M. Estier avec demande de discussion

d'urgence conformément à l'article 14 du Règlement sur la situation en Corée du Sud », le 21 mai 1980.
PE 67.248- doc.1-374/80, « Documents de séances 1980-1981 : Proposition de résolution » du Parlement Européen, le 15 septembre 1980.
PE1.P1.200, « Cas Kim Dea-Jung, Pak Jeung Hi et des évènements de Kwangdjou, Corée du Sud »,1980.
PE 67.635-doc. 1-419/80, « , « Documents de séances 1980-1981 : Proposition de résolution», 18 septembre 1980.
PE1.P1.200, « Correspondance de Simone Veil : Kun Park, Ambassade, Corée, Entretien avec Monsieur Park Kun, ambassadeur de Corée (auprès des Communautés européennes) », Bruxelles, mercredi 22 octobre 1980.
« Debates of the European Parliament. 1980-1981 Session Report of Proceedings from 15 to 19 September 1980 », 1980.
« Résolution du Parlement européen du 9 juillet 1981 ».
« Question écrite n°772/81 », Journal officiel n° C278, le 29 octobre, 1981.
PE1.AP.POLI.1979.RP, « Rapport fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde et la politique communautaire en matière de droits de l'homme » par rapporteur Lord Bethell, le 27 janvier, 1984.
PE1.AP.POLI.1979.RP, « Rapport 83/83 fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde. Rapporteur général : M. Gérard ISRAEL », le 18 avril 1983.
Document B2-367/85, « Proposition de résolution déposée par M. LOMAS conformément à l'article 47 du Règlement sur le problème des droits de l'homme en République de Corée /Corée du Sud », le 23 mai 1985.
PE2.AP.POLI.1984.RP, « Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 1984 et la politique communautaire en matière de droits de l'homme - Commission politique - Rapporteur: Ien van den HEUVEL ».
« Résolution du 22 oct. 1985 », Journal officiel des Communautés européennes n° C343 du 31 décembre 1985.
« Rapport fait au nom de la commission politique sur les droits de l'homme dans le monde en 1984 et la politique communautaire en matière de droits de l'homme », le 5 juin 1985.
« Résolution sur le rôle du Parlement européen en matière de politique étrangère dans le cadre de l'Acte unique européen », Journal officiel des Communautés européennes n° C 187/234 du 18 juillet 1988.
PE 104.537/BUR, « Lettre sur la proposition de création de l'Association d'amitié parlementaire Corée du Sud », le 28 décembre 1985.
PE 105.661/BUR, « Lettre Avis sur l'établissement de relations interparlementaires avec l'Assemblée nationale de la République de Corée », le 15 avril 1986.
Doc. B2-1306/86, « Proposition résolution », Résolution dans le Journal officiel des Communautés européennes n° C7/138 du 12 janvier 1987.
PE 112.300, « La réunion délégation du 19 mars 1987 de Délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE et de l'organisation interparlementaire de l'ANASE (OIPA) et la République de Corée ».
PE 121.317, « Lettre adressée le 15 mars 1988, par M. Gunter Rinche, président de la délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE et de la République de Corée, à Lord Plumb, Président du Parlement européen », les 25 janvier et le 2 février 1988.
PE 112.763- doc. B2-1683/86, « Proposition de résolution déposée par M. Tridente conformément à l'article 47 du règlement sur les violations des droits de l'homme en Corée du Sud », le 6 mars 1987.
Doc. B 2-661/87, M. Prag présente la proposition de résolution au nom du groupe DE, déposée sur les événements survenus récemment en Corée.
Doc. B 2-686/87, M. Ford et d'autres présentent la proposition de résolution au nom du groupe socialiste sur la situation en Corée du Sud.

Doc. B 2-691/87, M. Rossetti présente la proposition de résolution que M. Cervetti et d'autres ont déposée au nom du groupe communiste sur les récents événements survenus en Corée du Sud.
Doc. B 2-711/87, M. Beyer de Ryke présente la proposition de résolution que Mme Veil a déposé, au nom du groupe libéral, sur la crise en Corée.
No.3069/86, « Question Écrite de M. Victor Manuel Arbeloa Muru aux ministres des affaires étrangères des États membres de la Communauté européenne réunis dans le cadre de la coopération politique, le 30 mars 1987.
PE 114.837, « Declaration ecrite 485-87 Pleniere 6.7.1987 ».
PE 146.604-doc.B3-1906/90, « Proposition de résolution déposée conformément à l'article 63 du règlement par sur la réunification de la Corée ».
PE 148.33, « Les relations entre la République de Corée et la Communauté européenne (21 février 1991) – Direction Générale de Commissions et délégations ».
PE 138.874- doc.B 3-33/90, « Motion for a resolution by Mrs Catasta, Mr Fantuzzi and Mr Vecchi on behalf of the GUE Group with request for inclusion in the debate on topical and urgent subjects of major importance pursuant to Rule 64 of the Rules of Procedure on violation of human rights in South Korea », le 12 février. 1990.
Doc. B3-0851/90, « Proposition de resolution déposée par M. Richard Balfe au nom du groupe socialiste conformément à l'article 63 du règlement sur les droits de l'homme en Corée du Sud », le 26 avril 1990.
B3-926/90, « Proposition présenté par les députés carvalhas, Gremetz, Efremidis, De rossa au nom de la coalition de gauche Groupo avec une demande d'inscription dans le débat sur des questions d'actualité urgentes et très importantes au titre de l'article 64 du régiment sur la violation des droits de l'homme en Corée du Sud », le 10 mai 1990.
Doc.B3-1495/90, « Proposition de résolution déposée conformément à l'article 63 du règlement par M. victor Manuel Arbeloa muru au nom du groupe socialiste sur les détentions en Corée du Sud », le 13 aout 1990.
B3-2052/90, « Urgency motion (art.64) par W. Telkamper, G.Amendola au nom du groupe des Verts », le 15 novembre 1990.
B3-2264/90, « Proposition de résolution avec demande d'inscription au débat sur des problèmes d'acutalité, urgents et d'importance majeure déposée conformément à l'article 64 du règlement par les députés Telkamper, Cramon etc, au nom du groupe des Verts au Parlement européen ainsi que par les députés Miranda da Silva, Piquet, Ephremidis et de Rossa au nom du groupe de la Coalistion des Gauches sur les violations des droits de l'homme en République de Corée (Corée du Sud) », le 10 décembre 1990.
B3-2224/90, « Proposition de résolution avec demande d'inscription au débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'imporatnce majeure déposée conformément à l'article 64 du règlement par M. Visser au nom du groupe socialiste sur les prisonniers politiques en Corée du Sud », le 10 décembre 1990.
« Proposition resolution 2224-90 Resolution » dans le Journal officiel de l'Union européenne n° C 19/230 du 28.1.91.
PE3APPV/DASE-199103190010, « 1ère réunion interparlementaire PE/Assemblée nationale de Corée (Seoul, 19-22 March 1991), Report by Mr Gunter Rinche, Chairman of the Delegation ».
PE3APPV/DASE1989, « Diner à l'Ambassade de Corée le 16/09/1991, Brussels 17 Septembre 1991 ».
Doc. 92/C 180/23, « Question écrite n°2504/91 de M. Gordon Adam (S) à la Commission des Communautés européennes », le 8 novembre 1991.
PE 146.820, « Conclusion de la Présidence (première partie) » du Conseil européen à Rome, les 14 et 15 décembre 1990.
PE.158/180, « Conclusions de la Présidence » du Conseil européen, Lisbonne, les 26 et 27 juin 1992.
PE3APPVI/DASE-19930525, « 2ème réunion interparlementaire PE/République de Corée du 25 au 27 mai 1993 (Strasbourg) : Rapport de la réunion transmis par une lettre ».
PE3APPV/DASE1989, « Les relations entre la République de Corée et la Communauté européenne (21

février 1991) – Direction Générale de Commissions et délégations ».
N°3-431/235, « Question n°28 de M.Lane (H-0333/93) », Débats du Parlement européen du 26 mai 1993.
PE3APPV/DASE1989, « 3e RENCONTRE INTERPARLEMENTAIRE PE/COREE, Séoul, 27-28 janvier 1994 : Rapport, programme, projet d'ordre du jour, listes des membres et déclaration conjointe ».
PE3APPV/DASE1989, « Communication aux membres: note de synthèse sur la situation économique en République de Corée et sur les relations avec l'UE (Réunion du 28 juin 1995) ».
PE 212.723- n°4/95, « Commission des relations économiques extérieures, commission des affaires étrangères et de la sécurité, délégation pour les relations avec les pays membres de l'ANASE le Sud-Est Asiatique et la République de Corée, Communication aux Membres ».
PE5APPV/DASE.1999_DASE-20001212, « Note on the political and economic situation in the Republic of Korea including EU-Republic of Korea Relations », le 7 novembre 2000.
PE 222.527, « Projet de rapport sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (COM (96)0141 – C4-0073/97-96/0098 (CNS)) », le 28 juillet 1998.
PE 229.011, « Note- la situation politique et économique en Corée du Sud », Réunion du groupe de travail Ad Hoc de la Délégation du 17 au 23 janvier 1999 (Corée et Vietnam).
PE 222.527/déf., « Rapport sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communatué européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part » (Rapporteur : M.Manuel Porto), le 25 novembre 1998, (COM(96)0141-C4-0073/97-ç-/0098(CNS)).
PE 228.019, « Lettre, le 26 juin, 1998 de De la part de. José Maria MENDILUCE, premier vice-président et président en exercice », Réunion du groupe de travail Ad Hoc de la Délégation du 17 au 23 janvier 1999 (Corée et Vietnam).
B4-0054/98, « Proposition de Résolution déposée avec demande d'inscription à l'ordre du jour du débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'importance majeure conformément à l'article 47, paragraphe 1, du règlement par les députés Bertens et Cars au nom du groupe ELDR sur les exécutions massives en Corée du Sud», le 12 janvier 1998.
« Débats du Parlement, Jeudi 15 janvier 1998 – Strasbourg ».
PE4.AP.POLI.1994.PVPOLI, « Note relative aux lois sur le travail et droits de l'homme en Corée du sud », Commission des affaires étrangères de la sécurité et de la politique de défense / Commission des relations Economiques extérieures délégation pour les Etats membres de l'ASEAN, de l'Asie du Sud-Est et de la République de Corée, le 8 septembre 1998.
PE4.AP.DE.1998DE19990112, « Débats du Parlement européen, n°4-531/79 », le 12 janvier 1999.
PE 229.425, « projet d'avis (Article 147 du règlement) A l'intention de la commission des relations économiques extérieures sur la communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen », Politique de l'Union européenne à l'égard de la république de Corée (COM(98)0714 – C4-0000/00 – 98/0714(INC)), février 1999.
PE5APPV/DASE.1999_DASE-20000906, « Briefing for the European Parliament on EU-Korea Relations », 1994/1999.
PE4.AP.PR.1997B4, « Communication aux membres », le 23 mai 1997.
PE229.331, « Réunion de la délégation Ad hoc auprès de la république démocratique populaire de Corée du 6 au 13 décembre, Pékin et Corée ».
PE 300.293/BUR, « AD Hoc delegation to the democratic people's republic of Korea (31 October – 4 November 2000) » à Bruxelles, le 1er décembre 2000.
PE5.P1.C00REXT.C20RPUBVISI, « Visite officielle au Parlement européen de M. Kim Dae Jung Président de la République de Corée », à Strasbourg, le 11 décembre 2001.
PE5APPV/DASE.1999_20030422, « 7th EP/Korea Interparliamentary Meeting », les 22 et 25 avril 2003.
PE5APPV/DASE.1999_ DASE-20030422, « Information note on south Korea; political and economic

situation and its relations with the EU », le 26 février 2003.
PE5APPV/DASE.1999_ DASE-20030422, « Country Report-Korea », le 21 avril 2003.

Archives Historiques de la Commission européenne (AHCE), Bruxelles

BAC 101/1999- n°489, Rapports des conseillers à l'information des pays des Communautés européennes du 1965 et 1983.
INV 1/2018-n°1283, Ouverture des missions à Bruxelles, accords de coopération et système de préférences généralisées (GSP) – Corée de 1977 et 1980.
BAC 250/1980- n°1402, Groupe de travail Asie de la CPE : Réunion des 26/27-8-1976 à La Haye, 1975-1977.
CEE, SEC(91) 61 final, « Commission Communication to the Council and Parliament "Human rights, Democracy and development cooperation policy », Bruxelles, le 25 mars 1991.

Archives centrales du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne (ACCE), Bruxelles

CM2/1961, n°449, « Dossier concernant les rapports des conseillers commerciaux des pays de la CEE en Corée (Sud) », 08.11.1961 - 06.12.1961.
CM2/1963, n°794, « Représentation de la république de Corée auprès de la CEE » 04.06.1963 – 28.03.1964.
CM2.1987. TEMP S102, « Mandate for the EPC-working group on human rights », 1987 dans « relevé de conclusion de la 179ème réunion du Comité Politique, Copenhague, les 11 et 12 novembre 1987 », (CPE/PRES/COP 555 :22.11.1987).
CM2.1991, « Projet de résolution du conseil sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement », dans la Résolution du Conseil et des États membres réunis au sein du Conseil du 28.11.1991 sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement.
SN151/3/91REV3, « Conclusions de la Présidence », Luxembourg, les 28 et 19 juin 1991.
CM2 CEE, CEEA 1993.720, « Conclusions du Conseil du 07 au 09.06.1993 concernant les relations entre la CE et la République de Corée ».

Documents officiels

« Déclaration Schuman » à Paris, le 9 mai 1950.
« Traité instituant la Communauté économique européenne », le 25 mars 1957.
« Allocution devant l'Assemblée parlementaire européenne de Walter Hallstein » à Strasbourg, le 20 mars 1958.
« The European Economic Community and World Trade » par Jean Rey, au XVIIe Congrès de la CCI, Washington DC, le 25 April 1959.
« Communiqué final du sommet de La Haye », le 2 décembre 1969.
Parlement européen, « Working Paper », le 14 septembre 1970.
CEE, « 1970 Currency crisis strains solidarity », No. 146, June 1971.
« Déclaration du sommet de Paris », le 21 octobre 1972.
CPE, « De l'identité européenne », Copenhague, le 14 décembre 1973.
CEE, « Déclaration commune de l'Assemblée, du Conseil et de la Commission » du 22 avril 1977.
CEE, « Déclaration du Conseil européen de Copenhague sur la démocratie » du 8 avril 1978.
No.1-260, « Debates of the European Parliament. 1980-1981 Session Report of Proceedings from 15 to 19 September 1980 », 1980.
Parlement européen, « EP debats Sep No. 1-260. 1980-1981 Session ».
CPE, « Déclaration sur les droits de l'homme », Bruxelles, le 21 Juillet 1986.
CPE, « Mémorandum sur l'action entreprise dans le cadre de la Coopération politique européenne dans

le domaine des droits de l'homme », le 25 mai, 1987.
« Déclaration sur les relations entre la CEE et les Etats-Unis », le 23 novembre 1990.
Jacques Delors, « L'intégration européenne et la sécurité », dans le discours du Président Delors devant l'international institute for strategic studies à Londres, le 7 mars 1991.
« Proposition franco-allemande sur la politique de sécurité commune » à Bruxelles, le 4 février 1991.
« Projet de traité sur l'Union de la présidence luxembourgeoise » à Luxembourg, le 18 juin 1991.
« Traité sur l'Union européenne », Maastricht, le 7 février 1992.
« Communication de la Commission au Conseil sur les Relations entre la Communauté européenne et la République de Corée » (SEC(93) 642 final), le 10 Mai 1993.
Conseil européen, « Conclusions de la Présidence », à Corfou, les 24 et 25 Juin 1994.
« Communication de la Commission au Conseil vers une nouvelle stratégie Asiatique », le 13 juillet 1994 (COM(94) 314 final Bruxelles).
« Conseil Européen Réunion à Essen : Conclusions de la Présidence », des 9 et 10 décembre 1994.
« Discours de Jacques Santer (Strasbourg,17 janvier 1995) » dans le Bulletin d'information et de documentation.
Commission européenne, « Intervention de Jacques Delors devant le Parlement européen, Strasbourg », le 19 janvier 1995.
« Communication de la Commission au conseil et au Parlement Européen- L'Union européenne et les aspects extérieurs de la politique des droits de l'Homme de Rome à Maastricht et au-delà », (COM (95)567 final), Brussels, 22 novembre 1995.
« The New Transatlantic Agenda- Joint EU-U.S. action plan », Sommet États-Unis-UE de Madrid, le 15 décembre 1995.
Conseil européen, « Conclusions de la présidence », à Madrid, les 15 et 16 décembre 1995.
Commission européenne, « Proposition de décision du conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la république de Corée d'autre part », Bruxelles, le 27 mars 1996 (COM(96) 141 final, 96/0098(CNS)).
Conseil européenne, « Conclusions de la présidence », à Turin, le 29 mars 1996.
Conseil européen, « Affaires générales de 1950ème session du Conseil», à Luxembourg, le 1 octobre 1996.
Conseil européen, Les conférences des représentants des gouvernements des États membres, « The European Union today and Tomorrow : Adapting the European Union for the benefit of its peoples and preparing it for the future- A general outline for a draft revision of the Treaties, Dublin II », Brussels, le 5 décembre 1996 (CONF 2500/96).
Conseil européen, « Legislative resolution embodying Parliament's opinion on the proposal for a Council Decision concerning the conclusion of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part and the Republic of Korea, of the other part » (COM(96)0141-C4-0073.97-96/0098(CNS)) (Consultation procedure).
Conseil européen, « La Déclaration de Saint-Malo, Sommet Franco-Britannique de Saint-Malo », le 4 décembre 1998.
Commission européenne, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Politique de l'Union européenne à l'égard de la République de Corée », Bruxelles, le 9 décembre 1998, (COM(1998) 714 final).
Commission européenne, « EUROPE/ASIA RELATIONS », le discours de Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne*, The International Institute for Strategic Studies*, à Londres, le 12 mars 1999, (SPEECH/99/45).
Conseil européen, « Conclusion de la Présidence, Conseil européenn de Cologne 3 et 4 juin 1999 », dans l' « Annexe IV-Décision du Conseil européen concernant l'élaboration d'une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne ».
Conseil européen, « Annexe III - Déclaration du Conseil européen et rapport de la présidence concernant le renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense »,

Conclusions de la présidence, à Cologne, les 3 et 4 juin 1999.
Conseil européen, « Rapport de la présidence sur la gestion non militaire des crises par l'Union européenne » dans l'Annexe 2 à l'Annexe IV, Conclusion de la Présidence, Helsinki Conseil européen, les 10 et 11 décembre 1999.
Conseil européen, « Conclusion de la Présidence Conseil Européen de Santa Maria Da Feira », les 19 et 20 juin 2000.
Conseil européen, « Affaires générales », 2308ème session du Conseil, Bruxelles, le 20 novembre 2000.
Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », le 17 janvier 2001 à Strasbourg.
Commission européenne, « EU Republic of Korea relations -Background note » (MEMO/01/111), Brussels, le 30 mars 2001.
Commission européenne, « Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen - Le rôle de l'Union européenne dans la promotion des droits de l'homme et de la démocratisation dans les pays tiers », le 8 mai 2001 (COM(2001) 252 final).
Parlement européen, « Mission du Conseil et de la Commission en Corée », dans le Débat du parlement européen, à Bruxelles, le 30 mai 2001.
Commission européenne, « Communication de la Commission - Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie », Bruxelles, le 4 Septembre 2001 (COM (2001) 469 final).
« Déclaration Commune des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Européenne, de la Présidente du Parlement européen, du Président de la Commission européenne et du Haut Représentant pour la Politique étrangère et de Sécurité commune », le 14 septembre 2001.
Conseil européen, « Conclusion et plan d'action du Conseil européen extraordinaire », le 21 septembre 2001.
Commission européenne, « Conclusions de la Présidence Conseil Européen de Laeken 14 et 15 décembre 2001 » (DOC/01/18).
Commission européenne, « Communication de la Commission - Un cadre stratégique pour renforcer les relations de partenariat Europe-Asie » (COM/2001/0469 final), 2001.
Commission européenne, « Le document de stratégie nationale 2001-2004 pour la RPDC », 2001.
Parlement européen, « Allocution de M. Kim Dae Jung, Président de la République de Corée » dans les Débats du Parlement européen, à Strasbourg, le 11 décembre 2001.
Conseil européen, Session spéciale du Conseil : Affaires générales, Bruxelles, le 12 septembre 2001.
Le bureau du premier ministre du Danemark, « Communiqué conjoint de la République de Corée et de l'UE », le 24 septembre 2002.
« Déclaration de la présidence au nom de l'Union européenne concernant le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord », le 18 octobre 2002.
Javier Solana, « Remarks at the First Parliamentary Meeting on European Defence »,à Bruxelles, le 5 novembre 2002.
Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Bruxelles, le 6 novembre 2002.
Conseil européen, « Relations extérieures », 2464ème session du Conseil, Bruxelles, le 19 novembre 2002.
Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats : 59e session de la Commission des droits de l'homme (Genève, du 17.03 au 25.04.2003) », Bruxelles, le 29 janvier 2003.
Conseil européen, Javier Solana, « Une Europe sûre dans un monde meilleur », Thessaloniki, 20 juin 2003.
Conseil de l'Union européenne, « Une Europe sûre dans un monde meilleur - Stratégie européenne de sécurité », Bruxelles, 12 décembre 2003.
« Conclusions de la présidence » (10679/2/04 REV 2, CONCL 2), à Bruxelles, les 17 et 18 juin 2004.
The Study Group on Europe's Security Capabilities, « A Human Security Doctrine for Europe : The Barcelona Report of the Study Group on Europe's Security Capabilities », Barcelona,le 15 septembre 2004.
Conseil de l'Union européenne, « Mainstreaming Human Rights and gender into European Security and defence policy: Compilation of relevant document », 2008.

Conseil européen, « Rapport sur la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité- Assurer la sécurité dans un monde en mutation » (S407/08), Bruxelles, le 11 décembre 2008.
« Human Rights Mainstreaming in EU's External Relations », EXPO/B/DROI/2008/66 (PE407.003), septembre, 2009.
Conseil de l'Union européenne, « Conclusions du Conseil sur le soutien à la démocratie dans le cadre des relations extérieures de l'UE - Vers une cohérence et une efficacité accrues » (15479/09), Bruxelles, le 18 novembre 2009.
Conseil de l'Union européenne, « Lignes directrices : droits de l'homme et droit international humanitaire », 2009.
Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Strasbourg, le 11 mars 2010.
« Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », 10 mai 2010.
Conseil européen, « Conclusions de la réunion du Conseil européen », Bruxelles, le 16 septembre 2010.
« Accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », 6 octobre 2010.
Conseil de l'Union européenne, « Lignes directrices concernant la politique étrangère et de sécurité de l'UE à l'égard de l'Asie de l'Est » (doc. 10313/12), Bruxelles, le 15 juin 2012.
Haut représentant/Chef de l'AED pour la politique de sécurité et de défense commune, « Preparing the December 2013 European Council on Security and Defence Final Report », Brussels, le 15 octobre 2013.
Conseil de l'Union européenne, « Main aspects and basis choices of the CFSP (point G, paragraph 43 of the Interinstitutional Agreement of 17 May 2006) - 2012 - Annual report from the High Representative of the European Union for Foreign Affairs and Security Policy to the European Parliament » (14924/13), Bruxelles, le 16 octobre 2013.
Conseil de l'Union européenne, « European Union -Republic of Korea summit Joint Press Statement » (15876/13), Bruxelles, le 8 novembre 2013.
Parlement européen, « Compte rendu in extenso des débats », Strasbourg, le 16 juin 2010.
Le Service européen d'action extérieure (SEAE), « EU Guidelines on the Death Penalty: revised and updated version », 2013.
« Accord entre l'Union européenne et la République de Corée établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne », 23 mai 2014.
Conseil de l'Union européenne, « Enhanced EU Security Cooperation in and with Asia: Council conclusions » (9265/1/18 REV 1), le 28 mai 2018.
« Observations liminaires du président Donald Tusk ». Le Sommet UE-République de Corée. Le 19 octobre 2018. Bruxelles.
Le Service européen d'action extérieure (SEAE). « EU-Republic of Korea Strategic Partnership », le 30 juin 2020.
Le Service européen d'action extérieure (SEAE), « EU Statement on the death penalty », 1380bis Réunion du Comité des Ministres, le 8 juillet 2020, Bruxelles.

Bulletin des Communautés européennes

Bulletin des Communautés économique européennes, vol.11, 1961.
Bulletin des Communautés économique européennes, vol.5, 1962.
Bulletin des Communautés économique européennes, vol.7, 1962.
Bulletin des Communautés économique européennes, vol.7, 1965.
[ENG] Bullentin of European Community, vol.1, no. 3, 1968.
[ENG] Bullentin of European Community, vol.2, no. 5, 1969.
Bulletin des Communautés Economique européennes, no.11, 1970.
Bulletin des Communautés Economique européennes, vol 5, no.4, 1972.

Bulletin des Communautés Economique européennes, vol. 5, no. 11, 1972.
Bulletin des Communautés Economique européennes, (suppl.), vol. 5, 1976.
[ENG] Bulletin of the European Communities, no. 2, 1978.
Bulletin des Communautés Economique européennes, no.12, 1974.
Bulletin des Communautés européennes, (suppl.), no.3,1981.
Bulletin des Communautés Economique européennes, no.11, 1981.
Bulletin des Communautés économique européennes, vol. 14 no. 9, 1981.
[ENG] Bulletin of the European Communities, vol.14, no.9, 1981.
Bulletin des Communautés économique européennes, no.2, 1984.
[ENG] Bulletin of the European Political Cooperation, vol.7, 1991.
Bulletin de l'Union européenne, no.3 mars 1996.

Journal officiel de l'Union européenne

Journal officiel des Communautés européennes, n° C 265/109 du 13 octobre 1980.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 161/60 du 20 juin 1983.
Journal officiel des Communautés européennes, n °C 127/126 du 14 mai 1984.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 334/27 du 23 décembre 1985.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 343/36 du 31 décembre 1985.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 46/41 du 23 février 1987.
Journal officiel des Communautés européennes, n° L 169 du 29 juin 1987.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 318/118 du 30 novembre 1987.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 246/67 du 14 septembre 1987.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 96/116 du 17 avril 1990.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 231 du 17 septembre 1990.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 326/260 du 16 décembre 1991.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 66/54 du 16 mars 1992.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 180/11 du 16 juillet 1992.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 191/58 du 29 juillet 1992.
Journal officiel des Communautés européennes, n° C 166 du 3 juillet 1995.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 167/157 du 2 juin 1997.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 340/153 du 10 novembre 1997.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L 327/5 du 28 novembre 1997.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 34/168 du 2 février 1998.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C104 du 6 avril 1998.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 104/59 du 14 avril 1999.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 364/01 du 18 décembre 2000.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L 90 du 30 mars 2001.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 325/16 du 24 décembre 2002.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C39 E/70 du 18 février 2003.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C16E/97 du 22 janvier 2004.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L 115 du 9 mai 2008.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 83/17 du 30 mars 2010.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 349 du 22 décembre 2010.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L 20 du 23 janvier 2013.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 326/28 du 26 octobre 2012.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L 187/40 du 17 juillet 2012.
Journal officiel de l'Union européenne, n° L166 du 5 juin 2014.
Journal officiel de l'Union européenne, n° C 202 du le 7 juin 2016.

Communiqué de presse

Commission européenne, « Le Vice-président Henning Christophersen invite les Etats-Unis à soutenir fermement l'Union Européenne », le 30 avril 1991.
Commission européenne, « Droits de l'Homme, Démocratie et Développement », le 19 mars 1991.
Commission européenne, « La CE veut revoir ses relations avec la Corée », le 25 mai 1993.
Commission européenne, « Visite du Président de Corée Communique Commun », le 14 mars 1995.
Commission européenne, « L'Union Européenne va approfondir ses liens avec la Corée du Sud », le 11 mai 1995.
Commission européenne, « Sommet UE – Etats-Unis » (12296/95 (PRESSE 356)), le 3 décembre 1995.
Commission européenne, « L'Union européenne et les Etats-Unis unissent leurs forces pour engager les relations transatlantiques dans une ère nouvelle », le 30 novembre 1995.
Commission européenne, « L'Union Européenne et la Corée signent leur premier accord-cadre », le 28 octobre 1996.
Commission européenne, « L'UE adhère à l'organisation pour la sécurité nucléaire de la Corée du Nord », le 19 septembre 1997.
Commission européenne, « La Commission adopte une nouvelle politique à l'égard de la Corée », le 9 décembre 1998.
Conseil européen, « Declaration by the presidency on behalf of the European union on the Democratic People's Republic of Korea », Bruxelles, le 8 mai 1998, (8356/98 (Presse 135) P 37198).
Conseil européen, « Déclaration de la Présidence au nom de l'Union européenne sur la péninsule coréenne », (Pesc/99/32), Bruxelles, le 26 mars 1999, 6967/99 (Presse 87).
Conseil européen, « 2198ème session du Conseil – Affaires Generales- Bruxelles, le 19 juillet 1999 », C/99/227, Bruxelles, le 19 juillet 1999, 10135/99 (Presse227).
Conseil européen, « Déclaration de la présidence, au nom de l'Union européenne, sur la Péninsule coréenne » (Pesc/00/31), à Bruxelles, le 17 mars 2000 (6809/00 Presse 72).
Conseil européen, « 2294e session du Conseil – Affaires générales », à Luxembourg, le 9 octobre 2000, (12012/00 (Presse 364)).
Conseil européen, « Le président du Conseil européen, Donald Tusk, et la haute représentante, Federica Mogherini, ont rencontré l'envoyé spécial de Moon Jae-in, président de la République de Corée », le 19 mai 2017.

Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) [en ligne]

« Discours de Winston Churchill au congrès européen de La Haye (7 mai 1948) ».
« Discours du Président Delors à l'occasion de la séance d'ouverture de la 40ème Année académique du Collège d'Europe à Bruges », le 17 octobre 1989.

Archive of European Integration (AEI), Université de Pittsburgh [en ligne]

« EP debats Sep No. 1-260. 1980-1981 Session ».
« Europe81 », no.12, décembre 1981.
« The EC and the Republic of Korea », Europe information external relations, September 1981.
European Political Cooperation Bulletin, vol.3, no 2, 1987.
European Political Cooperation Bulletin, vol.5, no.2, 1989.
European Political Cooperation Bulletin, vol.6, 1990.

■ Sources de la Corée du Sud

Archives du Ministère des Affaires étrangères (AMAE-KOR) (외교부), Séoul

No. 59-132, « 경무대와 주독대사관 교환문서 » (Échange de documents entre le Kyungmoo et l'ambassade de la République d'Allemagne), 1959.
No.724.41XG, « 1961.7.8-8.21 친선사절단 구주 순방 » (1961.7.8-8.21 Mission de bonne volonté en Europe), 1961.
No. CA0000058, « 미국의 대한 경제원조 » (Aide économique aux États-Unis), 1961.
No.722.2ER, « 국교수립 - EEC, 1963.7.24 합의 » (Établissement de relations diplomatiques-CEE, Accord du 24 juillet 1963), 1963.
No. 722.6GE, 3491, 2182-2184, « 동백림 사건, 1967-1971, 전13권-V.8 국내조치, 1967-1969 » (L'affaire de Dongbaeklim, 1967-1971, Volume 13 - V.8 Mesures intérieures), 1968.
No.701, « 지학순 천주교 원주교구장 구속사건, 1972-74 » (Détention de l'évêque catholique de Wonju, Ji Hak-soon), 1974.
No. 724.31XG, « 김동조 외무장관 구주 순방 » (Le ministre des affaires étrangères Kim Dong-jo en visite en Europe), 1975.
No. 721.1, « 한국의 대구주 외교정책 » (Politique étrangère de la Corée du Sud à l'égard de l'Europe), 1979.
No. 722.4324EU, « 구주공동체 정치위원회 아주국장 회의 및 정무총국장 회의 » (Réunion de la direction générale Asie du Comité politique des Communautés européennes et de la direction générale des affaires politiques), 1980.
No.701, « 김대중 재판에 대한 각국 반응 » (Réactions des autres pays au procès de Kim Dae-jung), vol.2, 1980.
No.701, « 김대중 재판에 대한 각국 반응 » (Réactions des autres pays au procès de Kim Dae-jung), vol.5, 1980.
No.701, « 김대중내란음모사건 » (Affaire du complot de Kim Dae-Jung), 1980.
No.724.21, « 1981.8.28-9.15 남덕우 국무총리 구주 순방 전12권. V. 5 국별교섭 - 벨기에 및 EC » (1981.8.28-9.15 Tournée européenne de Nam Deok-woo, Volume 12. V. 5 Négociations bilatérales - Belgique et CE), 1981.
No.701, « 구주의회 인권보고서, 1983-1986 » (Rapport du Parlement européen sur les droits de l'homme, 1983-1986), 1983.
No.724.11, « 전두환 대통령 구주순방, 1986.4.5-21 » (Tournée européenne du Président Chun Doo-hwan, 5-21 avril 1986), 1986.
No. 724.53, « 1983-1987 구주의회, 한 의원친선협회 » (1983-1987 Parlement européen, Association d'amitié des parlementaires coréens), 1987.
No.761.313, « 한EC(구주공동체) 고위협의회, 제4차, Brussels, 1987, 4.28-30 » (Conseil de haut niveau de la Communauté européenne (CE) avec la Corée, 4ème réunion, Bruxelles, 1987, 4.28-30), 1987.
No. 721.1, « 1987 한·EC(구주공동체) 정치협력 » (1987 Coopération politique Corée-CE (Communauté européenne), 1987.
No. 724.52, « Moorhouse, James 구주의회의원 방한 초청계획 1987-88 » (Plan de invitation Moorhouse, James de parlementaires européens en Corée 1987-88), 1988.
No. 724.52, « Arndt, Rudi 구주의회 사회당 그룹의장 남북한 방문, 1988 » (Arndt, Rudi, président du groupe socialiste au Parlement européen, visite en Corée du Nord et du Sud, 1988), 1988.
No. 724.52, « 1987-88 구주의회 한의원 친선협회 의원 방한 » (1987-88 Visite en Corée de membres du groupe d'amitié parlementaire coréenne du Parlement européen), 1988.
No.726.3, « 1987 구주의회의 남북대화 촉구 결의안 채택 » (1987 Le Parlement européen adopte une résolution appelant au dialogue intercoréen), 1987.

Documents officiels

« 한미원조협정 » (Accord d'aide entre les États-Unis et la Corée), Séoul, le 10 décembre 1948.

이승만, « 제4주년 광복절 경축사 » (Syngman Rhee, « Discours de félicitations à l'occasion du 4ème jour de la libération »), le 15 août 1949.

제16대 대통령직 인수 위원회, 제16대 대통령직 인수 위원회 백서: 대화 (16ème Comité de transition présidentiel, Livre blanc de la 16e Commission de transition présidentielle : Un dialogue), Séoul, 2003.

국가안전보장회의 상임위원회, « 평화번영과 국가안보: 참여정부의 안보정책 구상 » (National Security Council, « Paix, prospérité et sécurité nationale: envisager une politique de sécurité pour les gouvernements participatifs »), 2004.

« 제58주년 광복절 경축사 대통령 연설문 (Discours présidentiel à l'occasion des célébrations du 58e anniversaire de l'indépendance) », le 15 aout 2003.

국정홍보처, « 참여정부 국정운영백서. 5. 통일·외교·안보 » ((Government Information Agency, Le livre blanc du gouvernement participatif. 5. unification-diplomatie-sécurité), 2008.

국가안전보장회의 사무처, « 청와대브리핑 » (Bureau du Conseil national de sécurité, Briefing de la Maison Bleue), le 29 septembre 2006,

대한민국 정책브리핑, « 한-EU정상회담, FTA 체결 추진 등 25개항 합의 », (Dossier politique sur la Corée du Sud, Le sommet Corée-UE s'accorde sur 25 points et progresse vers un accord de libre-échange), le 10 septembre 2006.

대한민국 정책브리핑, « 한-EU 정상회담 공동언론발표문 », (Dossier politique sur la Corée du Sud, Communiqué de presse conjoint sur le sommet Corée-UE), le 11 octobre 2004.

국무조정실, 국무회의 보고자료 : « 대외원조 개선 종합대책 » (Bureau de la coordination des politiques gouvernementales Secrétariat du Premier ministre, Rapport au Conseil d'Etat : Un plan global pour améliorer l'aide étrangère), 2005.

« 이명박 대통령 취임사 » (Discours inaugural du président Lee Myung-bak), le 25 février 2008.

청와대, « 이명박 정부 외교안보의 비전과 전략: 성숙한 세계국가 » (Maison bleue, La vision et la stratégie de Lee Myung-bak en matière d'affaires étrangères et de sécurité: une nation mondiale parvenue à maturité), Séoul, mars 2009.

« 한-EU 수교 50주년 기념 공동선언 (Déclaration commune à l'occasion du 50e anniversaire des relations diplomatiques entre la Corée et l'UE) », le 8 novembre 2013.

대한민국 정책브리핑, « 제1차 한-EU 국장급 중동정책협의회 » (Dossier politique sur la Corée du Sud, Premier Conseil ministériel Corée-UE sur la politique au Moyen-Orient), le 18 mars 2015.

기획재정부, « 국제개발협력위원회 », (Conseil international de coopération au développement, Ministère de la stratégie et des finances), 2014.

문재인 정부 청와대 페이스북, « 문대통령-신임 유럽연합(EU) 집행위원장 통화 » (Maison bleue du président Moon Jae-in Facebook, Appel du président Moon au nouveau président de la Commission européenne), le 1 décembre 2019. (https://www.facebook.com/TheBlueHouseKR/posts/2671574583130765/) (consulté au 22 octobre 2021).

외교부 (Ministère des affaires étrangères de Corée du Sud (MOFA-KOR))

« 외교사료해제집 » (Annuaire diplomatique), vol.1, 1964.

« 한국외교 30년 1948-1978 » (30 ans de diplomatie coréenne 1948-1978), 1979.

« 한국외교 40년 1948-1988 » (40 ans de diplomatie coréenne 1948-1988), 1990.

« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 1991.

« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 1994.

« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 1995.

« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 1996.
« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 1998.
« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 2000.
« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 2000.
« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 2001.
« 외교백서 » (Livre blanc sur la diplomatie), 2002.
« 2003년 외교백서 » (2003 Livre blanc sur la diplomatie), 2004.
« 2005년 외교백서 » (2005 Livre blanc sur la diplomatie), 2005.
« 2006년 외교백서 » (2006 Livre blanc sur la diplomatie), 2006.
« 2007년 외교백서 » (2007 Livre blanc sur la diplomatie), 2007.
« 2008년 외교백서 » (2008 Livre blanc sur la diplomatie), 2008.
« 2009년 외교백서 » (2009 Livre blanc sur la diplomatie), 2009.
« 2010년 외교백서 » (2010 Livre blanc sur la diplomatie), 2010.
« 2015년 외교백서 » (2015 Livre blanc sur la diplomatie), 2015.
« 2016년 외교백서 » (2016 Livre blanc sur la diplomatie), 2016.
« 2018년 외교백서 » (2018 Livre blanc sur la diplomatie), 2018.
« 2020년 외교백서 » (2020 Livre blanc sur la diplomatie), 2020.
« 유럽연합-북한간 수교에 대한 외교통상부 대변인 성명 » (Déclaration du porte-parole du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur sur les relations entre l'UE et la Corée du Nord), le 14 mai 2001.
« 참여정부 5년 외교성과: 국민과 함께 세계로 미래로 » (Cinq ans de gouvernement participatif : Aller de l'avant dans le monde avec les citoyens), 2007.
Ban Ki-moon, « Luncheon Speech at the European Union Chamber of Commerce in Korea (EUCCK) : Korea's Major Security Issues and Korea-EU Cooperation » (Discours à la Chambre de commerce de l'Union européenne en Corée (EUCCK) : Les grandes questions de sécurité en Corée et la coopération entre la Corée et l'UE), le 19 mars 2004.
« 경제살리기와 성숙한 세계국가 구현을 위한 2009년도 업무계획 » (Plan de travail 2009 pour relancer l'économie et construire un État mondial mature), le 31 décembre 2008.

대한민국 국회 (Assemblée nationale de la République de Corée)

국회사무처, « 제181회국회, 국회 본회의 회의록 » (Secrétariat de l'Assemblée nationale, Procès-verbal du 181e Congrès, Session plénière du Congrès), n° 15, le 20 novembre 1996.
국회사무처, « 국회회의록 법제사법위원회회의록 » (Secrétariat de l'Assemblée nationale, Procès-verbal Conseil judiciaire) vol. 2, le 26 juillet 2023.

외교부 보도자료 (Communiqué de presse Ministère des Affaires étrangères)

« 북한 핵문제 관련 최성홍 외교통상부 장관과 솔라나 유럽연합 고위대표간 통화 » (Appel entre le ministre des Affaires étrangères Choi Sung-hong et le Haut représentant de l'UE Solana sur la question nucléaire nord-coréenne), le 13 janvier 2003.
« 솔라나(Solana) 유럽연합 고위대표 방한 » (Visite de M. Solana, Haut Représentant de l'UE, en Corée), le 7 février 2003
« 한-구주연합 수교 40주년 기념 양측 정상간 친서교환 » (Échange de lettres entre les dirigeants des deux parties à l'occasion du 40e anniversaire des relations diplomatiques entre la Corée et l'Union européenne), le 24 juillet 2003.
« 유명환 외교장관, 주한 EU 회원국 대사단 주최 오찬간담회 참석 » (Le ministre des Affaires étrangères Yoo Myung-hwan participe à un déjeuner organisé par les ambassadeurs des États membres de l'UE en Corée), le 19 mai 2008.

« 장관, 주한 EU 대사단과 한-EU 전략적 동반자관계 발전 방안 논의 » (Le ministre discute avec les ambassadeurs de l'UE des moyens de faire progresser le partenariat stratégique entre la Corée et l'UE), le 2 juin 2011.
« 제 1 차 한.EU 고위정치대화 개최 » (Premier dialogue politique de haut niveau entre la Corée et l'UE), le 21 novembre 2011.
« 윤병세 외교장관, 박근혜 대통령 유럽 순방 성과 제고를 위한 사전 협의 » (Le ministre des affaires étrangères Yun Byung-se rencontre pour la présidente Park Geun-hye pour discuter des moyens d'améliorer les résultats de sa tournée européenne), le 21 octobre 2013.
« 강경화 외교부장관, Federica Mogherini (페데리카 모게리니) EU 외교안보정책 고위대표 전화통화 » (Le ministre des Affaires étrangères Kang Kyung-wha et la Haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Federica Mogherini, par téléphone), le 23 juin 2017.
« 제 1 차관, 스웨덴, 영국, 유럽연합(EU) 방문 » (Visite de la première vice-ministre en Suède, au Royaume-Uni et dans l'UE), le 12 juillet 2017.
« 강경화 외교부장관, 벨기에(EU) · 프랑스 방문(Brussels/Paris) » (La ministre des Affaires étrangères Kang Kyung-wha en visite en Belgique (UE) et en France (Bruxelles/Paris)), le 20 octobre 2017.

Archives Nationales (AN-KOR) (국가기록원), Ministère de l'intérieur et de la sécurité (행정안전부) [en ligne]

« 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1962.
« 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1965.
« 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1985.
« 행정백서 » (Livre blanc sur l'administration), 1986.
« 공공기록물 관리에 관한 법률 (법률 제18740호) » (Loi sur la gestion des archives publiques (Loi n° 18740))
국무회의록의 재발견, « 제5차 개헌의 배경 » (Redécouvrir le procès-verbal de l'État, Contexte du 5e amendement constitutionnel).
« 5.18 민주화운동 » (5.18 Mouvements démocratiques).
« 역대 대선 투표/득표율 », 기록으로 보는 대통령선거의 역사 (« Historique des votes et pourcentages présidentiels », Historique des élections présidentielles).
« 민족자존과 통일번영을 위한 특별선언 » (Déclaration spéciale sur l'autonomie nationale et la prospérité unifiée).
김대중, « 독일 베를린 자유대학 연설(베를린 선언) » (Kim Dae-jung, « Discours à l'Université libre de Berlin, Allemagne (Déclaration de Berlin) »), le 9 mars 2000.

대통령기록물 (Archives présidentielles)

이승만, « 유엔기념일을 당하야 » (Rhee, Syng-man, Journée des Nations unies), le 24 octobre 1950, (no. AA0000603).
박정희, « 우리 외교의 방향 » (Park Chung-hee, La direction de notre diplomatie), le 10 mars 1965, (1A00614174954923).
노태우, « 노태우 대통령 취임사 <전문> » (Roh Tae-woo, Texte intégral de Discours d'investiture du président Roh Tae-woo), le 25 février 1988.
« 제15대 김대중 대통령 취임사 » (Discours inaugural de Kim Dae-jung, 15e Président de la République de Corée), le 25 février, 1998.

국사편찬위원회 (Institut national d'histoire coréenne (National Institute of Korean History/ NIKH) [en ligne]

« 대한민국임시정부자료집. 1, 헌법·공보 » (Document sur le gouvernement provisoire de la Corée du Sud, vol.1. Constitution et Affaires publiques).

« 대한민국임시정부자료집 43권: 서한집 » (Document sur le gouvernement provisoire de la Corée du Sud, lettres II, vol.43).

국가법령정보센터, 법제처 (Centre national d'information juridique (CNIJ-KOR), Ministère de la législation gouvernementale) [en ligne]

« 대한민국임시헌법 (임시정부법령 제2호) » (시행 1919. 9. 11) (Loi n° 2 du gouvernement provisoire, promulguée le 11 septembre 1919).

« 대한민국임시헌법 (임시정부법령 제6호) » (시행 1944. 4. 22) (Loi n°6 du gouvernement provisoire, promulguée le 22 avril 1944).

« 대한민국헌법 » (시행 1948. 7. 17) (Constitution de la République de Corée (Constitution n° 1, 17 juillet 1948) (promulguée le 17 juillet 1948)).

« 대한민국헌법 » (시행 1972. 12. 27) (Constitution de la République de Corée (Constitution n° 8, 27 décembre 1972, tous les amendements)).

« 정치풍토쇄신을위한특별조치법 » (Loi sur les mesures spéciales pour le renouveau politique).

« 국가보안법 [시행 1991. 5. 31.] [법률 제4373호, 1991. 5. 31, 일부개정] » (8e révision de la loi sur la sécurité nationale [entrée en vigueur le 31 mai 1991] [loi n° 4373, 31 mai 1991, partiellement modifiée]) ».

« 형법 » (code pénal).

« 국가인권위원회법 » (Loi sur la Commission nationale des droits de l'homme).

« 형사소송법 » (Code de procédure pénale).

통일부 (Ministère de l'Unification)

남북회담본부, « 남북대화 » (Secrétariat du dialogue intercoréen, « Dialogue intercoréen »), vol.41, 1986.

남북회담본부, « 남북대화 제67호(1999.10-2001.4) » (Secrétariat du dialogue intercoréen, « Dialogue intercoréen n° 67 (1999.10-2001.4) »), 2001.

국립통일교육원, « 남북관계 지식사전 » (Institut national d'éducation pour la réunification, « Dictionnaire des relations intercoréennes), 2015.

« 민족공동체통일방안 » (Plan de réunification des communautés ethniques), (https://www.unikorea.go.kr/unikorea/policy/Mplan/Pabout/) (consulté le 30 avril 2021).

« 통일백서 » (Livre blanc sur l'unification), 2001.

« 통일백서 » (Livre blanc sur l'unification), 2002.

« 통일백서 » (Livre blanc sur l'unification), 2005.

« 통일부 대변인실 발표 » (Annonce du bureau du porte-parole du ministère de l'Unification), le 17 octobre 2002,

« 참여정부의 평화번영정책 » (Politique de paix et de prospérité des gouvernements participants), 2004.

통일외교안보정책실, « 청와대브리핑 » (Bureau des affaires étrangères et de la politique de sécurité unifiées, Briefing de la Maison Bleue), le 5 juillet 2006.

민주화운동기념사업회 사료관 오픈아카이브 (Open Archives par Korea Democracy Foundation) [en ligne]

« 김대중 납치사건 » (Enlèvement de Kim Dae-jung).

« 계엄포고령 제10호 » (Décret de loi martiale n° 10).

천주교정의구현전국사제단, « 박종철 고문사망 사건 성명서 » (Prêtres nationaux pour la rédemption de l'Église catholique, « Déclaration sur la torture et la mort de Park Jong-Cheol »).

노무현 사료관 (Archives de Roh Moo-hyun) [en linge]

« 취임 2주년 국회 국정연설 - 제17대 국회 제247회 제7차 국회(임시회) 본회의 » (Discours sur l'état de la nation devant l'Assemblée nationale à l'occasion du deuxième anniversaire de son investiture - Session plénière, 247e session de la 17e Assemblée nationale (session extraordinaire)), le 25 février, 2005.
« 노무현 대통령 연설문: 군 주요 지휘관과의 대화 말씀 - 전략적 사고로 미래를 준비하자 » (Discours du président Roh Moo-hyun : entretiens avec les principaux commandants militaires - Préparer l'avenir par une réflexion stratégique), le 16 juin 2006.
« 제84주년 3·1절 기념사 대통령 연설문 » (Discours présidentiel à l'occasion du 84e anniversaire du mouvement 3-1), le 1 mars 2003.
« 노무현 기록 2006년 » (Roh Moo-hyun Record 2006).

Autres

외환위기 아카이브, 투명사회를위한정보공개센터, 김태현,인수범, « 국민의 정부 노동정책 평가와 과제 », 박인상 국회의원 (새천년민주당) 국정감사 정책자료집, vol.1 (KC-R-02799), 2001, (Archives de la crise financière de 1997, (Centre d'information sur le gouvernement ouvert, Evaluation de la politique du travail du gouvernement et de ses enjeux", Park In-sang (New Millennium Democratic Party), National Audit Policy Briefing Paper).
대법원 1993. 12. 24. 선고 93도1711 판결 « 국가보안법위반 », [공1994.2.15.(962),578] (Cour suprême, décision 93-do1711 du 24 décembre 1993, « Violation de la loi sur la sécurité nationale », [Gong1994.2.15.(962),578].)
« 사건 2015도 12980 (Affaire : 2015 DO 12980) », 대법원 판결(Arrêt de la Cour suprême), 대한민국 법원 (Tribunaux de Corée du Sud), le 19 février 2016.
« 이명박 정부 외교안보통일정책의 세부 실천방안 (총괄보고서) », 통일연구원, (Plan détaillé de mise en œuvre de la politique du gouvernement Lee Myung-bak en matière d'affaires étrangères, de sécurité et d'unification (rapport de synthèse)) 2010.
« 한-아랍에미리트 정상회담 » (Sommet Corée-Emirats arabes unis), le 27 décembre 2009 ; 경제외교 활용포털, KOTRA (Korea Trade-Investment Promotion Agency).
법무부 (Ministère de la Justice), Communiqués de presse, le 18 novembre 2020.
The Sejong Institue, « 연구백서 » (Livre blanc de la recherche), 1996.

■ Sources de la France

Ministère des Affaires étrangères de la République française, « Message conjoint de François Mitterrand, Président de la République française, et Helmut Kohl, chancelier de la RFA, adressé à Charles Haughey, Président du Conseil européen sur la nécessité d'accélérer la construction de l'Europe politique », Paris, le 19 avril 1990.

Ministère des Affaires étrangères de la République française, « Message commun de M. François Mitterrand, Président de la République, et du Chancelier Helmut Kohl adressé à M. Giulio Andreotti, Président du Conseil européen, sur l'union politique, ses objectifs et les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir », Paris, le 6 décembre 1990.

Assemblée nationale, « Rapport fait au nom de la Commission des Affaires étrangères sur : Le projet de Loi adopté par le Sénat n° 1330, autorisant la ratification de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, et Le projet de Loi adopté par le Sénat n°1331, autorisant la ratification de l'accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », par député Jean-Paul Bacquet, le 16 octobre 2013.

■ Sources des États-Unis

Foreign Relations of the United States (FRUS), Office of the Historian, Foreign Service Institute, United States Department of State [en linge]

« Policy for Korea » dans l'Annex de « Memorandum by the Assistant Secretary of State for Occupied Areas (Hilldring) to the Operations Division, War Department », à Washington, le 6 juin, 1946, Foreign relations of the United States, 1946, The Far East, Vol. VIII.

« Note by the Executive Secretary of the National Security Council(Souers) to President Truman, NSC 8 » dans « Report by the National Security Council on the Position of the United States With Respect to Korea » à Washington , le 2 avril 1948, Foreign Relations of the United States, 1948, The Far East, Vol. VI.

« McConaughy to U.S. Department of State», le 3 juillet 1960 ; dans le « Foreign Relations of United States, 1958–1960», 1996. Vol. XXIII.

« Parsons to McConaughy », le 12 avril 1960; dans le « Foreign Relations of United States, 1958–1960», 1996. Vol. XXIII.

« Memorandum From Robert W. Komer of the National Security Council Staff to the President's Deputy Special Assistant for National Security Affairs (Rostow) », le 15 mars 1961, Washington, Foreign Relations of United States, 1961-1963, 1996. Vol. XXII.

« Telegram From the Department of State to the Embassy in Korea », Washington, le 17 mai 1961, Foreign Relations of United States, 1961-1963, The United States Department of State. 1996. Vol. XXII,, Central Files, 795B.00/5-1661.

« Telegram From the Commander in Chief, United Nations Command (Magruder) to the Chairman of the Joint Chiefs of Staff (Lemnitzer) », Seoul, May 17, 1961, , Foreign Relations of United States, 1961-1963, The United States Department of State. 1996. Vol. XXII, U. S. Government Printing Office. Department of State

« Memorandum by Robert H. Johnson of the National Security Council Staff », No. 225, le 6 juin,1961, Foreign Relations of United States, 1961-1963, The United States Department of State. 1996. Vol. XXII, U. S. Government Printing Office. Department of State

« Memorandum From Robert H. Johnson of the National Security Council Staff to the President's Deputy Special Assistant for National Security Affairs (Rostow) », Washington, le 23 mai 1961, Foreign Relations of United States, 1961-1963, The United States Department of State. 1996. Vol. XXII, Foreign Relations of United States, 1961-1963, Vol.XXII: Northeast Asia, The United States Department of State.

U.S. Department of State. « Country Reports On Human Rights Practices for 1981 ».

John F. Kennedy Presidential Library (JFK Library) [en ligne]

Hugh D. Farley, « The situation in Korea, February 1961 », le 15 mars 1961, Presidential papers of JFK, NSF, Country file: Korea (General), Box 127.

National Security Files, « Countries Series- Korea, General », 5/26/61-5/31/61.

National Security Files, « Countries Series, Korea, General » (Secret), 4/1/61-5/25/61.

George W. Bush White House Archives [en ligne]

« Remarks by President Bush and President Kim Dae-Jung of South Korea », The Oval Office; Office of the Press Secretary, le 7 mars 2001.

« President Delivers State of the Union Address », le 29 janvier 2002.

The American Presidency Project (University of California Santa Barbara) [en ligne]

« Joint Declaration of the United Nations on Cooperation for Victory », le 1 janvier, 1942.

Autres

Madeleine K. Albright, « Press Conference at NATO Headquarters », à Brussels, le 8 décembre 1998, U.S. Department of State, Office of Spokesman.

The White House, « A National Security Strategy of Engagement and Enlargement », Washington, D.C.: U. S. Government Printing Office, July, 1994.

U.S. Department of State, « Country Reports on Terrorism 2019 : Democratic People's Republic of Korea », le 24 juin 2020.

■ Sources des autres Archives [En ligne]

L'Organisation des Nations Unies (ONU)

Nations Unies, « La Charte des Nations Unies », 1945.

Nations Unies, « La Déclaration universelle des droits de l'homme », 1948.

Eleanor Roosevelt, « Address to the United Nations General Assembly: On the Adoption of the Universal Declaration of Human Rights », le 9 décembre 1948, Paris.

« Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale », Partie I, dans la Séances plénières de l'Assemblée générale, Comptes rendus analytiques des séances, les 21 septembre - 12 décembre 1948, Paris.

L'Assemblée générale des Nations Unies, « Résolution 2442 (XXIII) », le 19 décembre 1968.

« Deuxième protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort », Nations Unies droits de l'homme Haut-Commissariat, 1989.

« An agenda for peace : preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping », Report of the Secretary-General pursuant to the statement adopted by the Summit Meeting of the Security Council par Boutros Boutros-Ghali, le 31 janvier 1992.

Résolution 1997/3, « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée », (Doc. E/CN.4/1998/2), Commission des droits de l'homme, Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, Conseil Economique et Social, le 21 août, 1997.

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée (E/CN.4/SUB.2/RES/1997/3) », 24ème séance, le 21 août 1997

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, « Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée (E/CN.4/Sub.2/1998/L.11) ».

« Résolution 1269 (S/RES/1269) » (1999), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4053e séance, le 19 octobre 1999, Conseil de sécurité.

Résolution 1368 (2001), Adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4370e séance, le 12 septembre 2001 Nations Unies, S/RES/1368 (2001) Conseil de sécurité Distr. générale 12 septembre 2001.

« Résolution 1373 (S/RES/1373) » (2001), adoptée par le Conseil de sécurité à sa 4385e séance, le 28 septembre 2001 Conseil de sécurité.

UNESCO, « Vers une culture de la paix » par Kofi Annan, 2001.

« Summary Record of the 29th Meeting », Cinquante-huitième session de la Commission des droits de l'homme, le 13 avril 2002.

« Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde : Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée » (E/CN.4/2003/L.31/Rev.1), Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 15 avril 2003.

« Statement by the Delegation of the Democratic People's Republic of Korea Before the Vote on Draft Resolution L.31 » par Mission permanente de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève, Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 15 avril 2003.

« Summary Record of the 52nd Meeting », Cinquante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme, le 16 avril 2003, (Distr. GENERAL E/CN.4/2003/SR.52 25 April 2003).

« Nations Unies Assemblée générale Soixante-quinzième session 46^{e} séance plénière » (A/75/PV.46), New York, le 16 décembre 2020.

L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

Winston Churchill, « The sinews of peace », Westminster College, Fulton, Missouri, le 5 mars, 1946.
« Le Traité de Bruxelles », le 17 Mars 1948.
« Le Traité de l'Atlantique Nord », le 4 avril 1949.
« Déclaration de Rome sur la paix et la coopération faite par les chefs d'État et de gouvernement de l'Alliance atlantique », à Rome, 8 novembre 1991.

Conseil de l'Europe

[En ligne] « Statut du Conseil de l'Europe », Londres, 5.vol.1949.

Bibliothèque de la Cour européenne des droits de l'homme, Strasbourg

(INF/5/F/R, 1949), « Convention européenne des Droits de l'Homme : présenté par le Mouvement Européen au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe », 1949.

Mouvement Européen

« Déclaration de politique européenne du Mouvement européen » (Bruxelles, 25-28 février 1949), Nouvelles de l'Europe, Le Congrès de Bruxelles. Organisation et Activités du Mouvement Européen. Paris: Mouvement Européen, 1950.

Autres

Amnesty International, « South Korea: Rights abuses reverse two years of positive trends », le 1èr janvier 1990.
Amnesty International, « The Death Penalty Worldwide developments in 2007 », le 15 avril 2008.
A World Bank policy research report, « The East Asian miracle : economic growth and public policy », Washington, D.C. : World Bank Group, 1993.
Presse- und Informationsamt der Bundesregierung 1994: Leitlinien zur deutschen Asienpolitik, (Bureau de presse et d'information du gouvernement fédéral, 1994 : Lignes directrices de la politique asiatique de l'Allemagne), Bulletin (Bulletin du gouvernement fédéral), no. 9, Bonn, le 28 janvier 1994.
Politique internationale, « Un entretien de Jacques Santer », no.66, 1994.
Union de l'Europe occidentale, « Déclaration de Petersberg faite par le Conseil des ministres de l'UEO », Conseil des Ministres de l'UEO, à Bonn, 19 juin 1992.
ASEM, « The Seoul Declaration for Peace on the Korean Peninsula », le 21 octobre 2000.
The Nobel Prize, « Kim Dae-jung ».
OCDE, « Examen spécial de la coopération pour le développement de la République de Corée », 2008.

Bibliographie

Ouvrages et articles généraux

ANDERSON Jeffrey J., IKENBERRY G. John et RISSE Thomas (eds.), *The End of the West?: Crisis and Change in the Atlantic Order*, New York: Cornell University Press, 2016.

APPLEBAUM Anne, *Rideau de fer : l'Europe de l'Est écrasée, 1944-1956*, Paris : Gallimard, 2016.

ART Robert J., « Europe Hedges Its Security Bets », dans PAUL T. V., WIRTZ James J., et FORTMANN Michel (eds.), *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*, Stanford: Stanford University Press, 2004, pp.179-213.

BAKER James Addison, *A new Europe, a new Atlanticism: architecture for a new era*. No. 1233. US Department of State, Bureau of Public Affairs, Office of Public Communication, Editorial Division, 1989.

BAKER-BEALL Christopher, *The European Union's fight against terrorism: Discourse, policies, identity*, Manchester: Manchester University Press, 2016.

BARATTA Roberto, « La communauté de valeurs dans l'ordre juridique de l'Union européenne », *Revue des affaires européennes*, n°1, 2018, pp. 81-91.

BARSALOU Olivier, *La diplomatie de l'universel : la guerre froide, les États-Unis et la genèse de la déclaration universelle des droits de l'homme, 1945-1948,* Bruxelles : Bruylant, 2012.

BATORA Jozef, « Multistakeholder Public Diplomacy of Small and Medium-Sized States : Norway and Canada Compared », International Conference on Multistakeholder Diplomacy, Mediterranean Diplomatic Academy, Malta, February 2005.

BÉNOIT, Francis-Paul, *La Démocratie libérale*, Paris : Cairn, 1978.

BELANGER Louis et MACE Gordon, « Middle Powers and Regionalism in the Americas: The Cases of Argentina and Mexico », dans COOPER Andrew F. (dir.), *Niche Diplomacy: Middle Powers After the Cold War,* New York: St. Martin's Press, 1997, pp. 164-183.

BENYEKHLEF Karim, *Une possible histoire de la norme : les normativités émergentes de la mondialisation*, Montréal : Les Éditions Thémis, 2008.

BERLIN Isaiah, « European Unity and Its Vicissitudes », dans HARDY Henry (ed.), *The Crooked Timber of Humanity*, Londre : Chatto and Windus, 1991.

BERKOFSKY Axel, *EU's Policy Towards the DPRK-Engagement or Standstill?,* Brussels: European Institute for Asian Studies (EIAS), 2003.

BITSCH Marie-Thérèse, *Histoire de la construction européenne de 1945 à nos jours*, Bruxelles : Editions Complexe, 2006.

BITSCH Marie-Thérèse, *La construction européenne : enjeux politiques et choix institutionnels*, Bern : Peter Lang, 2007.

BLOCKMANS Steven, « An introduction to the role of the eu in crisis management », dans BLOCKMANS Steven (ed.), *The European Union and Crisis Management: Policy and Legal Aspects*, Hague: TMC Asser Press, 2008.

BOBBIO Noberto, *The Age of Rights*, Cambridge: Polity, 1996.

BOSSUAT Gérard et LEGENDRE Anaïs, « Le rôle de la Commission dans les relations extérieures », dans DUMOULIN Michel (dir.), *La Commission européenne, 1958-1972. Histoire et mémoires d'une institution*, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, 2014, pp.351-390.

BOUMANS Etienne et NORBART Monica, « The European Parliament and Human Rights », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 7(1), 1989.

BOYLE Kevin, *Les enjeux de la grande Europe: le Conseil de l'Europe et la sécurité démocratique*, Strasbourg :Conseil de l'Europe, 1998.

BRAZINSKY Gregg A., *Nation building in South Korea: Koreans, Americans, and the making of a*

democracy, University of North Carolina Press, 2009.
BRIDGES Brian, « Europe and Korea: Time for a relationship », *The journal of East Asian Affairs*, vol.6 (2), 1992, pp. 314-333.
BROWN Seyom, *The Faces of Power: United States Foreign Policy from Truman to Clinton*, New York: Columbia University Press, 1994.
BUKOVANSKY Mlada, « Identity and Agency in the International System », dans LEE Eun-Ho et KIM Woo-sang (eds.), *Recasting International Relations Paradigms: Statism, Pluralism, Globalism*, Séoul: Seoul Press, 1996.
CAMERON Fraser, *US foreign policy after the cold war: global hegemon or reluctant sheriff?,* Londre: Routledge, 2003.
CAMROUX David et PARK Sung-hee, « Korea and ASEM » dans STOKHOF Wim, DER VELDE Paul, et YEO Lay Hwee (eds.), *The Eurasian Space: Far More Than Two Continents*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies, 2004.
CHOE Soo-Young, « Kim Dae-jung and Lee Kuan Yew How to Interpret the Polemics? », HAN Sang-jin (eds.), Asian Tradition and Cosmopolitan Politics: Dialogue with Kim Dae-jung, Washington, D.C.: Rowman & Littlefield Publishers, 2019.
COMTESSE Dagmar, « La culture politique comme métavaleur européenne », dans BESSON Samantha, CHENEVAL Francis, et LEVRAT Nicolas (eds.), *Des valeurs pour l'Europe ?*, Louvain-la-Neuve : Éditions Academia, 2008, pp.41-52.
COOPER Andrew Fenton, HIGGOTT Richard A. et NOSSAL Kim Richard, *Relocating Middle Powers: Australia and Canada in a Changing World Order*, Vancouver: University of British Columbia Press, 1993.
COOPER Andrew Fenton, « Like-minded nations and contrasting diplomatic styles: Australian and Canadian approaches to agricultural trade », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol.25(2),1992, pp.349-379.
CREMONA Marise, « Values in EU Foreign Policy », dans EVANS Malcolm et KOUTRAKOS Panos (eds.), *Beyond the Established Orders: Policy interconnections between the EU and the rest of the world*, Oxford: Hart Publishing, 2011, pp.275-315.
CUMINGS Bruce, « Liberal order in our time: Toward a moratorium on the slaying of dilemmas », *Diplomatic History*, vol. 24 (1), 2000, pp.171-181.
CZECHOWSKA Lucyna, « The concept of strategic partnership as an input in the modern alliance theory », *The Copernicus Journal of Political Studies*, no. 2, 2013, pp.36-51.
DANZER Sonja, « Values and the identity of the European Union », dans BESSON Samantha, CHENEVAL Francis, et LEVRAT Nicolas (eds.), *Des valeurs pour l'Europe ?*, Louvain-la-Neuve : Academia Bruylant, 2008.
DELORS Jacques, « European integration and security », *Survival: Global Politics and Strategy*, vol.33(2), 1991, pp. 99-109.
DEUDNEY Daniel et IKENBERRY G. John, « The nature and sources of liberal international order », *Review of International Studies*, vol.25(2), 1999, pp. 179-196.
DEUDNEY Daniel et IKENBERRY G. John, *Democratic Internationalism: An American Grand Strategy for a Post-exceptionalist Era*, Working paper of International Institutions and Global Governance program, The Council on Foreign Relations, New York, 2012.
DE BÙRCA Gráinne, « Human Rights: The Charter and Beyond », Jean Monnet Working Paper, no 10, 2001.
DE MESQUITA Maria José Rangel, « Les valeurs clés de l'action extérieure de l'union européenne à la lumière du traité de Lisbonne », dans LENEUF Fabienne Péraldi, *Les valeurs de l'Union européenne*, Paris : Pedone, Collection Cahiers européens, n°13, 2020.
DE TEVARENT Philippe de Schoutheete de Tervarent, « The Creation of the Common Foreign and Security Policy », dans REGELSBERGER Elfriede, DE TEVARENT Philippe de Schoutheete et WESSELS Wolfgang (eds.), *Foreign Policy of the European Union From EPC to CFSP and Beyond*, Londre: Lynne Rienner Publishers, 1997, pp. 41-63.

DE WILDE D'ESTMAEL Tanguy, *La dimension politique des relations économiques extérieures de la Communauté européenne : Sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère*, Bruxelles : Bruylant, 1998.
DEN BOER Monica et MONAR Jörg, « Keynote article: 11 September and the challenge of global terrorism to the EU as a security actor », *Journal of Common Market Studies*, vol.40 (1), 2002, pp. 11-28.
DIEZ Thomas, « Constructing the Self and Changing Others: Reconsidering: Normative Power Europe », *Millennium*, vol.33 (3), 2005, pp. 613-636.
DONNELLY Jack, *Universal Human Rights in Theory and Practice (Second Edition),* New York: Cornell University Press, 2002.
DUCHÊNE François, « Europe's Role in World Peace », dans MAYNE Richard (ed.) *Europe Tomorrow: Sixteen Europeans Look Ahead*, Londre : Fontana, 1972, pp.32-47.
DURANTI Marco, *The Conservative Human Rights Revolution: European Identity, Transnational Politics, and the Origins of the European Convention*, Oxford: Oxford University Press, 2016.
EDWARDS Geoffrey, « Engaging the World: The European Union and the Processes of International Relations », dans HILL Christopher, SMITH Michael et VANHOONACKER Sophie (eds.), *International relations and the European Union*, Oxford: Oxford University Press, 2017.
EKENGREN Magnus, « The Internal -External Security Challenge for the EU », *Studia Diplomatica*, vol.60 (1), 2007, pp.81-106.
FELIU Laura et SERRA Francesc, « The European Union as a 'Normative power' and the normative voice of the European Parliament », dans STARVRIDIS Stelios et IRRENA Daniela (eds.), *The European Parliament and its International relations*, Londre : Routledge, 2015, pp.17-34.
FEULNER Edwin J., « Triumph in the face of National emergency: President Kim's first year », 해외 지식인들이 본 국민의 정부 1년 (Achievements and Challenges in the first Year of the Administration of President Kim Dae-jung), Korean Overseas Culture and Information Service, 1999.
FERRY Jean-Marc, *Valeurs et normes : La question de l'éthique*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002.
FIELDS David P., « Syngman Rhee: Socialist », *CWIHP Working Paper 82: The Wilson Center*, June 2017.
FINNEMORE Martha et SIKKINK Kathryn, « International norm dynamics and political change », *International organization*, vol.52(4), 1998.
FLAESCH-MOUGIN Catherine, *Les accords externes de la Communauté économique européenne*, Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles, 1979.
FONTAINE Lauréline, « Propos introductifs » dans Centre de recherches sur les droits fondamentaux et les évolutions du droit (Caen). *L'universalisme des droits en question (s) : la Déclaration universelle des droits de l'homme, 60 ans après*. Presses universitaires de Caen, 2010, pp.11-14.
FORD Glyn et KWON Soyoung, *North Korea on the Brink Struggle for Survival*, Londres: Pluto Press, 2007.
FORSYTHE David P., « Human Rights after the Cold War », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol.11(4), 1993, pp.393-412.
FRANCK Christian et Kwang Ho Chun (eds.), *The European Union, East Asia and South Korea*, Louvain: Presses universitaires de Louvain, 2005.
FREEMAN Michael, *Human Rights*, Cambridge: Polity, 2002.
FROST Mervyn, *Ethics in International Relations : A Constitutive Theory*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996.
GADDIS John Lewis, « And now this: lessons from the old Era for the One », dans TALBOTT Strobe

et CANADA Nayan (eds.), *The age of Terror: America and the world September 11*, New York: Basic Books, 2002.
GAENS Bart, « Two Decades of the Asia-Europe Meeting (ASEM) », dans GAENS Bart (ed.), *Europe-Asia interregional relations: a decade of ASEM*, Farnham : Ashgate Publishing, Ltd., 2008, pp.9-32.
GAINAR Maria, *Aux origines de la diplomatie européenne : Les Neuf et la Coopération politique européenne de 1973 à 1980*, Bern : Peter Lang, 2012.
GERBET Pierre, « La naissance du Plan Schuman », dans WILKENS Andreas (dir.), *Le plan Schuman dans l'histoire : Intérêts nationaux et projet européen*, Bruxelles : Bruylant, 2004, pp. 276–278.
GERBET Pierre, *La construction de l'Europe*, Paris : Armand Colin, 2007.
GFELLER Aurélie Élisa, « Champion of Human Rights: The European Parliament and the Helsinki Process », *Journal of Contemporary History*, vol.49(2), 2014, pp.390-409.
GIBNEY Frank B., « Kim Dae-jung: the first Year », 해외 지식인들이 본 국민의 정부 1년 (Achievements and Challenges in the first Year of the Administration of President Kim Dae-jung), Korean Overseas Culture and Information Service, 1999.
GLASIUS Marlies et KALDOR Mary, « Individuals first: A human security strategy for the European Union », *Internationale Politik und Gesellschaft*, vol.1, 2005, pp.62-82.
GLEYSTEEN, Jr., William H., *Massive Entanglement, Marginal Influence: Carter and Korea in Crisis*, Séoul: Joongang M&B, 2002.
GOLDSTEIN Judith et KEOHANE Robert O., « Ideas and Foreign Policy: An Analytical Framework » dans GOLDSTEIN Judith et KEOHANE Robert O. (eds.). *Ideas and foreign policy: beliefs, institutions, and political change*, New York: Cornell University Press. 1993.
GORDON Philip H. et SHAPIRO Jeremy, *Allies at War: America, Europe, and the Clash over Iraq*, New York: McGraw-Hill, 2004.
GREENSTEIN Fred I., *The George W. Bush Presidency: An Early Assessment*, Baltimore: Johns Hopkins University Press, 2003.
GROPAS Ruby, *Human Rights and Foreign Policy: The Case of the EU*, Bruxelles et Athènes: Bruyant et Sakkoulas, 2006.
GUILLAUME Sylvie, « La reconstruction du monde démocrate-libéral et la naissance de l'État-providence (1945-1950) », dans BERSTEIN Serge (dir.), *La démocratie libérale*, Paris : Presses Universitaires de France, 1998, pp.733-775.
HABERMAS Jürgen, *De l'Éthique de la discussion*, (trad. par Mark Hunyadi), Paris : Cerf, 1992.
HABERMAS Jürgen, *Between Facts and Norms : Contributions to Discourse Theory of Law and Democracy*, Cambridge: MIT Press, 1996.
HABERMAS Jürgen, « The European Nation-State: On the Past and Future of Sovereignty and Citizenship », dans HABERMAS Jürgen, CRONIN Ciaran et De GREIFF Pablo (eds.), *The Inclusion of Others: Studies in Political Philosophy*, Cambridge, MA: MIT Press, 1998, pp. 397-416.
HABERMAS Jürgen, « Why Europe Needs a Constitution », *New Left Review*, vol. 11(5), 2001, pp. 507-528.
HABERMAS Jürgen, « Making Sense of the EU: Toward a Cosmopolitan Europe », *Journal of Democracy*, 2003, vol, 14(4).
HABERMAS Jürgen, *The divided west*, Cambridge: Polity, 2006.
HABERMAS Jürgen, *The Postnational Constellation*, Cambridge: The MIT Press, 2007.
HABERMAS Jürgen, *Between naturalism and religion: Philosophical essays*, Cambridge: Polity, 2008.
HABERMAS Jürgen, *The Crisis of the European Union: A Response*, Cambridge: Polity, 2012.
HAFTENDORN Helga, « The security puzzle: theory-building and discipline-building in international security », *International studies quarterly*, vol.35(1), 1991, pp.3-17.
HALLSTEIN Walter, *United Europe: Challenge and Opportunity*, Cambridge : Harvard University Press, 1962.

HALLSTEIN Walter, « L'Unité de l'action européenne », *Centre de recherches européennes*, Lausanne, 1965.
HANDEL Michael I., *Weak States in the International System*, Londre : FRANK CASS & CO.LTD., 1990.
HASTINGS Max, *The Korean War*, Londre : Macmillan, 1987.
HARRISON James (ed.), *The European Union and South Korea: The Legal Framework for Strengthening Trade, Economic and Political Relations*, Edinburgh: Edinburgh University Press, 2014.
HAZELZET Hadewych, *Added value of CSDP operations*, Paris: European Union Institute for Security Studies (EUISS), 2013.
HENKIN Louis, « The Universal Declaration and the Cold War », *American Philosophical Association Newsletter*, vol.97(2), 1998.
HERMAN Valentine et LODGE Juilet, *The European Parliament, and the European Community*, Berlin: Springer, 1978.
HENDRICKSON Ryan, STRAND Jonathan, et RANEY Kyle, « Operation Artemis and Javier Solana: EU Prospects for a Stronger Common Foreign and Security Policy », *Canadian Military Journal*, 2007, pp.35-42.
HILL Christopher, « The Capability-Expectations Gap, or Conceptualising Europe's International Role », *Journal of Common Market Studies*, vol. 31(3), 1993, pp. 305-328.
HILL Christopher, « Renationalizing or regrouping? EU foreign policy since 11 September 2001 », *Journal of common market studies*, vol.42 (1), 2004, pp. 143-163.
HOLBRAAD Carsten, *Middle powers in international politics*, Berlin: Springer, 1984.
HOLLAND Martin, *The European Union and the third world*. Basingstoke: Palgrave, 2002.
HUBER Sophie, « Quelle Europe ? Regain d'interrogations » dans *Polyphonie sur l'identité de l'Europe communautaire*, Genève : Graduate Institute Publications, 2013.
HUNTINGTON Samuel, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman et Londres, University of Oklahoma Press, 1991.
IKENBERRY G. John, *After Victory: Institutions, Strategic Restraint, and the Building of Order after Major Wars*, Princeton, NJ: Princeton University Press, 2001.
IKENBERRY G. John, « The Future of the Liberal World Order », *Foreign Affairs*, vol.90(3), 2011, pp. 56-68.
IKENBERRY G. John, *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*, Princeton: Princeton University Press, 2012.
IKENBERRY G. John, « The end of liberal international order? », *International Affairs*, vol. 94(1), 2018, pp.7-23.
JAHN Beate, « Liberal internationalism: historical trajectory and current prospects », *International Affairs*, vol.94(1), 2018, pp.43-61.
JEPPERSON Ronald L., WENDT Alexander, et KATZENSTEIN Peter J., « Norms, identity, and culture in national security », dans KATZENSTEIN Peter J. (ed.), *The Culture of National Security. Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, pp.33-75.
JOLY Marc, *Le mythe Jean Monnet: contribution à une sociologie historique de la construction européenne*, Paris, CNRS Éditions, 2007.
JUDT Tony, « America and the World », *The New York Review of Books*, le 10 avril 2003.
JUN Hae-Won Jun et REITERER Michael, « Preventive diplomacy and crisis management in EU–Korea security relations », dans CASARINI Nicola (eds.), *EU–Korea Security Relations*, Londre : Routledge, 2021, pp. 98-120.
KAGAN Robert, *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, New York: Knopf, 2003.
KANNER Aimee T., *The Impact of Regional Integration on the Foreign Policy Options of Small and Middle Power States: The Case of Argentina, Portugal, Spain, and Uruguay*, Florida: University of Miami, 2001.

KATZENSTEIN Peter J., *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York: Columbia University Press, 1996.
KEMPS Adri, « Human Rights Policy of the European Community », *Newsletter*, 1984.
KIM Dae-jung, « A Response to Lee Kuan Yew: Is Culture Destiny? The Myth of Asia s Anti-Democratic Values », *Foreign Affairs*, vol. 73(6), 1994, pp.189-194.
KIM Dae-jung, « Dawning Era of 'Universal Globalism », *Korea Times*, le 5 novembre 1998.
KIM Dae-jung, « East Asia in the Twenty-First Century », dans HAN Sang-jin (eds.), *Asian Tradition and Cosmopolitan Politics: Dialogue with Kim Dae-jung*, Washington, D.C.: Rowman & Littlefield Publishers, 2019, pp. 3-8.
KIM Dae-jung, « Democracy Is Our Destiny The Message of the 1960 Student Revolution », *ibid.*, pp. 77-88.
KIM Dae-jung, « Five Reasons to Oppose the Death Penalty », *ibid.,* pp.95-98.
KIM Dae-jung, *Conscience in Action: The Autobiography of Kim Dae-jung*, Singapore: Springer Verlag, 2019.
KOHEN Ari, *In Defence of Human Rights: A Non-Religious Grounding in a Pluralistic World*, Londre & New York: Routledge, 2007.
KOLVRAA Christoffer, *Imagining Europe as a Global Player: The Ideological Construction of a New European Identity within the EU*, Bruxelles : Peter Lang, 2012.
LACLAU Ernesto et MOUFFE Chantal, *Hegemony and Socialist Strategy: Towards a Radical Democratic Politics*, Londre : Verso, 1985.
LAURSEN Finn et VANHOONACKER Sophie (eds.), *The Intergovernmental Conference on Political Union*, Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 1992.
LAÏDI Zaki, *La norme sans la force*, Paris : Presses De Sciences Po, 2013.
LEE Moo-sung, « A step as normative power: the EU's human rights policy towards North Korea », *Asia Europe Journal*, vol. 10(1), 2012, pp.41-56.
LEE Moo-Sung, « The EU-South Korean Strategic Partnership: Normative Objectives in Mind », *Korean Unification Studies*, vol.11(2), 2020, pp.179-204.
LEBOUTTE René, *Histoire économique et sociale de la construction européenne*, Bruxelles : Peter Lang, 2008.
LEONARD Mark, STEAD Catherine, et SMEWING Conrad, *Public Diplomacy*, Londre: The Foreign Policy Centre, 2002.
LODGE Juliet (eds.), The European Parliament in Institutions and Policies of the European Community, Londre : Pinter, 1983.
LORENZINI Sara, TULLI Umberto et ZAMBURLINI Ilaria, *The Human Rights Breakthrough of the 1970s : The European Community and International Relations*, Londre : Bloomsbury Academic, 2022.
LUCARELLI Sonia et MANNERS Ian, « Conclusion: valuing principles in European Union Foreign Policy », dans LUCARELLI Sonia et MANNERS Ian (eds.), *Values and Principles in European Union Foreign Policy*, Londre : Routledge, 2006, pp.201-215.
LUIF Paul, « EU cohesion in the UN General Assembly », *European Union Institute for Security Studies (EUISS),* le 1 décembre 2003.
MANNERS Ian, « Normative power Europe: a contradiction in terms? », *Journal of common market studies*, vol. 40 (2), 2002, pp.235-258.
MANNERS Ian, « The European Union as a Normative Power: A Response to Thomas Diez », *Millennium*, 2006, pp. 167-180.
MANNERS Ian, « The EU's Normative power in changing world politics» dans GERRITS André (ed.) *Normative Power Europe in a Changing World: A Discussion* (The Hague: Netherlands Institute of International Relations Clingendael), 2009.
MATRAY James I., « The Failure of the Bush Administration's North Korea Policy: A Critical Analysis », *International Journal of Korean Studies*, vol.17(1), 2013, pp.140-177.
MAULL Hanns, SEGAL Gerald, et WANANDI Jusuf (eds.), *Europe and the Asia Pacific*, Londre :

Psychology Press, 1998.
MARIUS Vahl, *Just Good Friends? The EU-Russian Strategic Partnership and the Northern Dimension*, Bruxelles: Centre for European Policy Studies. Working Document, no. 166, 2001.
MARSHALL George C., *Points de repère,* Lausanne : Centre de recherches européennes, 1973.
MARTIN Mary et KALDOR Mary, « Introduction European security and human security » dans MARTIN Mary et KALDOR Mary (eds.), *The European Union and Human Security: External Interventions and Missions*, Londre : Routledge, 2009, pp.15-25.
MÉGIE Antoine Mégie et MÉRAND Frédéric, « L'Union européenne et le nouvel équilibre des puissances », *Politique européenne*, vol.1, 2013, pp.9-21.
MENY Yves (eds.), *La construction d'un parlement : 50 ans d'histoire du Parlement européen 1958-2008*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 2009.
MERLINGEN Michael et OSTAUSKAITE Rasa, « ESDP police missions: meaning, context and operational challenges », *European foreign affairs review*, vol.10, 2005, pp. 215–235.
MCGUIRE Steven et SMITH Michael, *The EU and the US: Competitions and Convergence in the Global Arena*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2008.
MOENS Alexander, « ESDP, the United States and the Atlantic Alliance » dans HOWORTH Joylon et KEELER John T.S. (eds.), *Defending Europe: The EU, NATO, and the Quest for European Autonomy*, New York: Palgrave Macmillan US, 2003, pp.25-37.
MONNET Jean, *Mémoires*, Paris : Fayard, 1976.
MORAVCSIK Andrew, « Negotiating the Single European Act: national interests and conventional statecraft in the European Community », *International Organization*, vol.45, 1991, pp.19-56.
MORAVCSIK Andrew, *The Choice for Europe: Social Purpose and State Power from Messina to Maastricht,* Ithaca: Cornell University Press, 1998.
MOYN Samuel, *The last utopia: Human rights in history*, Cambridge: Harvard University Press, 2012.
MURPHY Daniel T., « The System of European Political Cooperation: A Brief Explanation », *North Carolina Journal of International Law*, vol.10(2), 1985, pp.383-396.
MURRAY Philomena, « Toward policy coherence: the European union's regional and bilateral approaches to east Asia », dans BINDI Federiga et ANGELESCU Irina (eds.), *The Foreign Policy of the European Union: Assessing Europe's Role in the World*, Washington, DC.: Brookings Institution Press, 2010, pp. 270-280.
NAERT Frederik, « The application of international humanitarian law and human rights law in CSDP operations », dans CANNIZZARO Enzo, PALCHETTI Paolo, et WESSEL Ramses A.(eds*.), International law as law of the European Union*, Leiden: Martinus Nijhoff Publishers, 2011, pp. 189-212.
NOEL Emile, « The external relations of the EEC, and its internal problems », *Government and Opposition*, vol.10, 1975, pp.159-166.
NUTTAL Simon J., *European political co-operation*, Oxford, Oxford University Press, 1992.
NUTTAL Simon J., « Two decades of EPC performance » dans Elfriede Regelsberger (ed.), *Foreign policy of the European Union From EPC to CFSP and Beyond*, Colorado: L. Rienner, 1997, pp. 19-40.
NUTTAL Simon J., *European Foreign Policy*, Oxford : Oxford University Press, 2000.
OZKAN Mehmet, « A New Approach to Global Security: Pivotal Middle Powers and Global Politics », *Perceptions,* vol. 11 (1), 2006, pp.77-95.
PARK Sung-hoon, « South Korea and the European Union », *Oxford Research Encyclopedia of Politics*, 2020.
PESCATORE Pierre, « Les relations extérieures des communautés européennes : contribution à la doctrine de la personnalité des organisations internationales », Recueil des cours, Académie de droit international de la Haye, 1961, vol. 103 (II).
PFIMLIN Pierre, *Congrès de l'Europe : La Haye, 7-11 mai 1948*, Conseil de l'Europe, 1999.

PEREZ Sophie, « La contribution des valeurs de l'Union européenne à la paix et à la sécurité » dans POTVIN-SOLIS Laurence (dir.), *L'Union européenne et la paix : Dix-septièmes Journées Jean Monnet*, Bruxelles : Bruylant, 2023.

PINGEL Isabelle, « Au risque de l'axiologie l'inscription des valeurs dans les traités européens », dans LENEUF Fabienne Péraldi, *Les valeurs de l'Union européenne*, Paris : Pedone, Collection Cahiers européens, n°13, 2020, pp. 1169-1192.

POIRIER Philippe, « Introduction de la deuxième partie : droit(s) et citoyenneté(s) : quel(s) modèle(s) de gouvernance pour l'Union européenne ? » dans DEVAUX Sandrine, LEBOUTTE René et POIRIER Philippe (dir.*), Le traité de Rome : Histoires Pluridisciplinaires : L'apport du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne*, Bruxelles : Peter Lang, 2009.

PRITCHARD Charles L., *Failed diplomacy: The tragic story of how North Korea got the bomb*, Washington, DC.: Rowman & Littlefield, 2007.

RAWLS John, *A Theory of Justice*, Oxford : Oxford University Press, 1971.

RAWLS John, *Political Liberalism*, New York: Columbia University Press, 1993.

REINESCH Gaston, VIGNES Daniel, et CLOOS Jim, *Le traité de Maastricht : genèse, analyse, commentaires*, Bruxelles : Bruylant, 1993.

REITERER Michael, « The Role of 'Strategic Partnerships' in the EU's Relations with Asia » dans CHRISTIANSEN Thomas, KIRCHNER Emil et MURRAY Philomena (eds.), *The Palgrave Handbook of EU-Asia Relations*, Londre : Palgrave, 2013, pp. 75-89.

REITERER Michael, « The 10th anniversary of the EU-Korea Strategic partnership », EU연구 (Journal of European Union Studies), vol.57, 2021, pp.3-15.

RENARD Thomas, *The Treachery of Strategies: A Call for True EU Strategic Partnerships* (Egmont Paper 45), Bruxelles : Academia Press, vol.45, 2011.

RÉVEILLARD Christophe, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la Résistance au traité de C.E.D. 1940-1954,* Paris : Éditions François-Xavier de Guibert, 2001.

ROBERT Dover, « The EU's joint actions on anti-personnel mines and unexploded ordnance: finding a security policy identity », European foreign affairs review, vol.11 (3), 2006, pp. 401 – 416.

ROBERTSON A.H. et MERRILLS J.G., *Human Rights in Europe. A Study of the European Convention on Human Rights*, Manchester et New York: Manchester University Press, 1993.

ROCHARD Bertrand, *La Commission et l'identité européenne (janvier 1958 – décembre 1969),* Genève : Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, 1997.

ROCHARD Bertrand, L*'Europe des commissaires : réflexions sur l'identité européenne des traités de Rome au traité d'Amsterdam*, Bruxelles : Bruylant, 2003

RUGGIE John G., « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », *International Organization*, vol.46 (3), 1992, pp. 561-598.

RUTTEN Maartje (ed.), *From Nice to Laeken: European Defence, Core Documents*, no.51, Paris: Institute for Security Studies, European Union, 2002.

SAUTENET Antoine, « The EU's Strategic Partnerships with Emerging Powers: Institutional, Legal, Economic and Political Perspectives », dans RENARD Thomas (ed.), *The European Union and Emerging Powers in the 21st Century: How Europe Can Shape a New Global Order*, Londre : Routledge, 2012, pp. 123-145.

SCHMIDT Julia, « The development of new crisis management tools and their impact on human rights » dans FERREIRA Nuno et KOSTAKOPOULOU Dora (eds.), *The Human Face of the European Union : Are EU Law and Policy Humane Enough?,* Cambridge: Cambridge University Press, 2016, pp.319-341.

SCHMALENBACH Kirsten, *Casebook Internationales Recht*, Wien : Facultas Universitätsverlag, 2014.

SIGAL Leon V., « Negotiating an end to north Korea's missile-making », *Arms control today*, vol.30(5), 2000.

SIMÓN Luis et MATTELAER Alexander, *EUnity of Command-The Planning and Conduct of CSDP Operations* (Egmont Papers 41), Gent: Academia Press, 2011.
SIMPSON Alfred William Brian, *Human rights and the end of empire: Britain and the genesis of the European Convention*, Oxford: Oxford University Press, 2004.
SMITH Karen E., « The EU, human rights and relations with third countries: 'foreign policy' with an ethical dimension? », dans SMITH Karen E. et LIGHT Margot (eds.), *Ethics and Foreign Policy*: Cambridge: Cambridge University Press, 2001, pp.185-204.
SMITH Karen E., *European Union Foreign Policy in a Changing World*, Cambridge: Polity Press, 2003.
SNYDER Glenn H., « The Security Dilemma in Alliance Politics », *World Politics*, vol. 36 (4), 1984, pp. 461-495.
SOLANA Javier, « Where Does the EU Stand on Common Foreign and Security Policy? », 2000, dans Rutten (ed.), *From Nice to Laeken: European Defence, Core Documents*, no.51, Paris: Institute for Security Studies, European Union, 2002.
SOLANA Javier, « The European Union and human security: the making of a global security actor », *Routledge Handbook of Human Security*, Londre : Routledge, 2013.
SPAAK Paul-Henri, *Combats inachevés. De l'Indépendance à l'Alliance*, vol.1, Paris : Fayad, 1969.
STEIN Eric, « European Political Cooperation (EPC) as a component of the European foreign affairs system », *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol.43, 1983, pp.46-69.
TARDY Thierry, « CSDP: getting third states on board », Paris: European Union Institute for Security Studies (EUISS), n°6, mars 2014.
THOMPSON Benjamin C., « The European Union's Human Security Discourse: Conceptualization and Justification », The Korean Journal of International Studies, vol.14 (1), 2016, pp.161-188.
TIBERGHIEN Christine, « La politique des droits de l'homme de l'Union européenne », dans HELLY Damien et PETITEVILLE Franck (dir.), *L'Union européenne, Acteur international*, coll. Logiques politiques, Paris : L'Harmattan, 2005.
TOCCI Nathalie et ALCARO Riccardo, « Rethinking transatlantic relations in a multipolar era », *International Politics*, vol.51(3), 2014, pp. 366-389.
TODOROV Tzvetan, *The new world disorder: Reflections of a European*, Cambridge: Polity, 2005.
TOJE Asle, « The 2003 European Union Security Strategy: A Critical Appraisal », *European Foreign Affairs Review*, vol.10(1), 2005, pp. 117 – 133.
TÖRÖ Csaba, « External State Partners in ESDP Missions: Third Country Participation in EU Crisis Management », *European Foreign Affairs Review*, vol.15 (3), 2010, pp. 325 – 345.
TRIDIMAS Takis, *The General Principles of EU Law*, Oxford : Oxford University Press, 2006.
TULLI Umberto, « The European Parliament in EC external Relations, From the Inception of European Political Cooperation to the Single European Act », *Journal of European Integration History,* vol.27(1), 2021, pp.121-138.
TWITCHETT Kenneth J. (ed.), *Europe and the world: the external relations of the Common Market*, Londre : Europa for the David Davies Memorial Institute of International Studies, 1976.
VIDO Lina, « Parlement européen et droits de l'homme », Groupe du Parti Populaire Européen du Parlement Européen, Luxembourg : Centre Européen du Kirchberg, 1989.
VOGLER John et BRETHERTON Charlotte, « The European Union as a Protagonist to the United States on Climate Change », *International Studies Perspectives*, vol.7 (1), 2006, pp.1-22.
WALLERSTEIN Immanuel, *L'universalisme européen : de la colonisation au droit d'ingérence*, Paris : Demopolis, 2006.
WASSENBERG Birte, *Histoire du Conseil de l'Europe (1949-2009),* Bruxelles : Peter Lang, 2012.
WEIL Gordon L. (ed.), *A Handbook on the European Economic Community*, New York et Londre: Frederick A. Praeger, 1965.
WELLENSTEIN Edmund, « 25 years of European community external relations », *Common Market Law Review*, August 1979.
WESSEL Ramses A., « General Principles in EU Common Foreign and Security Policy », dans

WIEGLER Katja S, NEUVONEN Päivi Johanna, et MORENO-LAX Violeta (eds.), *Research Handbook on General Principles in EU Law: Constructing Legal Orders in Europe*, Cheltenham: Edward Elgar Publishing, 2022.

WHITE Brian, *Understanding European Foreign Policy*, Londre : Macmillan International Higher Education, 2017.

WHITMAN Richard G., « The fall, and rise, of civilian power Europe? », Document présenté à la Conférence European Union in International Affairs, Australian National University, les 3 et 4 juillet 2002.

WHITMAN Richard G., « Norms, Power and Europe: A New Agenda for Study of the EU and International Relations », dans WHITMAN Richard G.(ed.), *Normative power Europe: Empirical and theoretical perspectives*, Londre : Palgrave Macmillan, 2011, pp.1-22.

WINN Neil, « CFSP, ESDP, and the Future of European Security: Whither NATO? », *The Brown Journal of World Affairs*, vol. 9(2), 2003, pp.149-160.

WIESSALA Georg, *The European union Asian countries*, Londre: Bloomsbury Publishing, 2002.

WIESSALA Georg, « New Dynamism or Institutional Overload? Asia-Europe Relations after Seoul », Centre for European Union Studies, University of Hull, Research Paper 1/2001, April 2002.

WIESSALA Georg, *Re-orienting the fundamentals: human rights and new connections in EU-Asia relations*, Londre: Routledge, 2016.

WILLIAMS Andrew, *EU human rights policies: a study in irony*, Oxford: Oxford University Press, 2004.

WOOD Bernard, *Middle Powers and the General Interest, Middle Powers in the International System*, Ottawa: North-South Institute, 1990.

WOOLCOCK Stephen, « EU-US Commercial Relations and the Debate on a Transatlantic Free Trade Area », dans WIENER Jarrod (ed.), *The Transatlantic Relationship*, Berlin: Springer, 1996, pp.164-184.

WOUNTERS Jan, « From an economic community to a union of values: The emergence of the EU's commitment to human rights », dans WOUNTERS Jan, NOWAK Manfred, CHANE Anna-Luise et HACHEZ Nicolas (eds.), *The European Union and Human Rights: Law and Policy*, Oxford : Oxford University Press, 2020.

WURM Clemens, *Western Europe and Germany. The Beginnings of European Integration 1945-1960,* Oxford et Washington: Berg Publishers, 1995.

YOUNGS Richard (ed.), *A New Context for EU-Korean Relations*, FRIDE et the Korea Foundation, 2013.

YONHAP News Agency, *North Korea Hand book*, Seoul: Yonhap News Agency, 2002.

YOUNG Oran, « The politics of international regime formation: managing natural resources and the environment », *International organization*, vol.43(3), 1989, pp.349-375.

YOUNGS Richard, « Normative dynamics and strategic interests in the EU's external identity », *Journal of Common Market Studies*, vol.42 (2), 2004, pp. 415-435.

ZWAMBORN Marcel, « Human Rights Promotion and Protection through the External Relations of the European Community and the Twelve », *Netherlands Quarterly of Human Rights*, vol. 7(1), 1989.

ZAKARIA Fareed, « Culture Is Destiny: A Conversation with Lee Kuan Yew », *Foreign Affairs*, vol. 73(2), 1994.

Ouvrages et articles coréens

갈봉근, *통일주체국민회의론*, 서울 : 한국헌법학회출판부, (GAL Bong-geun, *Une théorie de l'Assemblée nationale de la Corée unifiée*, Séoul : Société constitutionnelle de Corée), 1978.

강만길, *20세기 우리역사*, 파주 : 창비출판사 (KANG Man-gil, *Histoire de la Corée au XXe siècle*, Paju : Changbi Publishers), 2009.

강정민, « 제헌헌법의 자유주의 이념적 성격 », *정치사상연구* (KANG Jung-min, « La première constitution de la Corée et le libéralisme », *The Korean Review of Political Thought*), vol.11(2), 2005, pp. 83 – 105.

권오중, « 초기 관계발전과정에서 나타난 독일연방공화국과 대한민국의 외교적 갈등과 그 해결과정 (1956~1961) », *역사교육*, (KWON O-Joong, « Les problèmes diplomatiques et le processus de promotion dans les relations entre la RFA et la République de Corée (1956~1961) », *The Korean history education,* vol. 99, 2006, pp. 293 – 322.

권오중, « 대한민국 경제발전의 출발점 », 자유기업원 (KWON Oh-jung, « Le point de départ du développement économique de la Corée », Center for Free Enterprise), le 30 aout, 2018.

권혁범, « 반공주의 회로판 읽기: 한국 반공주의의 의미체계와 정치사회적 기능 », *통일연구*, (KWON Hyuck-Bumm, « Lire le circuit imprimé de l'anticommunisme: sémantique et fonctions politiques et sociales de l'anticommunisme coréen) », *Korean Unification Studies*, vol.2, 1998, pp. 7-42.

고상두, « 유럽연합의 대북 공동외교정책의 성격 », 전남대학교 글로벌디아스포라연구소 국내학술회의 학술대회자료, 2010년 6월. (KO Sang-tu, « La nature de la politique étrangère commune de l'UE à l'égard de la Corée du Nord », Actes de la conférence nationale de l'Institut de recherche sur la diaspora mondiale, Université nationale de Chonnam), juin 2010.

고주현, « EU 규범 권력과 대북한 관여정책 », *EU연구*, (GO Joo-hyun, « Le pouvoir normatif de l'UE et la politique d'engagement envers la RPDC », *Journal of European Union Studies*, vol. 50, 2018, pp. 31-71.

구현우, « 박정희 정권기 정치와 행정의 관계: 산업화 정치와 관료제의 자율성을 중심으로 », *행정논총* (KOO Hyun-woo, « La relation entre la politique et l'administration publique à l'époque du régime de Park Chung Hee : La politique d'industrialisation et l'autonomie bureaucratique », *Korean Journal of Public Administration*), vol.58, 2022, pp. 73-104.

국가재건최고회의 한국군사혁명사편찬위원회, « 한국군사혁명사 제1집 » (Comité de compilation de l'histoire de la révolution militaire coréenne de Conseil suprême de la reconstruction nationale, « Histoire militaire révolutionnaire coréenne vol.1 », 1963.

국가인권위원회, « 국가보안법 적용상에서 나타난 인권 실태 » (Commission nationale des droits de l'homme de Corée), « Les droits de l'homme dans l'application de la loi sur la sécurité nationale »), 2003.

국방부과거사진상규명위원회, « 국방부과거사진상규명위원회 종합보고서 » (Comité de recherche de la vérité du ministère de la défense nationale sud-coréen « Rapport de synthèse du Comité de recherche de la vérité du ministère de la défense nationale »), vol.2, 2007.

국정원과거사건진실규명을통한발전위원회, « 1967년 동백림사건 » (Comité de développement du service national de renseignement pour clarifier le passé, « l'affaire de Berlin-Est en 1967 »), 2006.

국정홍보처, *국민의 정부5년 국정자료집*, vol.4, 서울 : 국정홍보처 (Government Information Agency, *État quinquennal de la nation du gouvernement populaire)*, vol.4, Séoul : Government Information Agency, 2003.

김귀옥, « 김대중 평화사상의 형성과 정치적 실천 », *통일과 평화* (KIM Gwi-Ok, « Les pensées et les pratiques pacifiques de Kim Dae-jung », *Journal of Peace and Unification Studies),* vol.12(2), 2020, pp. 7-51.

김근식, « 노무현 정부의 평화번영정책: 구상과 현실 그리고 과제 », *통일문제연구* (KIM Keun-sik, « La politique de paix et de prospérité de l'administration Roh Moo-hyun : Conception, réalité et mission », *The Korean Journal of Unification Affairs),* vol.41 (1), 2004, pp. 5-25.

김달중, « 북방정책의 개념, 목표 및 배경 », *국제정치논총* (KIM Dal-jung, « Le concept, les objectifs et le contexte de la Nordpolitik », *Korean Journal of International Relations)* vol.29(2), 1989, pp.41-51.

김대규, « 노태우 정부의 북방정책이 한반도 비핵화에 끼친 영향에 관한 연구 », *통일전략* (KIM Dae-gue, « Une étude sur l'impact de la politique nord-coréenne du gouvernement Rho Tae Woo sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne », *Unification Stratrgy,* vol.12(2), 2012, pp.165-192.

김대중, *공화국연합제*, 서울 : 학민사 (KIM Dae-jung*, Union des républiques,* Séoul : Hakminsa), 1991.

김대중, *나의 길 나의 사상*, 서울: 한길사 (KIM Dae-jung, *Ma voie Ma pensée,* Séoul : Hankilsa), 1994.

김대중, *후광 김대중 전집*, 10권, 서울 : 중심서원 (KIM Dae-jung, *Hougang les œuvres de Kim Dae-jung*, vol.10, Séoul : Joongsimseowon), 1995.

김대중, *김대중 자서전*, 1권, 서울 : 삼인출판사 (KIM Dae-jung, *L'autobiographie de Kim Dae-Jung*, vol.1, Séoul : Samin), 2010.

김동춘, « 냉전, 반공주의 질서와 한국의 전쟁정치 : 국가폭력의 행사와 법치의 한계 », *경제와 사회* (KIM Dong-chun,« Politique de guerre en Corée sous la guerre froide et l'ordre anticommuniste : violence d'État et limite de l'État de droit »*, Economy and Society*, mars 2011, pp.333 – 366.

김명섭, 양준석, « 1967년"동백림사건"이후 한독관계의 긴장과 회복 :비밀해제된 한국외교문서를 중심으로 », *한국정치외교사논총*, (KIM Myung-sub et YANG Jun-suk, « Tensions et rétablissement des relations entre la Corée et l'Allemagne après l'incident de Dongbaekrim en 1967 : focus sur les documents diplomatiques coréens déclassifiés », *Journal of Korean political and diplomatic history*), vol.35(1), 2013, pp.5-39.

김민우, « 사형제도의 존폐를 둘러싼 법적 쟁점 », *법학논고* (KIM Min-Woo, « Questions juridiques liées à l'existence de la peine de mort », *Law Journal),* vol.78, 2022, pp.35-58.

김석우, « FTA 정책: 미래를 위한 필연의 선택? » dans 강원택 et 장덕진 (eds.), *노무현 정부의 실험: 미완의 개혁*, 서울 : 한울아카데미 (KIM Seok-woo, « La politique de l'ALE : une nécessité pour l'avenir ? ») dans KANG Won-tae et JANG Duck-jin (eds.), *L'expérience de Roh Moo-hyun : des réformes inachevées)*, Séoul : Hanwoolacademy, 2011, pp.99-102.

김성보, « 전후 한국 반공주의의 균열과 전환 », *역사와 실학* (KIM Seong-Bo, « Fissures et conversion de l'anticommunisme en Corée après la guerre de Corée », *The Yeoksa and Silhak*, vol.62, 2017, pp. 191-219.

김성형, « 유럽연합(EU)의 신 대북 협력정책 : EU집행위원회 전략보고서를 중심으로(1989-2002) », *한국정치외교사논총* » (KIM Sung-Hyoung, « La nouvelle politique de coopération de l'UE envers la Corée du Nord : rapport stratégique de la Commission européenne (1989-2002) »), *Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol. 26 (2), 2005, pp. 29 – 56.

김삼웅, *김대중 평전*, 1 권, 서울: 시대의창 (KIM Sam-woong, *Biographie de Kim Dae-Jung,* Seoul : Sidaebooks), vol.1 2014.

김삼웅, *통사와 별사로 읽는 한국 현대사*, 서울 : 인문서원, (KIM Sam-woong, L'histoire contemporaine de la Corée sous l'une histoire commune et l'une histoire de sang, Séoul : Inmoonsawon), 2019.

김상숙, « 1987년 6월 민주항쟁과 이한열 », *민주주의와 인권* (KIM Sang-Sook, « Le soulèvement démocratique de juin 1987 et Lee Han Yeol », *Journal of Democracy and Human Right)*, vol.19(2), 2019, pp. 75 – 112.

김시홍, « 한-EU 관계 55년, 1963-2018 », dans 김시홍 (ed.), *한-EU 관계론*, 서울: 한국외국어대학교출판부 지식출판원, (KIM Si-hong Kim, « 55 ans de relations entre la Corée du Sud et l'UE 1963-2018 », dans KIM Si-hong (ed.), *Relations entre la Corée du Sud et l'UE*, Séoul: HUINE, 2019, pp.21-42.

김영명, *한국현대정치사 정치변동의 역학,* 서울: 을유 문화사, (KIM Yung-myung, *Histoire politique*

contemporaine coréenne: épidémiologie de changement politique, Séoul: Eulyoo Publishing),1992.

김영인, 배종윤, « 한국외교안보정책에 있어 대통령의 정책조율과 현실적 한계에 관한 연구: 노무현 정부의 NSC 운용 사례를 중심으로 », *국제정치논총* (KIM Young-in et BAE Jong-yun, « La coordination de la politique étrangère en Corée et ses limites pratiques : les relations stratégiques entre le président Roh Moo-hyun et le NSC », *Korean Journal of International Relations),* vol.56 (3), 2016, pp.89-127.

김용철, « 경제민주주의의 관점에서 본 김대중의 인식과 철학 », *아세아연구* (KIM Yong-cheol, « Les perceptions et la philosophie de Kim Dae-Jung du point de vue de la démocratie économique », *Asiatic Research Institute),* vol.62 (3), 2019, pp. 209-243.

김용철, « 현대평화이론의 관점에서 본 김대중의 평화관 », *현대정치연구* (KIM Yong-cheol, « Le point de vue de Kim Dae-Jung sur la paix du point de vue de la théorie moderne de la paix », Journal of contemporary politics, vol.14(2), 2021, pp. 101-136.

김은중, « 리스본조약의 발효와 한-EU 전략적 동반자관계 출범 », *외교* (KIM Eun-jung, « Entrée en vigueur du traité de Lisbonne et lancement du partenariat stratégique Corée-UE », *Foreign Relations),* vol.92, 2011, pp.33-39.

김일영, « 5 · 16 군사쿠데타, 군정 그리고 미국 », *국제정치논총* (KIM Il-young, « Coup d'État du 16 mai, régime militaire et États-Unis », *Korean Journal of International Relations),* vol.41, 2001, pp. 311 – 331.

김재우, 최지훈, « 88 서울올림픽의 유치과정에 관한 연구 », *한국체육사학회지* (KIM Jae-Woo et CHOI Ji-Hoon, « Une étude sur le processus d'accueil des 88 Jeux olympiques de Séoul », *The Korean Journal of History for Physical Education, Sport, and Dance),* vol.23(4), 2018, pp.57-73.

김종대, *노무현, 시대의 문턱을 넘다: 한미동맹과 전시작전권에서 남북정상회담에 이르기까지*, 서울: 나무의 숲 (KIM Jong-dae, *Roh Moo-hyun franchit le seuil d'une ère: De l'alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis au sommet intercoréen en passant par les pouvoirs de guerre*, Séoul : Namueuisup, 2010.

김지형, « 1980년대 초 남북한의 제3세계 외교경쟁 : 공개 외교문서(1979~1981)를 중심으로 », *동북아연구* Ji-Hyung Kim, « La concurrence étrangère dans le tiers monde de la Corée du Nord-Sud au début des années 1980 : centré sur les documents diplomatiques publiés (1979~1981)», *The Journal of Northeast Asia Research*, vol.28, 2013, pp.5-35.

김창순, 김준엽, « 한국공산주의운동사 », 고려대학교 아세아문제연구소 (KIM Jun-yop et KIM Chang-soon, « Histoire du mouvement communiste coréen », Asiatic Reasearch Center of Korea University), vol.1, 1967.

김창희, « 노무현 정부의 평화번영정책과 제2차 남북정상회담 », *통일전략* (KIM Chang-hee, « La politique de paix et de prospérité dans l'administration de Roh Moo Hyun et les pourparlers du deuxième sommet intercoréen », *Unification Stratrgy),* vol.8(1), 2008, pp. 145-178.

김창희, « 한반도 분단의 형성과정과 남북한 정부수립 », *통일전략* (KIM Chang-hee, « Le processus de division de la péninsule coréenne et l'établissement des gouvernements nord-coréen et sud-coréen », *Unification Stratrgy*),vol.14 (1), 2014, pp. 9-45.

김철식, « 1987년 이후 한국의 노동운동 — 노동시장 유연화의 진전과 민주노조운동의 헤게모니 상실 », 사회와역사 (KIM Chul-sik, « Le mouvement syndical coréen depuis 1987 : la flexibilité du marché du travail et la perte du pouvoir hégémonique du mouvement syndical démocratique », *Korean Social History Association),* vol.137, 2023, pp.51 – 88.

김태균, « 국가보안법' 71년의 역사와 투쟁 », *정세와노동* (KIM Tae-kyun, « 71 ans d'histoire et de lutte pour la loi sur la sécurité nationale », *Situations & Labor),* no.157, 2019, pp.20-89.

김학노, « 유럽연합의 대북한 정책과 남북한 평화 구축 과정 », *대한정치학회보* (KIM Hak-noh, « Les relations UE-Corée du Nord et le processus de consolidation de la paix entre les Corées du Sud et du Nord », *Korean Journal of Political Science),* vol.14(2), 2006, pp. 291 – 326.

김학준, « 대한민국의 북방정책: 그 기원들과 전개와 전망 », *외교* (KIM Hak-jun, « La politique nord de la Corée du Sud : ses origines, son évolution et ses perspectives », *Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol.14, 1990, pp. 14-27.

김학재, « 김대중의 통일·평화사상 », *북한사회및통일연구* (KIM Hak-Jae, « La pensée de paix et d'unification de Kim Dae-Jung : Démocratie · Modèle d'unification coréen · Optimisme créatif », *Journal of Peace and Unification Studies),* vol. 9(2), 2017, pp.59-90.

남성욱, « 80년대 남북관계와 한국사회의 대북관: 이상과 현실 », *국제문제연구* (NAM Sung Wook, « La relation entre la Corée du Sud et la Corée du Nord et Le regard porté sur la Corée du Nord dans la société coréenne des années 1980 : un idéal et une réalité », *National Security and Strategy),* vol.13(4), 2013, pp.153-191.

노명환, « 냉전시대 박정희의 한국 산업화 정책과 서독의 의미와 역할 1961-1967 », *사림* (NOH Meung-hoan, « La signification et le rôle de la République fédérale d'Allemagne dans l'industrialisation de la République de Corée au début de l'ère Park Chung-hee sous le système international de la guerre froide 1961-1967 », *SARIM),* vol.38, 2011, pp. 289-323.

노명환, « 초국가주의 민주주의 평화사상과 지역공동체의 추구 및 분단극복 정책 : 빌리 브란트의 동방정책과 김대중의 햇볕정책의 비교사적 연구 », *EU연구* (NOH Meung-Hoan, « La vision de Willy Brandt de la communauté européenne et la vision d'Ostpoltik/Kim Dae-jung de la communauté eurasienne et de la Sunshine policy - axée sur les points de vue et les idées de valeur des deux personnages », *Journal of European Union Studies),* vol.1(30), 2012, pp. 133-178.

노명환, « 역사의 관점에서 보는 김대중의 대중경제론과 햇볕정책 », *역사학연구* (NOH Meung-Hoan, « Le système d'économie socio-marché ouest-allemand et la politique orientale comme modèle pour l'économie populaire et la Sunshine policy de Kim Dae-jung », *The Korean Journal of History),* no.81, 2021, pp. 299-348.

대한민국국회, *제헌국회속기록*, 서울 : 여강출판사 (Assemblée nationale de la République de Corée, *Actes de l'Assemblée constituante,* Séoul: Yeogangchulpansa), vol.1, 1987.

도종윤, « 유럽연합의 KEDO가입: 참여 요인, 평가 그리고 함의 », *동서연구* (DOH Jong-yoon, « La participation de l'UE à KEDO : causes de la participation, évaluation et implication », *Journal of East and West),* vol.24(2), 2012, pp. 117-144.

도종윤, « 동반자관계(Partnership) 외교연구 », 제주평화연구원 연구사업보고서, 제주평화연구원, 2016년 3월 (DOH Jong-yoon, « Partenariat Études diplomatiques », Rapport du projet de recherche de l'Institut, Jeju Peace Institue), mars 2016.

로버트 스칼라피노, 김대중, « 북한과 북한의 핵을 어떻게 볼 것인가 », 1993 dans 정진백 (ed.), *김대중 대화록 1973~2008*, 광주: 행동하는양심, 2018. (SCALAPINO Robert Anthony et KIM Dae-jung, « Comment voir la Corée du Nord et ses armes nucléaires », 1993 dans JUNG Jin-baek, (ed.), *Transcriptions de Kim Dae-jung 1973-2008*, Kwangju : Handonghanunyangsim, 2018, pp.432-452.

류석진, « 노무현 정부의 출범 및 정부 소개 », 한국행정연구원 (eds.), *대한민국 역대 정부 주요 정책과 국정운영*, 고양: 도서출판 대영문화사 (LEW Seok-Jin, « Inauguration du gouvernement Roh Moo-hyun et présentation du gouvernement », Korea Institute of Public Administration (eds.), *Principales politiques et opérations des gouvernements précédents en Corée du Sud*, Goyang : Daeyoungmoonhwasa), 2014.

마인섭, « 6 월 항쟁과 문민정부 출범 », *동북아연구* (MA In-sub, « Les Manifestations de Juin et mise en place du gouvernement civil », *The Journal of Northeast Asian Studies*, 1995.

모춘흥, 최진우, « 규범세력(normative power)으로서의 유럽연합(EU)의 대(對) 북한 인권정책 », *통일연구* (MO Chun-Heung et CHOI Jin-woo, « La politique des droits de l'homme de l'UE à l'égard de la Corée du Nord en tant que puissance normative », *Korean Unification Studies),* vol.22 (1), 2018, pp.143-173.

민주화운동기념사업회연구소, « 한국민주화운동사연표 », (Korea democracy foundation, « Chronologie du

mouvement démocratique coréen », 2006.
박건영, 정욱식, « 김대중-부시정부시기 한미관계- 대북정책을 중심으로 », *역사비평* (PARK Kun-young et CHEONG Wook-sik, « Relations Corée-États-Unis sous Kim Dae-jung et Bush : focus sur la politique nord-coréenne », *Critical Review of History),* no.86, 2009, pp. 140 – 168.
박동순, « 이명박 정부의 실용주의 외교와 UAE 파병정책에 관한 연구 », 국방연구 (PARK Dong-Soon, « Recherche sur la diplomatie de l'administration Lee Myung-Bak pour le pragmatisme et le déploiement aux Émirats arabes unis »), *JNDS),* vol.59 (3), 2016, pp. 127-150.
박문옥, *신한국정부론*, 서울 : 신천사 (PARK Moon-ok, *Théorie du nouveau gouvernement coréen)*, Séoul : Shincheonsa), 1975.
박선령, 안종기, « 노태우 정부의 '북방정책'의 주요 결정요인 검토 및 재평가 가능성 - 분석수준별 평가 및 대중적 인식의 괴리 탐구 », *입법과 정책* (AN Chong-ki et PARK Sun-ryung, « Recherche sur les principaux facteurs de la Nordpolitik (politique vers le nord) de l'administration Roh Tae Woo et la possibilité d'une réévaluation», *Legislation and Policy Studies*, vol.7(1), 2015, pp. 131 – 156.
박영림, « 노무현의 동북아구상 연구: 인식, 비전, 전략 », *역사비평* (PARK Yung-lim, « Vision et stratégie de Roh Moo-Hyun pour l'Initiative de coopération en Asie du Nord-Est », *Critical Review of History),* no.76, 2006, pp. 148 – 179.
박원순, *(고문의 한국현대사) 야만시대의 기록 3 - 전두환에서 노무현 정권까지*, 고양 : 역사비평사 (PARK Won-soon, *Histoire coréenne de la torture) Registres de barbarie; vol.3- De Chun Doo-hwan à Roh Moo-hyun),* Goyang : Yuksabipyongsa, 2008.
박준성, « 1987년 6월 항쟁은 무엇이었나 », *내일을 여는 역사* (PARK Jung-sung, « Qu'est-ce que Manifestations démocratiques de juin 1987», *Naeileulyeonunyuksa*, vol.63, 2016, p.187. vol.63, 2016, pp. 176 – 190.
박찬표, « 제헌국회 선거법과 한국의 국가형성 », *한국정치학회보* (PARK Chan-pyo, « Loi électorale pour l'Assemblée nationale constituante et la construction de l'État en Corée du Sud »*, Korean Political Science Review),* vol.29(3), 1996, pp. 69 – 90.
박찬표, *한국의 국가형성: 반공체제 수립과 자유민주주의 제도화 1945-48*, 서울 : 고려대학교 출판부 (PARK Chan-Pyo, *La construction de la nation sud-coréenne : établissement d'un régime anticommuniste et institutionnalisation de la démocratie libérale 1945-48*, Séoul : Korea University Press), 1997.
박태균, « 박정희의 동아시아인식과 아시아·태평양 공동사회 구상 », *역사비평* (PARK Tae-Kyun, « L'Asie de l'Est de Park Chung- Hee et son plan pour la communauté Asie-Pacifique », *Critical Review of History),* vol.76, 2006, pp. 119-147.
박태우, « 냉전후 한국-유럽연합(EU) 관계의 새로운 모색 », *아태연구* (PARK Tae-woo, « Une nouvelle recherche pour les relations entre la Corée et l'Union européenne (UE) après la guerre froide », *Journal of Asia-Pacific Studies,* vol.5, 1998.
박호성, « 북한 통일정책 연구의 쟁점 : '연방제' 통일방안을 중심으로 », *북한연구학회보* (PARK Ho-sung, « Une étude de la formule de réunification de Koea du Nord : centrée sur la fédération de l'étage inférieur »), *North Korean Studies Review,* vol.8(2), 2004, pp.1-31.
박흥순, « 이명박 정부의 대외정책(외교, 안보) : 특징과 과제 », *평화학연구* (PARK Heung-soon, « Relations extérieures (politique étrangère et de sécurité) du gouvernement de Lee Myung-bak : caractéristiques et tâches », *The Journal of Peace Studies),* vol.9 (1), 2008, pp.23-65.
반병률, « 한인사회당의 조직과 활동(1918-1920) », *한국학연구*, (BAN Byung-ryul, « Organisation et activités du Parti socialiste coréen (1918-1920) »), *Center for Korean Studies),* vol.5, 1993, pp.119-186.
백범석, 홍미화, « 대한민국의 국제인권 외교 발자취 », *서울국제법연구*, (BAEK Buhm-suk et HONG Mi-hwa, « Empreintes de la diplomatie sud-coréenne en matière de droits de l'homme dans les mécanismes des droits de l'homme de l'ONU », *Seoul International Law Journal),* vol.29(1), 2022, pp.19-53.

서중석, *6월 항쟁*, 파주 :돌베개, (SEO Jung-seok, *Manifestations démocratiques de juin),* Paju :Dolbegae 2011.
송재익, « 중견국 한국의 유엔 평화유지활동 (PKO) 강화방안: 유엔의 국제평화활동 변화를 중심으로 », 한국군사학논총, (SONG Jae-ik, « Renforcement du PKO de R.O.K. en tant que Middie Power : Focus sur le changement dans l'opération de paix internationale de l'ONU », *Review of Korean Military Studies),* vol.5 (1), 2016, pp. 231-256.
신성호, « 한국의 국가안보전략에 대한 소고: 참여정부의 평화번영정책 », *국가전략* (SHEEN Seong-ho, « Réflexions sur la stratégie de sécurité nationale de la Corée du Sud : la politique de paix et de prospérité du gouvernement participatif », *National Strategy),* vol.14 (1), 2008, pp. 35 – 62.
심세현, « 노무현 정부의 자주국방담론과 국방정책에 관한 연구 », *한국군사학논집* (SIM Se-hyeon, « Étude sur les discours et politiques de défense nationale autonome de l'administration Roh Moo-Hyun », *Korean Journal of Military Art and Science),* vol.73 (2), 2017, pp. 75-106.
아시아·태평양 평화재단, « 햇볕정책 », 1993년 12월 31일. (Fondation Asie-Pacifique pour la paix, « Sunshine policy », le 31 décembre 1993).
아시아·태평양 평화재단, « 김대중의 3단계 통일론 », 서울 : 아태평화출판사, (Fondation Asie-Pacifique pour la paix, « La théorie de l'unification en trois étapes de Kim Dae Jung », Séoul : Éditions de la paix pour l'Asie-Pacifique,1995.
연세대학교 김대중 대통령 도서관, *김대중 전집 II*, 서울 : 연세대학교 출판사 (Kim Dae-Jung Presidential Library and Museum of Yonsei University, *Les œuvres complètes de Kim Dae-jung II*, Séoul : Yonsei University Press), vol.14 et vol.15, 2019.
오제연, « 한국 근현대사 속의 6월 항쟁 », 6.10 민주항쟁 30주년 기념 학술토론회, 민주화운동기념사업회 (OH Je-yeon, « Manifestations démocratiques de juin dans l'histoire moderne de la Corée», 6.10 Débat académique sur le 30e anniversaire du soulèvement démocratique, Korea democracy foundation), 2017.
유영익, *젊은 날의 이승만*, 서울 : 연세대학교출판부 (YOO Young-ik, *Rhee Syng-man dans sa jeunesse*, Séoul : Yonsei University press), 2002.
유진오, *헌법기초회고록*, 서울 : 일조각 (YOO Jin-oh, *Un mémoire sur les fondements constitutionnels*, Séoul : Iljogak), 1980.
유혜경, « 김영삼정권시대의 노동법과 노동운동 », *경희법학* (YOO Hye-kyung, « Lois du travail et mouvements ouvriers sous l'administration Kim Young Sam », *Kyung Hee Law Journal),* vol.57(2), 2022, pp. 175 – 221.
이도성, *남산의 부장들*, vol.3, 동아일보사 (LEE Do-sung, *Les chefs de Namsan,* DongaIlbosa), 1993.
이만열, « '5.17 김대중내란음모사건'의 진실과 그 역사적 의의 », *한국근현대사연구* (LEE Man-yeoul, « La vérité sur l'incident de conspiration de la rébellion de Kim Dae-jung du 17 juillet et sa signification historique », *Journal of Korean Modern and Contemporary History),* vol. 14, 2000, pp. 131 – 153.
이미숙, « 남북한 한미군사훈련 협상제안 분석–1990년대 초 팀스피리트훈련을 중심으로– », *한국군사* (LEE Mi-sook, « Analyse de la proposition de négociation entre les deux Corées sur l'exercice militaire conjoint Corée-États-Unis - Focus sur les exercices Team Spirit au début des années 1990 - », *Korea Journal of Military Affairs)*, vol.2, 2017, pp.35-69.
이수형, « 중견국가와 한국의 외교정책: 노무현 정부의 동맹재조정 정책을 중심으로 », *국방연구* Sooh-hyung Lee, « Théorie de la puissance moyenne et sécurité et politique étrangère du gouvernement Roh Moo-Hyun »,*JNDS)*, vol.52 (1), 2009, pp.3-27.
이승만, « 국가민족을 수호하라 (1949.3.1) », 대통령 이승만 박사 담화집, 공보처, (RHEE Syng-man, « Protéger la nation et le peuple (le 1 mars 1949) », Déclaration du président par le Dr Syng-man Rhee, Bureau de l'information publique),1953.
이완범, « 장면과 정권교체 – 미국의 대안고려와 그 포기 과정을 중심으로, 1952~1961 », *한국민족운동사연구* (LEE Wan-bom, « John Myon Chang et le plan d'urgence américain, 1952-1961 »,

Journal of Studies on Korean National Movement), vol. 34, 2003, pp. 5 – 70.

이영재, « 정치권력의 헌정질서 유보 및 파괴에 관한 연구: 노태우 정권기까지 정치권력의 자유민주주의 파괴 및 도구화를 중심으로 », *기억과 전망* (YI Young-jae, « Une étude sur la réserve ou la destruction de l'ordre constitutionnel par l'autorité politique », *Memory & Vision),* vol.20, 2009, pp.247-281.

이영조, 이옥남, « 1960년대 초 서독의 대한 상업차관에 대한 파독 근로자의 임금 담보설의 진실 », *한국정치외교사논총* (LEE Yung-go et YI Ok-nam, « Le lien qui n'a jamais existé : les prêts commerciaux ouest-allemands à la Corée et les salaires des travailleurs coréens envoyés en Allemagne de l'Ouest », *Journal of Korean Political and Diplomatic History),* vol.34(2), 2013, pp. 171-194.

이익섭, « 장애인권리협약의 의미와 핵심 과제 », *보건복지포럼*, 2007년 5월 (LEE Ik-sub, « Le sens et la tâche essentielle de la Convention relative aux droits des personnes handicapées », *Health and Welfare Policy Forum,* le mai 2007.

이정복, « 제1공화국 연구; 제1공화국의 성격, 정치제도 및 주요 정책 », *한국정치연구*, (LEE Jung-bok, « Étude de la Première République ; Caractéristiques, système politique et principales politiques de la Première République », *Journal of Korean Politics*), vol.5,1996, pp. 1-40.

이정식, *한국현대정치사: 제2공화국*, 서울 : 성문각 (LEE Jeong-sik, *L'histoire de la politique contemporaine coréenne : la Deuxième République)*, Séoul : Seongmungak, 1986.

이창위, « 핵확산방지조약(NPT) 체제의 동요와 북한의 NPT 탈퇴의 국제법적 정당성 », *인권과 정의* (LEE Chang-wee, « Non-respect du régime du TNP, retrait de la Corée du Nord du TNP et sa légitimité au regard du droit international », *Human Right and Justice)*, no.495, 2021, pp. 8-20.

이창헌, « 북한 핵문제에 대한 한국정부의 접근전략과 평가 », *정치정보연구* (LEE Chang-Hun, « Une étude sur la stratégie du gouvernement de la République de Corée face aux problèmes nucléaires nord-coréens », *The Journal of political science & communication)*, vol.6(2), 2003, pp.105-130.

이창희, « 북한인권문제에 대한 국제법적인 이해와 전략적 접근 », 북한인권 관련 전문가 간담회 회의 자료집, 국가인권위원회, 2003년 7월 30일 (LEE Chang-hee, « Compréhension du droit international et approche stratégique des questions relatives aux droits de l'homme en Corée du Nord », *Compte rendu de la réunion d'experts sur les droits de l'homme en Corée du Nord,* National Human Rights Commission of Korea, Séoul, le 30 juillet 2003.

임동원, *피스메이커 : 남북관계와 북핵문제 25년*, 파주 : 창비출판사 (IM Dong-won, *Peacemaker : 25 ans de relations intercoréennes et la question nucléaire nord-coréenne*, Paju : Changbi Publishers, 2008.

임영태, *대한민국史: 1945-2008*, 파주 : 들녘 (IM Yeong-tae, *Histoire de République de Corée : 1945-2008)*, Paju : Dulnyouk), 2008.

장덕준, « '북방정책' 재고(再考): '유라시아 이니셔티브'의 재검토 및 새로운 대륙지향 정책을 위한 원형 모색 », *슬라브학보,* (CHANG Duck-joon, « La Nordpolitik revisitée : à la recherche d'un prototype pour la refonte de l'Initiative Eurasie et après », *The Journal of Slavic Studies,* vol.32(1), 2017, pp. 277 – 317.

장준갑, « 케네디 행정부의 대한 정책(1961-1963) 간섭인가 협력인가 », *미국사연구* (CHANG Jun-kab, « La politique coréenne de l'administration Kennedy, 1961-1963 : intervention ou coopération ? », *The Korean Journal of American History),* vol. 25, 2007, pp. 133-157.

장준갑, « 516 군사쿠데타, 미국 그리고 박정희 », *세계 역사와 문화 연구*, (CHANG Jun-Kab, « 516 coup d'État militaire, l'Amérique et Park Chung Hee », *World History and Culture),* vol.25, 2011, pp. 253 – 277.

장훈, « 반응형 세계화에서 성찰의 세계화로 한국형 세계화론의 기원, 쟁점, 과제 » dans 장훈, 이숙종, *세계화 제2막 한국형-세계화의 새 구상*, 서울 : EAI 동아시아연구원, (JANG Hoon, « De la mondialisation réactive à la mondialisation réfléchie: L'origine, les enjeux et les tâches de

la théorie coréenne de la mondialisation » dans LEE Sook-jong et JANG Hoon, *Le deuxième acte de mondialisation- Un nouveau concept de mondialisation à la coréenne),* Séoul : The East Asia institute, 2010, pp.11-34.

전명혁, « 1960년대 '동백림사건'과 정치·사회적 담론의 변화 », *역사연구* (JUN Myung-hyuk, « L'incident de Berlin-Est et les changements de discours politiques et sociaux dans les années 1960», *The Journal of History,* vol.22, 2012, pp. 139 – 168.

전재호, « 한국의 민주화 이행에서 김대중의 역할 1980~1987년 », 기억과 전망 (JEON Jae-ho, « Le rôle clé de Kim Dae-jung dans le processus de démocratisation en Corée du Sud entre 1980 et 1987 », *Memory & Vision),* no.3, 2016, pp. 243-281.

전혜원, « 글로벌 안보 협력 파트너로서의 한국과 EU, 위기관리활동을 중심으로(정치/안보) », *JPI정책포럼*, 2018년 2월. Hae-Won Jun, « Opérations de gestion de crise de la République de Corée et de l'UE en tant que partenaires de sécurité mondiale (Politique/Sécurité) », *Forum politique JPI*), Février 2018.

정대화, « 민주화 과정에서 민간권력의 형성과 역할 », *민주사회와 정책연구*, (CHUNG Dae-Hwa, « Une étude sur la formation et le rôle du pouvoir civil dans la démocratisation », *Journal of Democratic Society and Policy),* vol.11, 2007, pp. 113 – 138.

정성장, *김정일 시대 북한과 유럽연합: 새로운 관계의 모색*, 세종정책연구, 성남 : 세종연구소 (JUNG Sung-jang, *La Corée du Nord et l'UE sous Kim Jong-il : à la recherche d'une nouvelle relation*, Sejong Policy brief), vol.14, Seongnam : The Sejong Institute), vol.14, 2002.

정세원, « 한반도에서의 EU의 규범적 권력에 근거한 역할 조사 –북한관련 EU의 핵무기 확산방지 정책을 중심으로 –», *통합유럽연구* (CHUNG Sae-Won, « Examen du rôle normatif de l'UE dans la péninsule coréenne : la politique de non-prolifération de l'UE à l'égard de la Corée du Nord », *Korean Journal of European Integration),* vol.7(1), 2016, pp. 97-125.

정일준, « 5공화국 헌법과 6·29선언 », *민주화운동기념사업회 연구소 학술행사 자료집*, (JUNG Il-jun, « La constitution de 5ème République et la déclaration du 29 juin », *Korea democracy foundation*), 2017, pp. 7-28.

정일준, « 제2공화국 민주당 정권의 성립과 붕괴: 한미관계, 국가–시민사회관계, 그리고 민군관계를 중심으로 », *공공사회연구*, (CHUNG Il- jun, « La montée et la disparition du régime démocratique sous la IIe République : focus sur la République de Corée et les États-Unis. Relation, relation État-société civile et relation civilo-militaire », *Journal of Public Society),* vol.10(3), 2020, pp. 5-46.

정종욱, « 북방정책의 평가: 외교적 측면 », *국제문제연구*, (JUNG Jong-wook, « Évaluation de la politique du Nord : l'aspect diplomatique », *Journal of International Politics),* vol.15(1),1991, pp.1-14.

정준오, « 탈냉전기 한국의 외교정책과 민주화 동인 : 노태우 정부의 북방정책을 중심으로 », *전략연구*, (CHUNG Jun-oh, « La force derrière la politique étrangère et la démocratisation de la Corée du Sud pendant l'après-guerre froide : avec un accent sur la Nordpolitik de l'administration Roh Tae Woo », *Strategic Studies),* vol.66, 2015, pp.67-102.

정한웅, « 이승만의 권력 장악 과정에 관한 연구 : 대중동원 및 반공 이데올로기의 역할을 중심으로 », *한국과 국제사회*, (JUNG Han-woong, « Une étude sur le processus de prise du pouvoir par Syngman Rhee : en se concentrant sur les rôles de la mobilisation publique et de l'idéologie anticommuniste », *Korea and Global Affairs),* vol.5(2), 2021, pp. 5-44.

정해구, 김혜진, 정상호, *6월 항쟁과 한국의 민주주의* , 민주화운동기념사업회 (JUNG Hae-Goo, KIM Hye-Jin, et JEONG Sang-Ho, *Manifestations démocratiques de juin et la démocratie coréenne*, Korea Democracy Foundation), 2004.

정해구, *전두환과 80년대 민주화운동 –'서울의 봄'에서 군사정권의 종말까지*, 고양 : 역사비평사, (JUNG Hae-Gu, *Chun Doo-hwan et le mouvement démocratique des années 80 – du "printemps de Séoul" à la fin du régime militaire*, Goyang :Yuksabipyoungsa, 2014.

조경근, « 노무현 정부의 동북아 균형외교 », 통일전략 (CHO Kyung-Keun, « La politique d'équilibrage

en Asie du Nord-Est » de l'administration Roh Moo-hyun », *Unification Strategy*, vol.8 (1), 2008, pp. 71-107.
조광, *장면총리와 제2공화국*, 파주 : 경인문화사 (CHO Kwang, *Première ministre Chang et Second République),* Paju :Kyungin Publishing, 2003.
조민, « 노무현 정부의 평화번영정책: 전망 및 과제 », *통일정책연구* (CHO Min, « Politique de paix et de prospérité du gouvernement Roh, perspectives et tâches », U*nification Policy Studies* vol.12 (1), 2003, pp.1-32.
조윤영, « 한국의 외교안보전략과 이명박 정부의 정책방향과 과제 », *통일문제연구* (CHO Yun-young, « Stratégies nationales sud-coréennes en matière de sécurité et de politique étrangère et politique du gouvernement Lee Myung-bak », *The Korean Journal of Unification Affairs),*vol.20 (2), 2008, pp. 253 – 274.
조현조, « 인민혁명당 사건을 통해서 본 인권의 문제 », *기억과 전망* (CHO Hyun-jo, « Problème des droits de l'homme, une affaire de Parti révolutionnaire populaire *Inminhyeongmyeongdang* », *Journal of Memory & Vision* vol.2, 2003, pp.157-172.
주재현, « 노무현 정부의 이념적 지향과 정책현실: 주요 쟁점에 대한 대응을 중심으로 », *정부행정*, (JOO Jae-hyun, « L'orientation idéologique et la réalité politique de l'administration Roh Moo-hyun »), *Journal of Government Administration),* vol.10, 2014, pp.1-28.
중앙선거관리위원회, 대한민국선거사 제4집 (1980.1.1 - 1988.2.24), (National election commission of Republic of Korea, Histoire des élections en Corée, volume 4 (1980.1.1 - 1988.2.24), 2009.
지병문, *현대 한국의 정치: 전개과정과 동인*, 고양 : 박영사 (JI Byung-moon, *La politique sud-coréenne contemporaine: développements et moteurs,* Goyang : PNC MEDIA), 2014.
최장집, *한국 민주주의 이론,* 서울 : 한길사 (CHOI Jang-jip, *Théorie démocratique coréenne)*, Séoul : Han Gilsa 1993.
최정기, « 5·18 왜곡과 '김대중 내란음모' 조작사건 », *민주주의와 인권* (CHOI Jung-Gie, « Déformation du soulèvement populaire du 18 mai et fabrication du complot de rébellion de Kim Dae-jung », *Journal of Democracy and Human Rights),* vol.20, 2020, pp. 53-85.
최철영, « 유럽연합(EU)의 대외통상법제 연구 », 한국법제연구원 연구정책세미나, 2000년 11월 (CHOI Chul-Young, « Une étude de la législation sur le commerce extérieur de l'Union européenne»), novembre 2000, Korea Legislation Research Institute).
한국정치외교사학회 편집부, « 김영삼 정부의 성격과 개혁정치 », *한국정치외교사논총,* (Editer de Korean Association For Political And Diplomatic History, « Caractéristiques du gouvernement Kim Young-sam et politique réformiste », *Journal of Korean Political and Diplomatic History),*vol.15, 1997.
한승헌, « 의혹과 진실 – 한승헌의 재판으로 본 현대사, (36) 김대중 내란음모 사건 (下) », 경향신문, 2015년 6월 14일 (HAN *Seung-heon*, Suspicion et vérité en histoire contemporaine vu par le procès de Han Seung-heon, (36) Affaires de Kim (vol.II) », *Kyunghyang Shinmun)*, le 14 juin 2015.
홍석률, « 1971년의 김대중 », *한국역사연구회* (HONG Suk-ryul, « Kim Dae-jung en 1971 », *Korean History Society),* 2007.
홍순호, « 제2공화국 대외정책의 이상과 실제 », *한국민족운동사연구*, (HONG Soon-ho, « Idéaux et réalité de la politique étrangère de la Seconde République »), *Journal of Studies on Korean National Movement),* vol.29, 2001, pp. 413-452.
황병주, « 1960-70년대 간첩 담론 », 사학연구, (HWANG Byoung-joo, « Discours d'espionnage en Corée dans les années 1960 et 1970 », *The Review of Korean History*, vol.138, 2020, pp. 81-124.
허만, *한반도와 외교정책론*, 파주 : 교육과학사 (HUH Man, *La péninsule coréenne et la théorie de la politique étrangère*, Paju :Kyoyookbook, 1988.
허만호, « 유럽연합의 대 북한 인권정책과 유엔 인권위원회의 대북결의 채택 », (HEO Man-ho, « Politique de l'UE concernant les droits de l'homme en Corée du Nord et adoption de résolutions par la Commission des droits de l'homme des Nations Unies », *Korean Journal of Political*

Science vol.12(2), 2004, pp.1-29.

Sites internet

Korea Statistical Information service (http://kosis.kr/index/index.do). (consulté le 26 aout 2019).

« 5.18 민주화운동 피해자 현황 », 공법단체 5,18 민주화운동부상자회 (Public Law Institute The May 18 Memorial injured)

Gallup Korea (한국갤럽조사연구소), le 21 juillet 2022. (https://www.gallup.co.kr/gallupdb/reportContent.asp?seqNo=1312) (consluté le 4 janvier 2024).

Dictionnaire en ligne

한국민족문화대백과사전 (Encyclopedia of Korean Culture), 한국학중앙연구원 (The Academy of Korean Studies).

« 5·18광주민주화운동 » (18 mai Mouvement de démocratisation de Gwangju).

« 공안정국 » (Bureau de la sécurité publique).

Presse

Arirang News, le 4 août 2021.
CBS Evening News, le 19 mai 1980.
Die Welt, le 5 mars 1958.
Guardian, le 9 février 2002.
International Herald Tribune, le 23 septembre 1994.
KBS News, le 30 décembre 1997
KBS News, le 16 août 1994.
KBS News, le 20 mai 2017.
KBS News, le 16 mars 2010.
The Korea Times, le 10 novembre 1958.
MBC NEWS, le 29 juin 1987.
MBC NEWS, le 7 juillet 1988.
MBC NEWS, le 9 mai 1989.
Le Monde, le 7 juin 1952.
Le Monde, le 6 août 1953.
Le Monde, le 25 juillet 1974.
Le Monde, le 20 mai 1980.
Le Monde, le 29 mai 1980.
Le Monde, le 22 mai 1980.
Le Monde, le 21 juin 1987.
Le Monde, 16 septembre 1993.
Le Monde, le 20 décembre 1997.
Le Monde, le 16 novembre 2002.
The New York Times, le 7 juin 2001.
The New York Times, le 17 octobre 2002.
The New York Times, le 26 décembre 2002.
Reuters, le 11 juillet 1980.
SBS News, le 28 septembre 2000.
SBS News, le 25 février, 2003.
The Telegraph, le 5 février 2001.
The Times, le 30 octobre 1942.
The Times, le 14 décembre 1964.
The Washington Post, le 28 juillet 2001.
YTN, le 18 mars 2010.
가톨릭뉴스 지금여기, le 4 décembre 2020.
경향신문 (The Kyunghyang Shinmun), le 22 juin 2015.
경향신문 (*The Kyunghyang Shinmun*), le 20 septembre 2021.
경향신문 (The Kyunghyang Shinmun), le 12 mars 2008.
국민일보 (Kukmin Ilbo), le 22 novembre, 2015.
Ktv 국민방송 (*Korea TV*)*,* le 8 novembre 2013.
뉴스톱 (NewsToF), le 31 août 2023.
뉴스핌 (*Newspim),* le 20 mai 2017.
뉴스핌 (*Newspim),* le 30 août 2023.
동아일보 (The Dong-A Ilbo), le 16 mai 1961.
동아일보 (The Dong-A Ilbo), le 28 décembre 1960.
동아일보 (*The Dong-A Ilbo*), le 5 juillet 1980.
동아일보 (*The Dong-A Ilbo*), le 16 janvier 1987.
동아일보 (*The Dong-A Ilbo*), le 23 avril 2003.

매일신문 (Daily Newspaper) le 5 août 2023.
서울경제 (The Seoul Economic Daily), le 20 octobre 2018.
서울신문 (The Seoul Shinmun Daily), le 23 juillet 1948.
서울신문 (The Seoul Shinmun Daily), le 17 décembre 1964.
서울신문 (The Seoul Shinmun Daily), le 20 août 2010.
서울신문 (The Seoul Shinmun Daily), le 27 janvier 2010.
세계일보 (The Segye Times), le 4 août 2023.
시사오늘 (*Sisaon),* le 15 mai, 2019.
시사저널 (Sisa Journal), le 11 février 1990.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 26 octobre, 2021.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 13 novembre 1993.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 28 aout 1997.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 31 décembre 2002.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 12 février 2003.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 26 février 2003.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 18 septembre 2004.
연합뉴스 (Yonhap News Agency), le 27 décembre 2009.
월간조선 (Montly Chosun), en mai 1991.
이뉴스투데이 (Enewstoday), le 1 décembre 2019.
조선일보 (Chosun Ilbo), le 7 septembre 2012.
조선일보 (Chosun Ilbo), le 31 août 2021.
조선중앙방송 (The Central Broadcasting of the Democratic People's Republic of Korea), le 12 septembre 2001.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 23 juillet 1979.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 17 septembre 1980.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 19 décembre 1990.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 27 mars 1994.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 25 octobre 1994.
중앙일보 (JoongangIlbo), le 11 février 1995.
투데이경제 (TodayKyungje), le 21 novembre 2014.
한겨레 (The Hankyoreh), le 25 février 1996.
한겨레 (The Hankyoreh), le 6 décembre 2021.
한겨레 (The Hankyoreh), le 18 décembre 2022.
한경신문 (*The Korea Economic Daily*), le 25 février 1993.
한경신문 (*The Korea Economic Daily*), le 11 novembre 1993.
한경신문 (*The Korea Economic Daily*), le 3 juin 1994.
한경신문 (*The Korea Economic Daily*), le 5 mai 2001.
한국일보 (*The Hankook Ilbo*), le 5 juin 2023.

Annexes

Liste des annexes

Annexe 1. Documents principaux dans le processus d'établissement diplomatique

1.1. « Demande de la Corée du Sud d'établir des relations diplomatiques », le 29 mai 1963.
1.2. « Lettre de Jean Rey sur l'établissement de la diplomatie », 1963.
1.3. « Procédure écrite C/547/63 », le 22 mai 1963.
1.4. « Note verbale de la déclaration diplomatique », le 24 juillet 1963.

Annexe 2. Documents principaux du Parlement européen sur les droits de l'homme en Corée du Sud

2.1. « Proposition de résolution sur la situation en Corée du Sud », le 21 mai 1980.
2.2. « Proposition et résolution sur l'affaire de Kim, Dae-jung », septembre 1980.
2.3. « Lettre de Simon Veil, Président du Parlement européen », septembre 1980.
2.4. « Rapport sur les droits de l'homme », 1983.
2.5. « Lettre de la Corée du Sud au Parlement européen », 1985.
2.6. « Lettre du Parlement européen à la Corée du Sud », 1985.

Annexe 3. Résolution sur le dialogue entre les deux Corées au Parlement européen, 1987.

Annexe 4. Communications sur les « Relations entre la Communauté européenne et la République de Corée », 1993.

4.1. « Communication de la Commission au Conseil », le 13 mai 1993.
4.2. « Conclusions du Conseil », le 2 juin 1993.

Annexe 5. Accord-cadre de commerce et de coopération

5.1. « Projet de Rapport au Parlement européen », le 28 juillet 1998.
5.2. « Décision du Conseil », le 19 mars 2001.

Annexe 6. Discours du président Kim Dae Jung, 2001.

Annexe 7. Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, 2013.

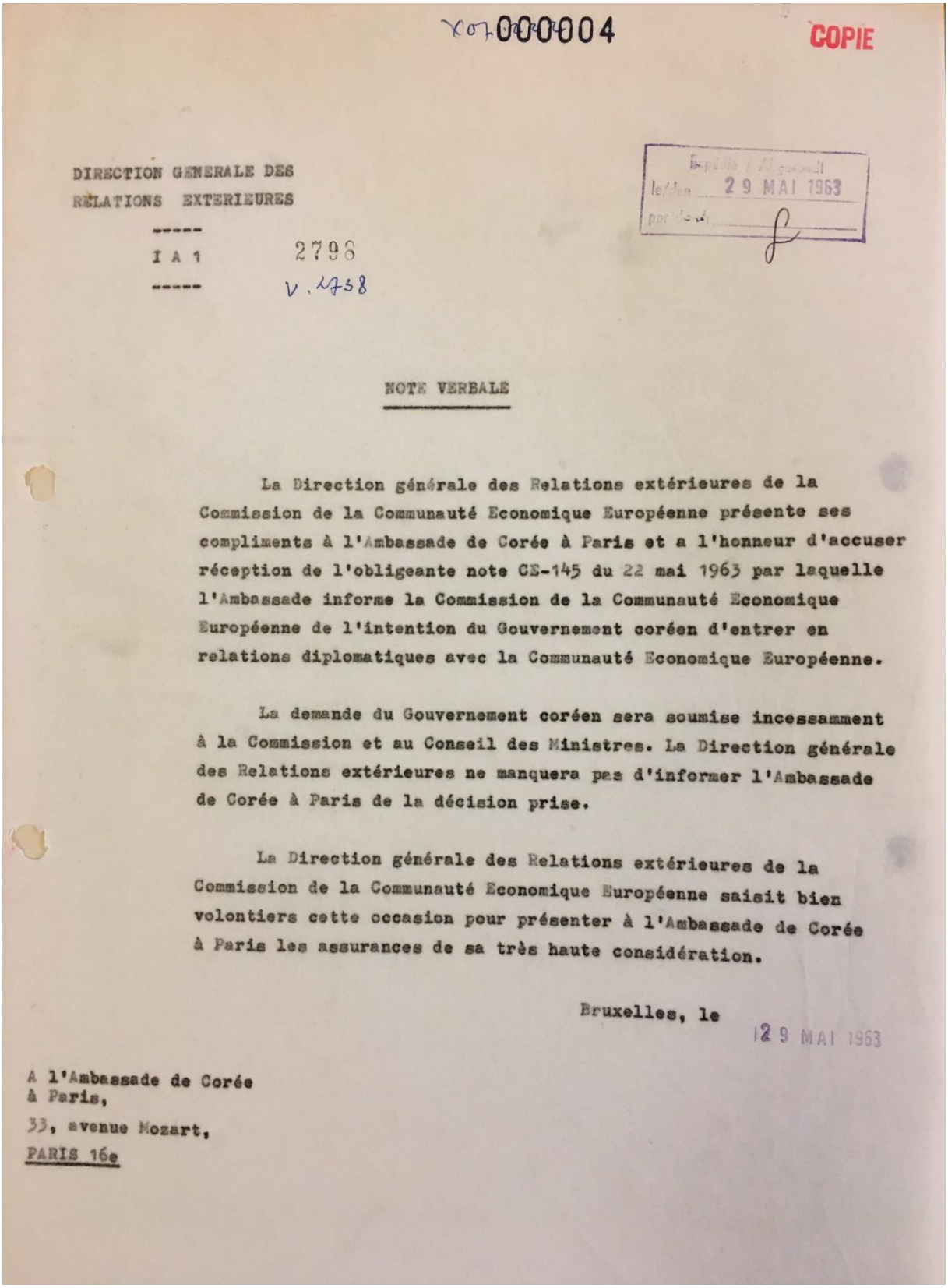
Annexe 8. Accord établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne, 2014.

Annexe 9. Sommet UE-République de Corée, 2018.

Annexe 1.

Documents principaux dans le processus d'établissement diplomatique

1.1 « Demande de la Corée du Sud d'établir des relations diplomatiques », le 29 mai 1963. (« Représentation de la République de Corée auprès de la CEE », CM2/1963-794, AHUE)



000004

COPIE

DIRECTION GENERALE DES
RELATIONS EXTERIEURES

I A 1

2798

V. 2738

Expédié / Abgesandt
le/den 29 MAI 1963
par de/d.

NOTE VERBALE

La Direction générale des Relations extérieures de la Commission de la Communauté Economique Européenne présente ses compliments à l'Ambassade de Corée à Paris et a l'honneur d'accuser réception de l'obligeante note CE-145 du 22 mai 1963 par laquelle l'Ambassade informe la Commission de la Communauté Economique Européenne de l'intention du Gouvernement coréen d'entrer en relations diplomatiques avec la Communauté Economique Européenne.

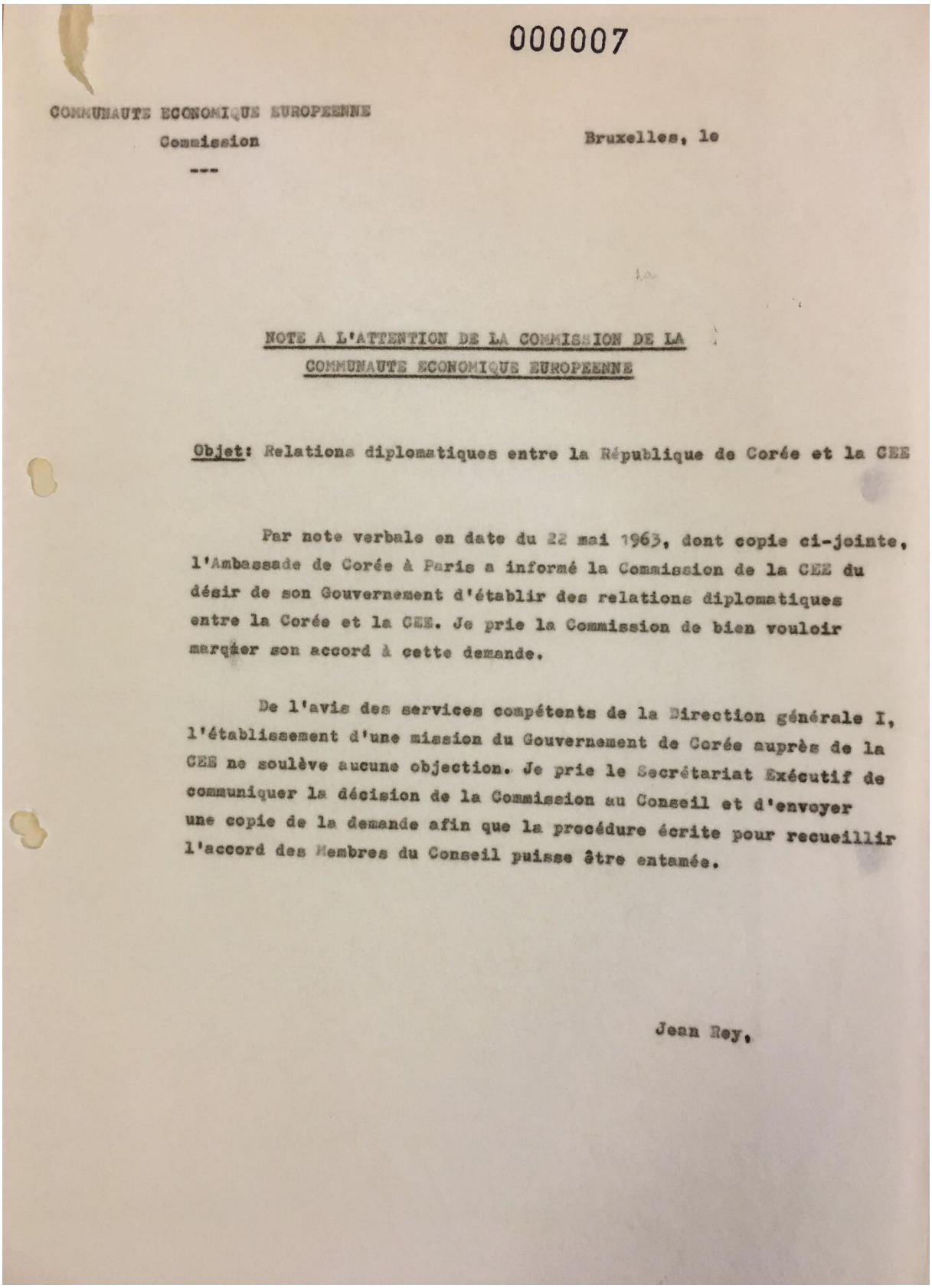
La demande du Gouvernement coréen sera soumise incessamment à la Commission et au Conseil des Ministres. La Direction générale des Relations extérieures ne manquera pas d'informer l'Ambassade de Corée à Paris de la décision prise.

La Direction générale des Relations extérieures de la Commission de la Communauté Economique Européenne saisit bien volontiers cette occasion pour présenter à l'Ambassade de Corée à Paris les assurances de sa très haute considération.

Bruxelles, le 29 MAI 1963

A l'Ambassade de Corée
à Paris,
33, avenue Mozart,
PARIS 16e

1.2. « Lettre de Jean Rey sur l'établissement de la diplomatie », 1963. (« Représentation de la République de Corée auprès de la CEE », CM2/1963-794, AHUE)



000007

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE
Commission

Bruxelles, le

NOTE A L'ATTENTION DE LA COMMISSION DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

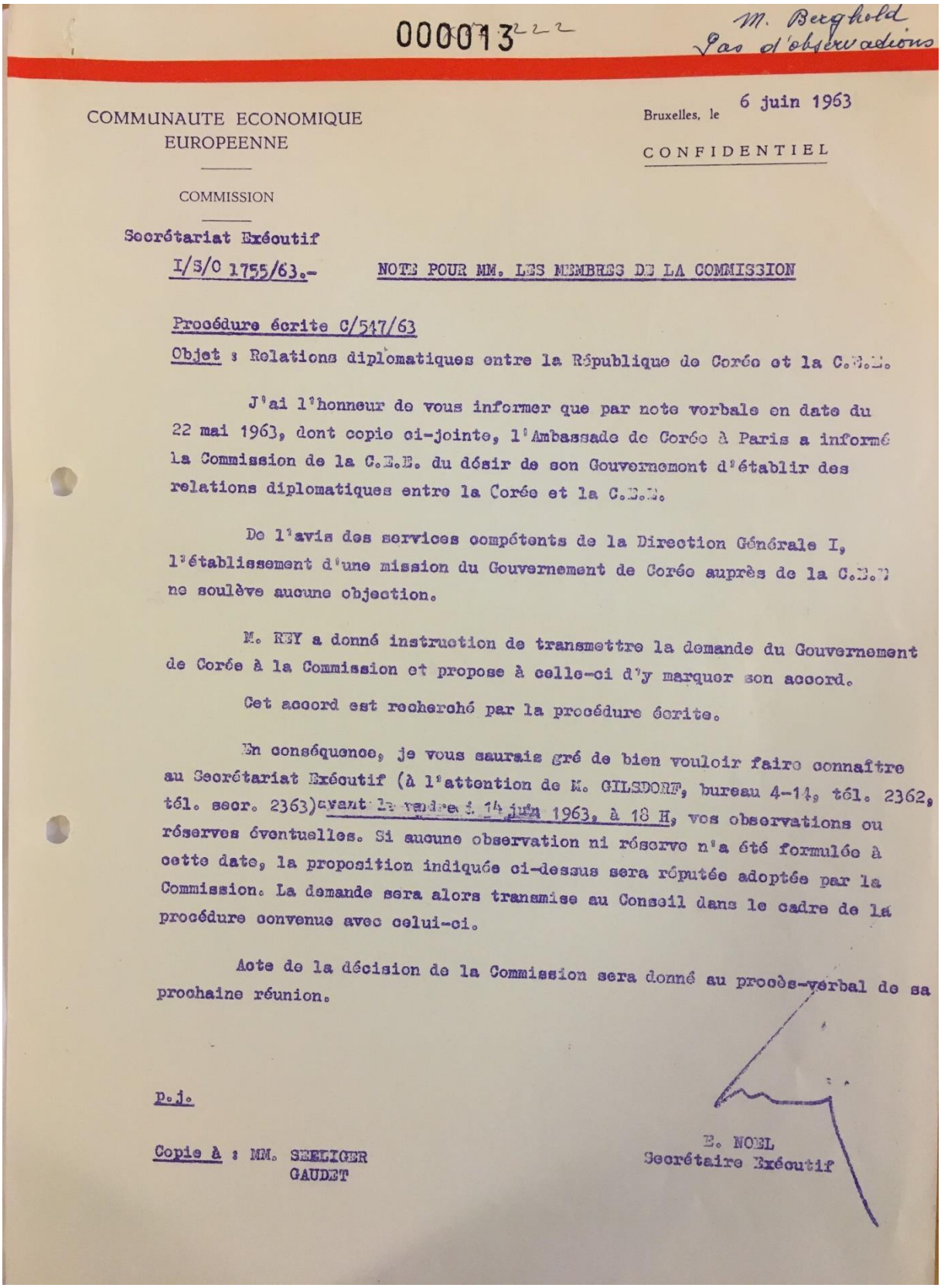
Objet: Relations diplomatiques entre la République de Corée et la CEE

Par note verbale en date du 22 mai 1963, dont copie ci-jointe, l'Ambassade de Corée à Paris a informé la Commission de la CEE du désir de son Gouvernement d'établir des relations diplomatiques entre la Corée et la CEE. Je prie la Commission de bien vouloir marquer son accord à cette demande.

De l'avis des services compétents de la Direction générale I, l'établissement d'une mission du Gouvernement de Corée auprès de la CEE ne soulève aucune objection. Je prie le Secrétariat Exécutif de communiquer la décision de la Commission au Conseil et d'envoyer une copie de la demande afin que la procédure écrite pour recueillir l'accord des Membres du Conseil puisse être entamée.

Jean Rey,

1.3. « Procédure écrite C/547/63 », le 22 mai 1963. (« Représentation de la République de Corée auprès de la CEE », CM2/1963-794, AHUE)



000013

M. Berghold
Pas d'observations

COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE

COMMISSION

Secrétariat Exécutif

Bruxelles, le 6 juin 1963

CONFIDENTIEL

I/S/O 1755/63.- NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

Procédure écrite C/547/63

Objet : Relations diplomatiques entre la République de Corée et la C.E.E.

J'ai l'honneur de vous informer que par note verbale en date du 22 mai 1963, dont copie ci-jointe, l'Ambassade de Corée à Paris a informé la Commission de la C.E.E. du désir de son Gouvernement d'établir des relations diplomatiques entre la Corée et la C.E.E.

De l'avis des services compétents de la Direction Générale I, l'établissement d'une mission du Gouvernement de Corée auprès de la C.E.E. ne soulève aucune objection.

M. REY a donné instruction de transmettre la demande du Gouvernement de Corée à la Commission et propose à celle-ci d'y marquer son accord.

Cet accord est recherché par la procédure écrite.

En conséquence, je vous saurais gré de bien vouloir faire connaître au Secrétariat Exécutif (à l'attention de M. GILSDORF, bureau 4-14, tél. 2362, tél. secr. 2363) avant le vendredi 14 juin 1963, à 18 H, vos observations ou réserves éventuelles. Si aucune observation ni réserve n'a été formulée à cette date, la proposition indiquée ci-dessus sera réputée adoptée par la Commission. La demande sera alors transmise au Conseil dans le cadre de la procédure convenue avec celui-ci.

Acte de la décision de la Commission sera donné au procès-verbal de sa prochaine réunion.

P.j.

Copie à : MM. SEELIGER
GAUDET

E. NOEL
Secrétaire Exécutif

000014 2738

CE- AMBASSADE DE COREE
PARIS

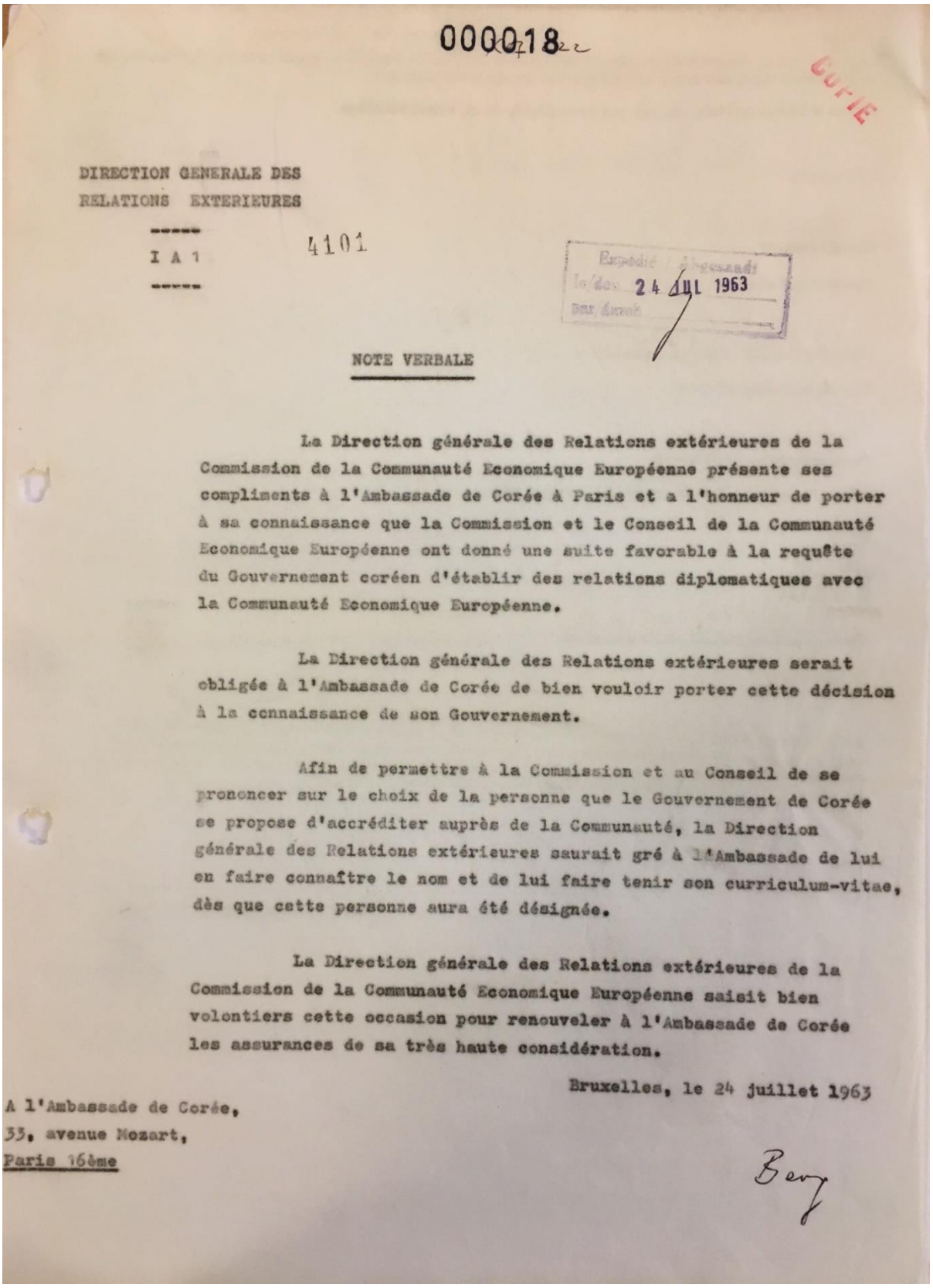
L'Ambassade de la République de Corée en France présente ses compliments à la Commission de la Communauté Economique Européenne et, se référant aux entretiens qui eurent lieu le 22 février 1963 à Bruxelles entre Monsieur Jean REY, Membre de la Commission de la Communauté Economique Européenne et Monsieur IL Yung CHUNG, Ministre à l'Ambassade de Corée, a l'honneur de porter à Sa connaissance que le Gouvernement de la République de Corée, désireux de renforcer les liens qui l'unissent aux Six pays de la Communauté Economique Européenne, serait très heureux que des relations diplomatiques s'établissent entre la République de Corée et la Communauté Economique Européenne.

L'Ambassade de la République de Corée exprime l'espoir qu'elle a de voir la requête du Gouvernement de la République de Corée favorablement accueillie et considérée par la Commission de la Communauté Economique Européenne et elle saisit cette occasion pour Lui renouveler les assurances de sa très haute considération.

Paris, le 22 mai 1963.

COMMISSION DE LA COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE
BRUXELLES

1.4. « Note verbale de la déclaration diplomatique », le 24 juillet 1963. (« Représentation de la République de Corée auprès de la CEE », CM2/1963-794, AHUE)



000018

COPIE

DIRECTION GENERALE DES
RELATIONS EXTERIEURES

I A 1

4101

Expédié / Verzonden
le/des 24 JUL 1963
par/door

NOTE VERBALE

La Direction générale des Relations extérieures de la Commission de la Communauté Economique Européenne présente ses compliments à l'Ambassade de Corée à Paris et a l'honneur de porter à sa connaissance que la Commission et le Conseil de la Communauté Economique Européenne ont donné une suite favorable à la requête du Gouvernement coréen d'établir des relations diplomatiques avec la Communauté Economique Européenne.

La Direction générale des Relations extérieures serait obligée à l'Ambassade de Corée de bien vouloir porter cette décision à la connaissance de son Gouvernement.

Afin de permettre à la Commission et au Conseil de se prononcer sur le choix de la personne que le Gouvernement de Corée se propose d'accréditer auprès de la Communauté, la Direction générale des Relations extérieures saurait gré à l'Ambassade de lui en faire connaître le nom et de lui faire tenir son curriculum-vitae, dès que cette personne aura été désignée.

La Direction générale des Relations extérieures de la Commission de la Communauté Economique Européenne saisit bien volontiers cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Corée les assurances de sa très haute considération.

Bruxelles, le 24 juillet 1963

A l'Ambassade de Corée,
33, avenue Mozart,
Paris 16ème

Berg

Annexe 2.

Documents du Parlement européen sur les droits de l'homme en Corée du Sud

2.1. « Proposition de résolution sur la situation en Corée du Sud », le 21 mai 1980 (AHPE).

Communautés européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents de séance

1979 - 1980

21 mai 1980 DOCUMENT 1-187/80

PROPOSITION DE RESOLUTION

présentée par MM. SEAL, LOMAS, BLANEY,
Mmes WIECZOREK-ZEUL, VAN DEN HEUVEL, M. RADOUX,
Mlle QUIN, MM. WOLTJER, GRIFFITHS, BOYES,
COLLINS, Mme VIEHOFF, MM. VAN MINNEN, CABORN,
Mme CASTLE, M. ENRIGHT, Mme BUCHAN, MM. ROGERS,
ADAM, Mme CLWYD et M. ESTIER

avec demande de discussion d'urgence
conformément à l'article 14 du Règlement

sur la situation en Corée du Sud

Edition en langue française PE 65.153

Le Parlement européen,

- considérant l'action des autorités militaires en Corée du Sud acceptant un contrôle du gouvernement civil, le 17 mai 1980,
- considérant qu'en Corée du Sud, toutes les activités politiques ont été interdites et les universités fermées,
- considérant l'arrestation des chefs de l'opposition démocratique et des candidats déclarés aux élections présidentielles de l'année prochaine,
- rappelant ses condamnations précédentes de tout renversement par les militaires de gouvernements civils démocratiques,
- conscient que le commerce de la CEE avec la Corée du Sud favorise l'économie de ce pays,

1. invite les Etats membres de la Communauté à user de leur influence considérable auprès de la Corée du Sud pour encourager la formation d'un gouvernement démocratique;
2. condamne l'action du gouvernement de Corée du Sud encourageant la prise de pouvoir par les militaires;
3. invite le Président de la Corée du Sud à garantir l'établissement immédiat d'un ordre civil démocratique;
4. charge son Président de transmettre cette résolution au Conseil.

JUSTIFICATION

La procédure d'urgence est justifiée par les événements soudains en Corée du Sud.

2.2 « Proposition de résolution sur l'affaire de Kim, Dae-jung », le 15 septembre 1980.

Communautés européennes

PARLEMENT EUROPÉEN

Documents de séance

1980 - 1981

15 septembre 1980 DOCUMENT 1-374/80

PROPOSITION DE RESOLUTION

présentée par MM. SARRE et PELIKAN
au nom du groupe socialiste

conformément à l'article 25 du Règlement

sur la Corée du Sud

PE 67.248

Edition en langue française

Le Parlement européen,

- préoccupé par le procès ouvert en Corée du Sud à l'encontre de M. KIM DAE-JUNG, animateur de l'opposition démocratique, et de 24 coïnculpés, emprisonnés à Séoul ;

- considérant que l'acte d'accusation dressé par le régime militaire sud-coréen vise à poursuivre M. KIM et ses amis pour leurs opinions et qu'ils encourent ainsi la peine de mort,

1. lance un pressant appel aux autorités de Séoul pour la libération de M. KIM DAE-JUNG et de ses 24 coïnculpés, le respect de la liberté d'opinion et l'arrêt de la répression politique ;

2. appelle l'opinion publique européenne à soutenir la campagne engagée pour sauver M. KIM DAE-JUNG et les victimes du procès politique de Séoul et préserver les droits élémentaires de l'Homme et du Citoyen ;

3. charge son Président de transmettre la présente résolution au chef de l'Etat sud-coréen.

24. **Condamnation à mort de M. Kim** (débat et vote)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de :

— la proposition de résolution du groupe socialiste sur la condamnation à mort de M. Kim (doc. 1-407/80/rév.),

— la proposition de résolution déposée par M. Fanti, M^me^ De March, MM. Ansart, Baillot, Chambeiron, Denis, Frischmann, M^me^ Le Roux, MM. Maffre-Baugé, Martin, Pranchère, M^me^ Poirier, MM. Damette, Vergès, Gremetz, Piquet, Wurtz, Pajetta, Gouthier, Bonaccini, Veronesi, De Pasquale, Leonardi, M^me^ Barbarella, au nom du groupe des communistes et apparentés, sur la condamnation à mort de Kim Dae Jung (doc. 1-419/80).

Interviennent MM. Glinne et Chambeiron.

Monsieur le Président déclare clos le débat.

Le Parlement passe au vote sur les propositions de résolutions.

— *Proposition de résolution du groupe socialiste* (doc. 1-407/80/rév.)

Le Parlement adopte la résolution suivante :

RÉSOLUTION

sur la condamnation à mort de M. Kim

Le Parlement européen,

— profondément ému par la nouvelle de la condamnation à mort de M. Kim Dae Jung, animateur de l'opposition démocratique en Corée du Sud,

1. lance un pressant appel aux autorités de Séoul pour obtenir la grâce et la libération de M. Kim et des 24 coïnculpés ;

2. demande aux gouvernements des Neuf d'intervenir d'urgence auprès des autorités de la Corée du Sud pour sauver la vie de M. Kim;

3. charge son président de transmettre la présente résolution aux ministres des affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique et au chef de l'État sud-coréen.

— *Proposition de résolution de M. Fanti et consorts, au nom du groupe des communistes et apparentés* (doc. 1-419/80)

Le Parlement adopte la résolution suivante:

2.3 « Lettre de Simon Veil, Président du Parlement européen », septembre 1980.

Luxembourg, le

T E L E X

S.E.M. Kun PARK

Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire de la
République de Corée auprès
des Communautés européennes
3, Av. Hamoir

1180 BRUXELLES

Excellence,

Au cours de sa période de session de Septembre 1980 , le Parlement européen a adopté, à l'issue d'un débat instauré selon la procédure d'urgence prévue à l'article 14 de son Règlement

une résolution sur la condamnation à mort

de Monsieur KIM DAE-JUNG

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-dessous, le texte de cette résolution du Parlement et vous prie de bien vouloir le transmettre au Chef d'Etat de la Corée du Sud.

Je vous prie d'agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Simone VEIL

1.0 -

Résolution

.....
.....
.....

Dossier : "Droits de l'Homme"

Le Président
du Parlement Européen

12 IX 1980

Strasbourg, le

00328472

TELEGRAMME

Monsieur le Président,

J'ai appris avec une vive émotion la condamnation à mort de Monsieur Kim Dae-Jung.

Au nom de notre Assemblée, je viens vous demander, pour des raisons humanitaires, de prendre en faveur de Monsieur Kim Dae-Jung une mesure de clémence, afin que la sentence prononcée ne soit pas exécutée.

Très haute considération.

Simone VEIL
Président du Parlement Européen

S.E. Monsieur Doo Whan CHUN
Président de la République de Corée
Palais de la Présidence
S E O U L
(Corée du Sud)

2.4. « Question écrite sur les droits de l'homme », 1981.

QUESTION ÉCRITE N° 772/81

de M. Van Miert

aux ministres des affaires étrangères des dix États membres de la Communauté européenne se réunissant dans le cadre de la coopération politique

(3 août 1981)

Objet: Droits de l'homme en Corée du Sud

Les ministres des affaires étrangères se réunissant dans le cadre de la coopération politique peuvent-ils faire savoir quelles démarches ils ont entreprises depuis la condamnation à mort de M. Kim Dae Jung, le 17 septembre 1980, confirmée le 23 janvier 1981 par la Haute Cour de justice et commuée ensuite en peine de prison, à vie, afin de faire toute la lumière sur la situation de M. Kim Dae Jung et d'autres détenus politiques?

Quelles mesures envisagent-ils de prendre éventuellement afin de contraindre le gouvernement sud-coréen à mieux respecter les droits et les libertés fondamentales de l'homme?

Réponse

(1er octobre 1981)

Les gouvernements des dix États membres de la Communauté européenne ont fait part au gouvernement de la république de Corée de leurs préoccupations au sujet de la condamnation à mort de M. Kim Dae Jung. Ils ont été satisfaits d'apprendre que le président de la république de Corée avait décidé de commuer cette peine. Les missions des dix États membres à Séoul font parvenir régulièrement des rapports sur la situation en Corée et les vues des dix gouvernements sur les droits de l'homme sont bien connues. En ce qui concerne la seconde partie de la question, les Dix ont pris acte des différentes amnisties qui ont abouti, au cours de cette année, à la mise en liberté d'un certain nombre de personnes en détention. Compte tenu de l'importance que les Dix attachent à la défense des droits de l'homme dans le monde, ils continueront à suivre de près le processus de libéralisation politique en république de Corée.

QUESTION ÉCRITE N° 775/81

de M. Bonde

aux ministres des affaires étrangères des dix États membres de la Communauté européenne se réunissant dans le cadre de la coopération politique

(3 août 1981)

Objet: Étendue de la coopération politique européenne

Tous les gouvernements des États membres sont-ils d'accord sur le fait que, lors de leur réunion du 19 mai à Venlo, les ministres des affaires étrangères ont particulièrement insisté pour que le problème de la sécurité europeenne soit inclus au nombre de ceux qui relèvent de la coopération politique européenne?

Tous les pays ont-ils été d'accord sur le fait que les États membres de la Communauté doivent à l'avenir pouvoir discuter en leur sein de la politique de sécurité?

Comment sépare-t-on la politique de sécurité de la politique de défense et des questions relevant de la coopération dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord?

Le dix États membres de la Communauté peuvent-ils également aborder des questions examinées par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord?

Réponse

(30 septembre 1981)

Comme l'honorable parlementaire ne l'ignore certainement pas, la coopération politique européenne permet un échange de vues sur toutes les questions importantes de politique étrangère. Un certain nombre de questions ont été discutées lors de la réunion de Venlo, mais, comme la présidence l'a expliqué dans sa réponse à la question n° 448/81, de Mme Lizin (1), aucune décision officielle ou définitive n'est prise lors de sessions informelles de cet ordre.

Quant au choix des sujets qui pourraient être abordés lors d'éventuelles discussions à venir sur la politique en matière de sécurité, les ministres n'ont pas examiné de manière suffisamment approfondie la possibilité de renforcer encore la coopération politique européenne sur ce point pour qu'il soit possible de répondre à la question précise qu'a soulevée l'honorable parlementaire.

(1) JO n° C 264 du 15. 10. 1981, p. 19.

QUESTION ÉCRITE N° 776/81

de M. Pearce

à la Commission des Communautés européennes

(3 août 1981)

Objet: Aide à l'Indonésie

Quelle aide la Communauté accorde-t-elle ou devrait-elle accorder, selon la Commission, à la mise en œuvre de programmes de lutte contre la pauvreté dans les villes indonésiennes? Quelles seraient les conditions d'octroi de cette aide?

2.4. « Rapport sur les droits de l'homme », 1983.

PARLEMENT EUROPÉEN

COMMISSION POLITIQUE

RAPPORT

sur

les droits de l'homme dans le monde

3.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LES PAYS D'ASIE ET D'AUSTRALASIE

Rapporteur : Mme Ien van den HEUVEL

18 avril 1983

PE 81.813/3/déf.II

TABLE DES MATIERES

	Page
A. INTRODUCTION	3
B. APERCU DE LA SITUATION CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME : ASIE ET AUSTRALASIE	4
a. AUSTRALIE	4
b. NOUVELLE-ZELANDE	5
c. BRUNEI	5
d. BIRMANIE	5
e. CHINE	8
f. INDONESIE	11
g. JAPON	14
h. CAMBODGE	15
i. République Populaire Démocratique de COREE	17
j. République de COREE DU SUD	18
k. LAOS	20
l. MALAISIE	22
m. ILES MALDIVES	24
m. MONGOLIE	25
o. PHILIPPINES	26
p. SINGAPOUR	28
g. TAIWAN	30
r. THAILANDE	31
s. AFGANISTAN	34
t. BANGLADESH	37
u. BHOUTAN	39
v. INDE	40
w. NEPAL	42
x. PAKISTAN	43
y. SRI LANKA	45
z. VIET-NAM	47
C. CONCLUSIONS	49

A. INTRODUCTION

L'Asie et l'Australasie comptent vingt-six pays dans le contexte du présent rapport sur les droits de l'homme. La majeure partie de la population du monde vit dans cette région. Il s'agit dans la plupart des cas de pays en développement, dont bon nombre figurent parmi les plus pauvres. Dans le passé, la région en question était surtout englobée dans les sphères d'influence britannique, française et néerlandaise. D'autre part, nombre de pays de cette même font toujours partie du Commonwealth.

Le rapporteur s'est servi, pour élaborer cette partie du rapport, des documents ci-après :

- rapport d'Amnesty International pour 1982;
- rapport du Département d'Etat sur les pratiques relevées dans un certain nombre de pays en matière de droits de l'homme (1981).

D'autres organisations non gouvernementales ont par ailleurs fourni de la documentation et un certain nombre d'entretiens ont eu lieu avec des personnes originaires des régions concernées ou avec leurs représentants.

Le rapporteur a tenté non d'étudier dans le détail le problème des droits de l'homme dans les pays en question, mais de faire l'inventaire des violations constatées dans chacun de ces pays , en se fondant sur les critères énoncés dans le rapport van den Heuvel (PE 70.134/no III). L'accent sera également mis, dans le cadre de cet inventaire, sur les tentatives du Parlement, du Conseil de ministres et de la Commission en vue d'améliorer la situation en ce qui concerne les droits de l'homme. Les critères en question sont les suivants :

- le droit d'être protégé contre toute violation de l'intégrité de la personne, telle que la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; l'arrestation ou la détention arbitraires; le refus d'un procès équitable et public et l'ingérence arbitraire dans la famille ou la violation de domicile;

- le droit de jouir des libertés civiles et politiques, y compris de la liberté d'expression et de presse, de réunion, d'association et de religion;le droit de circuler librement à l'intérieur et à l'extérieur de son pays; le droit d'être protégé contre toute discrimination fondée sur la race, le sexe ou la religion.

B. LA SITUATION CONCERNANT LES DROITS DE L'HOMME DANS LES DIFFERENTS PAYS : ASIE ET AUSTRALASIE

a. AUSTRALIE

L'Australie a une excellente réputation en ce qui concerne les droits de l'homme. Ceux-ci y sont intégralement respectés, qu'il s'agisse de l'une ou de l'autre des deux catégories de droits mentionnées dans l'introduction.

Le traitement réservé aux "aborigènes", c'est-à-dire aux descendants des premiers habitants de l'Australie, pose quelques problèmes. Il s'agit maintenant d'une minorité ethnique au sein de la population australienne. Le gouvernement de ce pays reconnaît que les "aborigènes" sont défavorisés par rapport au reste de la population dans les domaines de l'enseignement, du logement, des soins de santé et de l'emploi, mais le problème essentiel porte sur le point de savoir si ces descendants des premiers habitants de l'Australie pourront conserver leur culture ou tout au moins une partie de celle-ci.

A la suite de la publication, par le Conseil oecuménique des Eglises, d'un rapport sur cette question, le gouvernement a promis d'améliorer le sort des "aborigènes".

A noter, par ailleurs, qu'au plan international l'Australie participe pleinement aux activités des organisations créées en vue de promouvoir les droits de l'homme.

j. La République de COREE DU SUD

En Corée du Sud, la peine de mort peut être appliquée lorsque l'intéressé dirige une organisation anti-gouvernementale qui a pour but de nuire à l'Etat. Six personnes ont été exécutées le 8 octobre 1982 en vertu de ces dispositions. D'autre part, l'écrivain Kim Kyong-jang, défenseur des droits de l'homme, a été condamné à mort le 11 août de la même année.

De nombreuses personnes sont arrêtées et détenues en vertu d'une législation d'exception. De 1961 à 1981, celle-ci était connue sous le nom de loi anti-communiste. Ensuite, on a eu la loi sur la sécurité nationale de 1960. La plupart des dispositions de la première ont été reprises dans la seconde en 1981. Les personnes condamnées en vertu de ces lois risquent la peine de mort ou des peines d'emprisonnement très longues.

Avant de lever l'état de siège, en 1981, on a promulgué 189 lois nouvelles concernant le fonctionnement du régime politique, de sorte que la différence entre l'état de siège et la situation actuelle est minime.

La situation en ce qui concerne les droits de l'homme est la suivante :
- torture : les détenus libérés doivent signer une déclaration attestant qu'ils n'ont pas été torturés (œla en dit long !);
- régime pénitentiaire : soins médicaux de qualité médiocre, parfois même refusés; la Croix-Rouge n'est pas admise;
- détention arbitraire : de nombreuses personnes sont détenues sans procès en vertu de la législation d'exception;
- procès équitable et public : lorsqu'il s'agit de procès politiques, seuls des membres de la famille sont admis dans la plupart des cas et la défense laisse à désirer; protection contre l'ingérence arbitraire dans la famille ou la violation de domicile : au temps de l'état de siège, ce droit n'était pas respecté;

- liberté d'expression et de presse, de réunion, d'association et de religion : ces droits ne sont pas respectés -sauf en ce qui concerne la liberté de religion - bien qu'ils soient inscrits dans la constitution;
- droit de circuler librement à l'intérieur et à l'extérieur du pays : ce droit est respecté;
- discriminations : les femmes reçoivent des salaires inférieurs à ceux des hommes; les minorités sont défavorisées par rapport aux habitants du pays; c'est le cas, par exemple, des Vietnamiens et des enfants de sang mêlé.

PARLEMENT EUROPÉEN

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Strasbourg, le -3. -5- 1984

84 12768

S.E. M. Ho Joong CHOI
Ambassadeur
Chef de la mission de la
République de Corée auprès
des Communautés européennes

Avenue Hamoir 3

1180 BRUXELLES

Excellence,

Le Parlement européen a adopté, sur la base d'un rapport de sa commission politique,

une résolution sur la création d'une structure de consultation destinée à défendre les principes universels des droits de l'homme dans la Communauté européenne et dans les pays qui entretiennent des relations étroites avec elle,

et a décidé d'en transmettre le texte aux gouvernements et aux parlements des Etats signataires d'accords d'association et d'accords préférentiels avec la Communauté européenne.

J'ai l'honneur de vous adresser en annexe un extrait du procès-verbal de la séance en question contenant la résolution du Parlement et vous serais très reconnaissant de bien vouloir transmettre ce document au gouvernement et au parlement de votre pays.

Conformément à l'article 89 paragraphe 4 du règlement du Parlement, le procès-verbal de la séance sera publié au Journal officiel des Communautés européennes.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma haute considération.

H.-J. OPITZ

Annexe

0032

2.5. « Lettre de la Corée du Sud au Parlement européen », 1985.

MISSION PERMANENTE DE LA REPUBLIQUE DE COREE
AUPRES DES COMMUNAUTES EUROPEENNES
AVENUE HAMOIR 3 - 1180 BRUXELLES

(Draft)

Brussels, June 26 1985.

Your Excellency,

I would like to take this opportunity to pay a high tribute to Your Excellency for your esteemed and able leadership as President of the august body of the European Parliament, and have the honour to refer to the Report on Human Rights for 1984 which is presently being discussed by your Parliament and should be submitted to its plenary session to be held in Luxembourg in July 1985.

Although the Report mentions positive references on the development of amnesty measures and the abolition of the political ban as well as moves toward a greater freedom of the press of various nations including the Republic of Korea, I would, however, like to point out that there seems to be a misunderstanding of some facts found in the Report which do not reflect the true reality in my country.

According to the Report (bottom of page 16), the Republic of Korea is cited as one of the countries in Asia where "torture and cruel, inhuman and degrading treatment of detainees" are practiced.

Pursuant to this statement, I wish to clarify the achievements made by my Government on the human rights situation as follows :

./..

0050

~~0063~~ 37

./..

Based on the belief of human dignity and equality, the Constitution of the Republic of Korea guarantees in explicit terms the fundamental freedoms and human rights of its citizens, and manifests that "It shall be the duty of the State to confirm and guarantee the fundamental and inviolable human rights of the individuals". Furthermore, the Constitution provides, inter alia, the habeas corpus system and the inadmissibility of forced confession.

In particular, torture in any form is strictly prohibited. Moreover, the Constitution and the Code of Criminal Procedures of the Republic of Korea stipulate that no citizen shall be tortured or compelled to testify against himself in criminal cases. The inadmissibility of forced confession as evidence has been solidly established by a number of recent court decisions in the Republic of Korea.

Furthermore, on March 3,1981, His Excellency Chun Doo Hwan, President of the Republic of Korea, firmly pledged in his inaugural address that he would devote every effort to securing the fundamental freedoms of the Korean citizens : namely, freedom from the threat of war, freedom from poverty and freedom from political repression and abuses of power.

We, the people and Government of the Republic of Korea take pride in our achievements in the field of human rights during the past years despite the very difficult position in which they are placed. Thus, we hold the view that we deserve due recognition and better understanding of our remarkable accomplishments by the world community.

Accordingly, the UN ECOSOC Human Rights Commission adopted a resolution to discontinue consideration of human rights matters in the Republic of Korea at its 47th (closed) meeting in March 1982. This decision by a UN body illustrates well the reality of the efforts in Korea to honour human dignity. (Annex I)

./..

0051

~~0064~~ 32

./..

Moreover, President Chun Doo Hwan lifted the political ban on the last 14 people still subject to the Special Measures Law for the Renovation of the Political Climate on March 6, 1985. No Korean citizen without exception is now bound by that law.

In view of the above presentation and the ardent and constant efforts of the Korean Government for the promotion of human rights, I would most appreciate any remedial measures which could be taken by the Parliament under your guidance to rectify the Report.

Please accept, Your Excellency, the assurances of my highest consideration.

Chung Sup SHIN
Ambassador

His Excellency Mr. Pierre PFLIMLIN
President of the European Parliament

EUROPEAN PARLIAMENT

0052

~~0065~~ ~~33~~

2.6. « Lettre du Parlement européen à la Corée du Sud », 1985.

for file

The President
of the European Parliament

85 22216

2929 LUXEMBOURG

25. VII 1985

Dear Mr Ambassador,

Thank you for your letter of 26 June 1985 concerning the situation with regard to respect for human rights in the Republic of Korea.

I have forwarded this letter to Mrs van den Heuvel, the rapporteur for Parliament's report on 'Human rights in the world for the year 1984 and Community policy on human rights.

I must inform you that on 8 July 1985, at the European Parliament's part-session, the report by Mrs van den Heuvel was referred back to the Political Affairs Committee for a further review, in the light of the different amendments which had been tabled.

Please accept, Mr Ambassador, the assurances of my highest consideration.

Yours sincerely,

Pierre PFLIMLIN

H.E. Chung Sup SHIN
Mission Permanente de la République
de Corée auprès des Communautés
européennes
Avenue Hamoir 3

B-1180 BRUXELLES

~~0076~~

0063

Annexe 3.

Résolution sur la nécessité de renouer le dialogue entre la République de Corée et la Corée du Nord au Parlement européen, 1987.

1. exprime sa compassion aux familles des morts et des blessés et à ceux dont le foyer et les propriétés ont été endommagés;

2. souhaite que les services météorologiques des Etats membres coopèrent le plus activement possible et s'orientent vers un service européen de prévision des phénomènes climatiques;

3. invite la Commission, une fois les dégâts évalués, à apporter, en collaboration avec les Etats membres et les autorités régionales et locales concernées, une aide supplémentaire pour les réparations d'infrastructures;

4. souligne l'intérêt, pour l'avenir, de replanter les forêts et de remplacer les arbres tombés qui ont une importance esthétique et scientifique, et insiste pour que la Commission en tienne compte en apportant son aide;

5. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil.

---

4. Dialogue République de Corée — Corée du Nord

— doc. B2-1146/87

RESOLUTION

sur la nécessité de renouer le dialogue entre la République de Corée et la Corée du Nord

Le Parlement européen,

A. considérant qu'il est prévu d'organiser les prochains Jeux olympiques en République de Corée en septembre 1988,

B. constatant que le Comité olympique international a proposé que certaines compétitions soient organisées en Corée du Nord, et que le gouvernement de la République de Corée a souscrit à cette proposition,

C. se félicitant de toute mesure susceptible de contribuer à consolider la paix dans la péninsule coréenne,

D. conscient du désir du peuple coréen d'aboutir à une réunification pacifique de leur pays, et considérant que le dialogue entre la Corée du Nord et du Sud — les parties directement concernées — est essentiel pour réduire les tensions, engendrer la confiance et créer les conditions de cette réunification,

E. vu ses résolutions du 17 janvier 1986 sur les relations commerciales de la Communauté avec la Corée du Nord, et notamment son paragraphe 1 (1), et du 9 juillet 1987 sur la situation en Corée du Sud (2),

F. vu la déclaration que le Président en exercice du Conseil a faite devant l'Assemblée générale des Nations unies, le 22 septembre 1987, concernant la question coréenne,

G. vivement préoccupé par le fait que tous les canaux de dialogue entre la Corée du Nord et du Sud sont interrompus depuis janvier 1986,

H. rappelant que la République de Corée a proposé d'engager des pourparlers entre les ministres des Affaires étrangères de Corée du Nord et du Sud en vue de débattre sans conditions de tous les problèmes opposant les deux parties du pays,

I. se félicitant des résultats du référendum organisé le 27 octobre 1987 en République de Coreçe, sur la mise en œuvre de la nouvelle constitution, laquelle débouchera sur de nouvelles élections présidentielles;

---

(1) JO n° C 36 du 17.2.1986, page 203
(2) JO n° C 246 du 14.9.1987, page 67

1. déplorerait que des événements fâcheux puissent compromettre les Jeux olympiques de 1988;

2. invite instamment les gouvernements de Corée du Nord et de Corée du Sud à rétablir le dialogue entre les deux parties de la Corée;

3. invite les deux gouvernements à débattre d'urgence de la possibilité de:

a) conclure un accord de non-agression,

b) rechercher ensemble leur adhésion aux Nations unies,

c) rechercher une reconnaissance «croisée» des deux gouvernements par les pays de l'Est et de l'Ouest;

4. demande aux Etats membres d'engager des démarches diplomatiques en faveur de la reprise du dialogue entre la Corée du Nord et la Corée du Sud;

5. espère que les Jeux olympiques de Séoul de 1988 pourront ainsi contribuer à consolider la paix dans la péninsule coréenne;

6. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux ministres des Affaires étrangères réunis dans le cadre de la coopération politique européenne, au Secrétaire général des Nations unies, au Président de l'Assemblée générale des Nations unies et aux gouvernements de la Corée du Nord et de la Corée du Sud.

---

5. Pollution en mer du Nord

— doc. B2-1135/87

RESOLUTION

sur la position à adopter par la Communauté lors de la deuxième conférence ministérielle des pays riverains de la mer du Nord qui doit se tenir à Londres les 25 et 26 novembre 1987

Le Parlement européen,

A. vu l'article 130 R du traité CEE relatif à l'action de la Communauté en matière d'environnement,

B. considérant que les décisions arrêtées lors de la première conférence ministérielle des pays riverains de la mer du Nord (novembre 1984) en ce qui concerne la limitation des déversements de déchets et le renforcement du contrôle des déversements illégaux n'ont pas produit tous leurs effets,

C. considérant qu'un récent rapport de Greenpeace suivant lequel l'état de la mer du Nord est si alarmant que celle-ci subira des dégâts irréversibles si ne sont pas arrêtées, dans les cinq prochaines années, des mesures préventives visant à préserver les richesses naturelles, et une politique cohérente en matière de traitement de déchets,

D. considérant que les fleuves, ces dernières années, ont encore charrié des substances polluantes en quantités telles que celles charriées par le Rhin, la Meuse et l'Escaut équivalent à une file de 323 camions s'étendant sur 4 km et déversant chaque année en mer du Nord 6 460 tonnes de plomb, de cuivre, de chrome, de zinc, de nickel et de mercure,

E. considérant qu'il est surtout question de pollution industrielle au sud de la mer du Nord et que, partant, plus de la moitié de la pollution et la moitié des métaux lourds sont localisés dans 7,5 % seulement de la surface aquatique totale,

F. considérant que quelque 4 millions de tonnes de pétrole sont déversées chaque année en mer du Nord, dont un quart par des transports maritimes, et qu'on peut estimer que ces déversements sont volontaires dans 75 % des cas,

G. considérant que la pollution imputable aux plate-formes de forage est beaucoup plus importante qu'on ne l'avait estimé au début,

Annexe 4.

Communications sur les « Relations entre la Communauté européenne et la République de Corée », 1993.

4.1. « Communication de la Commission au Conseil », le 13 mai 1993. [Extrait]

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

SEC(93) 642 final

Brussels, 10 May 1993

RESTRICTED

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL

RELATIONS BETWEEN THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE REPUBLIC OF KOREA

SUMMARY

The Communication reviews the current state and prospects of relations between the Community and the Republic of Korea.

The profound changes taking place in that country and in the Asia-Pacific region, and the favourable evolution of bilateral trade and economic relations over the last two years, open new perspectives for the enhancement of the EC/Korea relationship. A cautious opening of the Community to cooperative activities with Korea is now justified. Such cooperation should, however, go hand in hand with Korea's market liberalisation policies. Increased dialogue with Korea and close coordination between the Commission and Member States will render the Community's approach towards Korea more consistent and effective.

NOT FOR PUBLICATION

RELATIONS BETWEEN THE EUROPEAN COMMUNITY AND THE REPUBLIC OF KOREA

(Communication of the Commission to the Council)

INTRODUCTION

Korea has managed in less than three decades to emerge as one of world's leading industrial and trading nations. From a largely subsistence economy in the early sixties, poor in natural resources and devastated by war, Korea has succeeded, by means of an export-led industrial strategy, to rank sixth in the world in terms of trade and eighth in terms of domestic output(1). Notwithstanding short-term economic problems linked to world economic recession and to its transition towards a modern democratic, newly-industrialised country, Korea has continued to sustain high economic growth rates. It is now a leading member of the Asia Pacific Economic Cooperation forum (APEC) and has been taking an active part in setting up an ambitious transnational project in North-East Asia.

The aim of this Communication is to review the current state and prospects of EC/Korea relations, and to propose a Community approach towards Korea that reflects the profound changes taking place in that country and the evolution of bilateral trade and economic relations in the last few years.

Section I focuses on recent political, economic and trade developments in Korea. In **Section II**, there is an analysis of EC/Korea trade and investment flows, followed by an evaluation of bilateral relations in the last two years. In **Section III**, proposals are made for a consistent Community approach towards Korea, including policy actions in the fields of market access, investment and cooperation.
A list of principal Community trade and economic concerns under discussion with the Korean authorities, and draft Council Conclusions, are contained in **Annexes 1** and **2**, respectively. Statistics on Korea and on its trade and economic relations with the Community are included in **Annex 3**.

I. KOREA'S CURRENT POSITION AND PROSPECTS

1. The Political Scene

Five years after the end of military rule, Korea made last December a further step towards consolidating its democratic system, with the election of its first civilian President since 1960. Mr. **KIM Young-Sam**, of the ruling **Democratic Liberal Party (DLP)**, won the election with 42% of the votes. Mr. KIM Dae-Jung, veteran leader of the main opposition **Democratic Party (DP)**, obtained 34% of the votes, and Mr. CHUNG Ju-Yung, leader of the **United People's Party (UPP)** and founder of Korea's largest conglomerate, Hyundai 16%.

(1) The Community is considered as a whole in these rankings.

In the National Assembly elections of March 1992, the DLP had suffered a setback mainly because of its failure to deal effectively with domestic economic problems; it secured only 149 of the total 299 seats, losing the comfortable two-thirds majority it had enjoyed in the previous house(1). However, the net defeat of the two main opposition parties' leaders in the December Presidential elections, reflects the desire of the Korean people for continuity rather than abrupt political change. Mr. **KIM Young-Sam**, the candidate who stood for gradual reforms of Korea's political and socio-economic system, is unlikely to bring about drastic changes in the policies of former President **ROH**. However, Mr. **KIM** will give greater emphasis than his predecessor to domestic rather than international issues. National re-unification will continue to be a top priority of the new Korean administration.

2. International Relations

Korea's international stature has grown significantly during the last five years.

Since 1988, diplomatic relations have been normalised with all the countries of Central and Eastern Europe, Mongolia, the former Soviet Union, China and, more recently, with Vietnam.

Relations with the USA, the traditional ally, have improved: following the Roh-Bush summit meeting in January 1992, the "Presidents' Economic Initiative" was launched in late 1992, as a means of strengthening bilateral economic relations; political dialogue and military cooperation with the USA remain strong, given the importance of Korea for Asian regional security in the post-cold war period. Relations with Japan have also improved in 1992, as witnessed by the visits of Prime Minister Miyazawa to Seoul in January 1992 and of former President Roh to Japan in November 1992.

Improving relations with Russia and China, the two "Northern" powers which are essential for Seoul given their influence on Pyongyang, have been highlighted by the visits of President Yeltsin to Seoul in November 1992 and of former President Roh to Beijing a month later. Initial euphoria in Korea about the prospect of enhanced economic and trade relations with the countries of the CIS and of Central and Eastern Europe, has somewhat subsided following their difficulties in carrying out economic reforms and in disbursing debts. However, the prospects of cooperation remain significant, especially with Russia, in the fields of technology and development of natural resources. The establishment of formal relations with China in August 1992, in addition to its immense political implications, has facilitated the development of the already rapidly expanding economic relations between the two countries. China is expected to become Korea's most important investment venue in the near future.

Korea is a founding and active member of Asia Pacific Economic Cooperation forum (APEC); in November 1991 it hosted the forum's annual ministerial meeting and played an important role in the admission of China, Hong Kong and Taiwan.

---

(1) By March 1993, an additional 11 deputies had joined ranks with the ruling party, thereby bringing the total number of DLP seats at the National Assembly to 160.

Korea also participates, together with the Community, the US, Japan, Canada, Australia and New Zealand, in the annual Association of South-East Asian Nations Post Ministerial Conference (ASEAN PMC). Finally, Korea has been playing a leading role since 1991 in efforts to set up the Tumen River project: an ambitious transnational project supported by the United Nations Development Programme (UNDP) which aims at transforming the coastal area at the convergence of the North Korean, Chinese and Russian borders into a giant free-trade area.

3. **Inter-Korean Relations**

Progress in the **inter-Korean dialogue** was spectacular in 1991 and in the first half of 1992:

- the two Koreas joined the UN in September 1991;

- in December 1991 the two sides signed the "Agreement on Reconciliation, Non-Aggression, and Exchanges and Cooperation", committing themselves to increased political cooperation, economic and other exchanges and to undertaking a number of military confidence-building measures;

- in late December 1991 the two sides signed the "Joint Declaration for a Nuclear Free Korean Peninsula", committing themselves to the peaceful use of nuclear energy and to bilateral inspection of nuclear sites;

- having signed the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) in 1985, Pyongyang finally signed the Treaty's "Safeguards Agreement" in January 1992, ratified it in April and opened certain nuclear installations for inspection by the International Atomic Energy Agency (IAEA) in May.

Despite this promising start, the North-South Korean dialogue has regrettably ground to a halt since the autumn of 1992. This has been largely due to Pyongyang's unwillingness to implement its agreements with Seoul regarding bilateral nuclear inspections. Uncertainties about the policies of the new South Korean and American Administrations may have been an important factor behind the North's delaying tactics. The already tense situation deteriorated with the discovery of an alleged North Korean spy ring in the South last October and worsened dramatically in early 1993 as a result of:

- the resumption in March 1993 of the annual USA/South Korean "Team Spirit" military exercises;

- the IAEA's demand in February 1993 to proceed with the immediate inspection of two suspected nuclear sites in the North.

These events gave Pyogyang a pretext for announcing in March 1993 their intention to withdraw from the Treaty on the non-proliferation of nuclear weapons.

However, despite the present impasse, the general movement towards a relaxation of tensions in the divided Korean peninsula will probably

continue. The best guarantee for such a development is, on the one hand, North Korea's disastrous economic situation and its international isolation, on the other hand, the dangers for the South of a sudden collapse of the Pyongyang regime. The re-unification of the Korean peninsula will come about one day, although the timing and process are unpredictable.

The South Korean authorities are conscious of the economic implications of re-unification; they therefore hope that it will be achieved in the medium rather than in the short term, although they know that the economic gap between North and South will keep increasing with time. In any case, the South Korean economy will have to be much stronger to be able to bear the burden of a costly unification exercise.

4. Underlying Economic Trends and Structural Policies

Korea currently finds itself in a transitional stage of economic development, changing from a low-wage to a high-productivity and knowledge-based economy.

The impressive export growth experienced until the late eighties has slowed down since 1990. This was mainly the result of a depressed demand in industrial economies, Korea's principal export outlet, and the loss of Korea's competitiveness in certain labour-intensive sectors. Production costs have increased rapidly, mainly due to a 60% rise in real wages during the last five years. Transfers of sophisticated technology, primarily from Japan and the USA, have also slowed down. Despite the won's depreciation since January 1990, Korea faces fierce competition in her traditional (mainly OECD) **export markets** from China and from South-East Asian countries for high-labour-content products, and from Japan for high-technology products. On the **import side**, market liberalisation, rising living standards, and the need to invest in technology-intensive capital equipment have resulted in a rapid rise of imports, especially from Japan. The recent intensification of regional trade relations has also led to growing low-cost industrial imports, mainly from China, threatening precisely those sectors where Korea used to have a competitive advantage.

Korea's efforts since 1990 have focused upon **industrial restructuring**, which is seen as the only way to sharpen export competitiveness and to achieve long-term sustained growth. The new government is expected to pursue broadly the same policies. More specifically, the Korean authorities have been encouraging their enterprises to:

-**diversify** their **export markets** and to **upgrade product quality** and **value added** through the introduction of sophisticated technology;

-undertake **overseas investments**:
(i) in low-wage developing countries, especially in South-East Asia and more recently in China, in order to maintain competitiveness in labour-intensive operations, to ease manpower shortages at home, and to capture a share of the fast-growing local markets;
(ii) in North America and in Europe to benefit from regional integration schemes, and to better monitor important export markets.

The Korean government is, in parallel, actively encouraging industry through policies aimed at:
-strengthening local **scientific and technological capacity** and diversifying **sources of technology** away from USA/Japan predominance;
-expanding the **industrial infrastructure** and improving **human resources**;
-gradually **opening Korea's markets** to foreign goods, services and investment with a view to strengthening competitiveness, removing market distortions and accelerating technological development.

In addition there have been calls for an active **competition policy** to be enforced by the Korean Fair Trade Commission. This policy should allow in particular for a much needed change in the current industrial structures, which are still dominated to an important extent by some of the big industrial conglomerates ("chaebol").

Most of these policies will take time to bear fruit and will often be affected by short-term economic and political considerations. The pace of market opening policies in particular will need to be accelerated against the resistance of powerful local lobbies. The Korean authorities seem, however, to have realised that it is in Korea's own interest to create an open and competitive market at home and, at the same time, to help maintain an open world trading system, to abide by international trade rules and to avoid trade tensions with trading partners. Korea depends after all heavily on foreign trade and technology for its welfare and will need international solidarity for its national re-unification.

5. Recent Economic and Trade Developments - Prospects

In 1990 and 1991 surging domestic demand caused mainly by government expenditure to improve social infrastructure, such as housing, and by increased private consumption, lifted Korea's real GNP growth to an average of just under 9% per year.

In 1991 the Korean Government decided to launch an **economic stabilisation programme** to deal with a number of pressing problems: rising inflation (8.6% in 1990, 9.7% in 1991), a deteriorating balance-of-payments situation (current account deficits of $2.2 billion in 1990 and $8.8 billion in 1991) and a rising external debt ($31.7 billion in 1990, $39.2 billion in 1991).
The **main elements of this programme** were: a slowdown in public housing projects, efforts to moderate wage increases, a tight control on the money supply, postponement of certain imports of capital goods, a campaign against conspicuous consumption and the depreciation of the won.

The Korean economy stabilized in 1992, in line with government objectives: GNP grew at an estimated 4.7%; price rises which had been threatening Korea's export competitiveness, fell to 4.5%; the current account deficit was contained at $4.6 billion and foreign exchange reserves rose to $17.1 billion in December 1992, compared with $13.7 billion a year before.

1992 also saw the confirmation of a profound and rapid change in the direction of Korea's export trade. While exports to her three major trade partners, the USA, Japan and the EC declined in absolute terms (by -2.5%, -6.1% and -5.1% respectively, according to Korean trade statistics for 1992), overall Korean exports in the same period rose at the respectable rate of 6.6%. This was due to the rapid growth of Korean exports mainly to China (+165%) and to other East and South-East Asian countries (+24%). The share of the USA, Japan and EC in Korea's total exports has, in fact, been declining steadily since 1990 (63% in 1990, 57% in 1991, 51% in 1992). During the same period, the share of ASEAN, Hong Kong, Taiwan and China rose sharply (15.5% in 1990, 20% in 1991, 25% in 1992).

Korea's economic growth rate in 1992 was the lowest since the recession of 1980; this led President KIM Young-Sam to announce in March 1993 measures to boost the economy, mainly through cuts in government-regulated interest rates and a speeding up of fiscal spending. However, the Korean authorities are expected to pursue, in the medium term, a policy of "growth amid stability", in line with President KIM's electoral promise. Government agencies and private institutes predict a 6-7% growth for 1993, that is, close to Korea's long-term optimal path of non-inflationary growth. Such performance will depend on increased industrial investments and rising exports to China, South-East Asia and to industrialised economies which are expected to start recovering from recession. The relative optimism of the Korean authorities is based upon favourable conditions at home: low inflation, expected low wage increases, sound labour-management relations and, last but not least, the improvement in business confidence after a year that was marked by the uncertainties of the National Assembly and Presidential elections.

Despite current Korean worries about an economic crisis (5% growth is considered a sign of recession in a country which witnessed real growth of 8.8% in 1980-91, the highest in the world), the prospects for high and sustained development are good. Korea has many advantages compared with other newly-industrialised economies: a relatively large domestic market of 43 million people, with fast-rising disposable incomes; high rates of savings and investment; a solid manufacturing base; a well-educated, hard-working workforce, and a relatively high level of science and technology. The trade deficit will probably persist in the next few years because of Korea's on-going structural adjustment, but it will become less important as a percentage of GNP. The debt situation is also well under control: gross and net foreign debt accounted respectively for 14% and 4% of GNP in 1992, a dramatic improvement on the corresponding 1985 figures of 52% and 40%.

The re-unification of the Korean peninsula, when it comes, will present the Koreans with an enormous challenge: a heavy economic burden in the short and medium term, given the problems resulting from the integration of two different economic and social systems; a great impetus for economic growth in the longer run, because of the complementarity of the North and South Korean economies.

III. PROSPECTS OF EC/KOREA RELATIONS - THE COMMUNITY APPROACH

9. The Korean position

The overall positive attitude of the Korean authorities towards their major trade partners has to be seen in the context of their economic policies described in previous sections: trade and technology development and diversification, with a view to attaining the objectives of enhanced export competitiveness and sustained economic growth.

The Community in particular is considered, at least by some leading circles in government and industry, to be an essential partner: it is perceived by Korea as a powerful regional economic and political entity the importance of which, as a market, as a supplier of sophisticated technology and as an actor in the international scene, will grow with time. The completion of the Single Market, the future creation of the European Union and the establishment of the European Economic Area, are facts that the Korean authorities cannot and do not ignore. A closer partnership with the Community is also seen as a means of reducing political and trade dependence on the US and Japan. Korea realises that the road to trade diversification, technology development and national re-unification will not be an easy one. Trade and cooperation, for instance, with China, with the CIS, or with North Korea, is vulnerable to unforeseen political and economic developments. The transnational projects in North-East Asia, although promising, will take much time and political will before they can start to bear fruit. Finally, given the diversity of participants in APEC, progress to significant economic integration in this framework is likely to be slow. In these circumstances, the Community is regarded as a valuable and reliable partner.

It should be pointed out that, during the last twelve months, the Korean authorities have expressed in informal contacts with the Commission and with Member States their desire to develop further political dialogue and to upgrade relations with the Community through the conclusion, at the appropriate moment, of a Framework Agreement on trade and cooperation.

10. The Community approach

Until 1991, Community policy towards Korea had centred almost exclusively on trade issues : persistent difficulties of access to Korea's markets for goods, services and investment, and the discrimination notably in intellectual property. The Community had made the development of cooperative activities, a pressing Korean request, conditional upon the positive evolution of trade relations.

It is undeniable, however, that the Korean authorities have accelerated their efforts to open the Korean market in the last few years. They have also been making, for the reasons explained above, genuine attempts to solve bilateral problems with the Community.

Korea's share of Community exports and investment is comparatively small at present. However, its potential as a trade and economic partner of the Community is significant. Korea, the third largest economy in East Asia after Japan and China, has consistently had one of the highest growth rates in the world. Its importance as a major player in the international economy is bound to increase even further with the relaxation of tensions in the Korean peninsula: huge resources, currently devoted to defence, will be increasingly channelled to productive activities and consumption. The rapid growth of EC exports to Korea(1), is only indicative of the opportunities for Community operators in this large and fast-growing market. Increased cooperation will also help strengthen the competitiveness of the Korean economy; this will be the best guarantee that Korea will be economically strong enough to support the re-unification burden and to become a more important market for the Community.

A growing partnership with Korea will also help the Community to advance in the other challenging markets of the East Asia region. In 1993, that region should generate about 30% of total world output compared with Europe's 33% and North America's 27%. Korea has been playing an increasingly important role in East Asia, in terms of trade and outward investment. Its relative weight will grow further, following the good relations it now enjoys with all the countries of the region. The prospects of cooperation between EC and Korean operators to benefit from the world's most rapid growth centre, are promising, especially in the industrial field. Korea's production capabilities, its advances in the technological field and, most important, its knowledge of the region and its desire and need to develop cooperation with the Community, are all positive elements in this context.

In the light of these developments, the Commission considers that the Community should be prepared now to explore areas of cooperation with Korea and to start developing cooperative activities for the mutual benefit. A more balanced relationship extending beyond trade, will reflect the new capacities and needs of Korea's economy and will be in the Community's own interest: improved cooperation with Korea in science and technology, energy, environment and in other fields, will help diversify Korea's technology (and imports) towards the Community.

Cooperation should, however, go hand-in-hand with the overall development of EC/Korea trade and economic relations. The list of outstanding problems with Korea confirms the need for the Community to remain vigilant on market access and investment issues. At a time of difficult structural adjustment, consistent long-term economic objectives and policies in Korea are being resisted by local interest groups and certain segments of the Korean bureaucracy.

The Community should continue to seek the elimination of trade barriers. It should induce Korea to integrate itself better and faster into the world economy, and to assume the responsibilities

(1) EC exports to Korea grew at the compound annual rate of 26% in 1985-1991. This was the highest rate the Community had achieved in East Asia and 2.6 times as fast as the average for total EC exports in that period.

that correspond to its present economic and trading power. Korea should implement market liberalisation policies in an unambiguous manner and according to a coherent and precise timetable. Institutional and structural barriers should be removed, and market access should be improved in a **non-discriminatory manner**. In this context, a satisfactory solution to the telecommunications procurement dispute in the near future will be necessary to consolidate confidence in EC/Korea relations.

If the progress of the last two years in EC/Korea relations is confirmed, the time will come in the next year or so to begin serious discussions of how best to reinforce the existing institutional framework for consultation and dialogue. Such a development is likely to encourage the Korean authorities to become even more receptive to the Community's specific requests in the trade and economic fields. It will also help the Community to enhance its political presence in the Asia Pacific region.

11. Organisational Aspects

The success of the Community's policy towards Korea will depend largely on coordination with, and input and support from industry and from Member States. A common language by the latter and the Commission in the exercise of their respective powers, will render the Community approach all the more coherent and effective. The support of Member States will also be needed for future cooperative activities with Korea in science and technology or in other fields, given the Community's current limited resources.

Ways of increasing coordination between the Commission and Member States and, consequently, the impact of Community actions, include a better flow of information and regular discussion of EC/Korea relations at Council level. The Commission will, therefore, endeavour in particular:

- to strengthen the Korea Experts Group, notably through more frequent meetings and improved exchange of information;
- to prepare regular or ad hoc progress reports on EC/Korea relations for subsequent discussion, at the appropriate Council level.

Such approach will permit the Community to evaluate and, when necessary, adjust its strategy towards Korea against well-defined and consistent objectives.

12. Community Policy Actions

Market access - Investment issues

The Commission believes that the Community should, as in the past, pursue regular bilateral dialogue with Korea at three levels:

(i) the annual High Level Consultations, at Ministerial and Alternate-Head level, which take place alternately in Brussels and Seoul. The next meeting will take place in Seoul in November 1993;

(ii) the Monitoring Discussions, at senior official level, which are held, in principle, half way between two High Level Consultations. The next meeting is scheduled to take place in Brussels at the end of June 1993;

(iii) Sectoral Discussions, on an ad hoc basis, for the elimination of identifiable obstacles to exports of goods and services to Korea.

The Commission has developed this sectoral approach with Korea since December 1989. Discussions have already taken place on issues such as: **intellectual property** including **counterfeiting; alcoholic beverages; maritime and related transport; phytosanitary and veterinary regulations; foreign investment and business environment; financial services**; and **telecommunications procurement**. The review of the progress made on most of the above issues, confirms the need to pursue and intensify such discussions.

In 1993, sectoral discussions with the Korean authorities have been held or are planned in the following areas:
(for more details on sectoral Community concerns see Annex 1)

-**protection of intellectual property rights** (March and June 1993);
-**maritime and related transport** (June 1993);
-**telecommunications procurement** (May 1993);
-**phytosanitary and veterinary questions** (June 1993);
-**problems facing imports of consumer goods** (second half of 1993);
-**competition policy** (second half of 1993).

Many of the issues of Community concern with Korea are under negotiation in the Uruguay Round (notably, market access: tariffs & non-tariff barriers; services; intellectual property, etc.). The Community is therefore engaged in negotiations with Korea in the GATT framework, expecting that market opening measures will be translated into binding international commitments. The Korean response to the Community's requests in the Round has, so far, been disappointing. Korea should accept in GATT responsibilities which are commensurate with its level of economic development.

The Commission considers that productive dialogue is under way and should continue with Korea in the OECD framework (shipbuilding; dialogue with Advanced Asian Economies). Such contacts are particularly useful, given the intention of Korea to apply for membership of the OECD by the mid-1990s.

Cooperation

Following the agreement reached on intellectual property rights in the autumn of 1991 and, in the light of improved relations with Korea, the Commission started exploring possible areas of cooperation for the mutual benefit. The Commission considers that the following fields merit particular attention:

Science and Technology (S&T): A joint EC/Korea workshop held in Brussels in April 1992 prepared the ground for an **Administrative Arrangement on S&T Cooperation** between the Commission and the Korean Government. This Arrangement, signed in the margin of the High Level

Consultations last November, will promote the exchange of non-confidential information and the organisation of workshops and experts' visits.
A **second joint workshop**, to be held in Seoul in the autumn of 1993, will focus on certain aspects of R&D management (e.g. policy definition, assessment of research proposals, research evaluation, dissemination of information). Information will also be exchanged on respective S&T policies.
Promising research sectors for cooperation include biomedicine, biotechnology, and R&D applied to energy and environment-related areas.

Customs Cooperation : Korea has been identified as a priority country for a customs cooperation agreement with the Community. Areas of EC interest include mutual administrative assistance as well as simplification and harmonisation of customs procedures. Exploratory talks with the Korean authorities took place in November 1992. On 5th April 1993, the Council authorized the Commission to negotiate customs cooperation agreements with the main trading partners of the Community. Consequently, a first round of negotiations with Korea took place in May 1993.

Mutual Recognition of Product Conformity Assessment : Korea is among the priority countries for an agreement with the Community in this field. Preliminary discussions were held with the Korean authorities in November 1992 and a further round of exploratory talks is envisaged in the second part of 1993. The Commission is currently in the process of assessing Korea's certification/testing procedures and institutions and of identifying with European industry sectors of interest to the Community.

Industrial Cooperation : Korea is part of the Business Cooperation Centre network (BCC) of the Community since July 1992, through the Small and Medium Industry Promotion Corporation (SMIPC). SMIPC has already started its activities as BCC correspondent and has facilitated contacts between Korean and EC SMEs interested in industrial cooperation.
The Korean authorities have also expressed to the Commission an interest in establishing a Correspondence Centre of the Euro Info Centre Network (EIC). Such centres operating in third countries have access to information on EC matters for the use of local SMEs and provide equivalent information to Community correspondents. The Commission is examining the Korean request in the framework of the development of the network as a whole.

Other **areas of possible cooperation for mutual benefit** which need to be explored include:

energy : energy saving technologies, renewable resources, nuclear energy, etc.;
environment : classification of toxic chemicals, waste management, exchange of information on environmental developments and policies in EC and Korea, etc.;
electronics, cars, etc. : The Commission is in close contact with European industry with a view to identifying and encouraging activities of beneficial cooperation with their Korean counterparts (for instance, manufacturing of components).

Better Mutual Understanding

The Commission strongly believes that substantial efforts should be devoted to correcting the existing "communication gap" between the Community and Korea, due to differences in culture, values, traditions and distance. Contacts and exchanges should be encouraged at all levels:

- between Community operators in Korea with the Korean authorities (e.g. EC Chamber of Commerce in Korea); encourage similar Korean private sector channels of communication with public authorities in the Community (e.g. Korea Economic Council in the EC);

- between Korean and Community public services (in the fields of competition policy, statistics, scientific research, etc.);

- between European and Korean journalists and academics;

- scholarships for Korean and European students wishing to study in the EC or Korea;

- training of Community entrepreneurs wishing to operate in Korea.

The Commission is prepared to explore, with the assistance of the Korean authorities where necessary, ways of promoting mutual understanding.

* *
*

The Commission considers that the preceding analysis and proposed actions should constitute the basis for a consistent Community approach towards Korea. The Commission requests, therefore, the Council to take note of this report and adopt the draft conclusions contained in Annex 2.

4.2. « Conclusions du Conseil », le 2 juin 1993.

COMMUNAUTES EUROPEENNES
LE CONSEIL

Bruxelles, le 2 juin 1993 (04.06)
(OR.en)

7034/93

RESTREINT

GATT 87

NOTE POINT "I/A"

du : COREPER

au : CONSEIL

n° prop. Cion : 6415/93 GATT 71

Objet : Relations avec la République de Corée

1. Lors de sa réunion du 1er juin 1993, le COREPER a examiné une communication de la Commission concernant les relations entre la Communauté européenne et la République de Corée.

2. A la suite de cet examen, le COREPER suggère au Conseil d'approuver, en point "A" de sa session du 8 juin, les conclusions figurant à l'annexe.

Annexe

PROJET

CONCLUSIONS DU CONSEIL

Sur la base d'une communication de la Commission, le Conseil a adopté les conclusions suivantes :

1. Le Conseil prend acte de l'état des relations économiques entre la Communauté et la République de Corée.

   Il reconnaît que, si les échanges entre la Communauté et la République de Corée ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, leur niveau devrait être relevé encore de façon à refléter l'importance que la Communauté tout comme la République de Corée ont dans le commerce mondial.

2. Le Conseil se félicite des mesures prometteuses prises par la République de Corée au cours des dernières années en vue d'éliminer les obstacles aux échanges et d'améliorer les conditions offertes aux investissements étrangers ; il exprime néanmoins de sérieuses inquiétudes au sujet de la tendance récente vers un rehaussement des tarifs dans certains secteurs.

3. Le Conseil invite la République de Corée à faire rapidement un nouveau pas important en avant sur la voie de la libéralisation des échanges et des investissements et à éliminer les obstacles notables, tarifaires et non tarifaires, auxquels continuent à être confrontées les entreprises désireuses de faire du commerce en Corée, ainsi qu'à harmoniser les niveaux tarifaires. La République de Corée devrait prendre des mesures qui soient sans ambiguïté et qui respectent les principes du GATT ; ces mesures devraient suivre un calendrier précis et ne pas faire de discrimination entre les partenaires commerciaux de la République de Corée.

   En particulier, le Conseil invite la République de Corée :

   i) à ne pas décourager les importations, par des campagnes de frugalité ou par d'autres moyens, mais à appliquer des procédures cohérentes et transparentes à l'importation et à la distribution des biens et des services provenant de l'étranger ;

   ii) à éliminer les obstacles non tarifaires au commerce des biens de consommation et industriels, y compris les véhicules à moteur et les produits agro-alimentaires ;

   iii) à assurer un niveau adéquat de protection et d'application effective de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les désignations d'origine ;

iv) à s'abstenir d'appliquer des droits de crise et d'ajustement et à consolider les listes tarifaires aux niveaux actuels ;

v) à veiller à ce que les règles régissant les marchés publics soient appliquées d'une manière non discriminatoire, notamment en ce qui concerne les équipements de télécommunication ;

vi) à assurer la sécurité juridique et la transparence de la législation régissant les investissements étrangers.

4. Le Conseil considère que la République de Corée devrait contribuer activement à la conclusion des négociations de l'Uruguay Round, en particulier en ce qui concerne l'accès au marché et les services, et accepter des responsabilités qui soient en rapport avec son niveau de développement économique.

5. Le Conseil considère que la Communauté devrait poursuivre et intensifier le dialogue bilatéral qui existe avec la République de Corée.

6. Le Conseil souligne l'importance du développement de la coopération avec la République de Corée sur une base mutuellement avantageuse ; il se félicite de ce que celle-ci ait exprimé le souhait de développer sa coopération avec la Communauté.

7. Le Conseil considère que la coopération entre la Communauté et la République de Corée devrait aller de pair avec le développement général des relations commerciales et économiques bilatérales.

8. Le Conseil considère que la coopération devrait être développée dans des domaines tels que la science et la technologie, les douanes et l'évaluation de la conformité des produits ; il considère également qu'il convient d'étudier, entre autres, les possibilités de coopération dans les domaines de l'énergie, de la coopération industrielle et de l'environnement, y compris les problèmes écologiques mondiaux.

9. Le Conseil souligne l'importance qui s'attache à l'encouragement de la compréhension mutuelle entre la République de Corée et la Communauté ainsi qu'à la promotion des contacts dans les domaines économique et culturel.

10. Le Conseil reconnaît qu'il est nécessaire d'adopter une approche cohérente à l'égard de la République de Corée ; il décide de dresser un bilan de l'évolution des relations commerciales et économiques avec la République de Corée en 1994, sur la base d'un rapport d'activité de la Commission.

Annexe 5.

Accord-cadre de commerce et de coopération

5.1. « Projet de Rapport au Parlement européen », le 28 juillet 1998.

A4-0445/98

PARLEMENT EUROPÉEN

28 juillet 1998

*

PROJET DE RAPPORT

sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (COM(96)0141 - C4-0073/97 - 96/0098(CNS))

Commission des relations économiques extérieures

Rapporteur: M. Manuel Porto

DOC_FR\PR\325\325369 PE 222.527

SOMMAIRE

Page

Page réglementaire 3

A. PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE .....

B. EXPOSÉ DES MOTIFS .....

Avis de la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense .....

Avis de la commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie .....

Avis de la commission des transports et du tourisme .....

Avis de la commission de la pêche .....

Par lettre du 11 février 1997, le Conseil a consulté le Parlement, conformément aux articles 73C, paragraphe 2, 75, 84, paragraphe 2, 113 et 235, en liaison avec la deuxième phrase de l'article 228, paragraphe 2, et le premier alinéa du paragraphe 3 de cet article du traité CE, sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part.

Au cours de la séance du 19 février 1997, le Président du Parlement a annoncé qu'il avait renvoyé cette proposition, pour examen au fond, à la commission des relations économiques extérieures et, pour avis, à la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, à la commission des transports et du tourisme, ainsi qu'à toutes les commissions intéressées.

Au cours de sa réunion du 22 novembre 1994, la commission des relations économiques extérieures avait nommé M. Porto rapporteur.

Au cours de ses réunions des 27 mai 1997, 18 juin 1997, 23 juillet 1997, 22 avril 1998 et ..., elle a examiné le projet de rapport.

Au cours de cette dernière réunion/de la dernière de ces réunions, elle a adopté le projet de résolution législative par ... voix contre ... et ... abstention(s)/à l'unanimité.

Ont participé au vote/Étaient présents au moment du vote les députés ..., président/président f.f.; ... (et ...), vice-président(s); ..., rapporteur; ..., ... (suppléant M./Mme ...), ... (suppléant M./Mme ... conformément à l'article 138, paragraphe 2, du règlement), ... et ....

Les avis de la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, de la commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie, de la commission des transports et du tourisme, ainsi que de la commission de la pêche sont joints au présent rapport.

Le rapport a été déposé le ...

Le délai de dépôt des amendements sera indiqué dans le projet d'ordre du jour de la période de session au cours de laquelle le rapport sera examiné/a été fixé au ... à ... heures.

A.
PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE

Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part (COM(96)0141 - C4-0073/97 - 96/0098(CNS))

(Procédure de consultation)

Le Parlement européen,

- vu la proposition de décision du Conseil (COM(96)0141 - 96/0098(CNS)),
- vu l'accord paraphé par la Commission (COM(96)0141)([1]),
- vu les articles 73C, paragraphe 2, 75, 84, paragraphe 2, 113 et 235, en liaison avec la deuxième phrase de l'article 228, paragraphe 2, et le premier alinéa du paragraphe 3 de cet article du traité CE,
- consulté par le Conseil (C4-0073/97),
- vu l'article 90, paragraphe 7, de son règlement,
- vu le rapport de la commission des relations économiques extérieures et les avis de la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, de la commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie, de la commission des transports et du tourisme, ainsi que de la commission de la pêche (A4-0000/98),

1. approuve la conclusion de l'accord;
2. charge son Président de transmettre le présent avis au Conseil et à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et de la République de Corée.

([1]) JO C 188 du 28.6.1996, p. 11.

B.
EXPOSÉ DES MOTIFS

1. L'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres d'une part et la République de Corée d'autre part a été signé le 29 octobre 1996; le Parlement a été consulté par le Conseil le 11 février 1997. Le 15 avril 1997, la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense([1]) a demandé à la commission des relations économiques extérieures, compétente au fond, "de retarder l'élaboration de son rapport sur cet accord-cadre et que les commissions concernées surveillent le développement de la révision des lois sur le travail en Corée du Sud".

Cette surveillance a également été entreprise par la TUAC (commission syndicale consultative auprès de l'OCDE) ainsi que par la commission de l'OIT chargée de la liberté d'association.

Les principaux points examinés concernent essentiellement les sujets suivants:

- les droits d'adhérer aux syndicats,
- la reconnaissance de la KCTU (Fédération coréenne des syndicats),
- la légalité du pluralisme syndical au niveau de l'entreprise,
- le droit des travailleurs licenciés d'appartenir à un syndicat,
- la libération des travailleurs encore emprisonnés pour cause d'activité syndicale, et l'abandon des accusations qui pèsent sur d'autres travailleurs.

Créée au mois de janvier 1998, une commission tripartite a obtenu un accord le 6 février 1998 non seulement sur des mesures concernant les droits syndicaux, mais également sur des principes généraux applicables au licenciement des travailleurs.

Les commissions compétentes du Parlement européen ont réexaminé ces questions à la lumière de l'accord de la commission tripartite et des assurances données par le gouvernement coréen.

D'autres points de désaccord évoqués dans le contexte de l'examen de l'accord-cadre concernaient les questions des droits de la propriété intellectuelle, l'accès au marché coréen (protectionnisme commercial, "campagne de frugalité", évolution dans l'industrie automobile). La Commission a donné des informations sur ces questions dans sa réponse à la question écrite E-0584/98 de M. Porto([2]).

2. Évolution économique

Il faut se rappeler que l'analyse de l'accord est faite à la lumière de la grave crise de certaines économies d'Asie orientale qui a beaucoup affaibli l'extraordinaire développement économique de la Corée. Même si les données disponibles les plus récentes (juin 1998) indiquent que le creux de la récession a peut-être été atteint en janvier-février, la situation est encore instable.

([1]) Lettre de M. Spencer à Mme Castellina, 15.4.1997.
([2])

L'adaptation économique a notamment provoqué une brusque baisse des importations (par exemple: novembre 1997: 11,7 milliards de dollars; mai 1998: 7,7 milliards de dollars), une baisse du won (au plus bas niveau par rapport au dollar en janvier 1998), et une forte hausse des taux d'intérêt et du chômage (novembre 1997: 2,5%; avril 1998: 6,7%). Les investissements étrangers directs sont également très bas (décembre 1997: 1,037 million de dollars; avril 1998: 567 millions de dollars).

En bref, compte tenu de la rareté et du coût élevé des capitaux, de la chute des importations et des investissements, l'économie coréenne risque de continuer de ralentir afin de poursuivre son adaptation.

Néanmoins, l'économie coréenne conserve son importance pour le développement global en ce qui concerne notamment le commerce mondial et en tant que partenaire commercial pour l'UE (en 1997 elle représente 2% des exportations extracommunautaires et 1,9% des importations extracommunautaires).

3. L'intervention des IFI

Le déboursement accéléré d'aide financière par le FMI, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement a remédié à la pénurie de liquidité (23,1 milliards de dollars américains sur une enveloppe totale de 58 milliards ont déjà été déboursés). La conditionnalité de cette aide économique négociée avec le gouvernement coréen implique une profonde restructuration de l'économie.

Cela inclut:

- une restructuration du secteur financier: la suppression des plafonds pour la détention d'actions étrangères, l'achat (avec un rabais important) des prêts non performants par l'entreprise de gestion des avoirs de la Corée, la fusion ou la fermeture des banques qui ne se conforment pas au taux de justification des capitaux de la BRI;

- une restructuration du secteur industriel: les grands conglomérats industriels coréens appelés "chaebols" devront mettre en oeuvre des mesures de restructuration, en vue notamment d'éliminer les garanties de dette croisée et de valoriser la responsabilité des grands actionnaires et dirigeants;

- une libéralisation des échanges: au cours du premier réexamen du FMI (décembre 1997), il a été établi, conformément aux engagements de l'OMC, un calendrier destiné à éliminer les subventions commerciales, l'octroi restrictif de licences à l'importation et le programme de diversification des importations;

- des réformes du marché du travail: la commission tripartite a arrêté les mesures visant à autoriser des licenciements aux fins de restructuration;

- une réforme du secteur public: il est prévu de décentraliser certaines fonctions, de privatiser des agences publiques, de procéder à des réformes fiscales.

Certains progrès ont été accomplis s'agissant de ces éléments de l'adaptation économique: pour ce qui est notamment des réformes du marché du travail, la deuxième commission tripartite réexaminera de manière constante la mise en oeuvre de l'accord obtenu dans la flexibilité du travail et le développement du réseau de sécurité sociale, l'objectif consistant à garantir une répartition

équitable du fardeau entre les secteurs de la société coréenne. Un premier développement du réseau de sécurité sociale (5,6 milliards de dollars) a déjà été mis en application.

Des améliorations importantes ont déjà été réalisées en ce qui concerne l'environnement pour les investissements étrangers avec l'élimination des limites de ces investissements dans les marchés des obligations et des valeurs et la possibilité pour les banques étrangères d'installer des succursales locales.

4. Relations UE/Corée

1. Liens politiques

La déclaration commune sur le dialogue politique, signée par l'UE et la Corée au mois d'octobre 1996 prévoit un dialogue politique sous forme de rencontres au sommet, des consultations annuelles entre le ministre coréen des affaires étrangères et la troïka de l'UE, des conversations à haut niveau et des rencontres interparlementaires.

La 9e consultation de haut niveau CE-Corée (Séoul, 7 mai 1998) s'est concentrée sur des questions liées à la crise économique. Les deux parties sont convenues que "l'action continue et résolue de réforme par le gouvernement - basée sur la transparence, la non intervention et les principes du marché - est essentielle au plein redressement de la Corée".

S'agissant de "certains secteurs sensibles" comme "la construction navale, les semi-conducteurs et les voitures", les Coréens ont souligné que l'aide financière internationale ne serait pas utilisée, d'une manière directe ou indirecte, pour éliminer des entreprises dans ces secteurs. La Commission s'est réjouie de ces informations et a insisté sur une surveillance étroite de la situation dans des secteurs sensibles, sur des améliorations des conditions d'accès au marché, sur la coopération compte tenu des processus ASEM et l'initiative KEDO (Organisation pour le développement de l'énergie dans la péninsule coréenne).

2. Commerce Corée-UE

Les relations commerciales bilatérales qui ont connu une expansion remarquable continuent de se développer de manière positive. En 1997, le volume des échanges a atteint 27,4 milliards d'écus; la Corée a été le 9e marché à l'exportation de l'UE, à raison de 14,4 milliards d'écus, l'UE étant le deuxième marché à l'exportation de la Corée avec 13 milliards d'écus.

L'excédent commercial bilatéral de l'UE n'a cessé d'augmenter de 1992 à 1996, atteignant 3,2 milliards d'écus; cependant, les actuelles difficultés économiques ont réduit les importations de la Corée, ce qui a entraîné un excédent commercial pour la Corée au cours des six premiers mois de 1998.

L'accès au marché coréen a toujours tenu une place importante sur l'ordre du jour des conversations bilatérales, étant donné que différents problèmes structurels (système de chaebol, canaux de distribution dans l'économie coréenne), associés à des initiatives des gouvernements précédents (comme la "campagne de frugalité") ont singulièrement compliqué les exportations de l'UE. Le gouvernement actuel semble se rendre compte que

la concurrence des importations est essentielle pour restructurer le système économique et rendre les entreprises globalement compétitives.

3. L'accord UE-Corée

L'accord à l'examen est le premier accord de caractère général entre les deux pays; il a été signé le 28 octobre 1996. Il comporte des dispositions pour un dialogue politique renforcé et des dispositions fondamentales sur la coopération économique dans plusieurs domaines. Il traite également de questions commerciales d'une manière détaillée et prévoit une "clause des droits de l'homme"; la signature de l'accord-cadre est intervenue trois jours seulement après que la Corée eut adhéré à l'OCDE en tant que premier membre asiatique, à l'exception du Japon.

Cet accord-cadre contient notamment des dispositions sur le traitement de la nation la plus favorisée (article 4), la coopération commerciale (article 5), l'agriculture et la pêche (article 6), le transport maritime (article 7), la construction navale (artticle 8), la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale (article 9), une réglementation technique, normes et vérification de la conformité (article 10), la lutte contre la drogue et le blanchiment de l'argent (article 13), la coopération dans le domaine de la science et de la technologie (article 14), la coopération dans le domaine de l'environnement (article 15), de l'énergie (article 16), de la culture (article 17) et du développement des pays tiers (article 18). Une commission mixte est également créée (article 19).

À propos de la construction navale (article 8), les parties contractantes "constatent le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande" et "ne prennent aucune initiative et n'adoptent aucune mesure pour soutenir leur industrie de la construction navale, qui serait de nature à fausser la concurrence ou à permettre à la construction navale de leur pays d'échapper à des difficultés futures, conformément à l'accord de l'OCDE sur la construction navale". Par ailleurs, les parties contractantes conviennent, en cas de difficulté, d'engager des consultations. Dans une déclaration unilatérale, l'UE rappelle les termes de la déclaration faite à Paris sur la conclusion des négociations en vue de l'accord de l'OCDE sur la construction navale (21.12.1994) et invite la République de Corée "à coopérer avec la Communauté européenne et d'autres signataires de l'accord de l'OCDE sur la construction navale en vue de réduire le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande sur le marché mondial de la construction navale par des moyens appropriés".

S'agissant de la protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale (article 9), les parties contractantes décident de mettre en oeuvre l'accord TRIPS de l'OMC et de "faire en sorte d'adhérer le plus rapidement possible aux conventions figurant en annexe". (Cette formulation, qui ne contient aucun délai pour l'adhésion est particulièrement critiquée dans le projet d'avis de la commission de la recherche, du développement technologique et de l'énergie du PE([1]), laquelle estime également que la sous-commission spécialisée dans la coopération en S et T, prévue à l'article 20, doit être instituée le plus tôt possible).

([1]) PE 222.463.

Une déclaration commune annexée à l'accord précise que les droits d'auteur, y compris les droits d'auteur sur des programmes d'ordinateur, et les droits voisins, les droits voisins du brevet, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques, les marques commerciales et les marques de services, les topographies de circuits intégrés, sont inclus dans la définition de la propriété intellectuelle au titre de cet accord.

6. Conclusions

L'UE doit aider la Corée dans la restructuration de son économie afin qu'elle joue de nouveau le plus tôt possible un rôle actif dans le développement de l'économie et du commerce.

La crise dans l'Asie orientale a obligé la Corée à engager des réformes dont le besoin se faisait sentir depuis longtemps et qui répondent aux exigences européennes en ce qui concerne l'accès au marché, la transparence, la bonne gestion, la concurrence loyale et en dernier lieu les droits du travail et les droits de l'homme.

Même si les progrès dans ces secteurs sont inégaux, votre rapporteur estime que le PE doit donner un signal concret en approuvant le projet d'accord-cadre sur la base des considérations suivantes:

- l'accord-cadre contient des engagements supplémentaires de la Corée en ce qui concerne la propriété intellectuelle (article 9); la construction navale (article 8);

- la clause des droits de l'homme (article premier) garantit que la situation intérieure coréenne peut être suivie de près et que des progrès raisonnables seront réalisés. S'agissant des droits syndicaux, il faut tenir compte du rôle de l'OIT et de l'OCDE.

La commission des relations économiques extérieures espère que la Commission rendra compte à intervalles réguliers des "dossiers sensibles", notamment de la propriété intellectuelle, de la construction navale et de l'accès au marché.

5.2. « Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part », 2001. [Extrait]

LA RÉPUBLIQUE FINLANDAISE,
Tarja HALONEN,
Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME DE SUÈDE,
Lena HJELM-WALLÉN,
Ministre des affaires étrangères,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,
David DAVIS,
Ministre adjoint (Minister of State) des affaires étrangères et du Commonwealth,

LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE,
Dick SPRING,
Ministre des affaires étrangères (Irlande),
Président en exercice du Conseil de l'Union européenne,
Sir Leon BRITTAN,
Vice-président de la Commission des Communautés européennes,

LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE,
Ro-Myung GONG,
Ministre des affaires étrangères,

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article premier

Base de la coopération

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la déclaration universelle des droits de l'homme inspire la politique nationale et internationale des parties contractantes et constitue un élément essentiel du présent accord.

Article 2

But de la coopération

Pour améliorer la coopération entre elles, les parties contractantes s'engagent à promouvoir le développement de leurs relations économiques. Leurs efforts doivent tendre en particulier:

a) à développer et à diversifier les échanges et à établir une coopération commerciale à leur avantage mutuel;

b) à établir une coopération économique dans des domaines d'intérêt commun, y compris une coopération scientifique et technologique et une coopération industrielle;

c) à favoriser la coopération entre les entreprises des deux pays en facilitant les investissements des unes et des autres et en encourageant une meilleure compréhension mutuelle.

Article 3

Dialogue politique

Un dialogue politique régulier, basé sur des valeurs et des aspirations partagées, est instauré entre l'Union européenne et la République de Corée. Ce dialogue a lieu conformément aux procédures convenues dans la déclaration conjointe entre l'Union européenne et la République de Corée à ce sujet.

Article 4

Traitement de la nation la plus favorisée

Conformément aux droits et aux obligations qui résultent pour elles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 5

Coopération commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à promouvoir le plus possible et à leur profit mutuel le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux bilatéraux.

Les parties contractantes s'engagent à améliorer les conditions d'accès au marché. Elles veillent à respecter le principe de la nation la plus favorisée lors de la fixation des droits de douane, en tenant compte de différents éléments et notamment de la situation du marché intérieur d'une partie contractante et des intérêts en matière d'exportation de l'autre partie. Elles s'engagent à œuvrer pour l'élimination des obstacles aux échanges, en particulier en supprimant en temps voulu les barrières non tarifaires et en prenant des mesures destinées à améliorer la transparence, compte tenu des travaux effectués par les organisations internationales dans ce domaine.

2. Les parties contractantes font en sorte de mener une politique visant à:

a) instaurer une coopération bilatérale et multilatérale pour les questions relatives au développement des échanges qui intéressent les deux parties, y compris les futures procédures de l'OMC. À cette fin, elles coopèrent au niveau bilatéral et au niveau international à la solution des problèmes commerciaux d'intérêt commun;

Annexe 6.

Discours du président Kim Dae Jung, 2001

Address by
President Kim Dae-jung
of the Republic of Korea
at the European Parliament

World Peace and EU-ROK Cooperation

December 11, 2001

President Nicole Fontaine, EU Commission President Romano Prodi, distinguished guests,

It is with deep emotion that I stand on this podium today. I have always admired the European Parliament, a great hall of democracy. This is the place where the unprecedented and monumental task of European unity was achieved. Here, the members of the European Parliament are working for the realization of democracy, economic prosperity and social justice in Europe and the world.

It is a boundless pleasure and honor to speak from this most distinguished place. I am deeply grateful, moreover, to President Fontaine for her friendly words of welcome.

When I was elected President four years ago, Korea faced a foreign exchange crisis. EU members responded to my appeals and supported our efforts to overcome the difficulties by sending, among other things, an investment mission. Thanks to such support, we were able to recover from the crisis. Neither the Korean people nor I will ever forget your friendly help.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

The 21st century is witnessing the greatest revolution in history. It is the great revolution in knowledge and information and globalization.

In the 20th century, tangible elements, including land, capital and labor, were the sources of economic development. In the 21st century, however, intangible elements such as knowledge and information, creativity and a spirit of adventure are becoming the core of competitive strength. Two hundred years after the industrial revolution, the final curtain has come down on the paradigm of the age of industrialization. Now, the age of knowledge-based economies is opening up. Even poor nations and poor individuals will now be able to create wealth if they can make the best use of a computer.

However, humanity is also faced with a very serious problem. It is the problem of the digital divide. More than 75 percent of benefits from enhanced information capabilities are concentrated in advanced nations. Developing nations are being overlooked. The gap in information capabilities between the advanced and developing nations means a widening gap between the rich and poor. And the faster information capabilities are enhanced, the faster the gap between the rich and poor is widened.

On the other hand, the information revolution is inevitably accelerating openness and globalization. National boundaries are becoming practically meaningless as enormous amounts of information are spreading around the world instantaneously. Cultural conflicts occur. The worsening of poverty and cultural conflicts leads to various kinds of fanaticism. Thus, enhanced information capabilities and globalization could threaten world peace in the 21st century. I would like to stress that this is a very serious problem.

Distinguished members of parliament,

The digital divide is further raising the level of antagonism between the rich and poor within nations. We must stop this trend. I would like to tell you briefly about our experience. To overcome such problems, Korea has been pushing a policy of productive welfare. Productive welfare means developing the potential of low-income people while guaranteeing them a basic standard of living so that they can stand on their own feet.

In particular, we have put priority on systematically educating young people and the disadvantaged in information capabilities. This effort involves a broad spectrum of people, including elementary and middle school students, several million housewives, 600,000 members of the armed forces, the elderly, the physically challenged and even prison inmates. With this policy, we are trying to prevent a digital divide, which would create a gap in earnings, and cut off the vicious circle of poverty being handed down from parent to child. Korea built the first nationwide super-speed information network in the world, and more than half of the 46

million citizens are now using the Internet.

To resolve the basic problem of the digital divide, there has to be international interest and cooperation. I believe that advanced nations, including the members of the EU, must use their leadership to help developing countries with various kinds of support, including the construction of an information infrastructure. Korea will actively participate in such efforts; we have, in fact, already begun cooperating with individual countries.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

Now I would like to touch on the future of Korea and the EU. I proposed the construction of a super-speed information network at the ASEM summit meeting in Seoul last year. Leaders of all the member nations gave it their active support. Under this project, the "Cyber Silk Road" was built linking Asia and Europe. It is a new millennium project aimed at further activating exchanges between Asia and Europe by realizing an "e-Eurasia." In this respect, it is very fortunate, I believe, that the Trans-Eurasian Information Network is proceeding smoothly at present with the cooperation of all ASEM member nations, including EU members.

There is another project that would greatly promote exchanges between Europe and Asia. It is the construction of the "Iron Silk Road," directly linking Korea with Europe by land. For this project, one task has to be carried out without fail. It is the linking of the railway between South and North Korea. This railway has been cut off for the past 50 years at the Demilitarized Zone. On the occasion of the historic inter-Korean summit last year, the South and North agreed to relink the railway and a highway. South Korea and Europe could be connected if we link only 14 kilometers of rail.

When the trans-Korean railway is linked with the trans-China or the trans-Siberia railways, a train leaving London could reach Seoul and Busan via Paris, Eastern Europe, Central Asia and Siberia or China. Then, goods

could be shipped to all Pacific regions from Busan, the third largest container port in the world. Transportation costs would be cut by 30 percent and time shortened by two thirds.

On the day when the construction of the "Cyber Silk Road" and the "Iron Silk Road" are both completed, Asia and Europe will practically become one landmass.

Distinguished members of parliament,

Essentially, Asia and Europe are geographically one landmass. Historically, they have been interacting for a long time. From the 5th and 6th centuries on, a large number of people and goods have traveled by land over the Silk Road and by sea through the Indian Ocean and Persian Gulf. The cultures of the two regions have contributed considerably to each other's development.

In modern times, the West's democratic system, the industrial revolution and cultural achievements have exerted great influence on the politics, economy and culture of Asia. Meanwhile, Asia, as the source of the Tigris-Euphrates, Indus, and Yellow River civilizations as well as the source of the spiritual cultures of Confucianism and Buddhism, greatly influenced the entire world, including Europe. Asia taught Europe how to make gunpowder and paper. It also exerted great influence on Europe with the political system featuring a central government.

Today, Asia and Europe are pursuing the common goals of democracy and market economies.

Three fourths of the world's populations live in these two regions. Economically, they produce half the world's products. It is very important for Asia and Europe to deepen mutual understanding and cooperate further not only for the development and prosperity of the two regions but also for the peace and prosperity of the world. This is the goal and ideal of ASEM. I am convinced that close cooperation between Korea and the EU will help realize the ideal of ASEM and greatly contribute to efforts to bind Asia and

Europe into one.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

The EU is a very important and substantive cooperative partner of Korea. It is the No. 1 foreign investor in Korea and the third largest trade partner for Korea. The room for expansion of trade and investment between Korea and the EU is boundless. Korea is located in the middle of the huge markets of the United States, Japan, China and Russia. Its business and investment climate has been improved greatly through continuous economic reform. It also possesses the human resources and economic infrastructure suited to the knowledge-based economies of the 21st century. I hope that the EU and Korea will continue to expand their cooperative partnership in the huge markets of East Asia, including Japan and China. We will score "win-win success."

As you know, the Korea-EU Framework Agreement took effect last April. A systematic mechanism for further strengthening practical cooperation in such areas as investment and trade is now in place. On the parliamentary level, the Korean-EU Parliamentarians' Council was formed and annually discusses ways to develop Korea-EU relations. In the process of negotiating the Doha Development Agenda, Korea and the EU are also cooperating closely. Korea will step up cooperation with the EU in the future.

Distinguished members of parliament,

As you know, the world is experiencing overall economic stagnation. We must now reduce our degree of dependency on the United States for exports and open other venues, including the promotion of domestic demand. The flexible management of money and finance is necessary to encourage domestic demand. We must also push economic and social policies to raise the purchasing power of low-income people. In addition, we should push for more active and larger scale trade and investment between big markets like the EU and East Asia. Korea is opening its door

for EU members. And we want to actively advance into the EU. Thus, I hope that both Korea and the EU will be able to overcome today's economic stagnation and jointly pave a path toward new prosperity.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

I would like to take this opportunity now to tell you about the problem of the Korean Peninsula, in which you have taken great interest and given support. Peace on the Korean Peninsula is a concern not only of the 70 million Korean people but also of East Asia and the world. I have consistently pushed the Sunshine Policy to prevent war and settle peace on the Korean Peninsula. And at last, the historic inter-Korean summit was held in June last year.

The Sunshine Policy, in a word, is aimed at realizing coexistence and peaceful interaction between the South and North. Subsequently, in 10 or 20 years, when the people in the South and North have come to trust each other, we hope to accomplish peaceful unification.

Unification will come without fail. The Korean people lived in a unified country for 1,300 years from the seventh century; it is unimaginable for us to abandon unification forever just because we have lived separated for the past half century. As long as the Korean people ardently wish for unification, and as long as support from you and the world continues, I am firmly convinced that we will be able to unify our country in the not too distant future.

The EU has been taking part in the Korean Peninsula Energy Development Organization (KEDO) and offering humanitarian and economic assistance to North Korea. It is also pushing diverse activities including technological assistance and training programs for a market economy. Many EU members are actively supporting our efforts for peace on the Korean Peninsula by establishing diplomatic relations with North Korea. In May this year when inter-Korean relations slowed temporarily, an EU delegation, including Swedish Prime Minister Goran Persson and

EU Commissioner Chris Patten, visited North Korea and directly helped us resume dialogue. The EU is an important supporter of peace on the Korean Peninsula and exchanges and cooperation between the South and North. The members of the European Parliament are genuine friends of the Korean people. I earnestly hope that your unsparing support will continue until the day when peace is settled and the first ray of unification shines over the Korean Peninsula.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

Right now, the world is still in the grip of anxiety and tension over terrorism. The terrorist attacks on the United States in September brought enormous shock and sorrow to all. Terrorism is undeclared, terrorism has no face and terrorism kills innocent civilians; it is the most cowardly and cruel act of provocation. It is a heinous and barbaric crime that cannot be justified under any circumstance. If we are unable to root out such terrorism, the international order will collapse. Nor will individuals be able to maintain their lives. Terrorism must be rooted out now at any cost. I have high regard for the EU in quickly acting to cooperate with the international community's efforts to that end. Korea is also participating in the international coalition for the eradication of terrorism.

However, no religion or culture should be regarded with hostility under any circumstances. On the contrary, we must strengthen dialogue and cooperation among religions and cultures. We must eliminate the root cause of terrorism by eliminating the gap between the rich and poor and social inequalities that are getting wider every day. Realizing peace in the Middle East is the most important and urgent task for us.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

People around the world are craving peace and security. Peace and security is the task of our time.

In this respect, I attach great significance to the World Cup finals that are going to be held in Korea and Japan next year. We would like to make the World Cup a great turning point for world peace and the security of all peoples. The Korean people and I will do our utmost to make the 2002 World Cup the safest finals ever. We will make them a festival in which all people around the world will take part for peace and unity.

There are only six more months to the opening of the World Cup. Of the 32 competing nations, 10 are EU members. I hope many of you will visit Korea then. We will complete our preparations and wait for our guests. For those of you who will watch the games on TV, we are putting state-of-the-art facilities and measures in place so that we can transmit them vividly. We will stage the 2002 World Cup successfully befitting the greatest festival for mankind. I hope you will take great interest in and support the event.

Your Excellency Madam President and distinguished members of parliament,

Rudyard Kipling who received the Nobel Prize for Literature in 1907 said, "East is East, and West is West, and never the twain shall meet." But if he were alive today, he would have said instead: "East is West, and West is East, and never the twain shall part."

Thank you.

Annexe 7.

Accord-cadre entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, 2013

[Extrait]

ACCORD-CADRE

entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part

L'UNION EUROPÉENNE, ci-après dénommée «l'Union»,

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA RÉPUBLIQUE DE HONGRIE,

MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE,

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties contractantes au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommées «les États membres»,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE,

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement «les parties»,

CONSIDÉRANT leurs liens traditionnels d'amitié et les liens historiques, politiques et économiques qui les unissent;

RAPPELANT l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Corée, d'autre part, signé à Luxembourg le 28 octobre 1996 et qui est entré en vigueur le 1er avril 2001;

TENANT COMPTE du processus accéléré par lequel l'Union européenne acquiert sa propre identité dans les domaines de la politique étrangère ainsi que de la sécurité et de la justice;

CONSCIENTES du rôle et de la responsabilité croissants assumés par la République de Corée au sein de la communauté internationale;

SOULIGNANT le caractère complet de leur relation et l'importance que revêtent des efforts continus pour la préservation d'une cohérence générale;

CONFIRMANT leur désir de conserver et de développer leur dialogue politique régulier, qui se fonde sur des valeurs et des aspirations partagées;

EXPRIMANT leur volonté commune d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé, notamment dans les domaines politique, économique, social et culturel;

DÉTERMINÉES, à cet égard, à consolider, approfondir et diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt commun, aux niveaux bilatéral, régional et mondial, et sur une base d'égalité, de respect de la souveraineté, de non-discrimination et d'avantages mutuels;

RÉAFFIRMANT leur ferme attachement aux principes démocratiques et aux droits de l'homme, établis dans la déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents en la matière, ainsi qu'aux principes de l'État de droit et de la bonne gouvernance;

RÉAFFIRMANT leur détermination à lutter contre les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale et leur conviction qu'il convient de traduire en justice les auteurs des infractions de portée internationale les plus graves en adoptant des mesures au niveau national et en renforçant la collaboration à l'échelle mondiale;

CONSIDÉRANT que le terrorisme est une menace contre la sécurité mondiale, souhaitant intensifier leur dialogue et leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, conformément aux instruments internationaux en la matière, en particulier la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations unies, et réaffirmant que le respect des droits de l'homme et de l'État de droit constituent la base fondamentale de la lutte contre le terrorisme;

PARTAGEANT la conviction que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs constitue une menace grave pour la sécurité internationale, reconnaissant la volonté de la communauté internationale de lutter contre cette prolifération comme l'atteste l'adoption de plusieurs conventions internationales et résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment de la résolution 1540, et souhaitant renforcer leur dialogue et leur coopération dans ce domaine;

RECONNAISSANT la nécessité d'une coopération renforcée dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité;

RAPPELANT, à cet égard, que les dispositions de l'accord qui relèvent de la troisième partie, titre V, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lient le Royaume-Uni et l'Irlande en tant que parties contractantes distinctes et non en qualité de partie de l'Union européenne jusqu'à ce que l'Union européenne notifie (le cas échéant) à la République de Corée que l'un ou l'autre de ces deux États est désormais lié pour ces questions en tant que membre de l'Union européenne, conformément au protocole sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande annexé au traité sur l'Union européenne et au traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et que la même remarque s'applique au Danemark, conformément au protocole correspondant annexé auxdits traités;

RECONNAISSANT leur désir de promouvoir le développement durable dans ses dimensions économique, sociale et environnementale;

EXPRIMANT leur détermination à assurer un niveau élevé de protection environnementale et à coopérer dans la lutte contre le changement climatique;

RAPPELANT leur soutien en faveur d'une mondialisation équitable, des objectifs de plein emploi productif et d'un travail décent pour tous;

RECONNAISSANT que les échanges commerciaux et les flux d'investissement entre les parties, organisés sur la base des règles mondiales régissant le système commercial sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ont été florissants;

DÉSIREUSES de garantir et de promouvoir les conditions nécessaires à l'accroissement et au développement durables des échanges commerciaux et des investissements entre les parties, dans leur intérêt mutuel, notamment en instituant une zone de libre-échange;

S'ACCORDANT sur la nécessité de fournir des efforts collectifs afin de faire face à des problèmes mondiaux tels que le terrorisme, les crimes graves ayant une portée internationale, la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, le changement climatique, l'insécurité énergétique et des ressources, la pauvreté et la crise financière;

DÉTERMINÉES à renforcer la coopération dans des domaines d'intérêt commun, notamment la promotion des principes démocratiques et le respect des droits de l'homme, la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, la lutte contre le commerce illégal d'armes de petit calibre et d'armes légères, la prise de mesures à l'encontre des crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale, la lutte contre le terrorisme, la coopération dans les organisations régionales et internationales, le commerce et les investissements, le dialogue sur la politique économique, la coopération entre entreprises, la fiscalité, les douanes, la politique de la concurrence; la société de l'information, la science et la technologie, l'énergie, les transports, la politique relative aux transports maritimes, la politique des consommateurs, la santé, l'emploi et les affaires sociales, l'environnement et les ressources naturelles, le changement climatique, l'agriculture, le développement rural et la sylviculture, les ressources marines et la pêche, l'aide au développement, la culture, l'information, la communication, le secteur audiovisuel et les médias, l'éducation, l'État de droit, la coopération juridique, la protection des données à caractère personnel, les migrations, la lutte contre les drogues illicites, la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, la lutte contre la cybercriminalité, le maintien de l'ordre, le tourisme, la société civile, l'administration publique et les statistiques;

CONSCIENTES de l'importance qu'il y a de faciliter la participation à la coopération des personnes et des entités directement intéressées, et surtout des opérateurs économiques et de leurs organisations représentatives;

RECONNAISSANT qu'il est souhaitable de renforcer le rôle et le profil de chacune des deux parties dans la région de l'autre et d'encourager les contacts interpersonnels entre elles,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

TITRE I

FONDEMENT ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1

Fondement de la coopération

1. Les parties confirment leur attachement aux principes démocratiques, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'à l'État de droit. Le respect des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui reflètent le principe de l'État de droit, sous-tend les politiques intérieures et internationales des deux parties et constitue un aspect essentiel du présent accord.

2. Les parties confirment leur attachement à la Charte des Nations unies et leur soutien en faveur des valeurs communes qui y sont énoncées.

3. Les parties réaffirment leur volonté de promouvoir le développement durable sous toutes ses formes, qu'il s'agisse d'encourager la croissance économique, de contribuer à la réalisation des objectifs de développement définis sur le plan international et de coopérer pour relever les défis environnementaux mondiaux, en particulier en ce qui concerne le changement climatique.

4. Les parties réaffirment également leur attachement aux principes de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, compte tenu notamment de leurs obligations internationales.

5. Les parties soulignent leur attachement commun au caractère complet des relations bilatérales et à la préservation d'une cohérence générale à cet égard.

6. Les parties conviennent d'élever leurs relations au niveau d'un partenariat renforcé et de développer des domaines de coopération aux niveaux bilatéral, régional et mondial.

7. La mise en œuvre du présent accord entre parties partageant les mêmes valeurs et respectant les mêmes principes se fonde par conséquent sur le dialogue, le respect mutuel, un partenariat équitable, le multilatéralisme, le consensus et le respect du droit international.

Article 2

Objectifs de la coopération

1. En vue de renforcer leur coopération, les parties s'engagent à intensifier leur dialogue politique et à développer leurs relations économiques. Leurs efforts visent en particulier:

a) à s'accorder sur une vision d'avenir en ce qui concerne le renforcement de leur partenariat et la mise en place de projets conjoints destinés à mettre en œuvre cette vision;

b) à mener un dialogue politique régulier;

c) à promouvoir des efforts collectifs dans toutes les enceintes et organisations régionales et internationales compétentes afin de répondre aux problèmes de portée mondiale;

d) à encourager la coopération économique dans des domaines d'intérêt commun, et notamment la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie, afin de diversifier les échanges pour leur bénéfice mutuel;

e) à favoriser la coopération entre entreprises en facilitant les investissements de part et d'autre et en promouvant une meilleure compréhension mutuelle;

f) à renforcer la participation respective aux programmes de coopération de chacune des parties qui sont ouverts à l'autre partie;

g) à renforcer le rôle et le profil de chacune des deux parties dans la région de l'autre, par divers moyens tels que les échanges culturels, l'utilisation des technologies de l'information et l'éducation;

h) à promouvoir les contacts interpersonnels et la compréhension mutuelle;

2. Sur la base de leur partenariat établi de longue date et de leurs valeurs communes, les parties s'engagent à renforcer leur coopération et leur dialogue sur toutes les questions d'intérêt commun. Leurs efforts visent en particulier:

a) à renforcer le dialogue politique et la coopération, notamment en ce qui concerne les droits de l'homme, la non-prolifération des armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre, les crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale et la lutte antiterroriste;

b) à renforcer la coopération dans tous les domaines d'intérêt commun liés aux échanges et aux investissements et à assurer les conditions d'une progression durable des échanges et des investissements entre les parties dans leur intérêt mutuel;

c) à renforcer la coopération dans le domaine de la coopération économique, notamment le dialogue en matière de politique économique, la coopération entre entreprises, la fiscalité, les douanes, la politique de la concurrence; la société de l'information, la science et la technologie, l'énergie, les transports, la politique relative aux transports maritimes et la politique des consommateurs;

d) à renforcer la coopération dans les domaines du développement durable, notamment en ce qui concerne la santé, de l'emploi et des affaires sociales, de l'environnement et des ressources naturelles, du changement climatique, de l'agriculture, du développement rural et de la sylviculture, des ressources marines et de la pêche ainsi que de l'aide au développement;

e) à renforcer la coopération dans les domaines de la culture, de l'information, de la communication, de l'audiovisuel et des médias ainsi que de l'éducation;

f) à renforcer la coopération dans les domaines de la justice, de la liberté et de la sécurité, notamment l'État de droit, de la coopération juridique, de la protection des données à caractère personnel, des migrations, de la lutte contre les drogues illicites, de la lutte contre la criminalité organisée et la corruption, de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, de la lutte contre la cybercriminalité et du maintien de l'ordre;

g) à renforcer la coopération dans d'autres domaines d'intérêt commun tels que le tourisme, la société civile, l'administration publique et les statistiques.

TITRE II

DIALOGUE POLITIQUE ET COOPÉRATION

Article 3

Dialogue politique

1. Un dialogue politique régulier, fondé sur des valeurs et des aspirations communes, est établi entre la République de Corée et l'Union européenne. Il a lieu conformément aux procédures convenues entre la République de Corée et l'Union européenne.

2. Le dialogue politique vise:

a) à souligner l'attachement des parties à la démocratie et au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

b) à promouvoir des solutions pacifiques aux conflits internationaux ou régionaux et le renforcement des Nations unies et d'autres organisations internationales;

c) à renforcer les consultations stratégiques sur des questions de sécurité internationale telles que la limitation des armements et le désarmement, la non-prolifération des armes de destruction massive et le transfert international d'armes conventionnelles;

d) à engager une réflexion sur les principales questions internationales d'intérêt commun en augmentant l'échange d'informations pertinentes, tant entre les deux parties qu'au sein des enceintes internationales;

e) à renforcer les consultations sur les questions présentant un intérêt particulier pour les pays des régions Asie-Pacifique et Europe, dans le but de promouvoir la paix, la stabilité et la prospérité dans les deux régions.

3. Le dialogue entre les parties a lieu par l'intermédiaire des contacts, des échanges et des consultations, et se concrétise notamment par:

a) des réunions au sommet au niveau des dirigeants, qui auront lieu chaque fois que les parties le jugeront nécessaire;

b) des consultations annuelles au niveau ministériel, qui auront lieu dans un lieu convenu par les parties;

c) des réunions d'information au niveau des hauts fonctionnaires sur les principaux événements de l'actualité nationale ou internationale;

d) des dialogues sectoriels sur des questions d'intérêt commun;

e) des échanges de délégations entre le Parlement européen et l'Assemblée nationale de la République de Corée.

Article 4

Lutte contre la prolifération des armes de destruction massive

1. Les parties estiment que la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, au profit d'acteurs étatiques et non étatiques, constitue l'une des menaces les plus graves pour la stabilité et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent dès lors de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs en mettant pleinement en œuvre les obligations juridiques respectives qui leur incombent actuellement en matière de désarmement et de non-prolifération et d'autres instruments pertinents qu'elles ont adoptés. Elles s'accordent à reconnaître que cette disposition constitue un élément essentiel du présent accord.

3. Les parties conviennent en outre de coopérer et de contribuer à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs:

a) en prenant des mesures en vue de signer ou de ratifier tous les autres instruments internationaux pertinents, ou d'y adhérer, selon le cas, et en vue de les mettre pleinement en œuvre;

b) en mettant en place un système efficace de contrôle national des exportations, destiné à prévenir la prolifération des armes de destruction massive et des marchandises et technologies liées, consistant en un contrôle de l'utilisation finale de celles-ci et comportant des sanctions civiles et pénales efficaces en cas d'infraction aux contrôles des exportations.

4. Les parties conviennent que leur dialogue politique accompagnera et renforcera ces éléments.

Article 5

Armes légères et de petit calibre

1. Les parties reconnaissent que la fabrication, le transfert et la circulation de manière illégale d'armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, ainsi que l'accumulation excessive, la gestion déficiente, les stocks insuffisamment sécurisés et la dissémination incontrôlée de ces armes, continuent de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales.

2. Les parties conviennent de mettre en œuvre leurs engagements respectifs visant à lutter contre le commerce illégal des armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, dans le cadre d'instruments internationaux, notamment du programme d'action des Nations unies en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères sous toutes ses formes, de l'instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites ainsi que des obligations découlant des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

3. Les parties s'engagent à coopérer et à assurer la coordination, la complémentarité et la synergie de leurs efforts de lutte contre le commerce illégal des armes légères et de petit calibre, y compris de leurs munitions, aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national.

Article 6

Crimes les plus graves qui préoccupent la communauté internationale

1. Les parties réaffirment que les crimes les plus graves qui préoccupent l'ensemble de la communauté internationale ne sauraient rester impunis et que leur répression doit être effectivement assurée en prenant des mesures nationales et en renforçant la coopération internationale s'il y a lieu, notamment avec la Cour pénale internationale. Elles conviennent de soutenir pleinement l'universalité et l'intégrité du statut de Rome instituant la Cour pénale internationale et des instruments connexes.

2. Les parties reconnaissent le caractère bénéfique d'un dialogue sur ce sujet.

Article 7

Coopération en matière de lutte contre le terrorisme

1. Les parties, réaffirmant l'importance de la lutte contre le terrorisme et conformément aux conventions internationales applicables, notamment en ce qui concerne le droit humanitaire international et la législation internationale relative aux droits de l'homme et aux réfugiés, ainsi que conformément à leurs législations et réglementations respectives, et compte tenu de la stratégie mondiale contre le terrorisme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution n° 60/288 du 8 septembre 2006, conviennent de coopérer à la prévention et à l'éradication des actes terroristes.

2. Les parties coopèrent en particulier:

a) dans le cadre de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et des obligations respectives qui leur incombent en vertu d'autres conventions et instruments internationaux pertinents;

b) par un échange d'informations sur les groupes terroristes et leurs réseaux de soutien, conformément au droit international et national;

c) par des échanges de vues sur les moyens et les méthodes utilisés pour lutter contre le terrorisme, en particulier sur le plan technique et en matière de formation, et par des échanges d'expérience dans le domaine de la prévention du terrorisme;

d) en approfondissant le consensus international sur la lutte contre le terrorisme, y compris en ce qui concerne la définition juridique d'actes terroristes, le cas échéant, et en œuvrant en particulier à l'élaboration d'un accord sur la convention générale contre le terrorisme international;

DÉCLARATION INTERPRÉTATIVE COMMUNE CONCERNANT LES ARTICLES 45 ET 46

Les parties sont des démocraties qui souhaitent travailler ensemble à la promotion dans le monde de leurs valeurs partagées. Leur accord est une manifestation de leur détermination conjointe à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la non-prolifération et la lutte contre le terrorisme dans le monde. La mise en œuvre du présent accord entre les parties qui partagent les mêmes valeurs sera donc fondée sur les principes du dialogue, du respect mutuel, d'un partenariat équitable, du multilatéralisme, du consensus et du respect du droit international.

Les parties conviennent, aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique du présent accord, que les termes «mesures appropriées» employés dans l'article 45, paragraphe 3, sont des mesures proportionnées au défaut de mise en œuvre des obligations prévues par le présent accord. Des mesures peuvent être prises concernant le présent accord ou un accord spécifique relevant du cadre institutionnel commun. Le choix des mesures doit porter en priorité sur celles qui perturbent le moins le fonctionnement des accords, compte tenu du recours possible à des voies de droit nationales, si elles existent.

Les parties conviennent, aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique du présent accord, que les «cas d'urgence spéciale» visés à l'article 45, paragraphe 4, de l'accord signifient les cas de violation substantielle de l'accord par l'une des deux parties. Par violation substantielle, il faut entendre soit une dénonciation du présent accord non sanctionnée par les règles générales du droit international, soit une violation particulièrement grave et substantielle d'un élément essentiel de l'accord. Les parties apprécient une violation substantielle éventuelle de l'article 4, paragraphe 2, en prenant en compte la position officielle, si elle existe, des agences internationales compétentes.

En ce qui concerne l'article 46, lorsque des mesures ont été prises concernant un accord spécifique relevant du cadre institutionnel commun, toute procédure pertinente de règlement d'un différend prévue par cet accord spécifique s'applique à la procédure de mise en œuvre de la décision du groupe spécial d'arbitrage dans les cas où les arbitres décident que la mesure n'était pas justifiée ou proportionnée.

DÉCLARATION UNILATÉRALE DE L'UNION EUROPÉENNE RELATIVE À L'ARTICLE 12

Les plénipotentiaires des États membres et le plénipotentiaire de la République de Corée prennent acte de la déclaration unilatérale suivante:

L'Union européenne déclare que les États membres sont engagés en vertu de l'article 12 dans la mesure uniquement où ils ont souscrit à ces principes de bonne gouvernance dans le domaine fiscal au niveau de l'Union européenne.

Annexe 8.

Accord établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne, 2014

TRADUCTION

ACCORD

entre l'Union européenne et la République de Corée établissant un cadre pour la participation de la République de Corée aux opérations de crise menées par l'Union européenne

L'UNION EUROPÉENNE (ci-après dénommée «Union» ou «UE»)

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

d'autre part,

ci-après dénommées «parties»,

considérant ce qui suit:

(1) L'Union peut décider d'entreprendre une action dans le domaine de la gestion de crise, notamment des opérations de maintien de la paix ou des opérations humanitaires.

(2) L'Union décidera si des États tiers seront invités à participer à une opération de gestion de crise menée par l'UE. La République de Corée peut accepter l'invitation de l'Union et présenter une offre de contribution. En pareil cas, l'Union se prononcera sur l'acceptation de la contribution proposée par ce pays.

(3) Les conditions relatives à la participation de la République de Corée aux opérations de gestion de crises menées par l'UE ne devraient pas être définies au cas par cas pour chaque opération concernée, mais fixées dans un accord établissant le cadre d'une telle participation future éventuelle.

(4) Un tel accord devrait s'entendre sans préjudice de l'autonomie décisionnelle de l'Union et ne pas préjuger le caractère ponctuel de la décision de la République de Corée de participer à une opération de gestion de crise menée par l'UE, conformément à son système juridique.

(5) Un tel accord ne devrait porter que sur les opérations futures de gestion de crises qui seront menées par l'UE et devrait s'entendre sans préjudice d'accords existants régissant la participation de la République de Corée à une opération de gestion de crise de l'UE qui a déjà été déployée,

SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT:

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1

Décisions relatives à la participation

1. À la suite d'une décision prise par l'Union d'inviter la République de Corée à participer à une opération de gestion de crise qu'elle mène, l'Union communique toutes les informations et les analyses pertinentes relatives à cette opération en vue de faciliter l'examen par la République de Corée de l'invitation qu'elle lui adresse.

2. L'Union fournit le plus tôt possible à la République de Corée une première indication de la contribution probable de la République de Corée aux coûts communs ou aux coûts fixés dans le budget opérationnel, conformément aux articles 8 et 12, afin d'aider la République de Corée à formuler toute contribution qu'elle propose d'apporter.

3. Une fois que la République de Corée a décidé de proposer une contribution, elle détermine la contribution qu'elle propose d'apporter à l'Union et fournit des informations à ce sujet, notamment sur la composition de tout contingent éventuel de personnel coréen.

4. L'Union évalue la contribution de la République de Corée en consultation avec cette dernière. La République de Corée peut décider de revoir la contribution qu'elle propose à tout moment au cours du processus de consultation et d'évaluation.

5. L'Union informe par écrit la République de Corée des résultats de son évaluation de la contribution proposée et de sa décision à ce sujet, en vue de s'assurer de la participation de la République de Corée conformément aux dispositions du présent accord.

6. La République de Corée peut, de sa propre initiative ou à la demande de l'Union, et après consultation entre les parties, mettre fin à tout moment, totalement ou partiellement, à sa participation à une opération de gestion de crise menée par l'UE.

Article 2

Cadre

1. La République de Corée souscrit à la décision en vertu de laquelle le Conseil de l'Union européenne décide que l'Union mènera l'opération de gestion de crise, ainsi qu'à toute autre décision en vertu de laquelle le Conseil de l'Union européenne décide de prolonger l'opération de gestion de crise menée par l'UE, conformément aux dispositions du présent accord et aux modalités de mise en œuvre s'avérant nécessaires.

2. La contribution de la République de Corée à une opération de gestion de crise menée par l'UE s'entend sans préjudice de l'autonomie décisionnelle de l'Union.

Article 3

Statut du personnel et des forces de la République de Corée

1. Le statut du personnel que la République de Corée détache dans le cadre d'une opération civile de gestion de crise menée par l'UE et/ou des forces que la République de Corée met à la disposition d'une opération militaire de gestion de crise menée par l'UE est régi par l'accord portant sur le statut des forces/de la mission conclu entre l'Union et le ou les États dans lesquels l'opération est menée, s'il a été conclu.

2. Le statut du personnel détaché auprès du quartier général ou des éléments de commandement situés en dehors du ou des États dans lesquels se déroule l'opération de gestion de crise menée par l'UE est régi par des accords conclus entre, d'une part, le quartier général et les éléments de commandement concernés et, d'autre part, les autorités compétentes de la République de Corée.

3. Sans préjudice de l'accord sur le statut des forces/de la mission visé au paragraphe 1, le personnel de la République de Corée participant à l'opération de gestion de crise menée par l'UE relève de la juridiction de ce pays. Si les forces de la République de Corée opèrent à bord d'un navire ou d'un aéronef d'un État membre de l'Union européenne, elles relèvent de la juridiction de ce dernier, sous réserve de tout accord existant et/ou futur et conformément aux dispositions législatives et réglementaires de celui ci ainsi qu'au droit international.

4. Il appartient à la République de Corée de répondre à toute plainte liée à la participation à une opération de gestion de crise menée par l'UE, qui émane d'un des membres de son personnel, et d'intenter toute action, notamment juridique ou disciplinaire, contre l'un des membres de son personnel, conformément à ses dispositions législatives et réglementaires.

5. Chaque partie convient de renoncer à présenter toute demande d'indemnités, à l'exception des demandes d'indemnités contractuelles, contre l'autre partie, en cas de dommage, de perte ou de destruction de biens utilisés par l'une ou l'autre partie ou lui appartenant, ou de lésions corporelles ou de décès du personnel de l'une ou l'autre partie, résultant de l'accomplissement de leurs tâches officielles en liaison avec les activités menées au titre du présent accord, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle.

6. La République de Corée s'engage à faire une déclaration en ce qui concerne la renonciation aux demandes d'indemnités à l'encontre de tout autre État participant à une opération de gestion de crise menée par l'UE à laquelle la République de Corée participe, et à le faire lors de la signature du présent accord.

7. L'Union s'engage à veiller à ce que ses États membres fassent une déclaration en ce qui concerne la renonciation aux demandes d'indemnités pour toute participation future de la République de Corée à une opération de gestion de crise menée par l'UE, et le fassent lors de la signature du présent accord.

Article 4

Informations classifiées

1. La République de Corée prend les mesures appropriées pour assurer la protection des informations classifiées de l'UE conformément au règlement de sécurité du Conseil de l'Union européenne contenu dans la décision 2011/292/UE du Conseil [1], et conformément aux autres orientations émises par les autorités compétentes, notamment par le commandant de l'opération de l'UE dans le cas d'une opération militaire de gestion de crise menée par l'UE ou le chef de mission dans le cas d'une opération civile de gestion de crise menée par l'UE.

2. Au cas où les parties concluent un accord sur les procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées, cet accord s'applique dans le cadre d'une opération de gestion de crise menée par l'UE.

SECTION II

DISPOSITIONS RELATIVES À LA PARTICIPATION À DES OPÉRATIONS CIVILES DE GESTION DE CRISE

Article 5

Personnel détaché dans le cadre d'une opération civile de gestion de crise menée par l'UE

1. La République de Corée:

a) veille à ce que le personnel qu'elle a détaché dans le cadre de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE exécute sa mission conformément:

   i) à la décision du Conseil et à ses modifications ultérieures visées à l'article 2, paragraphe 1;

   ii) au plan d'opération;

   iii) aux modalités de mise en œuvre;

b) informe en temps voulu le chef de mission, ainsi que le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (ci-après dénommé «HR»), de toute modification apportée à sa contribution à l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE.

2. Le personnel détaché par la République de Corée dans le cadre d'une opération civile de gestion de crise menée par l'UE se soumet à un examen médical, est vacciné et reçoit de son autorité compétente un certificat médical attestant son aptitude au service et fournit une copie dudit certificat.

3. Le personnel détaché par la République de Corée s'acquitte de ses fonctions et règle sa conduite en ayant uniquement en vue les intérêts de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE.

[1] Décision 2011/292/UE du Conseil du 31 mars 2011 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'UE (JO L 141 du 27.5.2011, p. 17).

Article 6

Chaîne de commandement

1. Tous les membres du personnel restent entièrement sous le commandement de leurs autorités nationales.

2. Les autorités nationales transfèrent le contrôle opérationnel au commandant de l'opération civile de l'Union.

3. Le commandant de l'opération civile est responsable de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE au niveau stratégique et en exerce le commandement et le contrôle.

4. Le chef de mission est responsable de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE sur le théâtre des opérations, en exerce le commandement et le contrôle et en assure la gestion quotidienne.

5. La République de Corée a les mêmes droits et obligations en termes de gestion quotidienne de l'opération que les États membres de l'Union européenne qui y participent, conformément aux instruments juridiques visés à l'article 2, paragraphe 1.

6. Le chef de mission est responsable des questions de discipline touchant le personnel de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE. L'autorité nationale concernée prend des mesures disciplinaires lorsque cela est nécessaire.

7. La République de Corée désigne un point de contact des contingents nationaux (ci-après dénommé «PCN») pour représenter son contingent national au sein de l'opération. Le PCN fait rapport au chef de mission sur des questions nationales et est responsable au quotidien de la discipline au sein du contingent.

8. L'Union prend la décision de mettre fin à l'opération après consultation de la République de Corée si celle-ci apporte toujours une contribution à l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE à la date à laquelle l'opération prend fin.

Article 7

Aspects financiers

1. Sans préjudice de l'article 8, la République de Corée assume tous les coûts liés à sa participation à l'opération, à l'exception des frais de fonctionnement, tel qu'ils sont prévus par le budget opérationnel de l'opération.

2. En cas de décès, de lésion corporelle, de perte ou de dommage causés à des personnes physiques ou morales du ou des États dans lesquels l'opération est menée, la République de Corée verse des indemnités, lorsque sa responsabilité a été établie, selon les conditions prévues dans l'accord sur le statut de la mission qui est applicable, visé à l'article 3, paragraphe 1.

Article 8

Contribution au budget opérationnel

1. Sous réserve du paragraphe 4, la République de Corée contribue au financement du budget opérationnel de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE.

2. Cette contribution au budget opérationnel est calculée sur la base de l'une des deux formules ci-après, la formule produisant le montant le plus faible étant retenue:

a) la part du montant de référence qui est proportionnelle au ratio entre le revenu national brut (RNB) de la République de Corée et le total des RNB de tous les États contribuant au budget opérationnel de l'opération; ou

b) la part du montant de référence pour le budget opérationnel qui est proportionnelle au ratio entre les effectifs de la République de Corée participant à l'opération et le total des effectifs engagés par tous les États participant à l'opération.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, la République de Corée ne contribue pas au financement des indemnités journalières versées au personnel des États membres de l'Union européenne.

4. Nonobstant le paragraphe 1, l'Union dispense en principe la République de Corée de contribuer financièrement à une opération civile donnée de gestion de crise menée par l'UE, lorsque:

a) l'Union décide que la République de Corée fournit une contribution substantielle qui est essentielle à l'opération; ou

b) la République de Corée a un RNB par habitant ne dépassant aucun de ceux des États membres de l'Union.

5. Sous réserve du paragraphe 1, tout accord sur le paiement des contributions de la République de Corée au budget opérationnel de l'opération civile de gestion de crise menée par l'UE est signé entre les autorités compétentes des parties et comporte notamment des dispositions portant sur:

a) le montant de la contribution financière concernée;

b) les modalités de paiement de la contribution financière; et

c) la procédure de vérification.

SECTION III

DISPOSITIONS RELATIVES À LA PARTICIPATION À DES OPÉRATIONS MILITAIRES DE GESTION DE CRISE

Article 9

Participation à une opération militaire de gestion de crise menée par l'UE

1. La République de Corée veille à ce que les membres de ses forces et de son personnel participant à une opération militaire de gestion de crise menée par l'UE exécutent leur mission conformément:

a) à la décision du Conseil et à ses modifications ultérieures visées à l'article 2, paragraphe 1;

b) au plan d'opération; et

c) aux modalités de mise en œuvre.

2. La République de Corée informe en temps voulu le commandant de l'opération de l'UE de toute modification apportée à sa participation à ladite opération.

3. Le personnel détaché par la République de Corée s'acquitte de ses fonctions et règle sa conduite en ayant uniquement en vue les intérêts de l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE.

Article 10

Chaîne de commandement

1. Tous les membres des forces et du personnel participant à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE restent entièrement sous le commandement de leurs autorités nationales.

2. Les autorités nationales transfèrent le commandement et/ou le contrôle opérationnel et tactique de leurs forces et de leur personnel au commandant de l'opération de l'UE, qui est habilité à déléguer son autorité.

3. La République de Corée a les mêmes droits et obligations en termes de gestion quotidienne de l'opération que les États membres de l'Union européenne qui y participent, conformément aux instruments juridiques visés à l'article 2, paragraphe 1.

4. Après avoir consulté la République de Corée, le commandant de l'opération de l'UE peut à tout moment demander le retrait de la contribution apportée par la République de Corée.

5. La République de Corée désigne un haut représentant militaire (HRM) pour représenter son contingent national au sein de l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE. Le HRM consulte le commandant de la force de l'UE sur toute question liée à l'opération et est responsable au quotidien de la discipline au sein du contingent de la République de Corée.

Article 11

Aspects financiers

1. Sans préjudice de l'article 12 du présent accord, la République de Corée assume tous les coûts liés à sa participation à l'opération, à moins que les coûts ne fassent l'objet d'un financement commun prévu par les instruments juridiques visés à l'article 2, paragraphe 1, ainsi que par la décision 2011/871/PESC du Conseil [1].

2. En cas de décès, de lésion corporelle, de perte ou de dommage causés à des personnes physiques ou morales du ou des États dans lesquels l'opération est menée, la République de Corée verse des indemnités, lorsque sa responsabilité a été établie, selon les conditions prévues dans l'accord sur le statut des forces qui est applicable, visé à l'article 3, paragraphe 1.

Article 12

Contribution aux coûts communs

1. Sous réserve du paragraphe 3, la République de Corée contribue au financement des coûts communs de l'opération militaire de gestion de crise menée par l'UE.

2. Cette contribution aux coûts communs est calculée sur la base de l'une des deux formules ci-après, la formule produisant le montant le plus faible étant retenue:

a) la part des coûts communs qui est proportionnelle au ratio entre le RNB de la République de Corée et le total des RNB de tous les États contribuant aux coûts communs de l'opération; ou

b) la part des coûts communs qui est proportionnelle au ratio entre les effectifs de la République de Corée participant à l'opération et le total des effectifs engagés par tous les États participant à l'opération.

Lorsque la formule visée au point b) est utilisée et lorsque la République de Corée ne détache du personnel qu'auprès du centre de commandement de l'opération ou de la force, le ratio utilisé est obtenu en rapportant ses effectifs aux effectifs totaux des centres de commandement respectifs. Dans les autres cas, le ratio utilisé est obtenu en rapportant tous les effectifs détachés par la République de Corée aux effectifs totaux affectés à l'opération.

3. Nonobstant le paragraphe 1, l'Union dispense en principe la République de Corée de contribuer financièrement aux coûts communs d'une opération militaire donnée de gestion de crise menée par l'UE lorsque:

a) l'Union décide que la République de Corée fournit une contribution substantielle qui est essentielle à l'opération; ou

b) la République de Corée a un RNB par habitant ne dépassant aucun de ceux des États membres de l'Union.

4. Sous réserve du paragraphe 1, tout accord sur le paiement des contributions de la République de Corée aux coûts communs est conclu entre les autorités compétentes des parties et comporte notamment des dispositions concernant:

a) le montant de la contribution financière concernée;

b) les modalités de paiement de la contribution financière; et

c) la procédure de vérification.

---

[1] Décision 2011/871/PESC du Conseil du 19 décembre 2011 créant un mécanisme de gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense (Athena) (JO L 343 du 23.12.2011, p. 35).

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 13

Modalités d'application de l'accord

Sans préjudice de l'article 8, paragraphe 5, et de l'article 12, paragraphe 4, les autorités compétentes des parties adoptent les modalités techniques et administratives nécessaires à l'application du présent accord.

Article 14

Manquement aux obligations

Si l'une des parties ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, l'autre partie a le droit de dénoncer le présent accord moyennant un préavis écrit d'un mois.

Article 15

Règlement des différends

Les différends portant sur l'interprétation ou l'application du présent accord sont réglés entre les parties par la voie diplomatique.

Article 16

Entrée en vigueur, durée et dénonciation

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du premier mois suivant la date à laquelle les parties se sont notifié mutuellement l'accomplissement des procédures juridiques internes nécessaires à son entrée en vigueur.

2. Le présent accord fait l'objet d'un réexamen périodique.

3. Le présent accord peut être modifié sur la base d'un accord écrit conclu entre les parties. Les modifications entrent en vigueur conformément à la procédure énoncée au paragraphe 1.

4. Le présent accord reste en vigueur pendant une durée initiale de cinq ans et est reconduit ensuite automatiquement pour des périodes successives de cinq ans, sauf notification écrite d'une partie à l'autre de son intention de dénoncer le présent accord au moins six mois avant la date d'expiration.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment habilités à cet effet par les parties respectives, ont signé le présent accord.

Fait à Séoul, le vingt-trois mai de l'an deux mil quatorze en double exemplaire en langues anglaise et coréenne, chacun de ces textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaudra.

Pour l'Union européenne *Pour la République de Corée*

DÉCLARATION DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE APPLIQUANT UNE DÉCISION DU CONSEIL DE L'UE RELATIVE À UNE OPÉRATION DE GESTION DE CRISE MENÉE PAR L'UE, À LAQUELLE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE PARTICIPE CONCERNANT LA RENONCIATION AUX DEMANDES D'INDEMNITÉS

«Les États membres de l'UE qui appliquent une décision du Conseil de l'UE relative à une opération de gestion de crise menée par l'UE, à laquelle la République de Corée participe, s'efforceront, dans la mesure où leur ordre juridique interne le permet, de renoncer autant que possible à présenter toute demande d'indemnités à l'encontre de la République de Corée en cas de lésion corporelle, de décès de membres de leur personnel, ou de dommage ou de perte se rapportant à des biens leur appartenant et utilisés par l'opération de gestion de crise menée par l'UE, si la lésion corporelle, le décès, le dommage ou la perte:

— est causé par des membres du personnel coréen, que la République de Corée met à la disposition de l'opération de gestion de crise menée par l'UE, dans l'accomplissement de leurs tâches en liaison avec l'opération de gestion de crise menée par l'UE, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle; ou

— résulte de l'utilisation de biens, quels qu'ils soient, appartenant à la République de Corée, à condition que ces biens aient été utilisés en liaison avec l'opération et sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle des membres du personnel coréen que la République de Corée met à la disposition de l'opération de gestion de crise menée par l'UE et qui utilisent ces biens.».

DÉCLARATION DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE CONCERNANT LA RENONCIATION AUX DEMANDES D'INDEMNITÉS CONTRE TOUT ÉTAT PARTICIPANT AUX OPÉRATIONS DE GESTION DE CRISE DE L'UE

«La République de Corée ayant accepté de participer à une opération de gestion de crise menée par l'UE, s'efforcera, dans la mesure où son ordre juridique interne le permet, de renoncer autant que possible à présenter toute demande d'indemnités à l'encontre de tout État participant à une opération de gestion de crise menée par l'UE en cas de lésion corporelle ou de décès de membres de son personnel, ou de dommage ou de perte se rapportant à des biens lui appartenant et utilisés par l'opération de gestion de crise menée par l'UE, si la lésion corporelle, le décès, le dommage ou la perte:

— est causé par des membres du personnel dans l'accomplissement de leurs tâches en liaison avec l'opération de gestion de crise menée par l'UE, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle, ou

— résulte de l'utilisation de biens, quels qu'ils soient, appartenant à des États participant à l'opération de gestion de crise menée par l'UE, à condition que ces biens aient été utilisés en liaison avec l'opération et sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle des membres du personnel de l'opération de gestion de crise menée par l'UE utilisant ces biens.».

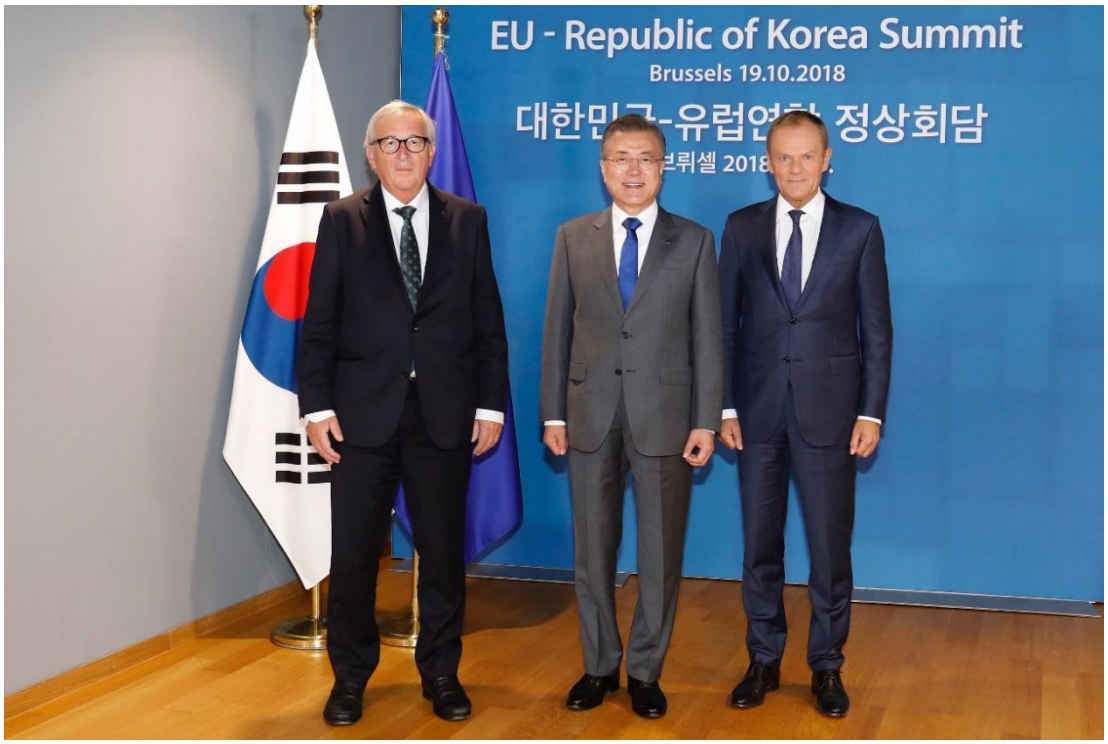
Annexe 9.

Sommet UE-République de Corée, 2018

[Photo] Table ronde / discours d'ouverture, Bruxelles, le 19 octobre 2018.



[Photo] Réunion des dirigeants (Moon, Jae-in, Président de la Corée du Sud, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, Donald Tusk, Président du Conseil européen), Bruxelles, le 19 octobre 2018.



(Source : Union européenne)

Université de Strasbourg

Jiyu CHOI

Ecole doctorale des sciences juridiques | ED 101 Université de Strasbourg

L'impact des valeurs européennes sur les relations entre l'UE et la Corée du Sud de 1961 à nos jours

Résumé

Cette thèse examine l'histoire diplomatique entre l'Union européenne et la Corée du Sud et explore la mesure dans laquelle les relations diplomatiques entre les deux acteurs ont été façonnées par l'impact des valeurs européennes. L'Union européenne a façonné les contours de son identité internationale sur la base des valeurs européennes, qui s'étendent désormais au contexte des valeurs universelles de la communauté internationale. Depuis l'établissement de la diplomatie dans les années 1960 jusqu'à aujourd'hui, la manière dont la Corée du Sud a adopté ces valeurs dans ses relations diplomatiques avec l'UE a évolué parallèlement à son histoire moderne mouvementée. Ce travail explore la manière dont la politique étrangère des deux acteurs a été essentiellement remodelée par les changements dans la politique internationale et les changements dans les relations diplomatiques, avec des identités basées sur ce contexte de valeurs.

Mots-clés : Valeurs européennes, Relations extérieures de l'UE, Politique étrangère de la Corée du Sud, Histoire diplomatique entre l'UE et la Corée.

Abstract (Résumé en anglais)

This thesis examines the diplomatic history between the European Union and South Korea and explores the extent to which diplomatic relations between the two actors have been shaped by the impact of European values. The European Union has shaped the contours of its international identity on the basis of European values, which now extend to the context of the universal values of the international community. From the establishment of diplomacy in the 1960s to the present day, the way in which South Korea has embraced these values in its diplomatic relations with the EU has evolved alongside its turbulent modern history. This study explores how the foreign policy of both actors has been essentially reshaped by changes in international politics and changes in diplomatic relations, with identities based on this value context.

Key words : European values, EU external relations, South Korean foreign policy, Diplomatic history between the EU and Korea.